

DS835 .L35 1907

vol.6

La Mazeliere, Antoine Rous,
marquis de, 1864-

Le Japon : histoire et
civilisation ...

Archbishop Alemany Library
Dominican College
of San Rafael



The Gift of
MR. & MRS. RICHARD DAVIS

THE PAYSON J. TREAT
COLLECTION

*Il a été tiré de cet ouvrage 60 exemplaires sur papier
de Hollande, numérotés de 1 à 60.*

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME VI

LE JAPON MODERNE

★ ★ ★

LA TRANSFORMATION DU JAPON

(SUITE)

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Moines et Ascètes indiens. Essai sur les caves d'Ajantâ et les couvents bouddhistes des Indes. Ouvrage accompagné de gravures d'après des photographies. Un volume in-18. 4 francs.

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Essai sur l'histoire du Japon. Ouvrage orné de dix-neuf gravures et d'une carte. Un volume in-16. (*Épuisé.*)

Quelques notes sur l'histoire de Chine. Un volume petit in-8°. (*Épuisé.*)

Essai sur l'évolution de la civilisation indienne. Tome I^{er}. *L'Inde ancienne. — L'Inde au moyen âge.* — Tome II. *L'Inde moderne.* Deux forts volumes in-16 avec carte et gravures hors texte..... 8 francs.

La Peinture allemande au dix-neuvième siècle. Ouvrage accompagné de 103 gravures hors texte. Un volume grand in-8°. Prix..... 20 francs.

Le Japon. Histoire et civilisation. Tome I^{er}. *Le Japon ancien.* — Tome II. *Le Japon féodal.* — Tome III. *Le Japon des Tokugawa.* Trois volumes in-16 avec 41 gravures hors texte et deux cartes..... 12 fr.

— Tome IV. *Le Japon moderne. La Révolution et la Restauration (1854-1869).* Un volume in-16, avec dix gravures. 4 fr.

— Tome V. *Le Japon moderne. La Transformation du Japon (1869-1910).* Un volume in-16, avec huit gravures. 4 fr.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

Le Japon. Histoire et civilisation. Tome VII. *Le Japon moderne. Le Japon comme grande puissance.*

M^{is} DE LA MAZELIÈRE

LE JAPON

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME VI

LE JAPON MODERNE

★ ★ ★

LA TRANSFORMATION DU JAPON

(SUITE)

Avec huit gravures hors texte et une carte



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6°

1913

Tous droits réservés

BRITISH MUSEUM LIBRARY
DOMINICAN COLLEGE
SAN RAFAEL, CALIFORNIA

F
952
21641
v. 6

86001

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

Copyright 1913 by Plon-Nourrit et Cie.

LE JAPON MODERNE

LIVRE II

LA TRANSFORMATION DU JAPON LES RÉFORMES QUI CRÉENT LE RÉGIME MODERNE

DEUXIÈME PARTIE

L'ŒUVRE DE RECONSTRUCTION

SECTION II

LA CIVILISATION MATÉRIELLE

INTRODUCTION

DES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE NOTRE CIVILISATION MATÉRIELLE ET DES RAISONS POUR LESQUELLES L'ASIE, APRÈS L'AVOIR LONGTEMPS REPOUSSÉE, L'ADOpte AUJOURD'HUI RAPIDEMENT

Entre la civilisation du présent et celle du passé, entre la civilisation générale de l'Europe actuelle

et la civilisation générale de l'Asie actuelle, qui est restée dans une grande mesure une civilisation du passé, les différences matérielles sont les plus faciles à saisir comme aussi les plus propres à nous faire bien connaître tous les états que l'humanité a traversés depuis cent ans. En effet, la civilisation matérielle peut se transformer brusquement et dans le fait une pareille transformation s'est accomplie au cours du dix-neuvième siècle, tandis que, malgré des périodes de bouleversement et des périodes d'accalmie, l'évolution de la civilisation morale nous apparaît comme plus régulière mais en même temps comme plus complexe; puis, à de certaines époques, c'est la transformation brusque de la civilisation matérielle qui précipite et révolutionne l'évolution plus lente de la civilisation morale.

Il sera donc particulièrement intéressant de rechercher comment un peuple asiatique a pu s'assimiler la civilisation matérielle de l'Europe et dans quelle mesure il l'a fait. Nous avons vu que le Japon s'était donné une organisation administrative, judiciaire et militaire analogue à celle des pays occidentaux; et c'est assurément remarquable qu'il y ait réussi, que les institutions adoptées aient maintenant duré près d'un demi-siècle, qu'elles n'aient pas provoqué de révolte et que leur sort paraisse assuré; c'est remarquable, et c'est de première importance pour l'idée que nous devons nous faire de l'avenir du Japon, de l'Asie et de l'humanité entière; mais encore est-il que ces institutions ont été élaborées par un petit

nombre d'hommes, convertis en quelque sorte chacun séparément à la culture occidentale, puis imposées par la volonté absolue d'un souverain considéré comme dieu descendant des dieux; et par suite, encore qu'il y aurait assurément paradoxe à soutenir qu'un peuple ait pu les accepter et s'en trouver bien sans se les assimiler, il se rencontre quelque difficulté à persuader les personnes rendues sceptiques par leurs préjugés que cette assimilation a été véritablement générale et complète.

Au contraire, si l'on voit que le pays tout entier s'est enrichi, qu'un certain nombre de brasseurs d'affaires y amasse de grosses fortunes, que les gens éduqués, que les gens du peuple eux-mêmes y créent des industries, y ouvrent des usines, y construisent des bâtiments et des machines, y manœuvrent ces bâtiments et ces machines, comment, si mal disposé que l'on soit, niera-t-on encore que les Japonais ont fait leur la civilisation de l'Occident? Et c'est pourquoi l'étude de la civilisation matérielle nous permettra plus qu'aucune autre de déterminer et les divergences qui existaient, qui existent encore entre l'Europe et l'Asie, et les convergences de leurs évolutions, qui tendent chaque jour à faire disparaître ces divergences.

Mais, pour rendre saisissables les unes et les autres, avant d'aborder la partie technique de cette étude, qui se prêterait mal à des comparaisons et à des considérations d'ordre général, j'essaierai de reprendre et de développer quelques points de l'introduction donnée au commencement du quatrième volume, de préciser plus net-

tement les causes, les résultats et les caractères proprement distinctifs de notre civilisation matérielle, de montrer pourquoi elle s'est développée tout d'abord en Europe, pourquoi l'Asie y a longtemps été rebelle, pourquoi l'Asie l'adopte aujourd'hui rapidement.

I

La brusque transformation de la civilisation matérielle au cours du dernier siècle provient surtout de trois causes, dont chacune a été l'aboutissement d'une lente évolution.

On pourrait donner comme première cause le progrès des sciences et de leurs applications pratiques; cette cause est en effet la plus apparente parce que c'est la plus directe. Il ne faut cependant la considérer que comme le résultat des deux autres, qui sont plus générales : car les expériences et surtout les applications des sciences ne deviennent possibles que dans de certaines conditions matérielles et la science elle-même suppose l'esprit scientifique, c'est-à-dire une certaine formation morale.

Pour l'étude particulière que nous poursuivons ici nous pouvons donc confondre les raisons particulières qui ont amené les progrès de la science avec les deux grandes causes générales qui ont produit la transformation récente de la civilisation matérielle. La première de ces causes comprend l'ensemble des conditions physiques nécessaires

à une pareille transformation : c'est pour un peuple ou pour un ensemble de peuples la paix extérieure, l'ordre intérieur, la bonne organisation des pouvoirs publics, comme aussi la richesse du sol et du sous-sol, une accumulation suffisante de capital, la disponibilité de ce capital par le fait de sa concentration dans un petit nombre de mains, une population assez nombreuse pour permettre l'exploitation de toutes les régions et la division du travail, pas si nombreuse cependant que le pays dans son état présent soit incapable de la nourrir.

Voici maintenant la seconde cause, c'est-à-dire l'ensemble des conditions morales qui doivent coexister avec ces conditions matérielles. Il faut d'abord l'initiative et la liberté. Dans une société exclusivement traditionnelle et trop étroitement hiérarchisée l'homme, habitué à obéir, perd l'instinct mais n'acquiert pas la faculté d'agir volontairement; habitué à cultiver surtout sa mémoire, n'exerçant sa faculté de raisonner que d'une manière purement déductive sans analyser les principes dont il tire ses déductions, il n'est guère porté à réfléchir, ne peut pas concentrer son attention et ne connaît pas le doute; sans curiosité, il n'observe pas ou observe superficiellement; ses rares observations ne lui suggèrent pas d'inductions, l'induction répugnant à la passivité de son esprit et de son tempérament. Nul ne fait donc de découvertes ni ne cherche à en faire. En ferait-on, ce serait œuvre vaine. Tous étant emprisonnés dans des coutumes, des professions héréditaires, où trouverait-on des aides pour réaliser une découverte et la répandre?

Quelque audacieux y réussit-il pourtant, son initiative se heurterait à cette répulsion qu'éprouvent encore dans notre Europe modernisée les personnes âgées et d'une éducation traditionnelle pour tous les changements matériels, qu'il s'agisse de l'éclairage et du chauffage de leur maison ou de leur manière de voyager ou plus encore de leurs habitudes de vie, et cela non seulement par une sorte de défiance du nouveau, mais encore pour l'affection et le respect que leur inspirent de vieux souvenirs.

Cependant l'initiative et la liberté ne suffisent pas au progrès de la civilisation matérielle. Bien plus, les avantages n'en sont pas exempts de dangers : la liberté devient facilement l'anarchie et qui dit anarchie dit ruine de l'industrie et de la richesse ; le cas se présente même que par défaut d'organisation un peuple ne profite pas des découvertes qu'il fait et en voit l'avantage passer à d'autres peuples plus unis. Si dans les pays encore inexploités et peu habités le défaut d'ordre n'est pas toujours un mal, dans les pays habités d'une manière dense et depuis longtemps exploités les deux conditions primordiales du progrès sont la méthode et la discipline. Dans les stades inférieurs et même dans les stades moyens de l'évolution de la civilisation les besoins de l'homme sont relativement faibles et, les hommes étant groupés en familles, chaque famille y satisfait elle-même ; comme elle a construit sa maison, elle cultive son champ, élève ses animaux, fait son pain, ses conserves, ses boissons, se nourrit de ses produits, se chauffe de son bois, s'éclaire avec des torches ou

des chandelles qu'elle a fabriquées, se vêt des habits qu'elle a filés et tissés. Quel contraste avec nos grandes villes modernes, où l'interdépendance des citoyens est complète; où l'éclairage, souvent aussi le chauffage, l'hygiène, les transports, l'évacuation des déchets sont assurés par des entreprises publiques; où tout ce qu'on mange, ce qu'on boit, ce qu'on emploie pour se meubler ou s'habiller doit non seulement s'acheter, mais être commandé au dehors par le service minutieusement réglé des postes, en être apporté par le service réglé plus minutieusement encore des chemins de fer! La mauvaise volonté, bien plus, la simple distraction d'un homme mal éduqué, exposé aux tentations les plus diverses, à la tentation dangereuse entre toutes de l'alcool, peut provoquer la perte d'un train, d'un tramway, d'un bateau, l'explosion d'une usine, l'incendie d'une maison, la perte de milliers de vies humaines, de richesses énormes représentant le travail et les peines de milliers, de centaines de milliers d'hommes pendant des années. Cette seule comparaison de la constitution ancienne et de la constitution moderne des sociétés montre que le développement de la civilisation matérielle exige bien plus encore l'organisation que la liberté, la discipline collective que l'initiative individuelle.

Après avoir étudié les causes du développement de la civilisation matérielle, étudions-en les résultats.

Il faut remarquer que sur bien des points les causes et les résultats se confondent. La science

ne doit jamais être dupe d'elle-même, prendre ses hypothèses pour des lois, se persuader que ses classifications reposent sur des différences foncières existant dans la nature. Ce que nous pouvons classer, c'est seulement les notions abstraites que pour la commodité de nos études, la clarté de notre esprit et par l'exercice, légitime d'ailleurs, de notre raison raisonnante nous tirons de l'observation des phénomènes. Quant aux phénomènes eux-mêmes, étant concrets, par suite complexes et interdépendants, ils échappent aux classifications. Ainsi dans le sujet qui nous occupe ne voyons-nous pas que le développement des sciences aide à la production de la richesse et la production de la richesse au développement des sciences? qu'à de certaines périodes de l'évolution d'une société l'accroissement de la richesse amène un accroissement de la population, mais que l'accroissement de la population contribue en même temps à l'accroissement de la richesse?

Cependant il est un certain nombre de phénomènes économiques et sociaux qui sont plutôt des causes du développement de la civilisation matérielle, comme il en est d'autres qui en sont plutôt des résultats. Et il importe de les distinguer parce qu'on a souvent donné comme des divergences essentielles de la civilisation européenne et de la civilisation asiatique, et la preuve de l'inaptitude de cette dernière à égaler la première, des phénomènes qui sont surtout le résultat de l'enrichissement de l'Europe au cours du dix-neuvième siècle.

Que si par exemple le désir de répandre l'ins-

truction provient de sentiments dont on peut suivre l'évolution à travers les siècles et qui ont certainement leur origine dans les préceptes de charité et d'égalité qu'a répandus le christianisme, c'est seulement le développement de la civilisation matérielle qui en a permis l'organisation et la gratuité. De plus, tout effort de l'État pour répandre l'enseignement se fût brisé au mauvais vouloir de la masse si celle-ci n'avait été transformée par la diffusion de la richesse, si la propreté, l'élégance même de l'habitation et du vêtement modernes n'avaient donné à l'homme du peuple une certaine idée de lui-même, qu'il n'eût pas éprouvé la honte de se sentir moralement inférieur à la condition matérielle que lui a faite la civilisation. Cette disposition a été particulièrement sensible chez les peuples anglo-saxons; et c'est pourquoi les Anglais parlent volontiers de l'influence bienfaisante d'un besoin de vie plus confortable (*a higher standard of life.*)

Donc, la diffusion de l'instruction et de l'éducation étant surtout le résultat de la richesse, on n'en peut signaler l'absence chez un peuple comme une preuve de son incapacité de s'enrichir. Non plus qu'on ne doit souvent lui opposer sa saleté, sa laideur, ni même son manque de pudeur et d'hygiène, sa sauvagerie, ses brigandages, qui sont peut-être la conséquence de sa misère; or le développement de la civilisation matérielle peut seul remédier à cette misère, mais il y remédiera certainement.

Ce qui est vrai de la société l'est aussi de l'État. Les défauts qui le rendent impuissant dans cer-

tain pays : manque d'ordre, mauvaise police, corruption des fonctionnaires, peuvent tenir à la pénurie et à l'état rudimentaire de la civilisation matérielle; avec de bonnes voies de communication, plus de soldats, plus de police, c'est-à-dire avec plus d'argent, ces défauts disparaîtront.

Ces conclusions d'ordre général veulent être contrôlées par quelques remarques plus précises. Nous ne devons pas comparer d'une manière absolue les prix et les salaires d'une nation moderne très civilisée avec ceux des nations d'autrefois ou ceux des nations modernes peu civilisées : les métaux précieux n'y jouent pas le même rôle, les moyens d'échange n'y sont pas les mêmes, tout dans les conditions générales de la vie y diffère. On a tenté, il est vrai, de trouver des nombres indicateurs, c'est-à-dire des nombres qui marquent le rapport de la valeur du salaire à celle de certains objets d'un usage courant; mais ce procédé délicat ne présente d'intérêt que pour l'étude de la classe ouvrière proprement dite; encore l'intérêt en est-il relatif, car il ne suffit pas de déterminer si les prix des loyers et des denrées étaient plus ou moins élevés autrefois qu'aujourd'hui et cela absolument ou relativement c'est-à-dire en proportion des salaires touchés, il faudrait encore savoir si les maisons étaient plus ou moins confortables, les denrées plus ou moins bonnes; puis n'est-ce pas un avantage pour l'ouvrier d'habiter dans une ville bien aérée, bien drainée, possédant de belles voies sillonnées de tramways et d'omnibus, des chemins de fer, un métropolitain, de grands parcs, des con-

duites d'eau, de gaz, d'électricité, des postes, des télégraphes, de la police, un service d'hygiène, des journaux, des magasins et des théâtres à bon marché, mille spectacles dont la vue le récrée!

Rien par contre ne vaut certaines comparaisons pour faire comprendre les différences énormes qui existent entre les pays pleinement développés et les pays qui commencent seulement à se former. Ainsi certains tableaux ne font-ils pas figurer la Russie parmi les pays où l'on boit le plus? Mais en France et en Angleterre il est dépensé chaque année quatre milliards de francs en boissons alcooliques; la population de la Russie étant quatre fois plus considérable que celle de ces pays, si l'on y buvait autant, les dépenses annuelles en boissons s'y élèveraient à seize milliards, or la fortune capitalisée de la Russie ne doit pas atteindre cent milliards (1). De même comment peut-on dire qu'il se consommait autrefois beaucoup de viande quand on songe au renchérissement actuel du prix de la viande alors que seulement en France et en Allemagne on trouve 34 millions de bœufs et 30 millions de porcs? Ces stocks représentent des sommes immenses, aussi n'ont-ils été constitués que tout récemment; l'Europe au dix-huitième siècle ne

(1) Dans sa statistique des valeurs mobilières de 1908 M. Neymark évaluait à 20 ou 25 milliards de francs la part de ces valeurs appartenant à des sujets russes. Le Russe consommait par an (1900) : 5,1 litres d'eau-de-vie; 4,3 de bière; 0 de vin; le Français : 9,32; 25; 180; l'Anglais : 5; 143,6; 1,9; le Danois : 14,2; 98,6. . . Pour les stocks d'animaux, voir p. 280.

pouvait consommer que très peu de viande par la raison qu'elle possédait très peu d'animaux.

Mais, d'autre part, la constatation d'une très grande inégalité entre deux peuples ne doit pas suggérer la conclusion qu'il faudra des siècles au plus pauvre pour atteindre à la prospérité de son rival. Dès qu'il se rencontre des conditions favorables la richesse se développe rapidement. Tel a été le cas pour les États-Unis, où la richesse générale a passé en quarante ans de vingt milliards à cent dix milliards de dollars. Tel aussi le cas pour la Prusse, longtemps si pauvre : le total des revenus soumis à l'impôt sur le revenu y était de 5,9 milliards de marcs en 1892 et de 15,3 en 1911 ; le total des fortunes soumises à l'impôt sur le capital (dettes déduites), de 63,8 milliards de marcs en 1895 et de 104 en 1911 (1).

*
* *

En déterminant les causes et les résultats du développement de la civilisation matérielle, nous avons pu remarquer que l'organisation en affectait des formes diverses. Ces formes doivent être ramenées à trois grands types : l'individualisme, l'étatisme, l'association. Aucun de ces types n'est pur, la classification se fait d'après le caractère prédominant. Nous étudierons plus loin l'association,

(1) En 1911 payaient l'impôt sur le revenu 6,5 millions de personnes (représentant 19,8 millions d'habitants), plus 9 387 sociétés ; l'impôt sur le capital, 1,7 million de personnes (représentant 6,4 millions d'habitants).

qui est surtout une forme de l'avenir; nous opposerons les deux autres types : l'individualisme et l'étatisme.

L'individualisme a été le système de l'Angleterre au dix-neuvième siècle; le résumant dans la formule : « Laissez faire, laissez passer », elle en a fixé ainsi les principes : l'État, émanation d'une Chambre élue, s'abstenant le plus qu'il peut d'intervenir dans les relations sociales ou le développement économique et n'exerçant aucune industrie; le libre échange; pleine faculté pour les nationaux ou les étrangers de vivre dans le pays, d'en sortir, d'y rentrer sans faire de déclaration à la police; la liberté testamentaire presque entière; aucun délit d'usure; le Parlement ne s'intéressant qu'en cas de nécessité et par des lois de circonstance visant des cas particuliers à la constitution des sociétés, aux rapports des patrons et des ouvriers, même à la réglementation des compagnies qui se chargent de services publics (1).

(1) CHEMINS DE FER : En 1891 il avait été voté 4 000 *acts* pour accorder des concessions à des compagnies de chemins de fer (il y en avait alors 516) ou en régler le trafic. — LIBRE ÉCHANGE : Abolition des *Corn-laws* (1360, 1463, 1534, 1670, 1689, 1773, 1791, 1815, 1822, 1828) par l'Act de 1846, des autres droits protectionnistes par l'Act de 1849 et le traité de commerce franco-anglais de 1860. — COMPAGNIES : *Acts* de 1845, 1863, 1869 (*Companies Clauses Acts*); de 1855, 1862 (*Limited Liability Acts*); de 1879, 1880, 1900 (*Companies Acts*), etc. — ORGANISATION DU TRAVAIL : *Morals and Health Act* (1802); *Cotton Mills Act* (1819); *Saturday Half-holiday Act* (1825); *Cotton Industry Act* (1831); *Lord Althorp's Act* (1834); *Factory Acts* de 1844, 1850, (1861), 1867, 1878 (ce dernier, le seul d'un caractère législatif général). — PRÊT D'ARGENT : Abo-

Les signes distinctifs d'un pareil système sautent aux yeux du plus ignorant qui visite l'Angleterre. A peine débarqué, l'on y trouve partout la concurrence : deux, trois compagnies de chemins de fer desservant les mêmes villes; un dédale de voies inutiles, trois ou quatre ponts où il n'en faudrait qu'un; des gares confortables, souvent mesquines, mal disposées pour un mouvement considérable de voyageurs et de marchandises; des ports sûrs et d'un accès facile mais dont les bassins creusés les uns après les autres pour répondre à des besoins urgents, les docks insuffisants ou trop considérables suivant l'esprit des compagnies qui les ont construits, ne témoignent d'aucun plan d'ensemble et se prêtent peu à l'organisation d'un grand trafic. Avec les inconvénients, ce sont aussi les avantages de la concurrence : rien de cette pompe inutile qui signale à première vue les œuvres de l'État, rien de cette morgue qui en signale à première vue les fonctionnaires; partout, toujours le public se sent le maître et les rares

lition de toutes les lois réprimant l'usure (1839), restriction très faible de la liberté du commerce de l'argent par le *Money Lenders' Act* de 1900. — LIBERTÉ TESTAMENTAIRE : Presque entière en Angleterre, restreinte en Écosse par la réserve (*legitim*) de la veuve et des enfants. En Angleterre conditions de forme des testaments établies par les *Acts* de 1837 et de 1857; restriction des substitutions pour plusieurs générations (*perpetuities*) par la jurisprudence séculaire, les *Acts* de 1800, 1833, 1882 (en Écosse 1848 et 1882). — CODES : L'Angleterre et l'Écosse n'ont aucun code, seul l'*Act* de 1882 sur les *Lettres de change* a quelques caractères d'un code. Le Canada et l'Inde possèdent des codes, comme aussi la plupart des États de l'Union américaine.

règlements qui peuvent le gêner, il les sait faits pour sa sécurité. De même visitez-vous une usine, vous y voyez des bâtiments élevés au fur et à mesure des besoins; le directeur, les employés sont des *self-made men* sans culture générale, sans formation scientifique, mais d'un caractère sage et résolu, très actif, d'un tour d'esprit pratique et précis; toute leur vie ils ont vécu dans cette même usine, y ont travaillé comme ouvriers, puis comme contremaîtres, y ont tout appris par l'expérience personnelle. Dans les maisons de commerce ce seront de semblables constatations. Combien de commis ou même de patrons auront étudié le droit ou l'économie politique, appris des langues étrangères, se seront mis au courant des conditions sociales, politiques, économiques des pays avec lesquels ils traitent? Pas un peut-être n'a l'idée que le commerce soit une science. Dans les rapports avec l'intérieur ou l'extérieur, avec les employés et les clients, aucune théorie, aucun système : la pratique quotidienne, le bon sens, les connaissances acquises par l'expérience. Voilà tout.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui l'individualisme a commencé de se briser à la discipline des syndicats, à la concurrence de l'État et des municipalités, il cède devant la nervosité causée par la concurrence étrangère, les conditions nouvelles de la vie économique. Chaque programme électoral est une plainte, une menace nouvelle contre les principes dont l'empire britannique a tiré sa force dans le passé : tandis que les *unionistes* demandent une constitution fédérale des colonies et le protec-

tionnisme, les *libéraux* ont fait adopter ou veulent faire adopter l'établissement d'un système complet d'assurances ouvrières, le principe du salaire minimum, la législation industrielle, la reconnaissance des *trade unions*, qui, après avoir obtenu la personnalité civile, prétendent ne permettre le travail qu'aux ouvriers syndiqués. Mais ce qui est mort ou presque en Angleterre vit, et d'une vie intense, fébrile, dans les États-Unis. Là, fors pour les douanes, c'est encore la libre concurrence, la lutte pour la vie dans toute sa force, quelquefois dans toute sa férocité. Des enfants hardis et sages à douze ans comme des hommes mûrs, de grossiers immigrants transformés au cours de cinq ou six ans en citoyens intelligents, instruits, entreprenants et raisonnables, de pauvres ouvriers devenus millionnaires ou même milliardaires, des inventions et des tentatives de toutes sortes dans l'industrie comme dans la science, quatre cent mille kilomètres de voies ferrées, une production annuelle de vingt-six millions de tonnes d'acier, voilà ce qu'y peuvent l'initiative individuelle et la liberté.

L'Allemagne, au contraire, ne comprend que l'étatisme, c'est-à-dire l'ordre, la discipline, la méthode. Descendons-en les grands fleuves. Dans leur partie montagneuse les chutes sont captées d'après un plan d'ensemble, une seule pensée a conçu tout le système d'usines qui les utilise. Le fleuve se calme, s'élargit, des canaux y aboutissent, d'autres lui sont parallèles : sur le fleuve des radeaux, sur les canaux des chalands. Quelques

kilomètres encore et dans le fleuve, dans les affluents rectifiés commence la navigation véritable, tandis que sur chaque rive la voie ferrée court dans des tranchées ou des tunnels et que de rares ponts immenses, très élevés, concentrent le trafic des deux rives en laissant libre passage aux bateaux. A peine ici et là quelque ancienne petite ville, pressant ses églises, ses tours, ses maisons à pignon contre la colline couronnée d'un château ruiné, rappelle-t-elle un passé riche de liberté, d'initiative ou même de fantaisie; les énormes villes modernes, avec leurs larges voies, leurs gares colossales, leurs monuments massifs, pompeux, écrasés de toits trop lourds, leurs faubourgs d'usines (des usines modèles, où nulle part on n'a, comme en Amérique, l'impression de l'inspiration, de l'effort individuels, où tout se fait collectivement, l'homme ne voulant agir sur l'homme que par la discipline, sur les éléments que par la science et la méthode), la nature même en quelques endroits refaite entièrement comme dans nos parcs à la française mais non plus pour produire de la beauté, pour permettre l'exploitation facile et complète des ressources du sol et du sous-sol, tout révèle la société nouvelle à la fois démocratisée et militarisée, où personne ne pense, ne sent, n'agit que dans l'État, par l'État et pour l'État.

Le fleuve est devenu un estuaire; nous y trouvons un port gigantesque réunissant dans un ensemble homogène des parties nettement déterminées. Ici le port fluvial, là le port maritime; dans le premier : la section du fleuve lui-même, celle de

ses affluents, celle de ses canaux ; dans le port maritime : le port franc, le port national, les bassins des paquebots, ceux des *cargo-boats*, dont chacun est disposé pour recevoir un genre particulier de marchandises. Et, comme sur les rives du fleuve, dans les bourses de la ville, dans ses banques, ses maisons de commerce, c'est partout et toujours la discipline, partout et toujours la science, partout et toujours la méthode. L'individu, son caractère, son tour d'esprit, ses désirs, ses tendances comptent si peu qu'au premier abord tous les hommes se ressemblent ; ce qui compte, c'est l'organisation politique, économique et sociale pour laquelle ils ont été formés et si bien qu'ils ne font qu'un avec elle (1).

Aussi, tandis que les États-Unis offrent aux énergies individuelles un gigantesque champ d'expériences, où chaque homme agissant pour son compte est rendu en quelque sorte supérieur à lui-même par le progrès continu de sa condition, des changements incessants de résidence [et de métier, l'exercice ininterrompu de ses facultés les plus diverses, le sentiment de son indépendance et de sa responsabilité, la confiance qu'il prend en soi, confiance sans limite de même qu'est sans limite la carrière ouverte à ses ambitions, ici le pays tout entier apparaît comme un camp retranché, où les citoyens sont avant tout des soldats, soldats d'abord dans l'armée, soldats ensuite dans la vie politique et sociale comme

(1) Voir, pour le développement de ce passage, *Appendice*, p. 840, comme pour celui concernant l'Angleterre, p. 839.

fonctionnaires ou comme administrés, soldats enfin dans la vie économique comme patrons ou comme salariés, les patrons eux-mêmes dépendant si étroitement de l'État qu'ils en semblent des représentants. Et le pays tout entier apparaît comme ne pouvant vivre que du fait qu'il manufacture les produits bruts extraits du sol ou achetés au dehors et qu'il les revend avec un bénéfice de plusieurs milliards nécessaire à l'entretien d'une population toujours accrue, qu'il les revend par la science et la méthode, au besoin par la force, car dans le régime de l'Allemagne tout se tient : autocratie, impôts sur le capital et sur le revenu, assurances ouvrières, instruction obligatoire dans des établissements publics, enseignement professionnel, service militaire, lois sur l'hygiène, recensements minutieux, même ce qui est encore indépendant de l'État comme les syndicats, tout s'y fonde dans une œuvre commune de défense et d'extension nationale.

A un moment donné de l'histoire d'une nation l'étatisme et l'individualisme peuvent s'y opposer, encore que le plus souvent son caractère, ses traditions seront assez nets pour faire rapidement prévaloir un système à l'exclusion de l'autre ; mais, si l'on prend l'ensemble de l'Europe et plus encore l'ensemble de l'humanité, on verra que ces deux systèmes ne sont pas hostiles, contradictoires, comme il apparaîtrait à lire les traités de l'ancienne économie dogmatique : ce sont deux modes connexes du développement de la civilisa-

tion matérielle, tels même qu'elle devait se créer dans les pays de formation individualiste mais qu'elle devait ensuite s'organiser dans les pays de formation étatiste. D'ailleurs, les premiers sont soit des pays neufs, qui attirent les immigrants, soit des pays où la bourgeoisie, surtout la moyenne bourgeoisie, est très forte, et la véritable période individualiste a été celle où, le peuple inéduqué comptant peu encore, l'influence de la bourgeoisie était prépondérante; au contraire, les pays étatistes sont ceux où la bourgeoisie est faible, et l'époque propre de l'étatisme, qui correspond de fait à notre époque, est celle où l'énorme accroissement de la population, la diffusion de l'instruction et de l'éducation, restées malgré tout superficielles, rendent nécessaire une organisation puissante dont la direction appartienne à une autorité placée au dessus de la masse, car, quoi qu'en disent les socialistes, l'étatisme se comprend mieux avec l'autocratie qu'avec la démocratie; aussi bien la théorie de l'étatisme, comme aussi celle du socialisme, s'est-elle formée dans un pays autocratique.

Avec le temps l'étatisme et l'individualisme tendront de plus en plus à se concilier, l'État et les particuliers apprenant par l'expérience à distinguer les tâches qui leur conviennent de celles auxquelles ils sont impropres. De plus ils seront progressivement suppléés dans une grande partie de leur œuvre par l'association. L'ancien régime était fortement constitué avec ses ordres, qui dans beaucoup de pays éalisaient leurs représentants, ses

classes sociales, ses gildes, jurandes et maîtrises, ses provinces, ses communes autonomes, ses familles indépendantes, que leur chef régissait presque absolument, trop fortement constitué même puisqu'il ne sut pas s'assouplir assez pour se prêter aux réformes qu'exigeait l'accroissement de la population et de la richesse. Brusquement on le vit donc disparaître, et les sociétés sorties de la Révolution, s'imaginant que les défauts de l'ancien régime tenaient au fait même qu'il était organisé, repoussèrent toute organisation, laissant l'un en face de l'autre l'État aux pouvoirs mal définis et les citoyens dispersés. Ce fut l'œuvre hésitante et en quelque sorte inconsciente de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce sera l'œuvre résolue et consciente du vingtième siècle de donner une organisation à la société moderne par la formation d'un ensemble complet et harmonieux d'associations indépendantes mais connexes. Nous possédons déjà des types multiples et dans l'ensemble heureux de sociétés commerciales; les associations de producteurs, les syndicats de salariés, les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, le parquet, la coulisse, les cercles, les ligues, les sociétés de toutes sortes, autant d'essais du régime futur. Et nous voyons bien que dans une grande mesure l'individualisme et l'étatisme tendent à se fondre dans ce nouveau régime de l'association. Que sont les trusts américains sinon des syndicats gigantesques s'efforçant d'organiser un marché, qui sans eux se trouverait dans l'anarchie? La plupart des grosses affaires indus-

trielles ont été créées par un seul homme, développées par ses héritiers, puis transformées en commandites, puis mises en actions, et les actions, qui au début appartenaient toutes ou presque toutes aux descendants du fondateur, se sont avec le temps dispersées dans le public. Pendant la plus grande partie du dix-neuvième siècle la banque a été dans chaque pays le monopole de quelques familles tandis qu'une famille en particulier exerçait une véritable hégémonie sur tous les marchés de l'Europe; aujourd'hui ces marchés sont dans la dépendance des établissements de crédit constitués par actions. Et de même nous voyons que l'État, qui, lui cependant, étend sans cesse son influence, a dans presque tous les pays renoncé à créer une banque qui lui soit personnelle, que dans beaucoup il abandonne, au moins en partie, ses entreprises industrielles, en dehors des entreprises de transport, pour faire des commandes à de grandes sociétés, qu'enfin il se voit obligé de traiter avec les compagnies et les syndicats, menacé dans son autorité par les associations que fondent ses propres fonctionnaires (1).

II

Telle étant la civilisation matérielle de l'Europe moderne, il aurait bien semblé vers le milieu du dix-neuvième siècle que tout s'opposât à sa diffusion en Asie.

(1) En Europe, la Russie et la Suède ont une banque d'État, la Norvège et la Suisse une banque dépendant étroitement de l'État.

N'eût-on pas cru que l'anarchie et la pauvreté des pays asiatiques provenaient de leur nature même? Trop grands la plupart et trop mal délimités pour avoir pu s'unifier ou matériellement, ou moralement, divisés en régions, en religions, en castes hostiles, sans cesse ravagés par de nouvelles invasions des Nomades, comptant parmi leurs sujets des tribus ou même des peuples restés barbares, ces pays n'étaient-ils pas condamnés à une irrémédiable décadence? Leurs gouvernements n'étaient-ils pas trop corrompus pour se renouveler, trop faibles pour imposer des réformes au cas où ils eussent été capables d'en faire et en même temps trop despotiques pour qu'aucune tentative de régénération pût se produire en dehors d'eux?

De plus, la résistance continue aux incursions persistantes des Nomades y avait donné à la société un caractère exclusivement traditionaliste. Dans tous ces pays prévalait une forme ou l'autre du système patriarcal; dans ceux qui n'étaient pas musulmans les classes, ou mieux les castes, étaient nettement séparées, si nettement même que dans quelques-uns chaque caste avait en quelque sorte sa civilisation propre; la hiérarchie en était rigoureuse, et cela d'autant plus qu'en face des hautes castes cultivées jusqu'au raffinement les basses castes étaient restées dans la rudesse et l'ignorance, souvent dans la barbarie; les guildes avaient le monopole de leurs métiers; l'État ne reconnaissait que des familles, il n'avait de rapports qu'avec le chef de famille, qui était responsable des siens et par suite leur maître; quel

qu'en fût le régime, la propriété était collective. Les mœurs dépendaient étroitement des rites : les costumes, la coiffure propres à chaque classe, à chaque âge de la vie, le genre de nourriture, la manière de prendre les repas, l'architecture des bâtiments, la forme des véhicules, tout était méticuleusement réglé. Il était donc impossible de concevoir une organisation sociale qui semblât au premier abord plus incapable de progrès ou même de réforme ou même d'aucun changement.

Et ce qui était vrai de la société l'était aussi de l'individu. Comment aurait-il pu se produire des variations individuelles, alors que l'homme, à tout âge traité par ses parents comme un enfant, n'ayant jamais rien tenté d'autre que de copier fidèlement leurs gestes, leurs paroles, de suivre leurs exemples et de modeler ses habitudes sur leurs habitudes, ne possédait jamais ce que nous appelons du caractère ? alors qu'il bornait sa formation intellectuelle à cultiver d'abord et surtout sa mémoire, puis son raisonnement déductif, que faussait une logique conventionnelle ? Ses deductions, d'ailleurs, il ne les tirait pas de principes, mais de sentences empruntées à des textes défigurés au cours des siècles, dont il ne comprenait pas le sens et qui souvent étaient écrits dans des langues hors d'usage, qu'il n'entendait pas. En Extrême Asie, c'était pire encore ; l'étude de trente, quarante, cinquante mille idéogrammes n'y développait chez les lettrés que la mémoire des yeux : ils employaient de préférence ceux dont le sens était le plus général, de sorte qu'au lieu de faits et

de conceptions nettes leur esprit renfermait des symboles vagues d'idées imprécises; ou bien, devenus philologues, ils se faisaient une gloire de reproduire des caractères très rares, découverts à grand'peine dans des écrits très anciens, caractères que leurs lecteurs ignoraient et dont eux-mêmes ne savaient qu'imparfaitement ou pas du tout la signification.

Rien ne fait mieux comprendre les dangers d'une pareille mentalité que la lettre écrite en 1895 par l'amiral Itô, commandant de la flotte japonaise victorieuse, à l'amiral chinois Ting, enfermé par lui dans Wei hai wei, dont il demandait la reddition :

Quelle est l'origine des désastres toujours répétés qui ont affligé les armes de la Chine? Il n'est pas difficile, je le crois, d'en découvrir la raison première pour peu qu'on la cherche avec calme et intelligence, et vous-même l'aurez certainement discernée. Si la Chine est tombée dans la situation malheureuse où elle se trouve aujourd'hui, la faute ne doit pas en être attribuée à un homme en particulier, mais bien à l'ensemble de son gouvernement, qui a commis erreur sur erreur dans la conduite des affaires. Les fonctionnaires sont choisis au concours à la suite d'examens purement littéraires. Aussi ces fonctionnaires, détenteurs du pouvoir administratif, sont-ils tous des lettrés; en Chine la littérature est honorée par-dessus tout; cet usage est aussi invariable aujourd'hui qu'il y a mille ans. Un pareil système n'est pas forcément defectueux, non plus que le gouvernement qu'il produit n'est forcément mauvais. Mais ce n'est pas par de tels moyens qu'un pays conservera jamais son indépendance. Vous n'ignorez pas les troubles dont le Japon a souffert il y a trente ans, les dangers qu'il a dû surmonter; il ne doit son salut et l'intégrité présente de son territoire qu'à ce

seul fait, d'avoir rompu avec le passé, de s'être attaché au nouveau. Votre pays n'a pas, lui non plus, d'autre parti à prendre; si vous le prenez, je me porte garant de votre salut; si vous le rejetez, je vous jure que votre perte est certaine.

Les Européens les moins cultivés comprenaient donc qu'ils trouvaient en Asie une formation de l'esprit et du caractère différente de la leur et que les défauts de cette formation étaient surtout sensibles dans le domaine de la civilisation matérielle; aussi se refusaient-ils à croire que l'Asie pût être mise en valeur par les Asiatiques, ils donnaient même comme un axiome que jamais un Asiatique ne saurait être ingénieur ou mécanicien. Dans l'Inde, où le gouvernement confiait les plus hautes fonctions de la judicature à des indigènes, où les Anglais les plus hostiles reconnaissaient l'admirable éloquence des avocats bengalis non seulement en bengali, mais en anglais, où l'Anglo-Indien insistait pour que les examens du *civil service* fussent passés à Londres, tant il craignait de voir les candidats anglais éliminés par les candidats indiens, dans l'Inde, où le long des voies ferrées on ne voyait que chefs de gare indiens, chefs de train indiens, agents de police indiens, fonctionnaires indiens, les mécaniciens des locomotives étaient tous européens; c'était une chose admise — et en quelque sorte par les Indiens eux-mêmes — que jamais un Indien n'aurait assez de force d'attention, assez de connaissances techniques et d'habileté pratique pour conduire une machine. De même, tandis qu'on traitait avec le Japon

comme avec une puissance, qu'on redoutait son armée et qu'on l'encourageait à développer ses libertés constitutionnelles, qu'on lui envoyait des missionnaires, des philosophes, des savants, qu'on lui enseignait les parties les plus ardues de nos sciences et de notre philosophie, aucune compagnie européenne ou américaine ne voulait assurer les bâtiments dont les capitaines étaient japonais, les passagers européens ne montaient pas sur ces bâtiments et les passagers japonais regrettaient de n'y pas voir sur la passerelle un de ceux qu'ils appelaient les *diables rouges*.

Aussi les Européens, surtout les coloniaux, étaient-ils plus fiers de la civilisation matérielle de l'Occident que de sa civilisation intellectuelle. Et ce n'était pas là seulement griserie de la richesse trop vite acquise, vanité de l'homme lavé, bien habillé, sachant se comporter, à l'égard de l'homme sale, vêtu de guenilles, devenu humble, servile même à force de bassesse. C'était la conscience que notre civilisation matérielle est l'œuvre de notre caractère, tandis que l'art, la littérature, la philosophie sont surtout le produit de l'intelligence; or, comme le disait justement Schopenhauer, l'homme est vouloir : il est tout autrement important pour lui d'être énergique, honnête et sobre que d'être éloquent, spirituel, bien doué pour les arts.

On ne peut admettre avec Buckle que la civilisation soit l'œuvre exclusive de l'intelligence, l'œuvre presque exclusive de la raison. Pour ne prendre qu'un exemple, à la base de notre civilisa-

tion matérielle n'y a-il pas l'ordre général? Mais l'ordre suppose que la masse des hommes peut aller et venir dans les rues, sur les routes, sans s'insulter, se battre, chercher à dépouiller les faibles, à violer les femmes (comme il arrive souvent aux nègres pauvres des États-Unis), et cela même en l'absence d'agents de la force publique; ces agents d'ailleurs, peu nombreux, n'imposent leur autorité que par le concours de la masse des citoyens; puis, n'était leur idée du devoir, ils se laisseraient corrompre, se feraient haïr par leur hauteur ou se désintéresseraient de tout par lâcheté. De même à la base de toutes nos transactions se trouve le crédit, c'est-à-dire l'honnêteté commerciale, or rien n'est plus difficile à enseigner aux marchands d'un pays encore mal civilisé que le respect des contrats.

Le commerçant, l'ouvrier européen émigrés en Asie avaient donc le droit de se considérer comme des êtres supérieurs du fait des qualités morales dont témoignait leur civilisation matérielle. Et c'est aussi naturel qu'ils aient pensé que ces qualités morales, la plupart des Asiatiques ne pourraient les acquérir avant longtemps ou peut-être ne les acquerraient jamais. Car à celui qui réfléchissait cette transformation des Asiatiques semblait encore plus difficile. Il n'est pas une des facultés, des dispositions les plus communes de l'Européen moderne qui ne soit le produit d'une longue et pénible évolution morale, qui n'ait demandé des siècles d'efforts, exigé en quelque sorte toutes les doctrines, tous les préceptes de notre histoire reli-

gieuse et philosophique, tous les événements de notre histoire politique et sociale. Nous ne pouvons comprendre notre vie matérielle d'aujourd'hui sans l'égalité et la liberté devenues si naturelles à tous que personne ne demande son nom ou son domicile à quiconque circule dans la rue, monte dans un train ou dans une voiture publique, entre dans un lieu de réunion ou un théâtre; or cette liberté, cette égalité, pouvons-nous nous les imaginer sans les efforts de tous les penseurs, ceux de l'antiquité comme ceux de nos jours? pouvons-nous nous les imaginer surtout sans l'enseignement du christianisme, qui n'a jamais connu de rang ni de classe sociale, tandis que le culte des ancêtres, tel que sous une forme ou sous une autre le prescrivent ou du moins l'admettent les religions asiatiques, prétend maintenir pour l'éternité certaines familles dans leur grandeur, la plupart des familles dans leur bassesse? Et, comme l'égalité, comme la liberté, l'ordre, l'honnêteté commerciale, toutes les qualités qui ont créé, qui préservent notre civilisation matérielle, ne devons-nous pas en rechercher l'origine dans le christianisme, dans la philosophie grecque et latine, dans l'honneur féodal, dans l'esprit municipal que nous avons hérité des Romains, dans leur droit, que notre droit a continué? Comment donc aurait-on admis que l'Asie pût adopter notre civilisation matérielle sans acquérir ces qualités, qui en sont le fondement même, ou pût rapidement acquérir ces qualités, qui ont été chez nous le produit d'une évolution millénaire?



L'Asie l'a fait pourtant.

C'est d'abord en vertu d'une loi plusieurs fois rappelée au cours de cet ouvrage. Toute forme de civilisation matérielle ou morale s'établit d'abord par sélection dans une classe sociale, un peuple particulier, puis s'étend à un ensemble de classes et de peuples par suite d'un procès de dissolution. En d'autres termes, et pour employer un mot aujourd'hui populaire, on pourrait dire qu'il existe une sorte de solidarité entre les peuples de la terre. Par suite, s'il est difficile pour l'humanité d'atteindre à un certain degré de civilisation, il suffit cependant qu'un seul de ses groupements y parvienne pour que tous les autres profitent des avantages matériels ou moraux que ce groupement s'est acquis, de même qu'une découverte faite par un seul homme est bientôt comprise et appliquée par tous les hommes.

La cause immédiate d'une semblable extension de la civilisation, et nous nous occupons seulement ici de la civilisation matérielle, est presque toujours la conquête ou la révolution, souvent l'une et l'autre à la fois. Dans l'introduction de ces volumes consacrés au Japon moderne nous avons dit la conquête européenne en Asie, montré notre civilisation matérielle introduite de force par l'Angleterre dans l'Inde, par la France dans l'Indo-Chine, par la Hollande dans l'archipel de la Sonde, par la Russie dans l'Asie Septentrionale et l'Asie Centrale. Dans le tome VII nous raconte-

rons de quelle manière les puissances ont également imposé notre civilisation à la Chine, à la Perse et à la Turquie. Il serait inutile d'insister ici sur les changements que cette conquête à la fois militaire et pacifique a été capable de produire chez les peuples asiatiques.

Nous rechercherons donc comment notre civilisation matérielle a pu se répandre par d'autres procédés que la conquête.

C'est en premier lieu par des moyens physiques. La cause la plus importante du développement matériel est la création de capital, l'accumulation du produit épargné des générations passées pour le bien des générations à venir, accumulation qui seule permet la mise en culture complète du sol, l'exploitation du sous-sol, l'établissement de la grande industrie, la construction de bateaux, de chemins de fer, de télégraphes, et l'organisation du commerce international. Aussitôt qu'un peuple, fort de ses réserves, ne vit plus au jour le jour, qu'il n'a plus à craindre la disette, que les calamités naturelles représentent pour lui une perte de biens sans doute, mais non pas, comme dans les sociétés encore mal assises, la destruction complète de l'épargne et le retour à l'état de nature, la richesse de ce peuple s'accroît si rapidement qu'il est bientôt en état de prêter des capitaux à d'autres peuples. L'Angleterre, puis la France, puis l'Allemagne, la Hollande et la Belgique sont devenues les banquiers du monde. Tous les grands travaux de l'Inde ont été faits avec de l'argent anglais, ceux de l'archipel malais avec de l'argent

hollandais, les chemins de fer ottomans ont été construits avec de l'argent français, anglais et allemand, les capitaux français renouvellent l'Indo-Chine, ceux des États-Unis les Philippines, ceux de la Russie le Turkestan et la Sibérie; l'Europe et l'Amérique ont prêté des milliards à la Chine et au Japon. Avec leurs capitaux, l'Europe et l'Amérique ont fourni à l'Asie tous les produits de l'industrie moderne, elles lui ont envoyé les ingénieurs capables de tirer le meilleur parti de ces produits et de ces capitaux.

Et comme l'Asie s'est trouvée renouvelée matériellement, elle s'est trouvée renouvelée moralement par l'influence de l'Europe. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier la civilisation morale en général, mais seulement d'en signaler certaines formes qui sont intimement liées avec la civilisation matérielle.

Cette union se manifeste d'une double manière.

D'une part, notre civilisation matérielle a transformé l'esprit et le caractère des Asiatiques par la mentalité nouvelle que produisent l'usage journalier de nos moyens de communication, la pratique de nos banques et de nos maisons de commerce, la vie des grandes villes, le travail dans les usines, la diffusion du bien-être, le confort, la propreté, l'élégance du vêtement et de l'habitation, l'appât de l'argent plus facile à gagner par le travail, souvent trop facile à gagner par des métiers malhonnêtes, le jeu ou les aventures.

D'autre part, cette civilisation matérielle de l'Asie, que l'Europe a créée, s'étend, se fortifie par suite des changements qui sous l'influence morale

de l'Europe se sont directement produits dans sa civilisation morale. La formation particulière de l'esprit et du caractère que nous avons reconnue comme nécessaire au progrès de la civilisation matérielle, formation que nous avons attribuée à l'évolution tout entière de la culture européenne, les travaux, les leçons de nos savants, l'adoption de nos lois, de notre administration, de notre organisation judiciaire, financière, militaire, l'instruction obligatoire, la conscription, la presse ne la donnent-ils pas à l'Asie? L'on a vu avec quelle rapidité le peuple s'est policé au dix-neuvième siècle dans l'Europe occidentale et quelle véritable révolution morale s'est produite depuis quarante ans dans l'Europe orientale. Voilà qui nous fait très bien comprendre ce qui se passe dans l'Inde, en Chine et au Japon.

Tels sont les principaux moyens par lesquels la civilisation européenne s'est répandue en Asie. Mais seuls ces moyens n'auraient pas suffi : l'Europe a employé les mêmes en Afrique et les nègres ne se sont pas civilisés; bien plus, ces moyens ont amené ou amènent la disparition de races entières : indigènes de l'Amérique du Nord, Polynésiens, Maoris, Negritos, Australiens. Si les races asiatiques ont pu au contraire se transformer, c'est que leur propre évolution les avait préparées à le faire. Nous ne reviendrons pas sur un point qui a fait l'objet principal de cet ouvrage, il nous suffira de rappeler l'introduction des volumes consacrés au Japon Ancien, qui montre les développements

parallèles de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne depuis leurs origines jusqu'à l'époque moderne, et l'introduction des volumes consacrés au Japon Moderne, qui signale les convergences toujours plus nombreuses de ces deux civilisations au cours du dix-neuvième siècle. L'Asie ayant suivi, quoique moins consciemment peut-être, la même évolution que l'Europe, le gouvernement absolu y ayant succédé vers la même époque à la féconde anarchie du moyen âge et y ayant abouti presque en même temps à la Révolution, le même développement de la société y produisant, plus lentement sans doute, les mêmes résultats : la confusion des classes, l'affranchissement de l'individu, le développement de certaines facultés, dont l'attention et l'induction sont les plus importantes, l'action de l'Europe y a été rapide. Aussi ce tempérament traditionaliste, communautaire, indifférent, désabusé, qu'on croyait propre à l'Asie, que les uns attribuaient aux races et aux climats et croyaient immuable, que les autres attribuaient à une civilisation millénaire et pensaient par suite ne pouvoir se transformer qu'au cours de centaines d'années, ce tempérament, qui était celui d'un état social que l'Europe avait connu, disparaît-il rapidement dans un état social nouveau.

Les Indiens, disait-on, ne pourraient jamais diriger une machine. Et voilà que, le trafic du Brahmapoutre s'étant beaucoup accru, mais dans des conditions qui ne permettaient pas de gros salaires, par suite capitaines et pilotes européens faisant défaut, de prudents coloniaux décidèrent

que, comme les passagers étaient indiens, la perte de quelques bateaux assurés importerait peu, on les confia donc à des Indiens et ces Indiens firent merveille. La sagesse coloniale crut la fin du monde prochaine; il y avait de fait quelque chose de changé dans le monde. Aujourd'hui l'on voit non seulement des trains et des bateaux conduits par des Indiens, mais aussi de grandes usines construites entièrement par des Indiens, où quelques centaines d'ouvriers indiens travaillent sous des contremaîtres et des ingénieurs de leur race pour des patrons de leur race, tandis que, au fond du hall, où tournent les roues, où glissent les courroies, qui sifflent, Ganapati, le dieu de la sagesse à tête d'éléphant, sourit de son petit œil rond et malin. Les Chinois eux aussi font marcher leurs chemins de fer et l'amiral Tôgô a montré aux compagnies d'assurances européennes qu'un Japonais pouvait diriger un bateau. Ces mêmes ingénieurs japonais qu'on croyait incapables de réparer un vaisseau acheté en Angleterre construisent des cuirassés de trente mille tonnes armés de canons de treize pouces fondus dans les arsenaux du Japon. Comme banquiers, ingénieurs, chefs d'usine, comme ouvriers et contremaîtres, Chinois, Japonais, Indiens, Égyptiens, Ottomans se font aujourd'hui leur place. Toutes ces institutions, toutes ces entreprises que les Européens avaient commencé de fonder en Asie, les Asiatiques les reprennent et les développent. Après s'être ébahis ou même effrayés de notre civilisation matérielle, après s'en être niaisement amusés, après avoir appris à en

jouer, ils ont petit à petit réussi à l'utiliser, maintenant ils commencent de la comprendre, ils s'efforcent de la posséder, ils se mettent à la plier à leurs besoins propres et à l'organiser d'après leurs conceptions personnelles.

Dans le tome VII, qui dira l'œuvre du Japon comme grande puissance et l'influence de cette œuvre sur l'état moral, social et politique de tous les peuples de l'Asie, j'essaierai de présenter la transformation de ces peuples dans un tableau d'ensemble. Pour le moment, c'est la transformation propre du Japon que je veux étudier. L'organisation de l'État a fait l'objet du volume précédent, la révolution morale sera traitée dans l'introduction du Livre III, au cours de cette seconde partie du Livre II nous examinerons dans ses détails techniques la rénovation de la civilisation matérielle, dont nous venons de tracer les grandes lignes.

Avant d'aborder cet examen, nous pouvons déjà dire quel sera le type d'organisation qui conviendra au Japon comme aussi aux autres pays de l'Asie. Ce ne peut être l'association, rudimentaire encore dans l'Europe plus avancée; ce ne peut être l'individualisme, peu conforme à leurs traditions; ce sera donc l'étatisme. Au Japon, où la puissance de l'empereur est l'absolutisme patriarcal, où la caste guerrière a si longtemps dominé, où la défense nationale a été la principale cause de la Révolution, le principal objet du nouveau gouvernement, ce sera même l'étatisme militaire. Plus encore qu'en Allemagne le régime écono-

mique, établi pour la communauté beaucoup plus que pour les individus, n'y fera en quelque sorte qu'un avec l'État et avec l'armée. Bien plus, l'État importera d'un seul coup toute la civilisation matérielle de l'Europe et l'y imposera de force, et cela dans le but de détruire le passé, de répandre les mœurs et les idées nouvelles, de fournir au pays les ressources nécessaires pour préparer la guerre et pour faire la guerre. Voilà ce qu'on ne doit pas oublier si l'on veut comprendre le caractère tout particulier de la constitution commerciale et industrielle du Japon. La transformation matérielle de l'Angleterre a été faite par des particuliers qui voulaient s'enrichir; la transformation matérielle du Japon a été faite par des hommes d'État qui ont considéré cette transformation comme le seul moyen pratique d'amener le changement rapide des institutions sociales et politiques du pays et d'en faire une puissance militaire du premier ordre : la rénovation économique du Japon a été une partie, la principale peut-être, de son œuvre révolutionnaire; l'organisation économique du Japon a été une partie, on pourrait presque dire la principale, de son organisation militaire.

L'étude de la civilisation matérielle du Japon comprendra trois divisions : les finances, le régime économique, la condition du peuple. Dans chacune d'elles nous étudierons d'abord l'œuvre de l'État créateur, puis les efforts qu'ont faits les particuliers, progressivement instruits par l'État, pour continuer cette œuvre et pour la développer.

CHAPITRE PREMIER

LES FINANCES (1)

INTRODUCTION. — L'ÉVOLUTION FINANCIÈRE

En même temps qu'ils donnaient au pays bouleversé par la Révolution les nouvelles institutions nécessaires à sa vie politique et à sa vie sociale, les fondateurs du régime impérial durent improviser à la hâte, puis refondre et perfectionner les institutions nécessaires à sa vie économique, en

(1) Le gouvernement japonais publie régulièrement dans les principales langues européennes un *Annuaire financier et économique* (depuis 1901) et un *Résumé statistique* (depuis 1887). En outre, on peut consulter les publications officielles ou officieuses sur le Japon que nous avons citées précédemment ou que nous citerons en traitant du régime parlementaire. Ainsi : *Japan at the beginning of the XXth century*, *Japan by the Japanese*, principalement dans le nouvel ouvrage du comte ÔKUMA le chapitre du marquis MATSUKATA sur les finances et celui du baron SHIBUSAWA sur les banques (ce dernier article est remarquable). Pour la période 1868-90 le livre de RATHGEN fait autorité, il est inutile d'en citer d'autres. Pour la période suivante je mentionnerai : KIGA KANYŪ, *Das Bankwesen Japans*; SOEDA, *History of banking in Japan*; KUSAKA, *Das japanische Geldwesen*. Plusieurs périodiques français s'occupent régulièrement des finances du Japon (*Bulletin de la Société franco-japonaise, Économiste*, etc.). Voir la Bibliographie générale dans le tome VII.

premier lieu les institutions financières, qui lui manquaient complètement. Avant d'aborder l'étude de ces institutions, nous résumerons l'histoire financière du Japon. Dans cette histoire nous ne distinguerons pas les finances privées des finances publiques, car, si en tous pays les unes et les autres ont des relations étroites, au Japon, pendant la période de reconstruction, qui nous occupe, l'histoire du marché financier se confond avec celle des finances de l'État. Nous ne toucherons dans cette histoire que les points intéressant l'évolution même; les impôts, les budgets, les emprunts seront étudiés spécialement.

I

Aucun pays ne s'est trouvé en pire situation financière que le Japon au début du Meiji, ruiné, comme il l'était, par les discordes civiles, les mouvements révolutionnaires, la déplorable récolte de 1869, les catastrophes naturelles et les épidémies; l'ouverture brusque des ports au commerce du monde avait changé les conditions de la vie économique; enfin toutes les fortunes, tous les revenus étaient estimés non en argent, mais au moyen de certaines denrées, le riz principalement, dont la valeur variait constamment et n'était pas la même dans les diverses provinces.

Quant à l'État, la guerre, la réorganisation de tous les services, la création des moyens de transport et des nouvelles industries exigeaient de lui des

dépenses considérables et il n'avait presque aucune ressource; le bakufu avait laissé des caisses vides, de même les clans vaincus; les clans victorieux eussent voulu soutenir le gouvernement qu'ils ne l'auraient pu, leurs armements les avaient ruinés.

La question la plus urgente était celle de la monnaie.

Nous avons vu dans le tome IV que les falsifications et le nouveau rapport établi entre l'or et l'argent avaient bouleversé la circulation. De février 1868 à mars 1869 le gouvernement impérial frappa pour 3 680 000 riô de pièces d'or (*nibukin* : 0,5 riô) et 2 240 000 riô de pièces d'argent, toutes au-dessous du titre. Les clans agirent de même et continuèrent malgré la défense qui leur en fut faite en octobre 1869; il fallait payer 450 bu au lieu de 311 bu pour avoir 100 dollars. On estimait les monnaies d'or en circulation à 64 millions de riô d'or et les monnaies d'argent à 50 millions de riô, en tout 148 millions de yen si l'on ne tenait pas compte de la dépréciation résultant des falsifications, plus 6 millions de yen de cuivre, bronze, etc. Il y avait en outre 30 millions de riô de papier émis par 210 daimiô, 14 hatamoto et 12 ken, plus 55,5 millions de yen de papier émis par le nouveau gouvernement jusqu'en 1871. Celui-ci se décida donc le 27 août 1869 à racheter les pièces d'or dépréciées qui se trouvaient entre les mains des étrangers, celles que détenaient des Japonais ne rentrèrent que progressivement dans les caisses, toutes furent refrappées.

En décembre 1869, conformément à l'engagement pris à l'égard des puissances en 1866, l'État japonais établit un nouveau système de monnaies. Il adopta l'étalon d'argent et choisit comme unité le dollar mexicain, qui devint au Japon le yen d'argent frappé à 900 millièmes de fin et au poids de 416 *grains troy*. (Le yen se divise légalement en 100 *sen* et chaque *sen* en 10 *rin*, le *rin* se subdivise en 10 *mô* ou *mon*, le *mô* en 10 *shû*, le *shû* en 10 *kotsu*). Les monnaies divisionnaires d'argent devaient être frappées à 800 millièmes de fin. Il y avait aussi des monnaies divisionnaires de cuivre. De plus on pensait émettre des pièces d'or de 10 yen du poids de 248 *grains*. En novembre 1870 la Monnaie d'Ôsaka s'ouvrit sous la direction du major Kinder et d'autres employés anglais, qui en 1889 cédèrent tous leurs places à des Japonais.

Bientôt, sur les conseils d'Américains et pour rester fidèle aux traditions de l'ancien régime, on remplaça l'étalon d'argent par l'étalon d'or et on choisit, en mai 1871, comme unité monétaire, la pièce de 20 yen à 30 grammes d'or fin. Le yen d'argent cessait d'être monnaie légale dans l'intérieur du pays pour ne servir qu'à l'exportation.

Ôsaka frappa pour 50 600 000 yen de pièces d'or jusqu'au 30 juin 1876 (dont 44 millions en 1872 et 1873) et du 1^{er} juillet 1876 au 31 mars 1889 pour 9 100 000 yen de pièces d'or.

Par le fait le Japon n'avait ni une monnaie d'or ni une monnaie d'argent, mais une monnaie de papier. Aussi l'or sortit du pays; de 1872 à 1876 l'exportation en fut de 29 900 000 yen, l'importa-

tion seulement de 2 760 000; la période 1877-1880 donne 21 460 000 à l'exportation contre 1 115 000 à l'importation; celle de 1881 à 1884 : 5 930 000 contre 1 890 000. Quand les conditions financières se trouvèrent changées, on eut au contraire, de 1885 à 1888, 1 330 000 yen à l'exportation, 4 230 000 à l'importation.

En mars 1875, dans l'espérance d'expulser le dollar mexicain du marché, l'on se mit à frapper, à l'exemple de l'Union américaine, des yen un peu plus lourds que celui-ci (en tout 3 056 638 pièces), mais les Chinois s'empressèrent de les acheter et de les fondre. En mai 1878 l'État fit du nouveau yen une unité monétaire et par suite établit le bimétallisme; en novembre de la même année il revint pour le yen au poids du dollar mexicain, tout en lui conservant son rôle d'unité monétaire. La baisse continuelle de l'argent chassant de plus en plus l'or du pays, on en arriva pratiquement à l'étalon d'argent, quand, en 1886, après la période du cours forcé (dont nous parlerons plus loin), on reprit les paiements en espèces. De 1870 à 1889 la Monnaie frappa pour 89 075 000 yen de pièces d'argent, dont 3 057 000 *trade dollars*, 61 895 000 pièces d'un yen et pour 24 123 000 yen de monnaies divisionnaires. De 1872 à 1888 les importations d'argent montèrent à 72 917 000 yen et les exportations à 86 920 000.

C'est seulement en 1897 que le Japon a rétabli l'étalon d'or.

Les pièces d'or sont de 20 yen, 10 yen et 5 yen; celles d'argent de 50 sen, 20 sen, 10 sen (5 sen

jusqu'en 1888); celles de nickel émises en 1888 de 5 sen; celles de cuivre de 2 sen, 1 sen, 5 rin. Les yen d'argent ont été retirés de la circulation en 1897. La valeur du yen d'or est (depuis 1897) de deux francs cinquante-huit centimes (1).

Le gouvernement impérial de 1868 avait une autre tâche pressante. Il lui fallait remplir le trésor vide. Jusqu'à la chute des Tokugawa ses ressources furent nulles; après la démission du shôgun elles furent peu considérables. Dans toute la première période financière (janvier 1868-11 février 1869) les recettes se montèrent (d'après des comptes établis postérieurement) à 3 665 000 yen et les dépenses à 30 505 000; dans la seconde période (11 février-4 novembre 1869) les recettes furent de 4 666 000 yen, les dépenses de 20 786 000 (2).

Pour couvrir le déficit on emprunta 5 634 000 yen aux marchands, dont près d'un million aux marchands étrangers; puis on recourut à des émissions successives de papier-monnaie; en 1868-69 ces émissions s'élevèrent à 48 millions de yen, auxquels s'ajoutèrent 25 325 000 yen de la fin de 1869 à la fin de 1872.

La suppression des *han* et l'établissement de la centralisation augmentèrent considérablement les charges du gouvernement sans augmenter ses ressources, puisque les *han* étaient endettés et que

(1) Voir p. 676 l'adoption de l'étalon d'or.

(2) RATHGEN, p. 434. Les Annuaires établissent autrement les périodes financières. (Voir le tableau que nous donnons des budgets, p. 71.)

l'on n'y payait guère plus les impôts : en 1871 l'impôt foncier ne rapporta dans tout l'empire que 11 341 000 yen. De plus les *han* avaient émis pour 40 361 000 yen de papier-monnaie, que l'État échangea contre 24 908 000 yen de son propre papier (la différence représente la perte qu'avaient subie les *assignats* des daimiô). A la fin de 1872 la dette de l'État en billets s'élevait à 98 233 000 yen.

Pour solder les dettes des clans on fit en 1872 un premier emprunt intérieur sans intérêt de 13 875 198 yen, qui fut en partie remboursé en argent; pour le surplus de la somme, soit 10 972 725 yen, on émit en mars 1873 des titres, qui s'amortissent chaque année par tirage au sort; l'emprunt sera éteint en 1921. En mai 1875 on contracta un second emprunt intérieur à 4 0/0 de 15 243 372 yen, pour lequel on émit 12 422 825 yen de titres (entièrement remboursés en octobre 1896); ces emprunts sont connus sous les noms d'*Ancienne* et *Nouvelle dette publique*. Le surplus de la dette des clans fut payé partie en espèces (6 millions), partie en papier (25 millions).

Deux emprunts furent placés à Londres, le premier (1870), d'une valeur nominale de 4 880 000 yen (un million de livres) et d'une valeur réelle de 4 792 400, à 9 0/0 (remboursé complètement en août 1882), pour la construction de chemins de fer; le second (1873), d'une valeur nominale de 11 712 000 yen (£ 2 400 000) et d'une valeur réelle de 10 836 600, à 7 0/0 (remboursé complètement en juillet 1897), pour le rachat des pensions des samurai.

De 1868 à 1872 l'ensemble des ressources réelles



LE COMTE ÔKUMA

n'avait pas atteint 88 millions, tandis que l'ensemble des dépenses s'était élevé à 148; la différence avait été payée en papier (1).

Cependant Ôkubo avait mené à bien la grande réorganisation financière de l'été 1871. Disons seulement ici que cette réorganisation institua le ministère des finances, l'unité des services et un trésor central, tandis qu'auparavant daimiats et districts avaient leurs finances particulières.

En l'absence d'Ôkubo, qui fit partie de la grande ambassade (1871-73), les finances furent administrées par les vice-ministres Inoue et Shibusawa Eiichi (1840). Ceux-ci ayant rédigé en avril 1873 un mémoire, qui présentait la situation financière comme grave, Ôkuma, plus confiant, les remplaça (15 mai 1873) qui pendant huit ans dirigea les finances presque sans contrôle; Ôkubo, à son retour, ne conserva son portefeuille que pendant quelques mois pour accomplir la réforme de l'impôt foncier, il prit l'intérieur en 1873 et Ôkuma, d'abord vice-ministre, devint alors ministre; ses prévisions optimistes se trouvèrent justifiées par la hausse du prix du riz, qui formait encore une grande partie des recettes. Ôkuma rédigea le premier essai de budget pour 1873.

La réforme de l'impôt foncier a été déjà étudiée

(1) RATHGEN, p. 436. Les *Annales* donnent pour la période 1868-72 : Recettes (161 millions), dont ordinaires (58), extraordinaires (103); M. Rathgen en déduit le papier-monnaie, dont il donne le montant pour décembre 1872, pas pour septembre (date où finissait l'année financière).

et nous parlerons plus loin de la création des autres impôts.

Les principales réformes financières ayant été accomplies et le commencement de l'année budgétaire ayant été fixé au 1^{er} juillet, juin 1875 fut considéré comme le terme de la période d'essais, qui avait duré sept ans et demi, de 1868 à 1875.

Le résultat de cette période était le suivant :

Dépenses ordinaires.....	242 801 605 yen.
— extraordinaires.....	116 645 077 —
Recettes ordinaires.....	282 870 872 —
— extraordinaires.....	123 479 892 —

ce qui donnait un excédent de recettes de 46 904 171 yen (1).

Mais il faut remarquer que plus de 73 millions des recettes étaient dus à des émissions de papier-monnaie et plus de 21 millions à des emprunts (dont il faudrait déduire quelque sept millions d'emprunts remboursés). D'après Inoue et Shibusawa la dette de l'État (papier-monnaie compris) se serait élevée alors à 140 millions de yen, en réalité elle était de 142 289 580 yen, dont 14 480 912 de dette extérieure et 94 803 819 de papier-monnaie.

II

La seconde période, où les budgets devinrent à

(1) RATHGEN, p. 442, d'après des comptes datés du 27 décembre 1879, la valeur en argent calculée d'après le cours moyen du riz à Asakusa (Tôkiô). Les Annuaire financiers donnent 232 millions de recettes ordinaires et 173 d'extraordinaires, une somme de 50 millions ayant été transportée des premières aux secondes. (Voir budgets, p. 71.)

peu près normaux, fut surtout remarquable pour la grande opération du rachat des pensions, opération que nous avons expliquée dans le chapitre sur la *loi agraire* (V, p.122).

Ici nous ne donnerons que les résultats généraux de cette opération pour les finances japonaises.

La somme à verser pour le service des intérêts tomba de 15 486 388 yen à 11 568 105, mais le bénéfice fut complètement absorbé par la réduction de l'impôt foncier.

D'autre part voici, d'après les chiffres rectifiés, l'ensemble des *kinroku kôsai*, des titres émis pour le rachat des pensions :

A 5 %	31 412 405 yen.
A 6 %	25 003 705 —
A 7 %	108 242 810 —
A 10 %	9 202 655 —
	<hr/> 173 861 575 yen.

Pour comprendre l'importance de l'opération du 1^{er} juillet 1876, il faut remarquer qu'à cette date la dette d'État tout entière ne dépassait pas 148 924 724 yen, et, si l'on en déduit la monnaie de papier, 54 869 993 yen, dont 40 714 870 pour la dette intérieure. Porter brusquement cette dernière dette de 40 à 214 millions, c'était créer une situation bien délicate sur un marché nouveau et dans un pays inexpérimenté. Puis comment tenir l'engagement pris d'amortir cette somme considérable en vingt-cinq ans (1882-1907), soit à raison de 7 millions de yen par an ?

Le gouvernement craignait de voir tomber les

nouveaux titres; pour calmer le mécontentement des samurai, il souhaitait de leur procurer de plus gros revenus; enfin il cherchait à obtenir les capitaux nécessaires pour la création de nouvelles industries, et, grisés de leurs premières expériences, les financiers japonais se figuraient que le papier pouvait remplacer l'argent. C'est pourquoi dès le 1^{er} août 1876 paraissait la loi sur les *banques nationales*.

Avant 1868 le Japon n'avait eu ni banque d'État, ni banque particulière émettant du papier-monnaie, mais les grosses maisons commerciales, principalement celles d'Ôsaka, s'étaient adjoint des banques; les plus importantes étaient *Onogumi*, *Kônoikegumi* et *Mitsuiigumi* (dont les deux dernières existent encore). En 1868 le gouvernement les transforma en *compagnies d'échange* (*kawase kaisha*), au nombre de huit, qui reçurent le privilège d'émettre des billets remboursables en espèces jusqu'à concurrence de 8,6 millions de riô; ces compagnies s'endettèrent et furent supprimées ou transformées.

Une loi de 1872 permit alors la création de banques nationales (du type américain), qui pouvaient émettre des billets payables en numéraire, à condition d'avoir les quatre dixièmes de leur capital en espèces, les six autres dixièmes en ces titres à 6 0/0 remboursables en or avec lesquels le gouvernement rachetait, comme nous le dirons plus loin, l'ancien papier des clans et une partie de son propre papier. Quatre banques nationales

se fondèrent : la I^{re} à Tôkiô, la II^e à Yokohama, la IV^e à Niigata et la V^e à Ôsaka (avec un capital pour les quatre de 3 650 000 yen).

Dans l'hiver 1874-75 la nouvelle puissance économique qui se fondait en Extrême-Orient subit sa première crise de formation. Les banques Ono et Shimada firent faillite, entraînant beaucoup d'établissements dans leur ruine.

C'est alors qu'Ôkuma refondit la législation sur les Banques nationales (loi 106 du 1^{er} août 1876).

La fondation d'une banque nationale devait être autorisée par le ministre des finances; l'autorisation était accordée pour vingt ans; ce délai passé, la banque pouvait, si elle en obtenait la permission, continuer de fonctionner comme banque privée, mais elle n'avait plus le droit d'émettre de billets; le directeur et les membres du conseil d'administration, dont le nombre ne pouvait pas être inférieur à cinq, étaient assermentés. Le capital d'une banque devait être au moins de 200 000 yen dans les villes ayant plus de 100 000 habitants et de 100 000 yen dans les autres villes (c'était 500 000 yen sous le régime de la loi de 1872); le ministre pouvait cependant concéder la création de banques au capital de 50 000 yen, plus du quart des banques n'eut pas un capital plus élevé.

Chaque banque nationale recevait du ministre des finances une somme en billets de banque égale aux 80 0/0 de son capital, en échange de ces billets elle déposait la même somme en papiers d'État portant intérêt (par le fait les *kinroku kôsai* donnés aux samurai en échange de leurs pensions). Les

20 0/0 restant du capital, qui formaient le fonds de réserve, étaient conservés en monnaie nationale, soit en billets d'État à cours forcé. Les billets des banques, qui n'étaient plus convertibles, devaient, sous peine d'amende, être acceptés en paiement comme les billets de l'État. Les banques n'étaient tenues de garder qu'un quart de leurs dépôts, encore pour le dixième de ce quart était-ce en titres de l'État. Les actions étaient nominatives et en petites coupures.

Tandis que les cinq premières banques fondées antérieurement, soit les quatre dont nous avons parlé et la III^e (Tôkiô) (1876), l'avaient été par des marchands, le but de la nouvelle loi était de permettre aux samurai d'obtenir en créant des banques un plus gros intérêt de leur argent.

En mai 1877 fut établie la XV^e *banque nationale*, dite *de la noblesse (kazoku)*, à laquelle l'État emprunta 15 millions de billets de banque en promettant de payer 5 0/0 d'intérêt jusqu'au remboursement en 1896.

*
* *

Nous raconterons d'abord l'histoire des banques nationales, puis nous traiterons à part de la crise financière qu'elles contribuèrent à provoquer.

Les conditions avantageuses faites par la loi de 1876 amenèrent la création de nombreuses banques nationales : 21 en 1877, 69 en 1878, 58 en 1879, soit en 1879 : 153 banques nationales (y compris les cinq anciennes), avec un capital actions

de 40 616 063 yen et une émission de billets de 33 965 282 yen; le dividende moyen distribué en 1879 fut de 11,37 0/0.

Tant de banques ne pouvaient prospérer; en 1887 il n'en restait que 136; depuis 1880 le gouvernement n'autorisa plus la création de nouvelles banques; à partir de 1883 les banques perdirent le privilège d'émettre des billets et des mesures furent prises pour retirer de la circulation les billets émis par elles.

Aujourd'hui il n'y a plus de banques nationales, puisque le privilège des dernières créées expirait en février 1899; 122 se sont à cette date transformées en banques ordinaires, d'après les conditions fixées par la loi de janvier 1896.

En instituant les banques nationales le gouvernement se proposait deux buts : empêcher la chute des bons de rachat, améliorer le sort de la noblesse et des shizoku. L'un et l'autre but ne furent qu'imparfaitement atteints. Si le cours des bons ne s'effondra pas, il ne put se maintenir au pair; les 7 0/0 tombèrent de 100 à 60. D'autre part, si pendant les premières années les dividendes des banques furent élevés, les actions ne restèrent qu'en partie entre les mains des titulaires de bons. En 1880, 43 0/0 des actions appartenaient à des kazoku, 31 0/0 à des shizoku, 26 0/0 à des acheteurs. En 1887 la part des kazoku était de 18 744 375 yen, celle des shizoku de 9 756 000, celle des heimin de 15 795 125.

III

La fondation des banques nationales marque le début de la crise économique et financière la plus grave qu'ait connue le Japon. Pour comprendre l'origine et la portée de cette crise, il faut se rappeler le bouleversement produit sur le marché japonais par l'ouverture des ports et la série des réformes analysées dans le tome V, particulièrement la loi agraire et ses conséquences : 20 0/0 des terres changeant de propriétaires en cinq ans et cela après la dépossession générale des anciens propriétaires; le rachat des pensions, qui enlevait une partie de leurs revenus aux samurai peu fortunés et la plus grande partie de leurs revenus aux samurai fortunés. La révolte de Satsuma en 1877 acheva de troubler la situation; en octobre 1877 la répression avait déjà coûté plus de 40 millions de yen.

Au cours des années suivantes ce fut une véritable frénésie de spéculation; les marchands étaient grisés par ce qu'ils avaient appris de la richesse de l'Europe et de l'Amérique, et les samurai cherchaient à regagner par le jeu ce que leur avaient enlevé les lois révolutionnaires : le gouvernement ne les y encourageait-il pas en les poussant à fonder des banques?

Sans doute il y avait beaucoup à faire dans un pays presque inexploité : l'on devait construire des routes, des chemins de fer, des ports, fonder des

compagnies de navigation, acheter et lancer des bateaux, créer toutes les industries, exploiter les mines, conquérir à l'agriculture les plaines en friche, les marais, une partie des montagnes. Mais pour y réussir il fallait le temps, l'expérience, les connaissances techniques, il fallait surtout du capital, et le capital nécessaire ne pouvait être que conquis lentement ou progressivement emprunté à des étrangers rassurés par les efforts patients d'un peuple transformé. Ce n'est pas ainsi qu'entendaient le progrès ceux qui venaient de faire la plus grande révolution mentionnée dans l'histoire; ils pensaient réussir aussi facilement dans le domaine économique que dans le domaine politique. Ils crurent, comme tous les peuples l'ont cru au début de leur activité économique, qu'on pouvait remplacer l'or par le papier. Gouvernement et banques nationales ne cessaient d'émettre des billets.

Le Japon connut la folie que Goëthe peint dans le premier acte de son second *Faust*. Ce fut vraiment cette ivresse de la grande fête impériale, que Méphistophélès préside souriant.

L'argent, si difficile à trouver dans un pays sans capital, l'argent, sous forme de papier, l'on en avait à n'en savoir que faire : les débiteurs les plus endurcis payaient leurs dettes, on achetait, on vendait sans difficulté; il se fondait banque sur banque, société sur société, c'était la Terre promise. D'un seul coup le Japon possédait tout ce que l'Europe avait mis tant de temps à acquérir.



La spéculation fut encore sollicitée par un double agio : différence entre l'or et l'argent, différence entre l'argent et le papier.

Le Japon avait le cours forcé; en émettant les premiers billets (*kinsatsu* ou *shihei*) en 1868, on s'était engagé à supprimer le cours forcé au bout de treize ans; la confiance était si faible que l'agio fut bientôt de 55 0/0. Le gouvernement promit alors de renoncer au cours forcé en 1872 ou de convertir à cette date le papier-monnaie en titres à 60/0 et de ne plus faire d'émissions nouvelles; l'agio tomba. Aucune des promesses données ne fut d'ailleurs tenue et les émissions de papier se multiplièrent; cependant en échange des *kinsatsu* la loi 121 du 30 mars 1873 offrit au public des titres nominatifs à 60/0, remboursables en or, qui devaient être amortis, les premiers au bout de trois ans, les derniers au bout de quinze. Mais le taux de l'intérêt était déjà monté si haut par suite des spéculations que peu de personnes profitèrent de la faculté offerte. De 1873 à 1875 le gouvernement n'émit que pour 2 200 000 yen de bons, il n'en émit pas dans les trois années suivantes et seulement pour 3 800 000 yen de 1879 à 1882; plus tard, de 1882 à 1885, quand les conditions du marché eurent changé du tout au tout (comme nous le verrons plus loin), il en émit pour 8,4 millions. Depuis la loi 48 du 28 décembre 1883 on émit des bons 60/0 payables en argent.

L'agio reparut en 1874, il n'atteignait que 2 0/0 en 1876 et, comme cette année connut la première grande baisse de l'argent dans le monde, le papier était par le fait plus haut que l'argent. A la mi-septembre 94 papier valait 100 argent mais le papier perdait déjà de 4 1/2 à 5 0/0 sur l'or. Au commencement de 1877 il se trouva que le yen d'or, le dollar d'argent et le yen papier étaient au pair. Pendant toute la durée de l'insurrection l'agio flotta ; la moyenne de l'année à Tôkiô donne : 103,4 argent contre 100 papier.

Mais les sorties d'or amenées par l'excès des importations sur les exportations précipitèrent la crise comme aussi les émissions de billets. A la fin de l'insurrection de 1877 les émissions avouées du gouvernement étaient de 121 millions de yen, il y avait de plus quelque 22 millions de billets émis secrètement, les émissions des banques dépassèrent 13 millions en 1877, 25 en 1878, 34 en 1879.

Aussi l'agio sur le papier par rapport à l'argent ne cessa-t-il d'augmenter malgré quelques réactions : on eut 116 en mars 1878, 105 en juillet de la même année, 132,5 en février 1879, 104,5 en juin, 137,5 en décembre, 158 le 10 avril 1880, 130 le 14 mai, 178 en octobre, 182 en avril 1881, 155 à la fin du printemps, 178,5 en septembre, 170 en janvier 1882.

A la folie de la spéculation succéda l'absence de toute affaire. Les valeurs d'État tombèrent. Le taux de l'intérêt dépassait 10 0/0 pour les rentes de l'État, 11 0/0 pour les *kinroku kôsai*, en 1880 le

fonds de réserve ne possédait pas plus de 12 millions de métaux précieux.

Un changement de politique s'imposait; dès mars 1880 Ôkuma avait dû abandonner les finances pour devenir sangi sans portefeuille; en 1881 il quittait le cabinet. Assurément sa succession était difficile. Mais pour le juger on ne doit pas oublier que, au lendemain d'une révolution, il s'était vu obligé de subordonner l'intérêt financier à l'intérêt politique; ses services rachetaient en partie ses fautes : n'avait-il pas contribué pendant dix ans à la création des finances, des premières industries, du commerce extérieur, des principales lignes de chemins de fer, des postes et des télégraphes, de l'administration et de l'instruction publique?

IV

L'on doit faire remonter le début du nouveau régime à l'entrée de Sano au ministère en mars 1880 : il avait arrêté les émissions des banques, fermé le 12 avril 1880 toutes les bourses de valeurs et de marchandises, pour ne rouvrir les premières que le 4 mai, les secondes que le 5 juin 1880, encore sous des restrictions sévères; la loi 48 du 5 novembre avait déclaré que les dépenses de l'État devaient être restreintes, l'impôt sur le sake avait été doublé, des fonds avaient été prévus au budget pour le rachat de la monnaie de papier.

Cependant la réorganisation systématique des

finances ne commença qu'en octobre 1881, quand Matsukata Masayoshi en prit le portefeuille. Tel que nous l'avons peint (t. V, p. 54), il était d'un caractère tout opposé à celui d'Ôkuma, la brusquerie du changement de politique n'en fut que plus sensible; cependant brusquerie et changement étaient dans la nature des choses : tout étant à créer, on se jetait dans un excès et il fallait un excès pour en sortir.

Matsukata se proposa de ramener la circulation du papier-monnaie aux limites normales. Son plan, esquissé dès 1881, se développa l'année suivante. En voici les grandes lignes :

Relèvement ou création (de 1882 à 1885) des impôts sur le sake, le tabac, les bourses, les drogues, les bateaux, les frais de justice, le timbre, le *shôyu*, les gâteaux (en tout, malgré la diminution de la consommation, un gain net de 10 millions de yen).

Suppression de nombreuses dépenses. Attribution d'autres dépenses aux budgets des départements et des communes. Emprunts aux divers fonds particuliers (que nous étudierons plus loin).

Réforme des banques nationales, qui durent compléter leur réserve légale de papier d'État et même en 1888 remettre cette réserve au Trésor, qui en constitua un fonds spécial.

Retrait des émissions secrètes de l'État (4 859 145 yen en 1881-82; 6 121 241 en 1882-83; 5 228 765 en 1883-84; en tout de 1880 à 1885 : 16 832 898). Rachat du papier-monnaie au moyen des sommes allouées par le budget (13 640 000 yen) ou par l'émission des titres portant intérêt dont nous avons

parlé. Avec l'aide du fonds de réserve et d'autres fonds 21 autres millions furent enlevés à la circulation. On émit un emprunt de 20 millions pour les chemins de fer. En tout la circulation fiduciaire fut ramenée en trois ans (1^{er} juillet 1882-1^{er} juillet 1885) de 150 millions de yen à 100 millions.

La banque du Japon (*Nippon* ou *Nihonginkò*) fut fondée en juin 1882, ouverte au printemps de 1883. Après une année d'essais elle reçut l'autorisation d'émettre des billets payables en argent; les premiers entrèrent en circulation le 1^{er} juillet 1884.

Le gouvernement devait fournir à la banque les espèces nécessaires pour la reprise des paiements; mais à la retraite d'Ôkuma, il n'avait plus que 7 340 000 yen en espèces et le fisc ne recevait en or ou en argent que les droits de douane et les produits des mines. Au moyen de banques (dont nous parlerons ailleurs) Matsukata vendit à l'étranger contre des métaux précieux nombre de marchandises (soie, coton, etc.), achetées avec du papier aux producteurs japonais.

L'agio baissa au début de 1882, remonta à 175 en août à cause du choléra et de difficultés avec la Corée, tomba à 140 en décembre, à 110 vers la fin de 1883. Dans l'été de 1884 on eut 104, les démêlés avec la Chine et la Corée ramenèrent 140; en avril 1885, c'était 110; en mai, 101.

Le 6 juin 1885 la Banque annonça pour 1886 la reprise des paiements en espèces; aussi dès le 27 de ce mois le billet atteignait-il le pair.

Le 1^{er} janvier 1886 furent repris les paiements en espèces (il y avait alors 83 384 000 yen de bil-

lets d'État et 30 093 000 yen de billets des banques nationales).

*
* *

Quelques chiffres feront comprendre l'intensité de la crise et serviront à montrer les difficultés que rencontre un pays neuf pour se créer un outillage économique moderne.

A Tôkiô le tiers des terrains bâtis se vendit en trois ans (1883-86), le sixième dans la seule année 1886.

Voici d'autre part dans quelle mesure a varié de 1878 à 1887 la valeur de l'impôt foncier en koku de riz, la somme d'argent perçue étant constante :

1878.....	7 972 700	koku.
1879.	5 888 400	—
1880.....	4 441 700	—
1881.....	4 534 600	—
1882.....	5 525 400	—
1883.....	7 494 400	—
1884.....	8 721 700	—
1885.. ..	7 034 000	—
1886.....	8 114 000	—
1887.....	8 751 400	—

Dans les années de l'agio (1880-81) le paysan payait facilement un impôt réduit de près de moitié; grisé par cet avantage, venu de suite après la réforme de 1877 et si peu de temps après la grande réforme qui l'avait rendu propriétaire, il dépensa sans compter, si bien, que, les cours normaux étant revenus et la valeur réelle de l'impôt ayant

doublé, il ne sut plus comment faire pour le payer. La mauvaise récolte de 1884 augmenta la misère. Les exécutions pour non-paiement de l'impôt foncier s'élevèrent de 33 854 en 1883-84 à 108 055 en 1885-86. Partout les attentats se multiplièrent, il y eut des soulèvements dans les districts de Saitama et d'Ibaraki.

Dans les villes la situation devint aussi mauvaise. En 1881 il n'y avait eu que 7 224 faillites avec un passif de 1 049 948 yen; en 1883 il y en eut 19 125 avec 3 542 386 yen de passif et en 1884 22 645 portant sur 4 713 904 yen.

Le salaire moyen mensuel des domestiques hommes dans tout le Japon tomba entre 1882 et 1885 de 2,09 yen à 0,96 et celui des domestiques femmes de 1,34 à 0,51.

Aussi le nombre des accusés de crimes et de délits contre la propriété monta-t-il de 41 247 en 1882 à 83 140 en 1885 (dont 82 841 furent condamnés); il faut cependant tenir compte de la mise en vigueur des nouveaux codes, mais en 1888, sous le régime des mêmes codes, il n'y avait plus que 56 412 accusés et 52 864 condamnés. De même le nombre des crimes et délits contre les personnes, qui était de 8 501 en 1882, s'éleva à 11 294 en 1883 pour retomber à 5 775 en 1887; celui des suicides fut de 4 351 en 1881, 7 282 en 1885, 7 125 en 1886 et de 5 256 en 1888.

V

La reprise des paiements en espèces, suivant la bonne récolte de 1885, marqua la fin de la crise.

Nihonginkô racheta contre de l'argent fourni par le *fonds de réserve* et détruisit 6 470 000 yen de papier d'État de janvier à mars 1886, 9 671 350 d'avril 1886 à mars 1887, 12 000 132 d'avril 1887 à mars 1888, 8 696 856 d'avril 1888 à janvier 1889. Le 1^{er} avril 1890 il ne restait plus que 40 065 000 yen des anciens billets d'État, plus 26 391 000 yen de billets des banques nationales.

A la place des uns et des autres progressivement retirés jusqu'en 1899 entrèrent en circulation les nouveaux billets payables en argent de *Nihonginkô*, le nombre en augmenta si rapidement que la circulation entière de papier était de 115 millions le 1^{er} avril 1886 et de 133 millions le 1^{er} avril 1890. Ces nouvelles émissions ne présentaient plus de danger puisque les billets étaient remboursables à vue. D'ailleurs l'augmentation du numéraire correspondait à celle de la richesse générale.

La circulation en espèces se répartissait alors comme suit : or, 16 271 829 yen ; pièces d'un yen, 27 361 663 yen ; monnaies divisionnaires, 12 192 756 yen ; cuivre et nickel, 14 864 425 yen.

La période 1885-88 fut en effet une période de grande prospérité. Il y eut une série de bonnes récoltes, ce qui était capital pour un pays presque exclusivement agricole. La baisse de l'argent con-

tribuait d'ailleurs à l'accroissement des exportations : l'étalon du Japon étant devenu par le fait l'étalon d'argent, le producteur japonais soldait ses dépenses en argent et vendait ses marchandises au prix de l'or en profitant de l'agio; de pareilles conditions contribuent, bien que l'on ait dit, à désorganiser un marché, comme les Japonais ne tardèrent pas à s'en apercevoir, mais elles peuvent pendant un certain temps favoriser un commerce naissant. On construisait des chemins de fer et les industries les plus diverses se créaient à la fois. En 1884 il n'existait que 1 318 sociétés avec 34 millions de yen de capital; en 1887 il y en avait 2 059; en 1888, 2 611 avec un capital de 118 millions de yen et, y compris les banques et les bourses, plus de 3 000 avec un capital de 163 millions. Le commerce extérieur, qui était de 26,2 millions en 1868, de 58,8 en 1878, de 66,5 en 1885, atteignait 138,3 millions de yen en 1890. Nous ne donnons ici qu'un aperçu de l'activité générale à cette époque, les différentes branches de l'industrie et du commerce devant être examinées spécialement dans le chapitre II.

Ces conditions avantageuses déterminèrent le gouvernement à décider en 1886 la conversion progressive en fonds 5 0/0 amortissables de tous les fonds qui donnaient un revenu supérieur. L'opération réussit complètement; les fonds 5 0/0 dépassaient le cours de 111 en 1894.

VI

Nous voici arrivés à l'époque où fut établi le régime parlementaire, dont l'étude fera l'objet du Livre III. L'exposé que nous ferons ici de la période 1890-1911 sera sommaire; le système financier plus compliqué ne peut être présenté dans une vue d'ensemble et ses divers organes devront être examinés spécialement dans la seconde partie de ce chapitre, ensuite l'histoire des finances de l'État ne doit pas être séparée de celle de la nation en général et du Parlement en particulier, que nous raconterons ailleurs.

Les progrès rapides de la période 1885-88 exagérèrent la confiance, on se remit à spéculer, une crise faillit éclater en 1889-90, hâtée par la mauvaise récolte de cette année et une brusque hausse de la valeur de l'argent. Grâce aux efforts du gouvernement et de la banque du Japon, la crise put être évitée et les affaires reprirent de 1892 à 1894, malgré les discordes politiques et les difficultés avec la Chine, qui aboutirent à la guerre de 1894-95.

La paix de Shimonoseki marqua le début d'une époque nouvelle dans l'histoire financière du Japon; conscient de sa force, il voulut devenir une grande puissance et l'indemnité chinoise lui en fournit les moyens.

D'une part, l'État exécuta des travaux publics considérables, il doubla le budget et, le 1^{er} octobre 1897, il établit l'étalon d'or.

D'autre part, les particuliers, encouragés et même subventionnés par l'État, lancèrent de nombreuses entreprises industrielles et commerciales. En 1893 le nombre des sociétés était de 4 133 avec 209,8 millions de yen de capital autorisé, en 1896 de 4 595 avec 619,2 millions de capital autorisé (397,5 de capital versé), en 1899 de 7 631 avec 1 028,2 millions de capital autorisé (683,8 de capital versé).

Mais la spéculation, les dépenses exagérées du gouvernement, l'échec de ses emprunts amenèrent une crise dès la fin de 1896. Le nombre des faillites fut considérable, les exportations d'or menacèrent de compromettre la réforme monétaire (1897-98). La seconde moitié de l'année 1898 fut meilleure, mais à la fin de 1899 le rétrécissement de la circulation causé par la guerre du Transvaal provoqua une panique et l'intervention du gouvernement sauva seule le marché d'une catastrophe. Le soulèvement des Boxers et les discordes des partis politiques prolongèrent la crise pendant les deux années suivantes; 1902 et le début de 1903 semblaient annoncer la fin de cette période troublée; au contraire, ce furent les protestations populaires contre l'établissement des Russes en Mandchourie, deux dissolutions du Parlement et la guerre de 1904-05.

De bonnes récoltes et la grande activité commerciale et industrielle qui marqua dans le monde le début du vingtième siècle permirent au Japon de subvenir aux frais énormes de cette guerre. L'année 1906 fut même prospère. Le gouverne-

ment et le peuple, trop confiants, ne cessèrent d'emprunter et de s'engager dans de nouvelles affaires; aussi une crise se produisit-elle en 1907 sous l'influence de la crise américaine et du ralentissement général des transactions. Les conséquences en disparurent progressivement de 1909 à 1911, grâce à la sage politique d'économies du ministère Katsura et à la reprise générale des affaires.

Nous voyons donc se vérifier au Japon une loi observée dans tous les pays; le développement économique et financier ne se produit pas d'une manière régulière, mais par des périodes de grande activité brusquement suivies de crises plus ou moins difficiles. Aussi les obstacles, les dangers que le Japon a rencontrés ne doivent-ils pas nous empêcher de voir les énormes progrès accomplis, progrès dont nous donnerons les chiffres dans ce chapitre et le chapitre suivant en traitant de chaque branche de la production en particulier.

A. — LA CRÉATION DES FINANCES PUBLIQUES

Ce que nous avons cherché à montrer dans l'introduction, c'est l'évolution financière du Japon, ce sont les efforts tantôt heureux, tantôt malheureux qu'il a faits pour se créer un régime financier. Ce que nous montrerons maintenant, c'est ce régime, tel qu'il est sorti de tant d'essais, c'est à dire tel qu'il existe aujourd'hui; nous ne suivrons

donc plus l'ordre chronologique mais l'ordre didactique et nous étudierons successivement les finances publiques et les finances privées et, dans les finances publiques, d'abord l'administration financière, puis le budget et ses divers éléments.

a) **L'administration financière.**

Le Japon des Tokugawa avait possédé une organisation financière assez développée; mais il n'avait pas su la compléter, puis ses finances tombèrent dans le désordre au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle. La Révolution fit disparaître ce qui restait de l'ancienne organisation et le nouveau gouvernement eut tout à recréer.

L'administration fut d'abord ce que les événements l'avaient faite. Les daimiats se gouvernaient eux-mêmes. Les ken, anciens ken des Tokugawa, nouveaux ken des daimiats annexés, levaient leurs impôts comme ils pouvaient, dépensaient de suite ce qu'ils voulaient et n'envoyaient que le surplus au gouvernement central. Ce gouvernement lui-même n'avait point d'administration financière propre; plusieurs services percevaient et répartissaient les sommes encaissées.

En juillet et août 1871, les fondateurs du nouveau régime, ayant aboli la féodalité, se décidèrent à reconstituer le gouvernement d'après les traditions de l'ancien empire et du bakufu mais sous l'influence de l'Europe. En même temps que les

autres ministères, on créa le ministère des finances (*òkurashò*) ; daimiats et districts durent envoyer le produit des impôts à ce ministère, qui solda leurs dépenses ; le Japon n'avait plus qu'une administration et qu'un trésor ; cependant ce fut seulement en 1883 que tous les ministères renoncèrent définitivement à l'administration de leurs fonds spéciaux. L'on s'occupa aussi de séparer les finances de l'État des finances départementales et communales ; cette séparation ne fut achevée qu'en 1878.

L'organisation financière fut constituée par les lois 427 et 428 du 27 décembre 1873 sur les états et les comptes ; celles de mars, mai et novembre 1875 (217), de juillet et décembre 1879 déterminèrent les principes de la comptabilité.

La loi du 2 décembre 1880 (60) réforma l'organisation des autorités centrales ; des lois de 1886 et de 1890 la complétèrent.

A la tête des services se trouve le ministre (d'abord *òkura kio*, depuis 1886 *òkura daijin*) assisté d'un vice-ministre (dans les premières années, c'étaient deux vice-ministres) et d'un secrétaire général.

Le ministère se divise en directions (*riò*, depuis 1877 *kioku*), dont le nombre a varié : huit (1875), douze (1880), treize, neuf (1890). Il y en avait quatre en 1909 : comptes, revenus, finances (paiements et dettes), monopoles. Depuis l'établissement du régime parlementaire, les dispositions fondamentales sur l'organisation financière se trouvent dans le chapitre vi de la Constitution et dans la loi de 1889 sur les finances, que nous étudierons ailleurs (p. 609 et 622).

La loi la plus importante sur la perception des impôts est la loi (9) du 13 mars 1889, qui a créé deux sortes de perceptions : la perception par les préfectures et la perception par le ministère des finances.

Dans les préfectures la perception des impôts ressort au troisième bureau. L'ordonnance du 10 octobre 1890 (225) y a créé deux directions, l'une des impôts directs, l'autre des impôts indirects. Sont encaissés par les préfectures, d'après la loi 21 du 29 mars 1897 (art. 5) et l'ordonnance 195 du 22 juin 1897, les impôts suivants : foncier, sur le revenu, sur le shôyu, patentes. Les autres impôts sont levés par le service des revenus, qui comprend des recettes générales et des recettes locales.

Les impôts sont perçus dans les communes par les percepteurs communaux (loi 9 et ordonnance 33 du 13 mars 1889).

Les droits sur le sake sont établis par des agents spéciaux.

Il y a cinq offices centraux des douanes à Yokohama, Kôbe, Ôsaka, Nagasaki, Hakodate.

Pour le service de la caisse le ministère employa d'abord les banques nationales et certaines banques privées comme Mitsui ginkô; depuis l'ordonnance 126 du 11 décembre 1889 la caisse appartient exclusivement à la Banque du Japon.

Instituée par la loi 18 du 5 mars 1880 et la loi 35 du 28 avril 1881 à la place de la division des comptes du ministère des finances, la Cour des Comptes (*kaikei kensa in*) a reçu son autonomie complète par la loi 15 du 5 mai 1889, qui l'a reconstituée sur le modèle de la Cour prussienne.

En 1887 l'administration des finances comptait 8 702 employés, dont 771 aux services centraux, 6 289 dans les ken, 548 dans les douanes. En 1906 elle comptait 9 fonctionnaires du rang de chokunin, 397 du rang de sônin, 10 754 du rang de hannin, plus 5 705 employés salariés.

b) Le budget.

Le budget est l'exposé sincère et détaillé des recettes et des dépenses prévues par l'État pour une année; c'est une institution primordiale de l'État moderne car l'existence de tous les services dépend des finances et, depuis que le crédit est devenu la base des échanges, comme les métaux précieux l'avaient été du milieu du dix-huitième siècle au milieu du dix-neuvième et certains objets aux époques antérieures, les finances de l'État n'ont de solidité que par la confiance que tous ont dans sa bonne gestion : banquiers et public ne lui prêtent de l'argent à court ou à long terme que parce qu'ils ont la certitude et d'en toucher les intérêts et d'être remboursés à l'époque fixée; les fonctionnaires n'accomplissent leur tâche que parce qu'ils sont assurés de recevoir leur traitement; enfin les contribuables n'acquittent leurs impôts que parce qu'ils savent l'État capable d'employer le produit des impôts aux devoirs qui lui incombent et qui sont la condition même de l'existence et du développement de la société.

La nécessité d'un budget apparut dès l'époque de la monarchie absolue alors que le gouvernement n'admettait aucun contrôle populaire et que le crédit était encore peu développé, mais il fallut l'établissement du régime parlementaire et de l'organisation financière moderne pour que l'État consentît à soumettre tous ses comptes à l'opinion.

Nous avons dit dans le tome III que le shôgunat n'établit de budget que pour la période 1770-1774. Ses mauvaises finances ayant été l'une des principales causes de sa chute, le gouvernement impérial se promit de ne pas retomber dans les mêmes errements mais de longues années s'écoulèrent avant qu'il pût ou même qu'il voulût se donner un budget vraiment sincère et bien équilibré.

L'histoire budgétaire doit se diviser en quatre périodes.

I

Nous avons vu dans l'exposé général que de 1867 à 1875 on eut des essais de budgets plutôt que des budgets proprement dits; c'est seulement à partir de 1873 que les périodes budgétaires commencèrent à date fixe (1^{er} janvier), encore les budgets n'étaient-ils faits qu'après coup. D'autre part la distinction du budget ordinaire et du budget extraordinaire était surtout fictive, dans les premières années le budget des recettes extraordinaires était plus considérable que celui des recettes ordinaires et, quand ce devint le contraire, les dé-

penses extraordinaires furent couvertes par des recettes ordinaires et des recettes extraordinaires; la plus grande partie de ces dernières provenait de l'emprunt ou d'émission de papier-monnaie à cours forcé.

PREMIERS BUDGETS ET BUDGETS

D'ÔKUMA (1^{re} période)

ANNÉES	RECETTES		TOTAL	DÉPENSES		TOTAL
	Ordinaires.	Extraordinaires.		Ordinaires.	Extraordinaires.	
1867-68						
13 mois jusq. 31 décembre.	3 664 780	29 424 533	33 089 913	5 506 253	24 998 833	30 505 086
1869 9 mois jusq. 30 sept.	4 666 056	29 772 349	34 438 405	9 360 231	11 425 609	20 785 840
1869-70 jusq. 30 sept.	10 043 628	10 915 872	20 959 499	9 750 003	10 357 669	20 107 673
1870-71 jusq. 31 oct.	15 340 922	6 803 676	22 144 598	12 226 382	7 008 776	19 235 158
1871-72 jusq. 31 déc.	24 422 742	26 022 431	50 445 173	42 474 919	15 255 106	57 730 025
1873 jusq. 31 déc.	70 561 688	14 945 557	85 507 245	50 639 552	12 039 048	62 678 601
1874 jusq. 31 déc.	71 090 481	2 355 063	73 445 544	60 001 916	22 267 612	82 269 528
1875 jusq. 30 juin.	83 080 575	3 240 502	86 321 077	52 842 348	13 292 424	66 134 772

II

Le début de la seconde période est marqué par la décision prise le 13 octobre 1874 de fixer au

1^{er} juillet le début de l'année financière à partir du 1^{er} juillet 1875.

Les réformes accomplies pendant la première période permirent sans doute d'établir depuis 1875 des budgets réguliers, mais pendant les cinq dernières années du ministère d'Ôkuma le budget ne fut jamais prêt à l'époque fixée. D'ailleurs le résumé donné plus haut de l'histoire financière suffirait à montrer que ces budgets étaient surtout des budgets sur le papier et que l'équilibre était le plus souvent fictif. Les virements étaient si nombreux et si arbitraires que les répartitions budgétaires perdaient presque toute valeur. Enfin l'on créa une série de fonds disposant de leurs propres ressources indépendamment du budget général.

Le premier et le plus important fut le *fonds de réserve* ou *yobikin* formé par les excédents qu'avait laissés la période 1867-75, auxquels s'ajoutèrent les excédents des années suivantes. Ce fonds était destiné à soutenir les cours de la rente et du papier-monnaie; il facilita la reprise des paiements en espèces et la fondation des grandes banques dépendant du gouvernement. Mais on l'employa aussi à masquer beaucoup d'opérations louches comme les émissions secrètes de papier-monnaie. D'après les données officielles, ce fonds ne contenait au début que près de 24,5 millions de yen mais de 1878 à 1883 il dépassa 50 millions. Le fonds de réserve a subsisté jusqu'au 1^{er} avril 1890, il fut alors remplacé par un fonds de rachat du papier-monnaie, doté de 10 millions.

Mentionnons parmi les autres fonds le *Kôgiôkin*

(fonds de l'industrie) (1878-88) et le *fonds des chemins de fer* (1884-91).

BUDGETS D'ÔKUMA (2^e période)

ANNÉES	RECETTES		TOTAL	DÉPENSES		TOTAL
	Ordinaires.	Extraordinaires.		Ordinaires.	Extraordinaires.	
1875-76...	63 786 587	5 696 090	69 482 677	56 613 037	12 590 205	69 203 242
1876-77...	55 684 997	3 796 039	59 481 036	56 815 326	2 493 631	59 308 956
1877-78...	49 967 723	2 370 410	52 338 133	45 344 216	3 084 109	48 428 324
1878-79...	53 558 117	8 885 632	62 443 749	55 986 710	4 954 626	60 941 336
1879-80...	57 716 323	4 435 428	62 151 752	55 205 539	5 112 040	60 317 578

III

Avec l'arrivée de Matsukata aux affaires, le budget japonais devint sincère et régulier. La loi capitale fut la loi II de 1885; elle changea de nouveau le début de l'année financière, qui fut définitivement fixé au 1^{er} avril pour prendre date au 1^{er} avril 1886; les budgets furent publiés dans des ordonnances impériales et toutes les dépenses durent y figurer; cependant certains fonds subsistèrent jusqu'en 1890.

BUDGETS DE MATSUKATA JUSQU'A L'OUVERTURE
DU PARLEMENT

ANNÉES	RECETTES		TOTAL	DÉPENSES		TOTAL
	Ordinares.	Extraordinaires.		Ordinares.	Extraordinaires.	
1880-81...	58 036 574	5 330 681	63 367 254	60 297 322	2 843 574	63 140 897
1881-82...	64 304 512	7 185 368	71 489 880	60 413 710	11 046 611	71 460 321
1882-83...	69 888 873	3 619 554	73 508 427	59 750 727	13 729 940	73 480 667
1883-84...	76 425 687	6 681 171	83 106 859	67 914 176	15 192 682	83 106 859
1884-85...	72 102 190	4 567 464	76 669 654	60 724 554	15 938 554	76 663 108
1885-86 jusqu'au 31 mars...	56 429 622	5 727 213	62 156 835	47 643 037	13 472 277	61 115 313
1886-87 à partir du 1 ^{er} avril...	71 094 269	14 231 875	85 326 144	67 613 793	15 610 167	83 223 960
1887-88...	76 068 094	12 092 980	88 161 074	66 042 669	13 410 367	79 453 036
1888-89...	74 253 413	18 703 521	92 956 933	66 439 716	15 064 308	81 504 024
1889-90...	82 355 442	14 332 537	96 687 979	63 785 569	15 928 103	79 713 672
1890-91...	78 593 498	27 875 856	106 469 354	66 752 431	15 379 272	82 125 403

IV

La quatrième période de l'histoire budgétaire, qui est celle des budgets votés par le Parlement, sera traitée avec l'histoire du Parlement, dont elle est inséparable, nous dirons ses droits et la manière dont il les exerce en étudiant la Constitution (p. 609 et 622).

Pour permettre au lecteur de se faire une idée d'ensemble de la situation financière nous donnerons seulement ici les chiffres suivants :

Budget de 1892-93 (avant la guerre de Chine) :

Recettes : 101 461 911 (dont ordinaires : 80 728 018).

Dépenses : 76 734 740 (dont ordinaires : 63 818 030).

Budget de 1896-97 (après la guerre de Chine) :

Recettes : 187 019 423 (dont ordinaires : 104 904 501).

Dépenses : 168 856 509 (dont ordinaires : 100 712 816).

Budget de 1902-03 (avant la guerre contre la Russie) :

Recettes : 297 341 424 (dont ordinaires : 221 240 408).

Dépenses : 289 226 731 (dont ordinaires : 171 059 808).

Budget de 1906-07 (après la guerre contre la Russie) :

Recettes : 530 447 807 (dont ordinaires : 444 898 251).

Dépenses : 464 275 583 (dont ordinaires : 339 954 234).

Le plus gros budget a été celui de 1907-08 avec 857 083 817 yen de recettes (dont ordinaires : 492 287 037) et 602 400 959 yen de dépenses (dont ordinaires : 398 568 105) (1).

(1) Voir les budgets de 1890 à 1903, p. 666 et suiv., ceux de 1903 à 1912, p. 754 et suiv.

Depuis 1890 il a été créé un certain nombre de fonds spéciaux, dont le montant dépassait 300 millions en 1904-05; depuis 1909 les chemins de fer ont un budget distinct (p. 202).

c) **Le budget des dépenses. — La dette publique en 1890.**

Nous étudierons maintenant le budget des dépenses en prenant comme exemple celui de 1905-1906.

BUDGET DES DÉPENSES (1905-06).

DÉPENSES ORDINAIRES

LISTE CIVILE (1).....	3	000	000
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	2	458	701
Ministère.....		242	148
Ambassades, légations, consulats.....	2	216	653
INTÉRIEUR.....	9	226	183
Ministère.....		312	781
Préfectures.....	7	279	289
Divers.....	1	634	113
FINANCES.....	82	105	452
Ministère.....		221	512
Dette publique.....	49	080	691
Pensions et dons.....	12	666	299
Dépenses pour la perception des impôts.....	4	138	265
Cabinet et conseil privé.....		359	504
Parlement.....	1	491	779
Cour de justice administrative et Cour des comptes.....		215	541

(1) La liste civile est aujourd'hui de 4 millions.

Frais du monopole du camphre.....		571	827
Dépenses diverses.....	13	360	036
GUERRE (1).....	8	535	794
Ministère.....		197	458
Armée.....	7	886	143
Divers.....		452	192
MARINE.....	12	332	139
Ministère.....		123	785
Marine.....	12	208	354
JUSTICE.....	9	870	599
Ministère.....		118	584
Tribunaux.....	4	741	917
Prisons.....	5	010	098
INSTRUCTION PUBLIQUE (2).....	4	632	605
Ministère.....		378	409
Ecoles et bibliothèques.....	2	727	648
Divers.....	1	526	549
AGRICULTURE ET COMMERCE.....	2	655	145
Ministère.....		318	846
Divers.....	2	341	299
COMMUNICATIONS.....	21	864	783
Ministère.....		494	615
Communications.....	19	725	725
Divers.....	1	644	443
TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES.....	156	681	402

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Affaires étrangères.....	2	570	736
Intérieur.....	5	273	089
Finances.....	220	233	577
Armée.....	2	573	377

(1) Les dépenses de l'armée et de la marine en 1905-06 furent supportées par le fonds de guerre alimenté par l'emprunt.

(2) Comme nous l'avons dit, la plupart des dépenses de l'instruction publique incombent aux départements et aux communes.

Marine.....	11	079	802
Justice.....		249	289
Instruction publique.....	1	032	967
Agriculture et commerce.....	6	288	805
Communications.....	14	758	161
TOTAL DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		<u>264</u>	<u>059</u>
TOTAL GÉNÉRAL.....		<u>420</u>	<u>741</u>
			<u>803</u>
			<u>205</u>

Nous avons analysé ailleurs les budgets des divers ministères; nous ne le referons pas ici. Il importe au contraire que nous nous occupions de la dette publique. La voici telle qu'elle existait en 1890 au début du régime parlementaire.

L'histoire des principaux emprunts ayant été faite dans l'introduction du présent chapitre ou dans le chapitre consacré au rachat des pensions, nous nous bornerons ici à présenter deux tableaux.

La dette japonaise en 1890 d'après ses origines.

A. — DETTE HÉRITÉE DE L'ANCIEN RÉGIME :	213 446 150 yen.
<i>Ancienne dette</i> (des daimiats).	
(sans intérêt).	10 972 725 —
<i>Chitsuroku Kôsai</i> (pensions capitalisées de gré à gré) . . . (8 ⁰ / ₀).	16 565 800 —
<i>Second emprunt à Londres</i> (pour le rachat des pensions (1873).	
(7 ⁰ / ₀).	11 712 000 —
<i>Kinroku Kôsai</i> (pour le rachat des droits féodaux) . . . (5 à 10 ⁰ / ₀).	173 861 575 —
<i>Rachat des pensions dues aux prêtres du shintô</i> (8 ⁰ / ₀).	334 050 —
B. — DETTE CAUSÉE PAR LA RÉVOLUTION :	27 418 175 —
<i>Nouvelle dette</i> (des daimiats depuis 1868) (sans intérêt).	12 418 175 —

<i>Emprunt pour la répression de la révolte du Satsuma. (7 1/2 %).</i>	15 000 000 yen.
Plus 126 360 554 yen de papier-monnaie, et, par suite, en y comprenant le papier-monnaie	153 778 729 —

C. — DETTE PROVENANT DES EMPRUNTS FAITS
POUR LA TRANSFORMATION DU PAYS : 56 380 000 —

<i>Premier emprunt de Londres (pour les chemins de fer). (9 %).</i>	4 800 000 —
<i>Emprunt pour l'industrie. (6 %).</i>	12 500 000 —
<i>Emprunts pour les chemins de fer. (7 et 5 %).</i>	22 000 000 —
<i>Emprunt pour la marine. (5 %).</i>	17 000 000 —

En tout pour ces trois classes
de dettes : 297 000 000, avec
le papier-monnaie 424 000 000 —

D. — DETTE PROVENANT DE LA CONVERSION
DES DETTES PRÉCÉDENTES : 99 511 550 —

<i>Emprunt pour le retrait des kin- satsu (billets de banque). (6 %).</i>	14 399 150 —
<i>Emprunt pour la conversion des rentes supérieures à 5 %, dont il avait été émis jusqu'en 1890. (5 %).</i>	85 112 400 —

Tous ces emprunts avaient été rachetés en 1911,
fors 2,4 millions de l'*Ancienne Dette*.

Le tableau précédent donne le chiffre total de
tous les emprunts émis avant la réunion du Par-
lement, mais ces emprunts ont été émis successi-
vement, de sorte que les plus anciens étaient par-

tiellement amortis quand furent émis les plus récents; les emprunts de la quatrième catégorie eurent même pour but de fournir les fonds destinés à racheter les emprunts dont l'intérêt était le plus élevé.

Voici donc un tableau de la dette non remboursée du Japon à certaines dates déterminées.

*[Dette non remboursée du Japon au commencement
des années fiscales :*

	Papier-monnaie non compris.	Papier-monnaie y compris.	
1873.....	40 772 202	131 343 955	yen.
1878-79	52 773 861	375 250 357	—
1880-81	231 744 059	358 047 291	—
1886-87	230 992 772	324 062 057	—
1890-91 (31 mars 1890)	245 227 771	295 510 822	—
(dont 16 512 000 de dette extérieure).			

A cette dette consolidée il faudrait ajouter la dette flottante en bons et obligations du trésor à 5 0/0. Elle figurait dans le budget de 1890-91 pour 443 804 yen, ce qui, à 5 0/0, fait un capital de 8 876 080. D'autre part, il faudrait déduire le fonds de réserve, qui dépassait 50 millions dans la période de l'agio et était de 10 millions en 1890.

Si le montant de la dette avait augmenté, le taux de l'intérêt avait diminué. L'ordonnance impériale 66 du 16 octobre 1886 décidait l'émission progressive de 175 millions de yen de rentes 5 0/0 amortissables en cinquante ans à partir de la cinquième année à dater de l'émission; cet

emprunt (le dernier du premier tableau) devait servir à racheter tous les emprunts donnant un intérêt supérieur à 5 0/0 : le 31 mars 1890 l'émission se montait à 85 112 400 yen ; en 1894 c'était à 166 482 450 yen, en 1898 à 173 857 250 yen (maximum); le rachat complet a été effectué en 1910 (1).

Comme il nous est impossible d'étudier la dette japonaise postérieure à 1890 en dehors de l'histoire du Parlement et des guerres de 1894-95 et de 1904-05, nous nous bornerons à en donner ici le chiffre : 2 650 395 115 yen au 31 mars 1911; le tableau de la dette actuelle figure dans le livre III (p. 673 et 758).

d) Le budget des recettes.

LES IMPÔTS

A l'énorme accroissement des dépenses, principalement des dépenses improductives (armée, flotte, service des emprunts contractés pour couvrir les frais des guerres civiles et des guerres extérieures) devait correspondre un énorme accroissement des recettes. C'est dans le chapitre suivant consacré au régime économique que nous montrerons comment le développement du pays lui permit de subvenir à ses charges nouvelles; ici nous

(1) Voir p. 62 et p. 673.

étudierons la manière dont le fisc sut profiter de ce développement pour tirer du pays tout ce qu'il était possible d'en tirer sans en arrêter l'activité naissante. D'une manière générale nous pouvons dire que ce fut au début en demandant la plus grande partie de ses ressources à quelques impôts séculaires, qu'il se contenta de remanier; qu'ensuite il utilisa les richesses nouvelles que produisaient les progrès de la civilisation matérielle et l'adoption d'un régime économique moderne; qu'enfin le fisc créa un très grand nombre d'impôts différents pour mettre à contribution toutes les formes de la fortune sans en accabler aucune. C'est grâce à cette sage politique que le gouvernement japonais, sans ressources financières en 1868, a réussi en quarante ans à s'en assurer d'assez considérables pour mériter le nom de grande puissance.

Nous ne reviendrons pas sur les impôts de l'ancien régime, qui ont été examinés dans le *Japon des Tokugawa* et le tome I^{er} du *Japon moderne*. La première phase de la réforme des impôts a été suffisamment étudiée dans le chapitre consacré à la loi agraire et dans l'introduction du présent chapitre. Pour plus de clarté nous exposerons donc d'un trait tout le système des impôts, quelle que soit la date de leur création, mais, pour mieux faire comprendre l'œuvre accomplie, nous indiquerons, en parlant de chaque impôt en particulier, ses origines et son développement; de plus nous diviserons cet exposé en deux parties : impôts créés avant l'établissement du Parlement, impôts créés depuis l'établissement du Parlement.

I. — *Impôts créés avant l'établissement du Parlement.*a. *Impôts directs.*

Dans tous les pays la matière la plus facilement imposable est la terre; dans tous ceux où subsiste quelque trace de la féodalité la terre apparaît comme la seule propriété véritable : aussi est-il naturel que les fondateurs du Nouveau Japon aient fait de l'impôt foncier la base de leur régime fiscal.

Nous avons déjà étudié cet impôt en parlant de la loi agraire. Deux points seulement nous occuperont ici.

Nous signalerons d'abord les changements du taux de l'impôt foncier. Fixé en 1873 à 3 0/0 de la valeur des biens fonds, il fut abaissé à 2 1/2 en 1877. Le programme de réorganisation des forces de terre et de mer consécutif à la guerre contre la Chine en amena le relèvement pour cinq années budgétaires, dont la première était 1899-1900; ce relèvement était de 2 1/2 0/0 de la valeur cadastrale pour les terrains bâtis des villes (ce qui portait le taux à 5 0/0), et de 0,8 0/0 pour les autres terrains (soit en tout 3,3 0/0). L'impôt foncier aurait dû être ramené à son ancien taux de 2 1/2 0/0 dans le budget de 1904-05, mais au contraire la guerre contre la Russie le fit relever dans les proportions suivantes :

	Impôt normal.	Impôt de guerre.	Total.
	En 0/0 du capital.		
Terrains bâtis des villes.....	2,5 0/0	17,5 0/0	20 0/0
Terres arables.....	2,5 0/0	5,5 0/0	8 0/0
Terres non arables.....	2,5 0/0	3 0/0	5,5 0/0

Cette élévation de l'impôt, qui devait disparaître après la guerre, fut maintenue en 1906 par la Diète dans le but de subvenir aux dépenses des nouveaux armements; elle n'était pas exorbitante, car la hausse énorme des terrains urbains, la hausse considérable des terres arables avaient rendu les évaluations du cadastre beaucoup trop faibles. Aussi la loi de mars 1910 a-t-elle changé la base de l'impôt pour les terrains bâtis : la valeur officielle en a été fixée au décuple de la valeur locative (déduction faite de la valeur des constructions) et l'impôt fixé à 2,5 0/0 de la valeur officielle. Pour les terrains non bâtis on a conservé l'ancienne valeur officielle en réduisant l'impôt pour les terres arables à 4,7 0/0 de cette valeur (3,4 0/0 dans le Hokkaidô), en le maintenant pour les terres non arables à 5,5 0/0 (4 0/0 dans le Hokkaidô).

Il nous reste à marquer le rôle que l'impôt foncier joue dans le budget japonais. Sous les Tokugawa, c'était l'impôt par excellence; il conserva un rôle prédominant aux débuts du Meiji : en 1875-76 le produit de l'impôt foncier formait encore 86 0/0 du produit des impôts, 80 0/0 des recettes ordinaires, 73 0/0 des recettes totales. Mais déjà en 1888-89 il ne figurait plus que pour 58 0/0 dans le produit des impôts, 50 0/0 dans celui des recettes ordinaires, 45 0/0 dans celui des recettes totales.

Malgré l'énorme relèvement que nous venons

d'indiquer, le produit de cet impôt ne formait en 1907-08 qu'un peu plus de 28 0/0 des impôts, soit 84 973 927 yen sur 315 983 415 d'impôts, 492 287 037 de recettes ordinaires et 857 083 817 de recettes totales.



Comme l'impôt foncier, l'impôt sur le revenu est un legs de l'ancien régime; il était surtout en usage dans les daimiats. Le nouveau gouvernement, le sachant impopulaire, n'osa tout d'abord le rétablir et se contenta d'impôts partiels, qui étaient de véritables manques de foi : ainsi de 1874 à 1879 on fit sur les traitements des fonctionnaires des retenues, qui allaient de 5 0/0 à 20 0/0, et de 1875 à 1877 sur les pensions des retenues, qui pour les plus fortes s'élevaient à 30 0/0.

C'est seulement par la loi 5 du 19 mars 1887 que fut établi un impôt général sur le revenu. Il frappait tous les revenus d'au moins 300 yen, les revenus des membres d'une *maison* étaient joints aux revenus du chef, s'ils habitaient sous son toit; l'impôt était progressif. Les contribuables étaient divisés en cinq classes, dont la dernière payait 1 0/0 et la plus élevée 3 0/0.

L'impôt sur le revenu a été plusieurs fois remanié; il doit l'être encore prochainement; nous nous contenterons d'exposer la législation actuellement en vigueur (1911).

Les taux sont les suivants :

		Taux ordinaire. En % du revenu.	Relèvement depuis 1904-05. En % du revenu.	Total.
<hr/>				
1 ^{re} classe. — Revenus des personnes morales.				
A. Compagnies ayant au moins 21 actionnaires.....				
		2,5	3,75	6,25
B. Autres personnes morales.....				
Revenus au-dessus de 100 000 yen.			10	12,50
	50 000 —		7,50	10
	30 000 —		5,75	8,25
	20 000 —		4,25	6,75
	15 000 —	2,5	3	5,50
	10 000 —		2,50	5
	5 000 —		2,25	4,75
Au-dessous de 5 000 —			2	4,50
2 ^e classe. — Intérêts des rentes d'Etat et des obligations.....				
		2		
3 ^e classe. — Revenus autres que les précédents.				
Au-dessus de 100 000 yen....		5,5	14,85	20,35
	50 000 —	5	12	17
	30 000 —	4,5	9,45	13,95
	20 000 —	4	7,60	11,60
	15 000 —	3,5	5,95	9,45
	10 000 —	3,0	4,50	7,50
	5 000 —	2,5	3,50	6
	3 000 —	2	2,60	4,60
	2 000 —	1,7	2,21	3,91
	1 000 —	1,5	1,95	3,45
	500 —	1,2	1,32	2,52
	300 —	1	1	2

Produit de l'impôt.

En 1887-88 : plus de 1 million de yen ; en 1897-98 : plus de 2 ; en 1899-00 : plus de 4 ; en 1900-01 : plus de 6 ; en 1902-1903 : plus de 7 ; en 1903-04 : plus de 8 ; en 1904-05 : plus de 14 ; en 1905-06 : plus de 23 ; en 1906-07 : plus de 26 ; en 1907-08 : plus de 27 ; depuis 1908-09 : plus de 32.

b. Impôts indirects.

L'impôt sur les boissons alcooliques (*shûrui*), principalement le sake, est encore un impôt du Vieux Japon. Dès 1868 il fut organisé par le gouvernement du Meiji, puis remanié en 1874 (9 janvier), 1875 (20 février) (loi 26), 1877 (5 décembre) (81), 1878 (28 septembre) (28), 1880 (27 septembre) (40) et 1882 (27 décembre) (61). Sous le régime établi par ces lois quiconque voulait fabriquer du sake, du vin ou de la bière devait acheter pour 30 yen une licence (*menkio kansatsu*) valable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant. De plus il était payé pour le sake (pas pour les autres spiritueux) de 4 à 6 yen par koku fabriqué suivant la qualité. Le produit de cet impôt, très faible dans l'origine (16 208 yen en 1872), était déjà de 2 555 595 en 1875-76; il atteignait 14 497 438 en 1889-90 et 15 158 953 en 1890-91. Les bouilleurs de cru étaient exemptés de la taxe pour une quantité qui a varié.

Depuis 1890 l'impôt sur les boissons alcooliques a été révisé plusieurs fois, principalement en 1908. On l'a subdivisé (1901) en deux impôts distincts : d'une part l'impôt sur les boissons alcooliques, qui est d'un yen par degré d'alcool absolu contenu dans un koku de liquide, sans que le droit puisse tomber au-dessous de 21 yen par koku; d'autre part l'impôt sur le sake proprement dit : les différentes espèces de sake sont réparties en cinq classes, qui, depuis le dernier relèvement de la taxe, payent,

les quatre premières respectivement : 20 yen, 25 yen, 30 yen, 35 yen par koku, et la dernière un yen pour chaque degré d'alcool par koku. Le privilège des bouilleurs de cru a été supprimé. Enfin l'impôt spécial sur la bière, de 1901, établit un droit de 10 yen par koku. Le vin et les autres boissons alcooliques tirées de fruits n'acquittent pas de droits. Les impôts sur les boissons, qui ont tous été augmentés par les impôts de guerre, ont rapporté 78,4 millions de yen en 1907-08, 83,5 en 1908-09.

*
* *

Hérité lui aussi des Tokugawa, l'impôt sur le tabac fut établi par la loi 150 du 4 octobre 1875, révisée le 27 décembre 1882 (68) et le 6 avril 1888 (20). Cet impôt consistait en un droit levé sur les manufactures sous forme de *licences* annuelles et un droit levé sur les marchands sous forme de timbres apposés sur le tabac manufacturé. Il rapportait 206 748 yen en 1875-76, 1 492 806 en 1889-90, 1 825 183 en 1890-91; le produit de l'impôt ne dépassa jamais 3 millions de yen jusqu'en 1898.

A cette époque (janvier 1898) le gouvernement établit le monopole de la vente du tabac en feuilles, qui produisit de 5 à 15 millions de yen. En 1904 il y ajouta le monopole du tabac manufacturé, appliqué en partie dès juillet 1904 et en partie en avril 1905; les manufacturiers ont reçu en indemnité une somme égale à 20 0/0 du produit de la vente pendant une année; leurs fonds furent ache-

tés par le gouvernement. Le monopole a produit 33,6 millions en 1905-06, 49,3 en 1908-09.

*
* *

C'est de même au shôgunat que le gouvernement du Meiji emprunta l'idée des douanes. Avant 1854 le shôgun avait le monopole du commerce avec les Hollandais et les Chinois. Nous avons parlé dans le tome I^{er} de l'établissement des douanes et des tarifs fixés par les traités de 1854, 1858 et 1866. La révision des traités permit l'application d'un tarif général en 1899; ce tarif a été révisé en 1906 et en 1911; le Japon a signé en 1911 et 1912 des traités de commerce avec presque toutes les puissances; nous étudierons tarif et traités dans le tome VII consacré à la politique extérieure. Les droits à l'exportation ont été abolis en 1899. Nous donnerons seulement ici le produit des douanes, soit : 864 281 yen en 1868, 1 988 688 en 1876-77, 2 989 686 en 1886-87, 4 165 542 en 1889-90, 6 728 323 en 1896-97, 15 936 890 en 1899-1900 (après le premier relèvement des droits), 41 853 533 en 1906-07 (après le second relèvement des droits).

*
* *

Voici les impôts indirects moins importants.

Impôt sur le shôyu (sauce japonaise), créé en 1885, plusieurs fois remanié, particulièrement en 1896 et en 1910, qui produisait 640 379 yen en 1885-86, 1 215 254 en 1889-90, 5 272 875 en 1905-

1906. Le shôyu mis dans le commerce est taxé à 1,75 yen par koku (1910). Depuis 1900, les particuliers fabriquant pour leur usage, qui étaient autrefois exemptés de la taxe, sont soumis à un droit total de 0,50 à 4 yen; leur fabrication ne doit pas dépasser 5 koku.

Impôt sur les gâteaux établi en 1885, modifié en 1888 et supprimé en 1900 quand fut établi le droit sur le sucre. Cet impôt a rapporté jusqu'à 628 242 yen en 1888-89.

Impôt sur les drogues et produits pharmaceutiques préparés d'avance, établi en 1875, réformé en 1877, 1882, 1897 et 1905. Depuis 1897 les recettes en sont confondues avec celles du timbre.

Impôts sur les produits marins du Hokkaidô (1869, 1875, 1887); sur les voitures (1871, 1873, 1875); sur les bateaux (1871, 1874, 1883); sur le bétail (1872).



Enfin nous classerons à part les impôts suivants :

Impôt sur les émissions des banques nationales, aujourd'hui disparues;

Impôt sur les bourses, définitivement établi, après plusieurs essais, en 1885, presque doublé par les surtaxes de la dernière guerre;

Droits sur les exploitations minières et les produits des mines, établis en 1875, modifiés en 1890, relevés par les impôts de guerre (1905);

Droits de timbre (*shôkeninshi-zei*), établis en 1873, réformés en septembre 1874 (81), 1875 (121),

1879 (31), 1884 (11), etc. ; le timbre produisait en 1873 : 319 302 yen ; en 1888-89 : 985 013. Après les changements et les surtaxes de 1896, le produit n'a cessé d'augmenter : près de 6 millions (1896-97), le double en 1899-1900, près de 15 millions en 1903-04. Les droits ont été relevés en 1904, légèrement abaissés en 1909. La loi de mars 1907 a remanié les timbres mobiliers. Cet impôt est si compliqué que nous ne saurions l'étudier ici dans ses détails.

II. — *Impôts créés depuis l'établissement du Parlement.*

Passons maintenant aux impôts créés depuis l'ouverture du Parlement.

Ce sont d'abord deux impôts directs importants.

L'impôt sur les patentes a été créé en 1896, révisé en 1910. Nous ne pouvons exposer complètement cet impôt, très compliqué, car l'assiette en est établie d'une part sur le capital ou le chiffre des affaires, d'autre part sur la valeur locative des bâtiments ou le chiffre du personnel ou bien encore sur les deux. Les patentes rapportaient plus de 4, 5 millions en 1897-98, plus de 7 en 1903-04, de 20 en 1907-08, de 23 en 1908-09, les lois sur les impôts de guerre ayant relevé d'abord de 70 0/0, ensuite de 150 0/0 les droits, qui ont été abaissés en 1911.

Les droits sur les successions ont été établis par

la loi de décembre 1904, promulguée en janvier 1905. Les droits sont progressifs. La loi distingue entre les successions à la *maison* et les successions aux biens. Pour les premières, les droits vont de 1 0/0 (successions de moins de 5 000 yen) à 3,5 0/0 (successions de plus de 70 000 yen) si l'héritier est un descendant direct et peuvent s'élever jusqu'à 5 0/0 si l'héritier n'est pas un descendant direct. Pour les successions aux biens les droits dans la ligne directe vont de 1,5 0/0 (successions de moins de 1 000 yen) à 5 0/0 (successions de plus de 7 000) ; en dehors de la ligne directe les droits peuvent s'élever jusqu'à 6,5 0/0. Dans toutes les successions (à la *maison* comme aux biens) il est perçu un droit supplémentaire de 0,5 0/0 pour chaque fraction de 50 000 yen comprise entre 100 000 yen et un million de yen. Sont exemptées des droits les successions à la *maison* de moins de 1 000 yen et les successions aux biens de moins de 500 yen comme aussi celles des militaires morts au cours d'une guerre. Ces droits ont produit entre un million et demi et deux millions et demi depuis 1906-07.

*
* *

Voici les impôts indirects créés depuis 1890 : L'accise sur le sucre établie en 1901, sensiblement augmentée par les impôts de guerre, qui a produit plus de 16 millions en 1906-07. Les droits de tonnage (1899). Le droit de chasse, relevé par les impôts de guerre. L'impôt sur les émissions de

billets de la banque du Japon (1899), que nous étudierons en exposant l'organisation de cette banque.

Deux nouveaux monopoles ont été établis : celui du sel marin (1904, appliqué en 1905) et celui du camphre, appliqué d'abord à Formose, puis en 1903 à la métropole. Le premier rapporta près de 12 millions en 1905-06 ; plus de 23 dans les deux années suivantes ; depuis, de 10 à 15 millions. Le second a fourni plus d'un million en 1906-07 et depuis des sommes très inférieures.

*
* *

Nous mettrons à part les impôts votés pour subvenir aux frais de la guerre de 1904-05, parce que ces impôts présentent un caractère transitoire et que la réforme s'en poursuit depuis 1908.

Les relèvements des impôts ordinaires ont été indiqués.

Voici les impôts nouveaux : Taxe de consommation sur les étoffes tissées (15 0/0 sur les étoffes de laine, 10 0/0 sur les autres étoffes) (février 1904, décembre 1904). Taxe de consommation sur le pétrole (1 yen par koku (février 1904). Droits de timbre sur les chèques (1 sen par chèque) (décembre 1904). Droits sur l'extraction de la poudre d'or des sablonnières (décembre 1904). Taxe sur les voyageurs en bateaux à vapeur, tramways ou chemins de fer (décembre 1904). Droit sur l'importation des cocons de vers à soie (décembre 1904). Droit sur l'importation du riz décortiqué et du riz non décortiqué (décembre 1904).

L'exagération de ces taxes amena le ministère Katsura (1908-11) à remanier tous les impôts excepté l'impôt sur le revenu, qui le sera prochainement. Le dégrèvement a été de 15 millions de yen.

LES REVENUS AUTRES QUE LES IMPÔTS

L'État japonais, par suite de son origine féodale et de la conception particulière que la philosophie chinoise se fait du gouvernement, est un grand propriétaire, qui possède des chemins de fer, des ports, des mines, des manufactures et, comme nous l'avons vu, la plus grande partie du sol. Nous montrerons brièvement la part qui revient au produit de ces possessions dans le budget des recettes.

Les industries exercées quelque temps par l'État lui ont peu rapporté puisqu'il a dû les abandonner presque toutes au moment où il commençait à en tirer des bénéfices. En voici le tableau pour 1888-89 (ce tableau donne le profit net) : Mines (541 199 yen), docks (48 553), industries diverses (143 842), Monnaie (200 712). Nous parlerons de ces industries dans le chapitre consacré au régime économique.

Les budgets, d'abord distincts, des postes et des télégraphes furent fondus en 1886 dans un budget général et l'on n'en indiqua plus que les recettes, les dépenses figurant à des titres divers. Les recettes montaient à 3,4 millions en 1889-90; 8,3 en

1894-95; 20,6 en 1900-01; 39 en 1908-09; depuis plus de 40 millions.

Dans la période 1873-90 les excédents des recettes sur les dépenses des chemins de fer n'ont jamais dépassé 1 300 000 yen. Depuis le rachat (en 1906) des lignes appartenant aux compagnies, les chemins de fer ont un budget spécial (loi 6 de 1909), que nous étudierons en même temps que leur organisation (p. 202).

L'exploitation des forêts accusait en 1889-90 : 684 496 yen de revenu brut contre 581 789 yen de frais. L'*Annuaire financier*, qui ne mentionne pas les frais, donne pour le chiffre des revenus ordinaires : plus d'un million en 1899-1900, plus de deux de 1900-01 à 1903-04, plus de trois pour les deux années suivantes, plus de cinq en 1906-07, de huit en 1907-08, de neuf en 1908-09.

Voici les revenus des entreprises de l'État et du domaine public, tels qu'ils figurent dans le budget de 1908-09 (en millions de yen) :

Revenus des entreprises de l'État et du domaine public (y compris les monopoles et les chemins de fer).....	151,6
Dont :	
Postes et télégraphes.....	39
Forêts.....	9,4

*
* *

Pour terminer cette étude du budget des recettes, nous en donnerons le tableau suivant.

BUDGET DES RECETTES (1905-06)

RECETTES ORDINAIRES (en yen)

IMPOT.....	251	275	170
Impôt foncier.....	80	473	022
Impôt sur le revenu.....	23	278	377
Patentes.....	18	784	656
Taxe sur les spiritueux.....	59	576	142
Taxe sur le <i>shôyu</i>	5	272	875
Accise sur le sucre.....	11	348	317
Taxe sur les médecines (204 780 en 1906-07).....			
Taxe sur les tissus.....	5	319	899
Impôt sur les mines.....	1	692	108
Impôt sur les Bourses.....	2	241	098
Impôt sur les émissions de billets de banque.....	2	472	089
Droits de tonnage.....		538	435
Droits de douane.....	36	757	382
Impôt sur les billets de chemins de fer, de bateaux, de tramways.....	2	211	869
Droits de succession.....		629	684
Droits sur les huiles minérales (1 689 161 en 1908-09).....			
Autres droits.....		679	217
Timbre.....	30	267	646
PRODUITS DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES DOMAINES DE L'ÉTAT.....	99	875	160
Postes et télégraphes.....	33	405	258
Forêts.....	3	445	096
Monopole du sel.....	11	998	012
Monopole du camphre.....		743	579
Monopole du tabac.....	33	602	058
Recettes des chemins de fer.....	12	426	152
Recettes des chemins de fer du Hok- kaidô.....	1	059	722
Divers.....	3	195	283
Virement des intérêts des dépôts.....	2	685	029

Virement du fonds de l'amortissement de l'emprunt émis pour les travaux de Formose.....	1	742	595
Recettes diverses.....	12	456	035
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES....	398	301	742

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Vente de domaines appartenant à l'État.	1	240	884
Contributions locales aux dépenses sup- portées par l'État pour les travaux publics des préfectures.....		833	309
Souscriptions aux emprunts publics....	73	925	171
Virement de l'indemnité chinoise.....	1	709	797
Virement du fonds destiné aux forêts...		952	720
Virement de l'excédent de l'exercice précédent.....	50	411	254
Recettes de l'indemnité chinoise.....	3	106	272
Recettes diverses.....	4	775	244
TOTAL DES RECETTES EXTRAORDINAIRES.	136	954	650
TOTAL GÉNÉRAL.....	535	256	392

**e) Les budgets des départements,
des arrondissements et des communes.**

L'État, qui a la charge des grands services inté-
ressant la nation tout entière, doit laisser une
large part d'autonomie aux départements, aux
arrondissements et aux communes pour toutes les
questions qui les concernent exclusivement, par
suite leur permettre de percevoir certaines taxes
et d'en dépenser le produit à leur convenance.
Nous rechercherons de quelle manière le gouver-
nement japonais a résolu cette question délicate.

I

Sous l'ancien régime, les daimiats étaient indépendants et les départements des provinces soumises aux Tokugawa avaient une autonomie financière presque complète; nous avons vu que tel fut aussi le cas pour les nouveaux départements dans l'anarchie des premières années du Meiji. Ce fut progressivement que les finances de l'État se séparèrent des finances départementales et communales et plus lentement encore que ces dernières se distinguèrent les unes des autres.

Les réformes et l'ordonnance 122 du 30 octobre 1875 constituèrent définitivement les finances des départements, auxquels la réforme de 1873 avait permis de lever des centimes additionnels sur l'impôt foncier et celle de 1874 attribué certains impôts (*bukin*). Mais les budgets départementaux ne furent réellement constitués que par l'institution des conseils généraux et les réformes de 1878 (18 et 19 du 22 juillet et 30 du 20 décembre), 1880 (16 et 17 du 8 avril, 48 du 5 novembre), 1882, 1887, 1888, etc. Les lois fondamentales sont celles de mai 1890 (35) et de mars 1899 (64).

Le budget est voté par le conseil général, accepté par le préfet, puis envoyé au ministre de l'intérieur et au ministre des finances. Au cas où le conseil général ne réussirait pas à mettre son budget en équilibre conformément aux lois, le budget de l'année précédente serait appliqué par décret du ministre de l'intérieur.

Le conseil général peut créer de nouveaux impôts, sauf approbation des ministres des finances et de l'intérieur si ces impôts sont importants.

Les revenus départementaux se composent des impôts, des subventions de l'État, des taxes scolaires et des recettes des hôpitaux, etc. Depuis 1890 les départements peuvent contracter des emprunts s'ils en obtiennent l'autorisation du ministre de l'intérieur.

Il y a trois sortes d'impôts départementaux (*chihôzei*, autrefois *fuzei* et *kenzei*) :

1° Les centimes additionnels à l'impôt foncier, à l'impôt sur le revenu et aux patentes;

2° La taxe sur les maisons (au sens japonais du mot) (*kosûwari*), transformée dans certains départements en impôt sur la propriété bâtie (*kaokuzei*);

3° Les impôts sur les professions et métiers (*eigiôzei*), auxquels s'adjoignent les impôts divers (*zasshuzei*).

Le budget des recettes pour tous les départements du Japon se montait en 1879-80 à 12 072 570 yen (dont 5 802 196 pour les centimes additionnels à l'impôt foncier, 1 367 037 pour les impôts sur les professions, 1 347 977 pour les impôts divers, 2 826 614 pour la taxe sur les maisons); en 1888-89 à 19 536 617 (avec les chiffres de détail suivants : 9 296 346; 3 047 963; 1 503 634; 3 801 987); en 1899-1900 à 56 271 279 (avec les chiffres de détail suivants : 20 718 817 pour l'impôt foncier, 2 291 587 pour les patentes, 928 062 pour les patentes additionnelles, 7 940 101 pour la taxe sur les maisons).

Pour l'année 1904-05 le budget général des dé-

partements (non compris le Hokkaidô) se montait à 50,5 millions de recettes totales, 40,8 environ de recettes normales et 46,8 millions de dépenses totales, 40,7 environ de dépenses normales. Les principales recettes étaient les centimes additionnels à l'impôt foncier (17,6 millions), aux patentes (2,5), les taxes diverses (6), la taxe sur les maisons (6,9), etc. ; les principales dépenses : la police (9,7), l'instruction publique (8,8), le service sanitaire (2), les travaux publics (12,8). Depuis la guerre de 1904-05 les impôts des départements ont été, en effet, abaissés pour permettre le recouvrement des nouveaux impôts d'État.

Les biens des départements ne sont pas considérables.

II

Les finances des arrondissements ont été organisées principalement par les lois déjà citées de 1890 et de 1899. Ils tirent leurs ressources des emprunts, des subventions nationales et départementales, des revenus de leurs biens, de recettes diverses. En principe ils ne perçoivent pas d'impôts propres, leur caisse est alimentée par des prélèvements sur les impôts des communes, mais en cas de besoin l'État ou les départements peuvent lever un impôt au bénéfice des arrondissements.

III

Les finances communales ont été constituées par la loi 19 du 22 juillet 1879 et la loi organique du 1^{er} avril 1889.

Les principales ressources des communes sont, en dehors des revenus de leurs biens et des subventions de l'État et des départements, les centimes additionnels à l'impôt foncier, à l'impôt sur le revenu et à l'impôt des patentes, les taxes sur les maisons, plus d'autres contributions.

Voici les dépenses totales des communes dans la période qui précéda la convocation du Parlement : près de 13,5 millions de yen en 1879-80; plus de 18,9 en 1882-83; seulement 13 en 1887-88. Pour cette même année les recettes s'élevèrent à un peu plus de 13 millions.

Voilà, d'autre part, les chiffres pour 1904-05 (y compris le Hokkaidô) : Recettes : plus de 89 millions (plus de 109 en 1903-04), dont (en chiffres ronds) : impôt foncier : 10 millions; impôt sur le revenu : 2; taxe sur les maisons : 24; patentes : 5,5; contributions indirectes : plus de 4,8. — Dépenses : 79,5, dont : instruction publique : 25; service sanitaire : 3; travaux publics : 7,7.

Les communes peuvent emprunter sous de certaines conditions.

IV

Le tableau suivant donne le montant total des budgets des départements, arrondissements et communes (en millions de yen).

Années.	Recettes.	Dépenses.
1893-94.....	65,9	51,4
1894-95.....	66,2	55,8
1895-96.....	67,6	57,9
1900-01.....	147,3	130,6
1901-02.....	160,9	143,1
1902-03.....	173,7	154,6
1903-04.....	175,2	157,7
1904-05.....	141,6	128
1905-06.....	144,4	130,7
1906-07.....	192,1	166,1
1907-08 (1).....	227,8	198,9

Voici le tableau des emprunts locaux en milliers de yen. Les chiffres des cinq premières colonnes sont ceux des emprunts à long terme qui ne peuvent être contractés sans l'autorisation du gouvernement; les chiffres de la sixième colonne sont ceux des emprunts à court terme des différentes unités administratives, emprunts contractés sans l'autorisation du gouvernement.

(1) 1910-11 : 264; 240,1 (chiffres provisoires).

ANNÉES	PRÉ- FEC- TURÉS	ARRONDISSEMENTS	CITÉS	VILLES et villages.	GROUPES de com- munes.	EMPRUNTS rem- boursables en trois ans.	TOTAL
1893..	1 529		7 561	19	43		9 093
1894..	2 281	3	5 529	120	126		10 061
1895..	2 209	2	7 820	128	138		10 299
1900..	9 719	135	25 849	829	1 195	5 010	42 739
1901..	10 379	339	29 796	1 514	1 687	7 520	51 240
1902..	10 712	509	35 130	1 984	2 058	10 714	61 110
1903..	12 076	890	38 463	2 599	2 516	10 565	67 111
1904..	11 318	854	39 847	2 703	2 677	7 601	64 992
1905..	10 483	819	40 045	3 100	2 819	5 300	62 569
1906..	10 889	811	53 965	3 069	2 931	5 918	77 585
1907..	12 608	881	62 954	3 810	3 198	5 813	89 266
1908..	14 831	1 581	64 117	4 534	4 081	10 678	99 823
1909..	15 164	1 470	125 430	4 972	4 018	11 876	162 933

Les dettes de ces diverses divisions administratives provenant de l'emprunt ou d'autres causes s'élevaient à la fin de 1905 à 65 704 886 yen, répartis ainsi :

A 15 $\frac{0}{0}$ et au-dessus.....	349 474
12 $\frac{0}{0}$	1 315 678
10 $\frac{0}{0}$	2 906 681
8 $\frac{0}{0}$	9 268 241
A 7 $\frac{0}{0}$	6 391 634
6 $\frac{0}{0}$	25 010 867
Au-dessous de 6 $\frac{0}{0}$	20 387 174
Sans intérêt.....	75 136
TOTAL.....	65 704 085

Les grandes villes ont émis des emprunts à l'étranger, dont le montant était à la fin de 1910

de 84,9 millions de yen (dont Tôkiô : 14,5; Kiôto : 17,5; Ôsaka : 33; Yokohama : 11,6; Nagoya : 7,8.)

f) Des charges que les impôts font supporter à la population.

Nous montrerons maintenant dans quelle mesure les impositions pèsent sur la population.

En 1879-80 le total des impôts (non compris les douanes) était de 76 242 409 yen, dont 51 644 290 d'impôts d'État, soit 2,12 yen d'impôts et 1,44 d'impôts d'État par tête d'habitant. Ces chiffres s'appliquent à tout l'empire, y compris le Hokkaidô (moins les impôts locaux de cette région).

Voici quel serait le quantum de l'impôt par tête d'habitant, d'après un travail officiel de 1906 (reproduit dans le *year book* de 1907) :

	Valeur brute en yen.	Proportion par habitant en yen.
IMPOTS D'ÉTAT.....	305 965 422	6,427
<i>a.</i> directs.....	126 021 139	2,647
<i>b.</i> indirects.....	179 944 203	3,780
IMPOTS LOCAUX.		
<i>a.</i> directs.....	79 866 571	1,678
dont : départements.	33 988 102	0,714
communes...	9 362 558	0,197
taxes rurales.	36 515 911	0,767
<i>b.</i> indirects.....	89 454	0,002
dont : communes...	52 838	0,001
taxes rurales.	36 616	0,001
TOTAL.....	385 291 447	8,106

Ne figure pas dans ce tableau le produit des monopoles de l'État, qui doit être considéré comme un impôt au moins pour la part dans laquelle le gouvernement majore le prix normal des objets vendus.

Nous compléterons ce premier tableau par le suivant, qui donne la proportion de la dette japonaise par tête d'habitants (en milliers de yen).

Années. /	Montant de la dette à la fin de l'année.	Proportion par tête d'habitant.
1871	4 880	0,147
1880	246 992	6,766
1885	240 992	6,258
1886	229 923	5,885
1887	246 011	6,211
1888	240 839	6,010
1889	255 227	6,309
1890	275 236	6,759
1891	270 532	6,584
1892	261 137	6,309
1893	266 814	6,381
1894	295 807	6,998
1895	371 759	8,795
1896	383 335	8,868
1897	421 245	9,625
1898	413 253	8,815
1899	502 967	10,587
1900	508 414	10,552
1901	524 226	10,732
1902	552 180	11,125
1903	561 569	11,175
1904	991 288	30,780
1905	2 043 386	
1906	2 154 098	

Ces tableaux empruntés au *year book* de 1907 diffèrent de celui que donne le *Japan weekly mail* du 1^{er} janvier 1910, d'après *Kokumin Shimbun*.

Années.	Impôts nationaux et locaux (par tête).	Dette (par tête).
1899.....	4,994	12,002
1900.....	5,365	12,187
1901.....	5,754	12,499
1902.....	6,126	13,093
1903.....	6,255	13,448
1904.....	7,042	23,351
1905.....	8,604	45,457
1906.....	9,621	47,754
1907.....	9,756	48,937
1908.....	10,829	49,508
1909.....	10,955	45,365

Pour les impôts de 1905, la différence est par le fait minime : 8,106 et 8,604. Pour la dette les différences peuvent provenir de ce qu'un tableau donne les années du calendrier et l'autre les années fiscales; de plus le chiffre de la population a été rectifié après le recensement de 1908.

Le tableau suivant permettra de se mieux rendre compte de l'importance du budget japonais.

	Population (par millions d'habitants).	Dépenses de l'État (Loi de finances) (en millions de francs).
France	39,2 (1906)	4 185,3 (1910)
Italie.....	34,5 (évaluée en 1910)	2 415,7 (1910-11)
Belgique.....	7,4 (évaluée en 1909)	635,7 (1909)
Japon (sans les colonies) .	50,7 (évaluée en 1910)	1 332,24 (1909-10)

La proportion des impôts et de la dette publique par tête d'habitant n'est donc pas considérable si

on compare le Japon aux grandes puissances économiques, mais il faut observer que la richesse du Japon est encore très inférieure à celle de ces puissances (1); dans l'état actuel du pays le chiffre des impôts est donc trop élevé, mais comme nous n'étudions ici que l'organisation financière, nous reconnaitrons qu'une organisation qui a si vite permis au Japon de supporter d'aussi lourdes charges mérite tous les éloges.

B. — LA CRÉATION DES FINANCES PRIVÉES

Bien plus encore que du régime politique, les finances sont le fondement du régime économique : sans finances, ni le commerce, ni l'industrie, ni même l'agriculture ne peuvent se développer. Mais les finances veulent être organisées et l'organisation s'en fait de plus en plus complexe depuis que le crédit tend à remplacer les métaux précieux comme base des échanges, que les transactions s'étendent au monde entier, portent sur des matières de plus en plus nombreuses et sont réglées par des contrats de plus en plus subtils et variés.

Nous étudierons d'abord l'organisation du crédit, puis celle des transactions, soit en premier lieu les banques et les sociétés d'assurance, en second lieu les bourses et les *clearing houses*.

(1) Voir p. 264 et 274.

a) Les banques.

Le rôle des banques est double. Elles doivent rendre les transactions basées sur le crédit aussi sûres que les transactions basées sur l'échange ou la livraison des métaux précieux en régularisant la circulation de la monnaie, en émettant dans une limite fixée des billets remboursables à vue, en recevant des dépôts, en fixant le taux du change, de l'escompte et de l'intérêt. Les banques doivent aussi permettre à quiconque lance une entreprise nouvelle de subvenir à ses premières dépenses par l'aide du capital, c'est-à-dire de la richesse accumulée dans le passé, comme elles doivent fournir au capital un emploi rapide et rémunérateur afin qu'il ne reste jamais improductif.

Encore cela ne suffit-il pas. Chaque classe de capitalistes doit trouver le placement qu'il souhaite, chaque classe d'entrepreneurs le genre de prêt qui lui convient. Au commerçant il faut constamment des sommes prêtées à faible intérêt pour quelques jours ou quelques semaines et cela sur un simple effet commercial garanti par des cautions; le commerçant s'adressera donc à des banques d'escompte, qui lui prêteront l'argent déposé dans leurs caisses par des capitalistes; mais, comme la plupart de ces dépôts peuvent être retirés à vue, ces banques ne consentiront jamais que des prêts à très court terme sur des effets facilement réalisables. Au contraire du commerçant, l'agricul-

teur, l'industriel veut des prêts à longue échéance, car des années s'écouleront avant que les travaux entrepris avec les sommes prêtées puissent leur rapporter; sans doute ils offrent une solide garantie puisqu'ils hypothèquent leur usine ou leur domaine, mais cette garantie n'est ni facilement, ni rapidement réalisable et le temps peut en diminuer la valeur. Agriculteurs et industriels ne pourraient donc recourir à des banques qui n'auraient à leur prêter que des dépôts remboursables à vue, mais ils trouveront l'aide désirée auprès de ces banques qui se procurent par l'émission d'obligations remboursables à longue échéance l'argent qu'elles prêtent elles-mêmes pour un grand nombre d'années.

Cette organisation scientifique du crédit veut être complétée par ce qu'on pourrait appeler une organisation psychologique. Les banques de dépôts et d'escompte, qui sont les plus nombreuses et les plus menacées, ne doivent pas seulement être constituées de telle façon qu'elles remboursent les dépôts qui leur sont régulièrement réclamés : qui sait si dans un jour de crise on ne leur réclamera pas tous leurs dépôts à la fois? or, pareille éventualité est comme la négation de l'idée de la banque, qui est de faire fructifier l'argent déposé, ce qui exclut la possibilité de rembourser à vue l'ensemble des dépôts. De plus, quelques précautions que prennent les banques pour assurer le paiement des effets escomptés, s'il y a panique les effets deviennent momentanément irréalisables. C'est pourquoi il importe qu'en pareil

cas les banques puissent recourir à une banque privilégiée possédant de grands stocks de métaux précieux et ayant la faculté de suppléer par des émissions de papier-monnaie aux espèces que le public effrayé retire brusquement de la circulation.

De pareilles précautions resteront toujours nécessaires, car il y aura toujours des complications politiques, des crises dues à la spéculation, des banqueroutes causées par la malhonnêteté; mais elles sont plus rigoureusement nécessaires à notre époque parce que l'organisation du crédit est encore imparfaite, que la masse inéduquée ou trop récemment éduquée n'en comprend pas le mécanisme et considère encore le régime économique comme fondé sur le mercantilisme ou même sur l'échange.

Dans tous les pays l'organisation des banques a donc été fort délicate; ce fut plus particulièrement le cas pour le Japon, qui établit cette organisation sur le modèle de l'étranger alors que ses institutions antérieures l'y avaient insuffisamment préparé, car jusqu'en 1854 il avait ignoré le crédit au sens moderne du mot, il s'était fait une conception fausse de l'usage des métaux précieux et en était resté à l'échange pour la plupart des transactions.

Nous avons raconté dans l'introduction de ce chapitre la première expérience que le Japon fit du crédit; nous ne reviendrons donc pas sur ce que nous avons dit des banques nationales, qui ont disparu.

Ce que nous allons exposer, c'est le régime que le Japon s'est donné après cette dure leçon. Ce régime s'est formé au cours d'un quart de siècle, il n'en procède pas moins d'une seule pensée, les

grandes lignes en étaient arrêtées dès 1883. Nous l'exposerons d'une manière méthodique, car il n'est pas de meilleure preuve du génie organisateur des Japonais.

Sans doute Matsukata et ses continuateurs s'inspirèrent de l'Europe. Mais, d'une part, l'État japonais créait de toutes pièces et en utilisant l'expérience séculaire des peuples les plus civilisés ce qui chez ces peuples s'était formé lentement, grâce à l'initiative des particuliers et par des essais confus, souvent contradictoires; d'autre part, cet État devait adapter une organisation étrangère aux besoins d'un pays encore inexpérimenté : l'œuvre de reconstruction des finances privées se présente donc au Japon avec un caractère systématique qu'elle n'a chez aucun autre peuple. La division du travail y apparaît comme plus complète que nulle part ailleurs : les grands types de banques y sont presque tout à fait distincts les uns des autres; des lois particulières règlent la banque d'émission, les banques commerciales pour l'étranger, les banques commerciales pour l'intérieur, les banques industrielles, les banques hypothécaires, les banques d'épargne. L'État ne s'est pas contenté d'accorder un monopole à une banque d'émission placée sous son contrôle, à la tête de chaque classe de banque il a mis un établissement modèle qui, lui aussi, est placé sous le contrôle du ministère des finances et possède sinon un monopole, au moins des privilèges.

Nous étudierons successivement les différents types de banques en commençant par l'établissement modèle et en exposant ensuite la législation

régissant les banques privées qui en dépendent soit directement parce que pratiquement elles en sont presque des succursales, soit indirectement parce que cet établissement règle les conditions du crédit dans le genre d'affaires qu'elles ont adopté.

I

Nous commencerons par l'étude de la banque d'émission puisqu'elle forme la base de tout le système financier.

Matsukata exposa le plan et l'utilité de cette banque dans sa circulaire du 1^{er} mars 1882; il lui reconnaissait ces cinq avantages : de régulariser la circulation de la monnaie « comme le cœur régularise la circulation du sang » ; de donner plus de liberté aux autres banques par l'appui qu'elle leur assure en cas de danger; d'amener un abaissement du taux de l'intérêt en augmentant le capital liquide et en enseignant aux autres banques à substituer l'escompte à court terme au prêt sur gage à long terme; d'assumer le rôle de caisse de l'État et d'en faire fructifier les fonds; enfin d'approvisionner le pays de métaux précieux en barre.

Dans l'introduction de ce chapitre nous avons vu comment le Japon par sa propre expérience fut conduit à reconnaître la nécessité, si souvent contestée, d'une banque d'émission unique, associée en quelque sorte à l'État mais dans une grande mesure indépendante de lui.

Nippon ou *Nihonginkô*, la banque du Japon, fut

créé par la loi du 27 juin 1882 (32) et ouvert le 10 octobre de la même année.

L'organisation de Nihonginkô rappelle celle de la banque de Belgique.

Le privilège de Nihonginkô est de trente ans; il sera renouvelé en 1912. Le capital premier était de 10 millions de yen en 50 000 actions nominatives, dont la moitié fut souscrite par l'État, attribuée plus tard à l'empereur; 5 millions seulement furent versés. En 1887 le capital fut doublé, mais 5 millions seulement furent encore versés. En 1896 le capital fut porté à 30 millions de yen, entièrement versés en 1898; en 1910 ce fut à 60 millions, dont 37,5 ont été versés.

La banque est administrée par un conseil composé d'un gouverneur et d'un sous-gouverneur nommés pour cinq ans par le ministre des finances, de cinq régents nommés pour quatre ans par le ministre sur une liste de dix candidats présentés par l'assemblée générale et de trois à cinq censeurs élus par cette assemblée.

La banque escompte et achète le papier du gouvernement, le papier commercial, les lettres de change, etc. — Elle achète et vend les métaux précieux. — Elle prête sur métaux précieux. — Elle accepte le papier des banques qui sont en relations avec elle. — Elle reçoit des dépôts en compte courant, accepte la garde d'objets de valeur. — Elle fait (à un taux fixé par le conseil et approuvé par le ministre des finances) des avances en comptes courants sur titres d'État, bons du Trésor ou autres titres garantis par l'État. Elle

tire des lettres de change et remet des chèques.

La banque a l'administration de la caisse du Trésor.

Enfin la banque du Japon a le privilège d'émettre des billets de banque. La loi du 26 mai 1884, qui lui confia ce privilège, d'abord refusé, stipulait que ces billets (dont les premiers furent émis en mai 1885) seraient payables en argent; la loi d'octobre 1896 sur l'établissement de l'étalon d'or a stipulé qu'ils seraient payables en or. La loi de 1884 ne fixait pas le montant de la réserve et laissait à ce sujet une grande latitude tant au conseil de la banque qu'au ministre des finances chargé de le contrôler, mais ces conditions ont été changées par l'ordonnance 59 du 31 juillet 1889. Depuis lors les billets sont répartis en trois catégories. La Banque peut émettre sans payer d'impôts un nombre illimité de billets garantis par des réserves d'or et d'argent. Elle a aussi le droit d'émettre des billets garantis par des rentes de l'État, des obligations du Trésor, des valeurs ou des effets de commerce bien cotés; la limite des émissions ainsi garanties a été de 70 millions jusqu'en mai 1890, de 85 jusqu'en mars 1899, depuis cette dernière date de 120; les billets ainsi émis paient un droit de 1,25 0/0, à moins qu'ils ne soient prêtés au Trésor à un taux d'intérêt qui ne peut excéder 1 0/0 (22 millions de yen doivent être avancés au Trésor sans intérêt). Enfin, si la situation monétaire l'exige, la Banque peut, avec l'autorisation du ministre des finances, émettre des billets au delà de cette limite mais en payant un droit de 5 0/0.

La Banque publie un compte rendu sommaire pour chaque semestre; de plus, depuis 1888, un compte rendu détaillé au mois de février de chaque année; enfin deux comptes rendus hebdomadaires, l'un de la circulation fiduciaire, l'autre de l'état général des affaires.

La Banque, dont le siège est à Tôkiô, a des succursales à Ôsaka, Nagoya, Moji, Hakodate, Kiôto, Sapporo, Otaru, Fukushima, Hiroshima; dans les autres villes elle emploie comme agents ou correspondants des banques privées.

Pour terminer cette étude nous donnerons le bilan de la Banque à diverses époques, le chiffre des billets en circulation à la fin de chaque année et un aperçu de la circulation monétaire.

Bilan de la Banque (en milliers de yen).

	Fin 1883.	1893.	1903.	1905.
	—	—	—	—
Capital versé.....	4 000	10 000	30 000	30 000
Réserve	3,8	6 880	16 900	18 800
Émission des billets (notes).....		148 663	232 920	312 790
Dépôts du gouver- nements	4 696	1 618	12 929	438 033
Dépôts (1).....	1 707	1 969	3 466	11 074
Prêts au gouverne- ment.....	1 000	22 000	43 000	70 000
Prêts.....	691	10 060	7 095	10 049
Crédits.....	141		27 777	58 825
Billets (Bills).....	575	24 563	44 310	109 184

(1) Le montant total des dépôts (gouvernement et particuliers) (retraits non déduits), était de 6,5 milliards de yen en 1905, de plus de 8 en 1906, 1907 et 1910.

	Fin 1883.	1893.	1903.	1905.
Bons (<i>Bonds</i>)	1 883	19 345	47 093	50 934
En caisse	2 264	83 643	121 333	119 885

Bilan de la Banque du Japon pour le second semestre de 1906 (en yen).

Passif.

Billets créés	341 766 164
Dépôts du gouvernement	338 765 790
Dépôt pour le paiement du principal et des intérêts de la dette nationale	55 901 362
Recettes se rapportant à l'émission de bons du Trésor	275 488
Réserve pour le paiement des certificats de la Monnaie	647 186
Comptes courants créditeurs	4 613 585
Récépissés de dépôts	1 296 350
Billets payables	86 486
Correspondants	26 700
Comptes d'ordre	8 428 077
Capital versé	30 000 000
Réserve	19 850 000
Réserve en cas de dépréciation des propriétés de la Banque	250 000
Profit net du semestre	2 836 290
Report du semestre précédent	830 699
	<hr/> 805 574 267

Actif.

Prêts au gouvernement	22 000 000
Prêts	7 400 000
Comptes courants débiteurs	2 173 599
Effets escomptés	82 144 586
Effets étrangers escomptés	23 857 079
Dépôts	22 597 489
Dépôts garantissant l'intérêt de l'emprunt à 6 0/0 en livres sterling	6 443 580
Bons du gouvernement	83 388 912

Lingots.....	126 353 843
Correspondants.....	410 954
Comptes des agences.....	38 139 457
Comptes des sous-agences.....	3 549 678
Comptes des agences étrangères.....	357 290 357
Payements en suspens.....	3 522 410
Immeubles.....	1 008 051
Établissements et lieux de sûreté.....	2 101 931
Mobilier.....	42 368
Compte des nouveaux bâtiments.....	11 615
Espèces en caisse.....	23 138 265
	<hr/>
	805 574 181

*Profits et pertes.**Doit.*

Frais généraux.....	8 596 904
Dividende distribué en raison de 12 pour 100 par an.....	1 800 000
Fonds de réserve.....	650 000
Réserve spéciale.....	193 000
Solde à nouveau.....	1 023 390
	<hr/>
	12 263 894

Avoir.

Profit brut pour le semestre courant.....	11 433 195
Solde reporté du dernier compte.....	830 699
	<hr/>
	12 263 984

*Billets en circulation de la Banque du Japon
au 31 décembre de chaque année.*

Années.	Milliers de yen.
—	—
1885	3 653
1886	39 025
1887	53 235
1888	62 995
1889	74 297
1890	102 931
1891	115 734

Années.	Milliers de yen.
1892	125 843
1893	148 663
1894	149 813
1895	180 336
1896	198 313
1897	226 229
1898	197 299
1899	250 562
1900	228 570
1901	214 096
1902	232 094
1903	232 920
1904	286 625
1905	312 790
1906	341 766
1907	369 984
1908	352 734
1909	352 763

Aux billets de la Banque il faudrait ajouter jusqu'en 1904 ceux de l'État et des Banques nationales, qui d'après la loi de 1898 ne devaient plus circuler à dater du 31 décembre 1899 mais pouvaient être remboursés jusqu'au 31 décembre 1904.

Le tableau suivant donne le montant de ces billets depuis la création de la Banque du Japon jusqu'en 1904.

Années (au 31 décembre).	Billets du gouvernement.	Billets des Banques nationales.
1882	109 369 015	34 385 424
1887	55 815 044	28 604 133
1892	20 828 245	23 890 509
1897	7 451 098	5 024 728
1899	4 125 782	974 999
1904	1 487 982	410 411

*
* *

Voici maintenant un exposé sommaire de la circulation monétaire.

En 1889-90, M. Rathgen estimait à 30 millions de yen le stock d'or du Japon (dont cinq sixièmes appartenaient à la Banque), à 65 le stock d'argent (dont la moitié appartenait à la Banque). Du reste des métaux précieux il devait se trouver entre 10 et 15 millions de yen dans les caisses de l'État, 5 millions dans les banques officielles (non compris la Banque du Japon), de 10 à 15 millions en circulation, la plupart en monnaies divisionnaires.

La circulation réelle (au début de 1889) comprenait, d'après le même auteur, 130 millions de yen en papier, 20 en argent, 20 en cuivre, soit 170 millions et de 4 à 5 yen par tête d'habitant.

Les tableaux suivants donnent les chiffres de la circulation monétaire depuis la fondation du Parlement.

*Valeur en yen des monnaies en circulation
à la fin de chaque année (en millions de yen).*

Années	Monnaies d'or.	Yen d'argent.	Monnaies d'argent divisionnaires.	Nickel.	Cuivre.	Total.
1895.....	12,2	47,1	20,7	5,8	9,6	95,689
1900.....	52,9		57,1	8,3	9,1	127,494
1901.....	59,3		58,2	8,6	9	135,399
1902.....	89,2		59,1	8,7	9,1	166,347
1903.....	101,7		59,9	8,7	9	179,559
1904.....	37,6		64,3	8,8	9	119,883
1905.....	51,4		74	9,1	9	143,755
1906.....	55,5		82,3	9,1	9	156,183

Nous rappellerons que le yen d'argent a été supprimé en 1897, quand fut établi l'étalon d'or (1).

Pour avoir le chiffre de la circulation réelle à la fin de ces diverses années il faut additionner le chiffre du tableau donnant la circulation des billets et celui du tableau donnant la circulation totale des monnaies et en déduire le montant des réserves en numéraire de la Banque, qui jusqu'en 1901 furent d'or et d'argent et depuis 1901 d'or exclusivement.

Années.	Réserves en espèces de la banque. (en millions de yen)	Circulation en espèces et billets. (en millions de yen)
1895	25,9	282
1900	38	318
1901	42,7	306,7
1902	71,8	326,5
1903	81,3	331,1
1904	17,2	389,2
1905	26,8	429,6
1906	23,1	476,9
1907		508,4
1908		502,3
1909		511,9

Nous compléterons ces indications en donnant la valeur des pièces frappées chaque année par la Monnaie depuis 1893; nous avons étudié la frappe dans les premières années du Meiji en parlant de l'évolution financière (p. 41).

(1) Voir p. 668.

*Montant des pièces frappées chaque année
par la Monnaie (en millions de yen) (1).*

Années.	Monnaies d'or.	Monnaies d'argent	Cuivre et nickel.	Total.
De l'ouverture de la Monnaie à 1893..	66,2	139,1	5,4	223,2
1894-95.....	1,6	29,8	0,3	31,8
(1895-96).....	(1,4)	(19)	(0,05)	(20,4)
1896.....	1,1	13,3	0,2	14,7
1897.....	62,6	8,5	0,6	71,7
1898.....	32,1	16,3	0,	49,4
1899.....	16,5	5,5	0,06	22,3
1900.....	12,5	2	0,1	13,9
1901.....	16,5	1	0,3	18
1902.....	30,3	0,6	0,1	31
1903.....	29,1	0,7		29,9
1904.....	62,5	4,8	0,1	67,5
1905.....	20,9	9,8	0,3	31,1
1906.....	26,6	8,2		34,9
1907.....	17,9	17,2		35,2
1908.....	20,8	16,9		37,7
1909.....	32,8	14,8		47,6

*
* *

Il existe maintenant dans l'empire agrandi depuis 1895 une autre banque d'émission, celle de Taiwan (Formose), fondée en 1897, ouverte en 1899 à Tai-hoku, définitivement constituée par la loi de mars 1900 (qui a été révisée en février 1906). C'est une

(1) Les annuaires financiers marquent jusqu'en 1906 la frappe par année fiscale et depuis 1907 par année du calendrier; le tableau du *year book* de 1907 devrait donner des années fiscales et non des années de calendrier. La valeur des pièces d'or anciennes est leur valeur nominale.

société par actions au capital de 5 millions entièrement versés (porté à 10 millions par une décision du 26 avril 1909). Taiwan ginkô a le droit d'émettre des billets, couverts par une réserve métallique, plus 10 millions de yen de billets couverts par titres, papier de commerce, etc. Le montant de ces billets, remboursables en or depuis juillet 1904 et valables seulement à Formose, était de 9,8 millions à la fin de 1906. Cette banque a le droit de faire toutes les opérations de banque, y compris les prêts sur hypothèques. (Il existe également à Formose une banque d'épargne fondée en 1899.)

II

Dans un pays nouvellement initié au régime économique moderne une seule banque privilégiée n'a pas semblé suffisante pour régler le marché financier. Les hommes d'État japonais, qui ont le goût d'une répartition méthodique du travail, ont créé deux autres banques privilégiées dépendant dans une certaine mesure de l'État.

La première a pour but d'entretenir des relations financières avec l'étranger; c'est *Yokohama shôkin ginkô* (*Yokohama specie bank*), fondé en 1880 avec un capital de 3 millions, qui a été augmenté à plusieurs reprises, porté en 1899 à 24 millions, en mars 1911 à 48. Cette banque accepta d'abord la réglementation des banques nationales, elle

a été soumise à un régime spécial par les ordonnances impériales du 6 juillet 1887 (29) et du 2 février 1889; elle négocie les lettres de change et les traites documentaires sur l'étranger et pour l'intérieur, fait des avances, reçoit des dépôts, escompte les effets de commerce, fait le change des monnaies; en outre, elle peut acheter ou vendre des titres de rente, de l'or et de l'argent en lingots ou des monnaies étrangères, traiter les affaires relatives aux emprunts publics à l'étranger et faire le service des fonds du Trésor pour comptes internationaux. Tout placement hypothécaire lui est interdit.

Au début l'État souscrivit le tiers des actions de cette banque, qu'il a cédé depuis à la maison impériale; de plus il ne lui demandait qu'un intérêt de 2 0/0 pour les sommes considérables qu'il lui confiait en dépôt. Depuis octobre 1889, ces dépôts ayant cessé, la Banque du Japon a dû réescompter au taux de 2 0/0 les traites de Shòkin ginkò sur l'étranger et cela au début jusqu'à concurrence de 10 millions de yen, aujourd'hui jusqu'à concurrence de 20 millions. Le ministre nomme président de la *Yokokama specie bank* le vice-gouverneur de la Banque du Japon. Les dix (d'abord cinq) membres du conseil d'administration sont élus pour un an par l'assemblée générale des actionnaires; leur mandat, qui doit être homologué par le ministre, peut être renouvelé. La concession de la banque, qui était de vingt ans, a été prolongée en 1900.

Après des débuts très difficiles pendant les années

de l'agio, la banque s'est rapidement développée avec le commerce extérieur du Japon; c'est la seule banque qui soit en relations suivies avec l'étranger; elle régit tout le commerce d'importation et pour celui d'exportation gagne chaque année du terrain sur les banques étrangères établies dans l'empire. *Shōkin ginkō* a des succursales à Tôkiô, Kôbe, Nagasaki, Londres, Lyon, New-York, San-Francisco, Honolulu, Bombay, Hongkong, Shanghai, Tien tsin, Pe king, Neu chwang, Tai ren (Dalny), Liao yang et peut émettre des billets convertibles en argent dans le Kwan tung et en Chine sous le contrôle des ministres des finances et des affaires étrangères.

En 1909 le bilan de la banque se présentait ainsi : 24 millions de yen de capital versé; 16,4 de fonds de réserve; 2532,9 de dépôts (déduction faite des retraits : 145); 690 d'avances (déduction faite des remboursements : 71).

*
* *

La seconde des banques privilégiées chargées d'aider la Banque du Japon a reçu pour mission spéciale de diriger le marché des titres et de consentir aux industriels des prêts gagés sur titres, non sur hypothèques. La *Banque industrielle* (*Nihon kōgiō ginkō*), fondée par la loi 78 du 23 mars 1900, a été ouverte à Tôkiô en avril 1902. Son capital, de 10 millions de yen à l'origine, a été porté à 17,5 en 1906, 16 250 000 yen avaient été versés en 1910.

L'État, qui a garanti aux actionnaires de cette banque un dividende de 5 0/0 pendant les cinq premières années, lui a accordé une concession de cinquante ans, qui peut être renouvelée; comme privilège il lui a donné la faculté d'émettre, avec l'autorisation du ministère des finances, des obligations pour une somme dix (d'abord cinq) fois supérieure à celle du capital versé, pourvu que cette somme n'excède pas le montant des prêts et du portefeuille-titres.

La banque prête sur dépôt de titres de l'État, des départements et des communes, d'obligations et d'actions, elle peut donc avancer des sommes aux sociétés industrielles qui lui donnent comme garantie leurs titres; elle le fait surtout aux *trusts* constitués d'après la loi de 1905, que nous étudierons en traitant des sociétés commerciales (p. 163). La banque prend part à des émissions, achète des titres, accepte des dépôts, touche des commissions sur les transactions concernant les titres.

Le président est nommé pour cinq ans par le gouvernement; il doit posséder au moins 100 actions. Les administrateurs sont nommés pour trois ans par le gouvernement sur une liste présentée par l'assemblée générale et portant deux fois plus de candidats qu'il n'y a de places vacantes; ils doivent posséder au moins 50 actions. Les censeurs sont nommés pour deux ans par l'assemblée générale; ils doivent posséder au moins 30 actions.

En 1909 la Banque avait 55,9 millions de yen de dépôts (retraits déduits : 8,6); 54,1 d'avances (remboursements déduits : 30,9); 45,6 de titres

déposés (retraits déduits : 1,5); elle avait 33,2 millions de yen d'obligations non remboursées.

*
* *

Tel est le cadre que le gouvernement a fait à l'activité financière du pays. Voyons comment le pays en a profité.

Nous nous occuperons donc des banques proprement dites ou banques privées (*shiritsu ginkô*).

Comme l'organisation des différents types de sociétés commerciales, telle que l'établissent le code de commerce et les lois complémentaires, concerne non seulement les banques mais toutes les sociétés, nous l'étudierons dans le chapitre consacré au régime économique et n'exposerons pour l'instant que la législation propre aux banques mêmes.

Dans l'histoire de leur formation nous distinguerons deux périodes. La première, qui dure jusqu'en 1893, est celle des essais. Il y a des tentatives de loi (1872, 1874, 1882) mais pas de loi sur les banques, on n'arrive même pas à définir nettement ce qu'est une banque, si bien que les caisses d'épargne sont confondues avec les banques et qu'à côté des banques on trouve des quasi-banques, c'est-à-dire des sociétés faisant la banque en même temps que d'autres affaires. Au début de cette période aucune des grandes banques privilégiées n'est encore créée, à la fin la plupart ne le sont pas encore; quant aux banques nationales, si elles rendent au pays le service de lui enseigner le mécanisme des institutions de crédit, elles n'en

créent pas moins par leurs émissions exagérées de papier un état factice peu favorable à un développement normal.

Nous donnons ici le tableau des banques à cette époque. (Les banques nationales ne figurent pas dans le tableau, non plus que les banques hypothécaires, les caisses d'épargne et aucune banque privilégiée.)

Première phase (antérieure à la création des banques nationales).

Il n'existe alors aucune banque moderne, mais seulement les anciennes banques, dont nous avons parlé.

Seconde phase (où prospèrent les banques nationales).

Années.	Nombre des banques à la fin de l'année.	Capital en milliers de yen.
1876	1	2 000
1877	1	2 000
1878	1	2 000
1879	9	3 680
1880	38	7 010
1881	85	10 837

Troisième phase (où déclinent les banques nationales).

BANQUES.

1882	164	16 937.
1883	199	18 457
1884	213	19 025
1885	217	18 362

Années.

1886	219	17 739
1887	218	18 371
1888	230	19 216
1889	255	22 059
1890	272	25 571
1891	294	27 060
1892	324	28 834

QUASI-BANQUES.

1884	741	15 227
1885	745	15 407
1886	749	15 401
1887	741	15 117
1888	711	14 408
1889	695	14 421
1890	702	14 521
1891	678	13 827
1892 (1)	680	13 944

Deux faits caractérisent la seconde période. L'un est la disparition des banques nationales, le privilège de la dernière fondée expirant en 1899; les cent trente-trois banques existant encore en 1895 se transformèrent en banques ordinaires. L'autre fait est la création d'une législation sur les banques. La loi fondamentale est la loi 72 d'août 1890, qui entra en vigueur, avec le premier code de commerce, le 1^{er} juillet 1893 : cette loi éta-

(1) Ces tableaux sont donnés dans SOEDA, *History of banking* (p. 420) et reproduits dans KIGA KANYO, *Bankwesen* (p. 130); ils diffèrent des tableaux du *Résumé Statistique*, lesquels ne concordent ni avec ceux de *XXth Century*, ni avec ceux de SHIBUSAWA, les auteurs ne se plaçant pas à la même date de l'année et ne s'accordant pas sur la nature des banques à une époque où la législation était incertaine.

blit que toute institution qui fait l'escompte et le change, accepte des dépôts et consent des prêts, est une banque. Les quasi-banques disparurent donc et les banques d'épargne furent nettement séparées des banques ordinaires par la loi 73 d'août 1890, que nous étudierons plus loin.

La loi 72 impose aux banques un régime rigoureux : aussitôt leur capital constitué, elles doivent obtenir une concession du ministre des finances, à qui elles soumettent tous les six mois leur bilan, qui est également rendu public. (D'autres restrictions, comme la défense de prêter plus d'un dixième du capital à un seul client, ont disparu depuis la loi de février 1895.)

L'histoire des banques étant intimement liée à celle de l'évolution financière, que nous avons exposée dans l'introduction de ce chapitre, nous nous contenterons de donner le tableau suivant.

Années.	Nombre des banques.	Capital versé
		en millions de yen.
1893	678	78
1894	833	86
1895	925	98
1896	1 126	132
1897	1 281	161
1898	1 448	189
1899	1 561	209
1900	1 802	239
1901	1 867	257
1902	1 841	264
1903	1 754	258
1904	1 708	253
1905	1 697	257

Années.	Nombre de banques.	Capital versé en milliers de yen.
1906	1 670	261
1907	1 658	291
1908	1 635	300
1909	1 617	316
1910 (1)	1 605	316

Voici la situation des principales banques du Japon.

*Principales banques à la fin de 1908
(en millions de yen) (2).*

Tôkiô.

	Capital versé.	Fonds de réserve.	Dépôts.	Prêts.	Dividende en 1906.
Banque I (1873)...	10	4,2	44,4	50,4	10 %
Banque III (1876)...	2,4	1,1	22,6	21,6	12 %
Banque XV (1877)...	18	1,7	20,6	16,3	9 %
Banque C (1877)...	4,8	5,4	18	21	30 %
Mitsubishi (1896)...	1	3,8	28,3	26,4	10 %
Mitsui (1876)	5	11,5	69,8	56,1	6 %
Yasuda	5	2,3	23	24,6	3 %

Ôsaka.

Banque XXXIV....	5	1,3	23,2	24,5	9 %
Kitahama (1897)...	4,7	0,7	13,6	16,9	9 %
Kônoike (1900)....	3	1,3	25,8	23,7	6 %
Naniwa (1878).....	4	1,5	20,8	19,9	10 %
Sumitomo (1896)...	1	4	36,8	27,2	15 %

(1) Ces chiffres sont ceux des *Annuaire financiers*; ceux de 1910 sont provisoires.

(2) Ce tableau d'après le *year book* de 1910 (p. 534). — La date est celle de la fondation.

III

Étudions maintenant l'organisation du crédit hypothécaire.

La banque hypothécaire (*Nihon kangiô ginkô*) a été fondée par la loi 82 du 18 avril 1896. Le but de cette banque et des *Nôkô ginkô*, les banques hypothécaires populaires fondées par la loi 83 du 18 avril 1896, est nettement indiqué dans l'exposé des motifs des deux lois, qui a été rédigé par Matsukata.

La banque centrale hypothécaire a pour but principal de consentir des prêts à long terme sur des immeubles afin d'aider au progrès de notre agriculture et de notre industrie. L'arrêt de développement de l'une et de l'autre doit être attribué pour une grande part à l'organisation défectueuse du crédit immobilier. Au contraire du commerce, où les capitaux se transforment rapidement, les entreprises agricoles et industrielles ont besoin de capitaux prêtés à long terme et à faible intérêt. De pareilles conditions ne peuvent être exigées des institutions de crédit commercial et nous n'avons pas d'institution destinée à ce rôle spécial, d'où le manque apparent de capital pour notre agriculture et notre industrie. Pour porter remède à cet état, nous devons développer le crédit immobilier et faciliter les rapports entre les capitalistes d'une part et les agriculteurs et les industriels d'autre part. Tel est précisément le but de la banque centrale hypothécaire. Comme garantie de ses obligations hypothécaires elle n'a pas seulement les hypothèques correspondantes sur des immeubles de valeur sûre, son capital important sert encore de fonds de garantie... Comme cette banque, destinée à devenir l'organe central du crédit hypothécaire, devra surtout prêter ses services aux grandes entreprises,..... elle ne

pourrait apporter à toutes les régions une aide efficace. Il est donc très désirable de fonder dans toutes les provinces des banques hypothécaires locales reliées à la banque centrale, qui leur viendra en aide en acceptant leurs obligations hypothécaires et en émettant en échange ses propres obligations.

La banque centrale hypothécaire fut ouverte le 2 avril 1897, avec un capital souscrit de 10 millions de yen, qui étaient entièrement versés en 1911. Son privilège est de cent ans et peut être prolongé. Le conseil se compose d'un président et d'un vice-président nommés pour cinq ans par le gouvernement parmi les actionnaires ayant au moins cent actions; de trois directeurs nommés pour cinq ans par le gouvernement sur une liste de six membres présentée par les actionnaires et ne portant que des actionnaires ayant au moins cinquante actions; de trois censeurs élus pour trois ans par l'assemblée générale parmi les actionnaires ayant au moins trente actions.

La banque consent des prêts hypothécaires, les uns remboursables par annuités dans le délai maximum de cinquante ans, les autres à terme fixe, dont la durée ne doit pas dépasser cinq ans; elle consent des prêts non gagés sur hypothèques aux départements, arrondissements, municipalités et autres associations d'ordre public; elle consent des prêts sans hypothèques aux agriculteurs qui se trouvent dans les conditions de la *Loi sur la rectification des domaines* (que nous étudierons en parlant de l'agriculture) et aux syndicats régis par les lois dont nous parlerons dans l'introduction du

chapitre II; elle se charge des obligations hypothécaires des *Nôkô*; elle accepte des dépôts d'espèces et de valeurs négociables. Elle émet des obligations hypothécaires, dont la valeur ne doit pas dépasser dix fois le capital versé; ces valeurs sont rachetées par tirage au sort deux fois par an et avec lots. Le gouvernement a garanti aux actionnaires un dividende de 5 0/0 pendant les cinq premières années.

En 1909 la banque avait fait pour 59 millions de yen d'avances, émis pour 49 millions d'obligations non remboursées.

Les *nôkô ginkô* sont unies à la banque centrale mais fonctionnent d'une manière indépendante; en principe, il ne doit en exister qu'une par département, mais la loi permet que les départements les plus importants soient divisés en deux régions ayant chacune sa banque. Le nombre de ces banques était de 46 en 1910, soit une dans chaque préfecture, avec 30,6 millions de capital versé. Ne peuvent être actionnaires que les personnes ou les associations reconnues ayant établi leur domicile dans la préfecture où est établie la banque. Les actions sont de 20 yen et le capital ne doit pas être inférieur à 200 000 yen. Une partie des actions est souscrite par l'administration préfectorale dans une proportion fixée par la loi et dans la limite maximum de 300 000 yen.

*
* *

La situation particulière de Yezo a déterminé le gouvernement à y créer une sixième banque privi-

légée destinée surtout à prêter sur hypothèques; c'est la *banque de défrichement du Hokkaidô* (*Hokkaidô takushoku ginkô*), fondée par la loi 76 de mars 1899 et ouverte en 1900; son capital, de 3 millions à l'origine, dont un tiers souscrit par le gouvernement, a été porté en 1906 à 5 millions, dont 4 avaient été versés en 1911.

IV

Le Japon, comme tous les pays, a reconnu la nécessité d'assurer par l'établissement d'organes spéciaux de crédit la fidèle gestion des petites sommes déposées par les gens du peuple; c'est là le but même des caisses ou banques d'épargne.

Dans ce domaine le gouvernement a également créé un établissement modèle; c'est la caisse d'épargne postale fondée par la loi 135 du 23 décembre 1874. Cette caisse avait 22 bureaux de paiement en 1875, 1 469 en 1884, 4 338 en 1885, 2 833 en 1890 (après les économies exigées par la crise économique), 4 458 en 1899. Le maximum des dépôts faits par des particuliers est limité à 1 000 yen et le minimum à 10 sen. Le taux de l'intérêt, fixé de temps en temps par ordonnance impériale, a varié entre 3,1 0/0 et 7,2 0/0.

Les versements peuvent être effectués non seulement en argent mais en timbres-poste, mandats-poste, titres, etc. En mars 1906 il a été créé des livrets de transfert (du type autrichien), qui permettent à un déposant de faire transférer une somme de son compte au compte d'un autre dépo-

sant ou même d'acquitter une dette contractée envers un non-déposant.

En 1875 il y avait 1 843 déposants et 15 224 yen de dépôts; en 1882, 46 211 déposants et 1 058 224 yen; on trouvait pour 1884 les chiffres de 141 202 et 5 260 484; pour 1888, ceux de 665 822 et 19 758 482; pour 1897, 1 253 638 et 25 754 257; pour 1901, 1 979 640 et 23 965 437; pour 1911, 11 236 637 et 162 891 969.

Les 8 661 407 déposants de 1909 se répartissaient ainsi (en chiffres ronds) : cultivateurs : 2,6 millions (avec 30,4 millions de dépôts); industriels : 495 000 (avec 7,9 millions de dépôts); commerçants : 928 000 (18,9 millions); ouvriers : 581 000 (6,8 millions); pêcheurs et marins : 148 000 (2,1 millions); fonctionnaires : 574 000 (9,8 millions); écoliers : 2,2 millions (9,8 millions); divers : 409 000 (7,9 millions).

*
* *

Avec le temps il s'est créé un grand nombre de caisses d'épargne privées. Comme nous l'avons dit, avant 1893 la loi ne distinguait pas les caisses d'épargne des banques ordinaires. La loi 73 d'août 1890, applicable en 1893, remaniée en 1895, fixa la nature, les attributions et les obligations des banques d'épargne (*chochiku ginkô*). Toute banque qui accepte des dépôts à intérêt composé ou des dépôts remboursables à terme fixe ou à vue d'une valeur inférieure à 5 yen est une banque d'épargne. Une banque d'épargne est une société par actions qui doit disposer d'un capital d'au moins 30 000 yen. Les

administrateurs sont solidairement responsables de toutes les obligations de la banque pendant la durée de leur gestion et les deux années suivantes. La banque doit déposer dans une caisse de l'État des titres de l'État, des départements ou des communes portant intérêt pour une valeur égale au quart des dépôts reçus; si cette couverture est supérieure à la moitié du capital de la banque ces titres peuvent être remplacés pour tout ce qui excède la moitié par du papier commercial, des hypothèques, etc. Aucune banque d'épargne ne doit se créer ou modifier ses statuts sans l'autorisation du ministre des finances.

Le tableau suivant montre le développement des banques d'épargne.

ANNÉES	NOMBRE		CAPITAUX versés.	DÉPÔTS EN CAISSE D'ÉPARGNE	
	Banques d'épargne indé- pendantes.	Banques d'épargne adjointes à d'autres banques.		Montant total des dépôts.	Montant des dépôts déduction faite des retraits.
1893 ...	24		566 500	10 760 771	6 035 455
1898 ...	260	158	11 638 663	86 109 383	30 042 074
			+ 3 327 579		
1900 ...	419	262	21 040 060	149 235 683	49 458 580
			+ 5 794 897		
1904 ...	467	207	32 187 043	188 942 096	66 717 534
			+ 5 173 255		
1905 ...	481	202	34 364 147	236 983 189	84 820 065
			+ 5 079 657		
1906 ...	488	198	37 766 664	308 649 915	106 591 708
			+ 5 045 163		
1908 ...	485	184	45 412 547	362 395 434	116 463 123
			+ 5 111 002		
1910 ...	476	176	47 230 296		148 507 771
			+ 5 024 719		

Pour compléter cette étude du crédit, il faudrait mentionner aussi les très nombreux établissements qui prêtent sur gage. En 1886, dans quarante seulement des départements d'alors, il y avait 24 910 prêteurs sur gages; 29 360 000 personnes leur avaient emprunté 25 410 000 yen. Avec le développement des banques le nombre des prêteurs sur gages tend cependant à diminuer.

*
* * (1)

Dans l'ensemble, l'organisation des institutions de crédit nous apparaît comme remarquable; le Japon a su adapter à ses besoins particuliers les emprunts faits à l'étranger et se créer un organisme financier capable de résister à des crises inévitables dans un pays qui a dû s'initier à une forme toute nouvelle pour lui de la vie économique, tout en s'assurant par deux guerres la situation d'une grande puissance.

b) Les assurances.

Pour compléter son organisation financière le Japon devait créer des sociétés d'assurance (*hoken*).

(1) Le *year book* de 1907 (p. 402) donne le tableau suivant des banques étrangères établies au Japon (février 1907), que nous reproduisons sous toutes réserves.

	Nombre.	Capital autorisé.
Banques d'épargne.....	11	1 250 000
Banques ordinaires.....	10	4 264 450
TOTAL	21	5 514 450

De pareilles sociétés sont des organes indispensables de la vie économique moderne : étant donnés l'activité industrielle et commerciale, la diffusion de la richesse, le besoin général de confort, les revenus d'un pays sont hors de proportion avec son capital ; sociétés et particuliers engageant presque tous leurs fonds dans les affaires doivent se prémunir contre les risques multiples qui pourraient causer leur ruine ; la plupart des gens touchant de gros salaires ou des revenus importants sans faire d'économies, l'assurance est le seul moyen pour eux de se garantir contre l'incapacité de travail résultant de la maladie ou de la vieillesse comme aussi de pourvoir, dans le cas où ils mourraient, à l'existence de leur femme et de leurs enfants. Mais les sociétés d'assurance doivent être réglementées d'une manière particulièrement sévère puisque les intéressés ne reçoivent qu'après bien des années la contrepartie de leurs versements.

Les débuts de l'assurance au Japon furent lents et modestes ; jusqu'en 1879 il n'y fonctionna que des sociétés étrangères. En 1879 fut fondée une société d'assurance maritime au capital de 600 000 yen, porté à 1 million en 1886 ; en 1881 la société d'assurance sur la vie dite du Meiji avec un capital de 100 000 yen.

Le contrat d'assurance fut réglé pour la première fois par le code de commerce de 1893 ; il l'a été de nouveau et différemment par le code de 1899, dont les dispositions ont été complétées par la loi sur les assurances de 1900. Les sociétés d'assurance peuvent être des mutuelles ou des

sociétés par actions, les unes et les autres doivent obtenir l'autorisation du gouvernement, posséder un capital d'au moins 100 000 yen, s'engager à ne pas s'occuper d'affaires autres que l'assurance; les sociétés d'assurance sur la vie ne doivent pas entreprendre d'autres assurances. Les compagnies d'assurance étrangères ont été soumises à des conditions spéciales de surveillance par une ordonnance de 1900; en 1906 ces compagnies étaient au nombre de 44, dont 4 sur la vie avec 27 millions de yen d'assurances, 24 contre l'incendie (150 millions), 11 d'assurance maritime (7 millions).

Voici le tableau des sociétés d'assurance japonaises en 1896. (Les valeurs en millions de yen).

	Nombre des sociétés.	Capitaux versés.	Fonds de réserve.	Nombre des polices.	Montant assuré.
Assurance sur la vie..	23	1,7	3,9	347 391	83,1
Assurance contre l'incendie..	6	2,1	0,4	56 365	73,3
Assurance maritime ..	3	2,1	0,4	374 219	442,1

Voici le tableau comparatif de 1906-07 (les valeurs en millions de yen).

	Nombre des sociétés.	Capitaux versés.	Fonds de réserve.	Nombre des polices.	Montant assuré.
Assurance sur la vie..	{ 31 1*	{ 2,6 0,07	{ 30,4 0,01	{ 818 779	275,6
Assurance contre l'incendie.....	{ 16 2*	{ 6 1,5	{ 3,7	{ 588 268 153 253	1 115,9 155,9
Assurance maritime...	{ 3 4*	{ 2,2 4	{ 6,7	{ 15 120 115	43,9 0,2
Assurance sur les transports.....	{ 1 6*	{ 0,05 5,5	{ 0,06	{ 143 1 021	0,3 2,6
Assurance de crédit..	1*	1,2	0,002	343	0,2

(Les nombres marqués d'un astérisque désignent les compagnies d'assurance qui ne font qu'accessoirement le genre d'assurance indiqué. Le chiffre très faible des assurances maritimes tient à ce que les compagnies s'assurent elles-mêmes.)

En 1909-10 le montant des assurances sur la vie dépassait 480 millions de yen et l'on comptait, outre les sociétés déjà mentionnées, une société d'assurance contre la maladie avec 27 assurés, une société d'assurance sur la conscription avec 135 000 assurés, une société d'assurance des machines et chaudières.

Le *year book* de 1910 donne le tableau suivant de l'œuvre accomplie par des compagnies japonaises d'assurances en pays étrangers (nous le reproduisons sous toutes réserves) :

	Valeur des contrats (en milliers de yen).	Nombre des polices.
Corée	119 000	4 878
Chine	46 240	5 750
Hong kong	1 660	373
Hawaii	160	104
Singapore	330	28
Amoy	120	61

Nous parlerons des assurances mutuelles des ouvriers de la grande industrie dans l'introduction du chapitre II, consacré à l'organisation du régime économique.

c) Les bourses et les clearing houses.

Après avoir étudié l'organisation du crédit nous étudierons celle des transactions financières. Cette

organisation, qui repose en partie sur les banques, est surtout assurée par les bourses et les *clearing houses*.

I

Nous parlerons des bourses de marchandises en traitant du commerce.

Les bourses de valeurs (*kabushiki torihiki jò*), qui ont dépendu successivement du ministre des finances (1874 et 1878), du ministre de l'intérieur (1875) et du ministre du commerce (1881), ont été pour la première fois organisées par la loi 107 du 13 octobre 1874. Le régime des bourses fut refondu par les lois de 1876, 8 du 4 mai 1878, 20 du 15 avril 1880, 37 du 28 novembre 1885, 11 du 14 mai 1887 (abrogée en 1888), enfin définitivement par la loi de 1893. Au Japon comme en Angleterre et aux États-Unis, les bourses sont la propriété de sociétés par actions dirigées par un conseil et surveillées par le gouvernement.

Ces sociétés sont dans la limite de leur capital tenues pour responsables de l'exécution intégrale de toutes les transactions et, si l'un des agents de change ne livre pas les titres promis, elles sont obligées d'indemniser l'acheteur. Pour être agent de change il faut obtenir une *licence* du ministre de l'agriculture et du commerce et déposer un cautionnement de 12 000 yen. Le nombre des agents de change n'est pas limité par la loi, mais de fait une bourse n'en a jamais plus de trente.

Les actionnaires, à qui la loi de 1874 réservait le privilège de devenir agents de change et qui l'ont perdu par la loi de 1878, n'exercent plus ces fonctions, ils prêtent aux agents de change leur local et leurs employés et touchent un tant pour mille sur toutes les affaires.

Il y a trois sortes de transactions : au comptant (*jiki torihiki*), à terme (*Terminhandel*) (*teiki torihiki*), et à long terme (*Lieferungsgeschäft*) (*nobe torihiki*) : ces dernières transactions de moins en moins usitées n'excèdent pas cent cinquante jours. Comme en Europe, les spéculateurs se contentent de payer les *différences* et peuvent se faire *reporter*.

Les deux principales bourses sont celles de Tôkiô (fondée en 1878) et d'Ôsaka. La bourse de Yokohama date de 1879-80, celle de Kiôto de 1885, celle de Nagoya de 1886. Il y avait en 1893 146 bourses (y compris les bourses de marchandises); en 1908 il en existait 50, dont 48 par actions, les deux autres étant des sociétés en nom collectif, dont les membres remplissaient les fonctions d'agents de change. Aucune bourse appartenant à une société par actions ne doit avoir moins de 100 000 yen de capital. En 1908 le capital versé de toutes les bourses était de 22 millions de yen (dont plus de la moitié pour la bourse de Tôkiô). L'ensemble des transactions à terme portant sur des titres dépassait 1 258 millions de yen en 1909.

*
* *

En décembre 1905 le capital nominal des valeurs mobilières japonaises était de 2 860 938 840 yen, dont plus de 1 800 millions appartenaient à des Japonais (1).

Ces valeurs se répartissaient comme suit en millions de yen.

Fonds d'État.....	1 873,1
(Voir finances publiques et programmes <i>Post-Bellum</i> .)	
Dettes des départements, communes, etc....	62,5
(Voir finances publiques.)	
Actions (387,2) et obligations (36,3) des banques.....	424 196
(Voir plus haut.)	
Actions des sociétés d'assurances.....	8,8
(Voir plus haut.)	
Actions des compagnies de chemins de fer (en voie de rachat).....	223,3
(Voir <i>Voies de communication</i> .)	
Obligations des mêmes.....	29,7
Actions des sociétés de tramways électriques.	26,7
Actions des sociétés de navigation.....	44,3
(Voir <i>Voies de communications</i> .)	
Actions des sociétés de construction navale..	11,4
Actions des sociétés industrielles.....	31,4
(Voir <i>Industrie</i> .)	

II

Pour faciliter les transactions, éviter les frais d'écritures ou de paiements en espèces les ban-

(1) Cf. *Statistique des valeurs mobilières*, de M. NEYMARCK.
Voir les chiffres de 1910, p. 276.

quiers et commerçants japonais ont créé des *clearing houses*, du système anglais, où leurs commis se réunissent deux fois par jour pour annuler les créances qui sont compensées par des dettes.

Le *Clearing house* de Tôkiô date de 1887 mais a été réformé en 1891; 60 banques y sont associées, dont *Nihon ginkô*; celui d'Ôsaka date de 1879 et comprend également une soixantaine de banques.

Clearing Houses.

Valeur des transactions en millions de yen.

1879.....	2,8
1880.....	37,4
1881.....	48
1882.....	46,4
1883.....	31,3
1884.....	22,6
1885.....	17,7
1886.....	22
1887.....	25,2
1888.....	41
1889.....	53,6
1890.....	57,4
1891.....	106,6
1892.....	163,1
1893.....	211,6
1894.....	253
1895.....	368,7
1896.....	555,8
1897.....	731,4
1898.....	1 186,1
1899.....	1 722,1
1900.....	2 615,6
1901.....	2 439

1902.....	2 884,5
1903.....	3 587,6
1904.....	4 156,8
1905.....	5 532,4
1906.....	7 124,5
1907.....	7 483,8
1908.....	6 307,3
1909.....	7 208,6
1910.....	8 211,4

d) Le taux de l'intérêt.

Pour compléter cette étude des banques et des bourses nous donnerons l'histoire du taux de l'intérêt en y distinguant deux périodes : la période antérieure à la convocation du Parlement, où se fondent les finances; la période postérieure à la convocation, où les finances se développent.

I. — *Première période, antérieure à la convocation du Parlement.*

Au cours de la première période le taux de l'intérêt est très élevé, et c'est naturel dans un pays qui s'initie à une vie économique nouvelle après avoir été bouleversé par une révolution.

a) *Fonds d'État.*

Le cours du 7 0/0 servit de type jusqu'en 1886; il était en 1879 de 80,81 (donnant 8,66 0/0 d'intérêt); en 1881 de 69,49 (10,07 0/0); en 1883 de 84,18

(8,32 0/0); en 1884 de 92,67 (7,55 0/0); en 1886 de 107,71 (6,50 0/0). La chute des fonds d'État fut causée par la crise que nous avons étudiée et l'agio sur le change; le 7 0/0 atteignit le pair à la reprise des paiements en espèces.

En 1886, le 6 0/0 ayant également atteint le pair, le gouvernement convertit toute la dette portant plus de 5 0/0 d'intérêt et le 5 0/0 devint le fonds type; ce fonds se maintint au-dessus du pair jusqu'en 1889.

b) Taux de l'intérêt dans les banques.

Dans les premières années du Meiji les grandes banques privées comme Mitsui demandaient jusqu'à 14 0/0 d'intérêt pour le prêt sur sécurités d'une somme de 10 000 yen; en 1883 ce taux s'était abaissé à 10 0/0.

La banque du Japon eut le taux de 8 à 8,92 en 1883, 1884, 1885, le taux tomba à 7,21 dans le second semestre de 1885, au-dessous de 6 en 1886, 1887 et le premier semestre de 1888, pour se relever au-dessus de 6 dans le second semestre de la même année et en 1889.

Le taux de l'intérêt était beaucoup plus élevé dans les petits établissements de crédit que fréquentaient les pauvres. La loi 66 du 11 septembre 1877 limita le taux de l'intérêt à 12 0/0 pour les sommes de 1 000 yen et au-dessus, à 15 0/0 pour les sommes entre 100 et 1 000 yen, à 20 0/0 pour les sommes inférieures à 100 yen. Cependant dans les prêts sur gages médiocres on trouvait encore

vers 1890 un taux de 36 à 42 0/0; dans les prêts sur bons gages le taux était à Tôkiô de 24 à 30 0/0 pour les sommes inférieures à 10 yen, de 15 à 20 0/0 pour les sommes supérieures à 100 yen. Dans les prêts garantis par des hypothèques sur des terrains l'intérêt pour les sommes inférieures à 1 000 yen était de 15 0/0, plus 3 0/0 de commission, dans les prêts garantis par des hypothèques sur les maisons 15 0/0 et plus de 6 0/0 de commission.

II. — *Seconde période, postérieure à la convocation du Parlement.*

Dans la seconde période où les finances japonaises se développent et deviennent celles d'une grande puissance, l'évolution du taux de l'intérêt se présente d'une manière complexe.

D'une manière générale, la richesse ayant augmenté, le stock des métaux précieux s'étant accru, le taux de l'intérêt tend à baisser, mais d'autre part l'activité industrielle et commerciale le relève souvent. Aussi les cours de la Bourse et le taux de l'escompte dans les banques présentent-ils de grandes fluctuations. Les premières années qui suivent la reprise des paiements en espèces sont marquées par un abaissement sensible du taux de l'intérêt; la guerre de Chine et la fièvre de spéculation que provoque la victoire le font au contraire monter jusqu'en 1903; au cours de cette année la situation s'améliore mais la guerre contre la Russie amène une nouvelle hausse du taux de l'intérêt, surtout pour les fonds publics.

Taux de l'intérêt à la banque du Japon.

En sen (intérêt par jour pour 100 yen).

ANNÉES	PRÊTS		ESCOMPTE sur place.		ESCOMPTE sur une autre ville.	
	moyenne des maxima.	moyenne des minima.	moyenne des maxima.	moyenne des minima.	moyenne des maxima.	moyenne des minima.
1887....	1,61	1,37	1,60	1,50	1,80	1,65
1888....	1,94	1,51	1,85	1,50	2	1,65
1889....	1,92	1,70	1,90	1,60	2,10	1,65
1890....	1,92	1,78	1,90	1,65	2,10	1,90
1891....	2,10	1,75	2	1,70	2,20	1,85
1892....	1,75	1,65	1,80	1,60	1,85	1,75
1893....	1,70	1,30	1,70	1,30	1,90	1,40
1894....	2,20	1,70	2,10	1,70	2,30	1,90
1895....	2,20	2	2,10	1,90	2,30	2,20
1896....	2,10	2	2	1,90	2,30	2,20
1897....	2,50	2,10	2,20	2	2,50	2,30
1898....	2,70	2,30	2,40	2	2,70	2,30
1899....	2,30	1,80	2	1,60	2,30	1,90
1900....	2,70	2,20	2,40	1,90	2,70	2,20
1901....	2,70	2,70	2,40	2,40	2,70	2,70
1902....	2,70	1,90	2,40	1,70	2,70	2
1903....	1,90	1,70	1,70	1,60	2	1,90
1904....	2,10	1,70	2	1,60	2,30	1,90
1905....	2,30	2,10	2,20	2	2,50	2,30
1906....	2,30	1,18	2,20	1,80	2,50	2,10
1907....	2,20	1,80	2	1,80	2,30	2,10

Taux de l'intérêt dans tout l'empire. Prêts.
Tant pour cent par an.

Années.	Maximum.	Minimum.
1889.....	15 0/0 (?)	8,48 0/0 (?)
1890.....	15,1 (?)	9,42 (?)
1891.....	14,8 (?)	8,94 (?)

Années.	Maximum.	Minimum.
1892	14,0 (?)	8,43 (?)
1893	13,1 (?)	7,60 (?)
1894	13,8 (?)	8,83 (?)
1895	13,9 (?)	9,21 (?)
1896	13	9,4
1897	13,4	10,1
1898	14,1	11,1
1899	11,4	9,5
1900	13,2	11
1901	14,3	11,7
1902	13,3	10,7
1903	12,2	9,3
1904	12,2	9,3
1905	12,6	9,3
1906	12,4	8,4
1907	11,5	8,3
1908	12,2	9,2
1909	11,9	8,2
1910	10,7	7,1

Cours du 5 pour 100 à la Bourse de Tôkiô.

(pour une valeur nominale de 100 yen).

Années.	Plus haut.	Plus bas.
1890	102,05	98,20
1891	102,80	98,63
1892	103,80	100,50
1893	110,70	101,50
1894	111,45	96,90
1895	104	95,90
1896	102,35	97,80
1897	101,65	91,90
1898	96	88,20
1899	100,46	93,12
1900	95,32	90

Années.	Plus haut.	Plus bas.
1901	90,80	86,30
1902	92,50	86,75
1903	95,40	90,20
1904	90	83,20
1905	92,80	81,55
1906	96,50	89,50
1907	92	83,60
1908	88,70	78
1909	98,60	86,40
1910	102,5	97,30 (1)

Cours moyen du change sur l'étranger (2).

Années.	Londres pour un yen		Paris pour un yen	Berlin pour un yen
	s.	d.	francs.	M.
1898.....	2	00 3	2,55	2,06
1899.....	2	00 6	2,58	2,09
1900.....	2	00 3	2,55	2,07
1901.....	2	00 3	2,55	2,07
1902.....	2	00 6	2,57	2,08
1903.....	2	00 5	2,57	2,09
1904.....	2	00 3	2,54	2,06
1905.....	2	00 4	2,55	2,07
1906.....	2	00 5	2,57	2,09
1907.....	2	00 5	2,57	2,08
1908.....	2	00 5	2,56	2,08
1909.....	2	00 5	2,57	2,08
1910.....	2	00 4	2,56	2,008

(1) Nous ne distinguons pas ici les divers fonds 5 0/0 bien qu'il y ait quelquefois des différences assez notables entre leurs cours. Le cours maximum est celui du fonds 5 0/0 qui a le plus monté, le cours minimum celui du fonds 5 0/0 qui a le plus baissé.

(2) D'après l'*Annuaire financier*, dont les chiffres ne concordent pas toujours avec ceux du *Résumé*.

Années.	San-Francisco et		
	New-York pour 100 yen	Bombay pour 100 yen	Shanghai pour 100 yen
	\$ c.	Rupee	Tael
1898.....	49,11		77,63
1899.....	49,80		75,52
1900.....	49,35	151,20	72,15
1901.....	49,44	151,26	75,23
1902.....	49,85	152,78	86,60
1903.....	49,81	152,70	86,38
1904.....	49,16	150,67	77,90
1905.....	49,41	151,46	74,77
1906.....	49,50	151,93	68,70
1907.....	49,54	151,74	69,47
1908.....	49,50	152,91	84,31
1909.....	49,66	153,16	86,77
1910.....	49,54	151,92	83,70

Telle est dans ses grandes lignes l'organisation que le Japon s'est donnée tant pour les finances publiques que pour les finances privées. Nous la dirons de tous points excellente : les Japonais ont pris à chaque pays ce qui leur paraissait le meilleur; ils ont réussi avec leur esprit méthodique à fondre les institutions d'origines diverses dans un ensemble harmonieux, sacrifiant résolument celles qui ne convenaient pas à cet ensemble comme les banques nationales. Ils sont aussi parvenus à s'adapter les institutions empruntées si bien qu'en de certaines parties leur régime apparaît comme véritablement original; je signalerai notamment dans les finances publiques l'indépendance complète de certains fonds comme le fonds des che-

mins de fer (1) et le système entier des impôts; dans les finances privées, la division très nette des différentes classes de banques, la création dans chaque classe d'un établissement modèle, enfin l'organisation du crédit hypothécaire, qui ne ressemble à celle d'aucun autre pays.

Après avoir étudié l'organisation financière des Japonais, essayons d'analyser leur esprit financier. Ce qu'est le public, l'histoire des finances nous l'a montré : hardi et fin mais joueur, nerveux, prêt à perdre la tête dans la bonne fortune comme dans la mauvaise. Ces défauts sont ceux de la jeunesse, ils passeront, mais les Japonais acquerront-ils jamais rien qui approche du flegme des Anglais ou de cette admirable certitude qu'a l'Américain ruiné de la revanche prochaine?

A défaut d'un bon public financier, on trouve déjà au Japon de véritables hommes de finances. Seulement ils ne se sont pas encore spécialisés; leur type est celui du brasseur d'affaires, non ce type du financier proprement dit qui s'est formé dans l'Europe occidentale quand le commerce de l'argent et ce qu'on pourrait appeler le commerce du crédit s'y sont séparés des autres négoce. Le financier ne crée pas d'affaires, il juge celles qu'on lui présente et c'est encore à son point de vue spécial : se développeront-elles assez rapidement pour que l'argent prêté ne reste pas longtemps improductif? Conviennent-elles au type de banque qui est le

(1) Il est regrettable que les publications officielles en langues européennes ne donnent pas le budget de ces fonds; dans l'état actuel on ne peut juger complètement les finances du Japon.

sien? Le financier n'engage d'ailleurs dans une affaire qu'une part relativement faible de ses fonds; c'est pourquoi, avec l'esprit ouvert et même quelque peu d'audace, il doit surtout avoir du jugement, du sang-froid et de la décision; de plus il lui faut se pénétrer du caractère proprement scientifique que tendent à donner aux finances les écoles et les livres, les débats des parlements et la publicité des établissements de crédit.

Ces qualités, les financiers du Japon les acquerront avec le temps; aujourd'hui les meilleurs d'entre eux ne possèdent guère que l'une ou l'autre. Par contre on ne saurait trop admirer leur audace comme lanceurs d'affaires, leur faculté d'assimilation, leur esprit de ressources. Ce qui manquerait à beaucoup, c'est la maîtrise de soi, qui fait la force des généraux sortis de la caste des samurai; le Vieux Japon a diminué la valeur morale de ses marchands en ne leur faisant pas la place qu'ils méritaient; cette place, industriels, commerçants et financiers l'ont obtenue aujourd'hui; à l'école, à l'armée ils ont appris le *bushidô*: ils ne tarderont pas à montrer que ses vertus valent dans les batailles de la Bourse comme dans les autres batailles.

Il ne nous reste plus qu'à fournir quelques indications qui permettent de comparer les finances du Japon avec celles des autres grands pays du monde. Tous les chiffres donnés se rapportent à l'année 1908. L'encaisse métallique de la Banque de France était de 4 370 millions de francs, celle de la Banque d'Angleterre de 30,7 millions de livres,

celle de la Banque impériale d'Allemagne de 915 millions de marcs, celle de la Banque d'Autriche-Hongrie de 1 653 millions de couronnes, celle de la Banque d'Italie d'un milliard de lire. Il avait été frappé en monnaies d'or 153,2 millions de francs par la France; 65,8 millions de marcs par l'Allemagne (122,9 en 1909); 21 millions de couronnes par l'Autriche-Hongrie; 13,7 millions de livres par la Grande-Bretagne; 13,6 millions de dollars par les États-Unis. La circulation des billets était pour la France de 5,2 milliards de francs, pour l'Allemagne de 2,1 milliards de marcs (1), pour l'Angleterre de 29,7 millions de livres (2), pour l'Autriche-Hongrie de 2,1 milliards de couronnes, pour l'Italie de 1,6 milliard de lire (3). Le 3 0/0 français cotait en moyenne 96,24 0/0, le 4 0/0 allemand 100,39 0/0, le 2 1/2 anglais 86,04 0/0. Le taux de l'escompte était en moyenne : 2,25 0/0 à Paris; 3,52 0/0 à Berlin; 2,31 0/0 à Londres (pour papier à échéance de trois mois); 3,01 à Amsterdam (4).

En comparant ces chiffres avec ceux qui ont été donnés au cours de ce chapitre, on voit que financièrement le Japon, malgré ses immenses progrès, est loin d'être encore l'égal des États dont le rapprochent sa population et sa puissance politique.

(1) Dont 1,9 pour la Banque d'Allemagne, le reste pour les Banques de Bavière, Saxe, Wurtemberg et Bade.

(2) Sans compter les banques privées (1 million de livres environ de billets). L'Écosse et l'Irlande ont leurs propres Banques.

(3) Banques d'Italie (1,3), de Naples et de Sicile.

(4) La comparaison d'autres chiffres, qui seraient plus probants encore, exigerait des développements que je ne puis donner ici.

CHAPITRE II

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION. — L'ORGANISATION DU NOUVEAU RÉGIME ÉCONOMIQUE (I)

a) L'œuvre de l'État.

Dans le tome III de cet ouvrage consacré aux Tokugawa et dans l'introduction des présents volumes, qui traitent du Japon moderne, nous avons examiné le régime économique du Vieux Japon, montré comment, après avoir aidé aux progrès de la société, il en avait arrêté le dévelop-

(1) Cf. les *Annuaire*s et *Résumés statistiques* annuels publiés par le gouvernement; les *Year books*; *General view of Commerce and Industry* (1893); *Japan by the Japanese*; *Japan at the beginning of the XXth century*; l'ouvrage d'Ôkuma; les publications faites par le gouvernement japonais à l'occasion de l'exposition de 1900, entre autres : *Agriculture, Postes, Télégraphie et Téléphonie, Produits forestiers, Zones forestières, Mines, Brevets d'inventions*, etc.; celles qu'il a faites pour les expositions de Saint-Louis, de Londres (anglo-japonaise), etc.; les codes; les textes de lois; les journaux et revues du Japon et de l'étranger; enfin pour la première période (jq. 1890) l'ouvrage de RATHCEN, qui fait autorité.

pement et pourquoi il était incompatible avec le commerce international.

Dans le domaine économique, comme dans les autres domaines, la première œuvre de l'empire restauré par la Révolution fut donc une œuvre de destruction. Cette œuvre, nous l'avons retracée dans le chapitre qui traite de la loi agraire et de la suppression des pensions. Nous rappellerons seulement les lois qui ont fait disparaître un régime suranné, préparé l'établissement d'un régime moderne : celle de 1871, qui donnait à tous la faculté d'exercer toutes les professions ; celle de février 1872, qui permettait « à toutes les classes de la population d'acheter le sol, de le vendre et de le posséder » ; les deux lois de 1872 sur la liberté complète de vendre et d'acheter et la liberté du commerce à l'intérieur. Ainsi disparaissaient les gildes, qui avaient fait la force et la faiblesse du Vieux Japon, dont le peuple avait exigé l'abolition en 1841, puis le rétablissement dix ans après. Et, la loi ayant achevé ce que la Révolution avait commencé, ce fut l'anarchie.

Mais, avec cette admirable faculté d'organisation, qui leur a valu leurs succès, les hommes du Meiji entreprirent aussitôt de donner à leur pays de nouvelles institutions. Tout était à créer, et le manque de capital, les préjugés des samurai, l'ignorance des marchands, l'esprit de routine des artisans et des paysans, l'absence de petits bourgeois et de propriétaires fonciers ayant quelque aisance faisaient que tout était à créer par l'État. Les hommes du Meiji se mirent donc courageuse-

ment à l'œuvre. Au début leur manque de connaissances techniques leur fit commettre des fautes; plus tard, quand ils se furent formés, ce régime où l'État imposait des modes étrangers de commerce et d'industrie à un peuple qui en grande majorité y demeurerait indifférent put sembler factice, mais, quand la nouvelle génération instruite dans les écoles de l'État se fut mise au travail, on comprit que l'œuvre des réformateurs avait été féconde et que l'initiative de l'État avait donné au régime économique du Japon cette qualité primordiale de notre civilisation moderne, la méthode.

I

L'étude de l'œuvre de reconstruction économique comporte une partie purement technique, qui fera l'objet même de ce chapitre, et une partie théorique sur les institutions et les lois, que nous donnerons dans cette introduction.

Nous rappellerons d'abord brièvement les mesures dont nous avons parlé dans le chapitre consacré à l'État : l'organisation de l'enseignement professionnel, la création des écoles techniques et des écoles d'apprentis, des facultés d'agriculture et de génie civil, des bibliothèques et des musées. Nous ajouterons que depuis 1895 le gouvernement envoie des commissaires étudier les marchés étrangers; que depuis 1896 il accorde des bourses de voyage à des jeunes gens qui lui sont proposés par des hommes d'affaires; en 1901 on en comptait 97,

dont 7 voyageaient à leurs frais : 11 se trouvaient en France, 11 en Allemagne, 14 aux États-Unis, 25 en Chine, etc. Des expositions nationales ont eut lieu à Tôkiô (1877, 1881 et 1890), à Kiôto (1895) et à Ôsaka (1903). Une exposition universelle doit s'ouvrir à Tôkiô en 1917. Des expositions partielles la plus importante a été l'exposition industrielle de Tôkiô en 1907.

Nous rappellerons aussi l'œuvre législative générale : code de commerce, code civil, code de procédure civile, lois sur les faillites, la marine marchande, les marins, etc.

Pour en achever l'examen il ne nous restera qu'à dire quelques mots de la législation concernant la propriété des inventions commerciales. La première loi sur les brevets d'invention date d'avril 1871, elle fut aussitôt abandonnée; une seconde loi de juin 1884 ne parut pas satisfaisante. Toutes les dispositions concernant la matière furent refondues dans les trois lois de décembre 1888 sur les brevets d'invention (*patent right*), les modèles (*designs*) et les marques de fabrique (*trade marks*). La première de ces lois fut refaite en mars 1899 : la juridiction consulaire ayant été alors abolie, le Japon dut reconnaître aux inventeurs étrangers les droits que les lois de 1888 accordaient aux inventeurs japonais. Nous traiterons de cette question dans le tome VII; nous dirons seulement ici que le 15 juillet 1899 le Japon est entré dans la ligue internationale pour la protection de la propriété industrielle et que, depuis, cette protection a fait l'objet de traités spéciaux

avec certains États ou de dispositions des traités de commerce signés avec d'autres États. Voici la législation japonaise en cette matière (telle que l'ont faite les nouvelles lois d'avril 1909). Le brevet d'invention protège l'invention pendant quinze ans, dans de certaines conditions la protection peut en être étendue à une nouvelle période de trois à dix ans; les modèles sont protégés pendant trois ans, les dessins pendant dix, les marques de fabrique pendant vingt. Les brevets sont accordés par le bureau des brevets, il peut être fait appel de ses décisions. Les brevets obtenus dans un pays ayant adhéré à la Convention internationale donnent un droit de priorité pendant un an.

II

Nous aborderons maintenant l'organisation proprement dite du régime économique. Cette organisation fut l'œuvre de l'État résolu à transformer le pays. Aussi dans le début le gouvernement tout entier y eut-il sa part; aujourd'hui quatre ministères en sont particulièrement chargés : l'Intérieur, les Finances, le Commerce et l'Industrie, les Voies et Communications. Nous avons étudié ailleurs les deux premiers de ces ministères. Le ministère de l'agriculture et du commerce, établi par la loi 25 du 7 avril 1881, a les directions suivantes : agriculture, commerce et industrie, forêts, mines, brevets d'invention, produits maritimes. Le ministère des voies et communications, qui date

de décembre 1885, a cinq directions : comptabilité, postes et télégraphes, chemins de fer, chemins de fer de l'État, marine marchande. Il y a de plus un comité des chemins de fer.

*
* *

Le gouvernement n'a pas tardé à comprendre que pour transformer le pays non seulement matériellement mais aussi moralement il lui fallait associer les intéressés à son œuvre. Un conseil supérieur divisé en trois sections : agriculture, commerce, industrie, fut fondé par la loi 44 de 1881, supprimé en mars 1882.

En 1896 fut établi le conseil supérieur du commerce et de l'industrie composé d'un président, d'un vice-président et de 20 membres, dont 15 hommes d'affaires et 5 représentants des ministères de l'agriculture et du commerce, des voies de communication, des affaires étrangères et des finances ; le nombre des membres fut porté à 30 en 1897. Ce conseil, qui devait à l'origine s'occuper uniquement du commerce extérieur, a reçu en 1897 l'autorisation de s'occuper aussi du commerce intérieur.

*
* *

L'État a de plus accordé aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants une représentation officielle.

La loi du 23 mai 1881 créa des conseils économiques départementaux d'agriculteurs, de négo-

ciants et d'industriels, que présidaient les préfets, et permit dans les *fu* l'élection de chambres de commerce. Cette première organisation fut supprimée en mai 1883 et remplacée par une nouvelle : les préfets étaient chargés de constituer des conseils économiques départementaux et de sanctionner ou même de provoquer la formation de chambres de commerce : on comptait 20 chambres en 1881, 45 en 1887 (dont 11 ne se réunissaient pas).

La loi de septembre 1890, complètement refondue dans celle de mars 1902, amendée elle-même en 1909, a donné aux chambres de commerce une organisation définitive. Il existait en 1908 58 chambres, les principales à Tôkiô, Kiôto, Ôsaka, Yokohama, Kôbe, Nagasaki, Nagoya, Hako-date. Les chambres de commerce, auxquelles est accordée la personnalité civile, ont des pouvoirs très étendus : elles peuvent, avec l'approbation du ministre, fonder des institutions, les diriger et prendre toutes les mesures capables de développer le commerce et l'industrie.

Ont le droit de vote les individus ou sociétés rentrant dans la définition des articles 263 et 264 du code de commerce entendus dans un sens très large, puisque y sont inclus les exploiters de mines ; à Ôsaka il y avait, en 1905, 6 488 électeurs non éligibles et 4 757 électeurs éligibles.

Les chambres de commerce ne doivent pas compter plus de 50 membres.

III

Il ne suffisait pas au gouvernement de donner au nouveau régime économique une direction générale, il devait en constituer les organes. Dans les pays les plus anciennement civilisés de l'Europe la loi n'a fait que sanctionner et régulariser des institutions dues à l'initiative particulière; au Japon, le gouvernement a créé toutes les institutions économiques et l'on peut même dire que, dans l'ensemble, il l'a fait d'une manière systématique.

Son premier soin a été de susciter des sociétés commerciales modernes, dont il n'existait aucune au Japon; en cette matière comme en tant d'autres il s'est principalement inspiré de l'Allemagne. Le code de commerce reconnaît quatre types de société (*kaisha*), qui sont ceux du code allemand et diffèrent assez sensiblement des trois types du code civil français. Ce sont *gōmeikaisha* (*Offene Gesellschaft*), (chap. II); *gōshikaisha* (*Kommanditgesellschaft*), (chap. III); *kabushikikaisha* (*Aktiengesellschaft*), (chap. IV); *kabushikigōshikaisha* (*Kommanditgesellschaft auf Aktien*), (chap. V) (1).

(1) M. Lönholm traduit ces termes par *partnership*, *limited partnership*, *joint stock company* et *joint stock limited partnership*; en français nous dirions : *société en nom collectif*, *société en commandite*, *société anonyme*. Le quatrième type de société, tel que le définissent le § 320 du code de commerce allemand et l'art. 235 du code de commerce japonais, est à peu près celui que prévoit l'art. 33 de notre code de commerce : « Le capi-

De ces types le troisième est le plus généralement adopté, il n'a pas encore été créé de société du quatrième type.

La condition des sociétés a été singulièrement fortifiée par les lois de mars 1905 et d'avril 1909.

D'une part les lois de 1905 sur les hypothèques des mines, des manufactures et des chemins de fer et celle de 1909 sur l'hypothèque des tramways permettent de constituer une *fondation* industrielle ou minière, comprenant le droit d'exploitation, le terrain, les droits divers, les bêtes, les instruments, et d'hypothéquer cette *fondation*.

D'autre part la loi de mars 1905 sur les *Trusts pour la garantie des obligations* reconnaît officiellement l'existence de *Compagnies de Trust*, qui se réservent la solution de toute affaire concernant les obligations garanties des sociétés en faisant partie. Ces *trusts* doivent avoir un capital d'un million de yen au moins. Lorsqu'une compagnie se propose d'émettre des obligations avec garantie réelle, l'émission ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un contrat passé par *acte de trust* avec une *compagnie de trust*. Dans ce cas elle peut donner en garantie de ses obligations non seulement les hypothèques consenties sur sa *fondation* mais encore des gages mobiliers ou des titres de revendication formulés par écrit.

Nous avons déjà étudié les banques. Nous donnerons ici le tableau du développement des autres

tal des sociétés en commandite pourra être aussi divisé en actions » mais les codes allemand et japonais accordent aux actionnaires des droits beaucoup plus considérables qu'aux commanditaires.

sociétés; tout ce qui concerne leurs progrès techniques sera traité dans le corps même de ce chapitre.

ANNÉES	SOCIÉTÉS (1)								TOTAL	
	AGRICOLAS		INDUSTRIELLES		COMMERCIALES		TRANSPORTS		Nombre	Capital versé en milliers de yen
	Nombre	Capital versé en milliers de yen	Nombre	Capital versé en milliers de yen	Nombre	Capital versé en milliers de yen	Nombre	Capital versé en milliers de yen		
1896.	117	1 657	1 367	89 900	2 777	192 735	334	113 216	4 595	397 510
1897.	148	2 229	1 881	105 381	3 630	260 227	454	164 684	6 113	532 522
1898.	166	2 336	2 164	122 066	4 178	300 039	536	197 233	7 044	621 676
1899.	176	2 303	2 253	147 783	4 619	335 586	583	198 146	7 631	683 820
1900.	220	2 614	2 554	158 851	5 197	389 051	627	228 733	8 598	779 251
1901.	206	2 645	2 477	166 293	5 323	417 292	596	243 224	8 602	829 455
1902.	214	2 551	2 427	173 232	5 325	440 303	646	262 676	8 612	878 763
1903.	249	3 196	2 441	170 346	5 855	451 680	702	262 382	9 247	887 606
1904.	238	3 220	2 384	162 836	5 609	455 822	682	309 412	8 913	931 292
1905.	231	3 368	2 449	189 414	5 630	466 404	696	316 649	9 006	975 836
1906.	Sociétés par actions 98	3 117	915	197 900	2 996	425 185	280	313 420	4 289	939 714
	Comman- dites 110	1 081	1 172	30 732	1 963	32 160	337	3 333	3 582	67 307
	Sociétés en nom collectif 42	671	458	18 145	881	43 242	77	624	1 458	62 683
	250	4 870	2 545	246 868	5 840	500 585	694	317 378	9 329	1 069 706
1907.	309	12 035	2 847	381 815	6 197	569 486	734	150 891	10 087	1 114 221
1908.	332	13 069	3 065	440 857	6 555	596 702	768	164 757	10 720	1 215 386
1909.	369	14 752	3 425	542 280	6 941	634 441	814	175 689	11 549	1 367 164

(1) Dans la traduction française des annuaires de 1907 à 1910 on a par erreur maintenu les anciennes désignations des colonnes : *capital autorisé*, *capital versé*, alors que depuis 1907 les annuaires n'indiquent plus le capital autorisé mais le capital versé et le fonds de réserve. La diminution du capital des sociétés de transports est due à la nationalisation des chemins de fer.

IV

Ces institutions destinées surtout à développer la production devaient être complétées par d'autres institutions destinées à faciliter les échanges.

Nous avons, en parlant des bourses de valeur, exposé la législation qui régit les bourses et montré la manière dont elles fonctionnent. Les bourses commerciales se divisent en bourses de riz et en bourses de marchandises.

Les principales marchandises vendues dans les bourses sont le fer, le pétrole, les huiles végétales, le sucre, les céréales, le coton brut, les filés de coton, la soie grège, les tissus, etc. La guerre de 1904-05 et les crises économiques ont amené de telles fluctuations de prix et de si grandes variations dans la quantité des marchandises vendues que les chiffres en présenteraient un médiocre intérêt pour une étude d'ensemble (1).

Voici par contre le chiffre d'affaires des bourses de riz dans la période 1900-08 :

Années.	Quantité en milliers de koku
1900	95 995
1901	66 072
1902	66 702
1903	64 582
1904	43 611
1905	45 224
1906	47 119
1907	54 703
1908	43 671

(1) Voir l'histoire des prix, p. 346 et suiv.



Deux grandes *agences commerciales* (*kòshinjô*), qui sont surtout des agences de renseignements, ont été fondées à Tôkiô (1896) et Ôsaka (1901). En 1906 la première comprenait 1 395 associés (dont 267 banques, 191 compagnies et firmes, 836 offices gouvernementaux, 101 maisons étrangères), la seconde, 1 308 associés (dont 289 banques, 199 compagnies et firmes, 753 particuliers, 67 maisons étrangères). En 1907 chacune de ces agences avait vu le nombre de ses membres augmenter de trois cents environ.

Il existe 35 *warehouses* (*sôko*) dont les plus importants se trouvent à Tôkio, Ôsaka, Kôbe et Yokohama.

V (1)

Cet ensemble d'institutions que nous retrouvons sous des formes peu différentes dans tous les pays d'une civilisation avancée ne saurait suffire ni à protéger les timides, les médiocres, qui sont la masse, contre les attaques des intrigants et des

(1) Il serait désirable que les publications officielles ou officieuses sur le Japon, qui traitent toujours les mêmes matières de la même manière, voulussent bien une fois exposer le régime des syndicats, sur lequel on ne peut recueillir que des renseignements épars et insuffisants. Le régime antérieur à 1889 est bien exposé dans RATHGEN. Sur la période postérieure on trouve des indications disséminées dans tous les ouvrages déjà cités, principalement dans *Japan in the beginning of the XXth Century* (1904), p. 211. Il n'y a rien dans le livre du comte Ôkuma.

audacieux, ni à grouper suffisamment les efforts de tous ceux qui souhaitent un même résultat difficile à obtenir. C'est pourquoi dans tous les pays nous voyons se former ces associations que nous appelons syndicats et que les Japonais continuent d'appeler comme autrefois gildes ou *kumi*.

Des gildes de l'ancien régime quelques-unes avaient été supprimées nominativement par le gouvernement, comme celle des brasseurs de sake dans l'été de 1871, mais la plupart s'étaient dissoutes d'elles-mêmes par l'effet de l'anarchie révolutionnaire et du désir que beaucoup éprouvaient de s'essayer à la liberté du commerce, enfin proclamée; un assez grand nombre de ces anciennes gildes avait cependant subsisté : telles les communautés agricoles fondées par Ninomiya, qui existent encore mais dont nous ne reparlerons pas pour les avoir étudiées ailleurs (III p. 403); telles aussi les gildes de pêcheurs, de marchands de poisson, dont celle de Tôkiô continuait à percevoir des taxes sur les marchés de poisson de cette ville.

L'habitude de s'associer était si forte chez les Japonais qu'ils ne tardèrent pas à tenter de le faire comme dans le passé.

Vers 1875 il se fonda même une gilde de première importance. Les producteurs de sel des dix provinces de Harima, Bizen, Bicchû, Bingo, Aki, Suwô, Nagato, Iyo, Sanuki se syndiquèrent pour régler les conditions de la production; l'État dut leur accorder le droit de contraindre tous les producteurs de ces régions à entrer dans leur gilde, qui, après avoir créé la grande association saline de

1896, a disparu lors de l'établissement du monopole de l'État.

Petit à petit toutes les anciennes gildes se reconstituèrent mais sous une forme nouvelle; quelques-unes furent même plus puissantes que dans le passé; tel fut le cas pour les pêcheurs, dont les principales gildes se syndiquèrent en 1883 dans l'association de la pêche (*Dai Nippon suisan kai*), subventionnée par l'État depuis 1909.

Il se forma aussi de nouvelles gildes : ainsi celles des éleveurs de chevaux et de bétail en 1882, ainsi encore dans la même année celle des filateurs de coton, qui fut la première gilde de la grande industrie.

*
* *

Le gouvernement crut alors nécessaire de légiférer; à cette époque ses chefs étaient revenus de leurs utopies; le grand révolutionnaire Ôkubo était mort qui se figurait que les maux sociaux proviennent uniquement du fait d'un mauvais gouvernement, que de détruire le gouvernement, s'il est mauvais, de rendre à l'homme le libre exercice de sa bonté naturelle suffit à ramener la vertu et le bonheur. Effrayés par l'anarchie qu'avait causée la Révolution, l'empereur et ses conseillers, les Itô, les Yamagata, les Matsukata s'efforçaient de donner une base solide à l'État et à la société. Le Vieux Japon ne leur inspirait pas le même mépris qu'aux Ôkubo et aux Iwakura; c'est même en grande partie au Vieux Japon qu'ils voulaient emprunter les éléments de leur œuvre de recons-

truction; prétendaient-ils sur quelque point s'inspirer de l'Europe, leurs sympathies allaient à l'Allemagne, chez laquelle ils retrouvaient leur propre goût d'une organisation méthodique et le même culte de la tradition joint au même désir du progrès. D'ailleurs, par un mouvement naturel de réaction, ils ne s'effrayaient plus seulement de l'anarchie, ils s'effrayaient même de la liberté.

L'ordonnance 37 du 29 novembre 1884, revenant sur toute la législation libérale de la Révolution, permit donc la formation de gildes; bien plus, elle encouragea les producteurs à se syndiquer et rendit même dans beaucoup de cas leur entrée dans les gildes obligatoire. C'était dans le but principalement de veiller à la bonne qualité de leurs produits, car le Japon avait besoin de vendre à l'étranger pour compenser les achats qui servaient à son outillage économique et les falsifications de producteurs pauvres et inexpérimentés nuisaient à la bonne renommée de l'exportation japonaise. Voici quelles étaient les données générales de la nouvelle législation. Pour qu'une gilde fût reconnue elle devait comprendre les trois quarts des membres d'une même profession dans l'endroit où elle se fondait et faire approuver ses statuts par le préfet. Tous les membres de la profession qui n'avaient pas contribué à la fondation de la gilde étaient tenus d'y entrer à moins que sur la présentation de raisons valables le préfet ne les en eût dispensés. Cependant la reconnaissance officielle ne conférait pas la qualité de personne civile à la gilde, qui n'avait par conséquent pas

le droit de posséder ou d'agir en son nom propre, mais elle pouvait imposer des règlements à ses membres et en cas de contravention les condamner à des amendes.

Cette ordonnance, qui marque le début de la seconde période de la reconstitution des gildes, était assez vague et pouvait difficilement s'appliquer à toutes les professions. Aussi sa portée ne dépassa-t-elle guère celle d'une indication générale et dans cette seconde période y eut-il tendance à légiférer pour chaque métier en particulier.

Le principal effort porta sur la soie et sur le thé, dont dépendait tout le commerce extérieur, par suite toute la vie du pays. Il convenait que ces deux produits reçussent aux yeux de l'étranger une sorte de garantie officielle.

Des associations de producteurs et d'exportateurs de soie s'étaient créées d'elles-mêmes; celle des marchands de Yokohama avait adopté le 1^{er} juillet 1883 des statuts très sévères. L'ordonnance 41 du 2 novembre 1885, rendue par le ministre de l'agriculture, créa les gildes de la soie, dont devaient faire partie tous ceux qui ne produisaient pas pour leur usage personnel. Ces gildes, qui bientôt furent intersyndiquées sous un comité central, devaient régler tout ce qui avait rapport à la culture du mûrier, à l'élevage des vers, à la production et à la vente de la soie. Il existait des comités régionaux et des inspecteurs. Cette législation a disparu quand la loi de 1900 a fait rentrer dans le droit commun les gildes de la soie (dont il existait 103 en 1902).

Les gildes des producteurs et des marchands de thé furent organisées par deux ordonnances de 1884, refondues dans celle de décembre 1887; elles eurent pendant quelques années un comité central, qui fut dissous en 1889.

En 1886 la loi réglementa les gildes de pêcheurs.

Comme l'ancien régime, le nouveau eut ses syndicats de syndicats : tel Bôekishô rengô kumi de Yokohama, reconstitué en octobre 1889, qui comprend toutes les maisons d'importation et d'exportation pour la soie brute, le thé, les produits marins, les marchandises diverses, le pétrole, le sucre, les tissus de coton, les drogues, le cuivre, le fer et les articles de fantaisie d'origine étrangère, il lève un droit sur tous les objets importés et exportés.

En novembre 1886 il existait en tout 1 579 gildes (dont 118 à Tôkiô avec 25 757 membres); sur ce nombre 628 étaient des gildes commerciales, 404 des gildes industrielles, 547 des gildes commerciales et industrielles. Ne sont comprises dans cette liste que les gildes agricoles qu'on pouvait faire rentrer dans les gildes commerciales, comme celles des producteurs de soie et de thé; l'organisation des autres était encore rudimentaire.

Les gildes proprement agricoles furent organisées par la loi de juin 1889, qui fut promulguée en 1890 avec le consentement de la diète réunie pour la première fois. Cette loi ne forçait pas les agriculteurs à créer des gildes mais, une gilde créée, elle forçait tous les agriculteurs de la région à y entrer. Elle a établi trois classes de gildes hiérarchisées :

les gildes de villages (12 000 en 1911), dont la création est facultative et qui se composent de particuliers; les gildes d'arrondissements et de grandes villes (591 en 1911), dont la création a été peu à peu imposée et qui sont formées par les délégués des gildes de villages; les gildes de départements (46 en 1903), dont la création fut l'œuvre du gouvernement et qui sont formées par les délégués des gildes d'arrondissements; d'après la loi de 1889, ces gildes recevaient une subvention du gouvernement, qui ne devait pas dépasser 150 000 yen. Toutes ces gildes ont été aujourd'hui mises sous la direction de la société impériale d'agriculture, formée par les délégués des gildes de départements.

La création de ces gildes était intimement liée à celle des banques hypothécaires, dont nous avons parlé. Tous les agriculteurs du Japon se trouvent donc incorporés de gré ou de force dans 12 000 gildes, dirigées par 46 syndicats préfectoraux, qui tirent leurs ressources de 46 banques hypothécaires constituées par des actionnaires appartenant au département où la banque est ouverte et par suite membres des syndicats, lesquelles banques sont des succursales de la grande banque hypothécaire de l'empire, elle-même en relations constantes avec la société impériale d'agriculture. C'est là sans doute une organisation qui répugne à nos idées européennes, mais il faut remarquer que, si au Japon comme en Europe le régime de la propriété était récemment encore un régime féodal, l'organisation de la pro-

priété moderne y a eu cependant un point de départ différent. En dépit des révolutions, aucun pays de l'Europe n'a connu d'expropriation générale des seigneurs, par suite la grande propriété y existe encore et tout propriétaire foncier, si humble soit-il, y a conservé quelque peu de l'orgueil et même de l'esprit de souveraineté du seigneur féodal. Au Japon, où l'expropriation a été générale, la propriété est morcelée à l'extrême; d'autre part, pendant vingt ans au moins tous les propriétaires ayant été d'anciens serfs, l'esprit du propriétaire n'y est pas celui du seigneur mais celui du serf; en recevant la liberté, le sentiment qu'ont eu les paysans a été que pour seigneur ils auraient désormais l'empereur; ils éprouvent encore le besoin de former des communautés villageoises, aussi leur paraît-il naturel de se grouper en gildes et même d'y être obligés.

*
* *

La troisième période de l'évolution syndicale est celle où le gouvernement s'efforça de créer une législation générale commune à toutes les gildes. Il s'y essaya par la loi d'avril 1897, qui s'appliquait à tous les producteurs d'objets d'exportation mais à eux seulement. Ces producteurs étaient autorisés à former, sous l'approbation du ministre, des gildes ou syndicats, qui pouvaient obtenir la personnalité civile (c'était là l'innovation capitale de la nouvelle loi); au cas où les quatre cinquièmes des producteurs étaient d'accord pour se syndiquer ils

avaient le droit de forcer les membres non adhérents à entrer dans leur syndicat.

Les progrès économiques et le développement de la société firent bientôt comprendre qu'il ne suffisait pas de légiférer sur ce point spécial de l'exportation, si important fût-il, que le pays demandait une loi générale et telle fut, en effet, la loi de 1900 sur les gildes ou syndicats de crédit, d'achat, de vente et de production.

Cette loi reconnaît trois sortes de syndicats : à *responsabilité limitée*, à *responsabilité garantie*, à *responsabilité illimitée*.

La loi de 1900 n'a pas supprimé les syndicats fondés sous le régime des lois précédentes, bien qu'elle tende à obtenir ce résultat en accordant des avantages à ceux qui se fondent ou se refondent en conformité avec ses prescriptions : elle leur permet d'obtenir la personnalité civile et les exempte de l'impôt des patentes ; les gildes agricoles à responsabilité limitée peuvent emprunter aux *Nôkô*, aux banques hypothécaires, sans consentir d'hypothèques.

Le nombre des gildes, que la loi de 1897 avait réduit à 1 168 en 1899, n'était plus que de 1 149 à la fin de 1900, dont 529 commerciales, 433 industrielles et 187 commerciales et industrielles (il faudrait y ajouter les gildes agricoles, dont nous avons donné plus haut les chiffres).

Voici maintenant le nombre des gildes (agricoles, industrielles ou commerciales) fondées d'après les prescriptions de la loi de 1900 (d'après une statistique d'octobre 1902).

Objet.	Responsa- bilité limitée.	Responsa- bilité garantie.	Responsa- bilité illimitée.	Total.
Crédit	87	6	218	311
Vente	31	3	4	38
Achat	30	3	38	71
Production...	5		5	10
Gildes d'occu- pations mul- tiples.....	24	1	26	51
Total.....	177	13	291	481

La loi de mars 1900 a été complétée par des lois spéciales : loi sur les gildes et syndicats du Hokkaidô (1900); loi de février 1900 sur les gildes d'éleveurs, dont il existait 212 en 1902, soit 25 d'éleveurs de bestiaux, 137 d'éleveurs de chevaux, 50 d'éleveurs de bestiaux et de chevaux, etc.

*
* *

Telle est dans son ensemble l'organisation des gildes japonaises, où s'unissent les traditions de l'ancien régime et les tendances des sociétés modernes. Encore que ces associations portent le nom de gildes et que dans bien des cas les intéressés soient forcés de s'y faire admettre, en principe ces syndicats diffèrent radicalement des corporations d'autrefois; si tous les marchands de telle ou telle denrée, tous les fabricants de tel ou tel produit doivent faire partie du syndicat de leur district, nul n'est forcé comme autrefois de vendre une denrée spéciale ou de fabriquer un produit parti-

culier parce que sa famille appartient à une gilde et nul n'est empêché de vendre une denrée, de fabriquer un produit parce que sa famille n'appartient pas à une gilde; chacun exerce le métier qui lui plaît, mais, s'il l'exerce, il doit adhérer au syndicat de ce métier.

Et sans doute la loi est formelle, mais dans la pratique il est certain que pour les petits métiers des villes et pour l'ensemble de la classe agricole, où, sinon de droit, au moins de fait, les professions sont encore héréditaires, les nouvelles gildes sont dans l'ensemble assez peu différentes des anciennes; seulement ce caractère d'hérédité tend à disparaître.

Il est difficile de se prononcer sur la valeur de cette organisation des gildes, qui est l'un des traits les plus originaux de la constitution économique et sociale du Japon moderne. Assurément ce fut une erreur que de détruire brusquement toutes les corporations d'autrefois; mais, l'erreur commise, eut-on raison de les rétablir même sous une forme moderne et n'eût-il pas mieux valu attendre que la société nouvelle se constituât progressivement ses propres organes? Le gouvernement a-t-il bien fait de conférer aux gildes la personnalité civile, bien fait de forcer tous les intéressés à en faire partie? De pareilles questions sont débattues dans tous les pays; nulle part on n'y a donné de réponse satisfaisante, et l'on ne saurait encore dire si la législation japonaise apparaîtra quelque jour comme une initiative heureuse pour l'avenir ou comme un legs dangereux du passé.



Un dernier point veut être précisé.

Toutes les gildes actuelles sont des gildes de producteurs; il n'existe pas de gildes de salariés. Sans doute dans bien des cas la différence est purement théorique. Ainsi l'une des gildes les mieux organisées est celle des déchargeurs des docks, qui vivent des salaires payés par les armateurs ou les compagnies d'importation et d'exportation, encore est-il que les déchargeurs ne sont pas des salariés au propre sens du terme. L'on trouve aussi des gildes de scieurs de bois, de plâtriers, de maçons, de briquetiers, de charpentiers, de barbiers, de portefaix, de lutteurs, d'acteurs. Ces gildes doivent leur cohésion et leur puissance à la tradition, non aux lois régissant les syndicats; beaucoup ne sont même pas régulièrement constituées; ne trouve-t-on pas des gildes nettement condamnées par la loi comme celles des joueurs et des voleurs? Aussi nous contenterons-nous de mentionner ces formations, qui sont plus sociales qu'économiques.

Si dans la petite industrie, restée dans une grande mesure fidèle aux traditions de l'ancien régime, on ne distingue pas des patrons les ouvriers, qui sont pour la plupart des apprentis, de futurs patrons, le développement de la grande industrie a fait des patrons et des ouvriers deux classes distinctes. Les gildes modernes dont il a été parlé sont des gildes de chefs d'industrie, considérés par la loi, ce qu'il est capital de noter,

non pas comme patrons et à l'égard de leurs ouvriers mais comme producteurs et à l'égard des acheteurs, principalement des acheteurs étrangers. Nous montrerons maintenant les premiers efforts que les ouvriers ont faits de leur côté pour se syndiquer; ce sera très brièvement, car nous nous occupons ici de l'organisation législative de l'industrie; or, jusqu'à présent la loi n'a pas reconnu aux salariés le droit de former des gildes; d'ailleurs le récit de leurs luttes est inséparable de l'histoire politique.

Parmi les rares syndicats qui réussirent à se constituer solidement pendant les quelques années où les patrons et le gouvernement restèrent indifférents à des tentatives dont ils ne comprenaient pas la portée, il faut citer l'union des métallurgistes (décembre 1897) et la ligue industrielle, qui fonda en mars 1900 une fonderie coopérative, le syndicat des employés de la Compagnie des Chemins de fer de Nippon (avril 1898), celui des typographes (mars 1899), celui des employés de tramways de Tôkiô (septembre 1900).

Le gouvernement et les compagnies ne tardèrent pas à entrer en lutte avec les syndicats; celui des employés de la Nippon dut se dissoudre en décembre 1901. Enfin des règlements de police interdirent aux salariés toute action collective sans réussir à détruire la solidarité des anciens syndiqués. Avant qu'il soit longtemps le législateur devra régler l'organisation des gildes ouvrières; ce ne sera pas pour lui chose aisée; les traditions des anciennes gildes, l'exemple des nombreuses

gildes de petits artisans et de petits agriculteurs donneront à ces gildes ouvrières une cohésion, une force que n'ont pas les syndicats européens; il est à craindre que pendant de longues années elles n'usent de l'une et de l'autre avec une violence, une opiniâtreté qui pourraient nuire au développement d'une industrie encore naissante (1).

VI

Si l'État empêche les ouvriers de prendre en main leur propre défense, du moins cherche-t-il à les protéger. Cette protection, les préfets en furent chargés jusqu'en 1911; chacun d'eux réglait les conditions de l'industrie dans son département. Une loi générale était nécessaire mais sur ce point comme sur beaucoup d'autres l'initiative de l'État se heurtait à la mauvaise volonté des patrons et d'une Chambre élue au suffrage censitaire comme aussi à l'indifférence ou même aux défiances des ouvriers. La loi industrielle, dont la préparation commença en 1896, fut soumise en 1902 aux syndicats patronaux, qui émirent un avis défavorable, et par suite abandonnée. Reprise en 1909, elle ne put passer en 1911 qu'avec de nombreux amendements, dont le principal fut d'en restreindre l'application aux usines employant plus de 15 ouvriers (soit environ les deux tiers des usines du Japon). Cette loi tend à supprimer progressivement le travail de nuit des femmes et des enfants, à res-

(1) Voir l'histoire des syndicats ouvriers, pp. 685 et 772.

treindre la durée de leurs heures de travail, à fixer un âge au-dessous duquel l'embauchage sera interdit; elle règle aussi d'une manière encore incomplète les conditions générales du travail, principalement en ce qui concerne le contrat, les renvois et les accidents.

L'État a de plus favorisé la création des sociétés coopératives organisées par les lois de 1898 et de 1909. On en comptait 21 en 1900, 263 en 1901, 512 en 1902, 870 en 1903, 1 232 en 1904, 1 671 en 1905, 2 470 en 1906, 3 362 en 1907, 4 373 en 1908, 5 651 en 1909, dont 1 960 de crédit, 758 d'achat, 441 d'achat et de vente, 694 de crédit, de vente et d'achat, etc. La plupart des coopératives sont des associations de crédit fondées par des paysans qui désirent emprunter de l'argent à un taux variant entre 10 0/0 et 20 0/0; ce taux leur paraît raisonnable, étant données les prétentions exorbitantes des usuriers.

Tous les ateliers du gouvernement, presque toutes les grandes manufactures privées ont organisé des assurances basées sur la mutualité.

La mutuelle des employés du réseau de l'État a été fondée en mai 1907. Ils versent chaque année 3 0/0 de leurs salaires et l'État ajoute à la somme ainsi produite une somme égale à 2 0/0 de l'ensemble des salaires. Si une blessure ou une maladie contractée dans le service amène une incapacité complète de travail ou la mort, l'employé reçoit, outre les frais médicaux, de six mois à deux ans et demi de son traitement. Au cas de décès causé indirectement par le service, l'indemnité va-

rie suivant l'âge, le salaire et l'ancienneté dans le service. Tout employé qui atteint l'âge de cinquante-cinq ans reçoit une prime calculée d'après le salaire et le nombre d'années passées au service (1).

b) L'œuvre des particuliers.

I

Pour faire comprendre la transformation économique du Japon, il nous reste, après avoir exposé l'œuvre de l'État, à montrer l'œuvre des particuliers. Ce qui fait l'originalité de cette dernière, c'est l'action simultanée de grandes maisons patriarcales, fondées sur les traditions de l'ancien régime, et de hardis aventuriers (j'entends aventuriers dans le meilleur sens du mot), de grands brasseurs d'affaires, que l'on peut comparer aux rois de l'industrie américaine.

Nous parlerons d'abord des grandes maisons patriarcales. Plusieurs existent depuis des siècles; la plus importante et la plus ancienne est celle de Mitsui, dont nous avons dit l'origine et le développement en décrivant la société à l'époque des Tokugawa (2). Mitsui a conservé son ancienne organisation; les onze branches de la famille sont associées sous l'hégémonie du chef de la maison, Hachiroemon, créé pair et baron en 1900; comme aux

(1) Voir pour la condition des ouvriers, pp. 369 et 383.

(2) Voir tome III, p. 261.

temps antiques, chef et membres de la maison s'effacent devant des directeurs, dont le principal est aujourd'hui Masuda Takashi (1848), l'un des meilleurs hommes d'affaires du Japon. Et Mitsui semble une grande famille, elle garde la plupart de ses employés toute leur vie, quelques-uns la servent de père en fils, un grand nombre couchent et mangent dans des locaux lui appartenant. Cependant cette maison patriarcale a très bien su s'adapter aux conditions modernes du commerce. Elle comprend trois grandes divisions : la banque fondée en 1876 ; la vente en gros (*bussan*, 1876) ; les mines. A la vente en gros se rattachent les services maritimes (avec 39 vaisseaux jaugeant plus de 99 000 tonnes en 1905). Le capital de la maison est de 8,5 millions de yen, dont 5 pour la banque, 2 pour les mines, un pour la vente en gros, le fonds de réserve est de 17 millions.

Kônoike, qui compte depuis trois siècles parmi les grosses familles de marchands d'Ôsaka, possède une banque et dirige une société d'assurance sur la vie.

Une autre grande et vieille maison est celle de Sumitomo à Ôsaka, dont le chef actuel, Kichizae-mon (1864), entré dans la maison par adoption, est le plus jeune frère du duc Tokudaiji et du marquis Saionji. Les Sumitomo possèdent une banque d'un million de yen de capital, avec 4 millions de fonds de réserve, des mines et des fonderies de cuivre, des houillères.

II

A ces maisons patriarcales s'opposent les brasseurs d'affaires inspirés de l'Amérique. Les plus hardis de tous furent les Iwasaki, dont nous dirons l'histoire en racontant la fondation de la marine marchande. Le chef est mort. Ses successeurs possèdent *Mitsubishi*, dont le capital est de 5 millions de yen : ils administrent une banque, les chantiers de construction maritime de Nagasaki, des mines d'argent (Ikuno et Yoshioka), d'or (Sado), de charbon (Takashima), de cuivre (Ozarusawa). *Mitsubishi* marque en quelque sorte l'union des deux tendances morales du nouveau Japon économique. Iwasaki fut le plus génial des initiateurs du Japon à la vie moderne et cependant sa maison, d'origine toute récente, a déjà pris les caractères d'une ancienne maison.

Voici maintenant quelques détails biographiques sur les hommes d'affaires les plus influents.

Shibusawa Eiichi (1840) (fait baron en 1900), d'abord vice-ministre des finances, créa, en 1873, la première banque nationale, dont il préside encore le conseil d'administration ; président de la chambre de commerce de Tôkiô jusqu'en 1905, il s'est intéressé à des affaires de toutes sortes. De tous les Japonais, c'est peut-être celui qui par l'heureuse harmonie de facultés diverses se rapprocherait le plus de nos grands financiers européens.

Les Furukawa, dont la firme a été constituée

en 1905 après la mort du fondateur, Ichibei, au capital de 5 millions, exploitent vingt mines, dont la grande mine de cuivre d'Ashio, la mine d'argent d'Innai; ils ont une fabrique de coke. Leur chef est Toranosuke, né en 1882.

Wakao Ippei (1820-1907) fit sa fortune dans le commerce de la soie brute, fonda une banque et s'intéressa à des établissements de genres très différents.

Takashima Kaemon (1832), après avoir tout tenté dans sa jeunesse, même l'art de la divination, a repris sur la mer de grands terrains entre Kanagawa et Yokohama, il a contribué à la création de l'usine à gaz de Tôkiô, présidé le conseil d'administration du chemin de fer minier du Hokkaidô.

Yasuda Zenjirô (1838), simple apprenti à ses débuts, acquit par son intelligence et son travail l'une des plus grosses fortunes du Japon; il dirige plusieurs banques : la Banque III (*Dai san ginkô*) (1876), au capital de 2,4 millions de yen; *Yasuda ginkô* (1880), au capital de 5 millions; *Meiji shôgô ginkô* (1896), au capital de 1,9 million; il a contribué à l'établissement de l'*Assurance contre l'incendie de Tôkiô* (1887), au capital de 5 millions de yen, de l'*Assurance impériale maritime* (1893), au capital de 3 millions, de l'*Assurance sur la vie* (*kiôsai*) (1894), au capital de 3 millions. Il a fourni presque en entier les fonds qui ont servi à la reconstruction du port d'Ôsaka.

Asano Sôichirô (1848), lui aussi un *self-made man*, fabrique depuis 1876 à Fukagawa le ciment qui porte son nom; il a fondé la compagnie orientale de navigation à vapeur (Tôyô).



Ôkura Kihachirô (1837) commença par vendre des armes et des munitions, puis s'occupa du commerce d'exportation et d'importation, établit une succursale à Londres en 1874; il importe surtout des machines. Son musée d'art renferme une des plus belles collections privées du Japon.

Hiraoka Ki, après avoir travaillé comme ouvrier en Amérique, a donné au Japon l'industrie du matériel des chemins de fer.

Amemiya Keijirô (1845) s'occupa d'abord de finance, puis d'industrie; c'est le président de la société des houillères et de navigation du Hokkaidô.

Les Kawata, qui ont obtenu le titre de baron, ont amassé une belle fortune, le père, aujourd'hui mort, comme gouverneur de la banque du Japon, le fils, Riûkichi (1856), comme président de la société des docks de Yokohama.

Hamaguchi Kichiemon (1862) dirige une filature de coton et une banque (depuis 1907); député à trois reprises, il siège maintenant à la Chambre des pairs comme le représentant des plus imposés de Tôkiô.

Ikeda Kenzô (1856) est réputé l'un des meilleurs banquiers et lanceurs d'affaires du Japon.

Kaijima Tasuke (1844) de simple mineur est devenu l'un des plus riches exploiters de houillères.

Hibiya Heizaemon (1854) est l'un des grands filateurs de coton.

Katakura Kentarô (1852) possède treize filatures de soie et occupe des milliers d'ouvriers.

Arai Riôichirô a créé le commerce d'exportation de la soie aux États-Unis (1876).

Kimura Riemon (1834) s'est enrichi dans toutes les entreprises de Yokohama : exportation de la soie, éclairage électrique, banque, etc.

Hiromi Jisaburô (1854), fondateur d'une compagnie d'assurance maritime et grand armateur, représente à la Chambre des pairs les plus imposés d'Ôsaka.

Magoshi Kiôhei (1843) est le propriétaire ou le directeur des plus grandes brasseries du Japon.

Nakano Buei (1849), député de Tôkiô et l'un des *leaders* du parti des hommes d'affaires, a été successivement dans cette ville président de la compagnie des tramways, de celle de la Bourse et de la Chambre de commerce.

Otani Kahei (1844), simple employé au début dans une maison européenne de thé de Yokohama, s'est fait si bien sa place qu'il est aujourd'hui le principal exportateur de thé du Japon et le marchand le plus influent de Yokohama, où il préside la gilde du thé, la Chambre de commerce et le conseil d'administration de la 74^e banque.

Matsumoto Jutarô (1844) suscita ou aida toutes les entreprises d'Ôsaka jusqu'à la faillite en 1904 de la 130^e banque, dont il était le directeur.

Murai Kichibei (1864) résolut tout jeune de créer l'industrie de la fabrication des cigarettes, qui étaient importées de l'étranger. Quoique dénué de ressources, il réussit à se rendre en Amérique et à s'y faire engager dans une manufacture de tabac. De retour au Japon, il lança sa première marque de cigarettes en 1893. Son succès fut si grand et dans son pays et en Chine qu'en 1903 la

Compagnie américaine du tabac formait avec lui un *trust* de 12 millions de yen, où son apport personnel était de 5 millions. Quand le gouvernement établit le monopole du tabac, la firme Murai plaça ses fonds dans une banque, une imprimerie et des filatures.

Tels sont les hommes qui, sous la direction et le contrôle de l'État, ont fait le Japon économique d'aujourd'hui : tandis que le gouvernement, l'administration, le corps des officiers se sont presque exclusivement recrutés parmi les samurai, les *rois* de l'industrie et de la finance ont les origines les plus diverses, ceux-ci sortis de l'ancienne caste des marchands, ceux-là de la noblesse ou de l'ancienne caste militaire, la plupart de très humble extraction, *self-made men* dans toute la force du terme, dont la carrière fait très bien comprendre le succès prodigieux qu'obtint la traduction du *Self-help* de Smiles.

Si nous examinons maintenant dans son ensemble l'organisation économique du Japon, nous y distinguerons trois éléments.

Le premier et le principal est, comme nous l'avons dit dans l'introduction de ce volume, l'étatisme militaire, l'organisation méthodique de toutes les branches du commerce et de l'industrie par la loi et par l'intervention directe du gouvernement inspiré de l'Allemagne.

Le second élément est emprunté au Vieux Japon, encore qu'il tende à se moderniser; nous le trou-

vons et dans la conception toute paternelle que l'État s'est faite de son rôle, et dans les gildes, et dans les vieilles maisons de commerce à l'organisation patriarcale.

A ces deux éléments s'oppose le troisième, qui est l'initiative individuelle, naturelle au caractère japonais, comme nous l'avons montré en parlant du seizième siècle, mais renouvelée par l'influence américaine : des hommes dont nous venons de retracer la biographie, tous ont aimé l'Amérique, imité les Américains. C'est de cette union singulière de l'étatisme allemand, fortifié par la conception paternelle de la monarchie confucianiste, et de l'individualisme outré des Américains qu'est sorti le Japon moderne; mais ne retrouvons-nous pas une union aussi singulière en Allemagne, où l'autocratie prussienne s'est bien alliée à la hardiesse, à la confiance en soi qu'ont enseignées à leurs compatriotes restés dans le pays les émigrés établis aux États-Unis?

Ces remarques faites, il nous faut montrer la mise en pratique des principes que nous avons exposés dans cette introduction, l'organisation technique du régime économique, dont nous venons d'expliquer l'organisation générale.

A. — LES VOIES DE COMMUNICATION

a) Les routes et les véhicules.

Pour ouvrir un pays à la civilisation la première tâche est d'y développer les voies de communica-

tion. Or, le shôgunat, préoccupé avant tout d'isoler l'archipel et de se garder contre les attaques possibles des clans du Sud-Ouest, s'était ingénié à rendre les communications difficiles. De bateaux il n'existait que des jonques et encore de faible tonnage. Il y avait peu de routes, elles n'étaient pas faites pour le charroi, sur la plupart on ne pouvait aller à cheval; tous les ponts étaient de bois, beaucoup de rivières se passaient à gué.

Aussi en 1875, lorsque le nouveau gouvernement travaillait déjà depuis six ans à développer le pays, ne trouvait-on encore au Japon que 45 voitures à chevaux pour bagages et 319 pour personnes, 1 707 chariots à bœufs et 115 680 charrettes à bras.

Les *jinrikisha*, pousse-pousse trainés par des hommes, avaient été introduits au Japon quatre ans auparavant (1871); il y en avait 114 000 environ en 1875. Ce mode de locomotion avait fait presque entièrement disparaître les anciennes chaises à porteurs.

L'État fit partout construire de nouvelles voies, élargir les anciennes. En 1889 le réseau comprenait 8 000 kilomètres (2 051 ri) de routes appartenant à l'État et 27 000 kilomètres (6 757 ri) de chemins appartenant aux départements; routes et chemins avaient des ponts, la plupart de ces ponts étaient en fer ou en pierre. Aussi le nombre des véhicules ne cessait-il d'augmenter; il y avait 160 000 *jinrikisha* en 1880 et 190 819 en 1887-88; cette même année 1887 on dénombrait: 575 184 charrettes à bras, 6 929 chariots à bœufs, 14 987 chariots à chevaux, 2 215 voitures à chevaux.

Actuellement le développement des routes est considérable mais la plupart sont trop montueuses et trop étroites; en 1906 le nombre des *jinrikisha* était de 164 499 (205 390 en 1901), il y avait 104 607 voitures ou chariots à chevaux, 1 355 952 chariots à bras, 27 085 chariots à bœufs, 89 949 autres véhicules, en tout 1 742 092 véhicules (1 951 892 en 1908).

b) Le réseau ferré.

I

De même, aussitôt vainqueur, le gouvernement impérial projeta, étudia et commença de construire le réseau ferré.

Le plan du réseau japonais est marqué par la configuration même du pays; il faut une ligne principale allant du détroit de Tsugaru à celui de Shimonoseki, dans les îles de Yezo et de Kiûshû des lignes aboutissant à ces détroits et dans la grande île des lignes locales s'embranchant sur la ligne principale.

Si le plan est facile à tracer il est malaisé à exécuter. Par sa configuration le Japon se prête mal à l'établissement d'un grand réseau de chemins de fer : le pays est coupé de montagnes et de collines, échancré de baies profondes, sillonné de torrents, qui débordent et changent de cours. Il s'y trouve peu de plaines, peu de vallées que puisse suivre l'ingénieur; l'arête montagneuse du pays rend la construction d'une ligne centrale

impossible; la voie ferrée doit suivre l'une ou l'autre côte, par suite couper en travers les vallées qui descendent de l'arête vers la mer. De plus, il faut se mettre en garde contre les tremblements de terre (celui du 28 octobre 1891 détruisit 63 ponts et fit s'effondrer la voie en 45 endroits).

Outre les difficultés physiques, les ministres de la Restauration rencontraient de grandes difficultés politiques, sociales et financières : l'opposition des adversaires des réformes, l'indifférence ou l'hostilité du peuple, la difficulté de se procurer le capital nécessaire. Nous avons déjà étudié les mesures financières; pour les difficultés d'ordre moral, elles se confondent avec celles que rencontrait l'introduction de la civilisation occidentale, il n'est donc pas besoin d'en parler spécialement.

Les principales lois ou ordonnances régissant les chemins de fer de l'État sont celles de février et septembre 1872, janvier 1874, octobre 1879, avril 1885, qui prévoient tout ce qui concerne la construction des voies, la gestion financière, la police, etc. La loi de juillet 1883 applique aux compagnies les mesures prises pour les chemins de fer de l'État; elle a été remplacée en mai 1887 par le *règlement sur les chemins de fer privés*, lequel règlement a fait place à la loi de mars 1900. La même année fut promulguée la loi sur le trafic des chemins de fer.

II

Voici maintenant le résumé de l'histoire des chemins de fer.

La première période (1869-81) est celle de la construction par l'État. En 1869 l'empereur approuva le plan général du premier réseau; l'on s'était malheureusement décidé pour la voie étroite de 3 pieds 6 pouces (un peu plus d'1,06 mètre), qu'avait adoptée le gouvernement indien; le matériel devait être acheté en Europe. En 1870 le gouvernement commença, avec l'aide d'ingénieurs anglais, la construction de la ligne de Tôkiô à Yokohama, qui fut ouverte en mai 1872. Dans le même temps, à l'autre extrémité du Tôkaidô, on achevait la ligne de Kôbe à Ôsaka, ouverte en mai 1874, puis celle d'Ôsaka à Kiôto (1873-77). Ainsi l'on avait relié les deux capitales à leur port d'attache et commencé la grande ligne qui devait les unir. Et l'on avait vaincu aussi les répugnances et les superstitions du peuple; il se servit aussitôt des chemins de fer, et l'on dû se procurer les wagons de troisième classe, d'abord jugés inutiles. Cependant les travaux n'avançaient que très lentement, il n'y avait que 60 kilomètres de lignes au milieu de 1875, 160 au milieu de 1880, 280 au milieu de 1882.

*
* *

La seconde période (1881-1906) est celle où, la grave crise financière de 1880-85 ayant détourné l'État de continuer à construire lui-même, il remit à des compagnies privées l'exécution de la plus grande partie du plan projeté.

Mais pour décider les particuliers à s'occuper

de travaux publics, il fallut leur consentir des conditions avantageuses. La compagnie des chemins de fer de Nippon (*Nippon* ou *Nihon tetsudô kaisha*) obtint par sa charte du 5 novembre 1881 une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans, une garantie d'intérêt de 8 0/0 pendant dix ans pour les trois sections méridionales de la ligne et pendant quinze ans pour les deux sections septentrionales; cette garantie d'intérêt fonctionnait indépendamment pour chaque section, de sorte que dans la suite elle a joué pour les sections septentrionales tandis que les sections méridionales donnaient 17 0/0 et l'ensemble de la ligne plus de 9 0/0 de dividende; le gouvernement se chargeait de la construction de la ligne aux frais de la compagnie, qui fournissait le capital et se réservait l'exploitation.

Les conditions accordées aux compagnies constituées depuis furent moins avantageuses, et cependant les demandes de concessions se multiplièrent. L'on pouvait regretter que le nombre des compagnies fût aussi considérable, car les frais d'exploitation en étaient accrus. Mais dans une nation qui se transformait il était sage d'encourager tous les dévouements, sage aussi de ne pas confier à des gens inexpérimentés de trop graves intérêts.

L'ensemble du premier réseau fut achevé en 1893. Dès l'année précédente la loi 4 de juin 1892 avait décidé la construction d'un second réseau, dont les lignes étaient divisées en deux groupes; celles du premier devaient être exécutées rapidement, celles du second progressivement. Le maté-

riel était malheureusement insuffisant et le transit médiocre.

Le paiement de l'indemnité chinoise (1905-08) permit au gouvernement de hâter ses travaux; les compagnies l'imitèrent.

En même temps on commença de construire le matériel au Japon. Le gouvernement donna là aussi l'exemple en créant des établissements importants.

Voici quelle était la situation de ces établissements en 1905 :

Manufactures.	Nombre de machines.	Nombre de chevaux-vapeur.	Nombre d'employés
Shimbashi.....	15	82	1 979
Kôbe.....	6	100	1 700
Nagano.....	1	19	464
Asahigawa.....	3	100	169

Les particuliers ne tardèrent pas à imiter l'État et l'on vit se fonder l'*Ôsaka railway car company*, la *Nagoya railway car company*, les *Amano works* (de Tôkiô).

L'activité de l'État et des compagnies n'empêchait pourtant pas le Japon de rester en grande partie tributaire de l'étranger puisqu'on trouvait à l'importation de 1905 : 2,4 millions de yen de locomotives, 1,9 million de yen de wagons (1,9 et 1 en 1907).

Nous donnerons quelques tableaux qui permettront de suivre les progrès accomplis au cours de la seconde période.

Date de l'ouverture des principales lignes du Japon :

NOM DES LIGNES OU COMPAGNIES	SECTIONS	DISTANCE en milles anglais	DATE DE L'OUVERTURE
Tôkaidô	Shimbashi (Tôkiô)-Kôbe	375	Juillet 1889
Sanyô	Kôbe-Shimonoseki	329	Septembre 1901
Kiushû	Moji-Yatsushiro (par Torisu)	143	Novembre 1896
Kiushû	Torisu-Nagasaki	97	Novembre 1898
Nippon	Ueno (Tôkiô)-Aomori	455	Septembre 1891
Shinetsu	Ueno-Takasaki	63	Mai 1884
Shinetsu	Takasaki-Naoetsu	118	Mars 1893
Shinetsu	Naoetsu-Nuttare	85	Septembre 1899
Hokkaidô Tankô (Mines du Hokkaidô)	Muroran-Shibetsu (par Iwamizawa)	181	Août 1900

Longueur du réseau (en miles et chains) (1).

Années.	État.		Compagnies		Total.	
	m.	ch.	m.	ch.	m.	ch.
1872-73	18				18	
1877-78	65	11			65	11
1882-83	170	66			170	66
1887-88	300	43	293	24	593	67
1892-93	550	49	1 320	28	1 870	77
1893-94	557	49	1 381	03	1 938	52
1894-95	580	69	1 537	35	2 218	24
1895-96	593	22	1 697	21	2 290	43
1896-97	631	62	1 875	29	2 507	11
1897-98	661	65	2 287	05	2 948	70
1898-99	768	37	2 652	13	3 420	50
1899-00	832	72	2 806		3 638	72
1900-01	949	69	2 905	16	3 855	05
1901-02	1 059	48	2 966	48	4 026	16
1902-03	1 226	56	3 010	60	4 237	36
1903-04	1 344	70	3 150	57	4 495	47
1904-05	1 461	38	3 232	08	4 693	46

(1) Mile = 1,6093 kilom Chain = 20,116 437 mètres.

Matériel roulant (État et compagnies).

Années.	Locomotives.	Wagons de voyageurs.	Wagons de marchandises.
1872-73.....	32		
1877-78.....	38	160	320
1882-83.....	47	240	503
1887-88.....	83	451	1 251
1892-93.....	318	1 369	4 572
1893-94.....	353	1 453	5 316
1894-95.....	440	1 646	6 413
1895-96.....	522	1 943	7 391
1896-97.....	612	2 271	8 910
1897-98.....	894	2 900	11 471
1898-99.....	1 103	3 823	14 122
1899-00.....	1 214	4 151	16 551
1900-01.....	1 279	4 416	18 337
1901-02.....	1 350	4 529	19 820
1902-03.....	1 427	4 864	21 505
1903-04.....	1 544	5 101	22 781
1904-05.....	1 644	5 242	24 408

Trafic (État et compagnies).

Années.	Nombre de voyageurs.	Marchandises (en millions de tonnes).	Recettes (en millions de yen)	
			Voya- geurs.	Marchan- dises (1).
1894-95 ..	36 523 307	4,2	8,5	4,5
1895-96 ..	49 215 577	5,3	11,5	5,6
1896-97 ..	66 229 119	6,8	13,2	6
1897-98 ..	85 098 177	8,6	16,9	8,1
1898-99 ..	99 061 889	9,9	19,6	10,3
1899-00 ..	102 115 942	11,8	23,4	12,7

(1) Le trafic-marchandises est faible parce que la plupart des marchandises sont transportées par mer.

Années	Nombre de voyageurs.	Marchandises (en millions de tonnes).	Recettes (en millions de yen)	
			Voya- geurs.	Marchan- dises.
1900-01 ..	113 710 871	14,4	26,5	15,4
1901-02 ..	111 211 208	14,4	27,5	15,8
1902-03 ..	110 018 501	16,1	28,6	17,2
1903-04 ..	113 870 084	17,7	30,4	18,7
1904-05 ..	104 054 192	19,2	29,8	21,5

Le réseau japonais en 1906 avant le rachat des lignes appartenant aux dix-sept grandes compagnies.

ÉTAT (NOM DES LIGNES)	LIGNES		FRAIS de CONSTRUCTION (y compris les lignes inachevées, en yen.	COÛT MOYEN DE cons- truction par mille.
	LONGUEUR du réseau en miles et chains	LONGUEUR des rails en miles et chains.		
	m. ch.	m. ch.		
Tôkaidô	403 52	823 09	55 937 409	105 287
Hokuriku	154 12	179 16	12 411 786	71 426
Central Est	82 70	100 65	25 319 329	182 825
Central Ouest	49 52	58 37		117 892
Shinetsu	117 66	143 73	7 615 738	52 720
Shinonoi	42 06	52 22	7 677 530	161 968
Grand Sud	121 78	142 70	24 890 597	97 027
Grand Nord	147 48	170 64		66 598
Métropolitain			2 864 169	
Sanin-Sanyô	47	54 66	6 085 915	74 602
Kure	12 35	16 38	2 150 317	132 935
Kagoshima	40 42	48 24	7 969 602	98 661
Hokkaidô-Etat	217 50	245 51	10 955 457	39 065
Maizuru	24 07	32 38	3 188 146	128 498
TOTAL	1 461 38	2 069 13	167 065 995	Moyenne 88 924
	Plus 618 50 en construction			

COMPAGNIES	LONGUEUR DU RÉSEAU		LONGUEUR DES BAILS		FRAIS de construction (y compris les lignes inachevées)	COÛT MOYEN de cons- truction par mille.	CAPITAL VERSÉ
Nippon.....	860	27	1 105	11	51 177 850	43 661	48 060 000
Sanyô.....	382	35	511	69	32 012 624	70 254	29 278 038
Kôbu.....	27	65	43	22	3 186 692	86 180	2 643 123
Kansai.....	280	37	360	53	27 037 501	86 365	24 181 800
Sangû.....	26	10	31	70	1 857 314	56 530	1 850 000
Sano.....	9	74	11	72	176 566	12 822	150 000
Sôbu.....	73	16	94	26	5 090 447	56 552	4 200 000
Ôme.....	13		13	68	185 773	9 917	215 000
Kawagoe.....	18	36	21	48	390 344	15 306	342 000
Bôsô.....	39	32	48	17	2 097 834	45 941	1 300 000
Narita.....	45	06	52	58	2 400 647	45 543	2 425 000
Kiôto.....	22	16	28	77	3 478 435	141 314	3 420 000
Hankaku.....	94	23	119	48	6 269 661	79 911	4 000 000
Chûetsu.....	23	06	24	19	899 607	32 662	700 000
Kôzuke.....	21		22	29	554 834	22 142	400 000
Hokuetsu.....	85	65	102	78	7 098 823	73 043	3 700 000
Toyokawa.....	17	61	21	64	1 098 244	49 644	1 500 000
Nankai.....	42	15	63	18	5 030 155	102 040	4 780 000
Kôya.....	17	31	23	09	1 673 796	83 598	1 600 000
Bisei.....	15	46	20	33	694 648	35 973	600 000
Nishinari.....	3	52	12	19	1 725 178	348 662	1 450 000
Nanao.....	34	27	38	36	1 498 969	38 272	1 100 000
Zusô.....	10	51	12	56	543 463	47 596	400 000
Ômi.....	26	01	29	61	1 270 730	41 904	1 099 755
Ganetsu.....	49	36	56	67	2 687 203	46 541	2 638 600
Chûgoku.....	48	60	58	70	3 946 732	72 090	3 330 000
Kanan.....	10	22	12	04	357 241		300 000
Tôbu.....	42	78	48	75	3 077 482	63 124	2 369 220
Riûgasaki.....	2	64	3	04	78 993	20 333	65 000
Jiôbu.....	14	15	17	35	567 210	32 980	570 586
Mito.....	12	11	13	65	293 032	23 808	230 000
Iyo.....	26	54	29	16	664 766	21 512	600 000
Sanuki.....	27	19	33	72	1 589 399	43 694	
Tokushima.....	21	39	26	70	1 289 407	52 122	800 000
Kiûshû.....	443	33	652	22	49 083 056	85 900	47 434 753
Hakatawan.....	13	16	22	06	1 108 061	71 211	1 148 835
Hokkaidô tankô.....	207	51	287	28	11 006 648	42 966	10 700 000
Hokkaidô.....	157	76	177	11	9 729 235	54 916	6 340 000
TOTAL.....	3 268	26	4 255	06	242 928 400	60 952	215 921 710
TOTAL GÉNÉRAL. (Etat et compa- gnies).	4 729	64	6 324	19	409 994 395	69 669	



La troisième période est celle de la nationalisation des lignes appartenant aux compagnies.

Le dernier tableau que nous avons donné montre à quel point le réseau était morcelé. Les compagnies, au lieu de s'aider, se disputaient; les conseils d'administration de beaucoup avaient conservé l'esprit provincial, quelques-uns l'esprit de clan. Le service fonctionnait mal, les marchandises étaient pour la plupart transportées par eau, il n'y avait pas d'express, les longs voyages étaient difficiles.

D'ailleurs le gouvernement se proposait de construire de nouvelles lignes, de mettre la plupart des anciennes à double voie et de substituer progressivement la voie normale à la voie étroite.

Il était donc urgent de transformer l'organisation des chemins de fer; le plus sage eût été sans doute de s'entendre avec les plus grandes compagnies et de leur imposer l'obligation de racheter les petites lignes englobées dans leurs réseaux. Imbu des idées allemandes, le gouvernement préféra exproprier les compagnies.

Sur la proposition du gouvernement la Chambre basse vota le 27 mars 1906 la nationalisation de toutes les lignes de chemins de fer et la Chambre des pairs adopta le projet, mais en exceptant un certain nombre de lignes d'intérêt local. La loi fut promulguée le 30 mars 1906.

Dix-sept lignes ont donc été reprises sur trente-

sept; ce sont : *Bôsô, Ganetsu, Hankaku, Hokkaidô, Hokkaidô-Charbonages, Hokuetsu, Kôbu, Kansai, Kiôto, Kiûshû, Nanao, Nippon, Nishinari, Sangû, Sanyô, Sôbu, Tokushima*, disposant d'un capital versé de 198 millions de yen en chiffres ronds et possédant un réseau de 2 823 milles, dont la construction avait coûté 229 millions.

La loi du 30 mars 1906 portait que ces 17 lignes seraient rachetées en dix ans (1906-15); que dans les cinq ans qui suivraient le rachat les actionnaires recevraient des bons du trésor (*loan bonds*) portant intérêt à 5 0/0 et que jusqu'à l'émission des bons ils toucheraient une indemnité correspondant à 6 0/0 d'intérêt. Pour fixer le prix de rachat des lignes on déterminait le taux d'intérêt des actions en établissant le rapport du profit net des six derniers semestres au prix de construction; le prix de rachat était égal à vingt années d'intérêt, plus la valeur du matériel roulant. Dans les lignes de création récente le gouvernement devait payer le prix de construction. Le projet supposait que les revenus des chemins de fer permettraient au gouvernement de racheter les bons en l'espace de quarante ans et que, s'il se trouvait en perte légère pendant les dix premières années, le bénéfice dépasserait 10 millions au bout de vingt ans et 50 millions au bout de quarante ans.

Hokkaidô Tankô et *Kôbu* furent repris le 1^{er} octobre 1906, *Nippon* et *Ganetsu* le 1^{er} novembre 1906, *Sanyô* et *Nishinari* le 1^{er} décembre 1906, *Kiûshû* et *Hokkaidô* le 1^{er} juillet 1907, *Kiôto, Hokuetsu, Hankaku* le 1^{er} août 1907, *Sôbu, Bôsô, Nanao, Toku-*

shima le 1^{er} septembre 1907, *Kansai, Sangû* le 1^{er} octobre 1907. Le 31 juillet 1909 les titres de l'emprunt national destiné à solder le prix du rachat (dont le total s'élevait à 476 318 800 yen) étaient entièrement délivrés aux anciennes compagnies.

Le gouvernement a de plus racheté la ligne coréenne Seul-Fusan. Comme il avait promis 6 0/0 d'intérêt pour les 15 millions de yen dépensés, il a dû payer vingt fois 6 0/0, soit 18 millions, plus 4 107 940 yen pour la ligne Seul-Ninsen, moins le montant d'un prêt consenti par la première ligne à la seconde avant leur fusion, soit 20 084 537 yen. Le gouvernement est entré en possession des deux lignes le 1^{er} juillet 1906. Depuis le traité de Portsmouth le gouvernement a pris sous son contrôle et subventionné le réseau sud-mandchourien, dont nous parlerons dans le dernier volume de cet ouvrage consacré à la politique extérieure.

Le budget des chemins de fer de l'État, qui figurait depuis 1906 sur un compte spécial, a été complètement séparé du budget ordinaire par la loi 6 de 1909; il se présentait ainsi pour l'année financière 1910-11 (chiffres provisoires) : Recettes : 90 481 321 yen. Dépenses : 81 507 594 yen. Profit net : 8 973 727 yen. Deux raisons expliquent le chiffre peu élevé du profit net : les travaux entrepris pour la réfection du réseau et les intérêts de l'emprunt de conversion (32 090 641 yen).

Les tableaux suivants montreront les efforts faits par l'État depuis la nationalisation :

Longueur du réseau exploité.

Années.	État.		Compagnies.		Total.	
	m.	ch.	m.	ch.	m.	ch.
1905-06	1 531	58	3 251	23	4 783	01
1906-07	3 116	22	1 691	57	4 807	79
1907-08	4 452	67	445	62	4 898	79
1908-09	4 542	72	477	60	5 020	52
1909-10	4 624	32	506	05	5 130	37

Matériel roulant (État et compagnies).

Années.	Locomotives.	Wagons de	Wagons de
		voyageurs.	marchandises.
1905-06	1 717	5 340	27 183
1906-07	1 927	5 495	30 432
1907-08	2 037	5 666	33 609
1908-09	2 156	5 956	34 045
1909-10	2 305	6 149	35 239

Trafic.

Années.	Nombre de voyageurs.	Marchandises. (en millions de tonnes).	Recettes (en millions de yen)	
			Voya- geurs.	Marchan- dises.
1905-06 ..	113 675 403	21,5	34,1	25,2
1906-07 ..	125 795 388	24,7	38,3	28,7
1907-08 ..	141 006 061	23,5	42,1	28
1908-09 ..	146 973 870	25,4	41,8	31
1909-10 ..	153 088 066	25,8	42,2	32,3

L'ensemble de ces chiffres atteste des progrès incontestables. L'État a de plus commencé de

mettre les principales lignes à double voie; mais la Chambre n'a pas encore consenti à voter la substitution progressive de la voie ordinaire à la voie étroite; cette substitution est cependant indispensable pour le développement économique du pays.

III

Pour compléter cette étude des communications par terre il nous faut mentionner les lignes métropolitaines de Tôkiô et d'Ôsaka et les tramways électriques. La première ligne de tramways, d'une longueur de huit milles, fut ouverte à Kiôto pour l'exposition de 1895. Les principales villes, Tôkiô surtout, suivirent cet exemple; il existait en 1909 23 compagnies de tramways électriques avec un capital versé de 771 millions de yen exploitant 251 milles de lignes (410 de rails) et en construisant 168 (280 de rails). Le mouvement des voyageurs dépassait 268 millions (325 millions en 1910). Il existait 18 compagnies de tramways non électriques.

c) La marine marchande.

Le Japon étant un archipel, les communications par mer y sont plus importantes que les communications par terre et sur ce point encore tout était à créer puisque la politique jalouse du shôgunat

avait supprimé la navigation au long cours et réduit le cabotage.

I

Le premier but du gouvernement impérial fut d'attirer les navires étrangers dans les ports du Japon, par suite d'en rendre l'entrée plus facile et le mouillage plus sûr.

Nous étudierons donc en premier lieu l'organisation des ports et le mouvement général du commerce maritime.

En racontant l'établissement des Européens au Japon nous avons parlé des premiers travaux exécutés à Yokohama tant par leur municipalité que par le gouvernement. Les grands travaux de ce port datent de 1889; ils ont été répartis sur trois périodes : 1889-96, 1899-1905, 1906-14; une quatrième série de travaux est prévue pour l'avenir.

Des travaux presque aussi considérables ont été commencés à Kôbe en 1896, puis étendus en 1906, pour être achevés en 1911.

La transformation du port d'Ôsaka a été commencée en 1898, terminée en 1905; un second programme sera bientôt mis à exécution.

De remarquables progrès ont également été réalisés à Nagasaki, Hakodate, Otaru, Atsuka et Wakamatsu.

Toute la côte est éclairée par des phares (138 en 1906).

Voici maintenant le mouvement des ports :

Entrées en 1891 : 1 285 vapeurs (avec 1 603 599 tonnes) ; en 1906 : 10 653 (avec 18 956 596 tonnes), dont 6 210 japonais (7 257 088), 2 086 anglais (5 766 670), 494 américains (2 093 786), 696 allemands (1 910 704), 625 norvégiens (602 028), 135 français (397 637). En 1907, 1908 et 1910 les entrées dépassèrent 20 millions de tonnes.

Pour les chiffres de sortie (1907) le grand centre industriel d'Ôsaka tenait la tête avec 575 vapeurs japonais (469 000 tonnes) et 56 vapeurs étrangers pour Ôsaka même et 1 594 vapeurs japonais (2 240 000 tonnes), 1 050 étrangers (3 168 000) pour Kôbe. Yokohama, port de Tôkiô, occupait le second rang avec 366 vapeurs japonais (907 000), 730 étrangers (2 419 000) ; (Yokohama est resté cependant le premier port du Japon pour la valeur du commerce extérieur : en 1908 sur 814,5 millions de yen 342 revenaient à Yokohama et 275 à Kôbe). Les ports de Kiûshû donnaient en 1907 : Moji : 1 721 vapeurs japonais (2 501 000), 826 étrangers (2 138 000), plus 708 vapeurs (479 000) pour Shimonoseki situé de l'autre côté du détroit ; Nagasaki : 523 (817 000) et 652 (1 861 000) ; Kuchinotsu, port d'exportation de charbon : 133 (224 000) ; venaient ensuite Karatsu, Wakamatsu, etc. Deux ports du Hokkaidô intéressent aussi le commerce étranger, Muroran dans l'ancienne province d'Iburi et Otaru dans l'ancienne province de Shiribeshi (1).

(1) Les chiffres d'entrée sont assez peu différents.

II

Après avoir attiré dans ses ports les navires de l'étranger, le Japon souhaita d'avoir sa propre marine.

Dès 1869 le nouveau gouvernement impérial sollicita les particuliers d'acheter des bâtiments étrangers et leur promit son aide. Plus tard il suscita la création de compagnies de navigation : les premières furent *Nihonkoku Yubin Jōkisen kaisha* de 1872; *Yubin Kisen Mitsubishi kaisha* de 1877; *Kiōdō Unyu kaisha* de 1882; *Ōsaka Shōsen kaisha* de 1884.

Mitsubishi kaisha fut la création des deux Iwasaki, des samurai de Tosa : Yatarō (1834-85), que les Japonais appelaient « le roi de la mer » et son frère Yanosuke (1851-1908), qui fut gouverneur de la Banque du Japon en 1898-99 et fait pair en 1900. Yatarō commença dès 1869 de desservir quelques ports avec de petits bateaux. En 1874 l'État acheta pour 1 476 800 dollars 13 bâtiments destinés à transporter ses troupes à Formose, il en confia la direction à Iwasaki; l'expédition terminée, il les lui céda, plus 18 bateaux provenant des anciens clans et donnés d'abord à une société, qui avait fait faillite (septembre 1875). Iwasaki, qui en possédait déjà 11, fonda *Mitsubishi kaisha*, destiné, dans la pensée d'Ōkubo, à faire concurrence aux compagnies étrangères qui commençaient à desservir régulièrement le Japon; aussi Ōkubo et Ōkuma persuadèrent-ils au gouvernement de pré-

ter 800 000 dollars à Iwasaki en 1876 pour acheter les bateaux de la Pacific Mail S. S. C. et 700 000 yen en 1877 pour augmenter sa flotte de 10 bâtiments, accroissement rendu nécessaire par les envois de troupes contre les rebelles du Satsuma. En retour de son privilège et de cette cession, la compagnie devait organiser les services destinés à relier les îles de l'Archipel et l'Archipel avec le continent, de plus verser à l'État des sommes considérables.

Au lieu d'entretenir sa flotte, Iwasaki employa les subventions de l'État à lancer des affaires de toutes sortes; intelligent et hardi, ce fut le grand initiateur du Japon à la vie moderne et il réalisa une fortune considérable. Ami d'Ôkuma, il ne fut pas inquiet tant que celui-ci demeura au pouvoir, mais, quand Matsukata prit les finances en 1881, l'État tint tête à Iwasaki, revisa son privilège au mois de février 1882 en lui imposant des conditions rigoureuses et fonda pour lui faire concurrence, le 26 juillet de la même année, *Kiôdô Unyu kaisha*, auquel il prêta 1 300 000 yen.

Après une année d'âpre lutte *Kiôdô Unyu* et *Mitsubishi* se fondirent en septembre 1885 pour former la célèbre compagnie *Nippon Yusen kaisha* (présidée actuellement par Kondô Rempei (1850). Le capital de celle-ci était au début de 11 millions de yen, il était d'ailleurs en partie fictif. Dès 1894-95 la compagnie pouvait fournir à l'armée de Chine 57 vapeurs jaugeant 130 000 tonnes; en 1895 elle ouvrait sa ligne d'Europe, en 1896 ses lignes d'Amérique et d'Australie. En 1901, le capital de la compagnie fut porté à 22 millions de yen,

entièrement versés. Lors de la guerre de 1904-05 elle mit au service de l'État 71 bâtiments jaugeant 252 000 tonnes. En 1909 sa flotte était de 124 bâtiments jaugeant 343 000 tonnes (1).

Ôsaka Shôsen se forma en 1884 par la réunion de plusieurs compagnies dans le but de desservir les ponts situés à l'ouest d'Ôsaka. En 1885 elle avait 96 bâtiments jaugeant 10 583 tonneaux et gagnait 539 184 yen au trafic des passagers, 370 809 au trafic des marchandises. Elle transportait en 1888 : 745 315 passagers et 3 560 459 colis. Depuis, son trafic s'est beaucoup accru ; elle dessert Formose, la Chine, la Corée et Vladivostock. Son capital versé était de 5 500 000 yen en 1900, de 14 501 000 yen en 1906 ; elle avait à la première date 73 vaisseaux jaugeant 57 584 tonnes ; 97 jaugeant 92 281 tonnes en 1905 ; 133 jaugeant 123 000 tonnes en 1909.

Tôyô Kisen kaisha, fondé en 1896, dispose d'un capital de 13 millions de yen (dont 9,1 versés) ; elle a un service régulier de Hong Kong à San Francisco par Shang hai et le Japon, un autre du Japon dans l'Amérique du Sud (depuis décembre 1905). En 1910 elle faisait ce double service avec 12 bâtiments jaugeant 70 000 tonnes.

Depuis avril 1907 toutes les lignes de Chine appartiennent à *Nisshin Kisen kaisha*, qui s'est formé par la fusion des compagnies Hunan et Daitô

(1) L'Annuaire de 1911 donne pour la situation des compagnies de navigation des chiffres différents sans en fournir la raison ; il semblerait que certaines compagnies ne tiennent plus compte des bateaux réservés au cabotage. *Mitsui Bussan* est omis.

avec certains services d'Ôsaka shôsen et de Yûsen, au capital de 8,1 millions, et qui possédait en 1909 : 51 navires jaugeant 29 000 tonnes.

Mitsui Bussan kaisha, de la célèbre maison de Mitsui, disposait en 1909 de 60 000 tonnes de bâtiments.

Toutes ces compagnies, fors la dernière, reçoivent des subsides du gouvernement pour les grands services postaux.

La loi 15 de mars 1896 accordait, jusqu'en 1914, une prime à tout vapeur jaugeant au moins 1 000 tonnes, filant au moins dix nœuds, appartenant à un Japonais ou à une compagnie composée exclusivement de Japonais et inscrit comme japonais qui porterait des passagers ou du fret entre les ports du Japon et les ports étrangers ou entre deux ports étrangers. Les navires d'au moins 1 000 tonnes touchaient une prime de 25 sen par tonne pour chaque trajet de 10 nœuds, la prime était majorée de 10 0/0 pour chaque fraction supplémentaire de 500 tonnes et de 20 0/0 pour chaque nœud parcouru de plus par heure et ainsi de suite jusqu'à 6 000 tonnes et 17 nœuds. Pour les bateaux vieux de plus de cinq ans la prime était diminuée de 5 0/0 par an. Cette loi cessa d'être en vigueur au 31 décembre 1909. En mars 1909 avait été en effet promulguée la loi 15 *sur les subventions des services maritimes au long cours*, qui exige que les navires soient à vapeur, construits en acier, âgés de moins de quinze ans, qu'ils jaugent au moins 3 000 tonnes et filent au moins 12 nœuds ; les bateaux construits à l'étranger ne touchent que la moitié de la prime.

Les primes ne sont accordées qu'aux lignes d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Australie.

*
* *

Nous donnerons les chiffres qui montrent l'accroissement de la marine japonaise.

BATIMENTS DE TYPE EUROPÉEN

Années.	(Tonnage brut).		VOILIERS (au-dessus de 50 koku).	
	VAPEURS			
	Nombre.	Tonnes.	Nombre.	Tonnes.
1860.....	0		0	
1873.....	110	26 088	36	8 483
1882.....	344	42 107	432	49 094
1887.....	486	72 322	798	60 975
1897.....	1 032	438 779	1 715	148 130
1898.....	1 130	477 430	1 914	170 894
1907.....	2 223	1 116 945	4 811	366 950
1908.....	2 304	1 160 440	5 379	384 481
1909.....	2 366	1 198 194	5 937	404 089
1910.....	2 518	1 233 785	6 337	412 859

JONQUES DE TYPE JAPONAIS

Années.	Nombre.	Koku.
1872.....	18 640	3 312 281
1906.....	22 632	2 695 832
1910.....	21 410	3 000 686

VAPEURS PAR TONNAGE

Années.	Au-dessous de 100 tonnes.	100 à 500.	Au-dessus de 500.
1887.....	363	81	42
1897.....	175	260	191

Années.	De 20 à 1 000 tonnes.	De 1 000 à 5 000.	Au-dessus de 5 000.
1900	700	142	17
1906	1 171	294	27

En 1907 on comptait 245 vapeurs de 1 000 à 3 000 tonnes jaugeant ensemble 478 669 tonnes, 67 de 3 000 à 5 000 (246 805 tonnes), 6 de 5 000 à 6 000 (31 970), 20 de 6 000 à 7 000 (125 011), 1 de 7 463. De ces vapeurs 3 étaient en bois, 3 en fer et acier, 108 en fer, jaugeant 220 132 tonnes, et 225 en acier, jaugeant 657 053 tonnes. En 1909 on comptait 1 174 bâtiments de 20 à 500 tonnes, 140 de 500 à 1 000, 127 de 1 000 à 2 000, 175 de 2 000 à 5 000, 28 de 5 000 à 7 000 (avec une jauge brute de 169 363 tonnes), 7 de 7 000 à 10 000 (avec une jauge brute de 58 541), 2 au-dessus de 10 000 (26 880).

*
* *

Au début tous les états-majors des bateaux se recrutaient à l'étranger; le Japon devait donc se former un personnel national, et, ce personnel formé, l'imposer à l'Europe et à l'Amérique, qui se refusaient à croire les Japonais capables de conduire leurs navires, l'imposer particulièrement aux compagnies étrangères, qui n'assuraient pas les bâtiments dont les capitaines n'étaient pas européens.

Mitsubishi se chargea d'abord par son premier contrat avec le gouvernement de former des

pilotes et des capitaines au long cours. Mais l'État ne tarda pas à fonder lui-même l'école de Tôkiô.

En 1906 il y avait comme capitaines de première classe : 650 Japonais, dont 8 sur les grands navires du service international, et 176 étrangers; comme *chief mates* de première classe : 344 Japonais, 34 étrangers; *second mates* de première classe : 402 Japonais, 12 étrangers; capitaines de seconde classe : 450 Japonais; de troisième classe : 76 Japonais, etc. Il y avait 581 mécaniciens en chef japonais et 81 européens, 1 015 mécaniciens de première classe japonais et 43 européens, etc.

Aujourd'hui le personnel japonais ne manque pas et, si l'on trouve encore tant d'Européens parmi les capitaines de première classe, c'est d'une part que les compagnies respectent les droits acquis, d'autre part qu'il a fallu les victoires navales de la dernière guerre pour persuader aux Européens et aux Américains de se confier à des capitaines japonais. Avant longtemps la marine marchande du Japon n'aura plus, comme sa marine de guerre, que des officiers japonais.

Nous rappellerons que le Code de commerce règle le commerce maritime et que deux lois capitales ont été promulguées en 1900, l'une sur la marine marchande, l'autre sur les marins.

III

De posséder une flotte ne suffit bientôt plus au Japon; sa flotte, il voulut la construire lui-même. L'État donna l'exemple dans la marine de guerre; il établit aussi à Nagasaki des wharfs et des docks marchands, qu'il vendit en 1884 à Mitsubishi.

De 1870 à 1879 furent construits au Japon 99 vapeurs jaugeant ensemble 3 120 tonnes et 134 voiliers de 13 483 tonnes; de 1880 à 1883, 137 vapeurs (10 585 tonnes) et 362 voiliers (31 373); de 1884 à 1887, 64 vapeurs (5 435) et 81 voiliers (7 928); en 1888, 26 vapeurs (2 696) et 18 voiliers (1 348).

A partir de 1896, on appliqua les *Règlements sur les constructions maritimes* et la loi *pour l'encouragement aux constructions maritimes*, qui accordaient jusqu'en 1911 une prime aux navires en acier ou en fer d'au moins 700 tonnes brutes construits dans l'empire par des Japonais. L'effet en fut immédiat. En 1897 le Japon possédait déjà 489 navires construits dans ses cales, dont 430 vapeurs; l'année suivante *Yûsen Kaisha* faisait mettre en chantier à Nagasaki le *Hitachi-Maru*, le premier bâtiment de 6 000 tonnes. De toutes parts s'ouvraient des chantiers (*Mitsubishi, Kawasaki, Ôsaka iron works, Uruga dockyard, Hakodate dockyard*, etc.). La loi de mars 1909 est encore plus favorable à la construction nationale, mais elle exige avec rai-

son que les vaisseaux primés aient au moins 1 000 tonnes.

Voici le tableau des chantiers de construction pour les dernières années, non compris les chantiers de l'État.

	Nombre de shipyards.	Nombre de vapeurs construits dans l'année.	Tonnage.
1900 (1)	153	77	12 828
1901	169	77	32 385
1902	186	73	15 541
1903	200	128	37 314
1904	205	200	23 264
1905	205	103	30 090
1906	216 (plus 42 docks)	122	33 039
1910	230 (plus 55 docks)		

En 1906 le Japon possédait 1 100 vapeurs construits dans ses cales, dont 148 en acier ou en acier et en fer, et 3 859 voiliers de la même provenance. Le nombre des vapeurs construits au Japon était en 1907 de 1 150, dont 173 en acier; en 1909 de 1 231, dont 225 en acier; en 1910 de 1 280, dont 250 en acier. Deux de ces vapeurs dépassent 13 000 tonnes.

d) Les postes, télégraphes et téléphones.

En même temps que le transport des personnes et des biens le gouvernement devait organiser celui des correspondances. Sous l'ancien régime la poste

(1) Ces chiffres, excepté le dernier, du *Year book* de 1907 (sous toutes réserves). Les chiffres suivants de l'*Annuaire*.

était faite par des compagnies privées, dont les dernières furent supprimées en 1873.

L'organisation des postes nationales est l'œuvre de Maejima Mitsu (1835), un samurai d'Echigo, qui fut fait baron en 1903; il dirigea ce service depuis le début du nouveau régime jusqu'en 1881, où il suivit dans la retraite son ami Ôkuma.

En mars 1871 un service public de poste aux lettres fut établi entre Tôkiô, Kiôto, Ôsaka et Yokohama, on fit la première émission de timbres et l'on publia les premiers règlements. Dans les années suivantes le service fut étendu aux principales villes du Japon et comprit non plus seulement le transport des lettres mais celui des journaux, des livres et des échantillons de marchandises. Les premiers tarifs furent proportionnels à la distance, un tarif uniforme fut établi en 1873, il comportait cependant des indemnités de distribution, qui ne disparurent qu'en 1882; des réductions de certaines catégories des tarifs ont eu lieu en 1889, 1895, 1896, 1898, etc. Le tarif des lettres est maintenant de 3 sen pour 4 momme, celui des cartes postales de 1,5, celui des journaux de 0,5 par 20 momme. Le service des colis postaux a été établi en 1892. La poste fonctionne à Formose depuis 1896.

Pour la période 1871-82 on a les chiffres suivants :

Années.	Kilomètres desservis.	Milles marins.	Bureaux.	Envois.
—	—	—	—	—
1871.....	1 660	15	179	566 000
1875.....	30 000	7 235	3 502	
1882.....	55 000	14 100	5 520	100 000 000

Après un léger recul occasionné par la crise de 1882-85 la progression reprit.

La voici pour les dernières années :

Années.	Nombre de bureaux.	Nombre de messages (par millions.)	Nombre de colis postaux (par millions.)
1897-98	4 285	556	4
1900-01	4 821	752	7
1906-07	6 449	1 239	15
1907-08	6 709	1 385	17
1908-09	6 878	1 469	19
1909-10	6 943	1 487	20

*
* *

Le service des mandats-poste a été créé par le règlement de septembre 1874, appliqué en janvier 1875; il a été complété en 1885 par la création des bons de poste et des mandats télégraphiques. En 1911 le montant maximum des bons de poste était de 5 yen (la taxe de 3 sen), celui des mandats-poste et des mandats télégraphiques de 100 yen.

Voici le tarif de ces mandats.

	Mandat-poste.	Mandat télégraphique.
Pour une somme de		
10 yen et au-dessous..	6 sen	30 sen
20 — — —	10 —	35 —
30 — — —	15 —	40 —
40 — — —	18 —	45 —
50 — — —	22 —	50 —

Le nombre des mandats émis pour l'intérieur du Japon était en 1901-02 de 7,6 millions valant 81 millions de yen, en 1909-10 de 14 millions (175 millions de yen).

*
* *

Le premier télégraphe fut posé en 1869. Voici le tableau des progrès réalisés dans la première période :

	Kilomètres de lignes.	Bureaux.	Nombre de messages.
1871	90	8	19 448
1877-1878.....	4 560	117	802 236
1882-1883.....	8 190	224	2 811 629
1887	10 100	226	2 489 136

La diminution de 1887 était due à la grave crise dont nous avons parlé.

En 1896-97 il y avait 4 903 ri de lignes télégraphiques, 1 125 bureaux et 11 099 023 télégrammes; en 1905-06, 7 901 ri de lignes, 37 144 ri de fils, 2 600 bureaux, 24 359 023 télégrammes; en 1908-09, 9 186 ri de lignes, 40 852 de fils, 3 571 bureaux, 27 770 929 télégrammes (plus de 28 millions en 1909-10), 4 480 messages transmis par la télégraphie sans fil (7 817 en 1909-10).

*
* *

L'installation des premiers téléphones remonte à 1890. On comptait en 1894 2 800 abonnés téléphoniques, en 1906 plus de 37 000.

En 1896-97 il y avait 216 ri de lignes téléphoniques, 31 bureaux et 12 238 407 communications; en 1905-06 : 1 401 ri de lignes (51 264 ri de fils), 197 bureaux ordinaires, 143 stations automatiques et 155 244 523 communications; en 1909-10 : 1141 bureaux ordinaires, 382 stations automatiques, 2 359 ri de lignes (107 690 de fils), près de 423 000 communications.

*
* *

Il nous reste à traiter deux points : l'organisation administrative des postes, télégraphes et téléphones, et les relations internationales.

L'administration générale des postes fut confiée successivement aux ministères de l'intérieur, des finances et de l'agriculture pour être attribuée définitivement en décembre 1885 au ministère des voies et communications, où elle forme une direction spéciale.

L'administration régionale des postes, d'abord mise sous le contrôle des préfets, fut rendue indépendante en 1883, refondue en 1886, année où lui fut annexé le service des télégraphes, et en 1889. Les bureaux sont groupés en districts postaux, qui ont ressorti de 1886 à 1889 à des directions et depuis cette dernière date aux bureaux de première classe.

Le recrutement du personnel est assuré par des examens; il existe une école des postes et télégraphes.

Sous le shôgunat et dans les premières années de la Restauration le service international était fait par les postes française et britannique, dont la première avait un bureau à Yokohama et la seconde trois bureaux dans cette ville, à Kôbe et à Nagasaki.

En 1874 le Japon signa avec les États-Unis une convention postale, qui entra en vigueur au début de 1875; en 1877 il fut admis dans l'union postale universelle; ses délégués adhérèrent aux conventions signées dans les congrès de 1878, 1885, 1891, etc. La poste britannique a disparu en 1879, la poste française en 1880.

Des bureaux de poste japonais ont été établis en Chine et en Corée; les premiers datent de 1876. Le nombre des bureaux de Chine a été augmenté en 1896, après la paix de Shimonoseki; il était de vingt en 1905.

Le service des mandats-poste internationaux fut inauguré par un arrangement conclu avec Hong kong en 1879, suivi d'autres arrangements avec les colonies britanniques des *Straits* et d'Australasie (1880), la Grande-Bretagne (1881), la France (1882). En février 1885, le Japon conclut des conventions pour l'échange des mandats-poste avec tous les États de l'Europe et de l'Amérique et fit adhésion à l'article XIII de la convention universelle de 1878; avec certains États les échanges eurent d'abord lieu par l'intermédiaire de la poste britannique. En 1908-09 furent émis 15 242 mandats valant 570 080 yen, payés 140 216 mandats (9 812 556 yen). Le montant des mandats payés dépassait 12 millions en 1909-10. La Chine et la

Corée, desservies par des postes japonaises, étaient classées à part avec 69 000 mandats reçus (1,7 million de yen) et 28 000 payés (0,7) en 1908-09.

B. — LES PRODUITS DU SOL ET DES EAUX

Dans le pays ainsi ouvert à la civilisation par les voies de communication, le gouvernement s'est efforcé de développer tous les modes de production, ceux-là d'abord qui existaient déjà mais qui voulaient être renouvelés.

Cette seconde partie de notre étude du Japon économique comprendra donc l'agriculture, la pêche, les salines, et les mines.

a) L'agriculture.

I

Réservant la situation des classes agricoles pour le chapitre consacré à la condition du peuple, nous examinerons ici : l'œuvre du gouvernement, la propriété foncière et ses charges, l'agriculture au propre sens du terme.

*
* *

L'œuvre du gouvernement a déjà fait l'objet du chapitre consacré à la loi agraire et de l'introduction du présent chapitre.

Nous n'aurons ici qu'à toucher quelques points spéciaux.

Pour compléter ce que nous avons dit de l'enseignement agricole en traitant de l'instruction publique, nous ajouterons que l'État a établi une ferme modèle à Tôkiô avec de nombreuses succursales; il subventionne les fermes d'expérimentation fondées par les départements, dont beaucoup se sont adjoint des terrains d'horticulture. En 1904 300 802 cultivateurs avaient reçu l'enseignement agronomique dans les écoles spéciales ou les écoles du soir. Plusieurs particuliers ont aidé le gouvernement dans cette œuvre, entre autres Tsuda Sen (1837-9) du Sakura.

D'autre part le gouvernement a pris un ensemble de mesures destinées à développer l'agriculture. Nous rappellerons la création des gildes agricoles et des banques hypothécaires. De nombreuses lois ont été votées pour assurer la bonne qualité des produits qu'achète ou vend l'agriculteur : ainsi les lois ou règlements sur les étalons (1897), les vers à soie, les engrais (1901), d'autres sur la destruction des insectes nuisibles (1906), sur les épizooties (1896).

Le gouvernement travaille aussi à faire disparaître le morcellement excessif du sol en rectifiant les chemins et les canaux, en supprimant les

clôtures des parcelles (fossés, talus, haies, etc.) et en fondant plusieurs domaines en un seul appartenant à un propriétaire ou à plusieurs propriétaires travaillant en commun.

Le premier essai qu'on fit en 1872 dans les ken d'Ishikawa et de Shizuoka, réussit pleinement et l'on put constituer un domaine de 992 hectares. Mais, comme on se heurtait presque toujours à la mauvaise volonté des propriétaires, il fallut procéder législativement.

Le gouvernement exempta de l'impôt foncier, d'abord pour 5 ans (1887), puis pour 30 ans (1889), enfin à perpétuité (1897), les terrains gagnés par la rectification des chemins et cours d'eau.

Une loi promulguée en décembre 1899 force les propriétaires à accepter les conditions offertes par le gouvernement pour la reconstitution de grands domaines quand il a obtenu le consentement des deux tiers des propriétaires intéressés ou celui des propriétaires possédant les deux tiers des terrains en question ou le consentement de plus des deux tiers des propriétaires de la circonscription. Après six ans de travaux (1900-08) on avait rectifié (en chiffres ronds) plus de 8 000 chò, commencé ou décidé d'en rectifier plus de 120 000; la dépense totale devait dépasser 14 millions de yen.

II

Nous déterminerons maintenant les caractères généraux de la propriété foncière et de l'agriculture.

En 1908 le territoire du Japon (Hokkaidô y compris) se divisait de la manière suivante. — Total des terres soumises à l'impôt foncier, c'est-à-dire utilisées : 14 202 582 chô (14 538 528 en 1911). — Rizières : 2 845 000. — Céréales : 2 411 440. — Terrains bâtis en dehors des villes : 361 920. — Terrains bâtis dans les villes : 26 370. — Salines : 7 807. — Étangs et marais : 12 483. — Forêts exploitées : 7 321 417 (l'étendue totale des forêts est de 22 000 000). — Pâturages : 39 406. — Plainnes : 1 164 764. — Divers : 11 971. — Les terres vraiment cultivées ne représentent que 15,70/0 de la superficie totale; il est sans doute des régions entières que leur pente supérieure à 15 0/0 rend impropres à la culture, mais toutes les terres d'une pente inférieure peuvent être cultivées et combien ne le sont pas! Leurs revenus ne représenteraient peut-être qu'un faible intérêt des sommes dépensées à leur défrichement, un faible rendement du travail annuel que nécessiterait leur culture.

Cependant les progrès du défrichement paraissent lents : pour le Vieux Japon, la superficie des rizières était en 1873 de 2 539 090 chô, celle des cultures sèches de 1 732 449; en 1898 on relevait 2 734 786 chô des premières et 2 257 125 chô des secondes.

Les trois tableaux suivants serviront à faire saisir quels progrès ont été réalisés et quels progrès restent à réaliser (1).

(1) Tous les tableaux suivants sont empruntés aux *Year-books* de 1907 et de 1910; je fais mes réserves habituelles sur les chiffres, qui ne sont pas toujours revus assez soigneusement.

TERRES INCLINÉES DE MOINS DE 15 0/0 (1910)

	SUPERFICIE totale.	TERRES inclinées de moins de 15 0/0.	TERRES cultivées.	TERRES susceptibles d'être défrichées.
	Chô.	Chô.	Chô.	Chô.
Honshû	22 636 578	5 602 786	3 863 725	1 739 061
Shikoku	1 790 346	439 671	361 020	78 651
Kiûshû	3 673 347	1 102 666	934 015	168 651
Hokkaidô	7 848 783	2 383 889	346 137	2 037 752

AUGMENTATION DES TERRES CULTIVÉES

(Hokkaidô non compris.)

	Rizières.	Cultures sèches.	Total.
Moyenne annuelle de 1884 à 1893	2 668	2 108	4 776
Moyenne annuelle de 1894 à 1905	2 757	2 276	5 033
Accroissement moyen annuel	0,33 %	0,79 %	0,54 %

TERRES DÉFRICHÉES

ANNÉES	CONVERTIES en culture.	CONVERTIES en terrains bâties.	CONVERTIES d'une autre manière.	TOTAL
	Chô.	Chô.	Chô.	Chô.
1900	6 823	258	708	7 789
1901	8 465	214	409	9 088
1902	6 714	199	333	7 246
1903	7 491	224	854	8 569
1904	6 223	195	1 349	7 767
TOTAL	35 716	1 090	3 653	40 459

*
* *

Voici maintenant dans quelles conditions le sol est cultivé. En 1887 les 39,3 0/0 des terres arables auraient été cultivés par des tenanciers (43,6 0/0 des rizières). En 1904, 1 367 955 chô de rizières inondées (soit 50,21 0/0 du total) et 1 462 399,7 chô de terrains secs (60,93 0/0) étaient cultivés par les propriétaires; 1 356 446,2 (49,79 0/0) et 937 619,8 (39,07 0/0) par des tenanciers. En 1907, 1 435 209 chô de rizières (50,36 0/0), 1 586 878 de terres sèches (61,34 0/0) étaient cultivés par les propriétaires; 1 414 550 des premières (49,64 0/0), 1 000 016 des secondes (38,66 0/0) par des tenanciers.

En dépit des lois analysées plus haut, les domaines restent morcelés. Il n'y a ni grande, ni moyenne culture; un domaine de 5 chô est un domaine considérable. Dans le nord la superficie ordinaire d'un domaine n'atteint pas l'hectare; dans le sud elle est moindre, bien moindre même à Kiûshû; si l'on prend l'ensemble de l'empire, moins le Hokkaidô, 53 0/0 des rizières ont moins de 5 *se*.

*
* *

Cherchons maintenant à connaître le rendement de la terre et les charges qu'elle supporte. Les tableaux suivants nous permettront de nous en faire une idée assez exacte.

Voici d'abord ce que vaut la terre au Japon :

DONNÉES RECUEILLIES PAR M. SAITÔ DANS SEIZE RÉGIONS
PRISES COMME TYPES EN HONDÔ ET KIÛSHÛ (1)

Valeur moyenne par tan (9,9174 ares)
(en yen).

		1887	1892	1897	1902	1904
		yen.	yen.	yen.	yen.	yen.
Rizière.	Officielle . . .	53,056	51,686	51,436	46,975	46,975
	Marchande . .	59,991	93,393	151,287	158,604	150,094
Terrain sec.	Officielle . . .	18,541	18,154	18,016	16,153	17,292
	Marchande . .	27,911	44,467	77,401	86,059	85,901

Rendement par tan.

		1887	1892	1897	1902	1904
		—	—	—	—	—
Rizière.	Riz (en koku) . . .	1,934	1,971	1,776	1,987	2,271
	Riz et subsidiaires (en yen) . .	10,882	15,721	24,904	28,863	33,912
Terrain sec.	Récolte (en yen) .	12,263	15,192	20,102	24,108	25,930

D'après d'autres calculs se rapportant à tout le Japon, si l'on prenait 100 comme nombre indicateur de la récolte de 1887, on aurait 101 pour 1892, 91 pour 1897, 102 pour 1902 et 112 pour 1904. Le rendement moyen annuel par tan (rizières et terrains secs) était de 1,46 koku pour la période 1887-92, 1,44 pour la période 1893-98, 1,52 pour la période 1899-1903. L'intensité de la culture a donc sensiblement augmenté. Mais ce qui a surtout augmenté, ce sont les prix, comme nous le montrerons ailleurs (p. 346).

Voilà maintenant les charges que supporte le cultivateur.

(1) *Year-book* de 1906.

La première est la rente pour ceux qui ne sont pas propriétaires.

Rente à payer par le tenancier.

Années.		1887	1892	1897	1902	1904
Rizière.	Riz (en koku)...	1,137	1,154	1,127	1,182	1,197
	(en yen).....	5,346	7,931	13,307	14,271	14,230
Terrain sec.	(en yen).....	2,876	4,035	6,983	7,183	7,247

Rapport du loyer à la valeur du sol.

	1887	1892	1897	1902	1904
Rizières.....	8,6 %	8,5	8,7	8,9	9,5
Terrains secs.....	9,5 %	8,8	8,9	8,6	8,9

La seconde charge des cultivateurs — et celle-là pèse sur tous — est l'impôt.

Impôts par tan (en yen).

		1887	1892	1897	1902	1904
Rizière.	Taxe nationale.	1,327	1,308	1,300	1,510	1,886
	Taxe départementale.	0,315	0,312	0,488	0,964	0,810
	Taxe départementale sur les habitations.	0,245	0,350	0,532	1,420	0,924
	Taxe communale.....	0,147	0,214	0,314	0,543	0,547
	Taxe communale sur les habitations...	0,312	0,672	1,026	2,581	1,481
		<u>2,446</u>	<u>2,856</u>	<u>3,660</u>	<u>7,018</u>	<u>5,648</u>
Ter-rains secs.	Taxe nationale.	0,439	0,432	0,427	0,511	0,731
	Taxe départementale.	0,106	0,104	0,166	0,355	0,303
	Taxe départementale sur les habitations.	0,030	0,123	0,186	0,488	0,340
	Taxe communale.....	0,047	0,076	0,108	0,218	0,215
	Taxe communale sur les habitations...	0,109	0,236	0,359	0,887	0,545
		<u>0,731</u>	<u>0,971</u>	<u>1,246</u>	<u>2,459</u>	<u>2,148</u>

Pour cent de l'impôt par rapport au revenu.

Années.	1887	1892	1897	1902	1904
Rizières.....	22,5	18,2	14,7	24,2	16,6
Terrains secs.....	5,9	6,4	6,2	10,2	8,2
Moyenne.....	14,2	12,3	10,5	17,2	12,4

Depuis ce calcul l'impôt national a été, par suite de la guerre de 1904-05, porté pour les terres cultivées de 2 1/2 0/0 de la valeur officielle du capital à 8 0/0, puis ramené à 4,7 0/0 (3,4 0/0 dans le Hokkaidô); il est de 5,5 0/0 (4 0/0 dans le Hokkaidô) pour les terres non cultivées. Les taxes départementales et communales ont été abaissées.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit des charges incombant à la population du fait des impôts et la plus-value des terrains sera examinée dans l'étude consacrée aux prix. Nous ferons seulement remarquer que le prix des terres arables, leur revenu en argent et leur rente ont à peu près triplé entre 1887 et 1904. Cependant le rendement des terrains secs a beaucoup moins augmenté que leur valeur. Dans l'ensemble les charges du cultivateur (impôt et rente réunis) paraissent trop élevées.

III

Nous passerons à l'étude technique de l'agriculture.

On divise les terrains en deux grandes classes : terres humides (rizières) et terres sèches (champs de céréales et de légumineuses, collines plantées de mûriers, d'arbres à thé, de plantes employées pour la fabrication du papier ou d'herbes qui servent d'engrais). Certaines terres humides donnent deux récoltes, l'une de riz, l'autre de pois, de fèves ou de chanvre : en 1900 on avait de doubles récoltes sur 27 0/0 des terres humides; en 1907 c'était sur 38 0/0; la région la plus favorisée à cet égard est le sud-ouest. On ne pratique l'assolement que dans le midi. La culture est intensive : le Japonais apporte la même persévérance, le même soin du détail dans le travail de son champ que dans l'exécution d'une œuvre d'art.

En grande partie l'outillage agricole est encore primitif, les machines sont presque inconnues. Des statistiques de 1907 montrent que pour 55,62 0/0 des rizières il était fait usage de bœufs dans le Nord, de chevaux dans le Midi, tandis que 44,38 0/0 étaient exclusivement cultivées par la main de l'homme. Pour les terres sèches la proportion était renversée : dans 34,81 0/0 seulement il était fait usage d'animaux, 65,19 0/0 étaient cultivées par l'homme.

*
* *

Le produit annuel de l'agriculture japonaise est estimé à un milliard de yen.

La récolte du riz était de 26,5 millions de koku

en 1877; de 33 en 1897; de 47,3 en 1898; de 49 en 1907; au cours des dix dernières années le maximum a été de 52,4 millions en 1909 et le minimum de 36,9 en 1902. Dans la période 1903-08 la récolte moyenne de riz a été de 1,57 koku par tan.

La récolte des céréales (orge, blé, seigle) était de 9,6 millions de koku en 1877, de 15,8 en 1887, dans les dix dernières années elle a varié entre 13,5 millions de koku en 1903, année exceptionnellement mauvaise, et 22,1 en 1907.

La production du millet a passé dans la période 1897-1908 de 260 000 koku (en chiffres ronds) à 388 000 (324 000 en 1908); celle du millet italien est restée à peu près stationnaire à 2,3 millions. La production des pois blancs (*daizu*) dont on fait le shôyu et le misô a passé de 3,1 millions de koku à 3,6 millions; celle des lentilles rouges (*azuki*) de 618 000 à 900 000 environ; celle du sarrasin de 990 000 à 1 200 000; celle des pommes de terre de 50 millions de kan à 150 millions environ; celle des patates douces de 660 millions de kan à plus de 900 millions; celle du colza est restée stationnaire à 1 million de koku.

La production du coton a baissé de plus de 7 millions de kan à moins de 2 millions (0,9 en 1909); celle du chanvre de 3,5 millions à 2,2; celle de l'indigo de 19 millions à 5,6 millions.

La production du sucre de canne était de 124 millions de kan en 1903 et de 197 en 1908; celle du tabac a oscillé entre 10 et 13 millions de 1903 à 1909.

La culture des arbres fruitiers s'est développée, comme le prouve le tableau suivant :

	Nombre d'arbres par milliers		Production en milliers de kan.	
	1906	1907	1905	1907
Pruniers.....	4 066		471	
Pêchers.....	4 507		5 443	7 071
Poiriers.....	4 305	5 322	45 211	
Kaki.....	8 111		44 314	51 694
Pommiers.....	1 811	2 151	6 070	
Vignes.....	1 102		1 783	
Orangers propres.....	9 053	11 408	23 227	34 532
Orangers d'autres espèces.....	4 476		9 493	

*
* *

La sériciculture forme l'une des branches les plus importantes de l'agriculture et de l'industrie japonaise. Les plantations de mûriers couvraient (en chiffres ronds) 243 000 chô en 1893, 317 000 en 1902, 390 000 en 1907.

Les magnaneries, qui appartenaient autrefois aux paysans, sont aujourd'hui reprises par de grands entrepreneurs, aussi le nombre en diminue-t-il rapidement; on en comptait en 1898 : 16 785 pour les élevages de printemps, 7 577 pour les élevages d'été et d'automne; 12 923 et 4 336 en 1902. Les entrepreneurs vendent les graines aux paysans; ceux-ci élèvent les vers, puis vendent les cocons à des filatures, qui les font dévider et filer tantôt dans leurs ateliers, tantôt par des femmes travaillant à domicile.

Les districts où la sériciculture est le plus développée sont ceux de Shinshû (Naganoken), Kôshû (Yamanashiken), Joshû (Gummaken) et Fukushima. Depuis quelques années la population s'adonnant à la sériciculture semble stationnaire; on l'évaluait à 1 474 000 maisons en 1904, 1 407 000 en 1906, 1 421 000 en 1907.

La production de cocons était de 1 686 000 koku en 1893, 1 831 000 en 1896, 2 970 000 en 1906, 3 456 000 en 1907, 3 629 000 en 1909, 3 900 000 en 1910 (1).

Il existe deux grandes écoles de sériciculture et un bureau d'inspection des soies fondé en 1896 à Yokohama; ces trois établissements appartiennent à l'État, qui a également fondé en 1910-11 un laboratoire central et des succursales destinés à la production méthodique de la graine de vers à soie.

*
* * *

La culture du thé n'est généralement pas faite en grand; les paysans soignent un petit champ d'arbustes à thé tout en s'adonnant à d'autres cultures. D'ordinaire ils ne préparent pas la feuille eux-mêmes. Le Japon fait du thé pilé et réduit en poudre, du thé vert, c'est-à-dire du thé dont la feuille est passée à la vapeur et conservée sans avoir fermenté, et du thé noir, c'est-à-dire du thé dont la feuille est conservée après avoir fermenté.

(1) Voir : *Industrie de la soie*, p. 252, *Commerce de la soie*, p. 259.

Mais ce dernier procédé introduit récemment est encore peu employé et seulement pour le thé d'exportation.

Des falsifications opérées par les producteurs ou les marchands ayant amené de graves crises dans les dix premières années du nouveau régime, le gouvernement et les syndicats ont pris des mesures pour empêcher le retour de ces errements. Cependant la production du thé a baissé de 8,5 millions de kan en 1896 à 6,7 millions en 1905, 7 millions en 1906, 7,4 en 1908. L'exportation du thé était de 13 millions de yen en 1909, dont 11 millions aux États-Unis.

*Production et consommation du thé
en millions de kin.*

Années.	Production	Exportation.	Consommation au Japon.
1893.....	47	36	11
1902.....	42	32	10

En 1907 plus de 50 000 chô étaient plantés en arbustes à thé, 889 000 paysans s'adonnaient à cette culture. Le département où elle était le plus répandue était celui de Shizuoka, qui produisait 2 millions de kan; venaient ensuite Kiôto, Shiga, Mie, Nara, Kumamoto, etc.

L'État a créé en 1896 un établissement modèle pour la culture et l'industrie du thé à Nishigahara de Kitatoyoshima.

*
* *

Le gouvernement impérial s'est beaucoup intéressé au régime forestier négligé par le shôgunat;

il a fondé une école et un corps d'officiers des forêts, fait voter plusieurs lois, dont la plus importante est celle de 1907.

Actuellement le Japon possède encore 22 millions de chô de forêts, faisant 72 0/0 de la superficie totale; sur ces 22 millions de chô, plus de 7 appartenaient à l'État (dont le revenu ordinaire dépassait 9 millions de yen en 1909) et plus de 2 à la maison impériale; le reste appartenait pour la plus grande partie aux communes ou aux départements. La flore du Japon est très variée et le gouvernement s'efforce d'y introduire de nouvelles espèces.

*
* *

Le gouvernement a fait de grands efforts pour améliorer les différentes races d'animaux, principalement la race bovine et la race chevaline. Il a créé une administration des haras, acheté des étalons en Europe et en Amérique; il a fondé un laboratoire pour l'étude des épizooties, défendu d'employer à la reproduction des animaux impropres, fait voter en 1904 une loi qui en rend la castration obligatoire.

Une loi de 1907 soumet les taureaux à l'inspection, il a été publié en 1908 un important règlement destiné à encourager l'élevage du bétail.

En 1906 on comptait (sans Formose) 1 190 373 têtes de bétail (plus de 1 300 000 en 1909), 1 465 466 chevaux (plus de 1 500 000 en 1909), 3 501 moutons, 74 750 chèvres, 284 708 porcs.

Il y avait 1 111 abattoirs (692 en 1909), l'on

avait tué 167 458 bœufs (178 875 en 1909), 69 268 chevaux, 7 539 moutons et chèvres, 131 858 porcs (près de 200 000 en 1908). On commence à faire des jambons, du lard, des viandes salées et des viandes de conserve.

En 1905 on comptait 3 895 laiteries (4 339 en 1907) avec 26 202 vaches (42 120 en 1907), donnant 161 277 koku de lait (201 608 en 1907) d'une valeur de 4,7 millions de yen (5,7 en 1907).

L'élevage de la volaille, presque nul autrefois et qui ne dépassait pas un million d'oiseaux en 1888, ne se développe que lentement; on dénombrait 12 millions de têtes en 1902, 19 en 1908. La production d'œufs était si faible en 1901 qu'on importait pour 1,3 million de yen d'œufs chinois, cette importation tend à disparaître par suite de l'élévation des droits de douane à 50 0/0 en 1902. Les éleveurs japonais avaient d'ailleurs obtenu 753 millions d'œufs en 1908. Le gouvernement a établi un poulailleur modèle à Shibuya en 1906.

L'élevage des abeilles n'a pris quelque extension que dans les dernières années par suite de l'introduction des abeilles de Chypre, beaucoup plus riches en miel que celles du Japon.

b) La pêche.

La pêche est un revenu important du Japon. Le poisson entre pour une large part dans l'alimentation du peuple, qui de plus se sert de poisson

pourri comme engrais. Aussi le gouvernement a-t-il repeuplé les rivières et réglé la pêche maritime.

Les lois les plus importantes sur la pêche sont celles de juillet 1902 et de mars 1911.

La pêche en haute mer a été encouragée au moyen de primes par la loi de 1897, révisée en 1905. Une ordonnance d'octobre 1909 a réglementé la pêche à la baleine dans les eaux du Japon. (La baleine descend jusqu'à la baie de Tôkiô en été, jusqu'à Kiûshû en hiver.) Enfin la convention signée avec la Russie en 1907 a donné au Japon le droit de pêche sur toutes les côtes sibériennes.

Le produit de la pêche était de plus de 27 millions de yen en 1896, de plus de 73 en 1908 (dont harengs : 5,7 millions de yen; sardines : 9,3; bonites : 7,4; dorades : 5,6); la valeur des produits conservés de 24 millions à la première date et de 39 à la seconde (dont seiches : 2,7; sardines : 3; bonites : 6,5).

En 1909 le produit total de la pêche maritime a été de 95,8 millions de yen, dont 77,5 pour la pêche côtière; 4,5 pour la pêche en haute mer; 6,2 pour la pêche dans les eaux russes.

c) Le sel.

L'extraction et la fabrication du sel forment un monopole d'État, qui a été établi à Formose dès l'occupation de l'île et en 1905 au Japon.

Le sel provient uniquement des salines situées sur les rivages de la mer; on le raffine par la chaleur : à Formose, c'est au soleil; au Japon, c'est dans des chaudières, dont on dénombrait plus de 15 000 en 1908. La superficie des salines du Japon est de 8 000 chô; les plus importantes se trouvent sur les bords de la Mer Intérieure.

L'administration du monopole est répartie entre 22 bureaux (y compris celui de Sapporo dans le Hokkaidô). La fabrication du sel occupait en 1906-07 29 000 industriels et 122 000 ouvriers.

Le produit des salines était en 1908 de 1 038 millions de kin, d'une valeur de 11,4 millions de yen.

d) Les mines.

Sous aucun rapport le Japon n'a fait autant de progrès que sous celui des mines. Le shôgunat ne s'intéressait qu'aux mines d'or et d'argent et ces mines, mal exploitées au seizième et au dix-septième siècle, ne donnent plus depuis deux cents ans qu'un rendement assez faible. Par contre le Japon possède beaucoup de charbon et de cuivre; sa richesse en fer n'est pas suffisamment considérable pour subvenir aux besoins de son industrie.

Les principales mines d'or sont celles de l'île de Sado, de Yamagano et Ushio (Kagoshima), Kosaka (Akita); les principales mines d'argent Kosaka, Ikuno (Hiôgo), Tsubaki (Akita). Le cuivre se trouve un peu partout, mais surtout à Ashio (Tochiki), et

Kosaka. Les gisements houillers du Japon sont très étendus; nous signalerons ceux qui appartiennent à la Compagnie des mines du Hokkaidô, ceux de Kiûshû, de beaucoup les plus importants, et ceux des petites îles voisines de Takashima, Hajima et Nokanoshima. Les puits de pétrole se trouvent sur la côte de la mer du Japon, surtout dans l'Echigo.

En 1908 étaient exploitées 1 997 mines d'une étendue de 467 millions de tsubo. Au début de 1911 on dénombrait 252 compagnies minières avec un capital souscrit de 185,2 millions de yen, un capital versé de 143,1.

Les mines employaient 132 000 ouvriers en 1898, 187 000 en 1906, 202 000 en 1908, dont 126 000 dans les charbonnages, 69 000 pour l'extraction des métaux, 6 000 pour l'extraction d'autres produits.

Produits des mines (valeur en milliers de yen) (1).

	1896	1905	1910
	—	—	—
Or.....	1 181	4 063	5 537
Argent.....	2 625	3 293	4 974
Cuivre.....	7 824	23 663	26 426
Fer.....	961	2 639	2 832
Houille.....	12 870	40 276	55 305
Pétrole.....	342	2 942	6 592

La valeur de tous les produits miniers était de 26,6 millions de yen en 1896, de 78,1 millions en

(1) Les chiffres de 1910 sont approximatifs. La production de la houille a dépassé 63 millions de yen en 1908, celle du cuivre 33,6 en 1907.

1905, 106,9 en 1906, 110,5 en 1907, 103,3 en 1909.

Le Japon possède plus de cent sources minérales importantes, la plupart salines, quelques-unes sulfureuses, presque toutes d'une température élevée.

Toute la législation minière, y compris les règlements de 1890, ayant été refondue et complétée par la loi de juillet 1905, nous ne nous occuperons que de cette dernière loi.

Le ministre de l'agriculture et du commerce a le pouvoir d'accorder, de retirer ou de suspendre le droit d'exploitation des mines. Le Japon est divisé en cinq régions minières; à chacune d'elles est attaché un bureau d'inspection. Une concession ne doit jamais être inférieure à 50 000 tsubo pour une houillère, à 5 000 pour toutes les autres mines, ni dans aucun cas supérieure à un million de tsubo. Peuvent acquérir des concessions les sujets japonais et les sociétés fondées conformément aux lois de l'empire. Les droits des concessionnaires sont classés comme droits réels immobiliers mais susceptibles seulement de transmission par vente ou héritage; la loi de mars 1905, analysée ailleurs, permet en outre de constituer des fondations minières susceptibles d'hypothèques.

C. — L'INDUSTRIE

Pour l'agriculture, pour la pêche, même pour les mines l'œuvre du gouvernement impérial fut

surtout de développer et de rénover; dans le domaine de l'industrie tout était proprement à créer.

Mais nos sociétés actuelles se distinguent surtout des sociétés du dix-huitième siècle par la création de la grande industrie : c'est elle qui a transformé notre manière de vivre en nous donnant de nouveaux moyens de communication, de chauffage, d'éclairage, en permettant aux plus humbles d'acquérir des vêtements et des meubles confortables et élégants; c'est elle qui a centuplé la richesse de l'humanité, changé le sort du peuple en procurant du travail à tous les membres d'une population énormément accrue et en décuplant les salaires. Et c'est aussi la grande industrie qui, en créant les centres urbains, en y attirant les paysans devenus ouvriers, a pour le bien et pour le mal changé les conditions de la vie morale et matérielle, contribué au développement de l'instruction, à l'éclosion de nouvelles idées sociales et politiques.

Dans tous les pays la transformation industrielle a été brusque; au Japon, dans le régime économique comme dans le régime politique il n'y eut pas d'évolution, il y eut une révolution.

Nous n'avons pas à revenir sur cette révolution faite par l'État, non plus que sur l'organisation dictatoriale qu'il a donnée au régime nouveau, mais avant d'aborder l'étude technique de la création de la grande industrie nous dirons quelques mots de la petite industrie, qui est comme la survivance du Vieux Japon dans le Japon moderne.

I

Avant 1868, encore que Siebold nous parle de fabriques occupant à Yedo mille ouvriers (1), on peut dire que le Japon connaissait exclusivement la petite industrie; à l'heure actuelle la petite industrie l'emporte encore de beaucoup sur la grande.

La plupart des paysans s'emploient à quelque métier comme le filage et le tissage du coton et de la soie, le tressage des nattes, la céramique, la poterie; les patrons d'entreprises importantes distribuent du travail dans les campagnes, principalement dans la banlieue des centres les plus actifs. Dans les villages les petites industries nécessaires à la vie d'une communauté sont exercées les unes par toutes les familles, chacune travaillant pour soi, les autres par quelques familles travaillant pour les autres.

Dans les villes aussi la plupart des professions sont encore au régime de la petite industrie, l'ouvrier exécute une œuvre tout entière et non pas une seule partie d'une œuvre, comme l'on fait en Europe, d'où la valeur artistique des moindres objets fabriqués au Japon.

Le gouvernement, redoutant aujourd'hui de voir se produire trop rapidement la transformation sociale que lui-même a provoquée, vient en aide à la petite industrie, qui retient les paysans

(1) Probablement la maison commerciale de Mitsui.

dans les campagnes et tend à conserver les mœurs patriarcales du passé : il donne ou prête aux familles des métiers, multiplie les écoles pratiques, accorde des subventions aux anciennes industries nationales, qui cherchent à se perfectionner, et introduit les industries nouvelles qui lui semblent convenir aux conditions physiques et sociales de telle ou telle région.

Ces petites industries sont surtout l'affaire des femmes, les hommes s'occupant d'agriculture ou de pêche, travaillant dans les salines ou dans les mines. La femme japonaise est forte, intelligente, laborieuse, remarquablement adroite de ses mains ; c'est une des particularités de la vie japonaise que la part prépondérante faite aux femmes dans l'industrie, dans la grande industrie d'ailleurs comme dans la petite.

D'une manière générale, les industries populaires du Japon diffèrent aussi de celles de l'Europe. Les verriers, les maçons, les fabricants de tuiles sont encore peu nombreux. Les gens du peuple n'ont pour la plupart ni meubles, ni linge ; l'usage de la chaussure de cuir n'est pas général. Par contre, les ciseleurs, les tresseurs de nattes, les laqueurs exercent des métiers importants.

Cependant la transformation économique et sociale est déjà profonde. Les chiffres suivants montrent combien sont menacées et la petite industrie et même l'industrie exercée à domicile. En 1898, il y avait encore 650 000 établissements consacrés aux industries textiles avec près d'un million d'ouvriers ; en 1899 on tombe brusquement à 390 000 ;

aucune publication officielle n'explique ce changement; faut-il en rechercher la cause dans le bouleversement économique produit par le paiement de l'indemnité chinoise et la spéculation qu'amènèrent les victoires de 1894-95? Dans la période 1899-1904 les chiffres restèrent toujours au-dessous de 400 000 pour les établissements, de 800 000, puis de 700 000 pour les ouvriers; se relevant ensuite, ils atteignirent en 1909 près de 500 000 établissements et plus de 780 000 ouvriers, cette reprise de la petite industrie est due sans doute aux efforts du gouvernement et au malaise économique des dernières années. Nous reconnaitrons pourtant que dans l'ensemble le Japon commence à subir la crise qui a bouleversé l'Angleterre dans le premier tiers du dix-neuvième siècle : l'homme privé de son travail par la machine. Le remède à pareil mal ne peut être que temporairement cherché dans la protection de la petite industrie; seul le développement général du pays peut y mettre fin en rendant du travail aux ouvriers par l'accroissement de la production.

II

Plus encore qu'en aucune autre branche de la rénovation économique, le rôle de l'État a été prépondérant dans la création de la grande industrie : c'est lui qui a fondé l'enseignement scientifique et technique, étudié ailleurs (enseignement complété en 1901 par la création de laboratoires et d'instituts

industriels) ; lui qui a conçu et rédigé les lois mentionnées au début de ce chapitre, enfin lui qui a introduit les principales industries de l'Europe.

Dans l'histoire de la grande industrie nous distinguerons donc deux périodes : celle où l'État fait tout ; celle où il se contente de susciter, de diriger et de coordonner les efforts des particuliers.

Au cours de la première période nous voyons le gouvernement imposer à un peuple défiant et parfois hostile les arts, les métiers et les méthodes de travail de l'Occident. D'abord, il organise les services publics, qui rendront le Japon indépendant de l'étranger ; il fonde un arsenal, un hôtel des monnaies, des fabriques de timbres-poste, de billets de banque, de poudre, d'armes, d'habillements pour l'armée ; il crée des arsenaux maritimes, des docks, établit une imprimerie nationale, la première qui se serve de caractères mobiles, peu à peu il apprend à construire le matériel des chemins de fer.

Puis, pour transformer le pays, ce sont des manufactures de toutes sortes : en 1872 une filature modèle de soie à Tomioka (Gumma) ; en 1877 une manufacture pour les déchets de soie et de cocons à Shimmachi (dans le même ken), une autre pour la filature et le tissage de la laine à Senjû, un faubourg de Tôkiô ; en 1881 deux filatures de coton à Nukada (Aichi) et Aki (Hiroshima). Dix jeux de 2 000 broches chacun sont achetés en Angleterre et cédés aux manufacturiers, qui les paieront en dix annuités. En 1883 le gouvernement encourage et subventionne les premières filatures de chanvre du ken de Shiga, en 1887 celles de Sapporo en

Hokkaidô. Et c'est aussi le gouvernement qui établit la première fabrique de ciment à Fukagawa (Tôkiô) (1875), la première verrerie à Shinagawa (1876), la première papeterie européenne, les premières fabriques de machines, de savon, de porcelaine européenne.

Cette intervention de l'État était nécessaire : les traités imposaient un tarif ruineux. Personne n'avait de capital, personne l'habitude des affaires. Malheureusement l'État commit des fautes, il copia hâtivement l'étranger, changea cent fois de principes et de moyens : les conseillers européens étaient pris, chassés, repris et chassés de nouveau, certains fonctionnaires commirent de scandaleuses malversations. Aussi pas une des entreprises ne donna-t-elle de revenu. Mais il faut aujourd'hui oublier les erreurs pour se rappeler seulement le résultat obtenu : l'initiative des hommes de la Restauration a créé au Japon la grande industrie.

Cependant de 1878 à 1880, grisés par la spéculation, les lanceurs d'affaires commencèrent à se plaindre du danger que la concurrence du gouvernement faisait courir à leurs entreprises naissantes. Aussi bien son rôle était-il terminé; son but avait été de donner l'impulsion; partout son exemple était suivi. Les ministres résolurent de vendre les manufactures nationales; la crise monétaire précipita leur décision, si bien qu'ils s'en défirent à bas prix au moment où elles commençaient à prospérer. La seule manufacture conservée, celle de Senjû, fabrique les habillements de l'armée.

Depuis, l'État n'a plus créé qu'une seule industrie, la métallurgie. Les crédits ayant été alloués par la Diète, le 30 mars 1896 une somme de 4,1 millions fut prélevée sur l'indemnité chinoise pour la création d'une aciérie modèle; dans la suite cette somme fut portée à plus de 19 millions. De nouveaux fonds sont sans cesse demandés au Parlement, qui ne les accorde que parcimonieusement et semble incapable de comprendre l'intérêt qu'a le Japon à se donner l'industrie de l'acier.

Les hauts fourneaux ont été construits à Yawatamura dans le ken de Fukuoka (Chikuzen) près de Wakamatsu, port important sur le détroit de Tsushima, où l'on a exécuté des travaux considérables. Des voies ferrées relient les diverses parties des hauts fourneaux et des manufactures à Wakamatsu et au réseau de Kiûshû, notamment à Moji sur le détroit de Shimonoseki et aux houillères de Takao, Igisu et Uruno, achetées par le gouvernement; le fer est fourni par les mines d'Akadani et Kano (Echigo), qui appartiennent au gouvernement, et par les mines chinoises du Hu pch. Au début de 1910 cet établissement, qui possède maintenant trois fours, employait 7 500 ouvriers à l'année, plus 1 100 journaliers, et 102 machines à vapeur d'une force de 49 000 chevaux, plus de nombreuses machines électriques. La production annuelle de l'acier y dépasse 130 000 tonnes.

A la même date l'aciérie de Kure, fondée en 1903 pour fabriquer les plaques de blindage des cuirassés, avait 85 machines développant une force de 21 800 chevaux, 4 152 ouvriers, 1 313 journa-

liers (ces chiffres ne comprenant ni l'arsenal proprement dit, ni la construction maritime).

Ces deux établissements de l'État étaient jusqu'ici les seules aciéries du Japon. D'une manière générale la métallurgie y est peu développée. La consommation du Japon en *pig iron* est seulement de 430 000 tonnes par an, dont 300 000 sont importées, 130 000 produites par l'État.

Cette mauvaise situation, qui arrête le développement économique du pays, est due à plusieurs causes : la pauvreté des mines de fer, l'hésitation qu'éprouvent les capitalistes à mettre des fonds dans les entreprises coûteuses de la métallurgie, le manque de bons ouvriers.

Pour remédier à la pauvreté des mines on a résolu d'utiliser les sables ferrugineux ; pour encourager l'initiative particulière on a fait appel aux capitaux étrangers. Dans ce double but a été créée l'aciérie de Muroran en Hokkaidô au capital de 10 millions de yen, fourni partie par la Compagnie japonaise des charbonnages du Hokkaidô, partie par Armstrong et Vickers. Les premiers essais dans le second semestre de 1909 ont montré que le fer ainsi produit était bon et d'un coût de production rémunérateur. En 1911 l'aciérie semblait fonctionner d'une manière normale.

III

Dans la seconde période de l'évolution industrielle, qui est la période actuelle, l'œuvre aban-

donnée par l'État a été reprise et développée par les particuliers. Comme les sociétés, les syndicats et les grandes firmes ont fait l'objet de l'introduction de ce chapitre, nous n'aurons qu'à résumer l'histoire de l'industrie; ce sera brièvement, car cette histoire se confond en partie avec celle des finances, déjà donnée et en partie avec l'histoire générale, que nous traiterons dans le livre III.

Le mouvement industriel commença dans la période prospère qui suivit la fin de la crise de l'agio et la reprise des paiements en espèces, se ralentit de 1890 à 1894 par suite du malaise qu'avait provoqué l'excès de la spéculation et pendant les deux années de la guerre contre la Chine. La réception de l'indemnité chinoise amena un grand développement de l'industrie, qui, malgré les discordes politiques, les perturbations financières, la guerre de 1904-05, s'est toujours accéléré.

Nous renverrons d'abord le lecteur au tableau des sociétés qui figure dans l'introduction du présent chapitre; nous rappellerons seulement que le nombre des sociétés industrielles était en 1896 de 1 367 avec 89 millions de capital versé et en 1909 de 3 425 avec 542 millions de capital versé.

Le tableau suivant montrera la progression du nombre des usines au cours de la même période.

Usines et ateliers (1895-1909).

Années.	Usines avec force motrice.	Usines sans force motrice.
—	—	—
1895.....	2 758	4 396
1896.....	3 037	4 603

Années.	Usines avec force motrice.	Usines sans force motrice.
1897.....	2 910	4 377
1898.....	2 964	4 421
1899.....	2 305	4 394
1900.....	2 388	4 896
1901.....	2 764	4 585
1902.....	2 991	4 830
1903.....	3 741	4 533
1904.....	4 000	5 234
1905.....	4 335	5 441
1906.....	4 656	5 705
1907.....	5 207	5 731
1908.....	5 617	5 773
1909.....	9 155	23 073 (1)

Grâce à ce développement de la grande industrie le pays s'est renouvelé; partout ce sont des chemins de fer, des tramways, l'éclairage électrique, partout se fondent des usines, et les progrès, d'abord lents par suite du manque de capital, se sont précipités depuis que les premiers efforts ont produit ce capital; la grande industrie donnera bientôt au Japon la richesse. Et, si dans les premiers temps l'avidité des industriels, leur dureté pour l'ouvrier ont rappelé le triste mot de Pitt : « Prenez les enfants », les ouvriers ont lutté, l'État est intervenu; les patrons sont devenus plus humains et ont mieux compris leurs véritables intérêts, déjà les salaires de la grande industrie sont supérieurs à ceux de l'agriculture et de la petite industrie et l'époque apparaît où la grande indus-

(1) L'Annuaire ne donne pas la raison d'une progression, qui semble incroyable; on doit avoir pris, au moins pour les usines sans force motrice, une base différente de la statistique.

trie changera du tout au tout la condition du peuple, comme elle l'a fait dans les autres pays (1).

IV

Nous passerons maintenant à l'étude technique des principales industries japonaises.

Nous traiterons de ces industries dans l'ordre chronologique, par suite en parlant d'abord de celles qui se sont développées dès le début du nouveau régime.

Si le Japon s'initia rapidement à la grande industrie, ce fut moins pour son propre usage que dans le but de se procurer des produits d'exportation dont la vente lui fournit l'argent qui lui manquait. Mais pour lutter contre l'Europe il n'avait pour lui que le bon marché de sa main-d'œuvre; cette main-d'œuvre était inexpérimentée; force lui fut donc de commencer par les industries qui exigent peu d'habileté chez l'ouvrier et peu de capitaux chez le patron.

L'industrie du filage du coton date de 1862, année où les Shimazu établirent à Kagoshima une manufacture de 5 000 broches. La première société par actions fut fondée à Ôsaka en 1882. De cette date à 1886 s'établirent 15 filatures avec 55 000 broches et le total pour la dernière année était de 20 filatures avec 65 420 broches.

(1) Voir le chapitre III, *Condition du peuple*. (L'authenticité du mot de Pitt est aujourd'hui contestée.)

Depuis, l'industrie du coton s'est développée de la manière suivante.

Industrie du coton (filatures).

Années.	Nombre des établisse- ments:	Capital autorisé en milliers de yen.	Broches (moyenne journalière) par milliers.	Ouvriers (Moyenne quotidienne).	Ouvrières	Production en milliers de kan.
1886.....	20	—	65	—	—	—
1888.....	24	—	113	1 204	2 199	1 593
1892.....	39	9 103	403	6 354	18 878	9 997
1895.....	47	16 392	518	9 650	31 140	18 437
1905.....	78	36 991	1 402	12 183	53 728	44 137
1906.....	83	40 112	1 441	13 032	59 281	46 187
1907.....	83	55 284	1 500	14 879	62 001	47 322
1908.....	86	52 417	1 403	15 265	58 960	42 864
1909.....	88	53 972	1 785	18 431	7 894	50 034

L'industrie du tissage s'est aussi beaucoup accrue. La valeur des étoffes de coton tissées au Japon était de 48 millions de yen en 1898, de plus de 100 en 1907, 1908 et 1909.

C'est en 1873 que commença la fabrication des allumettes chimiques, qui se développa rapidement jusqu'en 1880. Des falsifications rendirent le produit suspect à l'étranger, l'exportation en cessa vers 1884; depuis, l'industrie s'est reconstituée : déjà prospère en 1887, elle occupait en 1896 plus de 21 000 ouvriers et produisait 25 millions de grosses d'une valeur de 5,4 millions de yen; en 1905 on comptait 24 000 ouvriers, de 38 à 39 millions de grosses (57 en 1907, 49 en 1909) d'une valeur de 12,2 millions de yen (15 en 1906).

Les industries des allumettes et du coton travaillaient uniquement pour les pays d'Extrême-Orient; celles des filés et des tissus de soie devaient chercher leurs clients en Amérique et en Europe. Le total des filés de soie dépassait en 1909 3 800 000 kan. Il serait capital pour le Japon de pouvoir manufacturer lui-même la soie qu'il produit; mais le goût européen diffère tant du goût japonais qu'en dehors des kimono utilisés comme robes de chambre le Japon ne réussit à vendre que des soies communes. La valeur des pièces de soie était de 80 millions de yen en 1899, 94 en 1908, 97 en 1909; celle des pièces de soie et coton de 16 en 1899, 21 en 1908, 23 en 1909; pour les *obi* ou ceintures de soie on a 10, 4 et 2; pour les *obi* de soie et coton 7, 3 et 3 (ce qui indique la disparition des anciennes modes). Les 94 millions de yen de pièces de soie (1908) se répartissaient ainsi : *monori* : 5; crêpe : 12; *habutae* : 38; *kaiki* : 4, etc.

Nous donnerons maintenant un aperçu rapide de l'état des autres industries. Les chiffres sont ceux de 1908. Le tissage du chanvre produit environ 3 millions de yen. La fabrication du papier japonais, qui occupe 58 000 ménages, donne 18 millions de yen; celle du papier européen, qui se fait dans 26 usines employant 6 000 ouvriers, 13 millions. Les produits de la céramique, qui emploie 19 000 hommes et 5 000 femmes, ont une valeur de 10 millions de yen (12 en 1907 et 1909, 13 en 1906). La fabrication des nattes et tapis-nattes rapporte 11 millions de yen, celle des objets laqués

7 millions, celle des objets de paille tressée 3 millions (5 en 1909). Enfin donnons encore la valeur annuelle des produits suivants en millions de yen : camphre et huile de camphre (1), gelée d'algues (*kanten*) (1,5), peaux (7,1), menthe cristallisée (0,6), huile (10). On fabrique annuellement 4 millions de koku de sake, 2 de shôyu, 0,1 de bière et 2 millions de kan d'indigo.

Il existe 104 compagnies d'éclairage électrique avec un capital versé de 51 millions, exploitant 1 520 000 ri de lignes, 5 602 de fils, fournissant 32 000 lampes publiques et plus d'un million de lampes à 348 000 maisons (437 000 en 1909), etc.

Voici le tableau des industries japonaises en 1906. (Les chiffres mis entre parenthèses sont ceux de 1908.)

	Nombre de manufactures (avec ou sans machines.)		Nombre d'ouvriers.
INDUSTRIES TEXTILES	5 592 (6 298)		325 047
Soie grège	2 627		150 626
Filature	244		86 030
Tissages	2 604		84 315
Tricotage et tissage . .	117		4 076
MÉTALLURGIE	686 (828)		58 977
Fabriques de machines	255 (332)		24 543
Constructions maritimes	54		19 535
Fabriques d'outils . . .	268		11 751
Fonte	109		3 148
INDUSTRIES CHIMIQUES . .	1 326 (1 397)		62 708
Céramique	563		20 332
Gaz	7		432
Papier	92		6 255

Nombre de manufactures (avec ou sans machines).		Nombre d'ouvriers.
<hr/>		
Teinture.....	181	5 739
Cuir	25	573
Explosifs	263	22 328
Engrais artificiels.....	22	1 564
Produits pharmaceuti- ques.....	84	3 043
Divers	89	2 442
INDUSTRIES ALIMENTAIRES...	1 308	49 260
Brasserie	736	16 223
Sucre.....	9	1 320
Tabac.....	214	23 750
Thé	32	1 270
Meunerie.....	138	2 670
Glaces, limonade, eaux gazeuses.....	40	200
Confiserie.....	37	913
Conserves, embouteil- lage	37	943
Divers	95	1 971
INDUSTRIES DIVERSES.....	1 042	50 176
Imprimeries et maisons d'édition	273	12 207
Articles de papier.....	80	2 582
Objets de bois et de bambou	279	9 199
Cuir.....	19	1 031
Plumes	26	2 283
Nattes, etc.....	111	13 589
Articles en pierre.....	9	366
Laques.....	17	322
Divers	228	8 597
INDUSTRIES SPÉCIALES.....	407	66 009
Electriques	28	976
Polissage des métaux...	279	5 861
Charbon.....	100	6 322
TOTAL.....	9 361	612 177
	(11 390)	(649 676)

Fonctionnaient dans ces usines en 1908 : 5 744 machines à vapeur, d'une force totale de 268 404 chevaux (plus 446 autres machines à vapeur); 508 moteurs à gaz de 7 673 chevaux; 767 moteurs à pétrole de 4 958 chevaux; 88 turbines hydrauliques de 31 733 chevaux; 152 turbines de Pelton de 18 086 chevaux; 1 039 turbines japonaises de 3 860 chevaux (plus 1 044 autres turbines); 706 dynamos, 2 019 moteurs électriques.

Le Japon devient donc un centre important d'industrie (1).

D. — LE COMMERCE

I

L'agriculture et l'industrie ne peuvent se développer que si le commerce fournit des débouchés à leur production sans cesse accrue : les habitants d'un même pays se vendent les uns aux autres ce qu'ils ne peuvent consommer, achètent les uns des autres ce qui leur manque, et les pays échangent leurs produits. Dans aucun domaine l'œuvre de reconstruction ne devait être plus importante que dans celui du commerce puisque le Vieux Japon n'avait pas de commerce extérieur et que le commerce intérieur y était entravé de mille manières par les monopoles des corporations, l'autonomie

(1) En 1909 on avait 32 228 usines (dont 23 073 sans force motrice), 692 221 ouvriers, 272 000 chevaux pour les machines à vapeur, 11 000 pour les moteurs à gaz, 7 000 pour les moteurs à pétrole, etc.

des daimiats, des villes et des départements; de même dans aucun domaine l'influence de l'État n'a été aussi prépondérante.

L'organisation du commerce intérieur sous le nouveau régime a déjà été étudiée dans l'introduction du présent chapitre comme aussi dans les sections traitant de l'agriculture et de l'industrie. Nous n'ajouterons quelques mots que pour en faire saisir le caractère général.

Dans le Japon moderne comme dans tous les pays très développés la complexité des relations économiques tend à séparer de plus en plus le commerce de l'industrie, le commerce en gros du commerce au détail et dans cette dernière branche les petites maisons se voient forcées de céder la place à de grandes entreprises. Le Vieux Japon se présentait au contraire sous un aspect très différent; sans doute il avait ses gildes de marchands en gros, dont nous avons dit ailleurs la puissance, mais d'une manière générale agriculteurs et artisans vendaient eux-mêmes leurs produits.

II

Occupons-nous maintenant du commerce extérieur.

Encore que la question des tarifs douaniers doive être étudiée spécialement dans le chapitre consacré à la révision des traités (tome VII), nous ne pouvons manquer ici d'en dire quelques mots. Nous avons vu qu'en 1859 les puissances avaient imposé au Japon un tarif ruineux, qui lui inter-

disait d'élever ses droits de douane au-dessus de 50/0, tandis que les puissances pouvaient imposer arbitrairement les marchandises japonaises importées dans leurs ports. Les traités signés de 1894 à 1898 permirent au Japon d'avoir un tarif général, mais sous certaines restrictions, qui expiraient seulement en 1911 : le tarif promulgué en 1897 fut appliqué en 1899, révisé la même année, puis de nouveau en 1901 et en 1902, surtout en 1906; le tarif de 1906 divisait les objets d'importation en dix-neuf groupes, pour quelques-uns les droits étaient prohibitifs, mais ce tarif était rarement appliqué, toutes les puissances ayant conclu des traités. Depuis 1911 le Japon, qui a recouvré toute sa liberté, a établi par la loi 54 d'avril 1910 un tarif général, dont les droits maximum ne s'appliquent qu'aux puissances n'ayant pas signé de traités de commerce; de fait, toutes les puissances qui sont en relations d'affaires avec l'empire avaient traité en 1912.

Depuis 1899 il n'y a plus de droits d'exportation.



Voici le tableau des grands progrès accomplis par le commerce extérieur du Japon depuis quarante ans (1).

(1) La valeur des marchandises exportées est la valeur relevée au port d'embarquement. Pour les importations antérieures à 1898 la valeur des marchandises est celle du prix d'achat au lieu d'origine; mais pour les années suivantes cette valeur est augmentée du montant des frais de transport, primes, frais d'emballage, etc.

ANNÉES	MARCHAN- DISSES exportées (valeur en yen).	PROPORTION par tête d'habitant.	MARCHAN- DISSES importées (valeur en yen).	PROPORTION par tête d'habitant.	TOTAL de l'exporta- tion et de l'im- por- tation.	PROPORTION par tête d'habitant.	EXCÉDENT de l'exporta- tion.	EXCÉDENT de l'importa- tion.
1868	15 553 473		10 693 072		26 246 545		4 860 401	
1869	12 908 978		20 783 633		33 692 611			7 874 655
1870	14 543 013		33 741 637		48 284 670			19 198 624
1871	17 968 609		21 916 728		39 885 337			3 948 119
1872	17 026 647	0.51	26 174 815	0.79	43 201 462	1.30		9 148 168
1873	21 635 441	0.65	28 107 390	0.84	49 742 831	1.49		6 471 949
1874	19 317 306	0.57	23 461 814	0.70	42 779 120	1.27		4 144 508
1875	18 611 111	0.55	29 975 628	0.88	48 586 738	1.43		11 364 517
1876	27 711 528	0.81	23 964 679	0.70	51 676 206	1.51	3 746 849	
1877	23 348 522	0.68	27 420 903	0.80	50 769 425	1.48		4 072 381
1878	25 988 110	0.76	32 874 834	0.96	58 862 974	1.72		6 886 694
1879	28 175 770	0.79	32 953 002	0.92	61 128 773	1.71		4 777 232
1880	28 395 387	0.79	36 626 601	1.01	65 021 988	1.80		8 231 214
1881	31 058 888	0.85	31 191 246	0.86	62 250 134	1.71		132 358
1882	37 721 751	1.02	29 446 594	0.80	67 168 345	1.82	8 275 157	
1883	36 268 020	0.98	28 444 842	0.77	64 712 861	1.75	7 823 178	
1884	33 871 166	0.90	29 672 647	0.79	63 544 113	1.69	4 198 818	
1885	37 146 691	0.98	29 356 968	0.78	66 503 659	1.76	7 789 724	
1886	48 876 343	1.27	32 168 432	0.81	81 044 745	2.11	16 707 881	
1887	52 407 681	1.34	44 304 252	1.13	96 711 933	4.27	8 103 429	
1888	65 705 510	1.66	65 455 234	1.65	131 160 744	3.31	250 276	
1889	70 060 706	1.75	66 103 767	1.65	136 164 472	3.40	3 956 939	
1890	66 603 505	1.40	81 728 581	2.02	138 332 087	3.42		25 125 074
1891	79 527 272	1.95	62 927 268	1.55	142 454 541	3.50	16 600 004	
1892	91 402 754	2.22	71 326 080	1.74	162 428 833	3.96	19 776 674	
1893	89 712 865	2.17	88 257 172	2.13	177 970 036	4.30	1 455 693	
1894	113 246 086	2.71	117 481 955	2.81	230 728 042	5.52		4 235 869
1895	136 112 178	3.22	129 260 578	3.06	265 372 756	6.28	6 851 600	
1896	117 842 761	2.76	171 674 474	4.02	289 517 235	6.78		53 831 714
1897	163 135 077	3.77	219 300 772	5.08	382 435 849	8.85		56 165 694
1898	165 753 753	3.79	277 502 157	6.34	443 255 909	10.13		111 748 404
1899	214 929 894	4.86	220 401 926	4.98	435 331 820	9.84		5 472 032
1900	204 429 994	4.56	287 261 846	6.41	491 691 840	10.97		82 831 852
1901	252 349 543	5.55	255 816 645	5.61	508 166 188	11.16		3 467 102
1902	258 303 065	5.61	271 731 259	5.90	530 034 323	11.51		13 428 194
1903	289 502 443	6.19	317 135 518	6.79	606 637 960	12.98		27 633 075
1904	319 260 896	6.76	371 360 739	7.87	690 631 634	14.63		52 099 843
1905	321 533 610	6.74	488 538 017	10.25	810 071 627	16.99		167 004 407
1906	423 754 892	8.80	418 784 108	8.70	842 539 000	17.50	4 970 784	
1907	432 412 873	8.86	494 467 346	10.13	926 880 219	18.99		62 054 473
1908	378 245 673	7.63	436 257 462	8.80	814 503 135	16.43		58 011 769
1909	413 112 511	8.21	394 198 843	7.84	807 311 354	16.05	18 913 668	
1910	458 428 996		464 233 808		922 662 804			5 804 812

III

Nous analyserons maintenant le commerce extérieur, et d'abord les exportations.

Au début le Japon, pressé de se procurer les fonds nécessaires à son outillage économique, exportait presque uniquement les produits bruts de son agriculture; mais, aujourd'hui que son industrie s'est développée, il réussit à exporter en grand nombre ses produits manufacturés. C'était, en 1908, thé : 13 millions de yen; boissons et conserves : 18; produits chimiques : 8,7; huiles et cires : 4,7; sucre : 13,5; filés ou tissus de coton : 51; filés ou tissus de soie : 165; vêtements : 10; papier : 4.

Valeur des principaux produits d'exportation en millions de yen.

ANNÉES	SOIE grège.	SOIE manufac- turée (principaux articles.)	THÉ	ALGUES SÈCHES	NATTES et pailles- sous.	CUIVRE	HOUILLE	COTON filé.
1868.	6,2		3,5			0,008	0,079	
1878.	7,8		4,2			0,7	0,384	
1888.	25,9		6,1	0,1	1,2	3,5	1,1	
1898.	42	16	8,2	6,2	3,9	7,2	12,2	20,1
1907.	116,8	34,6	12,6	9,4	5,7	29,2	19	30,3
1910.	130,8		14,5	10,3	3,9	20,8	16,3	45,

Le meilleur client du Japon est la grande Confédération américaine, dont les achats ont dépassé 130 millions de yen en 1907 et en 1909, soit

pour 80 millions de soie grège, pour quelques millions de tissus de soie, pour 3 millions environ de porcelaines et de faïences, pour plus de 10 millions de thé (surtout de thé vert), pour plusieurs millions de cuivre (6 en 1909) et de nattes (4 en 1909), etc. L'ensemble des exportations japonaises dans toute l'Amérique était de 136 millions en 1907, de 135 en 1909.

En Europe le Japon s'adresse à la France (dont les achats de soie grège, de pongées et de déchets de soie dépassaient 36 millions de yen en 1909), à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne, etc. Les exportations japonaises en Europe dépassaient 94 millions en 1907.

Mais l'Amérique et l'Europe ne prennent guère au Japon que des produits bruts ou des produits à peine travaillés, comme la soie grège et le thé. Aussi pour fournir des débouchés à son industrie doit-il conquérir les marchés asiatiques. Son principal effort a porté sur la Chine et le succès en a été complet; de quelques millions de yen au début, ses exportations dans ce pays ont atteint 117, 7 millions de yen en 1906, 90 en 1910 (plus 19 millions dans le Kan Tung); en outre Hong kong reçoit chaque année pour vingt millions environ de marchandises qui sont vendues en Chine. Nulles en Corée jusqu'en 1884, les importations japonaises y étaient de près de 33 millions en 1907. L'Inde britannique achète au Japon plus de 10 millions par an. L'ensemble des exportations japonaises en Asie était de 32, 3 millions en 1894, de 198 en 1906, 191,7 en 1907, 186,2 en 1910.

Voici le tableau des exportations du Japon dans les principaux pays (en millions de yen).

Années.	Chine.	États-Unis.	Grande-Bretagne.	France	Allemagne.
1873..	4,7	4,2	5,1	3,6	0,1
1878..	6,5	5,8	3 9	5,4	0,6
1888..	11,4	22,6	8,7	13,6	1,6
1898..	29,1	47,3	7,7	20,4	2,4
1907..	85,6				
	+ 20,4 (pour le Kan tung)	131,1	22,4	42,5	11,2
1909..	73				
	+ 16	131,5	27	41,5	7,9
1910..	90	143,7	25,7	44,9	11,1
	+ 19,1				

*
* *

Les importations ont été le plus souvent supérieures aux exportations, ce qui est naturel dans un pays obligé de s'outiller complètement, mais ce qui contribue à rendre le Japon pauvre d'argent liquide.

En analysant les importations nous voyons qu'au début elles se composaient presque exclusivement de produits manufacturés, mais qu'aujourd'hui les produits bruts, importés pour être manufacturés au Japon, y tiennent une grande place.

Pour les produits manufacturés nous trouvons : boissons et comestibles, 12 millions de yen en 1907 et 8,4 en 1910; produits chimiques, 29 et 3,1; huiles et graisses, 19; machines, 40 et 23,6.

Pour les produits bruts nécessaires à l'industrie ou à l'agriculture japonaises : fer et acier bruts, 42,9 en 1907 et 34,1 en 1910; sucre brut, 17,3 et 11,9; coton brut, 115 et 159.

Enfin il faut mettre à part les importations de riz, destinées à suppléer à l'insuffisance de la récolte, qui ont varié entre 4,3 millions en 1895 et 59 millions en 1904 (47,9 en 1905; 26,1 en 1906; 30 en 1907).

Les importations se décomposent ainsi par provenance (le premier chiffre est celui de 1907, le second celui de 1910) : Asie (200 millions de yen et 226), Europe (195 et 163), Amérique (82,7 et 57,4).

Le tableau suivant donne la valeur des importations des principaux pays (en millions de yen).

Années.	États-Unis.	Chine.	Inde britannique.	Indes néerlandaises.	Grande-Bretagne.	France.	Allemagne.	Belgique.
1873 ..	1	9,8	—	—	11,9	2,4	2	—
1878 ..	2,7	4,7	—	—	19,2	3,3	1,2	—
1888 ..	5,6	10,3	7,7 (4)	—	28,6	4,1	5,2	0,5
1898 ..	40	30,5	40,7	1,6	62,7	6,9	25,6	4,3
1907 ..	80,6	59,1	74,5	22	—	—	—	—
		+ 8,8			116,2	7	47,6	13,3
1910 ..	54,6	68,5	—	—	—	—	—	—
		+ 9,7	106,3	18,8	94,7	5,4	43,9	9,4

*
* *

Une dernière question doit nous intéresser, celle de la part qui revient aux Japonais dans le commerce extérieur de leur pays.

Au début ce commerce était entièrement fait par les maisons étrangères établies dans les ports ouverts.

Les négociants japonais se sont d'abord efforcés de leur enlever le commerce d'importation

(1) Dans ce chiffre sont compris les *Straits* et le Siam.

et, comme ils connaissaient mieux les besoins de leurs compatriotes, ils y ont pleinement réussi.

Au contraire, le commerce d'exportation est resté en grande partie dans les mains des étrangers parce que les grandes maisons d'Europe et d'Amérique n'ont pas encore une confiance suffisante dans la bonne qualité des produits envoyés par les exportateurs japonais.

Ces conditions se révèlent nettement si l'on compare le commerce de Kôbe et celui de Yokohama. Kôbe, dont le commerce est fait presque exclusivement par des maisons japonaises, avait 223 millions de yen d'importation en 1907, 184 en 1909, 230 en 1910, tandis que Yokohama, où se trouvent les plus puissantes maisons européennes, en avait 172 en 1907, 137 en 1906, 154 en 1910; encore les maisons japonaises de Yokohama font-elles plus d'affaires à l'importation que les maisons européennes. Tout au contraire, Yokohama avait 205 millions d'exportation en 1907 et en 1909, 225 en 1910, Kôbe seulement 106, 100 et 122. Le troisième port est Ôsaka avec 60 millions d'exportation et 34 d'importation en 1907, 48 et 25 en 1909, 48 et 27 en 1910.

E. — LA RICHESSE GÉNÉRALE

Tous les chiffres que nous avons donnés au cours de ces deux chapitres consacrés aux finances

et au régime économique montrent d'une manière irréfutable que le Japon s'est énormément enrichi depuis 1868, surtout depuis 1895, et que sa fortune est aujourd'hui considérable.

De déterminer cette fortune est plus malaisé. L'impôt sur les successions et l'impôt sur le revenu nous seraient d'un médiocre secours parce que les renseignements fournis sont insuffisants, que l'immense majorité des Japonais échappe à l'un et à l'autre, que l'État possède les chemins de fer, des établissements nombreux et la plus grande partie du sol, que la fortune de l'empereur, évaluée à un milliard, est exemptée des impôts.

On s'est donc efforcé d'évaluer la richesse du Japon d'une manière directe. Un pareil procédé laisse toujours une part à l'arbitraire, de plus il ne sépare pas la richesse publique de la richesse privée et ne distingue pas toujours assez nettement la richesse consommée annuellement de la richesse capitalisée.

I

Le tableau que nous allons donner de la richesse du Japon est emprunté à l'ouvrage semi-officiel de MM. Igarashi et Takahashi : *The national wealth of Japan*, publié en 1906.

Leur évaluation date de 1904.

La voici en millions de yen.

1. Propriété immobilière non bâtie (y compris le sol des terrains bâtis)	12 609
---	--------

2. Propriété immobilière bâtie.....	3 616
3. Meubles meublants.....	1 836
4. Animaux.....	120
5. Mines.....	583
6. Produits de la mer.....	811
7. Compagnies d'éclairage, de distribution d'eau, trains.....	114
8. Marine marchande.....	109
9. Espèces métalliques.....	211
10. Banques et sociétés.....	825
11. Marchandises diverses.....	997
12. Chemin de fer, télégraphes et téléphones....	725
13. Marine de guerre.....	180
	<hr/>
	22 742
14. Formose.....	2 377

En soustrayant 405 millions d'emprunts extérieurs et en tenant compte des décimales non données dans ce tableau, on obtient un total en chiffres ronds de 24 714 millions de yen pour 1904.

En admettant un accroissement de la richesse de 5 0/0 de décembre 1904 à juillet 1906 et en déduisant 829 millions d'emprunts nouveaux, les auteurs évaluaient en juillet 1906 la richesse du Japon à 22 643 millions, celle de Formose à 2 496, et celle de l'empire (moins Sakhalin, la Corée et la Mandchourie) à 25 140 millions de yen.

*
* *

Nous expliquerons maintenant les moyens qui leur ont permis de faire cette évaluation.

Première catégorie.

La valeur de la propriété immobilière non bâtie, y compris les terrains sur lesquels s'élèvent les maisons, est obtenue par l'addition des *items* suivants :

a) Dix fois la valeur de la récolte moyenne de riz (42,3 millions de koku, faisant, au prix moyen de 13 yen par koku, 550,2 millions de yen). 5 502 millions de yen.

b) Dix fois la valeur de la récolte moyenne d'orge et de blé (19,6 millions de koku, à 8 yen par koku). 1 571 millions de yen.

c) Dix fois la valeur de la récolte moyenne des autres céréales et des légumineuses fixée au cinquième de la valeur de la récolte de riz, d'orge et de blé. 1 414 millions de yen.

d) La valeur des terrains bâtis dans les villages (bâtiments non compris), la superficie globale de ces terrains ayant été fixée à 368 296 chô 3 tan et la valeur moyenne du tan dans chaque district ayant été établie par les recherches du ministère de l'agriculture (janvier 1905) et du ministère des finances (1904). 762 574 695 yen.

e) La valeur des terrains bâtis dans les villes (bâtiments non compris) d'une superficie de 26 209 chô 7 tan, laquelle valeur a été établie de la même manière. 1 229 407 961 yen.

f) La valeur des terres appartenant au gouvernement, laquelle valeur a été établie d'après le 21^e rapport statistique du département de l'agriculture, les bulletins des préfectures et la valeur des pro-

priétés privées analogues. . . . 800 721 652 yen.

g) La valeur des terres appartenant à l'empereur déterminée d'après des procédés identiques, soit. 188 160 280 yen.

h) La valeur des forêts, jachères et terres exemptes de l'impôt fixée à 4,54 fois la valeur légale moyenne des terres de même qualité dans tout le Japon (le multiple 4,54 représentant la plus-value obtenue depuis l'estimation), plus dix fois la valeur des coupes de bois annuelles, soit 602 629 817 + dix fois 53 729 152. 1 139 921 337 yen.

Deuxième catégorie.

La valeur de la propriété bâtie a été fixée de la manière suivante :

a) Le nombre des maisons a été supposé égal à celui des *maisons* au sens juridique du mot, tel qu'il est fourni par les recensements.

Les maisons ont été estimées, après étude des actes de l'enregistrement, à une valeur moyenne de 1 000 yen dans les six villes de Tôkiô, Ôsaka, Kiôto, Yokohama, Kôbe, Nagoya; de 500 yen dans les autres villes; de 200 yen dans les bourgs et villages.

b) On a fixé le nombre des dépôts (*go-downs*) à 1 pour 30 familles et leur valeur à 2 000 yen pour les six grandes villes, 1 000 yen pour les autres villes, 600 yen pour les bourgs et villages

c) Le nombre des bâtiments publics et des maisons d'école étant donné par les statistiques gouvernementales, on a fixé la valeur moyenne des

bâtiments publics à 25 000 yen pour Tókiô, 15 000 pour les cinq autres grandes villes, 7 000 pour l'ensemble des villes, 3 000 pour les bourgs et villages; la valeur moyenne des écoles à 15 000 pour les six grandes villes, 7 500 pour les autres villes, 3 000 pour les bourgs et villages. La valeur des temples, dont le nombre est connu, a été estimée d'après des procédés analogues à ceux qui ont été employés précédemment.

En tout. 3 616 235 700 yen.

Troisième catégorie.

Cette catégorie comprend :

a) Le mobilier estimé en moyenne à la moitié de la valeur des édifices de toute sorte, telle qu'elle vient d'être fixée, soit. 1 808 117 850 yen.

b) Les objets d'art et d'ornementation estimés à 5 yen par famille dans les grandes villes, 4 dans les villes, 3 dans le reste du pays, soit 28 556 314 yen.

En tout. 1 836 674 164 yen.

Quatrième catégorie.

Y figurent :

a) La valeur du bétail fixée (à raison de 30 yen par tête) à. 38 567 820 yen.

b) La valeur des chevaux fixée (à raison de 40 yen par tête) à. 59 180 800 yen.

c) la valeur des pores fixée (à raison de 5 yen par tête) à. 1 062 000 yen.

d) La valeur de la volaille fixée (à raison de

30 sen par tête et d'une tête pour deux familles)
à. 1 307 979 yen.

e) La valeur des autres animaux domestiques
fixée au cinquième de la valeur collective des
quatre premières classes, soit. . 20 023 721 yen.

En tout. 120 142 320 yen.

Cinquième catégorie.

La valeur des mines est considérée comme
égale à la capitalisation à 5 0/0 de la moitié
de leur produit annuel (l'autre moitié étant attri-
buée aux frais), lequel produit était en 1894 de
58 346 285 yen, soit 583 462 850 yen.

Sixième catégorie.

Figurent comme valeur des produits marins :

a) La capitalisation à 5 0/0 de la moitié de la
valeur des prises annuelles. . . 408 664 440 yen.

b) La capitalisation à 5 0/0 de la moitié de la
valeur des produits marins fabriqués annuelle-
ment 308 955 780 yen.

c) La capitalisation à 5 0/0 de la moitié de la va-
leur du sel fabriqué annuellement. 94 353 670 yen.

En tout pour les produits marins :
. 811 973 890 yen.

Septième catégorie.

Forment cette catégorie :

a La capitalisation à 5 0/0 des revenus des
sociétés d'éclairage et de traction électrique.

b) La valeur des travaux de distribution d'eau fixée à 50 fois la somme que coûte leur entretien annuel.

En tout. 114 875 180 yen.

Huitième catégorie.

Pour établir la valeur de la flotte marchande on additionne :

a) Le prix de construction de 797 366 tonnes de vapeurs, fixé à 100 yen par tonne, soit
 79 736 600 yen.

b) Le prix de construction de 327 329 tonnes de voiliers, fixé à 50 yen par tonne, soit
 16 366 450 yen.

c) Le prix de construction de 2 382 867 koku de grandes jonques, fixé à 5 yen par koku, soit
 11 914 335 yen.

d) Le prix de 618 727 petites jonques, fixé à 2 yen par jonque, soit. 1 237 454 yen.

En tout. 109 254 839 yen.

Neuvième catégorie.

Entrent dans cette division :

a) Les espèces en circulation ou formant la réserve de la Banque au 31 décembre 1904, soit
 186 188 000 yen.

b) Les métaux précieux non monnayés estimés à 1 yen par habitant des grandes villes, à 0,5 pour le reste des habitants, soit. 25 364 918 yen.

En tout. 211 552 918 yen.

Dixième catégorie.

Y figure la moitié du capital versé de 9 247 compagnies et 2 427 banques (1 651 157 012 yen), soit
 825 578 506 yen.

Onzième catégorie.

Y figure la moitié de la valeur globale de toutes les marchandises du pays, c'est-à-dire la moitié de la production et de l'importation de la dernière année, donc. 997 649 714 yen.

Douzième catégorie.

Y figure la capitalisation à 5 0/0 du revenu des chemins de fer et de la moitié des recettes globales des postes et télégraphes. . . . 725 417 890 yen.

Treizième catégorie.

Nous y trouvons 300 000 tonnes en chiffres ronds de navires de guerre évaluées à un prix de construction de 600 yen par tonne, soit 180 millions de yen.

*
* *

Il y aurait beaucoup à dire sur ces diverses évaluations, le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas de les discuter une à une; quelles qu'elles soient, elles n'en fournissent pas moins des don-

nées intéressantes sur la richesse du Japon.

Quant à la présomption que cette richesse s'est accrue de 50/0 entre la fin de 1904 et le milieu de 1906, elle ne semble pas exagérée si l'on se rappelle les chiffres cités au cours de ce chapitre.

II

Nous trouvons dans l'ouvrage que nous venons d'analyser le tableau suivant, qui nous donne la répartition de la richesse par départements en 1904.

Départements.	Richesse globale (déduction faite de la part de la dette publique) (en yen).	Proportion de la richesse par tête d'habitant (en yen).
Tôkiô.....	1 944 398 862	860,4
Kanagawa.....	446 687 859	455,6
Saitama.....	465 538 857	389,8
Chiba.....	601 335 960	469,4
Ibaragi.....	592 159 346	508,7
Tochigi.....	426 466 077	489,2
Gumma.....	339 808 738	396,9
Nagano.....	584 852 261	449,3
Yamanashi.....	228 861 262	438,4
Shizuoka.....	452 501 364	362
Aichi.....	799 479 168	480,6
Mie.....	457 762 076	453,9
Gifu.....	557 494 951	562,4
Shiga.....	363 778 863	529,2
Fukui.....	287 799 621	463,9
Ishikawa.....	341 700 431	458,2
Toyama.....	395 572 694	519,3
Niigata.....	752 989 606	434,3
Fukushima.....	459 340 228	384,9
Miyagi.....	402 511 211	457,2

Départements.	Richesse globale (déduction faite de la part de la dette publique) (en yen).	Proportion de la richesse par tête d'habitant (en yen)
Yamagata.....	409 895 908	475,2
Akita.....	477 365 938	482,8
Iwate.....	306 251 143	416,2
Aomori.....	325 260 169	500,7
Kiôto.....	509 086 689	501,5
Ôsaka.....	1 147 221 010	682,9
Nara.....	228 441 529	422,8
Wakayama.....	238 176 834	351,6
Hiôgo.....	936 598 418	530,9
Okayama.....	564 998 162	492,8
Hiroshima.....	557 583 967	381,8
Yamaguchi.....	491 646 180	489
Shimane.....	312 969 757	436,1
Tottori.....	182 631 752	431,9
Tokushima.....	246 401 012	357,5
Kagawa.....	295 834 869	428,6
Ehime.....	400 951 207	399,3
Kôchi.....	254 094 931	405,6
Nagasaki.....	339 320 142	350,5
Saga.....	293 350 973	459,8
Fukuoka.....	911 999 155	605,6
Kumamoto.....	554 798 857	473,3
Ôita.....	369 406 061	442
Miyazaki.....	232 058 071	472,2
Kagoshima.....	398 887 802	343,2
Okinawa.....	70 066 531	148,5
Hokkaidô.....	687 542 293	689,6
Taiwan (Formose)...	2 496 510 781	812,2
TOTAL.....	25 140 389 576	505,7

La richesse est donc assez inégalement répartie, cependant on relèverait entre les diverses régions des États de l'Europe et de l'Amérique du Nord des différences beaucoup plus considérables, les

agglomérations industrielles du Japon n'ayant pas à beaucoup près l'importance des agglomérations de ces pays.

Pour que nous puissions juger le régime économique du Japon et ses résultats, il nous faut quelques chiffres qui nous permettent de déterminer la position que cet empire occupe aujourd'hui par rapport aux autres grandes puissances.

Il est difficile de comparer la richesse d'un pays à celle d'autres pays, car tous prennent des bases différentes pour leurs calculs; cependant nous pouvons dire que le Japon n'est pas riche comme les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, dont la fortune capitalisée se chiffre par centaines de milliards (1).

Nous pourrions commencer à nous faire une idée de la position que le Japon occupe dans le monde sous le rapport de la richesse en examinant le tableau suivant, que M. Neymarck donne dans son *VII^e rapport sur la statistique internationale des valeurs mobilières*.

Il existait en 1906 pour 732 milliards de francs de valeurs mobilières; 500 milliards environ se ré-

(1) On évalue généralement la fortune de la France à 270 ou 280 milliards de francs, celle de la Grande-Bretagne à 290 ou 300, celle des États-Unis à plus de 500. Pour l'Allemagne en pleine transformation les chiffres donnés diffèrent sensiblement, on parle actuellement de 400 ou même de 450 milliards (?).

partissaient ainsi entre les nationaux des pays suivants :

Grande-Bretagne.....	125 à 130
États-Unis	110 à 115
France.....	95 à 100
Allemagne.....	60 à 75 (1)
Russie	20 à 25
Autriche-Hongrie	20 à 22
Italie.....	10 à 12
Autres pays.....	30 à 35
Japon.....	5

Une notable partie des 35 milliards attribués à des pays divers revient à la Belgique et à la Hollande. Le *Moniteur des intérêts matériels* évaluait en effet à 13 milliards de francs le capital des valeurs mobilières belges émises à la fin de 1906. Or, d'après un rapport de M. Hanabusa au congrès de statistique de Copenhague, le capital nominal des valeurs mobilières japonaises s'élevait en décembre 1905 à 7 436 millions de francs, dont 4 888 millions approximativement appartenaient aux Japonais et 2 548 millions aux étrangers. Les dettes de l'État entraient dans ce chiffre pour 4 888 millions (mars 1906), les dettes des départements et des communes pour 161 millions, le capital-actions des diverses sociétés pour 2 210 mil-

(1) En Allemagne les chemins de fer et beaucoup de mines appartiennent à l'État; un grand nombre d'entreprises, de date toute récente, ne sont pas encore mises en actions; de plus les dettes de l'empire et des États sont relativement peu considérables (4,8 milliards de marks pour l'Empire; 9,5 pour la Prusse) (1910).

lions, leur capital-obligations pour 171. Le Japon est donc loin d'avoir la fortune de la Belgique, qui ne compte cependant que 7,5 millions d'habitants (1).

Pour se faire une idée exacte de la situation économique et financière du Japon il ne faut donc pas le comparer aux pays très développés de l'Europe, tels qu'ils sont aujourd'hui, mais à ces pays, tels qu'ils étaient il y a un demi-siècle, à la France, par exemple, sous le règne de Louis-Philippe. En 1826 l'annuité successorale s'y élevait à 1 786 millions (rentes sur l'État non comprises); en 1850 c'était 2 683 millions. Si l'on multiplie l'une et l'autre annuité par le nombre 28 (qui est aujourd'hui le plus généralement admis mais qui pourrait être trop élevé) (2), l'on aurait pour la fortune capitalisée de la France 51 milliards environ à la première date, 75 milliards à la seconde. Mais si (d'après la proportion adoptée plus haut, proportion qui est assurément trop faible, au moins depuis 1906) l'on ajoute aux 65 364 millions de

(1) Pour le début de 1910 M. Neymarek donnait les chiffres suivants : Total des valeurs mobilières japonaises : 4 898 millions de yen (12 648 de francs), dont : Dette nationale 2 585 (6 670), plus 22 d'emprunts temporaires; actions des compagnies : 1 921; obligations : 241.

(2) Étant donné en effet que dans la France actuelle un grand nombre de ménages n'ont pas d'enfants, un grand nombre n'en ont qu'un seul et risquent par conséquent de mourir sans descendance, que par suite les successions en ligne collatérale sont fréquentes, il semblerait que les biens dussent changer de mains en moins de vingt-huit ans. On pourrait par contre accepter le multiple 28 pour la première moitié du siècle.

francs, qui formaient la fortune du Japon en 1906, une dizaine de milliards représentant une augmentation de 5 0/0 en dix-huit mois pour la période comprise entre juin 1906 et juin 1911, on obtient un peu plus de 75 milliards pour la richesse globale du Japon, telle que nous l'avons estimée précédemment; il faudrait en retrancher quelques milliards qui représentent soit des propriétés du gouvernement, soit des valeurs qui ne rentrent pas à proprement parler dans la richesse capitalisée; il resterait 70 milliards environ, presque la fortune de la France au début du second empire. Le commerce extérieur du Japon est quelque peu supérieur à celui de la France en 1850 (1904) et 1851 (2 020), mais sensiblement égal à celui de la France en 1852 (2 219) (1).

Nous comparerons maintenant le commerce extérieur du Japon avec celui que font actuellement les principaux pays du monde. Les chiffres que nous avons donnés précédemment sont ceux du commerce général, il n'y aurait pas intérêt à les rapprocher des chiffres fournis pour le commerce général de ces pays parce que la réexportation y est beaucoup plus considérable qu'au Japon. Voici en effet les chiffres de la réexportation japo-

(1) Entre l'annuité successorale et la richesse générale la différence peut être considérable (dans la France actuelle par exemple : 168 (6×28) et 270 milliards), mais au temps de Louis-Philippe, la fortune étant moins divisée, les gens qui possédaient quelque argent sans payer de droits de succession étaient moins nombreux; il y avait moins de compagnies et la valeur des actions, basée sur le dividende, est inférieure à celle des propriétés des compagnies, etc.

naise, tels qu'ils figurent dans le *Bulletin statistique* de 1909 (en millions de yen).

1898	2,8	1903	3,5
1899	1,9	1904	3,5
1900	4,2	1905	3,2
1901	2,9	1906	4,5
1902	2,6	1907	3,9

Nous devons donc déduire huit millions de francs environ des totaux annuels pour avoir le commerce spécial du Japon.

Les chiffres du commerce spécial des grands pays du monde étaient les suivants pour 1909 (1) :

	Commerce en milliards de francs.	Proportion par tête d'habitant.
Grande-Bretagne.....	25 (25,6 en 1910)	545,3
Allemagne.....	18,8 (20,5 en 1910)	[307,6]
France.....	11,9 (12,7 en 1910)	304,7
Pays-Bas.....	11	1 898
Belgique.....	6,5	874,1
Italie.....	4,9	144
Suisse.....	2,6	
États-Unis.....	16,6 (16,9 en 1910)	496,6
République Argentine...	3,5	573
Canada.....	2,9	423
Mexique.....	2,4	180,5

(1) Nous empruntons ces chiffres (fors ceux entre parenthèses) à l'article publié par M. E. LEVASSEUR dans l'*Économiste* du 25 mars 1911. Le pourcentage de l'Allemagne est un chiffre approximatif pour 1910. Le pourcentage indiqué ainsi ne doit être considéré que comme un indice approximatif de l'activité commerciale d'un pays, il faudrait tenir compte du nombre des enfants. Les chiffres des Pays-Bas ne doivent pas se comparer à ceux des autres pays, car ce pays fait figurer au commerce spécial des marchandises en transit (de fait l'importance du commerce des Pays-Bas est dû à l'importation et à l'exportation allemandes).

	Commerce en milliards de francs.	Proportion par tête d'habitant.
<i>Commonwealth</i> (austra- lien).....	2,8	593,3
Inde et Ceylan.....	5,2	17
Chine.....	2,5	7,8
Japon (<i>y compris For- mose et la Corée</i>)....	2,6	40,5 (?)

Il est préférable pour juger l'activité économique du Japon de s'en tenir au Japon propre; les proportions par tête d'habitant ont été indiquées dans le tableau de la page 258; pour l'étude que nous faisons ici, elles se trouvent légèrement majorées puisqu'elles sont calculées d'après le commerce général; les voici converties en francs pour la période 1906-09.

	Francs.		Francs.
1906.....	45,50	1908.....	42,71
1907.....	49,37	1909.....	41,86

Le commerce du Japon, pris dans son ensemble, est donc sensiblement égal à celui du Canada, du Mexique, du *Commonwealth* et de la Suisse, pays beaucoup moins peuplés mais dont les relations sont bien plus étroites avec les grands pays acheteurs. Comme proportion par tête d'habitant, le Japon ne peut se comparer qu'à un seul pays européen, la Russie, dont le chiffre (31,5 par tête d'habitant) est inférieur au sien.

En Asie le Japon propre prend le troisième rang après l'Inde et la Chine, l'empire japonais le second après l'Inde, et avant la Chine, mais ces deux

empires ont une population six fois supérieure à celle du Japon, cinq fois supérieure à celle de l'empire japonais et la proportion de leur commerce par tête d'habitant est bien moindre que la sienne.

Quelques autres rapprochements serviront à faire comprendre les progrès qu'a faits le Japon et ceux qui lui restent à faire.

Stock animal.

Par milliers.

	Chevaux.	Bétail.	Porcs.
États-Unis (1910).....	21 000	69 000	47 000
Allemagne (1907).....	4 340	20 000	22 000
France (1908).....	3 215	14 000	7 000 (?)
Grande-Bretagne (1909)..	1 552	7 000	2 300
Italie (1908).....	955	6 000	2 500
Belgique (1908).....	253	1 800	1 100
Japon (1908).....	1 400	1 200	284

Broches à filer le coton (par millions) (1910).

Grande-Bretagne.....	53
États-Unis.....	28
Allemagne.....	10
Russie.....	8
France.....	7
Inde.....	6
Italie.....	4
Espagne.....	1,9
Suisse.....	1,4
Belgique.....	1,3
Japon.....	1,9 (2 en 1911)

*Extraction de la houille en millions
de tonnes métriques (1908-09).*

États-Unis.....	377 (441 en 1910)
Grande-Bretagne.....	265 (268 en 1909)

Allemagne.....	217 (222 en 1910)
France.....	37 (38 en 1910)
Belgique.....	23
Japon.....	14

Extraction du cuivre en milliers de tonnes (1908-09).

États-Unis.....	494
Grande-Bretagne.....	71
Mexique.....	57
Espagne.....	53
Allemagne.....	33 (37 en 1910)
Japon.....	45

Postes (1908).

	Lettres et Cartes postales par millions.	Bureaux par milliers.
	—	—
États-Unis.....	12 668	63 (1907)
Allemagne.....	6 333	50
Grande-Bretagne.....	5 158	23
France.....	3 252	13
Italie.....	1 131	9
Japon.....	1 494	7

Téléphones (1908).

	Longueur des lignes en kilomètres.	Communications par milliers à l'intérieur. avec l'étranger.
	—	—
Allemagne.....	105 279	1 215 251
France.....	35 477	245 20
Grande-Bretagne.....	11 414	656 42
Italie.....	7 180	150 2
Japon.....	4 468	281 3

Télégraphes (1908) (1).

(Les chiffres entre parenthèses sont de 1909.)

	Longueur des fils en milliers de kilomètres.	Messages par millions.
Allemagne.....	789 (1749)	54
Grande-Bretagne	744	90
France	641	59
Italie.....	222	16
Japon.....	176 (232)	29

Chemins de fer (1908 en milliers de kilomètres.

		Proportion par 100 kmc.	Proportion par 10 000 habitants.
États-Unis.....	376	4	44
Allemagne.....	59	10,9	10,5
France	48	9	12,4
Grande-Bretagne	37	11,9	9
Italie.....	16,7	5,8	5
Japon	8	1,9	1,7

C'est sous le rapport de la marine marchande que le Japon a fait le plus de progrès; il prend maintenant le quatrième rang dans le monde.

(1) Ces chiffres, donnés par le bureau international de Berne, ne concordent pas absolument avec les chiffres qui figurent dans les statistiques des pays intéressés. En 1908, l'Allemagne a fait passer dans la statistique des télégraphes certaines lignes téléphoniques, elle a beaucoup augmenté le réseau des fils.

Nombre et tonnage des vapeurs maritimes.

Pays.	Nombre	Tonnage net en milliers de tonnes.
Grande-Bretagne (fin 1909)...	11 797	10 285
Colonies britanniques (1908).	5 171	840
Allemagne (janvier 1909)....	1 955	2 302
États-Unis (janvier 1909)....	8 014	2 200 (brut)
<i>Japon (1909)</i>	<i>2 360</i>	<i>1 198 (brut)</i>
Norvège (1908).....	2 810	855
France (1908).....	1 608	804
Italie (1908).....	626	566
Suède (1908).....	1 187	564
Pays-Bas (1909).....	303	463
Russie (1909).....	898	443
Espagne (1908).....	504	423
Danemark (1908).....	1 410	413

*Mouvement des principaux ports maritimes
du monde.**(Entrée des vapeurs en milliers de tonnes net) (1908) (1).*

	Commerce total.	Commerce extérieur.
Anvers.....	10 789	6 460 (1900)
		(sorties 10 833)
Hambourg.....	10 839	10 443
		6 898 (1900)
		(sorties 10 329)

(1) Ont été omis les ports qui font uniquement le commerce du charbon comme Cardiff et Newcastle ou uniquement du transit comme Gibraltar et Malte (ce qui est d'ailleurs dans une grande mesure le cas de Lisbonne et de Hong kong, dans une mesure bien moindre celui de Gênes et de Marseille). En 1909 on avait pour le commerce extérieur seulement : Anvers (en-

	Commerce total.	Commerce extérieur.
Londres.....	16 590	10 765 8 790 (1900)
		(sorties 8 095)
Rotterdam.....		8 420 5 789 (1900)
Liverpool.....	10 886	7 840
Marseille.....	8 018	7 080 4 499 (1900)
Lisbonne.....	6 359	6 143
Gênes.....	6 618	4 035
New-York (1907-08) ..		11 812 8 143 (1900-01)
		(sorties 11 664)
Buenos-Aires (1907)...	5 607	4 744
Rio de Janeiro	4 630	4 082
Melbourne	4 722	4 440
Hong kong (1907) (va- peurs et voiliers)....		10 156
Bombay (1908-09)....		1 765
Yokohama.....		3 560
Kôbe.....		5 326

Par contre, dans la métallurgie, cette branche capitale de l'industrie moderne, les progrès du Japon sont encore bien faibles. Mal servi par son sous-sol, d'où il extrait à peine 45 000 tonnes de fer (contre les États-Unis 27,7 millions (1910); l'Allemagne 14,7; la Grande-Bretagne 10,5; la France 4; la Belgique 1,8), le Japon ne produit que 130 000 tonnes de fonte par an, tandis qu'il s'en fabrique environ 27,6 millions aux États-Unis (dont 26,5 d'acier); 14,7 (13,6) en Allemagne; 10,3

trées : 11 638; sorties : 11 629); Hambourg (10 599, 10 751); Londres (11 226, 8 314); Rotterdam (9 037, 8 755); Marseille (7 276, 7 429); New York (12 146, 11 514); Yokohama (3 272, 3 269); Kôbe (5 372, 5 350).

(6,1) dans la Grande-Bretagne; 4 (3,5) en France; 2,7 (2,3) en Russie; 2 (2,1) en Autriche-Hongrie; 1,8 (1,4) en Belgique (1910).

*
* *

La grande supériorité que les nations européennes ont encore sur le Japon pour tout ce qui tient à la richesse et à l'économie générale décourage beaucoup de Japonais. Pendant la guerre de 1904-05 des officiers disaient aux envoyés étrangers : « Comme ingénieurs, comme banquiers, comme industriels, comme commerçants, nous resterons toujours inférieurs aux Européens, nous ne sommes leurs égaux que comme soldats et nous ne pouvons espérer de procurer à notre patrie les capitaux dont elle a besoin pour se développer qu'en remportant des victoires au péril de notre vie et en exigeant des indemnités de guerre comme nous l'avons fait en 1895. » Il est fort heureux pour le Japon qu'il n'ait pas obtenu d'indemnité en 1905; l'argent qu'il lui faut, il le gagnera, dans une grande mesure il l'a déjà gagné par sa science et par son travail. Les Japonais n'ont aucune raison de se décourager, les résultats qu'ils ont obtenus en quarante ans sont remarquables; si l'on tient compte de l'état matériel et moral de l'Asie et du Japon, on peut même dire qu'ils sont prodigieux. Rien dans l'histoire du monde ne témoigne au même degré de ce que peuvent la persévérance, la discipline et la méthode.

D'ailleurs l'histoire de tous les peuples est là

pour nous montrer que dans leur évolution économique le plus difficile est pour eux de se créer le capital premier, d'en déterminer le meilleur emploi et de constituer l'organisation qui permettra cet emploi. L'exemple de l'Allemagne, des États-Unis, des pays de l'Europe orientale, des républiques sud-américaines nous prouve avec quelle rapidité se multiplient les premiers capitaux péniblement acquis. Aujourd'hui qu'il a pu acquérir un capital considérable et qu'il possède une organisation de premier ordre, le Japon ne peut manquer de se développer rapidement. Dans l'hypothèse admise par les auteurs cités plus haut d'une augmentation de 50/0 en dix-huit mois, la fortune du Japon doublerait en trente ans; vers 1940 elle atteindrait 150 milliards; mais il n'y a pas de doute que ce chiffre sera de beaucoup dépassé, car la période de la guerre contre la Russie a été une période anormale et les grands progrès que le Japon accomplit chaque année comme aussi ceux qu'accomplissent tous les États de l'Asie ne peuvent manquer de développer énormément son commerce, son agriculture et son industrie. Le Japon deviendra donc prochainement une puissance économique du premier ordre.

CHAPITRE III

LA CONDITION DU PEUPLE (1)

Pour terminer cette étude de la première série des réformes, celles qui ont donné au Japon le régime moderne, nous rechercherons quelle influence elles ont exercée sur la situation de la masse. Cette recherche comprendra trois parties : la démographie générale; la condition du peuple au propre sens du terme, soit la répartition de la population par professions, la réglementation du travail, les prix et les salaires; enfin les mœurs et principalement la transformation qu'elles ont subie sous l'influence de la Révolution et de la civilisation occidentale.

A. — LA DÉMOGRAPHIE

La statistique moderne nous fournit une série de renseignements, qui, quelque peu arides en eux-mêmes et sujets à caution si on les prend individuellement, nous fournissent cependant dans l'ensemble les plus précieuses indications que nous possédions sur l'état général d'un peuple.

(1) Cf. principalement le *Résumé statistique* comme aussi les différents ouvrages cités dans les deux chapitres précédents.

Nous diviserons la démographie japonaise en deux parties : démographie physique, démographie morale.

a) **Démographie physique.**

I

Dans la démographie physique le point le plus important est l'augmentation considérable de la population qui a eu lieu depuis quarante ans. Nous avons exposé dans le tome consacré aux Tokugawa et dans le premier tome du Japon moderne les raisons qui avaient rendu la population stationnaire au cours du dix-huitième siècle et des deux premiers tiers du dix-neuvième; nous avons dit dans le chapitre consacré à la loi agraire quel rapide accroissement résulta des lois qui avaient fait le paysan propriétaire et de l'abolition des restrictions mises par l'ancien droit à la liberté des transactions.

Voici le tableau complet de cet accroissement (y compris Okinawa et Hokkaidò) (1).

(1) Les chiffres des dernières années paraissent n'être que provisoires; du reste on trouve dans les *Annuaire*s des rectifications fréquentes (d'ailleurs sans importance) sans que les causes de ces rectifications soient indiquées. L'*Annuaire* de 1911 rectifie presque tous les chiffres précédemment fournis : pour les années antérieures à 1903 je n'en puis comprendre la raison; de 1903 à 1908 on peut penser que les chiffres ont été rectifiés avec les résultats du recensement de 1908. Mais, comme les chiffres de l'*Annuaire* diffèrent de ceux du *Résumé* et qu'il s'agit d'ailleurs de différences minimales, je laisse le tableau tel qu'il était, c'est-à-dire conforme aux *Annuaire*s antérieurs à 1911.

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	TAUX d'accrois- sment annuel.	POPULATION par ri carré.
1872 (29 janvier)...	16 796 143	16 314 650	33 110 793	0,57 o/o	1 335
1873.	15 891 713	16 408 931	33 300 644	0,98	1 343
1874.	17 050 504	16 575 142	33 625 646	1,11	1 356
1875.	17 250 401	16 747 014	33 997 415	1	1 371
1876.	17 419 763	16 918 601	34 338 404		1 385
1877.	manque	manque	manque		
1878.	manque	manque	manque		
1879.	18 140 883	17 627 664	35 768 547	0,45	1 442
1880.	18 208 870	17 720 153	35 929 023	1,20	1 449
1881.	18 423 253	17 935 702	36 358 955	0,94	1 466
1882.	18 598 977	18 101 102	36 700 079	0,86	1 480
1883.	18 755 220	18 262 042	37 017 262	1,17	1 493
1884 (1 ^{er} janvier)...	18 954 750	18 496 977	37 451 727	1,11	1 510
1885.	19 157 857	18 711 092	37 868 949	0,84	1 527
1886 (31 décembre)...	19 451 498	19 055 703	38 507 201	0,84	1 553
1887.	19 731 724	19 337 962	39 069 686	1,46	1 576
1888.	20 008 445	19 598 789	39 607 234	1,38	1 597
1889.	20 246 336	19 825 684	40 672 020	1,17	1 616
1890.	20 431 097	20 022 364	40 453 461	0,95	1 632
1891.	20 563 416	20 155 261	40 718 677	0,66	1 642
1892.	20 752 366	20 337 574	41 089 940	0,91	1 657
1893.	20 906 465	20 481 848	41 388 313	0,73	1 669
1894.	21 122 899	20 690 316	41 813 215	1,03	1 686
1895.	21 345 750	20 924 870	42 270 620	1,09	1 705
1896.	21 561 023	21 147 241	42 708 264	1,04	1 723
1897.	21 823 651	21 405 212	43 228 863	1,22	1 743
1898.	22 074 242	21 689 613	43 763 855	1,24	1 765
1899.	22 330 112	21 930 540	44 260 642	1,14	1 785
1900.	22 613 177	22 202 821	44 815 980	1,25	1 807
1901.	22 933 469	22 503 590	45 437 032	1,39	1 833
1902.	23 257 067	22 817 048	46 074 082	1,29	1 858
1903.	23 613 460	23 144 408	46 757 868	1,54	1 886
1904.	23 839 684	23 391 706	47 231 385	1,03	1 905
1905.	24 053 983	23 633 850	47 687 820	0,96	1 924
1906.	24 316 696	23 851 373	48 168 051	1,01	1 943
1907.	24 643 017	24 172 702	48 815 694	1,36	1 969
1908.	25 045 359	24 541 884	49 587 243 (1)	1,58	2
1909.	25 342 470	24 827 111	50 169 581	1,17 (2)	2 023
1910.	25 639 581	25 112 338	50 751 919	1,16 (2)	2 047
Taiwan (Formose)					
1898 31 décembre.	1 307 428	1 157 539	2 464 967	0,39	1 087
1910.	1 632 258	1 491 465	3 123 471	1,41	1 339
Karafuto (Sakhalin)					
1907.					
Immigrés japonais..	11 163	7 118	18 281	0,69	8
Indigènes étrangers.	1 293	893	2 186	0,41	1

(1) 49 587 531 d'après le recensement de 1908 (population de droit).

(2) D'après l'Annuaire de 1911 : 1,42; 1,28.

Le Japon comptait plus de 51,5 millions d'habitants en 1911. Pour être considérable, l'accroissement de la population n'est pas énorme. Sans revenir sur les chiffres donnés dans l'Introduction générale de ces volumes consacrés au Japon moderne, nous pouvons dire qu'il est sensiblement égal à celui de la Russie (1,37 0/0) et de l'Allemagne (1,32 de 1891 à 1900, 1,46 de 1900 à 1905, 1,36 de 1905 à 1910), inférieur à celui de la Roumanie (1,94) et de Java (2,24).

II

Nous analyserons maintenant les différents renseignements que les recensements nous fournissent.

Nous montrerons d'abord comment la population se répartit par âge (31 décembre 1903) (1).

AGE	MARIÉS		CÉLIBATAIRES ET VEUFs		TOTAL		Proportion p. o/o	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	en 1903.	en 1908.
Au-dessus de								
5 ans....			3 041 599	2 945 459	3 041 599	2 945 459	12.81	12.59
5 à 10 ans..			2 585 272	2 528 948	2 585 272	2 528 948	10.94	11.44
10 à 15..	51	323	2 301 673	2 244 684	2 301 724	2 245 007	9.73	10.19
15 à 20..	35 462	215 075	2 131 343	1 900 983	2 166 805	2 116 058	9.16	8.94
20 à 25..	415 074	945 066	1 713 354	1 136 857	2 128 428	2 081 923	9.01	8.34
25 à 30..	1 013 996	1 289 205	951 751	617 252	1 965 747	1 906 457	8.29	8.04
30 à 35..	1 066 534	1 117 473	474 508	366 068	1 541 042	1 483 541	6.48	7.44
35 à 40..	1 157 047	1 116 154	363 042	326 842	1 520 089	1 442 996	6.34	5.81
40 à 45..	923 278	853 434	263 087	272 534	1 186 365	1 125 968	4.95	5.67
45 à 50..	990 590	860 017	288 464	341 475	1 279 054	1 201 492	5.31	4.39
50 à 55..	862 696	706 250	270 972	377 961	1 133 668	1 084 211	4.75	4.63
55 à 60..	693 591	513 673	254 521	411 904	948 112	925 577	4.01	4.02

(1) Je ne puis donner le tableau complet du recensement de 1908, qui m'est parvenu trop tard, j'ajoute seulement le pourcentage de 1908 à celui de 1903 pour en montrer les différences.

AGE	MARIÉS		CÉLIBATAIRES ET VEUFs		TOTAL		Proportion p. o/o	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	en 1903.	en 1908.
	—	—	—	—	—	—	—	—
60 à 65..	485 928	317 356	220 691	403 334	706 619	720 690	3,05	3,26
65 à 70..	282 291	161 373	168 444	338 168	450 735	499 541	2,03	2,31
70 à 75..	184 633	89 444	154 725	317 677	339 358	407 121	1,60	1,37
75 à 80..	83 421	32 347	106 508	216 523	189 929	248 870	0,94	0,91
80 à 85..	26 900	9 122	54 345	105 162	81 245	114 284	0,42	0,43
85 à 90..	5 662	1 820	18 518	34 852	24 180	36 672	0,13	0,16
90 à 95..	1 415	542	5 722	10 817	7 137	11 359	0,04	0,04
95 à 100..	397	198	1 818	3 403	2 215	3 601	0,01	0,02
100 à 105..	45	17	221	390	266	407		
105 à 110..	6	1	33	83	39	84		
110 à 115..	1		11	18	12	18		
Au-dessus de 115.....			1	3	1	3		
Age inconnu..	134	262	1 156	658	1 290	920		
TOTAL...	8 229 152	8 229 152	15 371 779	14 902 055	23 600 931	23 131 207		

Ce qui frappe dans ce second tableau, c'est le chiffre de la population juvénile par rapport à la population générale (1). Les enfants au-dessous de dix ans forment 23,75 0/0 (24,03) de la population (en Allemagne c'est 24,84 0/0) (1900), les enfants au-dessous de quinze ans 33,48 0/0 (34,22) (en Allemagne 35,20); l'ensemble des personnes au-dessous de vingt ans 42,64 0/0 (43,16) (en Allemagne 46,45).

Par contre il apparaît clairement que, malgré des conditions générales, qui rappelaient, il n'y a pas longtemps encore, celles de l'Europe vers le milieu du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire avant les progrès de l'hygiène et la diminution sensible de la mortalité, conditions qui d'ailleurs se modifient rapidement, la longueur de la vie au Japon n'est pas, comme on l'a dit, inférieure à la normale.

1, Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1908.

Les vieillards de plus de quatre-vingts ans y forment 0,60 0/0 (0,65) de la population, ceux de plus de soixante-dix ans 3,14 0/0 (2,93); les gens de plus de soixante ans 8,22 0/0 (8,50); ceux de plus de cinquante ans 16,98 0/0 (17,15); ce qui est considérable si l'on songe que les personnes de plus de vingt ans représentent seulement 57 0/0 du total. Cependant comme avant la Révolution les registres de l'état-civil étaient tenus par les bonzes, qui le faisaient sans beaucoup de soin, il convient de faire les plus expresses réserves sur le nombre élevé des centenaires (3840 en 1908), l'Allemagne n'en comptait que 40 en 1900.

*
* *

Nous montrerons ensuite comment la population se répartit par sexe.

Nombre des hommes pour 100 femmes (1)

De 1 à 5 ans	103,26
De 5 à 10 ans	102,13
De 10 à 15 ans	102,53
De 15 à 20 ans	102,40
De 20 à 25 ans	102,23
De 25 à 30 ans	103,11
De 30 à 35 ans	103,88
De 35 à 40 ans	105,34
De 40 à 45 ans	105,36
De 45 à 50 ans	106,46

(1) Cette statistique est déjà vieille d'une dizaine d'années.

De 50 à 55 ans	104,56
De 55 à 60 ans	102,43
De 60 à 65 ans	98,05
De 65 à 70 ans	90,23

Ainsi il naît plus d'hommes que de femmes, ce qui tient sans doute à ce que les parents s'abstiennent d'avoir des enfants quand ils sont assurés de laisser une postérité mâle. Mais les femmes vivent plus longtemps que les hommes; c'est surtout vers le milieu de la vie que la mortalité des hommes dépasse le plus celle des femmes comme on peut en juger par le tableau suivant.

Nombre de décès masculins pour 100 décès féminins (1899).

De 1 à 5 ans.....	113,03
De 6 à 10 ans.....	104,05
De 11 à 15 ans.....	86,34
De 16 à 20 ans.....	84,50
De 21 à 30 ans.....	87,11
De 31 à 40 ans.....	88,68
De 41 à 50 ans.....	119,99
De 51 à 60 ans.....	132,22
De 61 à 70 ans.....	119,58
De 71 à 80 ans.....	95,77
De 81 à 90 ans.....	71,49
De 91 à 100 ans.....	51,76
Au-dessus de 100 ans	25

III

En troisième lieu nous déterminerons le mouvement des naissances et des décès :

ANNÉES	NAISSANCES VIVANTES			MORT nés.	DÉCÈS			Nais- sances vivantes pour 100 ha- bitants.	Décès pour 100 habi- tants.
	GARÇONS	FILLES	TOTAL		HOMMES	FEMMES	TOTAL		
1872..	290 836	278 198	596 034		208 092	179 312	405 404	1,71	1,22
1882..	474 189	448 526	922 715		346 112	322 230	668 342	2,49	1,81
1895..	638 895	607 532	1 246 427	117 215	448 873	403 549	852 422	2,95	2,02
1900..	728 648	693 271	1 421 919	137 987	467 359	447 190	914 557	3,17	2,03
1901 (1)	761 980	725 497	1 487 477	155 489	470 712	457 857	928 578	3,27	2,03
1902..	774 484	738 606	1 513 090	157 708	488 615	473 476	962 097	3,29	2,09
1903..	765 705	727 842	1 493 547	153 920	474 195	459 633	933 834	3,20	2
1904..	740 241	704 066	1 444 307	147 058	524 670	474 946	999 621	3 06	2,12
1905..	738 171	718 868	1 457 039	142 092	544 167	500 682	1 044 855	3,06	2,19
1906..	728 768	670 435	1 399 203	149 731	484 675	476 872	961 550	2,91	1,98
1907..	822 032	799 941	1 621 973	158 814	517 197	507 082	1 024 286	3,32	2,10
1908..	855 289	817 288	1 672 627	152 576	523 533	514 572	1 038 110	3,37	2,09

Ces chiffres sont du plus grand intérêt. Ils nous prouvent que sous l'influence de conditions nouvelles la natalité s'est développée; elle était très faible au début du nouveau régime (1,71 en 1872), ce qui indique que l'état stationnaire de la population sous l'ancien régime n'était pas seulement dû aux famines et aux épidémies mais à la restriction volontaire de la natalité; en 1882 le progrès était sensible (2,49 0/0), il n'a cessé d'augmenter,

(1) Le *résumé statistique* de 1909 donne pour les naissances de 1901 : 770 425, 732 936, 1 503 361, sans indiquer les causes de la rectification.

atteignant son maximum (3,37 0/0) en 1908. En Allemagne on avait environ 3,3 0/0 en 1905 et 1906, 3,2 0/0 en 1907 et 1908.

Par contre nous constatons dans les vingt premières années une augmentation considérable de la mortalité : 1,22 0/0 en 1872 ; 1,78 en 1878 ; 1,81 en 1882 ; 1,93 en 1887 ; 2,16 en 1892 ; 2,27 en 1893.

Cette augmentation de la mortalité est due principalement à l'augmentation de la natalité, puisque la mort frappe surtout les enfants. Cependant depuis 1893 le développement de la civilisation matérielle tend à faire baisser la mortalité, mais ce n'est que lentement.

La mortalité moyenne actuelle du Japon (2,07 0/0), inférieure à celle de la Russie et du Chili (2,9), du Mexique (3,2), est de peu supérieure à celle de la France (1,95 en 1908), qui compte cependant bien moins d'enfants, elle est supérieure à celle de l'Allemagne (1,8 en 1909) (1), de la Suède (1,4), de la Norvège (1,3) et de certains États de l'Union américaine (Vermont et Massachusetts (1,6), Maine (1,5), Michigan (1,3).



Le tableau suivant nous fera connaître comment les décès se répartissent par genre de maladie ; mais nous ne ferons figurer dans le tableau que les maladies ayant occasionné plus de 10 000 décès.

(1) Les mort-nés sont compris dans la statistique allemande.

Maladies ayant causé plus de 10 000 décès
(par milliers de décès).

	1907	1908
Congestion cérébrale et maladies analogues.	73,9	73,7
Méningite simple.....	67,9	70
Tuberculose pulmonaire.....	67,7	76,5
Maladies de l'estomac.....	64,4	64,7
Débilité sénile.....	56,4	59
Maladies des intestins.....	50,4	68
Pneumonie et broncho-pneumonie.....	48,5	66,2
Faiblesse congénitale.....	44	54
Bronchite aiguë.....	38,7	44
Cancer.....	25,	29,8
Maladies organiques du cœur.....	23,6	28,5
Maladies des organes de la respiration (exception faite des maladies citées).....	23,4	29
Péritonite.....	22,7	25,4
Maladies des reins.....	17,7	24
Maladies nerveuses.....	16,9	15,4
Tuberculose des intestins.....	12	14,6
Bronchite chronique.....	10,9	12,7
Beriberi.....	10,7	10,7

De toutes les maladies la plus répandue est la tuberculose, car aux 76 000 décès de la tuberculose pulmonaire il faut en ajouter plus de 6 000 causés par la méningite tuberculeuse, plus de 14 000 causés par la tuberculose abdominale et plus d'un millier causés par les autres tuberculoses, en tout 97 000 en chiffres ronds. Mais ce nombre ne fait pas le dixième du nombre total des décès, on a donc tort de dire, comme on le fait souvent, qu'au Japon le cinquième de la population meurt de la tuberculose : peut-être cependant devrait-on compter parmi les décès causés au moins indirectement

par cette maladie une partie des décès rangés sous les catégories de bronchites, pneumonies, etc. (1). En Allemagne on comptait en 1907 : 97 000 décès dus à la tuberculose des poumons et 13 000 dus à la tuberculose des autres organes (pour 61 millions d'habitants), en Angleterre 39 000 (pour 35 millions) (1908).

Les chiffres du cancer sont sensiblement inférieurs à ceux de l'Allemagne (50 000) et de l'Angleterre (32 000).

Le nombre des cas de méningite simple est considérable, mais cette maladie frappe presque uniquement les enfants (31 000 décès d'enfants de moins d'un an, 25 000 d'enfants de un à dix ans en 1903).

Les maladies contagieuses qui décimaient autrefois la population sont en diminution notable.

Dans les années 1901, 1902, 1903 on ne trouve guère que de 300 à 350 cas de variole et de 15 à 18 décès; l'épidémie de 1904 amena 1 227 cas et 237 décès; en 1905 on avait 301 cas et 62 décès; en 1906 : 519 et 109; en 1907 : 1 053 et 437; par contre en 1908 une recrudescence imprévue de la maladie (18 000 cas et 5 800 décès); 1909 ne donnait plus que 24 décès.

Au cours de la période 1901-05 le nombre annuel des cas de scarlatine varia entre 47 et 133, celui des décès entre 3 et 12; de 1906 à 1908 la maladie augmenta, en 1908 on eut 861 cas et 128 décès. Le

(1) Les *Résumés statistiques* ne séparent que depuis quelques années la tuberculose pulmonaire des maladies des voies respiratoires, mais *Japan Weekly mail* (23 sept. 1911) fixe le nombre des décès annuels par la tuberculose à 9,2 pour 10 000 habitants en 1889, 13,6 en 1899, 16 en 1911.

nombre des décès causés par la rougeole est beaucoup plus élevé (4 000 en 1905; 2 000 en 1907 et 1908).

Pendant ces cinq années on ne trouve que deux épidémies de choléra : 1902 avec 3 363 cas et 9 227 décès, 1907 avec 3 632 cas et 2 526 décès. On eut plus de 4 000 cas de peste bubonique avec plus de 3 000 décès en 1901, 1902 et 1905 : l'épidémie, sensiblement moins forte en 1903, insignifiante en 1904, reprit au cours des années suivantes (2 933 cas, 2 515 décès en 1908).

Les maladies épidémiques qui ont le plus sévi au cours de cette période sont la fièvre typhoïde avec une moyenne annuelle de 20 000 cas et de 5 000 décès; la dysenterie, dont les chiffres ont oscillé entre 22 000 cas avec 5 000 décès en 1904 et 50 000 cas avec près de 11 000 décès en 1901 (7 000 en 1909); la diphtérie avec une moyenne de plus de 13 000 cas et de plus de 4 000 décès (en 1907 : 4 300 contre 14 000 en Allemagne). On comptait encore plus de 2 000 décès par la fièvre puerpérale en 1907 et 1908.

La syphilis, si répandue au Japon, avait causé 9 000 décès en 1908 (dont environ 5 000 masculins, 4 000 féminins).

IV

En même temps qu'elle commence de diminuer la mortalité (1), la diffusion de l'hygiène et du bien-

(1) De fait, elle l'a diminuée pour les adultes.

être tend à fortifier la race, comme on en peut juger par le tableau suivant sur la taille des conscrits.

Taille des conscrits (Proportion pour 100) (1).

Années.	5,4 shaku et au-dessus.	De 5,2 à 5,4.	De 5 à 5,2.	Au-dessous de 5.	Nombre d'hommes examinés
1892...	10,06 0/0	31,84 0/0	37,93 0/0	20,17 0/0	348 337
1893...	10,09	31,79	37,94	20,21	381 557
1894...	10,12	32	38,88	20	379 706
1895...	10,48	32,43	37,62	19,57	386 613
1896...	11,18	33,68	37,20	17,94	423 178
1897...	11,48	33,99	37,02	17,51	401 952
1898...	11,43	33,49	37,31	17,77	421 652
1899...	11,73	33,96	36,89	17,42	420 200
1900...	12,41	34,43	36,52	16,64	412 931
1901...	12,54	34,33	36,33	16,32	428 784
1902...	12,88	35,07	36,08	15,97	431 093
1903...	13,99	35,96	35,39	14,66	344 563
1904...	14,04	35,92	35,63	14,41	408 031
1905...	14,09	36,23	35,43	14,25	398 988
1906...	14,94	36,86	34,65	13,55	397 814
1907...	15,57	36,78	34,58	13,07	413 004

(1) Le *shaku* est égal à 0 m. 303. Jusqu'en 1901 les chiffres sont empruntés au *Year-book* et présentent quelques différences, très peu importantes, avec ceux du *Résumé statistique*, depuis 1902 les chiffres sont ceux du *Résumé*. — En 1908 et 1909 le nombre des conscrits de taille élevée a été un peu moindre, celui des conscrits de petite taille bien moindre.

Nous trouvons en Allemagne un phénomène analogue à celui que nous venons de signaler au Japon; la taille moyenne des conscrits y a augmenté de 1,5 centimètre depuis une quinzaine d'années; la cause en est la diffusion du bien-être; en effet, 1906 donnait 171,62 centimètres pour la taille moyenne des volontaires d'un an (tous de condition aisée) et 167,49 pour la taille des autres soldats. Le docteur Manouvrier avait trouvé de même à Paris que la taille moyenne des conscrits était plus élevée dans les arrondissements du centre que dans ceux de la périphérie, mais il fait observer que, comme les relevés des conseils de révision ne donnent pas la moyenne du tour de poitrine, on

V

Voici maintenant quelle est la densité de la population :

Densité de la population (au 31 décembre 1903 et 1908) (1).

DIVISION ET SUPERFICIE EN KILOMÈTRES CARRÉS		POPULATION 1903	POPULATION 1908	Nombre moyen d'habitants par kilomètre carré.	
				1903	1908
Honshû central	94 792,48	17 988 546	19 004 475	190	200
Honshû septentrional .	78 225,08	7 075 571	7 480 482	90	96
Honshû occidental . . .	53 561,41	10 396 425	10 929 374	194	204
Total pour Honshû .	226 578,97	35 460 542	37 414 281	157	165
Shikoku	18 210,03	3 167 707	3 288 310	174	181
Kiûshû	43 614,48	7 260 910	7 748 752	166	178
Hokkaidô	94 011,61	843 717	1 137 455	9	12
TOTAL GÉNÉRAL . . .	382 415,09	46 732 876	49 588 798	122	130

La densité de la population (130 habitants au kilomètre carré, plus de 170 si l'on ne tient pas compte du Hokkaidô) est donc considérable, l'empire allemand en comptant 120 (1910) et la France 73, notablement inférieure cependant à celle de la Saxe (320,3 en 1910), de la Province Rhénane (263,8), de la Belgique (255 en 1910), de Java (229

ne peut savoir si les jeunes gens riches sont véritablement plus forts que les jeunes gens pauvres ou seulement plus élancés; il se peut qu'ils perdent en carrure ce qu'ils gagnent en stature.

(1) Voir la population par départements. T. V, p. 203.

en 1905) et de l'Angleterre (238 en 1911) ; mais il faut tenir compte du fait que même dans la grande ile près des quatre cinquièmes du pays ne sont pas cultivés.

VI

Au point de vue démographique il n'est pas de question plus importante que celle de la répartition de la population par centres d'agglomération : ne va-t-il pas de soi que les conditions physiques et morales d'un peuple différeront complètement suivant que la majorité de ceux qui le composent se trouvera dans de grandes villes, des bourgs, des villages assez considérables ou de tout petits hameaux ?

Au Japon cette question est très difficile à résoudre. En effet, les *mura* (nous disons plus ou moins improprement les villages) ne sont pas des unités séculaires, ni même des unités véritablement concrètes, ce sont des unités administratives, dont le nombre est déterminé par la loi, et ce nombre a varié avec l'esprit des législateurs.

Comme nous l'avons dit en étudiant le régime administratif (t. V, p. 214), il existait 70 000 communes au début du nouveau régime, 30 070 en 1882, 11 377 en 1887 ; sous le régime municipal établi par la loi organique de 1889 on en trouvait 14 808 en 1895, 13 313 en 1903, 12 456 en 1908.

C'est pourquoi M. Rathgen donne pour la première période du nouveau régime le tableau sui-

vant d'après lequel la population aurait été dispersée :

	1877	1884	1886
Communes de plus de 100 000 habitants	5	5	4
50 001 à 100 000	6	6	8
30 001 à 50 000 habitants	17	17	15
10 001 à 30 000	81	99	113
5 001 à 10 000	inconnu	178	211
2 001 à 5 000	inconnu	416	687
	(Dont 347 de 2 001 à 3 000 en 1886)		
1 001 à 2 000			606
			1 644

Tout au contraire le tableau des derniers *Résumés* nous présente la population comme agglomérée.

Répartition des communes d'après le chiffre de la population (1903 et 1908).

		Communes.		Population.	
		1903	1908	1903	1908
Au-dessous de	500 habitants	451	229	113 038	59 950
Au-dessus de	500	3 186	2 551	4 647 178	3 777 475
—	2 000	8 059	7 649	25 143 444	24 269 615
—	5 000	1 342	1 654	8 589 995	10 736 232
—	10 000	186	268	2 481 266	3 586 200
—	20 000	64	76	2 021 193	2 422 981
—	50 000	16	19	1 077 058	1 352 565
—	100 000	3	4	374 720	530 916
—	200 000	2		573 641	
—	300 000	2	3	706 603	1 150 731
—	400 000		1		442 452
—	500 000	2	2	2 814 600	3 412 726
				48 542 736	51 741 853

Nous ne trouvons donc en 1903 que 451 communes de moins de 500 habitants donnant en tout 113 000 habitants sur une population qui atteignait alors le chiffre de 46 millions, soit à cette même

date 0,23 0/0 de la population. La population des communes de 500 à 2 000 habitants figurait pour 9,57 0/0 du total; celle des communes de 2 000 à 5 000 habitants pour 51,80 0/0, celle des communes de 5 000 à 10 000 habitants pour 17,70 0/0.

La différence entre la statistique des premières années et la statistique actuelle peut être attribuée pour une part au déplacement de la population, comme on en peut juger par le tableau suivant, qui en donne la répartition à trois dates différentes d'une période où le chiffre des communes a peu varié.

Répartition de la population pour 100.

		1894	1898	1903
		—	—	—
Dans les villes				
au-dessous de	500 habitants	84,36	0,44	0,23
au-dessus de	500		13,20	9,57
—	2 000		53,80	51,80
—	5 000		14,92	17,70
—	10 000	4,11	4,39	5,11
—	20 000	3,54	3,85	4,16
—	50 000	1,98	1,70	2,22
—	100 000	0,74	0,93	0,71
—	200 000	0,48	1,01	1,18
—	300 000	0,76	0,78	1,46
—	400 000	1,14		
—	500 000	2,89	4,98	5,80
		100	100	100

Mais il est certain que la réduction du nombre des communes est la principale cause de la divergence des deux tableaux. Resterait à savoir laquelle des deux divisions officielles correspondait le mieux à l'état réel du pays : malheureusement au-

cune publication ne nous renseigne à ce sujet, il est probable d'ailleurs que les conditions doivent être fort différentes dans Honshû, Kiûshû et Shikoku et dans les diverses parties de Honshû.

Si nous nous en tenions à la classification actuelle le pays d'Europe qui ressemblerait le plus au Japon serait l'Italie méridionale (1901). Dans la Pouille 93,3 0/0 des habitants vivent agglomérés (contre 6,7 0/0 dispersés); en Sardaigne et dans la Basilicate 92 0/0, en Sicile 90 0/0, en Campanie, dans la province Romaine, en Calabre de 84 à 83 0/0, pour l'ensemble de l'Italie 71 0/0. Dans la France de 1896, 61,2 centièmes de la population étaient agglomérés, 35,9 dispersés. Mais en France et dans l'Italie du Nord les agglomérations sont faibles, tandis que dans l'Italie méridionale les agglomérations sont de plusieurs milliers d'âmes (1).

Comparons maintenant le Japon de 1903 (tel que le présentent les statistiques officielles) à l'Autriche de 1900. Nous trouvons au Japon 551 agglomérations de moins de 500 habitants contre 43 179 en Autriche, 11 245 agglomérations de 500 à 2 000 habitants contre 10 077 en Autriche, 8 059 de 2 000 à 5 000 habitants contre 1 344 en Autriche : la population de pareils bourgs forme 51,80 0/0 de la population totale du Japon, 14,8 0/0 de celle de l'Autriche, la population des villes de 5 000 à

(1) Le recensement italien de juin 1910 donne 8 323 communes (36 000 en France), dont 3 600 avec moins de 2 000 habitants (11 0/0 de la population), 37 0/0 dans toutes les communes de moins de 5 000 âmes, 57 0/0 dans toutes les communes de moins de 10 000.

10 000 habitants 17,70 0/0 de la population totale du Japon, 5,1 0/0 de celle de l'Autriche (en 1900).

*
* *

Au Japon, comme dans tous les pays très civilisés, la population des campagnes tend à émigrer dans les villes. En 1894, 83,36 0/0 des habitants vivaient dans des agglomérations de 10 000 âmes et au-dessous, en 1903 seulement 79,30 0/0, et la proportion des Japonais résidant dans des villes ayant de 5 000 à 10 000 âmes avait passé de 14,92 0/0 en 1898 à 17,70 0/0 en 1903.

De 1894 à 1903 le rapport du chiffre de la population des villes ayant entre 10 000 et 20 000 âmes à celui de la population générale avait passé de 4,11 0/0 à 5,11; celui de la population des villes de 20 000 à 50 000 âmes de 3,54 0/0 à 4,16; celui de la population des villes de 50 000 à 100 000 âmes de 1,98 à 2,22; celui de la population des villes ayant plus de 100 000 habitants de 6,01 à 9,15; et dans les dernières années le mouvement s'est encore précipité, comme le montre le recensement de 1908.

Les chiffres suivants prouvent que le mouvement avait commencé même avant le développement industriel qui suivit la guerre contre la Chine. Il y avait 69 villes de plus de 10 000 habitants en 1888, 89 en 1892; 36 de plus de 20 000 à la première date, 45 à la seconde; 8 de plus de 50 000, 1 de plus de 100 000 à la première date, 12 et 3 à la seconde.

Nous compléterons ces indications en donnant

la population des principales villes du Japon à différentes dates.

Nombre d'habitants des principales villes du Japon (1).

	1877	1888	1893	1898	1903	1908
Tôkiô...	796 785 (1878)	1 313 299	1 278 151	1 440 121	1 818 655	2 186 079
Ôsaka...	284 105	442 658	485 331	821 235	995 945	1 226 647
Kiôto...	229 810	275 780	316 292	353 139	380 568	442 462
Yokohama.	135 715 (?)	119 783	152 395	193 763	326 035	394 303
Nagoya.	67 313 (?)	154 981	188 861	244 145	288 639	378 231
Kôbe-Niôgo.	30 408	115 954	153 280	215 780	285 002	378 197
Nagasaki..		44 175	64 452	107 422	153 293	176 480
Hiroshima.	75 760	84 873	86 246	122 306	121 196	142 763
Sendai..	52 074	77 515	67 372	83 325	100 231	97 944
Kanazawa.	108 263	96 752	90 551	83 662	99 657	110 994
Hakodate..		52 693		78 040	85 313	87 875
Okayama..	32 953	43 885	50 800	58 025	81 025	93 421
Otaru...				56 961	79 361	91 281
Fukuoka..		50 405	55 233	66 190	71 047	82 106
Kure...						100 679
Sasebo..						93 051

Les tableaux suivants nous permettront de comparer l'importance de la population urbaine du Japon à celle de la population urbaine des principaux pays de l'Europe.

Pourcentage de la population urbaine par rapport à la population totale.

Villes	Japon (1903)	Autriche (1900)	Russie (1897)	Angleterre (1901)
De 10 000 à 20 000.	5,11 %	4	3,1	9,2
De 20 000 à 50 000.	4,16 %	3,5	2,6	13,6
De plus de 50 000.	11,37 %	10,9	7,1	44,6

(1) Ces chiffres sont ceux des recensements; les résumés ont longtemps donné des chiffres approximatifs calculés à la fin de chaque année, qui se trouvaient inexacts et auxquels ils ont renoncé. Il n'est pas expliqué pourquoi les chiffres de Tôkiô sont en recul en 1893 sur 1888.

Villes	Japon (1903)	Allemagne (1901)	France (1900)
De 5 000 à 20 000 ...	22,81	13,4	11,3
De 20 000 à 100 000 ...	6,38	12,6	10,3
Au-dessus de 100 000 ...	9,15	16,2	13,7

Les chiffres que nous venons de donner pour 1908 relèvent sensiblement le pourcentage de la population urbaine japonaise.

Dans l'ensemble cependant, si le Japon semble être un des pays où il y a le plus d'agglomérations moyennes, le chiffre de sa population urbaine, supérieur à celui des peuples européens qui commencent seulement à se développer, comme l'Autriche et la Russie, est inférieur à celui des peuples en plein développement, même au chiffre de la France, où cependant la population est bien moins dense qu'au Japon.

VII

L'excès de population qu'a causé depuis trente ans la forte natalité tend à produire un important courant d'émigration.

Le gouvernement s'est surtout efforcé de le diriger vers le Hokkaidô, il y a réussi dans une grande mesure, comme le prouve le tableau suivant.

Emigration dans le Hokkaidô.

Années.	Hommes.	Femmes.	Total.
1872			13 655
1877			2 539

Années.	Hommes.	Femmes.	Total.
1882.....	2 903	2 636	5 539
1887.....	4 278	3 509	7 787
1892.....	24 289	18 419	42 708
1897.....	36 457	27 893	64 350
1898.....	37 271	26 358	63 629
1899.....	25 182	20 212	45 334
1900.....	26 475	21 643	48 118
1901.....	28 932	21 173	50 105
1902.....	24 760	18 641	43 401
1903.....	26 549	18 393	44 942
1904.....	29 004	21 107	50 111
1905.....	33 097	25 127	58 224
1906.....	39 010	27 783	66 793
1907.....	46 380	33 357	79 737
1908.....	47 695	32 883	80 578
1909... ..	36 589	27 259	63 848

La population japonaise du Hokkaidô était en 1909 de près de 900 000 membres.

L'émigration à Formose date de l'occupation de 1895; la population japonaise y était en 1905 de 35 923 hommes et de 23 695 femmes, en 1906 de 43 358 hommes et 27 682 femmes (en 1908 : 50 397 et 32 932). La paix de Portsmouth a donné au Japon une troisième colonie, Sakhalin : on y comptait 999 immigrants en 1905, 10 806 en 1906, 24 000 en 1908.

Ce même traité de Portsmouth a fait de la Corée un pays tributaire, puis une dépendance du Japon ; 126 000 Japonais y étaient établis dès la fin de 1906, 146 000 en décembre 1909.

C'est dans le volume consacré à la politique extérieure que nous étudierons les questions relatives à l'émigration japonaise en Asie, aux États-

Unis et en Australie. Ici nous donnerons seulement le nombre des Japonais résidant à l'étranger dans le cours de la période de la transformation du Japon.

*Japonais à l'étranger (d'après les statistiques officielles).
(Chiffres approximatifs.)*

Années.	Total.	Dont femmes.
1880	5 443	
1883	7 725	
1885	11 580	
1889	18 688	4 873
1890	23 950	6 031
1891	32 146	8 465
1892	39 003	9 388
1893	41 202	10 055
1894	41 590	9 958
1895	46 277	11 945
1896	54 342	13 994
1897	58 785	15 078
1898	70 801	17 687
1899	99 039	22 406
1900	123 971	24 986
1903	153 875	38 255
1904	148 636	36 920
1905	183 244	45 059
1906	272 245	73 419
1907	232 220	75 192 (1)

En 1909 on dénombrait 55 000 Japonais dans les ports ouverts de la Chine, entre 16 000 et 20 000 dans la Mandchourie méridionale.

(1) La Corée est comprise dans les pays étrangers jusqu'en 1904. Les premiers chiffres d'après RATHGEN, ceux de 1889 à 1900 d'après *XXth Century*, les derniers d'après le *Year-book* de 1910, tous ces chiffres sous les plus expresses réserves, le *Résumé* ne donnant plus que le chiffre des passeports délivrés chaque année pour l'étranger.

Il fut délivré (en chiffres ronds) 41 000 passeports pour l'étranger en 1900, 24 000 en 1901, 33 000 en 1902, 34 000 en 1903, 27 000 en 1904, 19 000 en 1905, 59 000 en 1906, 43 000 en 1907, 21 000 en 1908, 15 000 en 1909. L'émigration en Corée n'est pas comprise dans ces chiffres.

b) Démographie morale.

I

Nous examinerons maintenant la démographie morale du peuple japonais, et d'abord son état social, autant qu'il n'a pas déjà fait l'objet de notre étude dans les chapitres consacrés à l'État et à la société.

Voici la répartition de la population par classes.

ANNÉES	KAZOKU		SHIZOKU		HEIMIN	
	Chefs de maison.	Autres membres.	Chefs de maison.	Autres membres.	Chefs de maison.	Autres membres.
1872..	478	?	1 282 167 (?)		31 837 271 (?)	
1879..	464	2 661	404 389	1 428 968	7 032 893	26 409 592
1883..	487	2 717	425 881	1 505 943	7 258 608	27 501 915
1888..	591	3 220	428 182	1 548 298	7 705 949	29 920 994
1893..	599	3 306	432 724	1 591 593	7 875 878	31 484 233
1898..	706	3 845	439 387	1 666 311	8 180 240	33 473 366
1903..	784	4 271	439 194	1 728 864	8 471 610	36 088 153
1908..	887	4 755	428 820	1 789 797	8 811 443	38 553 090

*
* *

Et voilà, pour compléter l'étude de la famille qui a été faite ailleurs, le nombre moyen des membres des maisons.

Nombre moyen de membres par maison (1).

Années.	Nombre de chefs de maisons.	Population.	Nombre moyen d'habitants par maison.
1888	7 802 826	39 607 234	
1893	7 859 295	41 388 313	4,8 (?)
1898	8 181 730	43 763 855	5,35
1903	8 725 544	46 732 876	5,36
1908	9 241 156	49 588 798	5,37

Nous compléterons ce tableau par quelques statistiques de 1898 :

Maisons en général (2).

	Nombre de maisons.	Population.	Nombre moyen d'habitants par maison.
Honshû central.....	3 160 922	16 859 998	5,33
Honshû septentrional.	1 016 131	6 642 917	6,54
Honshû occidental...	1 994 348	9 825 722	4,93

(1) La proportion donnée ici n'est qu'approximative, le chiffre de la population étant celui de la population de droit, le chiffre des *maisons* celui des *maisons* recensées.

(2) Ce tableau et le suivant empruntés à *Japan in the beginning of the XXth Century*, où le chiffre des ménages est de 1898, celui de la population un chiffre approximatif pour 1901, ne peuvent servir que d'indication.

	Nombre de maisons.	Population.	Nombre moyen d'habitants par maison.
Shikoku	570 246	3 043 817	5,29
Kiûshû	1 266 288	6 811 246	5,38
Hokkaidô	173 795	610 155	3,51
TOTAL	8 181 730	43 763 855	5,35

Maisons dans les districts urbains.

Honshû central	1 021 723	5 007 323	4,90
Honshû septentrional ..	237 729	1 381 301	5,81
Honshû occidental ...	581 863	2 700 596	4,66
Shikoku	89 021	418 720	4,70
Kiûshû	168 811	944 910	5,21
Hokkaidô	46 169	240 382	4,99
TOTAL	2 145 316	10 702 232	4,99

Maisons dans les districts ruraux.

Honshû central	2 139 877	12 700 900	5,94
Honshû septentrional ..	778 402	5 258 071	6,75
Honshû occidental ...	1 412 485	7 516 943	5,32
Shikoku	481 225	2 582 074	5,37
Kiûshû	1 097 886	6 022 987	5,49
Hokkaidô	127 626	619 152	4,85
TOTAL	6 037 701	34 700 127	5,75

Les chiffres de 1903 sont les suivants :

Honshû central	3 447 904	17 988 546	5,22
Honshû septentrional ..	1 058 083	7 075 571	6,69
Honshû occidental ...	2 120 023	10 396 425	4,90
Shikoku	581 176	3 167 707	5,45
Kiûshû	1 316 752	7 260 910	5,51
Hokkaidô	201 606	843 717	4,18
TOTAL	8 725 544	46 732 876	5,36

Voici les chiffres de 1908 :

	Nombre de maisons.	Population.	Nombre moyen d'habitants par maison.
Honshû central.....	3 509 039	19 004 475	5,43
Honshû septentrional .	1 160 336	7 480 432	5,45
Honshû méridional...	2 311 561	10 929 374	4,73
Shikoku	646 346	3 288 310	5,09
Kiûshû.....	1 400 341	7 748 752	5,53
Hokkaidô.....	333 533	1 137 455	5,11
TOTAL.....	9 241 156	49 588 798	5,37

Comme nous l'avons dit en traitant de la famille, on peut admettre que d'une manière générale la *maison* comprend seulement le chef, sa femme et ses enfants. La comparaison des chiffres de 1887 et de ceux de 1908 confirme donc ce que nous avons dit en parlant de la natalité : les familles japonaises comptent en moyenne plus d'enfants qu'elles n'en comptaient avant la Révolution. Il y a sensiblement moins d'enfants dans les districts urbains que dans les districts ruraux puisqu'en 1898 on trouvait dans les premiers de ces districts 4,99 personnes en moyenne par ménage et dans les seconds 5,75 ; c'est dans le nord de Honshû que les familles sont le plus nombreuses et dans le sud-ouest qu'elles le sont le moins ; il est même assez remarquable qu'elles aient moins de membres dans les agglomérations relativement faibles de cette région que dans les grosses agglomérations de Honshû central (1).

(1) Honshû occidental n'en est pas moins la région où la population est le plus dense.

*
* *

Le second point important pour l'étude que nous faisons de la famille japonaise est la statistique des mariages et des divorces.

Mariages et divorces.

Années.	Mariages.	Divorces.	Mariages pour 1 000 habitants.	Divorces. pour 1 000 habitants.
1883	377 456	127 162	9,01	3,39
1885	259 497	113 565	6,80	2,97
1887	334 149	110 859	8,55	2,84
1895	365 633	110 838	8,65	2,62
1896	501 777	115 654	11,75	2,71
1897	365 207	124 075	8,45	2,87
1900	346 590	63 296	7,70	1,42
1901	378 637	63 593	8,33	1,41
1902	394 378	64 311	8,57	1,40
1903	371 187	65 571	7,94	1,40
1904	399 218	64 016	8,46	1,36
1905	351 260	60 179	7,37	1,26
1906	353 274	65 410	7,34	1,36
1907	433 527	61 193	8,88	1,25
1908	461 940	60 376	9,32	1,22

Le nombre des mariages est considérable et dépasse les nombres relevés dans la plupart des pays de l'Europe : 8,3 en Italie, 8,1 en France, 7,9 en Allemagne, 7,5 en Angleterre, 7,2 en Espagne, 6,5 en Écosse, 5,9 en Norvège, 5,2 en Irlande (tous ces chiffres de 1908); de fait, on ne trouve de chiffres plus élevés qu'en Hongrie et en Roumanie (9,1 en 1908) et dans certains États de l'Union américaine, ceux-là justement où il y a le

moins d'enfants (Maine : 9,1 en 1906; Vermont, 9,3 en 1907; Rhode Island : 9,7 en 1903; Michigan : 10,3 en 1905; etc.) (1).

Une étude détaillée du tableau que nous venons de donner serait d'un grand intérêt pour l'histoire sociale du Japon; nous ne pouvons qu'y relever quelques points. Ainsi en 1883 la prospérité factice causée par la hausse du change fit monter le nombre des mariages, le rétrécissement de la circulation monétaire le fit au contraire baisser de 120 000 en 1885, les années de prospérité qui suivirent la reprise des paiements en espèces en amenèrent le relèvement rapide. Les crises postérieures ne modifièrent plus que faiblement le nombre des mariages qui, par contre, augmenta dans les années qui suivirent les deux grandes guerres.

L'abaissement du nombre des divorces, qui était de 115 654 en 1896, 124 075 en 1897, 99 465 en 1898 et seulement de 66 626 en 1899 est dû à la promulgation du code civil de 1898, qui interdit au mari de répudier sa femme sans motif. Le Japon n'en est pas moins après les États-Unis le pays du monde où le divorce est le plus fréquent. En Allemagne on ne trouvait que 18,8 divorces par fraction de 100 000 habitants dans les années de la période 1903-1907, 21,2 en 1908.

(1) Dans les pays très civilisés le nombre élevé des mariages n'est pas une preuve de moralité : on se marie facilement quand on peut divorcer aisément et qu'on est décidé à ne pas avoir d'enfants.

*
* *

La statistique suivante montre combien est fausse l'idée généralement répandue que les Japonais se marient très jeunes.

Age.	Célibataires et veufs.		Célibataires et veufs.	
	Mariés. par milliers. (1903)	—	Mariés. par milliers. (1908)	—
De 15 à 20 ans	35	2 231	29	2 222
De 20 à 25	445	1 713	359	1 729
De 25 à 30	1 013	951	1 004	999
De 30 à 35	1 066	474	1 292	582
De 35 à 40	1 157	363	1 109	364

Ainsi le nombre des hommes qui se marient avant vingt ans est infime; il y a quatre fois plus d'hommes de 20 à 25 ans non mariés que d'hommes du même âge mariés; entre 25 et 30 ans il y a presque autant d'hommes non mariés que d'hommes mariés, près de la moitié des hommes ayant entre 30 et 35 ans ne sont pas mariés.

Il y a malheureusement peu d'années que les bulletins statistiques donnent de pareils tableaux. Le plus ancien est de 1898. Nous y voyons qu'alors 70 000 jeunes gens de 15 à 20 ans étaient mariés contre 35 000 en 1903; mais le Code civil promulgué en 1898 a interdit aux hommes de se marier avant dix-huit ans. Des jeunes gens de 20 à 30 ans 1 359 000 étaient mariés, 2 263 000 non mariés (en chiffres ronds); 1903 donne les chiffres de 1 428 000 et 2 664 000; la proportion est donc légèrement plus considérable pour 1903 que pour 1898; les

tableaux donnés pour 1898 n'indiquent malheureusement pas le nombre des jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans qui sont mariés, et ce serait là le point intéressant.

La statistique prouve également qu'au Japon les jeunes filles ne se marient pas plus jeunes qu'en Europe, que c'est plutôt le contraire.

Age.	Mariées.	Veuves et célibataires.	Mariées.	Veuves et célibataires.
	par milliers. (1903)		par milliers. (1908)	
De 15 à 20 ans	215	1 900	193	1 986
De 20 à 25	945	1 136	902	1 139
De 25 à 30	1 289	617	1 315	669
De 30 à 35	1 117	366	1 341	471

Ainsi une jeune fille sur dix se marie entre 15 et 20 ans, il y a beaucoup plus de femmes de 20 à 25 ans non mariées que de femmes du même âge mariées. Parmi les femmes de 25 à 30 ans on en compte au contraire deux fois plus de mariées que de non mariées et les femmes célibataires ou veuves ne font pas le tiers des femmes de 30 à 35 ans. Il n'en était pas tout à fait de même en 1898 : 9 300 jeunes filles de moins de quinze ans étaient alors mariées (depuis la promulgation du Code civil les mariages précoces ne peuvent s'accomplir qu'avec l'obtention d'une dispense); 299 000 femmes de 15 à 20 ans étaient mariées; on trouvait 2 millions de femmes de 20 à 30 ans mariées (contre 2 100 000 en 1903), 1 400 000 non mariées (contre 1 700 000 en 1903). Les femmes tendent donc à se marier moins jeunes.

II

Avec les tables des mariages et des divorces nous sommes déjà entrés dans l'examen des faits qui se rapportent à la morale proprement dite.

Nous ne prétendons pas assurément déterminer l'état moral du Japon par la démographie; c'est ailleurs que nous essaierons de le juger. Nous nous contenterons ici de présenter quelques statistiques.

Et d'abord celle des suicides :

Années.	<i>Suicides.</i>			Proportion
	Total.	Hommes.	Femmes.	par 10 000 habitants
1880	4 195	2 795	1 400	
1890	7 470	4 697	2 782	1,74
1900	8 615	5 177	3 256	1,89
1901	8 874	5 418	3 456	1,84
1902	9 194	5 655	3 539	1,89
1903	10 229	6 341	3 888	2,06
1904	10 630	6 494	4 136	2,11
1905	9 413	5 732	3 681	1,97
1906	8 906	5 422	3 484	1,84
1907	9 180	5 468	3 712	1,87
1908	9 600	5 897	3 703	1,95

Nous comparerons les chiffres des dernières avec ceux de la période 1881-88 que nous avons analysés ailleurs (4 351 en 1881, 7 282 en 1885, 7 125 en 1886, 5 256 en 1888). Si l'on tient compte de l'augmentation considérable de la population au cours des vingt dernières années, on voit que la moyenne actuelle des suicides est presque égale à celle des années de la grande crise économique et sensible-

ment supérieure à celle des années 1881 et 1888.

Le nombre annuel des suicides au Japon est considérable, mais proportionnellement inférieur au nombre relevé dans beaucoup de pays de l'Europe (2,19 pour 10 000 habitants en Allemagne (1908), 2,4 en France (1903-07).

Par contre le Japon est peut-être le pays où la proportion des suicides féminins aux suicides masculins est la plus forte; on ne trouve guère en moyenne qu'un suicide féminin pour trois suicides masculins en Allemagne (exactement 29,1 contre 100 en 1908), cinq en Italie, trois en Autriche, etc.

C'est en été qu'il y a le plus de suicides, en hiver qu'il y en a le moins; plus de la moitié des suicides se commet par strangulation. Sur 5 422 hommes s'étant suicidés en 1906, 84 avaient moins de 16 ans, 244 de 16 à 20 ans, 1 277 de 20 à 30, 785 de 30 à 40, 774 de 40 à 50, 2 252 au-dessus de 50 ans. Sur 3 484 femmes s'étant suicidées en 1906, 64 avaient moins de 16 ans, 381 de 16 à 20 ans, 971 de 20 à 30, 461 de 30 à 40, 365 de 40 à 50, 1 241 au-dessus de 50 ans. Les statistiques attribuent plus de la moitié des suicides à la folie (ce qui semble impossible); 707 suicides d'hommes, 277 de femmes étaient attribués à des revers de fortune, 877 et 637 à la maladie, 56 et 217 à l'amour.

*
* *

Nous aborderons maintenant la question capitale de la criminalité en donnant les tableaux suivants, que nous commenterons.

Nombre des accusés de crimes et de délits (1).

Année.		Crimes et délits.	Contre les personnes.	Contre la propriété.	Chiffre de la population par millions.
1882	Crimes....	1 975	350	1 248	36,7
	Délits....	80 043	8 151	39 999	
	TOTAL...	82 018	8 501	41 247	
1883	Crimes....	3 390	533	1 956	37
	Délits....	110 258	10 761	55 900	
	TOTAL...	113 648	11 294	57 856	
1884	Crimes....	4 925	585	2 201	37,4
	Délits....	129 798	9 394	65 723	
	TOTAL...	134 723	9 979	67 924	
1885	Crimes....	6 443	776	2 791	37,8
	Délits....	144 854	7 246	85 349	
	TOTAL...	151 297	8 022	88 140	
1886	Crimes....	6 848	817	3 715	38,5
	Délits....	129 827	5 347	79 594	
	TOTAL...	136 675	6 164	83 309	
1887	Crimes....	5 051	738	2 758	39
	Délits....	110 317	5 037	64 520	
	TOTAL...	115 368	5 775	67 278	
1888	Crimes....	3 670	684	1 890	39,6
	Délits....	102 205	5 262	54 522	
	TOTAL...	105 875	5 946	56 412	
1889	Crimes....	2 861	613	1 364	40
	Délits....	106 004	5 644	57 746	
	TOTAL...	108 865	6 257	59 110	

(1) Depuis 1897 le total des crimes et délits n'est pas égal à la somme des item : crimes et délits parce que les accusés de Taiwan (Formose) sont compris dans le total et pas dans les items.

Années.	Crimes et délits.	Contre les personnes.	Contre la propriété.	Chiffre de la population par millions.
1890	Crimes.... 3 733 Délits.... 145 624	784 6 796	1 871 85 618	40,4
	TOTAL... 149 357	7 580	87 489	
1891	Crimes.... 4 126 Délits.... 166 799	1 845 8 510	1 966 95 064	40,7
	TOTAL... 170 925	9 355	97 030	
1892	Crimes.... 3 704 Délits.... 182 592	1 042 9 844	1 912 101 577	41
	TOTAL... 186 296	10 866	103 489	
1893	Crimes.... 3 671 Délits.... 190 568	975 11 168	1 920 104 947	41,3
	TOTAL... 194 239	12 143	106 867	
1894	Crimes.... 3 499 Délits.... 201 617	969 12 371	1 664 109 480	41,8
	TOTAL... 205 116	13 340	111 144	
1895	Crimes.... 3 297 Délits.... 179 807	967 10 623	1 477 93 877	42,2
	TOTAL... 183 104	11 590	95 354	
1896	Crimes.... 2 915 Délits.... 181 147	969 11 040	1 258 91 663	42,7
	TOTAL... 184 062	12 009	92 921	
1897	Crimes.... 3 414 Délits.... 187 250	1 171 11 537	1 381 96 658	43,2
	TOTAL... 193 737	13 239	100 079	
1898	Crimes.... 3 517 Délits.... 180 382	1 067 11 748	1 532 96 966	43,7
	TOTAL... 187 642	13 500	100 903	
1899	Crimes.... 3 315 Délits.... 144 568	986 10 052	1 333 71 652	44,2
	TOTAL... 152 094	11 789	75 632	

Années.		Crimes et délits.	Contre les personnes.	Contre la propriété.	Chiffre de la population par millions.
1900	{ Crimes....	3 136	981	1 264	44,8
	{ Délits....	141 599	9 555	67 026	
	TOTAL...	149 307	11 356	70 944	
1901	{ Crimes....	3 323	1 036	1 198	45,4
	{ Délits....	140 128	9 576	64 999	
	TOTAL...	148 223	11 361	68 678	
1902	{ Crimes....	3 763	1 127	1 225	46
	{ Délits....	133 727	9 101	62 475	
	TOTAL...	142 446	10 956	66 489	
1903	{ Crimes....	4 154	1 110	1 524	46,7
	{ Délits....	110 496	6 564	64 354	
	TOTAL...	119 292	8 286	68 437	
1904	{ Crimes....	4 412	1 119	1 594	47,2
	{ Délits....	90 620	4 448	59 523	
	TOTAL...	98 079	6 041	63 164	
1905	{ Crimes....	3 647	954	1 396	47,6
	{ Délits....	68 383	3 300	47 461	
	TOTAL...	75 254	4 811	51 007	
1906	{ Crimes....	3 728	1 060	1 378	48,1
	{ Délits....	71 950	3 843	49 022	
	TOTAL....	79 242	5 427	52 956	
1907 (1)	{ Crimes....	3 455	1 050	1 272	48,8
	{ Délits....	70 076	4 127	45 949	
	TOTAL....	78 091	5 804	50 621	

(1) Le nouveau code pénal (voir t. V, p. 264), qui ne sépare plus les crimes des délits, étant entré en vigueur en octobre 1908, les chiffres de cette année ne sont plus comparables à ceux des années précédentes; Taiwan non compris, le nombre des infractions était en 1908 de 74 191, celui des condamnations de 70 496.

Pour les condamnés nous avons le tableau suivant :

Années.	Condamnés pour crimes.	Condamnés pour délits.
1882.....	1 766	74 091
1885.....	5 627	137 497
1895.....	2 958	163 672
1901.....	2 811	127 489
1902.....	3 045	122 090
1903.....	3 648	101 726
1904.....	3 866	84 597
1905.....	3 251	64 302
1906.....	3 300	67 943
1907.....	3 092	66 010

Si maintenant nous nous en tenons aux condamnations rendues après débats contradictoires, nous en trouvons pour 1 000 habitants : 3,74 en 1885, 3,27 en 1886 (années où finit la grande crise financière); 2,42 seulement en 1888; après une progression continuelle, 3,83 en 1893, 3,88 en 1895; puis, après une régression continue, 2,09 en 1903, 1,72 en 1904, 1,34 en 1905, 1,42 en 1906.

Il y a diminution relative pour toutes les peines, étant donnée l'augmentation de la population, diminution absolue pour toutes les peines importantes.

Voici les chiffres des principales condamnations pour la période 1885-1908.

Nombre des condamnations (1).

CONDAMNATIONS	1886	1890	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Mort (2).....	179	89	47	60	48	63	58	55	28	42	28
Travaux forcés à perpétuité.....	526	271	257	217	207	238	240	195	170	123	104
Travaux forcés à temps.....	1 600	740	467	386	382	419	460	447	407	370	357
Réclusion majeure..	1 225	675	601	598	593	584	707	697	542	540	491
Réclusion mineure..	1 329	731	773	786	813	879	1 012	1 132	833	787	745
Emprisonnement avec travail obligatoire.....	1 075	754	652	628	767	862	1 169	1 339	1 271	1 438	1 367

A l'aide de ces données nous tâcherons d'établir les grandes lignes de l'histoire de la criminalité en la rapprochant de l'histoire générale.

Il serait intéressant de pouvoir comparer l'état de la criminalité depuis la Révolution avec l'état de la criminalité avant la Révolution ; mais nous ne possédons aucune statistique criminelle de l'ancien régime ; d'ailleurs la législation n'était pas la même dans les États du shôgun et dans les divers daimiats ; de plus, l'idée qu'on se faisait alors des droits et des devoirs et celle qu'on s'en fait aujourd'hui différent tellement que toute assimilation serait arbitraire. Cependant il n'est pas douteux

(1) Ces peines sont celles de l'ancien code. D'après le nouveau code pénal (art. IX) les peines sont la mort, la réclusion, l'emprisonnement, la forte amende, les arrêts et la légère amende.

(2) Il y eut 28 exécutions capitales en 1902, 41 en 1903, 45 en 1904, 36 en 1905, 19 en 1906, 12 en 1907, 51 en 1908 (certains condamnés obtenant une commutation de peine, d'autres étant exécutés dans l'année qui suit celle de leur condamnation).

que dans la période troublée qui a suivi l'arrivée des Américains la criminalité a été élevée, il est probable qu'elle l'avait été aussi durant toute la décadence du shôgunat.

Nous manquons également de renseignements pour les premières années du nouveau régime, où prévalait encore le droit criminel chinois remanié dans les deux codes de 1871 et de 1873.

Notre tableau va de 1882, année où fut promulgué le code de M. Boissonade, à 1908, année où il a été abrogé.

Dès le début nous rencontrons la grave crise financière et économique causée par l'abus du papier-monnaie : le nombre des infractions, déjà élevé en 1882 (82 000), atteint 113 000 en 1883 et 151 000 en 1885 ; celui des crimes propres dans les années 1885, 1886, 1887 est le plus élevé que nous trouvions dans l'histoire du Japon moderne. Puis, la crise terminée, il y a régression (105 000 infractions en 1888, 108 000 en 1889). La période de fièvre, de spéculations, de troubles qui marque le début du régime parlementaire et de l'activité industrielle fait monter régulièrement la criminalité, qui atteint son maximum (205 000) en 1894 : 105 000 offenses en 1888, 205 000 six ans plus tard, voilà qui en dit long sur le mouvement démocratique (que nous étudierons ailleurs) et sur les difficultés qu'eurent à vaincre les hommes du Meiji. L'heureux succès de la guerre contre la Chine, le développement économique causé par le paiement de l'indemnité chinoise marquent le début d'un recul constant de la criminalité, qui, assez lent jus-

qu'en 1899, devient très rapide depuis cette époque.

Dans l'ensemble, contrairement à tout ce qui a été dit par les détracteurs du Japon, la criminalité y a donc baissé, beaucoup plus même qu'en Angleterre, le seul pays d'Europe où la criminalité ait diminué, tandis que dans tous les autres États occidentaux elle a augmenté; encore en Angleterre la diminution ne porte-t-elle que sur les crimes, au Japon elle porte à la fois sur les crimes et sur les délits : ainsi contre 134 000 crimes et délits en 1884, 151 000 en 1885 pour 37 millions et demi d'habitants en trouvons-nous seulement 75 000 en 1905, 79 000 en 1906 pour 48 millions d'habitants. C'est là un résultat admirable qui montre une fois de plus les qualités exceptionnelles du nouveau régime impérial.

Si nous analysons les chiffres donnés plus haut, nous verrons que la diminution de la criminalité porte sur toutes les classes de crimes et de délits, y compris les délits commis contre les personnes mais pas sur les crimes contre les personnes, qui ont passé de 585 en 1884, 776 en 1885, 817 en 1886 à plus de 1 000 en 1901, plus de 1 100 en 1902, 1903, 1904, 954 en 1905 et 1 060 en 1906; il est vrai qu'au cours de cette période la population s'est élevée de 37 millions à 48 millions; l'accroissement des crimes de cette catégorie n'en est pas moins supérieur à celui de la population. On peut penser que les juges d'instruction sont devenus plus sévères puisque l'augmentation semble moins considérable si l'on compare non plus les nombres des accusés à diverses époques de la période 1882-1907,

mais les nombres des condamnés. On peut penser aussi que la magistrature tend à poursuivre comme crimes des offenses qu'au début elle jugeait plus prudent de qualifier simplement de délits. Il n'en reste pas moins que, contrairement à ce qui paraîtrait se produire dans la plupart des pays civilisés, le nombre des crimes contre les personnes tendrait à augmenter. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'assassinats, puisque nous avons seulement 28 condamnations à mort en 1905 contre 179 en 1886, 170 condamnations aux travaux forcés à perpétuité en 1905 contre 526 en 1886 (1).

Il serait d'un grand intérêt de pouvoir comparer la criminalité du Japon avec celle des principaux pays civilisés. Malheureusement chaque nation a ses codes propres, sa jurisprudence particulière, ses moyens spéciaux d'établir ses statistiques; l'une juge crime ce que l'autre appelle délit; celle-ci place la majorité criminelle à douze ans, cette autre à quinze, cette troisième à seize, dix-sept ou dix-huit; telle comprend dans ses statistiques les infractions des mineurs, telle autre les en exclut. Enfin il faut tenir compte des affaires qui sont classées parce qu'on ne peut découvrir les coupables. Toute comparaison est donc impossible. Des rapprochements peuvent se tenter; les conclusions que nous essaierons d'en tirer ne seront évidemment que très approximatives.

(1) Le *Résumé* de 1911 (p. 173) donne 446 crimes ayant occasionné la mort en 1903 contre 396 en 1908, 229 ayant occasionné des blessures en 1903 contre 131 en 1908.

L'annuaire statistique de l'empire allemand donne pour 1908 : 548 410 condamnations et 1 240 condamnés par fraction de 100 000 personnes réputées majeures du point de vue criminel, c'est-à-dire âgées au moins de douze ans; ces personnes formant (d'après des calculs établis en 1900) 28,63 0/0 de la population, l'on aurait environ 8,84 condamnations par 1 000 habitants. Mais la statistique allemande comprend les délits de simple police, la statistique japonaise ne les comprend pas. Nous trouvons, il est vrai, dans le *Résumé* japonais un tableau spécial des personnes condamnées pour infractions aux règlements divers, on en comptait 49 000 en 1906; ce tableau omet la nature des offenses, il n'indique que la nature des peines (14 900 à des amendes de moins d'un yen, 29 500 condamnations à des amendes de plus de 2 yen, 3 196 à l'emprisonnement avec travail obligatoire, une condamnation à mort). Il nous est donc impossible de comparer la criminalité allemande avec la criminalité japonaise, mais nous pouvons cependant conclure que cette dernière paraît bien moindre que la première car en additionnant les tableaux japonais nous n'aurions jamais que 120 000 condamnations environ pour près de 50 millions d'habitants contre 548 000 en Allemagne pour près de 64 (1).

(1) A la section *Armée* le *Resumé* donne les condamnations prononcées par les tribunaux militaires : 1 661 en 1902, 1 782 en 1903, 2 222 en 1906, 1 993 en 1907, 2 130 en 1908, 1 882 en 1909, dont 1 à mort, 3 à la réclusion perpétuelle, 1 672 à la réclusion temporaire, etc.

Voici maintenant deux tableaux concernant la criminalité juvénile; le premier s'applique seulement aux crimes, le second aux crimes et aux délits (1).

ANNÉES.	Au-dessous de 12 ans.	De 12 à 16.	De 16 à 20.	De 20 à 30.	De 30 à 40.	De 40 à 50.	De 50 à 60.	Au-dessus de 60 ans.	TOTAL.
1885...	16	60	359	1 979	1 807	908	387	112	5 630
1890....	18	102	312	1 309	1 011	485	148	71	3 456
1895....	27	109	284	1 020	772	519	166	68	2 965
1900....	16	86	361	1 044	687	380	163	59	2 798
1905....	13	93	361	1 052	967	516	292	106	3 400

ANNÉES.	Au-dessous de 16 ans.	De 16 à 20.	De 20 à 30.	De 30 à 40.	De 40 à 50.	De 50 à 60.	Au-dessus de 60 ans.	Âge inconnu.	TOTAL.
1903....	2 538	9 543	32 682	24 397	15 492	7 138	2 209	2	94 001
1904. . .	2 236	8 611	27 087	20 698	12 471	6 201	1 838	6	79 148
1905....	1 623	7 228	20 571	16 047	9 801	4 927	1 494	1	61 692
1906....	1 624	7 821	22 295	17 270	10 436	5 355	1 664	4	66 469
1907....	1 443	7 190	21 907	17 619	10 571	5 482	1 703	11	64 926
1908....	746	7 360	22 401	18 171	10 398	5 318	1 754	1	66 149

Comme on peut le voir par ces tableaux, la criminalité juvénile tend à diminuer puisque le nombre des crimes commis par des mineurs de 20 ans était de 419 en 1885, 414 en 1890, 393 en 1895, 447 en 1900, 454 en 1905, le nombre des mineurs de 10 à 20 ans ayant au contraire passé de 7 millions en chiffres ronds en 1885 à 8,8 millions en

(1) Les chiffres ne concordent pas avec ceux donnés plus haut pour diverses raisons de détail, qu'il serait trop long d'énumérer; la base adoptée pour 1908 diffère de la base adoptée pour les années précédentes.

1905. Si nous prenons toutes les infractions (crimes et délits) commises par des mineurs, nous en trouvons 12 000 en 1903, 8 000 en 1908.

Nous rappellerons que, d'après les chiffres donnés dans l'Introduction du tome IV, la criminalité juvénile augmente dans tous les pays d'Europe, excepté l'Angleterre; dans l'Autriche de 1904 23 0/0 des criminels condamnés étaient des mineurs de vingt ans. Au Japon, il n'y avait en 1908 qu'un mineur sur huit condamnés.

La criminalité féminine est très faible au Japon; en 1906 on ne comptait que 292 femmes sur 3 300 personnes condamnées pour crimes, que 4 938 femmes sur 67 943 personnes condamnées pour délits. Il y a donc une condamnation féminine au Japon contre 12 condamnations masculines; en France et en Autriche la proportion est d'un à sept et demi, en Allemagne d'un à cinq et demi, dans la Grande-Bretagne d'un à trois, dans l'Inde, par contre, d'un à vingt.

Il ne nous reste plus qu'à parler de la récidive.

En 1906 sur 60 893 hommes condamnés après débats contradictoires (Formose non compris), 31 393 l'avaient été pour la première fois, 11 512 pour la seconde, 7 509 pour la troisième, 3 802 pour la quatrième, 6 677 avaient déjà subi plus de quatre condamnations, près de la moitié des condamnés étaient donc des récidivistes. Sur 4 740 femmes condamnées, 3 511 (c'est-à-dire les trois quarts) l'avaient été pour la première fois.



Nous terminerons cette étude de la démographie morale en recherchant dans quelle mesure le peuple japonais a succombé à l'alcoolisme.

*Consommation moyenne annuelle de sake par tête d'habitant.
(Chiffres approximatifs).*

1872-1875.....	18 litres.
1875-76-1878-79.....	16
1878-79-1882-83.....	24,5
1883-84-1887-88.....	17
1888-89.....	21,5
1906-07.....	15,6

Fabrication des boissons alcooliques en milliers de koku.

	Sake.	Eau-de-vie et alcool.	Bière.	Autres boissons alcooliques.	Shôyu.
1886-1887...	2 869	49		71	1 124
	+ 734 (1)				
1892-1893 ..	3 526	51		30	1 214
	+ 997				
1896-1897...	4 663	64		50	1 505
	+ 286				
1900-01.....	4 615	148		114	1 723
1901-02.....	4 041	131	13	88	1 767
1902-03.....	3 309	119	91	78	1 763
1903-04.....	3 615	134	93	87	1 859
1904-05.....	3 153	141	95	79	1 765
1905-06.....	3 792	145	133	87	1 932
1906-07.....	4 168	161	159	98	2 074
1907-08.....	4 369	184	163	96	2 122
1908-09.....	4 135	197	150	89	2 196

(1) Les chiffres donnés dans la seconde ligne sont ceux du sake fabriqué par les bouilleurs de cru; leur privilège a été supprimé comme celui des fabricants de shôyu pour l'usage domestique.

Ces chiffres prouvent que, contrairement à ce qui a été dit souvent, l'alcoolisme n'augmente pas au Japon, qu'au contraire il diminue, et même que dans l'ensemble le Japon a su se préserver de l'alcoolisme. En effet le sake contient seulement de 11 à 12 0/0 d'alcool (1); il ne faut donc pas en comparer la consommation à celle de l'eau-de-vie, mais à celle du vin. Or les cinquante millions de Japonais consomment en moyenne un peu plus de sept millions d'hectolitres de sake par an, les trente-neuf millions de Français quelque cinquante millions d'hectolitres de vin. Et le sake est par le fait la seule boisson alcoolisée dont la consommation soit répandue au Japon; en France on consomme, outre le vin, du cidre, de la bière, de l'absinthe et de l'alcool. Le gouvernement japonais fera bien cependant de veiller à ne pas laisser se répandre l'usage des boissons alcooliques, de celles-là même qu'on veut appeler hygiéniques.

Pour conclure notre étude de la démographie nous dirons que dans l'ensemble le peuple japonais nous apparaît comme sain moralement et physiquement et en constant progrès.

(1) La proportion de 12 0/0 d'alcool dans le sake est donnée dans l'ouvrage de Rein, qui fait autorité pour tout ce qui concerne les industries anciennes du Japon. Sous l'influence de l'Occident on a commencé de fabriquer des sake, qui sont de véritables eaux-de-vie, l'usage en est très peu répandu. La législation actuelle de l'impôt sur les boissons distingue cinq classes de sake, d'après le procédé de fabrication et les degrés d'alcool; les degrés d'alcool indiqués sont élevés : 20°, 30°, 35°, 40°, 45°, mais de fait presque tout le sake consommé se trouve dans la catégorie du sake à moins de 20° et ne contient guère que de 10° à 12°, comme l'a dit Rein.

B. — LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA VIE

a) La répartition de la population
par professions.I. — *Le Japon en 1886.*

Nous montrerons maintenant la transformation qui s'est produite dans les conditions générales de la vie en recherchant, d'abord comment la population se répartissait par professions dans la première période du nouveau régime, ensuite comment elle se répartit aujourd'hui.

En 1886, 71,64 0/0 de la population du Vieux Japon (71,23 0/0 si l'on y ajoute Okinawa et le Hokkaidô) s'adonnaient à l'agriculture, soit environ 5 518 040 familles, que l'on subdivisait ainsi : propriétaires s'occupant principalement d'agriculture (2 170 652); propriétaires s'occupant accessoirement d'agriculture (950 423); fermiers s'occupant principalement d'agriculture (1 519 200); fermiers s'occupant accessoirement d'agriculture (877 765) (1).

D'après un recensement de 1887, 146 061 maisons auraient eu la pêche comme occupation principale; 219 268 maisons l'auraient eue comme occupation accessoire. En tenant compte des relevés

(1) Le bulletin statistique de 1893, le premier qui fournisse des renseignements sur le nombre des ménages d'agriculteurs, donne ces chiffres comme ceux du recensement de 1891, ce sont en réalité ceux du recensement de 1886. (RATHGEN, p. 298.)

plus anciens faits dans les provinces de l'intérieur non comprises dans la statistique de 1887, l'on aurait les chiffres plus exacts de 147 548 et 229 649 maisons, soit 1 900 000 personnes vivant de la pêche (dont 750 000 en vivant uniquement), en tout le vingtième de la population. Aux pêcheurs il faudrait ajouter les marins, dont le nombre, déjà considérable à cette époque, ne peut être fixé exactement.

Les documents statistiques manquent qui nous permettraient de répartir d'une manière précise le reste de la population par professions. Le gouvernement avait essayé de le faire pour établir l'impôt sur les industries; il ne publia de table que pour le commerce, mais, comme alors la grande industrie n'existait pas et que la plupart des artisans vendaient eux-mêmes leurs produits, les chiffres donnés s'appliquent aussi bien à l'industrie qu'au commerce. Un grand nombre d'agriculteurs doivent sans doute figurer sous la même rubrique, on ne peut donc additionner les chiffres donnés ci-dessous avec les chiffres cités précédemment.

En 1885 le nombre des *maisons* vendant des produits soumis à l'impôt industriel était de 1 284 255 (soit 123 207 marchands en gros contre 98 000 en 1883, 93 215 courtiers en marchandises (?) contre 81 000 en 1883, 1 067 933 marchands au détail contre 717 000 en 1883); le nombre des *maisons* vendant des produits soumis aux *impôts divers* était de 409 082; ce qui faisait en tout 1 693 337 maisons de commerçants, soit 22 0/0 des maisons.

Les chiffres de détail suivants contribueront à préciser certains traits de la vie japonaise en 1885.

Professions.	Nombre au Japon.	Dont à Tôkiô.
Changeurs	1 041	96
Prêteurs sur gages	25 224	1 771
Prêteurs de livres	295	71
Prêteurs d'autres objets	3 581	632
Marchands de vieux habits et autres objets ayant servi	70 339	5 629
Bureaux de placement	3 646	583
Transports	10 948	318
Restaurants	95 640	3 425
Hôtels et maisons meublées	64 388	3 148
Yose (théâtres, conteurs, prestidigitateurs)	579	156
Bains	27 227	1 064
Maisons publiques	6 711	532 (1)

Le chiffre de 10 948 ne représente assurément que les entreprises de transports. On dénombrait 160 000 jinrikisha en 1880 et 190 000 en 1887; il faut compter au moins un homme par voiture. Pour l'ensemble des véhicules (1 700 000 en 1887) il est impossible de dire dans quelle proportion ils appartenaient à des personnes se consacrant exclusivement aux transports ou à des personnes exerçant d'autres métiers.

Nous n'avons pas de données sur le nombre des artisans qui ne sont pas compris dans le tableau précédent comme vendant eux-mêmes leurs produits.

A ces chiffres concernant l'ensemble de la population il convient d'ajouter les chiffres suivants,

(1) RATHGEN, p. 383.

qui portent sur des professions spéciales : Fonctionnaires civils (y compris la police) : 94 000 en 1884. Armée : 34 000 hommes en 1877, 41 000 en 1884, 55 000 en 1887. Instituteurs : 97 000 (dont 4 000 femmes), etc.

*
* *

Ce tableau du Japon de 1886, où persistaient tant de traits du Vieux Japon, nous montre que d'ordinaire on ne l'a pas représenté d'une manière tout à fait exacte.

Le plus souvent on en a donné le peuple comme exclusivement agricole. Mais le Japon comptait déjà une ville énorme : Tôkiô, de très grandes villes : Ôsaka, Kiôto, Nagoya, Sendai, et le long des grandes routes, principalement du Tôkaidô, une suite presque ininterrompue de bourgs, qui formaient de fait une immense agglomération urbaine; de plus, les statistiques fournies plus haut montrent que dès cette époque la population de certaines régions tendait à s'agglomérer dans des bourgs assez considérables. Dans ces bourgs l'artisan était commerçant puisqu'il vendait ses produits et cultivateur puisqu'il possédait son champ ou son morceau de rizière; l'agriculteur était plus ou moins artisan et lui aussi commerçant puisqu'il vendait les produits de sa terre et de son métier.

Tous les paysans pratiquaient, en effet, quelque industrie. En 1888, 850 000 *licences* de sake avaient été concédées à des bouilleurs de cru, dont la pro-

duction était de 731 847 koku (sans compter la fraude). Les paysans fabriquaient aussi le *shôyu* destiné à leur consommation familiale.

Plusieurs des principales cultures : la soie, le thé, l'indigo, la canne à sucre (à Kiûshû), la laque exigeaient une industrie. Il y avait de plus beaucoup d'industries locales non agricoles exercées par les paysans : le papier, la flanelle dans le Wakayama, le coton à Ashikaga et dans le Yamato, la porcelaine dans l'Owari, etc.

Cette complexité de la société japonaise était due à deux causes, presque contradictoires, dont la conjonction en a fait l'originalité. Par de certains côtés cette société était restée primitive grâce à cinq cents ans de guerres civiles, dont deux siècles d'ordre et de paix n'avaient pu complètement effacer la trace, à la persistance des institutions féodales, dont beaucoup ne disparurent même pas après la Révolution, au manque de contact avec l'ensemble de l'humanité civilisée, à l'arrêt de développement économique causé par la suppression du commerce extérieur, et, par suite, comme dans toutes les sociétés primitives, chaque famille tendait à fabriquer ou à produire la plupart des objets dont elle avait besoin, chaque agglomération était une entité indépendante, possédant tous les corps de métier nécessaires à sa vie et n'entretenant que peu de rapports avec les agglomérations voisines. Et cependant, la société japonaise témoignait en même temps de cet excès de culture qui est le propre des pays dotés d'une civilisation très ancienne et trop exclusivement

traditionnelle, tout y était complication et routine; les grandes villes, les deux cent cinquante capitales des clans, le grand nombre de ports et de bourgs bordant des routes fréquemment traversées faisaient partout pénétrer la vie des villes au milieu des campagnes.

Et, comme la vie matérielle, la vie morale du paysan subissait l'influence de la civilisation urbaine : la cause en était la présence des samurai, l'influence des grands gildes, la constitution particulière de l'industrie japonaise, dont les patrons distribuent du travail dans les villages, la diffusion de l'instruction, le goût général des voyages, qui sans cesse amenait les habitants des villes à la campagne et conduisait les habitants de la campagne dans les villes. Il ne faudrait pas juger la mentalité du paysan japonais par la peinture que Lafcadio Hearn en a faite; Hearn était un grand, un délicieux artiste, mais, comme tout artiste, il choisissait entre les données que l'observation lui fournissait, il nous a décrit les superstitions des villages les plus superstitieux de la province la plus superstitieuse du Japon, mais pas du tout le caractère et l'esprit de l'ensemble des Japonais. De plus, comme tout grand artiste, il était trop personnel pour ne pas déformer inconsciemment ce qu'il observait; demi-grec, demi-anglais, il a prêté aux Japonais et la mélancolie de l'Angleterre romantique, et ce curieux mélange d'esthétisme classique, de vivacité méditerranéenne, de mysticisme slave et de langueur orientale, qui se combinent si curieusement dans l'âme des Grecs mo-

dernes. Qu'on lise les romans naturalistes japonais, le prodigieux *Hiza Kurige*, tout verve, tout exubérance, tout caricature ! on verra que les Japonais de *Kokoro* sont les Japonais de Hearn ; s'ils nous ont tant plu, c'est pour être les fils romantiques de ces pères romantiques : Ossian, Burns, Schopenhauer et George Sand.

II. — *Le Japon en 1910.*

Passons à l'étude du Japon contemporain.

Nous nous occuperons d'abord de la population agricole. Le *Japan year book* (1) de 1910 donne pour 1903 : 3 621 852 maisons s'adonnant à l'agriculture, pour 1907 : 3 778 250 ; de plus à la première date : 1 628 634 maisons s'adonnant à l'agriculture en même temps qu'à d'autres professions, et à la seconde date : 1 627 922. Le nombre des maisons recensées en 1903 étant de 8 725 544, les agriculteurs faisaient alors 41 0/0 de la population et les personnes s'adonnant à l'agriculture 60 0/0 ; le recensement de 1908 donnant 9 250 434 maisons, les agriculteurs faisaient alors 40 0/0 de la population et les personnes s'adonnant à l'agriculture 58 0/0.

Les agriculteurs des deux catégories, qui fai-

(1) Les chiffres du *Year book* n'étant pas toujours revus avec assez de soin, ces chiffres ne valent que comme indication. Je ne puis d'ailleurs m'expliquer pourquoi le *Year book* donne pour le nombre total des maisons 8 270 781 (1903) et 8 207 701 (1907), au lieu des chiffres du recensement.

saient, en 1886, 71, 23 0/0 de la population, n'en font donc plus aujourd'hui que 58 0/0. Cette différence concorde avec celle que nous avons indiquée en comparant la population urbaine et la population rurale aux deux mêmes époques.

D'après le recensement de 1908, il y aurait 810 777 pêcheurs et 930 053 personnes pratiquant la pêche tout en ayant une autre occupation. Mais les familles exerçant la pêche comme occupation accessoire figurent sans doute aussi dans la population agricole; il en sera probablement de même pour une partie des familles ayant la pêche comme profession principale, car au Japon, comme en France, la plupart des pêcheurs possèdent quelques arpents de terre, qu'ils font cultiver par leurs femmes et leurs enfants ou qu'ils cultivent eux-mêmes quand ils ne sont pas embarqués.

Une notable partie de la population japonaise est aujourd'hui formée par les commerçants au détail, les artisans et les ouvriers de la petite industrie. Nous avons déjà dit combien il était difficile de les distinguer les uns des autres; de plus, beaucoup se trouvent compris dans la population agricole, la plupart des paysans exerçant un petit métier. D'après le *Résumé statistique* il y aurait eu en 1907 397 339 *maisons* s'occupant de la fabrication de la soie grège, 170 165 s'occupant de la fabrication de la bourre de soie, 889 773 s'occupant de la fabrication du thé. La plupart de ces maisons figurent déjà dans le nombre des maisons s'adonnant à l'agriculture. Seul le gouvernement pourrait apporter quelque clarté dans ce sujet à l'aide des ren-

seignements fournis par les recensements et les tables des impôts.

Les statistiques présentent d'ailleurs tous ces chiffres d'une manière très obscure.

Ainsi nous trouvons pour 1906 : 463 165 maisons s'occupant de tissage (avec 20 657 métiers à la machine et 716 171 métiers à main) et 792 491 ouvriers, dont 40 886 hommes et 751 605 femmes. La mention des métiers à la machine prouve que la grande et la petite industrie sont ici confondues; nous devrions donc retirer de ce nombre de 750 000 ouvriers celui de 107 000 donné pour les tisserands de la grande industrie; resterait plus de 600 000 personnes, en admettant que les tableaux officiels distinguent bien nettement des tisserands les ouvriers employés dans les filatures. Mais combien de ces personnes ont-elles été comprises dans la statistique des gens s'adonnant à l'agriculture?

Il en est de même pour le tableau suivant, dont les chiffres, à moins de mention spéciale, se rapportent à l'année 1906.

	Familles.
Industrie du papier japonais.	61 262
Nattes.....	110 002
Poterie et porcelaine	5 294
Cire végétale	2 030 (1905)
Huiles végétales.....	10 808 (1905)
Produits de la menthe	
Indigo.....	
Camphre.....	1 617

Il y avait en 1906-07 plus de 29 000 fabricants de sel, plus de 122 000 ouvriers employés à l'extraction et à la fabrication du sel.

Nous classerons à part les industries suivantes, qui semblent être rarement exercées par la population agricole :

1906	Familles.	Ouvriers.
Allumettes	250	24 189
Laques	5 764	16 693
Objets de métal		

Si nous admettons que tous les ouvriers employés dans des usines avec force motrice sont des ouvriers de la grande industrie, nous avons les chiffres suivants pour 1906 :

Fabriques textiles...	325 047	
Métallurgie.....	58 977	
Produits chimiques.	62 708	
Comestibles.....	49 260	
Divers	50 176	
Métiers spéciaux ..	66 609	
TOTAL (1906).	612 177	(dont 242 944 hommes et 369 233 femmes).
TOTAL (1909).	692 221	(dont 240 864 hommes et 451 357 femmes).

Les détails ont déjà été fournis dans le chapitre consacré à l'industrie ou le seront dans la section qui traite de la condition des diverses classes.

D'autre part, nous avons les chiffres suivants pour les manufactures de l'État au début de 1907 :

Ouvriers et apprentis.....	130 545	(dont 22 679 femmes.)
Journaliers	62 324	(dont 642 femmes.)
TOTAL.....	192 869	

En 1908 on ne comptait plus que 120 248 ouvriers et 5 408 journaliers.

Il y avait 187 922 mineurs en 1906, plus de 200 000 en 1907 et 1908, 233 000 en 1909.

La population employée aux transports est considérable. Il est regrettable qu'aucune publication ne nous en indique le chiffre; il n'est fait mention nulle part des employés des chemins de fer et des tramways. Nombreux sont les marins, puisque le Japon possède actuellement 2 300 vapeurs et 5 800 voiliers. Peu de voiliers, très peu de vapeurs servent pour la pêche, qui se fait presque exclusivement au moyen de 22 000 jonques; la classe des marins est donc distincte de celle des pêcheurs. On comptait en 1908 : 150 000 jinrikisha et 1 900 000 véhicules de toute sorte; il n'est pas possible de déterminer combien appartenaient à des professionnels des transports. Nous ne connaissons pas non plus le nombre des déchargeurs des docks et des coolies.

Pour compléter cette nomenclature nous y joindrons le tableau suivant :

Fonctionnaires.....	160 000 (1907)
Fonctionnaires communaux.....	217 000 (1907)
Médecins	37 000 (1906)
Sages-femmes.....	26 000 (1906)
Avocats et notaires.....	
Armée.....	262 000 (1910)
Marine.....	56 000 (1906) (1)

(1) Le *Résumé statistique* donne le nombre des fonctionnaires sans mentions détaillées; les membres de l'enseignement (150 000 environ en 1907) doivent être compris partie dans les fonctionnaires de l'État et partie dans les fonctionnaires communaux. Les employés des postes (près de 60 000) doivent être compris au moins en grande partie au nombre des fonctionnaires.



Si nous récapitulons maintenant ces chiffres et que nous les comparions aux chiffres donnés pour la première période, nous reconnaitrons que la société japonaise est en pleine transition.

L'ensemble de la population s'occupant d'agriculture est tombé de 71 0/0 en 1886 à 58 0/0 en 1908. Mais, de fait, on ne devrait tenir pour agriculteurs que les personnes faisant de l'agriculture leur profession principale, soit 41 0/0, d'autant plus que la population tend à s'agglomérer de plus en plus : comment en effet ranger parmi les paysans des gens vivant dans des bourgs de 2 000 à 10 000 âmes et exerçant la profession de charpentier, de maçon, de cordonnier, d'épicier, parce qu'ils ont un petit champ de moins d'un are, qu'ils font cultiver par leurs femmes et leurs enfants ? On peut donc dire que, dans l'ensemble, la population du Japon a cessé d'être une population en majorité agricole.

Et cependant combien la composition de la population japonaise diffère de la composition de la population d'un pays industriel comme l'Allemagne, l'Angleterre ou la Belgique !

Tandis que 41 0/0 des Japonais ont l'agriculture comme profession principale, que 17 0/0 l'ont comme profession accessoire, en Allemagne les agriculteurs ne forment que 27 0/0 du nombre total des habitants.

La population de l'Allemagne étant de soixante-

six millions d'habitants, celle du Japon de cinquante, nous avons les différences suivantes entre les populations ouvrières des deux pays.

Ouvriers exerçant directement leur métier (1907)
(Par milliers).

	Allemagne	Japon
Mines et salines	963	309
Industrie (grande et moyenne) .	7 650	750
Commerce et transport	3 477	? (1)

De plus sur les 750 000 ouvriers de la grande industrie japonaise il y a 400 000 femmes, tandis qu'en Allemagne sur 11 millions d'ouvriers de la grande et de la petite industrie (mines y comprises) on ne compte que 2 millions de femmes.

Moins de 800 000 ouvriers industriels au Japon, plus de 7 millions et demi en Allemagne, ces chiffres ne suffisent-ils pas à nous faire comprendre combien, malgré leurs nombreuses similitudes, ces deux pays ont eu au cours des quarante années qui ont suivi leur unification des évolutions économiques et sociales différentes, à nous expliquer pourquoi le mouvement socialiste, que nous étudierons ailleurs, est encore si faible au Japon, pourquoi aussi le Japon s'enrichit lentement, au contraire de l'Allemagne devenue brusquement l'un des pays les plus riches du monde!

(1) Les chiffres donnés pour l'industrie ne peuvent se comparer qu'approximativement. Pour l'Allemagne j'ai additionné les chiffres de la moyenne industrie (de 6 à 50 ouvriers) et ceux de la grande industrie (plus de 50) et j'en ai déduit le chiffre de la population minière.

b) Les prix.

Nous passerons maintenant à l'étude des prix. Pour ne pas allonger démesurément ce travail, nous nous bornerons à fournir quelques indications générales sur l'ensemble des prix, mais nous donnerons plus de détails sur les prix des aliments.

I. — L'ensemble des prix.

Dans cette première section de l'étude des prix nous distinguerons d'une part les prix des immeubles, d'autre part les prix des marchandises qui ne rentrent pas dans la classe des aliments.

En traitant des lois agraires, de l'impôt foncier et de l'agriculture, nous avons déjà signalé la hausse qui s'était produite sur les immeubles au cours des quarante dernières années.

L'histoire de cette hausse serait difficile à faire. De 1871 à 1883 la variation des prix fut extrême par suite de l'expropriation générale des daimiô et des samurai, du grand nombre des ventes qui suivirent la donation de la terre aux paysans, des révoltes, de la spéculation et de l'agio.

Le rétrécissement de la circulation fit baisser les prix.

M. Rathgen donne le tableau suivant.

Prix moyen du chô en yen.

	Rizière.	Terre sèche.
1883.....	514	159
1884.....	456	141
1885.....	428	131
1886.....	404	123

Pour les prix du tan (10 ares environ) en 1886 on aurait donc 40,4 et 12,3 yen.

Les tables de M. Saitô, citées plus haut, donnent au contraire pour la valeur marchande moyenne du tan de rizière 59 yen, pour celle du tan de terrain sec 27 yen en 1887. Mais M. Saitô a borné son étude à un nombre limité de districts, tandis que M. Rathgen prend l'ensemble du Japon. Comme nous l'avons vu, M. Saitô admet que dans les districts qu'il a examinés le prix du tan de rizière s'est élevé à 150 yen en 1904 (158 en 1902) et celui du tan de terrain sec à 85 yen en 1904. Le prix moyen de l'hectare de rizière y est donc d'environ 3 900 francs, celui de l'hectare de terrain sec de 2 190; ce qui est considérable.

L'augmentation de prix des terrains urbains est beaucoup plus importante puisque, pour subvenir aux frais de la guerre de 1904-05, on a pu porter l'impôt établi sur ces terrains de 2,5 0/0 à 20 0/0 du capital, tel qu'il a été légalement fixé lors des estimations de 1873 et de 1879.

*
* *

Occupons-nous maintenant de l'ensemble des prix des marchandises autres que les aliments.

Nous avons montré dans le tome IV (page 223 et suiv.), d'après un tableau emprunté au capitaine Brinkley, la perturbation que causa l'arrivée des Européens, les prix augmentant de 400 0/0 entre 1830 et 1865, principalement par suite de la substitution du rapport de 1 à 16 au rapport de 1 à 5 dans la valeur respective de l'or et de l'argent.

La période suivante fut à peine moins troublée, en raison du bouleversement que causa la crise monétaire; le lecteur pourra s'en faire une idée par les tableaux que nous donnons plus loin pour les prix des aliments; il n'y aurait pas grand intérêt à donner les prix de l'ensemble des marchandises au cours de cette période.

Par contre les deux tableaux suivants nous permettront de nous faire une idée générale de la progression des prix dans la période qui suivit la fin de la crise et dans la période actuelle.

Prix moyens en yen (1).

	1886	1898	1907	1909
	—	—	—	—
Coton filé japonais par				
100 <i>kin</i>	29,75	31,98	43,75	40
Coton brut japonais par				
100 <i>kin</i>	19,43	23,09	32,51	32,77
Pétrole par caisse.....	1,99	2,28	3,63	3,74
Soie grège par 100 <i>kin</i>	546,50	717	1 073	711
Chanvre par 100 <i>kin</i>	18,79	27,99	4 107	

(1) Le premier tableau est fait avec les données du *Résumé* (sauf pour les deux derniers chiffres du chanvre), le second tableau avec les données de l'Annuaire.

Prix moyens en yen.

	1896	1906	1909
	—	—	—
Calicot blanchi (<i>bleached cotton fabrics</i>) (par <i>tan</i>) (1,848 mètre).....	0,32	0,46	
Shirting (<i>grey</i>) (par <i>kama</i>) (40 yards)...	3,08	5,21	5,69
Shirting blanc (<i>calico</i>) (par <i>kama</i>).....	3,36	5,20	5,41
Fer ou fonte du pays (<i>pig iron</i>) (par <i>kan</i>).....	0,4	0,5	0,53
Fer ou fonte d'importation (<i>pig iron</i>)...	0,31	0,31	0,27
Charbon de terre (par <i>tonne</i>)	5,21	8,43	7,89
Bois à brûler (par 10 <i>kan</i>)	0,19	0,26	
Charbon de bois (par 10 <i>kan</i>)	0,63	0,80	0,99
Papier japonais (<i>minogami</i>) (par pa- quet) (<i>shime</i>).....	0,92	1,31	1,41
Papier japonais (<i>hanshi</i>)	0,25	0,30	0,32

Pour pouvoir utiliser vraiment les données de ces deux tableaux il faudrait en étudier séparément chaque article, le prix d'un produit pris en particulier peut en effet se trouver modifié par des causes spéciales indépendantes des causes générales qui font varier l'ensemble des prix. Une pareille étude ne convient pas au cadre de cet ouvrage. Nous nous contenterons donc de signaler la hausse générale de tous les prix (1).

II. — *Les prix des aliments.*

Pour les prix des aliments nous distinguerons trois périodes.

(1) En 1908 il y eut une baisse assez considérable des prix de certaines marchandises par suite de la grande crise qu'amena dans le monde entier le krach américain de 1907.

La première est celle de la formation du nouveau régime, de la crise de l'agio et du rétrécissement du marché à la reprise des paiements en espèces. Les grandes fluctuations du marché apparaissent nettement dans le tableau suivant.

*Prix moyen dans tout le Japon du koku de riz décortiqué
1875-1886 (en yen).*

1875	4,96
1876	4,26
1877	4,22
1878	5,17
1879	7
1880	9,28
1881	9,09
1882	7,46
1883	5,50
1884	4,71
1885	5,86
1886	5,14

Ces prix sont donnés en monnaie de papier sans qu'il soit tenu compte du taux du change.

*Prix courant des principaux aliments à Tôkiô par koku.
Période 1875-1886 (1).*

	Riz.	Orge.	Pois daizu.	Sake.	Cours du change Prix de 100 yen argent en yen papier.
1875 . . .	5,97	1,93	4,81	10,61	
1876 . . .	4,76	1,67	4,54	8,05	
1877 . . .	5,27 (5,11)	1,69	4,81	6,39	103,4

(1) Les prix donnés sont ceux du *Résumé statistique* (I à IV); les prix entre parenthèses sont les prix moyens de la Bourse de Tôkiô, d'après le tableau (22) de Rathgen.

1878....	6,25 (5,93)	1,97	5,72	8,62	109,2
1879....	8 (7,54)	3,78	6,68	9,26	121,2
1880....	10,52 (9,46)	4,73	6,98	10,83	147,7
1881....	10,51 (9,88)	3,51	6,87	23,39	170,4
1882....	8,85 (7,96)	2,32	7,46	15,17	157
1883....	6,45 (5,98)	1,75	5,87	9,40	126,5
1884....	5,40 (5,08)	1,84	4,46	10,34	108,8
1885....	(6,18)				105,8
1886....	6,03 (5,56)	2,61		11,56	100

On remarquera combien le prix du riz est plus élevé à Tôkiô que dans l'ensemble de l'empire.

*
* *

Dans la seconde période, qui va de la reprise des paiements en espèces à la fin de la guerre contre la Chine, l'enrichissement continu du pays fait monter les prix; il y a cependant un temps d'arrêt pendant les années de crise 1891, 1892, 1893.

*Prix des principaux articles de nourriture dans la période
1887-1895 (en yen).*

	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895
<i>Par koku :</i>									
Riz	4,71	4,37	5,56	8,15	6,86	7	7,08	8,24	8,21
Orge	2,36	2,15	2,46	3,73	3,65	3,31	3,35	3,75	3,80
Shôyu.....	8,29	8,31	8,95	9,37	9,11	9,38	8,83	9,13	9,57
Sake	13,93	12,87	13,45	14,38	14,24	14,24	14,03	15,32	17,23
<i>Par 100 kin :</i>									
Thé.....	26,09	24,48	24,66	25,67	25,47	28,66	26,77	30,02	30,26
Sucre blanc japonais.....	8,77	8,61	9,54	9,89	8,62	9,26	10,02	10,77	10,35
Sucre blanc importé.....	7,75	7,85	9,01	8,66	7,81	8,07	8,78	9,71	9,37

*
* *

La troisième période commence à la fin de la guerre de Chine. Le paiement de l'indemnité ayant fourni des sommes importantes à un pays très à court de capital, les prix montent brusquement de 1895 à 1898, faiblissent légèrement en 1899 à cause du rétrécissement du marché, puis reprennent leur ascension jusqu'en 1903.

En voici le tableau.

*Prix des principaux articles de nourriture dans la période
1896-1903 (en yen.)*

	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
<i>Par koku :</i>								
Riz	9,16	11,81	13,11	9,84	11,32	11,47	12,07	13,68
Orge	3,57	4,88	6,04	4,46	4,74	4,07	4,45	6,18
Seigle						5,70	6,41	8,90
Froment	6,11	7,89	8,31	7,31	7,76	6,97	7,08	9,32
Lentille rouge (azuki)...	6,42	7,92	8,78	8,41	8,16	7,43	7,08	8,11
Pois soya (daizu).....						7,30	10,27	12,24
Sel	2,44	3,17	2,89	2,41	2,41	2,01	2,17	2,32
Shôyu.....	10,71	13,33	14,61	15,94	17,41	18,12	17,2	18,29
Sake	19,96	24,2	28,32	27,44	30,68	31,48	32,38	34,30
<i>Par 100 kin (1) :</i>								
Sucre blanc japonais...	11,12	12,55	12,31	12,35	12,71	12,47	12,28	12,70
Sucre blanc importé...	9,76	10	10,18	9,79	10,02	10,76	10,46	10,91
Thé	33,34	35,52	37,31	34,95	36,36	38,65	42,86	44,62
Bœuf	14,10	16,69	17,16	19,79	20,80	22,35	22,13	23,82
OEufs (par centaine)...				2,08	2,07	1,95	1,84	1,98
Lait (par shô)				0,37	0,40	0,39	0,39	0,39

(1) C'est par erreur que la traduction française des *Annuaire*s donne ces prix par *kin*, ils sont donnés par *100 kin*.

*
* *

Nous avons mis à part le tableau des dernières années parce qu'il n'est pas possible de porter un jugement sur des transformations trop récentes. Le prix du riz a baissé en 1904 et 1905 par suite de bonnes récoltes, remonté de 1906 à 1908 surtout par suite de récoltes mauvaises ou médiocres. Le contraire s'est produit pour le seigle, l'orge et le blé.

Prix moyen des principaux articles de nourriture dans la période 1904-09 (en yen).

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
<i>Par koku :</i>	—	—	—	—	—	—
Riz	12,89	12,66	14,44	16,02	15,24	12,54
Orge	7,17	6,59	4,62	5,46	6,14	5,62
Seigle	8,88	8,48	7,37	8	8,28	7,77
Froment	9,41	10,10	8,68	9,85	9,60	10,16
Pois blanc (<i>dai-zu</i>)	10,11	9,90	9,63	10,26	9,30	7,96
Lentilles rouges (<i>azuki</i>)	12	11,56	11,56	11,16	10,02	11,09
Sel	2,12	4,43	5,18	5,24	5,23	5,21
Shôyu	19,67	21,76	22,16	22,60	22,75	23,30
Sake (1)	35,19	37,61	38,65	41,09	43,20	43,49
<i>Par 100 kin :</i>						
Sucre blanc japonais	15,93	17,98	17,12	16,25	17,57	17,12
Sucre blanc importé	14,63	16,58	15,99	16,09	17,41	18,09
Thé	45,66	48,21	47,17	44,45	47,80	49,34
Bœuf	24,91	31,97	32,38	33,57	35,01	30,65
Œufs (par centaine)	2,05	2,38	2,33	2,36	2,38	2,43
Lait (par shô) ..	0,39	0,39	0,38	0,38	0,39	0,39

(1) Les droits sur le sake et le shôyu ont été augmentés



D'une manière générale nous pouvons dire que depuis trente ans tous les prix ont progressivement et considérablement augmenté; ainsi le prix par hectolitre du riz, la nourriture la plus commune, a passé de 6 francs 80 centimes en 1886 à 20 francs 10 centimes en 1908. L'on ne peut en donner qu'une cause, c'est l'enrichissement continu du pays au cours de cette période; en étudiant la condition du peuple nous rechercherons quels effets a produits cette hausse des prix sur la vie de la masse.

Nous ajouterons cependant que les prix de la plupart des denrées et marchandises sont encore beaucoup plus bas qu'en Europe; la différence des mesures d'une part, des cultures et des habitudes d'autre part rendrait difficile l'établissement d'un tableau de comparaison qui pût être utilement consulté; la discussion d'un pareil tableau exigerait d'ailleurs des développements incompatibles avec le cadre de cet ouvrage.

c) Les conditions des différentes classes sociales.
Les revenus. Les salaires.

Nous arrivons maintenant à la partie la plus délicate de cette étude; il nous faut tâcher de savoir comment la condition des différentes classes sociales s'est transformée au cours de l'ère de Meiji.

Nous diviserons notre examen en trois périodes : période antérieure à la guerre contre la Chine, période 1895-1903, période 1904-1911.

De plus, afin d'apporter de la méthode dans nos recherches nous donnerons pour chaque période : d'abord le tableau des fortunes, tel qu'il nous est fourni par l'impôt sur le revenu ; puis celui des salaires, que nous comparerons aux prix relevés plus haut ; enfin des renseignements divers sur les conditions de vie des différentes classes.

Première période (1871-95).

I

La première période est celle de l'organisation du nouveau régime et de l'initiation du Japon à la civilisation occidentale.

Voici en premier lieu les renseignements que l'impôt sur le revenu nous fournit sur la condition des classes aisées.

118 593 personnes payèrent cet impôt en 1887. 129 086 en 1888. En 1888, 68 personnes seulement avaient un revenu supérieur à 30 000 yen, 48 de 20 000 à 30 000 yen, 220 de 10 000 à 20 000, 13 399 de 1 000 à 10 000, 115 351 de 300 à 1 000. L'ensemble des revenus imposés était de 80 860 755 yen (80 382 502 en 1887), dont 46 957 429 (46 998 813) pour la dernière classe (300 à 1 000 yen) et respectivement pour les classes suivantes :

25 730 728 (25 666 839), 2 843 237 (2 620 779), 1 085 374 (1 029 487), 4 243 987 (4 066 584). Il n'y avait donc pas de grosses fortunes; le nombre des fortunes moyennes était dérisoire, il n'y avait que 13 000 petites fortunes et 115 000 personnes dans une aisance relative. Il faut observer cependant que la plupart des contribuables s'efforçaient de se dérober à l'impôt et que le fisc n'osait pas agir d'une manière trop inquisitoriale.

Toutes les personnes riches ou aisées vivaient dans les grandes villes. Des 63 personnes qui avaient plus de 30 000 yen de revenu en 1887, 45 se trouvaient à Tôkiô, 7 à Kanagawa (Yokohama), 2 dans chacune des villes d'Ôsaka, Mie et Kago-shima, une dans chacune des villes de Hiôgo, Niigata, Yamanashi, Yamagata, Tokushima. Des 44 personnes ayant de 20 000 à 30 000 yen de revenu, 23 se trouvaient à Tôkiô, 7 à Ôsaka, 6 à Niigata, 3 à Hiôgo, une dans chacune des villes de Kanagawa, Mie, Shiga, Ôokayama, Fukuoka. Des 209 personnes ayant de 1 000 à 10 000 yen de revenu, 106 habitaient Tôkiô, 16 Ôsaka, 11 Niigata; 11 départements ne comprenaient pas une seule personne de cette catégorie, il y avait donc 11 départements où personne ne possédait 5 000 francs de revenu, en comptant le yen à 5 francs, ou même 2 600 francs de revenu si nous donnons au yen sa valeur réelle. Des 105 216 personnes ayant de 300 à 1 000 yen de revenu, 4 148 se trouvaient à Tôkiô, 857 à Ôsaka, 586 à Hiôgo, 487 à Niigata, 460 à Aichi, 435 à Kanagawa, 351 à Kiôto, le reste

était disséminé dans tous les ken, mais si inégalement qu'on n'en comptait que 2 dans le Hokkaidô, 34 à Okinawa, 46 à Tottori. Sur les 1 066 854 yen que l'impôt rapportait au fisc en 1888, 355 801 étaient payés par Tôkiô et 73 155 par Ôsaka, 6 autres ken payaient plus de 20 000 yen, 17 des 45 ken du Vieux Japon ne payaient pas 10 000 yen (1).

II

Pour la condition de la masse il est assez difficile de la déterminer; car à cette époque le nombre des salariés au propre sens du terme était relativement peu considérable, la plupart des paysans cultivant encore les terres que leur avait données la loi agraire et les artisans n'employant guère comme aides que leurs enfants, leurs parents ou des apprentis destinés à devenir eux-mêmes des maîtres.

Nous donnerons cependant les tableaux suivants des salaires.

Salaires moyens journaliers en sen des ouvriers se nourrissant eux-mêmes (1886) (2).

	Moyenne pour tout le Japon. (Hokkaidô non compris).		Maximum.	Minimum.
Ouvriers agricoles.				
Homme	13,2	20 (Shiga).	5	(Kagoshima).
Femme	7,9	12 (Gumma, Shizuoka, etc.)	3,2 (Ib.).	

(1) Cf. RATHGEN, p. 588 et suiv., et p. 429.

(2) RATHGEN, p. 426

Moyenne pour tout le Japon. (Hokkaidô non compris). Maximum. Minimum.			
Eleveurs de vers à soie. Homme.....	14,2	30 (Nagano).	6 (Akita).
Femme.....	9,4	15 (Gumma, etc.)	5 (<i>Ib.</i>).
Femme roulant la soie.....	11	30 (Kanagawa).	6 (Ôsaka, etc.).
Brûleur de thé.....	19,6	30 Shiga, Kuma- moto).	10 (Shimane, Fu- kui).
Plâtrier (<i>shakan</i>)...	22,8	45 (Tôkiô).	12 (Shimane).
Tailleur de pierre..	24,8	40 (Ôsaka).	13 (Shimane).
Scieur de bois.....	21,2	33 (Gumma).	12 (Ishikawa).
Couvreur (chaume)..	21,5	35 (Tôkiô).	13 (Shimane).
— (tuiles)....	24,9	65 (Ôsaka).	13 (<i>Ib.</i>).
Natteur.....	22,3	35 (Gumma).	8,5 (Nagano).
Fabricant de châssis (<i>tateguya</i>).....	21,2	40 (Tôkiô).	10 (Shimane).
Tapissier en papier (<i>kiôjiya</i>).....	21,9	45 (<i>Ib.</i>)	10 (Hiôgo).
Menuisier (<i>sashimo- noya</i>).....	20,9	35 (Tôkiô).	13 (Shimane).
Tailleur à la japo- naise.....	18,5	38 (Kanagawa).	5 (Hiôgo).
Tailleur à l'euro- peenne.....	50,5	80 (Shiga).	15 (Gifu, etc.).
Forgeron.....	21,4	35 (Niigata, etc.).	8 (Shimane, etc.).
Porcelainier et po- tier.....	17,4	46 (Kanagawa).	8 (Akita).
Laqueur.....	20	60 (Tôkiô).	10 (Gifu).
Brasseur de sake...	18,4	35 (Shizuoka).	7 (Shimane).
Fabricant de shôyu..	16,4	30 (Tôkiô).	7 (<i>Ib.</i>).
Presseur d'huile....	18,7	30 (Yamanashi).	10 (Gifu, etc.)
Teinturier.....	17	34 (Ôsaka).	8,3 (Hiôgo).
Fabricant de ouate..	16,8	30 (Tôkiô).	6 (Tokushima).
Coupeur de tabac..	16,6	27 (Ôsaka).	6 (Akita).
Imprimeur japonais.	17,5	30 (Kanagawa).	7 (Shimane).
Charpentier de na- vire.....	22,5	45 (Tôkiô).	13 (<i>Ib.</i> , etc.).
Typographe.....	20,6	36 (Ôsaka).	7 (Kagoshima).
Journalier.....	15,4	25 (Tôkiô).	10 (Gifu, etc.).

Salaires moyens journaliers (en sen) (1).

	1883	1887	1892	1894	1895
Charpentier.....	(32)	22,4	26,7	30	31,2
Plâtrier.....	(32)	22,5	26,8	30,6	31,8
Tailleur de pierre.....	(36)	25	30,3	34,6	35,9
Scieur de bois.....		20,5	25,7	29,6	30,7
Couvreur (chaume).....		20,5	24,9	28,5	29,3
Couvreur (tuiles).....		24,3	27,9	32,8	32,5
Briquetier.....	(34)			36,3	38
Nattier.....	(33)	21,8	25,2	27,6	29,7
Fabricant de châssis.....	(33)	21,1	25,3	28,1	30,4
Tapissier (en papier).....		21,5	26	28,3	28,3
Menuisier.....	(33)	20,9	24,9	28,7	29,6
Sabotier.....				25,2	23,5
Cordonnier.....				30,6	31,5
Charron.....				26,4	27,9
Tailleur à la japonaise....	(29)	18,9	22	24,7	25,2
Tailleur à l'européenne....	(40)	39,9	35,9	38,3	38,4
Teinturier.....		17,3	20,3	22,5	23,7

Salaires journaliers à Tôkiô (en sen) (2).

	1887	1892	1894	1895
Charpentier.....	50	50	55	57,5
Plâtrier.....	55	51	65	65
Maçon.....	60	69	75	99
Fabricant de meubles.....	45	44	47,5	65
Fabricant de socques de bois.			30	37,5
Cordonnier.....			80	60
Tailleur à l'européenne.....	50	55	82,5	76

(1) Les salaires de 1887 et des années suivantes sont pris dans l'*Annuaire*, ceux de 1883 dans le *Résumé statistique*, qui ne paraît pas adopter les mêmes principes d'évaluation. En tout cas les salaires ont baissé entre 1883 et 1887, par suite du rétrécissement de la circulation qui suivit la fin de l'agio et la reprise des paiements en espèces.

(2) D'après *Japan by the Japanese*, p. 397.

	1887	1892	1894	1895
Tailleur à la japonaise.....	30	38	47,5	54
Teinturier.....	35	33	30	40
Forgeron.....	20	38	50	50
Laqueur.....	65	41	75	80
Compositeur.....	30	45	50	50
Cooly.....			37,5	35
Pêcheur.....	30	45	35	35

*Salaire en argent d'un charpentier de première classe
avec l'équivalent en riz (1).*

ANNÉES	TÔKIÔ		NAGANO		SHIMANE		FUKUOKA		KAGOSHIMA	
	Argent.	Riz.	Argent.	Riz.	Argent.	Riz.	Argent.	Riz.	Argent.	Riz.
	sen.	go.	sen.	go.	sen.	go.	sen.	go.	sen.	go.
1882	48,9	55	41,4	46	26,5	38	33,9	49	25	35
1883	47,8	74	35,8	56	21,2	42	24,2	47	25	46
1884	44	82	23	54	16,2	39	19,3	43	?	?
1885	50	73	35	56	17	34	21	41	28	50 (P)
1886	50	83	22	42	15	33	27	55	18,4	14
1887	50	95	25	42	18	40	25	56	19	42

Un charpentier de valeur moyenne ne touchait
par jour vers 1886 que

13	sen	—	à Shimane.
45	—		Tôkiô.
40	—		Hokkaidô.
36	—		Ôsaka.
35	—		Gumma.
30	—		Nagasaki.
29	—		Kanagawa.
14,2	—		Niigata.
15	—		Ishikawa.
15	—		Toyama.

(1) RATHGEN, p. 425.

15	—	Kumamoto.
16	—	Ôita.

*Salaires journaliers des manufactures de l'État vers
1887-1888 (en sen) (1).*

Fabrique d'armes de Tôkiô.....	45
— d'Ôsaka.....	32
Wharf de Yokosuka.....	31
— d'Onohama.....	34
Fabrique de poudre.....	35
Monnaie.....	41

	Hommes.	Femmes.	Enfants
Imprimerie nationale.....	30	13	
Filature de Tomioka.....	25	7	
Fabrique de tissus de Senjû.	31	16	
Mines de Sado.....	16,2	7,4	5,2
— d'Ikuno.....	20,1	8,8	6,6
— de Miike.....	17,6	7,4	5,9
— de Hiroshima.....	12,9		

*Salaires au mois des ouvriers nourris (en sen)
(vers 1886) (2).*

	Moyenne.	Maximum.	Minimum.
Valet de ferme.	159,9	360 (Wakayama).	50 (Fukui, etc.)
Fille de ferme..	83,6	275 (Gumma).	30 (Ôsaka, etc.)
Tisserand : homme . .	357,2	800 (Yamanashi).	35 (Kauagawa).
— femme . . .	222,8	570 (Shizuoka).	80 (Chiba, Gifu, etc.)
Garçon pâtissier.	386,8	1 000 (Chiba).	130 (Gifu).
Domestique : homme . .	129,6	350 (Kôchi).	75 (Gumma, Mie, etc.)
— femme . . .	65,4	100 Tôkiô, Nagasaki, Chiba, etc.	30 (Mie, Ibaraki, etc.)

Ce dernier tableau présente pour nous un intérêt particulier parce qu'il est toujours difficile de fixer

(1) Ces tableaux d'après RATHGEN, p. 426 et 423 (note).

(2) RATHGEN, p. 428.

le prix moyen de la nourriture quotidienne d'un ouvrier. Nous voyons qu'un valet de ferme logé et nourri touchait 1,60 yen par mois. Or, d'après le tableau donné plus haut, le même valet, s'il n'était ni logé, ni nourri, touchait 3,96 yen; donc, comme il n'y a pas à tenir compte du prix du logement, étant données les conditions de la vie japonaise, il faut estimer la nourriture de ce valet à 2,66 yen par mois, 8,8 sen par jour (environ 44 centimes, si l'on met le yen à 5 francs; 23 centimes, si l'on donne au yen sa valeur actuelle). Dans l'ensemble les conditions de la vie au Japon avant la guerre de Chine étaient donc presque analogues à celles que l'on rencontrait encore il y a quelques années dans les provinces les moins développées de l'Europe orientale et de l'Europe méridionale. C'était pure déclamation de dire qu'on n'y trouvait pas de misère. Ce qui est vrai, c'est que le paysan, le cooly, l'artisan habitués à une vie modeste, soutenus par leur famille, leurs voisins, leur gilde, ne connaissaient pas ce sentiment de solitude, de rancune, d'angoisse désespérée, qui en Europe augmente, aigrit la misère.

Deuxième période (1895-1903).

I

La période (1895-1903) que nous allons maintenant étudier est celle où, sous l'influence d'une politique victorieuse et du mouvement économique suscité par l'indemnité chinoise, la société japo-

naise a commencé de se transformer rapidement et profondément.

Nous réserverons l'étude des fortunes par l'impôt sur le revenu pour la troisième période parce qu'il sera plus intéressant de comparer les chiffres des dernières années avec ceux des premières que de multiplier les renseignements pour la période intermédiaire. Nous rappellerons seulement que c'est à cette époque que se formèrent les grosses fortunes des Iwasaki, des Furukawa, de Yasuda, d'Ôkura.

*
* *

Voici les tableaux des salaires au cours de cette période.

Salaires journaliers moyens (en sen) (1896-1903) (1).

	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Charpentier	38	43,4	47	50,6	53,5	59,3	58,3	58,8
Plâtrier	37,9	43,6	46,1	49,5	54	59	59,3	60,5
Tailleur de pierre	41	47,4	50,9	57,3	60,5	67	69,8	68,3
Scieur de long	36,1	43	46,4	48,9	53,3	58	58	57,5
Couvreur (chaume)	35,4	42	44,8	47,6	50,5	54	54,5	56,5
Couvreur (tuiles)	40,2	46,9	48	54,3	58,5	64	63,5	65
Briquetier	39,4	48,3	48	44,6	44,8	44	48,3	51,5
Poseur de briques					62,8	68	72,5	74
Nattier	33,3	38,7	41	42,1	46,5	51,3	50	50,8
Fabricant de châssis	34,8	39,6	44,4	46,4	50,5	56,8	56,3	55,5
Tapissier en papier	33,1	38	42,5	46	49,5	53,5	54	56
Ebéniste	33,2	38,8	42,7	46,9	50	55,3	53,8	53,5
Tonnelier	29,1	33,4	36,5	41,2	43	45,5	47,3	46,5
Sabotier	27,8	31,8	35,1	38,1	40	42	42,8	42
Cordonnier	33	38,4	42,4	45,4	47,3	50,5	53,8	53,5
Faiseur de harnais	32,8	38,1	40,2	38,8	47	50,8	54,8	60
Charron	30,6	35,2	41	43	46,5	49,8	48,8	48,5
Tailleur à la japonaise	29,6	30,5	33,9	37,3	39	45,3	45,3	47,3
Tailleur à l'européenne	43,8	46,1	49,4	53,3	55,8	62	59,8	57,3
Faiseur de poches de cuir	28,4	33,6	34,2	39,6	43,8	48,8	54,5	52,5
Teinturier	25,7	28,7	30,8	29,4	29,3	30,5	30	32,8

(1) Tous ces tableaux, excepté le suivant, d'après les *Annuaire*s.

Salaires moyens à Tôkiô (en sen) (1).

	1896	1897	1898	1899
	—	—	—	—
Charpentier	62,5	57,5	73,5	82,5
Plâtrier.....	62,5	60	75	
Maçon	76	55	88	155
Fabricant de meubles.....	57,5	62,5	73,5	90
Fabricant de socques de bois... ..	45	47,5	53,5	50
Cordonnier.....	60	50	68,8	120
Tailleur (à l'européenne).....	62,5	70	71	85
Tailleur (à la japonaise).....	70	45	65	75
Teinturier.....	46	31,5	42,9	38,3
Forgeron	50	50	62	65
Laqueur.....	75	50	69,4	81,7
Compositeur d'imprimerie.....	50	42,5	49,2	57,5
Cooly	38	37,5	46,9	
Pêcheur	40	37,5	46,9	50

Salaires moyens journaliers de la grande industrie (en sen).

Filatures de coton.	Hommes.	Femmes.
	—	—
1889	17,1	8,1
1890	17	8,2
1891	17,7	8,3
1892	17,4	8,9
1893	17,4	9,4
1894	17,1	8,9
1895	18	9,9
1896	19,7	12
1897	22,9	13,6
1898	24,8	14,9
1899	26,6	16,4
1900	31	19,3
1901	31,7	20,6
1902	32,3	20,6
1903	33	20,6

(1) D'après *Japan by the Japanese*, p. 397.

Au cours de cette période les salaires augmentèrent de plus d'un tiers dans la petite industrie et de moitié dans la grande; mais, comme nous l'avons dit précédemment, le prix de toutes choses augmenta aussi beaucoup. Pour montrer la transformation qui se produisit dans la condition de l'ouvrier nous comparerons les nombres indicateurs des prix avec ceux des salaires en prenant pour base 1887.

Nombres indicateurs des salaires.

	1887	1897	1903
	—	—	—
Charpentier	100	194	263
Plâtrier	"	194	269
Tailleur de pierre	"	190	273
Scieur de bois	"	210	280
Couvreur (chaume)	"	205	276
Couvreur (tuiles)	"	193	267
Briquetier	"	133	142
Nattier	"	178	233
Tapissier (papier)	"	177	260
Menuisier	"	186	256
Sabotier	"	126	167
Cordonnier	"	125	175
Charron	"	133	180
Teinturier	"	166	190
Forgeron	"	182	241

Nombres indicateurs des prix.

	1887	1897	1903
	—	—	—
Riz	100	251	290
Orge	"	207	262
Seigle	"	144	188
Froment	"	203	240

	1887	1897	1903
Sel.....	—	266	195
Sake.....	—	174	246
Shôyu.....	—	161	221
Thé.....	—	136	171
Bœuf.....	—	144	206

De cette comparaison il résulte que d'une manière générale les prix et les salaires ont augmenté au cours de cette période dans des proportions sensiblement identiques, le cours du riz en 1903 étant exceptionnel (13,68 yen par koku contre 11,47 en 1902, 12,07 en 1903, 12,89 en 1904).

II

Après avoir fourni ces indications générales sur la condition des Japonais au cours de la période de développement industriel qui suivit la guerre contre la Chine, nous chercherons à présenter la physionomie plus intime de la vie du peuple dans cette même période en donnant deux monographies de familles.

Monographie de deux familles japonaises en 1898 (1).

N. 1. — Maison de deux chambres, une famille : mari (30 ans), femme (23), mère du mari

(1) *Labor world* (1^{er} juillet 1898), CLEMENT, *Handbook*, p. 320. Le *Labor world* (*Rôdô Sekai*) était un journal socialiste, dont nous parlerons ailleurs; la peinture que cet organe faisait de la condition des ouvriers était systématiquement poussée au noir.

(53), deux sœurs (14 et 11). — Profession : forgeron.

Jours de travail par mois.....	26	
Heures de travail par jour.....	12	
Salaire journalier.....	2,60	francs.
Revenu mensuel.....	67,60	—
Dépenses mensuelles :.....	67,25	—
(Loyer par mois).	(4,80)	—
(Riz).	(28,80)	—
(Eclairage et chauffage).	(5,40)	—
(Légumes).	(4,35)	—
(Poisson).	(4,80)	—
(Sake).	(1,20)	—
(Shôyu).	(3,65)	—
(Tabac).	(1)	—
(Coiffure).	(4,15)	—
(Bain).	(4,40)	—
(Argent de poche).	(1,25)	—
(Divers).	(4,45)	—

N. 55. — Maison de deux chambres, avec cuisine. Une famille : le mari (27 ans), la femme (25), un fils de 6 ans, une fille de 2. Profession : métallurgiste.

Salaire journalier.....	1,25	francs.
Salaire pour travail supplémentaire par mois.	7,50	—
Revenu mensuel.....	41,40	—
Dépense mensuelle :.....	47,20	—
(Loyer).	(3,75)	—
(Riz).	(16,25)	—
(Eclairage et chauffage).	(2,05)	—
(Légumes).	(3)	—
(Poisson).	(3)	—
(Shôyu et miso).	(1,15)	—
(Tabac).	(1,25)	—
(Coiffure).	(0,90)	—
(Bain).	(1)	—
(Argent de poche).	(3)	—
(Divers (y compris l'intérêt d'une dette)).	(11,85)	—

Un point frappe tout d'abord, c'est l'inutilité de certaines dépenses. Si nous prenons la première de ces monographies nous trouvons dans un budget de 68 fr. par mois pour cinq personnes : 4,15 francs pour la coiffure des femmes, 1 franc pour le tabac, 1,20 pour les boissons alcooliques, 3,65 pour une sauce fermentée, enfin, si c'est tout à l'honneur des Japonais qu'ils soient si propres, on peut se demander si les personnes de ce petit ménage ne pouvaient pas l'être à moins de 4,40 fr. par mois.

Le tableau suivant complétera les indications données par ces monographies en montrant comment les dépenses d'une famille s'élevèrent au cours de dix ans tant par la hausse des prix que par cet accroissement des besoins que produit la civilisation.

Dépense mensuelle d'une famille en 1889 et 1899
(en yen) (1).

La famille se compose de six membres (le chef, sa femme, sa mère, deux enfants, une servante).

	1889	1899
	—	—
Loyer.....	2,50	5
Riz décortiqué.....	4,50	7
Shôyu.....	0,45	0,75
Sel et miso.....	0,40	0,70
Huile végétale.....	0,45	0,69
Sucre.....	0,60	0,90

(1) CLEMENT, *Handbook*, p. 321, d'après Miyako.

	1889	1899
Lait.....	0,90	1,10
Journal.....	0,25	0,35
Indemnité scolaire (2 enfants).....	0,80	0,90
Dépenses pour fournitures scolaires.....	0,60	0,90
Coiffure.....	0,34	0,69
Bain.....	0,90	1,50
Légumes.....	0,90	1,50
Poisson.....	1,08	1,80
Bœuf.....	0,60	1,20
Autres aliments.....	0,24	0,42
Thé.....	0,40	0,50
Chauffage.....	1	1,80
TOTAL.....	17,21	28,20
Garantie du loyer.....	7	15

III

Nous n'ajouterons rien à l'étude faite précédemment de la vie des paysans et des artisans : les habitudes du peuple ne se transforment que lentement même au cours d'une période où le changement général est frappant ; il nous serait aussi bien difficile de donner d'autres indications précises sur la transformation de ces habitudes que celles qui ont été fournies sur les prix et les salaires et celles qui seront fournies ailleurs sur l'habitation et le costume. Mais il est nécessaire de bien fixer les traits de la condition des ouvriers proprement dits au cours des dix ou douze années où s'est créée la grande industrie ; en effet, depuis quelque temps cette condition a beaucoup changé, bientôt il restera peu de traces des abus que causa

l'établissement d'un régime nouveau. D'ailleurs ces abus ont été fort exagérés : la plupart des Européens qui s'occupaient alors du Japon ne le faisaient que pour y tout dénigrer ; ils prétendaient en outre comparer la condition de ses habitants à celle des peuples les plus riches et les plus développés.

Les salaires étaient bas alors, mais les prix de toutes les commodités étaient aussi très bas ; mais les habitudes du peuple étaient les habitudes simples et frugales que nous trouvons encore en Russie, en Italie, en Grèce, en Espagne, habitudes qui n'impliquent pas toujours la misère ; mais encore — et c'est un point sur lequel nous insisterons au cours de cette étude — à cette époque les deux tiers des ouvriers étaient des femmes, plus de la moitié des ouvriers mâles étaient de tout jeunes gens ou même des enfants ; ces femmes, ces jeunes gens, ces enfants ne voulaient pas rester dans les usines plus de quelques années, le temps de s'amasser un petit pécule ; leurs parents morts ou devenus vieux, les jeunes gens retournaient à la ferme ou à l'échoppe de petit artisan, qui était celle de leur famille ; à l'âge de vingt-huit ou de trente ans les jeunes filles se mariaient et ne s'occupaient plus que de leur ménage.

Il faut encore tenir compte d'une particularité de la société japonaise : la puissance paternelle, que le Code civil de 1898 a limitée en théorie autant qu'elle l'est chez nous, restait et reste aujourd'hui presque intacte dans la pratique. Or dans un tableau de 1899, concernant 56 filatures de coton, nous trouvons environ 2100 personnes

(pour la plupart des jeunes filles) placées par leurs parents contre 1 790 s'étant placées elles-mêmes. Donc, s'il y avait quelqu'un à blâmer des conditions souvent un peu dures auxquelles ces personnes étaient soumises, ce n'était pas l'usinier, c'étaient les parents, et les parents, en vertu des principes du confucianisme, se croyaient le droit d'imposer à leurs enfants quelques années de privations et de labeur pour le bien général de la famille.

En tous pays d'ailleurs le travail des femmes est mal payé et ne peut l'être bien dans beaucoup de métiers, où le travail de quatre ou cinq femmes ne vaut pas celui d'un seul homme. Il en est de même du travail des enfants. Or dans les filatures et les fabriques d'allumettes les femmes formaient plus des trois quarts de la population ouvrière, et plus de la moitié des travailleurs y avait moins de vingt ans.

Vers 1899 le rapport présenté par le syndicat des filateurs de coton sur 70 sociétés donnait en effet le tableau suivant.

	Hommes.	Femmes.
Ayant moins de 11 ans.....	284	812
— — 12 ans.....	228	1 875
— — 14 ans.....	857	7 684
— — 15 ans.....	736	6 071
— — 20 ans.....	3 354	19 734
— — 30 ans.....	6 166	14 414
— — 40 ans.....	2 481	3 656
— — 50 ans.....	911	1 420
— — 60 ans.....	302	327
Plus de 60 ans.....	10	9

Enfin la population ouvrière d'alors ne représentait qu'une fraction infime de la population totale puisque dans des usines employant des forces motrices on ne trouvait en 1896 que 273 000 ouvriers, en 1900 que 282 000 (dont 181 000 femmes).

*
* * (1)

Nous essaierons de décrire la vie industrielle de cette époque; beaucoup de traits en conviennent encore au Japon d'aujourd'hui; en traitant de la troisième période, nous ne ferons pas un tableau nouveau, nous nous contenterons de retoucher celui que nous faisons actuellement.

Quand la grande industrie commença de se fonder après la guerre de Chine, elle dut se chercher des ouvriers : les artisans des villes tenaient trop à leur métier et à leur condition pour qu'on pût les embaucher; c'était donc dans les campagnes que se recrutait le personnel des manufactures nouvellement créées; pour ce faire les patrons mettaient des annonces dans les journaux et envoyaient des agents dans les villages, souvent ils s'adressaient à des intermédiaires, qui touchaient une prime par ouvrier amené à l'usine. Ces recruteurs faisaient ce que faisaient nos recruteurs militaires d'autrefois; à filles et garçons ils promettaient monts et merveilles : visite de l'une ou de

(1) La plupart des faits rapportés dans cette étude se trouvent dans SAITÔ KASHIRÔ, *la Protection ouvrière au Japon*.

l'autre des grandes villes, soupers dans les bons restaurants, soirées passées au théâtre. Tenaient-ils leurs promesses, les frais étaient portés au compte des ouvriers, retenus sur les salaires. Et les embaucheurs abusaient de la naïveté des paysans de cent autres manières.

Les ouvriers signaient un contrat avec leur patron : s'il s'agissait d'apprentis, le contrat était généralement de cinq ans; s'il s'agissait d'ouvriers connaissant leur métier, il était d'ordinaire de deux à trois ans. Ce contrat n'avait pas de valeur légale. Le patron n'était lié d'aucune manière; pour lier l'ouvrier il exigeait que celui-ci fournît un répondant et faisait sur les salaires des retenues dont nous parlerons plus loin; malgré ces précautions, nombre d'ouvriers se faisaient renvoyer et beaucoup quittaient l'usine.

Il n'était tenu compte ni du sexe, ni de l'âge pour la fixation de la durée du travail; la moyenne de la journée était de 12 heures, dans quelques industries c'était seulement 8. On a parlé avec indignation de journées de 17 heures, mais de fait il n'a jamais été travaillé dix-sept heures que de dix à quinze jours par an dans les quelques manufactures qui réunissaient la magnanerie et la filature de la soie, le travail devant s'y faire vite; aussitôt achevé, les ouvriers quittaient complètement l'usine. Dans les filatures la durée du travail était de 10 à 11 heures. Il y avait deux équipes, l'une de jour, l'autre de nuit. Le plus souvent les ouvriers avaient trois repos, formant un total d'une heure à deux heures.

Dans certaines usines il y avait quatre jours de congé par mois, et c'était le dimanche; dans d'autres trois, le 5, le 15 et le 25 : ce sont les jours de repos habituel au Japon. De plus on chômaît la plupart des fêtes que nous avons indiquées en parlant des réformes religieuses.

On distinguait deux catégories d'ouvriers : les uns étaient payés à la journée, les autres logés et nourris. Autrès des usines se trouvaient en effet soit des pensions, où couchaient dans des dortoirs les ouvriers ou les ouvrières sans famille; soit des cités, où des familles d'ouvriers s'installaient dans de petites maisons abritées du même toit.

Nous avons donné plus haut le tableau des salaires. Dans les filatures de coton les ouvriers étaient payés aux pièces si le travail était susceptible de division, à la journée s'il ne pouvait s'exécuter que collectivement. Ils touchaient des primes. Une faible partie de leur salaire leur était retenue et placée dans une caisse d'épargne attachée à l'usine.

Les règlements des usines, faits par les patrons eux-mêmes, étaient sévères, la discipline y était toute militaire; les peines étaient la prolongation des heures de travail, l'amende, le renvoi. En cas de renvoi le patron s'indemnisait en saisissant les sommes placées au nom de l'ouvrier à la caisse d'épargne de l'usine.

Quoi que l'on ait dit, les usines étaient dans l'ensemble bien construites de briques et de fer et tenues proprement. Les conditions d'hygiène

étaient assez bonnes si l'on tient compte des difficultés que rencontre une industrie naissante et du manque de capitaux, les précautions prises contre les accidents semblent avoir été suffisantes, les chiffres donnés pour les maladies ne paraissent pas considérables.

Également aucune indemnité n'était due à l'ouvrier en cas de maladie ou d'accident causés par son métier; de fait le patron s'engageait dans le règlement d'atelier à l'indemniser, mais c'était faiblement. En cas de décès une collecte était faite pour les parents, ouvriers et employés contribuaient dans la mesure de leurs moyens à compléter ce qu'avaient donné la compagnie et les directeurs.

Beaucoup d'auteurs européens ont jugé sévèrement la moralité des ouvriers japonais mais il ne semblerait pas que les mœurs soient plus relâchées dans les villes manufacturières du Japon que dans celles de l'Europe.



Si nous cherchons maintenant à déterminer la condition générale des classes peu fortunées dans la période qui sépare la guerre contre la Chine de la guerre contre la Russie, nous ne verrons nulle part la trace de cette transformation brusque et de cet abaissement du peuple dont on s'est plu à nous parler. Le Japon a toujours été un pays pauvre; c'est tout récemment qu'il a commencé de s'enrichir et tout semble indiquer qu'il y avait plus de

misère sous le shôgunat qu'au début du vingtième siècle. Si la période 1895-1905 doit être considérée comme une époque d'une importance capitale parce que ce fut celle où le milliard de l'indemnité chinoise permit la fondation de la grande industrie, cette période ne rappelle cependant que de loin la période où s'est créée l'Allemagne moderne entre 1870 et 1890. En Allemagne tout était prêt pour un brusque changement : depuis quarante ans l'industrie y avait fait de grands progrès dans les vallées du Rhin et de la Ruhr, en Saxe et en Silésie ; de grosses fortunes s'étaient créées et dans ces régions, et à Berlin, et à Hambourg, qui était déjà un port du premier ordre, et à Francfort, dont les maisons de banque étaient parmi les plus importantes de l'Europe. C'est pourquoi l'unification de l'empire et l'indemnité de cinq milliards y produisirent la fièvre de la spéculation, la poussée vers les villes, le déplacement des influences, le changement dans les conditions sociales, puis, par un brusque retour, des crises économiques et financières, un fort mouvement d'émigration, des crimes anarchiques et l'extension du socialisme, jusqu'à l'époque où dans le pays complètement réorganisé commença l'ère de prospérité actuelle. Au Japon nous retrouvons bien quelque chose de cette première fièvre et quelque chose aussi de cette réaction ; nous essaierons d'en donner une idée générale en résumant l'histoire de cette période dans la Deuxième Partie du Livre III. Mais combien peu nombreux furent ceux que touchèrent ces changements ! Il n'y avait pas alors deux cent mille

ouvriers mâles employés dans les chemins de fer, les mines et la grande industrie; aussi les statistiques données ailleurs des crimes, des suicides, de l'émigration, des maladies, de la mortalité, etc., n'indiquent-elles pas un trouble profond dans la masse de la nation; de fait, le nombre des infractions à la loi pénale tomba de 205 000 en 1894 à 98 000 en 1904.

Troisième période (1904-12).

I

Nous étudierons maintenant les conditions de la vie au Japon dans la période actuelle (1904-12).

Nous nous occuperons d'abord de la classe riche. Depuis 1895 la situation de cette classe a bien changé, comme on en peut juger par les tables de l'impôt sur le revenu.

Les fortunes privées y figurent dans deux divisions distinctes : la division III (revenus industriels) et la section B de la division I comprenant les personnes civiles qui ne sont pas des sociétés de plus de vingt et une personnes : dans le fait ces sociétés de la section B sont des sociétés civiles formées par les membres d'une même famille pour exploiter un patrimoine ou une affaire restée indivise; tel est le cas de la célèbre maison Mitsui. De ces sociétés, on en comptait, en 1906-07, 22 qui

avaient plus de 100 000 yen de revenu; elles se répartissaient de la manière suivante :

Nombre des personnes civiles.	Possédant un revenu.	Montant total des revenus de cette classe.
8	De 100 000 à 200 000 yen	944 000 yen
3	De 200 000 à 300 000 —	675 000 —
2	De 300 000 à 400 000 —	622 000 —
3	De 400 000 à 500 000 —	—
6	Au-dessus de 500 000 —	8 734 000 —

Les relevés de 1907-08 donnaient, d'autre part, 24 fortunes individuelles supérieures à 100 000 yen de revenu, soit 23 fortunes de 100 000 à 200 000 yen de revenu et une fortune de 616 000 yen de revenu (1).

Les tables de l'impôt sur le revenu montrent aussi que vers 1906 un peu plus de 80 personnes avaient un revenu de 50 000 à 100 000 yen, 860 000 environ un revenu supérieur à 300 yen et inférieur à 50 000. Nous voyons donc que, au contraire de la première époque examinée, le Japon du début du vingtième siècle a une classe riche, sans doute peu nombreuse encore, et une classe aisée de quelques centaines de milliers de personnes, car, étant donnés les prix et les mœurs du Japon, une personne possédant un millier de francs de revenu y est une

(1) Ces chiffres sont empruntés au *Year-book* de 1910, les chiffres suivants au *Year-book* de 1907. Les chiffres du *Year-book* sont, je l'ai déjà dit, souvent inexacts; c'est ainsi que dans ce tableau il donne 3 fortunes de 400 000 à 500 000 yen de revenu avec un revenu collectif de 350 000 yen (sans doute 1 350 000) et 23 de 100 000 à 200 000 yen avec un revenu collectif de 1 572 000.

personne d'une condition relativement aisée. L'influence de cette classe aisée se fait déjà sentir dans la vie politique et sociale et ne cessera d'augmenter.

Il faut d'ailleurs observer que les revenus de la division III ne comprennent ni les intérêts des valeurs mobilières (qui sont classés dans la division II), ni les rentes d'État (qui ne paient pas d'impôt). Nous rappellerons qu'en 1907 M. Hanabusa estimait à 1 880 138 840 yen le montant des valeurs mobilières japonaises appartenant à des Japonais.

*
* *

Étudions maintenant la condition de la masse.

Nous nous occuperons d'abord des salaires. Tandis que, au cours de la première époque, le nombre des salariés était infime et que dans la première moitié de la seconde époque il était encore peu considérable, les salariés tendent aujourd'hui à former la majorité de la population puisque les deux cinquièmes des cultivateurs sont des fermiers et que la plupart des cultivateurs propriétaires exercent un métier, souvent même pour le compte d'une grande entreprise.

Salaires moyens journaliers en sen (1904-09).

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Charpentier	59	60	65	75	81	80
Plâtrier	60	60	65	76	84	82
Taillleur de pierre.....	65	66	73	87	96	93
Scienc de bois.....	58	59	64	73	78	78

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Couvreur (chaume).....	56	57	63	72	79	79
— (tuiles).....	64	65	73	87	97	94
Briquetier.....	57	55	53	69	74	76
Poseur de briques.....	71	71	82	96	106	101
Nattier.....	48	51	56	68	74	74
Fabricant de châssis.....	53	55	61	71	78	76
Tapissier (papier).....	54	56	58	66	74	73
Ebéniste.....	52	55	59	68	71	75
Tonnelier.....	45	46	50	54	57	60
Sabotier.....	41	42	45	52	55	57
Cordonnier.....	56	57	58	58	63	66
Sellier.....	58	62	63	65	68	70
Charron.....	47	51	52	63	67	65
Tailleur à la japonaise.....	45	47	50	52	54	53
— à l'européenne.....	59	64	68	74	77	79
Faiseur de poches en cuir.....	53	57	60	64	65	61
Teinturier.....	31	32	37	42	46	46
Forgeron.....	55	55	57	65	68	67
Bijoutier.....	48	52	53	57	62	62
Fondeur.....	51	53	55	62	66	67
Potier.....	45	46	54	55	56	64
Laqueur.....	46	49	55	59	64	59
Compositeur d'imprimerie...	41	42	44	49	51	51
Imprimeur.....	36	38	39	44	47	49

Salaires agricoles (1904-09).

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.
TRAVAILLEURS AGRICOLÉS A LA JOURNÉE	—	—	—	—	—	—
Homme.....	33	32	34	36	39	38
Femme.....	20	20	21	22	23	23
	yen.	yen.	yen.	yen.	yen.	yen.
TRAVAILLEURS AGRICOLÉS A L'ANNÉE	—	—	—	—	—	—
Homme.....	37,65	37,543	7,33	39,31	46,2	43,3
Femme.....	20,51	20,13	18,67	20,71	25,7	21,9

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
	—	—	—	—	—	—
	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.
PILEURS DE RIZ A LA JOUR- NÉE.....	32	32	32	34	36	35

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
	—	—	—	—	—	—
	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.	sen.
OUVRIERS SÉRICICOLES A LA JOURNÉE.....	30	29	34	42	42	43
Homme.....	18	23	22	27	27	27
Femme.....						

*Salaires moyens journaliers dans les filatures de coton
(1904-09).*

Années.	Hommes.	Femmes.
—	—	—
1904.....	33,8	21,2
1905.....	36	22
1906.....	38	24
1907.....	41	25
1908.....	44	27
1909.....	42	26

*Salaires journaliers dans les principales manufactures
du gouvernement (en sen) (1).*

	1906		1907. (2)	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
	—	—	—	—
Imprimerie d'Etat.....	30	25	45 (55)	20 (26)
Monnaie.....	36	20	51 (58)	27 (30)
Tabac.....	37	17	42 (36)	21 (20)
Arsenal militaire de Tôkiô.....	69	25	76 (87)	35 (46)
Manufacture de Senjû.....	37	22	39 (45)	23 (24)
Constructions navales de Yokosuka..	59		64 (70)	
Fabrique de machines de Yokosuka..	58		63 (66)	
Aciérie de Kure.....	46		52	
Fabrique de la poudre Shimose.....	44	23	50 (54)	29 (26)
Aciérie de Wakamatsu.....	53	27	50 (65)	27 (29)

(1) Non compris les mineurs de 14 ans.

(2) Les chiffres entre parenthèses sont de 1909.

*
* *

Pour montrer ce que valent les salaires nous les comparerons aux prix :

Nombre indicateur des prix et salaires (1906).
(100 étant le chiffre de 1887.)

Salaires.		Prix.	
Charpentier	274	Riz	297
Plâtrier	276	Orge	229
Tailleur de pierre	281	Seigle	163
Scieur de bois	291	Froment	232
Couvreur (chaume)	288	Sel	214
— (tuiles)	280	Sake	
Briquetier	155	Shôyu	243
Nattier	254	Thé	188
Tapissier	264	Bœuf	247
Menuisier	266		
Sabotier	174		
Cordonnier	184		
Charron	186		
Teinturier	204		
Forgeron	251		

Le tableau suivant nous permettra de faire la même comparaison pour la période plus restreinte (1900-07) :

Nombre indicateur des prix et des salaires (1907).
(100 étant le chiffre de 1900.)

Salaires.		Prix.	
Charpentier	138,9	Riz	142
Plâtrier	140,7	Orge	115
Tailleur de pierre	142,6	Seigle	133

Salaires.		Prix.	
Scieur de bois	137,7	Froment	127
Couvreur (chaume)	141,2	Sel	217
— (tuiles)	147,5	Sake	134
Briquetier	152,4	Shôyu	130
Nattier	144,7	Thé	122
Tapissier (papier)	132	Bœuf	161
Menuisier	136		
Sabotier	130		

Nous donnerons à part les nombres indicateurs des salaires ruraux pour 1907, qu'on pourra comparer aux nombres indicateurs des prix dans le tableau précédent (100 est toujours le nombre de 1900) :

Garçon de ferme (à l'année)	122,4
Fille de ferme (à l'année)	121,4
Garçon de ferme	120
jardinier	121,6
pêcheur	120,5

III

Nous compléterons ces diverses statistiques par quelques observations se rapportant à la condition du peuple. Trop peu d'années se sont encore écoulées depuis le début de la période actuelle pour que nous puissions la différencier nettement de la période précédente en ce qui concerne l'ensemble du peuple, mais nous pouvons signaler les progrès accomplis dans la condition des ouvriers de la grande industrie.

Le progrès consiste surtout dans la meilleure

organisation du régime du travail. Nous avons analysé ailleurs (p. 179) la loi de 1911. Avant sa promulgation les préfets étaient intervenus dans tous les centres importants et de la manière la plus heureuse, car leurs pouvoirs sont très étendus, les traditions administratives anciennes et excellentes, ils tenaient compte des besoins et des habitudes locales, comme aussi, leurs arrêtés pouvant être révisés; des conditions sans cesse changeantes d'une industrie en pleine transformation, dont chaque branche exigeait un régime spécial.

Nous rappellerons ensuite ce qui a été dit des sociétés d'assurance (p. 137) et des sociétés coopératives (p. 179). Le gouvernement a établi l'assurance obligatoire dans tous ses services; nous en avons expliqué le fonctionnement.

La plupart des grandes compagnies viennent en aide à leurs ouvriers de toutes les manières. Les chantiers de construction de Mitsubishi assistent leurs employés impotents sans leur demander aucune prime d'assurance : l'employé blessé reçoit une gratification quotidienne comprise entre 15 sen et 1,50 yen au cours de la première semaine, entre 8 et 75 sen du huitième jour jusqu'à l'expiration du deuxième mois, plus tard c'est un moindre secours; l'employé dont l'incapacité de travailler est définitive touche une indemnité comprise entre 50 et 2 500 yen; s'il meurt, l'indemnité est versée à sa veuve ou à ses enfants; enfin l'employé qui se retire pour vieillesse ou maladie ou est congédié sans tort de sa part après avoir travaillé plus de cinq ans reçoit une indemnité calculée d'après sa

situation et la durée de son service, en cas de mort de l'employé l'indemnité est versée à la veuve et aux orphelins.

La société des filatures de coton de Kanegafuchi a fondé une école dans sa manufacture de Hiôgo, attaché des hôpitaux ou des infirmeries et un personnel médical à tous ses établissements, doté de 285 000 yen le fonds des pensions, de 217 000 le fonds consacré à l'amélioration du sort des ouvriers, de 53 000 la caisse d'hygiène, de 25 000 la caisse de secours, fondé deux mutualités, etc. (1).

Ces exemples prouvent qu'aujourd'hui les patrons japonais comprennent, tous, leurs devoirs envers leurs subordonnés.

Nous ne pouvons les multiplier, mais nous parlerons avec quelques détails de la condition des mineurs (1). 48 mines métallifères, 50 houillères et 2 puits de pétrole employaient plus de 500 ouvriers en 1906; pour Miike et Ashio c'était plus de 8 000, pour Yubari 1 et Shinniu plus de 5 000. Le prolétariat minier est peu stable; sur 100 ouvriers il y a chaque mois 5,6 entrées et 5,1 sorties dans les mines métallifères, 11,8 entrées, 11,5 sorties dans les houillères. Cependant quelques mines ont de vieux ouvriers; dans celle d'Ani par exemple 9,5 0/0 des ouvriers comptent plus de 10 ans de service; 6,5 0/0 plus de 15; 3,1 0/0 plus de 20. Dans les mines métallifères 30 0/0 des ouvriers ne sont pas mariés, dans les houillères c'est 24 0/0.

(1) Ces renseignements sont empruntés au *Year-book* de 1910, p. 373 et suiv.

Voici quelle était la durée moyenne du travail dans les mines en 1906 :

		Mi- neurs.	Appré- teurs.	Fon- deurs.	Mécani- ciens.	Rou- leurs.
Nombre de jours de travail par mois.	Mines métallifères.	24	26	27	27	—
	Houillères	21	25		27	25
Nombre d'heures de travail par jour.	Mines métallifères.	8	11	11	11	—
	Houillères	9	11		11	11

Les mineurs sont payés à l'heure ou à la tâche.

Le tableau suivant donne les salaires journaliers en yen dans un certain nombre de mines.

Propriétaires.	Mi- neurs.	Appré- teurs.	Fon- deurs.	Mécani- ciens.	Rou- leurs.
Houillères :					
Yubari 1 (Hokkaidô) (H. Tankô)...	134,3	48,6	48,6		87,7
Onoura (Kiûshû) (Kaijima)	63	39			44
Miike (Kiûshû) (Mitsui)	56,6	22		49,3	36,8
Mines métallifères :					
Ani (Akita) (or) (Furukawa)...	44,9	23,1	40	41,9	40,2
Kosaka (Iwade) (cuivre) (Fujita)	101,7		48	50,3	104,9
Sado (île de) (or, argent) (Mitsubishi) . .	46,6	25,6	23,2	40,3	36,4

Dans beaucoup de mines des cantines patronales fournissent aux ouvriers les aliments, que ceux-ci paient soit en argent, soit avec des bons, dont le montant est retenu sur leurs salaires.

Les mineurs (s'ils ne sont pas des habitants de la région vivant dans leur propre maison) sont logés par les compagnies gratuitement ou pour un loyer très modique; les mineurs mariés occupent de petits chalets, les mineurs non mariés couchent dans des dortoirs.

Toutes les mines ont leurs médecins et leurs infirmeries; 20 0/0 ont leurs propres écoles pour

l'éducation des enfants ; dans quelques-unes l'assurance est facultative, dans d'autres l'assurance est obligatoire ; le système adopté pour les secours et les indemnités diffère peu dans son ensemble de celui que nous avons exposé en parlant des chemins de fer et des docks de Mitsubishi, chaque compagnie l'applique d'ailleurs à sa manière. Les ouvriers sont dirigés par des inspecteurs et des sous-inspecteurs, l'ordre est assuré par des agents de police au service des compagnies (1).

*
* *

Nous terminerons cet examen de la condition du prolétariat industriel en donnant le tableau suivant.

(1) Dans le printemps de 1911 a été fondé *Sai sei kai*, grande association dotée de la personnalité civile et destinée à créer des hôpitaux dans les principales villes du Japon, des dispensaires dans les villes et dans les bourgs. L'empereur, qui prit l'initiative de cette fondation avec le duc Katsura, souscrivit un million et demi de yen ; les fonctionnaires furent taxés d'après le montant de leur traitement, les grands chefs d'entreprises d'après celui de leurs revenus. Le montant des souscriptions (payables en dix ans) atteignait 30 millions de yen à la fin de 1911. Le directeur du *Sai sei kai* est le prince Fushimi, le président, le duc Katsura.

OUVRIERS (1906)

	AU-DESSUS DE 14 ANS				AU-DESSOUS DE 14 ANS			
	Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Nombre.	Salaire en sen.	Nombre.	Salaire en sen.	Nombre.	Salaire en sen.	Nombre.	Salaire en sen.
INDUSTRIES TEXTILES.	33 241		262 950		2 206		26 650	
Soie grège.....	7 028	30	132 360	20	114	13	11 124	12
Filage.....	15 059		65 126		595		5 250	
Tissage.....	9 983		63 057		1 415		9 860	
Tressage.....	1 171		2 407		82		416	
MÉTALLURGIE.....	55 491		1 444		1 808		234	
Machines.....	23 904	41	190	23	431	17	18	11
Constructions navales..	18 980	64	105	21	447	18	3	12
Fabriques d'outils.....	10 000		941		680		130	
Fonderies.....	2 607		208		250		83	
INDUSTRIES CHIMIQUES.	34 959		19 403		3 772		4 574	
Céramique.....	14 859		3 260		1 817		396	
Gaz.....	431	58		15	1	20		
Papier.....	3 675		2 258		101		221	
Teinturerie.....	3 784		1 609		281		65	
Cuir.....	501	41	44	23	28	18		
Explosifs.....	6 523		10 846		1 371		3 588	
Engrais artificiels.....	1 416	47	147	25	1			
Remèdes.....	2 057		673		106		207	
Divers.....	1 713		566		66		97	
BREUVAGES ET COMESTIBLES.....	27 501		18 988		774		1 997	
Brasserie.....	15 574		381		240		28	
Sucre.....	1 136	48	179	24	5	18		
Tabac.....	5 384	45	16 194	17	408	11	1 764	9
Thé.....	534	49	665	22	4	19	67	16
Meunerie.....	2 450	39	199	22	14	23	7	16
Glaces, eaux minérales.	105	42	88	17			7	12
Confiserie.....	640	32	156	18	54	19	63	12
Mise en boîtes ou en bouteilles.....	366	43	497	20	31	17	49	12
Divers.....	1 312	38	629	19	18	15	12	14
DIVERS.....	22 843		16 878		3 401		7 054	
Imprimerie.....	8 940	36	1 259	20	1 589	13	419	11
Papier.....	1 117	36	857	18	285	14	323	8
Bambou.....	5 710		2 338		547		604	
Cuir.....	822	63	162	23	41	18	6	13
Plumes.....	893	56	1 065	25	106	16	219	12
Nattes.....	895	31	7 351	18	311	10	5 032	9
Pierre.....	256	68	21	21	89	30		
Laque.....	259	43	29	19	31	16	3	12
Divers.....	3 951		3 796		402		448	
SPÉCIALITÉS.....	56 034		8 696		914		365	
Electricité.....	974	47	2	30				
Polissage des métaux..	49 085	45	8 363	22	840	16	323	12
Charbon.....	5 975	58	331	26	74	24	42	16
TOTAL.....	230 069		328 359		12 875		40 874	

(1) Salaires moyens journaliers en sen.

En 1909 on comptait 297 560 hommes et 456 556 femmes au-dessus de 14 ans, 9 579 hommes et 36 942 femmes au-dessous de 14 ans. Les salaires avaient considérablement monté.

*
* *

Les chiffres et les faits recueillis dans ce chapitre nous permettent de nous représenter l'état social du Japon d'une manière suffisamment exacte.

Nous en avons appris d'abord que toutes les idées qu'on s'en fait généralement sont erronées. Il est faux que les Japonais vivent moins vieux que les Européens, faux qu'hommes ou femmes ils se marient plus tôt (ils se marient au contraire plus tard), comme il est faux que l'on ne trouve au Japon ni riches ni misérables, faux que la population se corrompt et s'appauvrit.

Nous avons appris ensuite que les effets du nouveau régime étaient dans l'ensemble satisfaisants. La natalité augmente, la mortalité est en décroissance, les maladies épidémiques ont presque disparu, la criminalité diminue comme aussi le nombre des divorces, la richesse s'accroît et commence à se répartir dans le peuple.

Voici donc l'idée que nous devons nous faire du Japon actuel. La grande majorité de la population y vit encore à la campagne, mais dans de petits bourgs plutôt que dans des villages; elle cultive un sol très morcelé, tout en se livrant à une autre occupation, qui pour le tiers des paysans est la principale; pour un assez grand nombre c'est la pêche, pour la plu-

part c'est un petit métier, dont ils vendent eux-mêmes les produits, si bien que beaucoup de Japonais sont à la fois agriculteurs, artisans et commerçants, sans qu'on puisse dire à quelle classe moralement et matériellement on devrait particulièrement les rattacher. C'était là le trait tout à fait spécial de l'ancien Japon, c'est là encore un trait distinctif de la plus grande partie du Japon moderne.

A côté de ce Japon des campagnes, il y a le Japon des grandes villes. Ce Japon avait commencé de se constituer sous la monarchie des Tokugawa, mais il s'est développé sous le régime moderne; il faut y distinguer d'une part les artisans et commerçants, qui conservent dans une grande mesure les traditions de l'ancien régime, d'autre part les ouvriers de la grande industrie; mais ceux-ci sont encore peu nombreux puisque le Japon ne compte que 250 000 ouvriers mâles; les 400 000 ouvrières sont pour la plupart des jeunes filles des campagnes qui travaillent pendant dix ou douze ans dans les grandes villes pour s'y faire un petit pécule et retournent se marier chez elles.

Notre étude nous a permis aussi de reconnaître qu'il s'accomplissait au Japon une transformation analogue à celle qui s'accomplit dans tous les pays civilisés : augmentation de la population urbaine au détriment de la population rurale, diminution des petits métiers, accroissement du prolétariat, élévation des prix et des salaires. Cependant au Japon cette transformation s'accomplit lentement; il semblerait que la condition toute spéciale du

peuple japonais, qui est à la fois agricole et artisan, offrit une plus grande résistance aux changements imposés par le régime moderne qu'une population purement agricole comme l'était celle de l'Allemagne ou comme l'est celle de la Russie. D'ailleurs la distinction entre les villes et les campagnes est beaucoup moins nette au Japon que dans les autres pays. Tandis que les villes, qui n'ont jamais été fortifiées et n'ont jamais possédé une grande autonomie municipale, sont pour la plupart de grands villages, la densité de la population, la culture du riz font qu'il n'y a pas au Japon de petits villages. Et cette confusion de la ville et de la campagne se trouve encore augmentée par ce fait que dans nombre d'industries, le travail se faisant encore sans machines, on le distribue dans les ménages des faubourgs ou même de la campagne.

C. — LES MŒURS

I

Avec les conditions sociales les mœurs ne pouvaient manquer de changer. Le gouvernement et les partisans des réformes s'efforcèrent d'en hâter la transformation, persuadés qu'un aspect extérieur nouveau faciliterait la diffusion d'idées nouvelles.

Ce qui changea tout d'abord, c'est l'apparence des villes. Les concessions étrangères de Yoko-

hama, de Kôbe, de Nagasaki étaient l'Europe même; l'ambition du gouvernement et des grandes municipalités fut de les copier. D'ailleurs cette imitation ne se faisait-elle pas comme de soi par la construction de gares et de chemins de fer, d'usines, d'entrepôts? Et la Révolution n'y avait-elle pas préparé la voie en confisquant les biens des monastères, en détruisant les shiro, les yashiki, les parcs des nobles et des samurai?

Pour rendre plus sensible la transformation qui s'est accomplie dans les mœurs du Japon au cours des quarante dernières années, j'essaierai de donner le tableau de Tôkiô à trois époques décisives : d'abord en 1871, année où fut abolie la féodalité; puis en 1890, à la fin de la période des grandes réformes et au début du régime parlementaire; enfin en 1910, alors que se marquaient déjà les changements causés par le succès de la guerre contre la Russie.

La capitale que nous décrivent le baron de Hübner et M. Griffis diffère peu de celle que, sur la foi des premiers diplomates, nous avons dépeinte en racontant la fin du shôgunat. L'un et l'autre, encore étonnés d'avoir trouvé à Yokohama une ville européenne avec des quais, des jetées, des docks, un port rempli de grands vaisseaux, des monuments, des hôtels, des clubs, des villas bâties en pierre, le sont davantage lorsque Tôkiô leur apparaît purement japonais et marqué à l'empreinte du régime qui vient de finir. Ce sont toujours les longues rues droites du quartier des

nobles avec les façades des yashiki seigneuriaux défendues par des fossés, les rues étroites et tortueuses des quartiers commerçants, dont chacune est réservée à une profession particulière. Malgré la Révolution chaque classe a conservé son costume distinct; non seulement les samurai ne sortiraient jamais sans leurs deux sabres, mais leurs petits garçons s'assoient sur les bancs de l'école avec un poignard dans la ceinture. Voici des coolies tatoués, des ouvriers presque nus, des enfants tout nus. Dans les maisonnettes grandes ouvertes les femmes se dépouillent jusqu'à la taille pour se coiffer ou même tout entières pour se baigner.

Cependant depuis l'abolition de la féodalité en 1871 les traces de la Révolution se font partout visibles : on commence de démolir les yashiki, les vêtements des classes tendent à se confondre, les palanquins des grands nobles, les chaises à porteurs des samurai cèdent peu à peu la place au jinrikisha, la petite voiture traînée par un cooly, inventée vers 1867, et qui est la même pour tous; c'est déjà la société moderne, qui ne connaît d'autres distinctions que celles de la fortune; celui qu'on paye traîne la voiture, celui qui paye s'y fait traîner. Le peuple a pris pourtant des manières plus libres. Pour les samurai, ils ne peuvent se faire à l'idée que l'époque des troubles et des guerres civiles a fini, c'est toujours leur même air farouche, leur même allure provocante et leurs assassinats restent fréquents.

Pour nombreux que soient les signes de la transformation nationale, combien les preuves de l'in-

fluence occidentale sont par contre encore rares ! Les soldats de la garde impériale semblent embarrassés de leurs uniformes français, de leurs manœuvres à la française, que leurs corps souples, leur tempérament ardent ne tarderont pas à s'adapter, embarrassés de leurs clairs français, dont bientôt ils aimeront les joyeuses sonneries ! Quelques samurai partisans du gouvernement se montrent dans la rue avec le kimono sans leurs sabres ni leurs épaulières empesées ou même dans de certaines occasions avec des vêtements européens. On commence à travailler au chemin de fer de Tôkiô à Yokohama ; l'on a posé les premiers fils télégraphiques ; quelques vapeurs mouillent dans le port. Et c'est tout : si la révolution politique est achevée, la révolution sociale commence à peine ; si la civilisation de l'Occident a séduit quelques esprits, la masse y est encore indifférente. Cependant on a déjà l'impression que ce qu'on voit ne peut durer et se survit à soi-même.

*
* *

Entre ce Tôkiô de 1871 et celui des années 1890-94 quel contraste ! Sans doute les quartiers populeux, la foire d'Asakusa, le marché aux poissons sont encore tout Japon et même tout Vieux Japon ; dans la description que nous en avons faite en étudiant la société des Tokugawa nous aurions peu à retoucher. Mais dans le reste de la ville combien de changements ! Le shiro a disparu, dans l'enceinte intérieure s'élève au milieu d'un beau parc

le palais impérial (1889), qui unit aux formes sévères du shintô strict la profusion décorative où se plaît le bouddhisme; l'enceinte extérieure, dont on a conservé les remparts transformés et les douves, sert de promenade publique. Le *Kôjimachi*, le quartier des nobles, a été rasé; au milieu de terrains vagues se bâtissent des édifices de style européen. Tandis qu'on plante de nouveaux parcs on abîme les anciens : un champ de courses et un restaurant déshonorent les rives du délicieux lac d'Ueno. Avec les jinrikisha circulent des voitures attelées de chevaux; des régiments de cavalerie trottent à l'anglaise, des régiments d'infanterie manœuvrent à la prussienne. La plupart des fonctionnaires, des gros marchands, de ceux qui exercent des professions libérales sont habillés à l'européenne; dans le peuple même nombreux sont les chapeaux de feutre et les chaussures de cuir.

Dans les mœurs de Tôkiô rien ainsi qui ne soit confusion comme dans les esprits; on voudrait paraître tout européen pour bien montrer qu'on s'est civilisé et cependant redevenir tout japonais pour se persuader que la civilisation du Japon valait celle de l'Occident; on adore l'empereur, dont les images reçoivent un culte depuis 1891, l'on est plein de préjugés de classes, et cependant l'ouverture du Parlement a grisé les esprits, on se propose pour modèles la démocratie et la soi-disant égalité des Américains.



Occupons-nous maintenant du Tôkiô de 1910, immense ville moderne, qui se modifie tous les jours.

On a dressé un plan de reconstruction qu'on met à exécution chaque fois qu'un incendie détruit un ancien quartier aux petites maisons de bois.

L'on a construit d'abord un chemin de fer suburbain, puis un métropolitain, qui suit les anciens remparts nord du shiro, une voie aérienne comme celle de New-York, encore inachevée; plus, de nombreuses lignes de tramways. Il est question de faire un *underground*.

L'ancien Tôkaidô, élargi, transformé, traverse la ville entière par les ponts métalliques de Shimbashi et de Kiôbashi, Nihonbashi qui est devenu un pont de pierre. *Ginza*, la partie du Tôkaidô qui conduit de la gare de Shimbashi à Kiôbashi, est la plus belle et la plus européanisée des voies de Tôkiô; les boutiques rappellent celles des capitales occidentales.

Dans toutes les grandes rues roulent des tramways, des omnibus, des voitures, des jinrikisha, des bicyclettes et des automobiles. Vers 1904 on estimait qu'il y avait à Tôkiô plus de 700 000 charrettes à bras, 20 000 jinrikisha (?), 10 000 voitures à bœufs, 25 000 chariots, 3 000 omnibus et autres véhicules trainés par des chevaux.

Aux anciennes promenades de l'époque shôgunale se sont ajoutées sous le régime impérial celles

du shiro, de Hibiya, de Kioichô Kôenchi, où s'élève le monument d'Ôkubo; les parcs de Shiba et d'Ueno ont été ouverts au public.

Tôkiô fut d'abord éclairé au gaz; il l'est maintenant à l'électricité, dont les fils conducteurs se croisent au-dessus des maisons avec ceux des télégraphes et des téléphones.

Les conduites longues de 38 kilomètres qui amènent l'eau du Tamagawa ont été achevées en 1901.

Des égouts sont en voie de construction.

Au milieu des vieilles maisons de bois, des nouvelles maisons de briques et de bois, s'élèvent maintenant nombre de bâtiments en pierre ou en brique du style occidental. Quoi que l'on ait dit, il ne semble pas que ces bâtiments, construits d'ailleurs avec soin et d'après des procédés scientifiques, souffrent des tremblements de terre. Le gouvernement a construit les ministères et les hôtels des ministres, le palais de justice, les États-majors de l'armée et de la marine, l'Université, les grandes Écoles, des musées. *Nihon Ginkô* et les autres banques possèdent de somptueux édifices. Les légations se sont installées dans des hôtels modernes, dont le plus important est celui de la Russie. La cathédrale russe, consacrée en 1891, se dresse sur le *Suruga dai*, une colline appelée ainsi parce que la vue du Fuji en est aussi claire que si l'on se trouvait dans le Suruga; la cathédrale catholique et la cathédrale épiscopale américaine se trouvent dans Tsukiji.

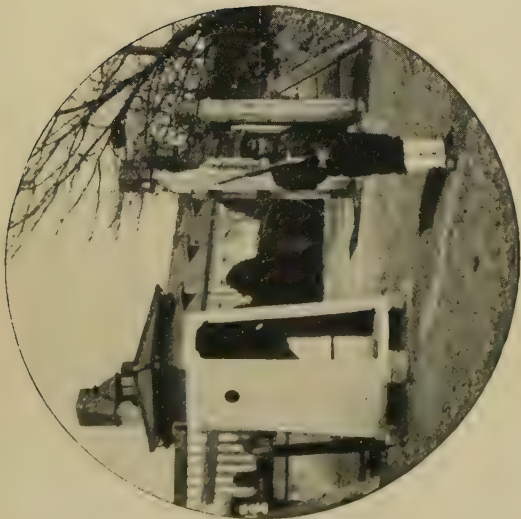
Les particuliers ont aussi bâti des maisons de style occidental; ce furent d'abord celles de la

concession européenne, puis l'Hôtel Impérial près de l'ancien shiro; aujourd'hui nombre d'hommes d'État et de marchands habitent des maisons ou des villas de pierre ou de brique, tandis que des entrepreneurs construisent des maisons de location, voire en 1911 un gratte-ciel de douze étages.

Les premiers architectes du gouvernement furent des étrangers; mais aujourd'hui le Japon possède quelques architectes de talent comme Kuru Masamichi (1858), qui a construit la Banque du Japon et qui est attaché au ministère de l'Instruction publique, et Tatsuno Kingô (1856), qui a donné les plans du Parlement actuel, dont les édifices de bois seront bientôt remplacés par des édifices de pierre.

Les statues se sont multipliées : celle d'Ômura érigée en 1882, la première de toutes, devant le Shôkonsha; celle de Kusunoki Masashige, le fameux impérialiste du quatorzième siècle, en face du pont Nijûbashi (1900); celle de Saigô dans le parc d'Ueno (1899); celle du général Kawakami, l'un des organisateurs de la nouvelle armée japonaise, non loin du musée militaire; celles du prince Arisugawa, des amiraux Kabayama et Nire, etc.

Avec les théâtres de style japonais, dont la plupart sont cependant construits en briques, on trouve des théâtres de style européen. Depuis la tournée de Sada Yakko en Europe, quelques actrices paraissent sur la scène; la réprobation qui s'attachait à la profession d'acteur a disparu, plusieurs artistes distingués sont aujourd'hui invités dans les meilleures maisons.



LA CASERNE DE LA GARDE
(TÔKIÔ)



L'ÉTAT-MAJOR ET LA STATUE
DU PRINCE ARISUGAWA (TÔKIÔ)

Il y a des salles de concert où l'on joue de la musique européenne.

*
* *

Comme Tôkiô, toutes les grandes villes s'euro-péanisent. A Yokohama, à Kôbe, à Nagasaki les municipalités japonaises continuent l'œuvre des municipalités européennes disparues en 1899.

A Kiôto, le quartier des kuge a disparu ; autour du gosho abandonné s'étendent de vastes terrains, dont une partie seulement a été bâtie, le reste sert aux foires et aux jeux.

Ôsaka, dont la rivière a été élargie et creusée, possède des wharfs et des docks, un métropolitain circulaire. Dans ce centre de l'industrie japonaise se dressent de tous côtés les grandes cheminées des usines.

Ainsi certains quartiers des grandes villes japonaises et Tôkiô dans son ensemble ont pris cette apparence complexe qui nous frappe dans les villes de l'Inde et de l'Indo-Chine, dans les ports de la Chine. On y sent le contraste de la civilisation asiatique et de la civilisation européenne, le contraste aussi de la culture moderne et de ces restes de barbarie que les invasions des nomades ont laissés à l'Asie ; on y voit de plus l'antithèse de cette grande pauvreté, qui était, il n'y a pas encore longtemps, le sort commun de toute l'humanité, avec la richesse que produisent les récentes découvertes de la science, l'extension du commerce et de l'industrie.

II

En dehors des grandes villes l'aspect du pays n'a pas changé ainsi : les quatre cinquièmes du Japon ne sont-il pas encore incultes ? dans les parties cultivées le sol n'est-il pas resté morcelé, l'agriculture primitive ?

Cependant la campagne elle aussi se transforme. Ce sont d'abord les lignes de chemins de fer, les gares, les usines, les mines, les ports, les routes plus larges, le charroi, les jinrikisha remplaçant les chaises à porteurs, le nombre toujours plus considérable de bicyclettes, de chariots à traction animale.

Ce sont ensuite les anciennes landes devenues des champs, les anciens marais devenus des rizières, les forêts exploitées, les cultures traditionnelles rendues plus intenses, les nouvelles cultures, les chemins et les cours d'eau rectifiés, les digues, des travaux de toutes sortes.

Certains pays ont créé des sociétés pour la protection des paysages, mais, ces paysages, chaque génération se les fait inconsciemment d'après ses besoins et d'après ses goûts ; de vieux paysages sont comme de vieilles maisons où les gens âgés se sentent chez eux, où les jeunes gens se plaignent d'être mal. Dans toute la partie cultivée de l'Archipel, qui nous semble encore si Vieux Japon, un Japonais d'autrefois serait dépaycé comme dans une maison neuve.

III

Pour peindre la transformation des mœurs un volume ne suffirait pas.

Ce qui subsiste du passé, tous les voyageurs se sont plu à le peindre de cent manières; Lafcadio Hearn en a conservé la poésie dans des livres dont la mélancolie a tout le charme des choses très anciennes, l'angoisse des choses qui vont finir, comme aussi les trois premiers volumes du présent ouvrage avaient surtout pour but d'expliquer le Japon d'aujourd'hui par ce qui subsistait du passé.

Pour le Japon nouveau, les traits principaux en ont été donnés dans les trois chapitres de cette section II consacrée à la civilisation matérielle. Nous nous bornerons donc ici à mettre quelques points en relief.

Le costume a beaucoup changé, surtout dans les villes. Ce changement provient de causes multiples. En parlant du Yedo de 1860 nous avons dit qu'à la fin du dix-huitième siècle le Japon, comme l'Europe, avait vu le sensualisme aristocratique remplacé par le romantisme démocratique; nous avons énuméré les nombreuses lois somptuaires du bakufu, montré l'abandon des beaux costumes, des norimono laqués, des estampes en couleurs et des bibelots délicats. Le nouveau gouvernement continua pendant quelques années l'œuvre de l'ancien. Il réussit dans la mesure où les mœurs le secondaient. Ainsi au Japon comme en Europe la Révo-

lution a fait abandonner l'habitude de porter la natte et de se raser le visage; les hommes ont les cheveux courts et la moustache ou même la barbe; défense leur a été faite en 1870 de se laquer les dents en noir, cette coutume disparaît d'ailleurs chez les femmes. Le vêtement s'est fait très simple, comme il convient à une société démocratique : le kimono des hommes et des femmes est bleu ou noir; seules les petites filles portent encore des robes de couleur voyante, rappelant la splendeur artistique du passé; le *hakama* et le *haori* n'apparaissent que dans les grandes solennités. Pour créer l'égalité sociale, le gouvernement a interdit aux samurai de porter leurs sabres, supprimé les costumes qui distinguaient les classes. Pour imposer au peuple de nouvelles notions de morale, il a renouvelé les ordonnances du bakufu, qui défendaient de sortir sans vêtements; ces ordonnances ne sont guère appliquées que dans les villes. Le tatouage, d'abord interdit, n'est plus puni aujourd'hui, mais l'habitude s'en perd rapidement.

D'autre part, pour hâter l'adoption de la civilisation occidentale comme aussi pour flatter les étrangers, le gouvernement a conseillé dès le début du nouveau régime l'adoption des modes européennes. L'armée et la police ont des uniformes européens; l'empereur ne paraît en public que revêtu de celui de général. Les fonctionnaires qui n'ont pas d'uniforme se rendent à leurs bureaux habillés à l'occidentale. A Tôkiô presque tous les hommes de la classe aisée font de même.

Le vêtement de cérémonie est l'habit noir avec le chapeau de soie.

Le peuple n'a que partiellement suivi cet exemple. Comme les Japonais n'avaient ni coiffure, ni chaussures commodes, l'usage de nos chapeaux et de nos souliers tend à se généraliser; cependant l'habitude de porter des sandales attachées par un lien qui sépare le pouce des orteils rend à beaucoup de Japonais nos chaussures pénibles, mais les jeunes gens se forment au régiment.

En 1886 l'impératrice commença de mettre un corset, des jupes, un chapeau; les dames de sa cour reçurent l'ordre de l'imiter et pendant quelques années les dames de Tôkiô se plurent à copier les modes de la cour, mais depuis 1891 la plupart ont repris le costume national.

L'usage des coiffures européennes tend pourtant à se généraliser : ne permettent-elles pas aux femmes de s'arranger elles-mêmes? Les modes japonaises exigent au contraire l'aide du coiffeur et nous avons montré quelle lourde dépense cette aide représentait pour le petit budget des ménages populaires.

Les chiffres suivants serviront à montrer dans quelle mesure se sont répandus les différents articles de vêtements européens.

A l'importation (1910) le cuir destiné à faire des semelles figure pour un million de yen, les autres cuirs pour 1,3; la laine pour 13,5; la laine filée pour 5,9; le *shirting* pour 6,3; le satin pour 1,5; les indiennes pour 1,7; les draps pour 10, etc.

L'industrie japonaise des peaux, presque incon-

nue avant 1890, fabriquait pour 1,6 million de yen en 1899; 18,8 en 1904; 16,7 en 1905; 10,8 en 1906, ce qui prouve que la chaussure de cuir se répand rapidement (1).

Il faut d'ailleurs observer qu'avec le développement de la richesse tendent de nouveau à prévaloir des habitudes de luxe, que l'empereur et le gouvernement s'efforcent de réprimer (2).

*
* *

L'alimentation s'est aussi modifiée.

Sous le shôgunat les habitants des villes et les paysans les plus fortunés mangeaient du riz, les pauvres se contentaient de légumes et de céréales. La plus grande facilité des communications et l'augmentation du bien-être ont permis à presque tous les habitants d'user de riz; mais on a bientôt reconnu le danger d'une alimentation exclusive de riz, qui contribue à donner le kaki ou bériberi : la consommation du macaroni augmente; les soldats reçoivent des rations de pain et de viande. Dans toutes les grandes villes on trouve des restaurants qui font de la cuisine européenne (*seiyô riôri*). Le nombre des animaux abattus montre aussi que la viande commence à entrer dans l'alimentation. On tuait en 1905 : 208 615 bœufs, 7 218 moutons et chèvres, 132 034 porcs. C'est peu cependant si l'on songe qu'en Allemagne on tue

(1) Il y a recul en 1907 (8,9), 1908 (7,1), 1909 (6,9).

(2) Voir p. 767.

chaque année 9 millions de têtes de bétail et 22 millions de porcs. C'est peu même en comparaison de Formose, où, sous l'influence des mœurs chinoises, on tue 10 000 bœufs, 55 000 moutons, 559 000 porcs. Mais les Japonais ne mangent guère que des hachis de bœuf, de volaille, de poisson; même dans les familles aisées l'on ne prend chaque jour qu'un plat à l'européenne. Les sauces usuelles sont deux sauces faites avec des pois fermentés, le *shōyu* et le *miso*; il existe une grande variété de soupes, la plupart très claires.

La boisson la plus commune est le thé. On fait du vin de raisin dans plusieurs provinces du Japon, notamment dans le Kai. Dans les villes la consommation de la bière augmente.



Le peuple a conservé l'ancienne maison de bois, mais presque partout avec des modifications importantes; les fondations sont plus solides, il y a souvent des soubassements de briques, le verre tend à remplacer les écrans extérieurs et la tuile les couvertures de chaume. On trouve d'ailleurs chez les plus pauvres beaucoup d'objets copiés de l'Occident, l'usage des lampes de pétrole et des allumettes est général, celui de la lumière électrique très répandu.

Dans les villes la plupart des maisons de la classe aisée contiennent quelques pièces arrangées au moins partiellement à l'européenne avec des cloisons de brique, des lits, des tables, des chaises,

des poêles au lieu de braseros; l'on y garde ses chaussures.



Si l'on a conservé les anciens jours fériés, le gouvernement, qui a imposé le calendrier grégorien, a établi, avec la division en semaines, le repos dominical pour ses fonctionnaires (1872), beaucoup d'industriels l'ont imité.

Depuis 1885 il s'est créé partout des stations de bains de mer; les stations thermales étaient déjà fréquentées depuis des siècles. Il y a des courses à Tôkiô, à Yokohama et dans d'autres endroits, mais la suppression du pari mutuel a nui à leur développement.

Au cours des vingt années qui suivirent l'établissement de rapports réguliers avec les Européens, ce furent de brusques manies pour les choses nouvelles : en 1873 pour les lapins, jusqu'alors inconnus; en 1874 pour les combats de coqs; en 1884-85 pour les sports athlétiques; en 1886-87 pour la valse, mais, depuis, ce genre de divertissement a été trouvé peu convenable; les Japonaises ne vont guère au bal et, si elles y vont, elles n'y dansent pas. En 1888 on s'amusait à faire tourner des tables; en 1896 à collectionner des timbres. Mais depuis une vingtaine d'années la manie d'imiter l'Europe a disparu; c'est au contraire le nationalisme qui est de mode.



Avec ces changements superficiels il s'en est produit de plus profonds que nous ne pouvons que signaler ici.

Dans les hautes classes les femmes vivent moins recluses, on les traite avec plus d'égards; dans les classes moyennes beaucoup commencent à gagner leur vie comme comptables, employées des postes, typographes; quelques-unes s'émancipent jusqu'à monter à bicyclette. Le peuple observe une plus grande réserve dans tout ce qui touche aux rapports sexuels : la jeune fiancée ne reçoit plus de *makurazôshi*, ces livres de gravures destinés à lui porter bonheur en facilitant sa complète éducation conjugale. Le gouvernement a supprimé les établissements de bains mixtes.

Par contre, l'exquise politesse d'autrefois cède devant l'influence américaine; les enfants témoignent moins de respect pour leurs parents, les élèves ou les employés moins de respect pour leurs maîtres. Partout on sent prévaloir le sentiment de la lutte pour la vie, que nous étudierons ailleurs sous ses formes diverses.

Et c'est ainsi que l'aspect extérieur du Japon révèle de toutes manières les changements profonds qui s'y sont accomplis dans le gouvernement, la société, la civilisation matérielle et sert à nous faire saisir toute la portée des réformes qui ont créé le régime moderne.

Voici donc que nous avons fini l'exposé de ces réformes. Elles tiennent assurément de près aux réformes proprement démocratiques, que nous étudierons dans le livre III. Nos institutions civiles et militaires, notre système administratif et judiciaire, nos sociétés par actions, nos banques, nos modes d'industrie et de commerce exigent la diffusion de l'instruction et même de la richesse. Or, comment supposer qu'un peuple instruit et riche puisse se désintéresser complètement de la manière dont il est gouverné, se laisse emprisonner dans une société étroitement hiérarchisée et ne réclame pas quelque part de liberté?

Cependant il importait que ces deux catégories de réformes fussent nettement distinguées. Car, si elles se tiennent, elles ne se confondent pas, leurs développements ne sont même pas parallèles. L'un des États où le régime moderne est le plus complètement organisé est la Prusse, et cependant c'est un pays encore bien peu démocratisé. Parmi les républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique méridionale il en est de très démocratisées, où ce que nous appelons le régime moderne est à peine ébauché. Au Japon, les réformes modernes et les réformes démocratiques se sont souvent opposées les unes aux autres. Dans la période 1868-90 les hommes du Meiji ont établi le régime moderne au nom d'un empereur autocrate, mais ils n'ont accompli comme réformes proprement démocratiques que celles qui leur paraissaient intimement liées avec l'établissement de ce régime. Dans la période 1890-1910, où ils ont dû subir

le contrôle des Chambres, ces mêmes hommes du Meiji et leurs successeurs ont toujours regardé les réformes démocratiques qu'exigeait d'eux l'opinion publique non pas comme le développement naturel du régime moderne par eux établi, mais comme un danger, un obstacle pour le fonctionnement régulier de ce régime.

En effet ce que nous voulons appeler le régime moderne est en réalité le produit de l'évolution millénaire de la civilisation matérielle et de l'administration, de l'organisation générales. Pour une part ce n'est que notre forme personnelle, par suite qu'une forme transitoire de cette évolution, mais cette forme personnelle et transitoire semblerait achevée en soi et peu susceptible de développements nouveaux; elle subsistera telle qu'elle est ou presque jusqu'au jour où, vieillie, désagrégée, quelque bouleversement la remplacera par une forme nouvelle. Pour une autre part, au contraire, le régime moderne pourrait être considéré comme un résultat durable de cette même évolution millénaire en ce sens que l'humanité civilisée a réussi à fonder l'organisation générale de son régime administratif, financier, économique sur des principes scientifiques. Dans ses grandes lignes notre manière d'administrer, de juger, d'exploiter des usines ou des chemins de fer est donc à peu près ce qu'elle doit être pour le présent, les erreurs que nous y trouvons tiennent au caractère des divers peuples, aux traditions de leur passé, au rêve qu'ils se font trop inconsidérément de l'avenir, elles ne tiennent pas au régime lui-même.

Tout au contraire, les réformes démocratiques sont encore confuses et sans caractère scientifique. Il y a trop peu de temps que l'instruction et la richesse ont commencé de se répandre dans les pays les plus civilisés et trop de pays où elles ne le sont pas encore. Si nous savons très bien ce qu'est le régime moderne, nous ne connaissons guère du régime démocratique que des essais, qui sont empiriques et trop souvent mauvais. La science de la démocratie reste tout entière à faire et il est probable que quand elle sera faite la part que nous avons marquée comme achevée mais transitoire dans le régime moderne, sera déjà devenue caduque. C'est ce qui explique que sur bien des points le régime moderne et la démocratie se gênent l'un l'autre ou même s'excluent.

Avant donc de terminer le livre II nous pouvons porter un jugement général sur l'œuvre de modernisation que nous y avons étudiée.

Nous dirons que dans l'ensemble le Japon nous apparaît comme un pays vraiment moderne. Ses institutions politiques, économiques et sociales ne diffèrent pas sensiblement de celles des autres grands pays civilisés et dans la mesure où elles en diffèrent ce n'est point pour cause d'un retard dans l'évolution, c'est pour s'adapter aux conditions particulières que lui font sa situation géographique et ses traditions.

LIVRE III

LA TRANSFORMATION DU JAPON LES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES

INTRODUCTION

LA TRANSFORMATION INTELLECTUELLE ET MORALE DU JAPON DEPUIS LA RÉVOLUTION (1868-1912).

Comme nous venons de le dire, le gouvernement imposa le régime moderne à un peuple qui le suivit d'abord avec hésitation, mais qui finit par rivaliser d'ardeur avec lui pour l'établissement de ce régime; quant aux réformes démocratiques, ce fut au contraire le peuple ou du moins une partie du peuple qui les imposa, le gouvernement ne les accorda qu'à contre-cœur et ses concessions paraissent à beaucoup insuffisantes.

Avant d'étudier les réformes démocratiques il nous faut donc parler du mouvement dont elles sont sorties. Ce mouvement étant complexe, nous devons faire connaître toute la transformation

intellectuelle et morale qui s'est accomplie depuis quarante ans. Si nous n'en avons rien dit en parlant du régime moderne, c'était pour rendre plus clair l'exposé que nous avons fait de l'œuvre du gouvernement, qui dans ce régime était prépondérante.

Nous diviserons cette introduction en trois sections : dans la première nous étudierons les agents qui ont produit la transformation intellectuelle et morale ; dans la seconde nous exposerons la transformation des idées en général ; dans la troisième, la transformation des idées politiques.

SECTION I

LES AGENTS DE LA TRANSFORMATION INTEL-
LECTUELLE ET MORALE. — LA PRESSE. —
LE LIVRE.

Les agents qui ont accompli la transformation intellectuelle et morale sont nombreux. De par l'objet même de cette introduction nous n'avons pas à nous occuper de ceux que le gouvernement a mis en œuvre, pas même des Universités et des écoles. Parmi les agents employés par les particuliers, il y a d'abord les multiples formes de la prédication religieuse, qui seront étudiées avec la transformation des idées religieuses ; puis, c'est une foule d'autres dont nous avons parlé ailleurs ou que nous pouvons seulement indiquer : les écoles libres, les conférences, les associations de toutes sortes. Ici nous n'examinerons avec quelques détails que la presse et le livre.

A. — LA PRESSE (1)

I

Au Japon, comme dans tous les pays, le principal agent de la transformation intellectuelle et morale

(1) Consulter d'abord la collection des journaux, puis, pour les

accomplie dans la masse fut la presse. Pour faire comprendre le caractère de la presse japonaise il nous faut en raconter l'histoire en y distinguant plusieurs périodes.

La première est celle des essais.

Sous la sévère censure du bakufu il n'avait pu se fonder de journaux, même au dix-neuvième siècle; mais pendant quelque temps on avait vendu de petites feuilles volantes relatant les crimes et les accidents : l'émoi produit par la vengeance des 47 rônin avait provoqué ce nouveau commerce; l'abus qu'on en avait fait en avait amené l'interdiction, mais avec l'arrivée des Européens et la Révolution les feuilles reparurent et se multiplièrent. D'autre part, le gouvernement recevait des extraits des journaux européens compilés par les Hollandais de Nagasaki et réunis sous le titre de *Nouvelles hollandaises* (*Oranda Fûsetsusho*); après les traités de 1854-58 fut fondé à Yedo le *Torishirabedokoro*, un bureau qui devait faire lui-même ces extraits.

En 1861, le libraire Yorozuya Shirô essaya de publier une feuille sans date fixe, qu'il intitula *Batavia Shimbun* (*Journal de Batavia*); trois ans plus tard (1864) Kishida Ginkô, Homma Senzô et Hikoizô (Joseph Heco † 1897), naturalisé américain au cours d'un long séjour aux États-Unis, don-

statistiques, les *Résumés statistiques*; pour la situation actuelle, les *Year-books*; pour l'histoire, outre tous les ouvrages qui seront mentionnés à l'histoire politique, l'article de TOYABE SENTARÔ dans l'ouvrage du comte ÔKUMA et celui de ZUMOTO dans *Japan by the Japanese*.

nèrent à Yokohama de mars à septembre dix numéros d'une feuille bimensuelle, *Shimbunshi*. En 1864 parurent les *Nouvelles de l'intérieur et de l'extérieur* (*Chûgai Shimbun*) de Yanagawa Shunzô, en 1867 *Bankoku* (*Tous les pays*) du missionnaire Bailey et *Kôko Shimbun* de Fukuchi Genichirô (1840-1906) et Jôno Dempei; en 1868 ce fut un nouveau journal de Kishida, celui-ci hebdomadaire, *Moshiogusa*; en même temps dans l'émoi causé par la Révolution paraissaient, sous l'inspiration des impériaux ou du shôgunat, *Enkin Shimbun* de Tsuji Shinji et Suzuki Tadaichi, *Rikugô Shimbun*, *Naigai Shimbun*, *Shimbun Jiriaku*, *Kôjô Nisshi*, *Zuiji Shinshi*; toutes ces feuilles n'eurent qu'une existence éphémère. D'ailleurs, le nouveau gouvernement se montrait défavorable à la presse; aucun journal ne pouvait se créer sans une autorisation ministérielle; pendant quelque temps il n'y eut plus que les deux gazettes officielles : *Daijôkan Nisshi*, créé en 1868, et *Chinshôfu Nisshi*. Puis Kido fit fonder au printemps de 1871 par Chô Sanshû et Seki Tokusuke *Shimbun Zasshi* ou *Revue des nouvelles*, qui se publiait six fois par mois; ce journal lui permit de préparer l'opinion publique à la suppression des clans, il disparut peu après.

Cependant les Européens publiaient dans les ports des journaux, qui servirent de modèles aux Japonais; ce furent à Yokohama en 1865 le *Japan Mail*, acheté en 1881 par le capitaine britannique Brinkley (1841); en 1867 le *Japan Herald* et le *Japan Gazette*, l'un et l'autre du publiciste anglais Black († 1880), l'auteur de *Young Japan* (1881); à

Kôbe le *Japan Chronicle* de 1868 et le *Kôbe Herald* de 1879; à Nagasaki la *Nagasaki Press* de 1887. Pour en finir avec la presse de langue anglaise, nous dirons que les Japonais rédigent aujourd'hui plusieurs journaux anglais, dont le plus important est *Japan Times*, fondé en 1889 par Zumoto Moto-sada (1862).

Nous voici arrivés à la seconde phase de la période de fondation, celle où, instruits par l'exemple des Européens, les Japonais s'efforcent de fonder des journaux quotidiens.

Les deux premiers furent *Yokohama Mainichi Shimbun* de 1870 et *Tokiô Nichi Nichi Shimbun* de 1872, qui continuait *Kôko Shimbun*; leur titre est la traduction de *Daily News*.

Mais ces deux feuilles restèrent hésitantes tant que Black ne leur montra pas la voie en créant (1872) *Nisshin Shinjishi* (*Reliable Daily News*), le premier journal qui donna des articles de tête; la rédaction en fut d'abord confiée à Furusawa, puis à Ôi Kentarô; *Nisshin* devint en 1872 l'organe du *sa in* ou conseil d'État, en 1873 il publia le fameux mémoire sur les finances d'Inoue et de Shibusawa et disparut peu après.

Dans cette même année 1872 Maejima Hisoka, le directeur des postes, fonda *Yûbin Hôchi*, paraissant de quatre à cinq fois par mois, pour aider au développement des transactions et à la diffusion de la civilisation occidentale. Mais après quelques mois (1873) *Hôchi*, devenu quotidien, se fit le porte-parole des radicaux : Kurimoto Joun,

le premier directeur, Furusawa Shigeru, le premier rédacteur en chef, cédèrent la place à Yano Fumio (Riûkei) (1850-1901), Fujita Mokichi, Inukai Kowashi ou Ki (1855) (plus tard ministre) et Minoura Katsundo (1854) (plus tard vice-ministre et vice-président de la Chambre); le talent de ces écrivains donna au journal une grande notoriété.

Dès 1873 le gouvernement promulgua une loi restrictive de la liberté de la presse, qui cependant n'empêcha pas l'apparition de *Yomiuri Shimbun* (1874), de *Chôya Shimbun* (de Narushima Riûhoku (1837-18..), et d'*Akebono Shimbun* (d'Aoe Shû et de Suehiro Shigeyasu). En même temps défense fut faite aux étrangers de publier aucun journal écrit en japonais.

Lors de la réconciliation en 1875 de Kido et d'Itagaki avec les chefs du gouvernement, la législation fut rendue plus libérale (28 juillet 1875), encore que de nombreux journalistes aient été condamnés sous le régime établi alors : Suehiro d'*Akebono*, Hokiya de *Nichinichi*, Narushima de *Chôya*, Ôka de *Yûbin*.

Yokohama Mainichi, *Tôkiô Nichi Nichi*, *Yûbin Hôchi*, *Chôya Shimbun*, *Akebono Shimbun* étaient considérés vers 1876 comme les cinq grands quotidiens. Ces journaux, écrits dans une bonne langue avec de nombreux caractères chinois et rédigés par des écrivains de valeur, ne s'adressaient qu'à une élite et traitaient seulement les questions politiques et sociales à un point de vue doctrinal. *Tôkiô Nichi Nichi Shimbun* était le plus en vue : Kishida, le premier directeur, l'avait cédé à Fukuchi Geni-

chirô; celui-ci fut le véritable fondateur du grand journalisme, car tout à la fois il créa le style de la polémique et de la vulgarisation, ignoré jusqu'alors dans un pays où tout art, toute science affectait un caractère ésotérique, et il trouva le moyen de faire vivre un journal en le rendant agréable à lire et en lui fournissant de la réclame. Fukuchi suivait d'ailleurs les avis de Kido; c'est grâce aux conseils de ce réformateur de génie qu'il réussit à rendre par la presse de grands services à ses compatriotes.

Les journaux existaient, mais il leur manquait un but, car dans le pays tout se faisait par le gouvernement, et le gouvernement était despotique. Leur but, les journaux le trouvèrent dans le mouvement démocratique en faveur d'une constitution, et ce fut alors la troisième phase de la période de création de la presse. Plusieurs quotidiens changèrent même leur titre pour lui donner un caractère nettement politique; c'est ainsi qu'*Ôsaka Nippô* (1876) devint *Rikken Seitô Shimbun*, *Organe du parti Constitutionnel*, et *Ukiyo Shimbun*, de Jikemura Itsuga, *Kaishin Shimbun*, *Organe du parti progressiste*.

Aux feuilles de l'opposition le gouvernement prétendit opposer des feuilles officieuses : avec *Tôkiô Nichinichi*, c'étaient *Meiji Nippô* (de Maruyama Sakura) et *Tôyô Shimpô* (de Mizuno Torajirô), l'un et l'autre surtout préoccupés de répandre l'influence allemande, que les hommes du Meiji voulaient opposer aux tendances démocratiques importées d'Amérique. Mais il est bien difficile à la presse de servir un gouvernement autoritaire :

ces feuilles vécurent peu et Fukuchi abandonna *Nichinichi*.

Les journaux s'étaient multipliés; on en comptait 253 en 1881; ils se crurent tout permis : leurs excès irritèrent le gouvernement, qui fit arrêter simultanément trente journalistes de Tôkiô, puis promulgua la loi du 16 avril 1883 : le rédacteur en chef n'était plus seul responsable, mais aussi le propriétaire, le directeur, le gérant; le montant du cautionnement était augmenté; ainsi ne subsistait-il que 199 journaux en 1883.

II

Loin de détruire la presse, ce régime sévère exerça sur elle une influence heureuse et à la première période de création fit succéder la seconde période d'élaboration.

Cessant d'être exclusivement politique, la presse comprit que sa mission était de traiter tous les sujets. Déjà *Chûgai Shôgiô Shimpô* avait défendu depuis 1876 les intérêts économiques. En 1882, le grand Fukuzawa fonda *Jiji Shimpô*, un journal éclectique, qui fut pendant longtemps le meilleur du Japon.

En même temps la presse s'efforça d'atteindre la masse. Dans la première période il y avait bien eu quelques feuilles populaires : dès 1874 Suzukida Masao, Koyasu Shun et Motono Seikô avaient fondé *Yomiuri Shimbun*, rédigé en style familier, qui donnait des nouvelles mondaines et des faits divers; ce journal accompagnait les caractères chi-

nois de *furigana*, c'est-à-dire de leur traduction en caractères syllabiques japonais; puis en 1875 on avait eu *Tòkiò Eiri Shimbun*, le premier journal illustré, le premier journal aussi à publier des romans-feuilletons. Mais ces feuilles manquaient de capitaux, leur outillage était médiocre et elles ne savaient pas éveiller la curiosité de la foule encore illettrée.

C'est à Yano Fumio que revint l'honneur de donner au Japon le journal moderne dans le propre sens du terme. Au retour d'un voyage fait en Europe pour y étudier la presse (1884-1885), il renouvela *Yûbin Hôchi*, acheté peu auparavant : pour en augmenter la clientèle, il en diminua le prix, par suite en réduisit le format, traduisit en *furigana* les caractères chinois et publia des romans-feuilletons; il donna aussi une seconde édition du soir, qu'il ne tarda pas à supprimer; ses principaux collaborateurs étaient Fujita Mokichi; Inukai Kowashi ou Ki; Minoura Katsundo (1854); Ozaki Yukio (1859) (plus tard député, ministre, maire de Tòkiò). L'exemple de *Yûbin Hôchi* fut suivi par des feuilles nouvelles, *Tòkiò Chû Shimbun*, *Miyako Shimbun* (depuis *Chûò Shimbun*) et *Yamato Shimbun*.

Cette transformation en amena une autre, on comprit qu'un grand journal est une entreprise commerciale : il faut beaucoup d'argent pour avoir promptement les nouvelles, entretenir des correspondants dans les centres importants, se procurer de bons articles traitant des matières les plus diverses, faire parvenir une feuille rapidement dans

des villes éloignées. Jusqu'alors les directeurs de journaux avaient été des écrivains ou des politiciens; ce furent dès lors des hommes d'affaires. Vers 1883 Murayama Riûhei (1850) acheta *Ôsaka Asahi Shimbun*, qui existait depuis 1879, et en fit le premier journal de nouvelles. Cette même année *Ôsaka Mainichi Shimbun*, qui portait auparavant un titre différent, se transforma sous la direction de Shiba Shirô (1852) (plus tard homme politique et vice-ministre) et de Takenouchi Seishi, qui le cédèrent dans la suite à Watanabe Osamu. La diffusion d'*Asahi* et de *Mainichi* ruina les anciens journaux d'Ôsaka : *Ôsaka Shimpô* (de Tsuda Tei), qui reparut en 1900; *Daitô Nippô* (de Hara Kei (1854), depuis plusieurs fois ministre et l'un des hommes politiques les plus en vue); *Shinonome Shimbun* (de Nakae Tokutsuke).

Le gouvernement se montra favorable à cette transformation : quand l'ardeur suscitée par la promesse d'une constitution se fut calmée, il appliqua la loi de 1883 avec modération; aussi la presse ne cessa-t-elle de se développer, on comptait : 269 journaux en 1884, 312 en 1885, 402 en 1886, 470 en 1887 (dont 133 simplement distribués à domicile); ces journaux se répartissaient ainsi : 191 à Tôkiô, 31 à Ôsaka, 19 à Kiôto. Beaucoup n'avaient sans doute qu'une existence éphémère : 1887 vit se créer 211 journaux et en disparaître 279.

L'approche de la réunion du Parlement déterminait même le comte Itô à faire une loi moins sévère (28 décembre 1887). En la combinant avec les *Règlements pour le maintien de l'ordre* (de 1887)

le gouvernement pouvait cependant expulser les journalistes de Tôkiô, les emprisonner, frapper le journal d'une amende, le suspendre ou le supprimer. Enfin la Constitution proclama la liberté de la presse; c'était une nouvelle date dans son histoire.

Le Japon possédait donc une presse véritable, et cependant combien cette presse se montra encore hésitante jusqu'à la guerre de 1904-05! Les journaux, en effet, prétendaient tous avoir le même caractère; c'est seulement avec le temps qu'ils apprirent à se spécialiser : tout en remplissant le devoir général de la presse, qui est de renseigner le public sur tous les sujets, chaque journal ne doit-il pas en effet se faire plus spécialement ou politique ou littéraire ou économique ou sportif et mondain? Mais pour cela il faut que chaque journal ait sa classe particulière de lecteurs, par suite qu'un pays compte un grand nombre de lecteurs et de lecteurs aux goûts personnels. Tel n'était pas le cas du Japon de 1890 : la plupart des gens y étaient encore très pauvres et illettrés, la culture des gens instruits était médiocre. Le public s'est justement éduqué de 1890 à 1905 et cela par de brusques revirements. Et c'est pourquoi nous voyons dans cette période la presse tout entière changer à plusieurs reprises de but et de méthode.

D'abord, avec les premières élections générales et l'ouverture de la Diète en 1890, la presse, comme l'opinion, ne veut plus s'occuper que de politique; les journaux deviennent les organes des différents partis, tous les journalistes éminents réussissent

à se faire élire députés soit à cette élection, soit à l'élection suivante.

Mais, la première ferveur passée, le peuple se désintéresse des querelles parlementaires; puis, l'opposition de la Chambre ayant exaspéré le ministère, il applique vigoureusement les lois sur la presse, la liberté promise par la Constitution n'est qu'un vain mot, 43 journaux sont supprimés en 1890, 34 dans le premier semestre de 1891. Menacés dans leurs intérêts, les bailleurs de fonds cherchent à faire de leurs journaux des organes d'informations et non plus des organes politiques; ils se procurent des correspondants, s'abonnent à Reuter et aux premières agences japonaises de nouvelles. Les faits divers prennent une place de plus en plus grande, surtout dans *Yorozu Chôhò* (de Kuroiwa Shûroku) (1892) et *Niroku Shimpô* (1893). Le roman-feuilleton se développe avec Tsubouchi Shôyô, Ozaki Kôyô, Kôda Rohan, Mori Ôgai, Yamada Bimiôsaï, Morita Shiken, ce dernier surtout connu comme traducteur.

Puis, c'est la guerre contre la Chine, le peuple se met à lire les journaux et les journaux pour lui plaire se font chauvins ou même impérialistes.

Mais le développement économique que provoque le paiement de l'indemnité chinoise change encore une fois leur caractère, ils prétendent tous lancer des affaires, à l'exemple d'*Ôsaka Asahi* et d'*Ôsaka Mainichi*, dont l'influence et la richesse ne cessent d'augmenter.

De ces multiples changements pas un pourtant qui ne profite à la presse. C'est de 1890 à 1904

qu'elle réussit à s'outiller : dès 1890 le Journal officiel et les deux *Asahi* ont adopté les rotatives Marinoni, les autres grands journaux suivent peu à peu leur exemple. C'est alors aussi que s'éduquent les journalistes de profession : Asahina Chisen (1862), qui collabore à *Nichinichi* jusqu'en 1905; Tokutomi Iichirô (1863), propriétaire et rédacteur en chef de *Kokumin Shimbun*; Kuga Minoru; Miyake Yûjirô (1860), rédacteur en chef de *Nippon* jusqu'en novembre 1906; Ishikawa Kammei; Takekoshi Yosaburô (Sansa) (1865), qui, après avoir écrit dans diverses feuilles, fonde en 1896 *Sekai no Nippon* (disparu après quelques années).

III

En même temps que la presse se formait, le public se formait aussi; l'enrichissement rapide des classes moyennes leur permettait d'achever leur éducation, de s'intéresser aux sujets les plus divers; l'instruction rendue gratuite et obligatoire augmentait chaque année le nombre des lecteurs populaires. Tout était donc prêt pour un nouveau, un plus profond changement : ce changement, ce fut la guerre de 1904-05 qui l'accomplit. Vieillards et jeunes gens, hommes, femmes, enfants, les plus pauvres, les plus illettrés, personne qui ne voulût suivre jour par jour, heure par heure, les négociations avec la Russie, puis la marche et les combats des armées; pendant deux ans la guerre fit de la presse l'âme même de la nation. Cette position

prépondérante, la presse l'a dans une grande mesure conservée. Il n'est peut-être pas de pays au monde où le peuple lise autant les journaux qu'au Japon. Si quelques feuilles se vendent encore 2 sen (une même 2,5 sen), la plupart sont à un sen; plusieurs tirent à cent ou deux cent mille exemplaires et l'on ne peut juger de la diffusion des journaux japonais par leur tirage, car chaque exemplaire, prêté et reprêté, a dix, quinze, vingt lecteurs (1).

C'est pourquoi la législation sur la presse, déjà révisée en 1897 et en 1900, dut l'être encore en 1909; les deux premières réformes avaient été proprement libérales, la troisième a surtout eu pour but de rendre les dispositions des lois précédentes plus claires et plus efficaces : la responsabilité de l'auteur d'un article a été substituée à celle du gérant, qui était le plus souvent un homme de paille; le montant du cautionnement versé par les journaux a été augmenté et rendu proportionnel à la population de la ville où le journal se publie; les propriétaires de journaux doivent faire enregistrer leurs noms, comme le font les imprimeurs et les éditeurs. Les ministres de la guerre, de la marine et des affaires étrangères peuvent interdire la publication de nouvelles intéressant la défense nationale. Les pénalités prévues par la loi sont l'amende, la prison, la suppression du journal et la confiscation de son matériel.

Voici la liste des principaux journaux japonais.

Les deux journaux les plus prospères et les plus

(1) Le prix des annonces est de 35 à 60 sen la ligne de 19 à 22 mots. Tous les grands quotidiens paraissent le matin.

influent sont les deux grands organes indépendants d'Ôsaka, qui s'occupent de lancer des affaires et de développer le mouvement économique : *Ôsaka Mainichi Shimbun*, de Kirihira, dirigé par Ishii (avec une édition spéciale pour Tôkiô depuis 1903, *Mainichi Dempo*) et *Ôsaka Asahi Shimbun*, de Murayama Riûhei (1850), dirigé par Seki. Murayama est également propriétaire de *Tôkiô Asahi*, dirigé par Ikebe Kichitarô (1861), le fils d'Ikebe Hichijurô, un compagnon de Saigô, et l'auteur de remarquables articles sur Paris envoyés à *Nippon* en 1896.

En dehors d'*Ôsaka Shimpô* (1900), indépendant, les autres grands journaux paraissent à Tôkiô. *Jiji Shimpô* (dont l'édition d'Ôsaka porte depuis 1906 le titre d'*Ôsaka Jiji*) fut longtemps l'organe des libéraux à tendances anglaises, c'est surtout aujourd'hui un journal d'affaires sous la direction de Fukuzawa Sutejirô (1863), le second fils du grand Fukuzawa, qui a survécu à son frère Ichitarô.

Nippon (1889), d'abord une feuille nationaliste intransigeante sous la direction de Kuga Minoru (1855), dont le style classique en fit la réputation, appartient depuis 1896 à Itô Kinriô (1857), qui tend à en faire l'organe des intérêts commerciaux et industriels.

Citons encore *Kokumin Shimbun* (1890) (de Tokutomi Iichirô (1863), gouvernemental; *Yoruzu Chôhō* (1892) (de Kuroiwa Shûroku (1862), indépendant; *Chûō Shimbun* (d'Ôka Ikuzô (1856), député), libéral-constitutionnel (*seiyûkai*); *Tôkiô Niroku Shimbun* (1893) (longtemps à Akiyama Teisuke (1868),

indépendant; *Tòkiô Nichinichi Shimbun* (vendu en 1904 par Honda Seiichi à Katô Takaakira (1859), ambassadeur à Londres, ancien ministre des affaires étrangères); *Hôchi Shimbun* (de Minoura Katsundo), progressiste; *Yomiuri Shimbun* (de Motono Seikô), indépendant; l'officieux *Yamato Shimbun* (de Matsushita); *Mainichi Shimbun Tòkiô* (1870), progressiste; *Miyako Shimbun* (1885), mondain.

Une liste de noms, c'est sans doute peu de chose pour montrer ce qu'est la presse d'un grand pays; il nous faudrait dire les opinions des principales feuilles, raconter leurs luttes, expliquer leur influence. Mais au Japon les journaux changent si souvent de propriétaire, de directeur, de ligne politique, qu'une pareille étude serait longue et confuse. C'est en racontant l'histoire du Parlement que nous montrerons l'aide apportée par les journaux aux grandes causes ou plutôt aux grands partis.

Les publications périodiques sont de toutes sortes : sociales, politiques, religieuses, scientifiques, littéraires; il y a même des revues de mode. Nous citerons pour 1910 : *Bungei Club* et *Bunshosekai*, littéraires, paraissant tous les mois; *Nippon Keizai Shinshi*, revue bimensuelle d'affaires; *Nippon Jin*, politique et littéraire, bimensuel; *l'Économiste Oriental*, *Tôyô Keizai Zasshi*, trimensuel; *Shin Sosetsu*, littéraire, mensuel; *Taiyô*, politique et littéraire, mensuel; *Tai hei yô*, économique, bimensuel; *l'Économiste de Tòkiô*, hebdomadaire; *Teikoku Bungaku*, littéraire, mensuel; *Waseda Bungaku*, littéraire, mensuel; *Tòkiô Puck*, satirique, trimensuel.

Nombre des journaux et périodiques.

1881.....	253	1894.....	814
1882.....	244	1895.....	753
1883.....	199	1896.....	775
1884.....	269	1897.....	745
1885.....	321	1898.....	829
1886.....	402	1899.....	978
1887.....	470	1900.....	944
1888.....	510	1901.....	1 181
1889.....	647	1902.....	1 328
1890.....	716	1903.....	1 499
1891.....	766	1904.....	1 590
1892.....	792	1905.....	1 775
1893.....	802	1906.....	1 988

Journaux et périodiques en 1906.

		Journaux nouveaux.	Journaux disparus.
Honshû	central { Tôkiô.....	464	—
	{ hors de Tôkiô..	513	—
	{ septentrional.....	187	
	{ occidental.....	567	
Shikoku.....		44	
Kiûshû.....		139	
Hokkaidô.....		74	
TOTAL.....		1 988	601 388

Les principales agences de nouvelles (*tsushin*) sont *Dempô* (fondé en 1901), *Jiyû* (1899), *Meiji* (1900), *Tôkiô* (1885), *Nippon* (1894), *Teikoku* (1888).

Pour rapide qu'ait été le développement de la presse, il le serait plus encore sans l'embarras que cause l'usage des *kana* et des idéogrammes. Les Japonais, qui, après avoir employé les caractères mobiles au seizième siècle, étaient revenus à l'impression sur blocs de bois, se servent aujourd'hui de types analogues à ceux des Européens. Mais combien pour eux l'usage en est compliqué! Il leur

faut d'abord les signes syllabiques des différents *kana* japonais, soit environ trois cents caractères, puis les idéogrammes chinois. Aucune imprimerie, même scientifique, surtout aucune imprimerie de journal ne peut, il est vrai, posséder 80 000 ou 100 000 idéogrammes; ceux qui ne sont pas d'un usage courant sont fabriqués en bois dans les cas où ils se présentent. Mais les imprimeries des journaux doivent posséder les 6 100 idéogrammes usuels dans toutes les tailles et toutes les formes, ce qui suffit à remplir une pièce entière, où ils sont disposés sur des planches d'après les clefs entre lesquelles sont répartis les idéogrammes; des gamins les cherchent et les apportent aux compositeurs. Sans doute avant longtemps l'adoption des caractères romains permettra d'abandonner ce coûteux outillage. Dès aujourd'hui la presse japonaise n'en est pas moins digne d'un grand pays.

B. — LE LIVRE

Le livre s'est développé en même temps que la presse, il jouit d'une égale influence, car les ouvrages de vulgarisation prennent au Japon la forme d'albums, qui les met à la portée de tous.

Dans les années troublées qui suivirent la Restauration la production était encore restreinte : 5 953 ouvrages en 1881 (dont 168 traductions); 9 548 en 1887 (dont 2 753 livres originaux, 5 228 compilations, 692 traductions et 875 réimpressions) (1). Cette nomenclature fait comprendre

(1) Ces chiffres, du IV^e Résumé statistique, sont plus élevés

le caractère des publications d'alors, qui étaient soit des œuvres de vulgarisation, soit des pamphlets politiques. A partir de 1887 le nombre des ouvrages imprimés monta rapidement : 11 273 en 1888, 18 720 en 1890, 21 568 en 1891, 28 212 en 1894. Depuis cette date le chiffre de la production a oscillé entre 18 000 et 28 000. C'était 21 435 en 1899; 18 281 en 1900; 18 998 en 1901; 22 950 en 1902; 24 296 en 1903; 25 602 en 1904; 27 095 en 1905; 28 319 en 1906; 29 109 en 1907; 28 522 en 1908. Il n'y avait que 28 traductions en 1904, 17 en 1905, 65 en 1906, 43 en 1908, ce qui caractérise le nouvel esprit japonais émancipé de l'Europe.

Les ouvrages publiés (réimpressions non comprises) se répartissaient ainsi :

	1904	1906	1908
Sciences morales et politiques	1 841	1 690	2 526
Économie politique	146	180	242
Statistique	352	382	437
Agriculture	2 448	2 253	1 605
Pêche et chasse	63	85	99
Industrie	875	764	761
Commerce	1 878	3 835	2 168
Religion	1 395	1 908	1 886
Shintô	59	45	62
Confucianisme	6	19	23
Étiquette et Rites	8	15	13
Philosophie	86	105	90
Morale	75	132	167
Divination	128	169	177
Science militaire	179	211	405
Géographie	1 148	897	779
Histoire	349	280	240

que ceux des trois premiers Résumés et de mon *Essai sur l'histoire du Japon*, parce qu'ils comprennent les brochures.

Biographie	111	89	208
Récits de voyage	5	18	17
Navigation	80	95	108
Mathématiques	281	271	274
Astronomie	641	1 032	1 031
Histoire naturelle	198	278	258
Physique	121	161	256
Purification des métaux	62	106	130
Chimie	49	56	
Médecine	762	877	954
Arts divers	364	562	721
Musique	574	267	952
Utai	615	505	
Poésie chinoise	75	124	119
Poésie japonaise	336	353	412
Haikai	836	685	618
Écriture	121	105	152
Peinture	2 132	1 225	1 662
Pédagogie	773	1 245	906
Linguistique	402	453	438
Littérature	1 049	1 234	787
Romans, fables, etc.	196	250	545
Autobiographies	56	68	10
Dictionnaires	107	94	97
Miscellanées	110	117	158
Divers	4 512	5 076	6 023

Ce tableau nous montre la pensée japonaise s'intéressant à toutes les formes de la littérature, de l'art et de la science, d'une manière très inégale cependant. Le nombre des ouvrages concernant les sciences proprement dites et les sciences morales est assez considérable, celui des ouvrages concernant les applications des sciences, très considérable. Par contre, combien peu de livres sur la philosophie, la morale, l'histoire! Bien des raisons expliquent, il est vrai, qu'on écrive peu sur l'histoire japonaise : l'incertitude où, en l'absence

d'une école des Chartes (1), l'on est sur la valeur des documents possédés, la crainte d'offenser la divine majesté de l'empereur en discutant sur l'origine de sa race, l'indifférence au passé qu'a produite la Révolution, l'esprit jaloux avec lequel le gouvernement surveille toute publication concernant les événements récents. Mais pourquoi les Japonais se préoccupent-ils si peu de l'histoire des autres peuples? Une quinzaine de récits de voyage par an suffit-elle à les renseigner sur l'état présent de ces peuples, alors surtout qu'ils se contentent d'une trentaine de traductions? En empruntant les sciences et la civilisation de l'Occident ils devraient s'efforcer davantage d'en comprendre l'esprit, les sentiments, les traditions et les aspirations. Ces indications nous permettent déjà d'apporter quelque méthode dans l'étude que nous entreprenons sur la transformation intellectuelle et morale des Japonais. Ce ne peut être cependant qu'en y faisant des réserves; l'exclusivisme que nous venons de signaler est récent, il ne s'est produit qu'à une époque où il y avait réaction contre une imitation trop servile de l'Occident; d'autre part, si les traductions sont rares, les adaptations de livres européens sont fréquentes; les journaux et les revues suppléent aux livres; enfin, si la masse, qui veut des résultats pratiques, néglige les études théoriques, tel n'est pas le cas de l'élite et l'influence de l'élite s'impose toujours avec le temps à la masse.

(1) De sérieux efforts sont faits cependant pour l'étude des documents du passé, nous en parlerons en examinant les sources de l'histoire dans la bibliographie générale (tome VII).

SECTION II

DU MOUVEMENT DES IDÉES EN GÉNÉRAL

A. — LA TRANSFORMATION DES IDÉES RELIGIEUSES

Nous commencerons cette étude de la transformation intellectuelle et morale des Japonais modernes en examinant la transformation de leurs idées et de leurs sentiments religieux. Buckle et ceux de son école ont voulu dénier à la religion toute influence sur la civilisation; c'est là une erreur pour tous les temps et tous les pays; c'est là une erreur en particulier pour le Japon moderne. Mais l'influence de la religion y est peut-être plus grande sur les caractères que sur les esprits et sur les mœurs en général que sur la conduite des hommes pris en particulier. Cependant, pour rendre notre exposé plus clair, nous n'étudierons ici que les idées religieuses proprement dites, la partie philosophique des religions sera étudiée avec la philosophie et leur action morale dans la section consacrée à la transformation des idées morales et sociales.

Dans l'étude des idées religieuses nous distin-

guerons d'une part les anciennes religions asiatiques (tout en réservant le confucianisme pour la section consacrée à la morale) et de l'autre le christianisme (1).

a) **Les religions orientales.**

Le shintô.

Que l'on accorde ou non au shintô le nom de religion, toute étude de la religion au Japon doit commencer par le shintô, tant il est mêlé à la vie japonaise, tant il porte, en dépit de ses emprunts à l'étranger, la marque du Japon. Mais pour ces raisons mêmes nous en avons parlé en maints endroits de cet ouvrage. Le premier volume en contient un exposé général, un chapitre du troisième en explique la rénovation au dix-huitième siècle. Dans le quatrième volume (premier du Japon Moderne) nous avons vu comment cette rénovation produisit le mouvement révolutionnaire, patriotique et impérial de 1868; enfin le cinquième a montré comment le nouveau régime, pour discipliner ce mouvement et le faire servir à ses fins, tira du néo-shintô le culte d'État et la religion militaire.

Dans cette introduction consacrée au mouvement général des idées le shintô ne sera donc plus envisagé que sous le seul aspect du mouvement qui s'y est produit en dehors du gouvernement, d'une part dans les classes élevées, d'autre part dans le peuple.

(1) Voir dans le Tome V le chapitre consacré à la religion d'État et aux rapports des religions avec l'État.

I

Dans les classes élevées (nous ne saurions trop le répéter parce que c'est un des points où il est le plus difficile de vaincre les préjugés enracinés en Europe) le scepticisme et le positivisme antireligieux datent du dix-huitième siècle et sont le résultat d'une philosophie rationaliste analogue à celle qui prévalait en Europe à la même époque. Le romantisme produisit un retour à la religion, un élan mystique comparable par de certains points au culte wagnérien des anciens dieux germaniques et qui fut la source du néo-shintô.

Après la Restauration le rétablissement du shintô purifié ne répondit pas aux espérances des croyants. Leur foi était faite de haine contre des puissances désormais tombées et d'un vague rêve du passé, que la réalité démentait. Les Allemands ont connu le même contraste entre les songes des romantiques épris du saint Empire germanique et les forces comme les faiblesses de l'empire allemand d'aujourd'hui; certains de leurs auteurs attribuent à ce contraste les défaillances et les hésitations de leur littérature depuis 1870.

Après un moment de découragement, les néo-shintôistes se sont repris, mais ils éprouvent aujourd'hui un double besoin. Ils s'efforcent d'abord de donner au shintô une base morale et philosophique en s'inspirant du confucianisme, du bouddhisme, comme aussi du christianisme et des idées scientifiques de l'Europe moderne : sous ce rap-

port l'étude du shintô se confond avec celle des idées morales et sociales, qui fera l'objet d'une autre section de cette introduction.

Ensuite les néo-shintôistes comprennent que le shintô d'État, ce shintô qui ne voulait plus être une religion mais un culte civique, ne peut suffire et qu'il faut le vivifier en y faisant une part au cœur et à l'imagination aussi bien qu'à la raison et par suite en y restaurant les pratiques proprement religieuses.

Leur influence gagne jusqu'aux conseillers du souverain, comme on en peut juger par les extraits suivants.

Nishiuchi Seikiô, préposé au temple de Kashiwabara en Yamato, ayant demandé aux ministres de raviver par l'éducation le culte des dieux, reçut les réponses suivantes (1909).

Du général Terauchi, ministre de la guerre :

Comme je me suis occupé spécialement de l'éducation dans l'armée, j'ai étudié sous ses divers aspects la question de la formation morale des soldats. J'ai fait même examiner combien il y avait d'adorateurs parmi les nouvelles recrues le matin au lever et j'en ai fait dresser des statistiques. J'ai pu constater que le nombre des adorateurs diminuait d'année en année et que ces dernières années on n'en voyait pas même l'ombre. Cela pourrait sembler un fait insignifiant. Mais, en se reportant à l'expérience du passé, on constate que les sentiments religieux exercent une grande influence sur la conduite et sur la formation morale des soldats; en d'autres termes, ceux chez qui n'existe pas le sentiment de la vénération à l'égard de la Divinité témoignent en général d'un défaut de convictions morales. Ainsi,

préoccupé comme je le suis de trouver le moyen de fortifier le moral de l'armée, j'éprouve la plus vive sympathie pour votre projet, et je me propose de l'étudier sérieusement.

De Komatsubara Eitarô, ministre de l'instruction publique :

Les principes sur lesquels repose le gouvernement de ce pays ont leurs racines profondes dans l'enseignement des ancêtres de l'Empire. C'est de cet enseignement que l'esprit du Rescrit impérial tire également son origine. S'efforcer d'en rappeler la haute signification aux élèves, éveiller chez eux le sentiment de la vénération pour les *divins ancêtres*, nourrir ce sentiment et pousser par là les étudiants à l'accomplissement de leur tâche, les citoyens à la pratique de leurs devoirs, ce sera donc contribuer puissamment au développement de la morale et à la formation des caractères.

II

Voici maintenant ce qu'est devenu le shintô populaire.

Le peuple japonais est, comme on l'a souvent répété, un peuple superstitieux et, quoique beaucoup en aient dit, c'est par de certains côtés un peuple très religieux. Négligé pendant des siècles par les lettrés et par les grands, il s'était fait au cours des âges sa religion à lui, qui était du bouddhisme avec une morale confucianiste, mais du bouddhisme déformé, transformé par une foule de superstitions populaires que l'on appelle sans beaucoup de raison shintoïstes, car la plupart se retrouvent dans le taoïsme et beaucoup dans le *folk-*

lore de tous les pays de l'Europe et de l'Asie; on croyait (et dans une grande mesure on croit encore) aux génies, aux revenants, aux fées, aux esprits de toute sorte, à la possession par les dieux, les démons, les revenants, les renards, les blaireaux, le saule; on ne prenait aucune décision sans consulter les prêtres bouddhistes et shintôistes, les devins, les sorciers sur les jours, les dates, les noms fastes et néfastes; on passait son temps à réciter des formules magiques, à faire des pèlerinages, des incantations, des envoûtements.

La part que les néo-shintôistes, légitimistes-mikadonaux ou démocrates, prirent aux émeutes du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, puis à la Révolution, la ferveur mystique, qui tourna le peuple vers l'empereur, d'abord à l'arrivée des étrangers, puis dans le renversement du shôgunat et de la féodalité, enfin par le mouvement de reconnaissance que suscita la loi agraire, la pression systématique qu'exerce la nouvelle administration en faveur du shintô, la persécution des bonzes en 1871, sans réussir à détourner le peuple du bouddhisme, ont contribué à donner à la religion populaire, dont le caractère était resté vague jusqu'alors, une marque très nettement shintôiste. De plus, tous ces grands événements ne s'accomplirent pas sans susciter dans le peuple une grande ferveur religieuse et mystique, qui multiplia les guérisons miraculeuses, les extases, les prédications d'hommes et de femmes se croyant inspirés.

Et c'est pourquoi, grâce à l'union des songes poétiques du peuple, du culte patriotique des

lettrés et du mysticisme de quelques réformateurs, le shintô est encore une religion. Peut-être, malgré ses défaillances, servira-t-il le peuple japonais dans la plus difficile des évolutions morales, celle de l'état de rêverie, de fatalisme, de contemplation étonnée, encore général chez les paysans asiatiques, à l'état de raison, de bon sens pratique, de vouloir tendu et d'attention continue, qui est l'état de l'homme moderne.

Cependant pour devenir religieuses ces tendances vagues du peuple voulaient une direction; le néo-shintô d'État ne pouvait la leur donner; il était trop philosophique, trop archéologique, trop politique. Le shintô du peuple est le shintô des sectes.

L'État reconnaît officiellement douze sectes (*kiô*). *Shindô* honore tous les dieux du Kojiki. *Jingûkiô* se consacre exclusivement au culte d'Amaterasu et se donne pour but d'accomplir selon le pur rite shintô toutes les cérémonies familiales qui se célèbrent en général d'après des rites confucianistes ou bouddhistes; depuis 1900 le gouvernement ne considère plus, il est vrai, cette secte comme une association de caractère religieux. *Taishakiô* se rattache aux sanctuaires de l'Izumo. *Fusô*, qui daterait du seizième siècle, et *Jikkô* s'adonnent principalement au culte du mont Fuji. *Shuseisha*, fondé en 1874 par Nitta Kunimitsu, prétend trouver la voie moyenne entre le confucianisme et le bouddhisme. *Jisshûkiô*, créé par Yoshimura Masamochi et reconnu légalement en 1880, se distingue par son sentiment d'hostilité violente contre le bouddhisme et le christianisme. *Mitakekiô* conseille

les pèlerinages sur les hautes montagnes, principalement celui du Mitake, situé à dix-huit kilomètres de Kôfu. *Miharaikiô*, qui s'est formé il y a un demi-siècle pour honorer la famille impériale et repousser toute influence étrangère, se préoccupe surtout d'assurer la pureté de l'âme et du corps par de fréquentes ablutions. *Shinrikiô*, dont le fondateur, Sano Tsunchiko, vivait encore en 1911, recommande la divination et la prière pour l'obtention des biens de ce monde. *Kurozumi*, qui se consacre au culte d'Amaterasu, considérée comme la divinité mère des dieux secondaires et des hommes prête à s'unir à eux dans l'extase, doit son existence à Kurozumi Munctada († 1849) : il aurait fait de son vivant le serment que, devenu dieu, il se consacrerait à la guérison des maux de l'humanité; sa doctrine consiste à faire vivre toutes choses grâce au *yôki* divin, à remettre en équilibre le *yôki* et l'*inki*, c'est-à-dire le principe mâle actif et le principe femelle passif, que reconnaît la philosophie chinoise; ses disciples guérissent les maladies par la magie. *Daiseikiô*, voué au million de dieux du Ciel et de la Terre, est surtout nationaliste. De *Daiseikiô* dépend *Remmonkiô* de Shimamura Mitsu (né en 1831), qui a cependant emprunté ses dogmes à *Fuju-fuze*, une branche de la secte bouddhiste de Nichiren, et sa morale au confucianisme, tel que l'a popularisé le *Shingaku-dôwa* du dix-huitième siècle.

Konkô fut l'œuvre de Katori Jûhei, né en 1814 dans le Bicchû. C'était un paysan et son instruction fut négligée. En 1841 il commença de penser

par lui-même, en 1853 il entra en communication avec l'Invisible. Son but fut de réhabiliter Konjin, le dieu métal, le dieu de la mauvaise fortune, qui était une sorte de diable pour les paysans, et d'en faire la divinité par excellence; il travailla par cette conception singulière à détruire le préjugé du faste et du néfaste et les innombrables superstitions du peuple japonais. Katori se fit admettre dans le shintô; il mourut le 10 octobre 1883.

De toutes les sectes, la plus importante de beaucoup est *Tenrikiô* (1) (l'Église de la raison céleste), qui compte actuellement près de cinq millions de fidèles. Il fut fondé par la voyante Nakayama Miki, dite Omiki (1798-1887). Pauvre et de très humble origine, Miki vivait à Mishima ou Tambaichi, à six milles au sud de Nara. Vers l'âge de trente-quatre ans, pour sauver la vie d'un enfant confié à sa garde, elle fit aux dieux le sacrifice de son propre fils, qui mourut dans l'année; depuis lors elle eut des visions. Malgré les persécutions du shôgunat, Omiki et ses disciples allaient par les villes, prêchant la bonne nouvelle, l'union des hommes par la charité, leur rédemption par l'amour divin, le règne des dix dieux (ce sont les dix premières divinités que mentionne le *Kojiki*, y compris Izanagi et Izanami). Quand les tambours et les cymbales avaient rassemblé la foule, saisie du délire prophétique, Omiki se mettait à chanter.

(1) Cf. pour *Tenrikiô* : *Transactions of the Asiatic society of Japan* (XXIII, 1), Dr GREENE; *Mélanges* (juillet 1909), L. BALET. Pour *Konhô* : *Mélanges* (janvier 1909), J. B. DUTHU.

Elle a composé douze grands hymnes. Voici un verset du principal :

En vain cherchons-nous dans l'univers des dix mille mondes. Personne ne comprend les relations de l'homme avec les dieux. Mais aujourd'hui, réjouis-toi, ô monde, car les dieux se révèlent à toi.

Tenrikiô fut d'abord une secte miraculeuse paysanne, où les bénédictions de la voyante et de ses prêtres guérissaient les malades, faisaient pousser les moissons. Mais, pour échapper aux critiques des journaux, il a renoncé aux danses de nuit et à beaucoup des pratiques qui avaient fait son succès dans les milieux populaires du Yamato; pour ne pas se mettre en opposition avec la loi, il feint de ne plus opérer de guérisons miraculeuses. Avec le temps il a cherché à se créer un dogme et une morale. Son catéchisme (*Tenrikiô no rinri kowa*), simple et bien classé, est un excellent livre de morale populaire; il enseigne aux hommes à se faire eux-mêmes dans leur propre cœur leur temple, leur paradis, que Tenrikiô appelle le *siège de la rosée* (*Kanrodai*).

La science et le talent d'écrivain de Nakanishi, de Yamanaka, de Nakashima lui ont créé un corps de doctrines à tendances panthéistiques, où l'on retrouve l'influence du confucianisme, du bouddhisme, du christianisme et de la philosophie européenne.

Six mois après la mort d'Omiki, Tenrikiô avait été reconnu par le gouvernement comme une sous-secte du shintô; en 1909 il a été élevé au rang de religion indépendante.

Cette proclamation fut fêtée à Tambaichi le 19 février. Voici des arcs de triomphe couverts de lampes électriques. Voilà les hôtels construits pour les pèlerins; seize sont réservés aux grandes paroisses (*dai kiòkai*) comprenant plus de 10 000 fidèles, les autres sont pour les succursales (*bun kiòkai*). La foule se presse autour du temple et du tombeau de la fondatrice; on compte les pèlerins par dizaines de milliers. Et ce sont les rites de la purification, la récitation des prières par le grand-prêtre, la lecture des livres sacrés, les danses sur le thème : « Purifie-nous du mal. » Malgré un ciel pluvieux nul murmure dans la foule, nulle parole de mécontentement, tous répètent pieusement l'oraison populaire de Tenrikiò : *Kekkò de gozaimasu, c'est parfait*. L'ordre est complet : aucun accident, aucune arrestation, un seul objet disparu. De deux heures du matin à dix heures du soir les pèlerins ne prennent qu'un seul repas, et c'est par groupes devant d'immenses marmites. La nuit, de sept à huit personnes se partagent une seule natte, où elles se serrent, accroupies, les jambes repliées. Dans cette foule immense il n'y a pas de riches mais aussi pas de pauvres, le travail étant une loi de la secte (1).

Telle est cette curieuse religion populaire, dont l'influence va sans cesse grandissant; elle a tenu à se séparer du shintò, c'est à bon droit; si elle lui doit son origine, si dans une certaine mesure elle

(1) D'après un article d'*Osaka Asahi*, traduit dans les *Mélanges japonais*, XXII, p. 258.

en a conservé la terminologie, elle témoigne d'un esprit différent. Pour rude que cet esprit puisse paraître, ce n'en est pas moins un esprit moderne. Dans son ensemble le shintô est païen et même fétichiste, toute la poésie qui s'y trouve ou que nous y mettons ne peut rien changer à la chose : ses légendes ont inspiré délicieusement Lafcadio Hearn, elles inspireront d'autres grands artistes ; leurs plus belles inspirations, Chénier, Goëthe, le poète des *Noces Corinthiennes*, ne les doivent-ils pas au paganisme grec ? Mais un grand peuple moderne ne peut pas plus pratiquer le shintô que le paganisme grec. Tout au contraire, si Tenrikiô, comme la *Salvation Army*, n'est pas pour plaire aux artistes, il peut, comme elle, exercer sur la masse une salubre influence morale. Tenrikiô, c'est la tradition religieuse japonaise modernisée pour le peuple, comme le culte officiel est cette tradition modernisée pour l'élite.

Le bouddhisme.

Ce que sous une forme ou sous une autre le shintô a gagné depuis la Restauration, le bouddhisme l'a perdu. Le trouble fut grand quand ces deux cultes confondus depuis des siècles se séparèrent brutalement. L'empereur, que tous croyaient leur chef commun, persécutait le bouddhisme, les patriotes considéraient les bonzes comme des ennemis du mikado et de la nation. Dans les journaux répandus à profusion, les écoles obligatoires, les proclamations officielles, l'on enseignait le mé-

pris et la haine de l'ancienne religion nationale. Au début beaucoup se rebellèrent. L'attribution de certains sanctuaires bouddhistes aux shintôistes amena de graves luttes entre les partisans des deux doctrines; c'est dans une de ces luttes que fut incendié le magnifique temple de Shiba (1^{er} janvier 1874).

Puis, docile, respectueux du souverain, le peuple se soumit, sans se détourner cependant de doctrines et de cérémonies auxquelles il s'était affectionné depuis des siècles, et le gouvernement, comprenant que, menacé à son tour par la Révolution, il pouvait et devait fortifier toutes les traditions afin de se fortifier lui-même, rendit au bouddhisme une part de la protection à laquelle le shôgunat l'avait habitué.

Quelque effort d'ailleurs qu'aient fait les réformateurs pour épurer le shintô, il demeure en grande partie bouddhiste, comme le bouddhisme en subit l'influence : aussi le peuple ne comprend-il pas bien les distinctions officielles. Puis, encore que le bouddhisme d'esprit monacal ne prenne pas aux joies et aux douleurs de l'homme la même part que des religions plus clémentes, ses fêtes, ses cérémonies ne se confondent-elles pas avec les usages de la famille? Si les pompes du mariage ne relèvent d'aucun culte, si les naissances sont célébrées dans le rite shintô, c'est aux bonzes que le mourant a recours; ce sont eux qui ensevelissent les morts et leur valent par leurs prières une heureuse vie dans l'Au-delà; seuls les shintôistes fervents confient les funérailles de leurs parents aux

prêtres des kami. Des pratiques bouddhistes, combien aussi ont passé dans les mœurs, si bien que ceux-là mêmes les observent qui sont hostiles au bouddhisme ! Ainsi de la coutume encore générale dans le peuple de s'abstenir de viande. Enfin le bouddhisme a si bien formé pendant le cours des siècles et l'esprit, et le caractère des Japonais, que ses adversaires mêmes nous apparaissent comme des bouddhistes par leur manière d'agir et de penser. La tolérance religieuse, la pitié pour les animaux, la courtoisie, la tendresse, qui unit les parents et les enfants, la charité, autant de vertus bouddhistes, comme aussi ces deux idées chères aux écrivains japonais : tout est rêve et tout est vanité.

Nous ne reviendrons pas ici sur les doctrines et les cérémonies du bouddhisme, et nous avons donné ailleurs l'état présent des principales sectes (1). Nous ne traiterons ici qu'un seul point : l'influence que le bouddhisme exerce encore sur la mentalité religieuse des Japonais modernes.

Il faut distinguer le bouddhisme orthodoxe et le néo-bouddhisme.

Dans le bouddhisme orthodoxe, qui se rattache principalement aux quatre grandes sectes : Shin, Zen, Shingon et Nichiren, ce qu'il faut surtout signaler, ce sont les efforts tentés pour remédier aux abus qu'y avait produits la protection excès-

(1) L'histoire et les doctrines du bouddhisme en général sont exposées dans le Tome I^{er}, p. 323, l'histoire des sectes japonaises dans le Tome II, p. 134, l'état du bouddhisme sous les Tokugawa dans le Tome III, p. 248 et 489 ; les données statistiques le concernant se trouvent dans le Tome V, p. 394.

sive accordée par les shôgun, abus qui lui ont été justement mais cruellement reprochés par les shintôistes, les confucianistes, les incrédules et les chrétiens.

Plus pauvres, moins puissants, les bonzes sont devenus plus sobres, plus chastes, plus charitables, plus zélés dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux et sociaux. Tous reconnaissent les progrès qu'a faits chez eux la culture générale, surtout la culture scientifique; on prétend que par contre ils sont moins versés dans la théologie. Le clergé bouddhiste compte d'ailleurs d'éminentes personnalités comme Katô Totsudô.

L'exemple des chrétiens inspire les bouddhistes de toutes manières, ils ont fondé des Universités recommandables pour la science et l'enseignement philosophique, ils ont des congrès et des conférences et s'efforcent de créer des œuvres de charité. L'on doit signaler aussi quelques missions importantes envoyées au Thibet : celle d'Eikai Kawaguti terminée en 1903, celle de Teramoto en 1905, celle de Nokai, qu'on croit avoir été assassiné en 1904, le voyage en Chine du comte Otani, chef de Nishi Honganji.

Cependant dans l'ensemble tous les écrivains, les bouddhistes eux-mêmes, s'accordent à reconnaître que cette religion est actuellement en décadence.

Quelques prêtres, quelques laïques formés en Amérique et en Europe ont donc pensé que pour sauver le bouddhisme menacé il importait de le renouveler, de le moderniser, de lui donner une

forme plus voisine des systèmes de l'Occident, d'en faire le néo-bouddhisme.

Les uns se consacrent à l'histoire, à l'archéologie, à la philologie, à l'exégèse; Max Muller avait formé quelques bons élèves; plusieurs des traductions des *Sacred books of the East* sont dus à des Japonais : celle de l'*Amitâyur Dhyâna Sûtra* est de Takakusu Junjirô, celle du *Sukhâvati Vyûha* de Nanjô Bunyû, celle du *Dharma Samgraha* de Kasawara Kenjô.

D'autres ont essayé de tirer un dogme religieux des doctrines de Schopenhauer et de Hartmann, comme ces derniers avaient tiré une philosophie des dogmes du bouddhisme, ou ils se sont inspirés de Hegel et du néo-hégélianisme anglais. Leurs écrits prouvent une fois de plus la souplesse d'intelligence des Japonais et leur facilité à saisir tous les systèmes de l'Europe. Mais il semble improbable que la classe instruite, formée au positivisme par trois siècles d'études confucianistes et l'influence des écrivains scientifiques de l'Occident, retourne jamais au bouddhisme méprisé; quant au peuple, que lui importe la métaphysique des mystiques indiens et chinois, à plus forte raison celle de Schopenhauer et de Hartmann?

La principale secte néo-bouddhiste est *Shin Bukkiô*, fondée en 1900 par Sakaino Tetsu, qui publie une revue importante. D'après le docteur Takakusu, la secte aurait surtout pour but de lutter contre l'esprit de superstition et de dogmatisme, comme aussi contre toute idée de hiérarchie; d'après le docteur Ukita, ce serait de concilier

la religion et la science. Le professeur Inoue Tetsujirô est favorable au néo-bouddhisme. Au contraire, le docteur Murakami Senshō, dont les ouvrages sur le bouddhisme japonais et chinois font autorité, désapprouve le néo-bouddhisme comme trop intellectuel. Si *Shin Bukkiō* réussit à se maintenir, il est probable que dans quelques années ce sera plutôt un groupement philosophique qu'une secte religieuse; le bouddhisme, d'ailleurs, d'esprit si proprement asiatique, gagnerait-il rien à s'eupéaniser? Aussi bien les efforts des néo-bouddhistes semblent-ils plutôt tendre vers un but très différent, que nous étudierons plus loin : la fusion des religions.

b) Le Christianisme.

Pour importants que soient les changements qui se sont produits dans le shintō et dans le bouddhisme, pour grande que soit restée leur influence, là n'est pas le véritable intérêt de la transformation des idées religieuses au Japon, elle est tout entière dans l'action du christianisme. Il importe cependant de bien préciser la nature de cette action. Dans un pays où le romantisme, la Révolution et le loyalisme patriotique avaient surexcité la ferveur religieuse, mais où toutes les croyances se trouvaient en conflit, où l'ardeur à imiter l'Europe fut à de certains moments si grande, il pourrait sembler que le christianisme eût dû trouver un terrain favorable à sa propagation. Sans doute dans

un certain sens il l'a bien trouvé, il a transformé la législation et les mœurs du Japon, ce n'a été pourtant que d'une manière générale et indirecte par l'influence de l'ensemble de la civilisation européenne, et par suite ce sera dans la section consacrée à l'évolution des idées morales et sociales que nous étudierons cette transformation. Ici nous prenons le mot de religion dans son sens étroit : comme tel le christianisme s'est peu développé au Japon. L'histoire de ce développement n'en est pas moins du plus grand intérêt, en soi d'abord, puis à cause de l'action qu'il a exercée sur la mentalité religieuse des Japonais, comme nous le dirons plus loin.

I

Nous étudierons d'abord le catholicisme.

A l'époque de l'établissement des missions, le catholicisme avait un passé et même un long passé au Japon. Ce lui était une cause de force puisqu'on retrouva à Kiûshû une petite communauté chrétienne de plusieurs milliers d'âmes restée fidèle malgré deux siècles de persécution et que l'influence du christianisme apparaît dans beaucoup de détails de la vie religieuse des païens de Kiûshû. Ce lui était une cause de faiblesse puisque pendant deux siècles le gouvernement n'avait cessé d'exciter l'opinion publique contre la religion étrangère et que dans certaines classes, dans certaines régions cette excitation avait produit contre elle

d'opiniâtres préjugés. Cependant depuis un demi-siècle tout a tellement changé au Japon que le passé du catholicisme n'a que médiocrement influé sur ses progrès. Ses succès, il les doit à plusieurs causes, et c'est d'abord le dévouement de ses missionnaires, le long séjour qu'ils font au Japon, la volonté qu'ils ont de vivre avec le peuple et pour le peuple, leurs efforts couronnés de succès pour apprendre la langue et les mœurs. La principale mission est celle des Missions Étrangères de France. Depuis son établissement elle n'a cessé de produire d'excellents travaux. Déjà vers 1860 le Père Furet publiait des brochures intéressantes. Dans ces dernières années le Père Lemaréchal a donné un dictionnaire japonais-français, le Père Ragnet un dictionnaire français-japonais; le Père Balet une bonne grammaire de la langue parlée; il faut citer encore le livre de fables du Père Ferrand, les *Daimiô chrétiens* du Père Steichen, le dictionnaire d'histoire et de géographie du Père Papinot, les écrits du Père Ligneul. Ces ouvrages sont en français, comme aussi la revue : *Mélanges japonais* (fondée en 1904) (1). Mais l'œuvre principale de la mission est la traduction japonaise du *Nouveau Testament* du Père Ragnet (1910), dont la langue est celle qu'on emploie le plus ordinairement dans les livres, telle par conséquent qu'elle puisse être accessible à la masse sans rebuter les lettrés. Cet ouvrage est accompagné de nombreuses notes et d'un appendice de soixante pages.

(1) Cette revue a malheureusement cessé de paraître.

Le principal journal catholique est *Koe* (*La Voix*).

Une autre cause de succès pour le catholicisme est la pompe du culte, l'appel qu'il fait à l'imagination, au cœur et aux sens. Sous ce rapport les témoignages des Japonais sont concordants. Pour eux l'action du bouddhisme dans le passé et dans le présent provient en grande partie de la décoration des temples, de l'éclat des offices, qui touchent une race artistique fâcheusement surprise de la froideur du confucianisme et du néoshintô; de même la beauté, la grandeur du culte catholique contrastent favorablement aux yeux de la masse avec la simplicité affectée des églises et des cérémonies protestantes.

Mais le catholicisme s'est surtout imposé par ses œuvres de charité. Les missionnaires ont des écoles, des orphelinats, des asiles, des bureaux de bienfaisance, des infirmeries, des dispensaires, et distribuent tous les secours que leur permettent leurs ressources malheureusement limitées. Il y a deux hôpitaux de lépreux appartenant à des catholiques, celui de Gotemba, que le Père Testewinde fonda en 1889, et celui de Kumamoto, que le Père Corre fonda en 1894.

D'autres raisons au contraire font obstacle au développement du catholicisme.

Formés à la discipline confucianiste, les Japonais considèrent la religion comme une fonction de l'État. Dans *Tô A-no Hikari* (*Lumière de l'Extrême Orient*), l'organe de *Tô A Kiokai*, une importante société philosophique en relations avec

l'Université de Tôkiô, Inoue Tetsujirô écrit, non seulement en parlant du catholicisme, mais en parlant du christianisme en général, le passage suivant, qui est très caractéristique de la pensée japonaise :

Nous autres Japonais, nous faisons au christianisme une sérieuse objection au sujet de l'attitude qu'il prend à l'égard de l'État. Il réclame pour lui-même une autorité supérieure à celle de l'État. Pour nous Japonais, c'est tout à fait répréhensible. Il se peut que sur certains points la société en général, c'est-à-dire l'opinion publique de tous les pays civilisés, puisse avoir plus d'autorité qu'un État en particulier, mais l'idée qu'aucun État puisse se soumettre aux prêtres d'une religion comme le christianisme nous répugne à nous Japonais et nous répugnera toujours... Plusieurs de nos prêtres bouddhistes ont montré de la sympathie pour cette prétention des chrétiens de mettre la religion au-dessus de l'État. Mais comment une religion qui veut se rendre indépendante de l'État pourrait-elle être utile à aucun peuple? Quelle influence peut-elle avoir dans un pays si l'État ne la reconnaît, ne la protège et n'en permet la diffusion (1)?

Aux yeux des Japonais le catholicisme n'a pas seulement le tort d'être une religion indépendante de l'État, mais encore celui d'être une religion étrangère, dont les fidèles reconnaissent l'autorité infailible d'un chef étranger. Qu'on se rappelle les prétentions d'Henri VIII et d'Élisabeth d'Angleterre à devenir les chefs nationaux d'une Église nationale et l'on aura une idée des protestations

(1) *Japanese Weekly Mail*, 28 mai 1910.

des Japonais contre la suprématie du pape. Et les Japonais ne lui reprochent pas seulement d'être étranger lui-même, ils lui reprochent de se faire représenter au Japon par des étrangers : c'est en parlant des églises protestantes que nous dirons la lutte des prêtres et des fidèles japonais contre les missionnaires; le principe de la libre discussion étant admis dans ces Églises, l'autorité de leurs chefs peut y être attaquée; la hiérarchie et la discipline de l'Église catholique la préservent d'un pareil mal, mais ses adversaires cherchent à la rendre suspecte pour n'avoir point de hauts dignitaires nationaux, et c'est le désir du clergé japonais de voir l'un des siens élevé à l'épiscopat; il ne semblerait pas d'ailleurs que cet honneur doive lui être longtemps refusé.

Pour l'opposition que le nationalisme japonais fait à la suprématie du pape, elle subsistera sans doute aussi longtemps que l'influence grandissante du christianisme n'aura pas achevé de transformer la mentalité religieuse des Japonais; il leur faut comprendre dans son véritable sens ce terme de « liberté de conscience », qu'ils ont inscrit dans leur Constitution, il leur faut se représenter la religion non plus comme un organe politique et social destiné à compléter l'œuvre du gouvernement et de l'administration, dont il dépendrait étroitement, mais d'abord comme une fonction de la conscience individuelle, ensuite comme une union des âmes désireuses de s'entr'aider dans leur effort vers la Divinité, dont elles sollicitent la protection et la grâce.

Avec son origine étrangère les adversaires du catholicisme au Japon lui reprochent ce qui est de fait sa plus grande force : la fixité de son dogme et de sa morale. Quand nous étudierons les Églises protestantes nous verrons comment les Japonais, ignorants des origines historiques du christianisme, formés par la philosophie chinoise à des manières de penser différentes des nôtres, pleins d'ailleurs de leurs légendes nationales, qui flattent si grandement leur vanité, tendent à dénaturer les dogmes chrétiens sous prétexte de les adapter à leur mentalité. L'Église catholique ne court pas de pareil danger ; au dix-septième et au dix-huitième siècle quelques jésuites des missions de Chine, dans leur désir de multiplier les conversions, avaient cru pouvoir tolérer le culte des Ancêtres et le culte de Confucius, les résultats ne tardèrent pas à montrer combien cette tolérance était dangereuse, les bulles des papes Innocent X (1645) et Clément XI (1704) ont maintenu le dogme catholique dans son intégrité, rien de pareil ne sera donc plus tenté ni en Chine, ni au Japon. L'Église catholique n'y comptera peut-être pendant longtemps que peu de fidèles, mais ses fidèles seront de vrais catholiques et de vrais chrétiens.

Sous le rapport de la morale les Églises protestantes sont, fors pour le divorce, aussi sévères que l'Église catholique, et cette sévérité, tout en assurant au christianisme le respect de ses adversaires, devient pour eux un argument contre lui. Les Japonais se font en effet de la morale sexuelle, de la puissance paternelle, du suicide, du respect

de la liberté et de la vie humaine des idées très différentes de celles qu'on s'en fait en Occident, ces questions seront mieux étudiées quand nous traiterons de la morale; nous dirons cependant ici que, si la rigidité des préceptes chrétiens a pu détourner tel ou tel Japonais d'embrasser le christianisme, son influence n'en a pas moins transformé la législation au Japon et qu'elle tend à y transformer les mœurs.

Tel est donc dans son ensemble l'état de l'Église catholique au Japon; ce n'est qu'une petite communauté d'une cinquantaine de milliers de fidèles dirigée par des missionnaires étrangers, mais, si elle peut médiocrement par le nombre, elle peut beaucoup par l'autorité, que lui donnent sa cohésion, ses œuvres de charité, sa foi et sa morale (1).

(1) Nous résumerons l'histoire des missions.

Église catholique. En 1844 deux prêtres catholiques débarquèrent aux Riûkiû. Après quatre années d'apostolat ils en furent expulsés et regagnèrent Hong kong. En 1859, après la signature du traité franco-japonais, des missionnaires se rendirent aux Riûkiû, à Nagasaki, à Kôbe et à Yokohama; en 1872 fut fondée la mission de Tôkiô, qui bâtit une église à Tsukiji en 1875. D'après le tableau général de l'état des missions pour 1909, l'Église comptait 4 évêques (tous étrangers), 116 missionnaires et 35 prêtres indigènes. Ce même tableau donnait 9 658 catholiques pour la province de Tôkiô, 45 925 pour celle de Nagasaki, 3 759 pour celle d'Osaka, 4 431 pour celle de Hakodate.

Églises protestantes. Le premier missionnaire protestant fut le Révérend Gohre, qui vint en 1854 sur l'escadre de Perry. Après la signature du traité américain-japonais de 1859 arrivèrent à Kanagawa les RR. Brown et Hepburn, celui-ci l'auteur du dictionnaire anglais-japonais, à Nagasaki le R. Verbeek, à Osaka le R. Williams.

Bibliographie. Pour l'Église catholique, cf. d'abord et surtout

II

Le protestantisme a joué un plus grand rôle que le catholicisme dans la formation intellectuelle

les ouvrages cités dans le texte, puis les actes (en latin) des synodes de Nagasaki (1890) et de Tôkiô (1895), le grand ouvrage des Missions étrangères, de plus les comptes rendus annuels des travaux des missions.

Pour le protestantisme, cf. les comptes rendus des missions et les très nombreux journaux et revues publiés par ces missions. Comme ouvrages je n'indiquerai que l'excellent livre de R. ALLIER, *Le Protestantisme au Japon* (1859-1907), et Cte J. DE POURTALES et E. SAUTTER, *La Conférence universelle des étudiants chrétiens à Tôkiô*, en 1907.

*
* *

L'histoire de l'Église grecque orthodoxe, fondée en 1855 par le prêtre Mahof dans la chapelle du consulat russe de Hakodate, se résume entièrement dans la biographie de Mgr Nicolai, archevêque de Tôkiô (mort en février 1912 à l'âge de 76 ans), qui, Russe d'origine, habita le Japon depuis 1860, Tôkiô depuis 1872, et qui consacra en 1891 sa cathédrale, l'un des plus importants édifices de cette ville. Il n'avait qu'un assistant russe, tout son clergé était japonais, ses efforts lui avaient conquis quelque vingt milliers de fidèles.

La guerre de 1904-05 a nui beaucoup à la popularité de l'Église orthodoxe. Aussi tend-elle à s'affranchir de l'Église russe, dont elle reçoit des subsides : au congrès annuel général des Églises grecques en 1909, les quarante délégués japonais réclamèrent qu'on reconnût l'Église du Japon comme indépendante de l'Église russe.

Il semblerait possible que les communautés orthodoxes, complètement japonisées, finissent par se fondre avec les communautés protestantes purement japonaises.

et morale des classes cultivées. Ce rôle peut s'expliquer par des causes multiples. Nous mettrons à part les causes matérielles : la diffusion de la langue anglaise, le voisinage des États-Unis, les sommes importantes mises à la disposition des missions anglaises et américaines, la demi-alliance qui a existé pendant de longues années avec les États-Unis, puis la conclusion d'une véritable alliance avec l'Angleterre. Mais les causes morales sont beaucoup plus importantes. Nous les signalerons successivement en donnant l'histoire du protestantisme.

Au début toutes les sectes protestantes, même les Unitariens, envoyèrent des missionnaires au Japon et les Japonais cultivés, poussés par le désir du nouveau, firent bon accueil à toutes. Ces sectes multiples et rattachées par des liens de plus en plus lâches aux Églises de l'Europe et de l'Amérique ne les effrayaient pas comme une Église hiérarchisée sous un chef étranger. Le gouvernement, désireux de s'assurer l'appui de la Grande-Bretagne et des États-Unis, permettait même que plusieurs de ses écoles où professaient des étrangers, comme l'École des langues de Kumamoto et l'École d'agriculture de Sapporo, devinssent des centres d'évangélisation.

Avec le temps, cependant, comme le nombre des fidèles n'a pas augmenté et qu'il ne dépasse guère une cinquantaine de milliers, on a compris l'inutilité de cette multitude de sectes et l'on a cherché à les fondre. De fait les distinctions qui existent entre les sectes protestantes, dues aux pays, aux

époques où elles ont été fondées, à leur histoire, aux querelles de leurs chefs, aux persécutions qu'elles ont exercées les unes contre les autres, à leurs tendances politiques, ne présentent aucun intérêt au Japon. Toutes les Églises presbytériennes et réformées se sont donc unies dans l'Église du Christ au Japon (*Nihon Kirisuto kiōkai*), de même les Églises épiscopaliennes ont formé *Nihon Seikō kai* et les Églises méthodistes se sont fondues en mai 1907. Le but avoué de la plupart des protestants japonais est de créer une Église nationale; cette idée flatte leur amour-propre et satisfait leurs susceptibilités patriotiques. Beaucoup souhaitent déjà de mettre cette future Église sous le contrôle de l'État; nombre de fonctionnaires protestants assistent aux cérémonies officielles célébrées selon le rite shintō.

L'Église nationale sera bien entendu une Église purement japonaise, dont tous les évêques, tous les prêtres seront des indigènes. Déjà la plupart des Églises protestantes tendent à se rendre indépendantes de l'étranger. Celles qui peuvent se passer de son aide pécuniaire se sont défaites des missionnaires, celles qui ne peuvent s'en passer tâchent de les réduire au rang de subordonnés. Dans plusieurs sectes la direction des Églises appartient aux congrégations (*kumiai*). Au cours d'une entrevue, que cite le *Japan Weekly Mail* du 25 juin 1910 d'après *Michi*, M. Matsumura dit expressément que les Églises protestantes du Japon désirent des secours en argent, mais pas de missionnaires, que les Japonais les trouvent arro-

gants et d'idées rétrogrades. Le R. Hiroi, unitarien, considère l'envoi de missionnaires comme une insulte pour les Japonais et c'est bien là le sentiment intime des protestants japonais; ils n'admettent pas qu'on prétende les évangéliser : ne sont-ils pas de force à s'évangéliser eux-mêmes?

Sans traditions d'ailleurs, souvent même sans foi réelle, la plupart vont d'instinct aux théories modernistes les plus avancées : Harnack (1851) et son *Essence du christianisme* (1900) leur semblent timides. Dans *Chûgaku Sekai* de 1908 le docteur Anezaki Masaharu ne fait-il pas siennes les idées du pasteur Campbell, dont il analyse un sermon entendu en Angleterre? Celui-ci déclarait que de nos jours les chrétiens devaient se faire une croyance nouvelle; pour lui Dieu est l'esprit qui réside dans le secret de nos cœurs; ce n'est pas au ciel que nous devons le chercher, c'est en nous-mêmes.

Pour faire comprendre le mouvement moderniste il convient de donner une idée de l'enseignement protestant et de ses représentants les plus éminents.

Le centre des études protestantes était au début le *Dôn'nsha* de Tôkiô, fondé par feu Nakamura Keiû et aujourd'hui supprimé; c'est maintenant le *Doshisha* de Kiôto (fondé en 1875 par le Révérend Niishima, mort depuis) qui a été érigé en Université libre par décret ministériel au début de 1912 (1).

(1) Les jésuites, établis depuis peu au Japon, songent à y fon-

Les deux personnalités les plus marquantes du protestantisme sont les Révérends Ebina et Uemura.

Ebina Danjiô (1856) est le protagoniste des idées avancées. Originaire de Yanagawa, ancien élève de l'École des langues étrangères de Kumamoto, il a fait ses études théologiques au Doshisha; il a consacré toute sa vie à des œuvres d'évangélisation et d'apostolat, il est actuellement ministre de l'église de Hongô à Tôkiô.

Dans un article du *Taiyô* de décembre 1910 Yamaji Aizan étudie la personnalité du R. Ebina, qu'il connaît bien.

La carrière de M. Ebina comme éducateur chrétien est déjà longue, mais c'est récemment qu'il est devenu célèbre dans tout le Japon. C'est qu'après avoir emprunté au début la plupart de ses idées à M. Kozaki Kôdô, dans les dernières années il a laissé son premier maître loin derrière lui. M. Ebina est un homme qui va de l'avant avec le temps, qui apprend du temps et se fortifie ainsi tous les jours. Sa paroisse de Hongô, composée en grande partie d'étudiants d'intelligence ouverte et avides de nouveautés, le sert beaucoup. Les ministres subissent souvent l'influence des membres les plus importants de leur paroisse. M. Ebina est un de ces penseurs qui tirent toujours quelque fruit de leur commerce avec les hommes... Ses rapports avec M. Kozaki lui ont appris une chose, ses rapports avec M. Yokoi lui en apprennent une autre. Son esprit est comme de la cire qui recevrait toujours de nouvelles empreintes.

der une Université catholique qui combattrait l'influence de *Doshisha*.

Sur nombre de sujets son opinion change constamment. Il est si impressionnable que tous les livres qu'il lit, tous les points de vue nouveaux sur lesquels son attention est attirée impriment une direction nouvelle à sa pensée. Personne n'a mis au jour autant de théories originales, personne n'a autant cherché à montrer que le christianisme est allié à des doctrines qui lui sont étrangères. Un jour il nous dit que le shintô et le christianisme ont la même base, le lendemain il nous montre les ressemblances du christianisme et du bushidô, une autre fois il prouve que l'impérialisme et le christianisme s'associent sur bien des points. Sur tous les sujets qui attirent l'attention publique, que ce soient les vues de Green, de Wang Yang Min (Ôyômei), de Butsu Sorai (1), des naturalistes, des socialistes ou des pragmatistes, il a quelque chose à dire et ce qu'il a lu sur ces sujets a tendu à modifier ses opinions sur quelques points. Mais son impressionnabilité, sa versatilité ne suffisent pas à rendre compte de la position qu'il occupe dans l'Eglise du Christ. C'est naturellement un homme religieux. C'est un homme de foi. Bien qu'assailli sûrement par le doute, il a conservé sa croyance en Dieu. Malgré de grands progrès intellectuels, il garde le sentiment religieux qu'il avait il y a vingt ou trente ans et c'est pourquoi sa puissance est si grande sur les chrétiens d'idées libérales.

Le R. Uemura Seikiû représente au contraire le protestantisme orthodoxe. L'article que nous venons de citer l'oppose au R. Ebina.

Les écrits du R. Uemura, dit l'auteur, se distinguent par leur grande originalité, la richesse de la pensée et

(1) Wang Yang Min est un célèbre philosophe chinois cher aux révolutionnaires japonais, Ogiu (ou Butsu) Sorai (1666-1728) un célèbre confucianiste japonais.

le charme du style... Il excelle par ses connaissances littéraires, sa maîtrise d'un style qu'on peut appeler merveilleux et qui n'a pas son égal dans la littérature japonaise... Son esprit n'est pas celui d'un savant ou d'un logicien mais celui d'un poète. Ce qu'il enseigne, il l'a appris par intuition. Un homme de cette mentalité ne se sert jamais de la raison pour arriver à la vérité (1).

Les Unitariens forment un groupe assez influent. Dès 1885 Yano Fumio écrivit dans *Hôchi Shimbun* des articles en faveur de l'Unitarisme, qu'il déclarait la religion européenne la plus conforme à l'esprit japonais; ce qui peut sembler paradoxal, étant donné qu'au cours de leur évolution intellectuelle les Japonais ont compris et goûté tous les dogmes, toutes les conceptions philosophiques, excepté celle de l'Unité divine. Il est vrai que les Unitariens japonais ont subi grandement l'influence des écrits d'Emerson, c'est-à-dire que leur monothéisme est surtout panthéistique. Deux Américains, les docteurs Knapp et Clay Mac-Cauley, fondèrent en 1889 la mission unitarienne, dont le secrétaire fut jusqu'en 1910 Kanda Saiehitô; cette mission avait son journal, *l'Unitarien*. L'unitarien le plus en vue actuellement est le R. Minami, qui, professeur d'allemand, incline beaucoup plus vers les idées des écoles allemandes nouvelles que vers celles de Parker, lui-même d'ailleurs fort au courant de la

(1) *Japan W. Mail*, 7 janvier 1911.

science et de la théologie allemandes. Le R. Minami a pourtant fêté le centenaire de la naissance de Parker (1810-60). Son journal, *Rikugò Zasshi*, est un des organes les plus importants de la libre pensée, où écrivent Inoue Tetsujirô (1855), Miyake Setsurei et Abe Isoo (1865) (1).

Les Japonais ne seraient d'ailleurs pas japonais s'ils se contentaient du christianisme, tel qu'on le leur a enseigné. Nous dirons ailleurs comment ils en interprètent les doctrines morales et sociales, mais nous montrerons ici la transformation qu'ils font subir à ses idées.

Dans un article de *Kaitakusha* (mai 1910), Okada Tetsuzô, traitant du christianisme en Orient, y signale comme d'une importance capitale le mouvement qui tend à y affranchir la pensée orientale de l'influence de l'Occident. Il déclare que les gens éduqués au Japon ne peuvent accepter le christianisme tel qu'on le leur prêche et que le christianisme est encore en pleine évolution (2).

(1) *Japan Weekly Mail*, 7 janvier 1911 et 30 avril 1910. — Les protestants japonais, qui ont subi principalement l'influence des sectes dissidentes américaines, professent des idées avancées non seulement en religion, mais aussi en politique. Il existe une école socialiste chrétienne, dont nous parlerons en étudiant le socialisme; son membre le plus éminent est Abe Isoo. Aussi le gouvernement, qui dans le début était favorable aux protestants, s'en défie-t-il aujourd'hui et beaucoup de vieux cercles conservateurs japonais prétendent-ils confondre christianisme et socialisme.

(2) *Jap. W. M.*, 28 mai 1910.

Le R. Ebina s'exprime aussi nettement :

Ceux qui croient avoir apporté au Japon une doctrine nouvelle en lui apportant le christianisme se trompent grandement. Le christianisme n'est ni tombé du ciel ni jailli de la terre; c'est un produit du cœur humain (on remarquera le caractère néo-confucianiste de cette assertion). Le christianisme est le résultat de certaines aspirations qui ont toujours été plus ou moins présentes dans l'esprit des Japonais. Sans aucun doute le christianisme a ravivé et relevé ces aspirations. On parle de convertir le Japon au christianisme, dans un certain sens cette conversion est toute faite : en adoptant la civilisation occidentale le Japon a inconsciemment adopté le christianisme. Mais, si le christianisme a transformé le Japon, en retour le Japon a transformé le christianisme. Encore que nous en soyons seulement à l'enfance du christianisme japonisé, nous ne saurions déjà douter qu'il diffère sur quelques points essentiels du christianisme anglo-saxon. A mon avis les peuples de l'Occident n'ont pas épuisé le sens du christianisme et ne lui ont pas fait rendre tout ce qu'il pouvait donner. A la lumière de nos propres traditions morales l'enseignement du Christ prend au contraire un sens nouveau. Pour n'en citer qu'un exemple, le loyalisme de nos anciens guerriers pour leur seigneur, leur ardeur à partager les dangers de leurs maîtres, sentiments dont nous avons hérité, ne donnent-ils pas une nouvelle flamme à la dévotion que professe le disciple du Christ pour son Seigneur et Maître (1)?

c) La fusion des religions.

Si le christianisme diffère beaucoup du bouddhisme et plus encore du confucianisme, tel n'est

(1) *Jap. W. M.*, 25 juin 1910.

plus le cas du christianisme des protestants japonais, qu'ils appellent volontiers « le christianisme japonisé ». Aussi se marque-t-il chez eux comme aussi chez quelques néo-shintôistes et beaucoup de néo-bouddhistes un mouvement très vif pour la fusion des religions. Tel est d'ailleurs le but propre de l'*Association des religionistes japonais* (*Dai Nippon shukiôka kiôkai*).

Ce mouvement s'est manifesté d'abord chez les savants. Nanjô et Kasahara ont introduit l'étude comparée des religions d'après Max Muller, leur professeur de sanscrit. Anezaki, professeur d'histoire des religions à l'Université de Tôkiô, prétend avoir découvert le lien entre le bouddhisme et le christianisme, mais le R. Minami est plus clairvoyant quand il montre que les principes premiers des deux religions sont contraires, puisque pour l'une c'est l'union avec Dieu et pour l'autre le Nirvâna. La revue unitairienne *Rikugô Zasshi* dit que l'influence de l'histoire des religions va sans cesse grandissant dans le protestantisme japonais et lui fait admettre que toutes les religions sont vraies (1).

De la science cette tendance a passé à la théologie. Takase Bun-en veut modifier le christianisme dans un sens bouddhiste, unir le monothéisme de l'un au polythéisme de l'autre (2). D'autres, plus philosophes que théologiens, cherchent la synthèse des religions dans les principes

(1) *Mélanges*, XXIII, p. 370.

(2) *Jap. W. M.*, 25 juin 1910.

assez vagues d'une métaphysique idéaliste. Pour Okada Tetsuzô le Dieu transcendant de l'ancienne théologie est devenu le Dieu immanent.

Enfin quelques-uns envisagent le problème d'une manière pratique. Takakusu Junjirô écrit (1) :

Jusqu'à présent le bouddhisme et le christianisme n'avaient fait que se disputer la prééminence au Japon. A l'heure actuelle le christianisme semble recevoir pour ce qui concerne l'explication de sa doctrine l'influence de l'enseignement large et profond du bouddhisme, tandis que le bouddhisme sur le terrain pratique paraît de plus en plus s'inspirer du spectacle vivant des œuvres dans les Églises chrétiennes... Le christianisme japonais est en voie dans l'exposé progressiste de son enseignement d'emprunter les explications du bouddhisme.

La grande école du *Jôdoshû* de Sugamo (Tôkiô) a été transformée en Université des religions et ouverte à tous ceux qui veulent étudier les religions du monde; cette Université a été inaugurée en septembre 1908 par des ministres, de hauts personnages et les chefs des principales sectes bouddhistes. L'idée de la fusion des religions trouve aussi des défenseurs dans des organes importants : *Junri*, le *Rationaliste*, le représentant japonais de la *Rationalistic Press Association* de Londres; les nombreux journaux protestants de tendances rationalistes; *Tô A-no Hihari*, d'Inoue Tetsujirô.

La tendance vers l'union des religions est si grande que les journaux catholiques eux-mêmes s'y intéressent. *Koe* de février 1910 se déclare favorable à pareille union, mais il la comprend en

(1) *Mélanges*, XX, p. 470, 474.

réalité comme l'absorption par le catholicisme des autres religions transformées, puisque, avec toute raison d'ailleurs, il déclare le dogme, la discipline et la morale du catholicisme intangibles. Il analyse curieusement les sentiments des protestants et des bouddhistes. Pour lui les uns et les autres sont devenus à peu près indifférents à tous les dogmes; il admet leur union comme possible sur la base de l'agnosticisme, tout en remarquant justement qu'une union faite sur cette base ne serait pas véritablement religieuse. *Koe*, qui est d'ailleurs quelque peu suspect à l'égard des protestants, ajoute que, comme les journaux japonais reprochent aux chrétiens de s'occuper de la vie future au détriment de leurs devoirs dans celle-ci, les protestants ont presque renoncé à en parler.

D'après ce même journal, le R. Ikeda se serait exprimé ainsi dans l'église de Fujimi à Tôkiô :

Autrefois, ce qui poussait les missionnaires à leur œuvre, c'était la conviction que les non-croyants seraient condamnés à des supplices éternels, leur œuvre avait donc pour fondement la vie future. Aujourd'hui, comme l'ont montré clairement les chefs de ce qui est appelé « le mouvement des laïques », le but des missions est tout à fait différent; c'est de civiliser les non-civilisés, de fonder le royaume du ciel dès ce monde.

Koe reprend :

Chacun sait que les chrétiens japonais ont récemment rayé de leur vocabulaire les mots de ciel, d'enfer, de vie future, d'éternité, d'âme, et parlent seulement de caractère, de famille et de société, de réforme de soi et d'amour.

Si la fusion des religions est une utopie, si l'influence du bouddhisme et du confucianisme sur certaines sectes protestantes japonaises semblerait ne devoir produire que de la confusion, il importe au contraire de signaler la manière dont le christianisme a renouvelé la mentalité religieuse générale des Japonais.

D'abord il lui a donné la base qui lui manquait, l'idée de Dieu. Formés par le positivisme confucianiste, le bouddhisme, qui considère l'état divin comme un état passager et de peu supérieur à l'état humain, enfin par le shintô, dont les dieux sont restés de formes indistinctes, les Japonais avaient à peine la notion du Divin et c'était perdue dans le plus vague panthéisme : ils parlaient avec les confucianistes orthodoxes du Ciel impersonnel, avec les néo-confucianistes du Ciel identique au cœur de l'homme, avec les mystiques bouddhistes de la Sagesse, de la Méditation, de l'État de Buddha ; aucun de leurs philosophes, aucun de leurs théologiens n'avait conçu la Divinité comme personnelle et agissante. Voici au contraire que sous l'action exercée depuis un demi-siècle par le christianisme le shintô élève Amaterasu au-dessus des autres dieux et la considère comme la forme japonaise du Dieu unique, que le bouddhisme tient les multiples buddhas pour les manifestations d'un seul Buddha tout-puissant et que les confucianistes tendent à donner au Ciel la conscience et la personnalité.

Et, comme le christianisme a révélé aux Japonais l'idée de Dieu, il leur a révélé celle de l'âme. Au-

cun Oriental ne conçoit naturellement ou même ne saisit bien à la première explication ce que l'Européen entend par ce mot : l'âme. Pour le bouddhiste il n'existe que des phénomènes, la croyance à l'existence du moi est un des quatre péchés mortels condamnés par Cakya Muni et, si dans les dernières formes du Mahâyâna l'idée que la masse se fait du Karma (l'assemblage des phénomènes donnant l'illusion du moi) peut sembler assez semblable à celle qu'en Occident le peuple se fait de l'âme, la croyance à la métempsycose enlève à cette idée sa vraie valeur religieuse. Quant à la philosophie chinoise, qui d'ailleurs se désintéresse de l'autre vie, elle reconnaît en nous autant d'âmes distinctes qu'il s'y trouve de principes physiques et psychiques que l'analyse peut y différencier. Ces différentes conceptions se sont toutes modifiées sous l'influence du christianisme. Cette influence a été double. D'une part, elle se confond avec celle de la civilisation occidentale tout entière, qui fortifie l'individualisme et en fait reconnaître les droits par la collectivité, qui discipline l'imagination, l'instinct, la passion, affermit la raison et la volonté, qui contraint l'homme à diriger pendant des années tous les actes de sa vie vers un seul but éloigné, qui par suite lui donne une conscience plus nette de son unité psychique, un sentiment plus intense et plus précis de son moi. Mais, d'autre part, cette influence du christianisme est aussi directe et d'ordre purement religieux : à l'ancienne conception japonaise que la religion est l'œuvre collective d'une famille, d'un clan, d'un

peuple, elle substitue cette autre conception plus féconde, que la religion est avant tout l'œuvre individuelle d'une âme, seule responsable de ses actes, dont seule elle recevra la récompense ou le châtiment.

Et c'est pourquoi, grâce à ces deux idées chrétiennes de Dieu et de l'âme, le bouddhisme, le shintô et le confucianisme ne sont plus de fait les cultes et les croyances d'autrefois mais des formes nouvelles et en partie christianisées de ces croyances et de ces cultes. Et c'est pourquoi aussi, malgré le scepticisme, le matérialisme, le goût de la science, l'ambition, l'amour de l'argent, nous trouvons chez les Japonais modernes une extrême curiosité de tout ce qui touche aux religions, particulièrement au christianisme, et pour beaucoup cette curiosité n'est pas purement intellectuelle, il s'y mêle du désir, de la passion, quelquefois un intérêt anxieux, le besoin, la volonté de découvrir dans la religion un guide pour leur esprit, une satisfaction pour leur cœur, une règle pour leur conduite particulière et pour la conduite générale de leur peuple. Ce sont là des sentiments qu'on n'avait pas connus au Japon depuis le grand mouvement du seizième siècle; sans doute les conversions furent alors beaucoup plus nombreuses parce que quelques princes, influencés par des considérations politiques peut-être autant que par la foi religieuse, se firent baptiser et que leur autorité fut assez grande pour entraîner leurs sujets; mais, quant aux sentiments que nous venons d'analyser, il ne semblerait pas que les classes cultivées les aient éprouvés alors comme aujourd'hui

et, pour être vagues et indécis, ce n'en sont pas moins des sentiments proprement religieux.

B. --- LA TRANSFORMATION DES IDÉES PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES (1).

a) La philosophie.

I

Dans cette révolution intellectuelle l'esprit des Japonais s'est tourné non seulement vers la religion, mais aussi vers la philosophie et vers la science. Bouleversés dans la quiétude qu'ils devaient à leur système traditionnel, ils ont cherché de tous côtés de nouvelles réponses aux questions qu'ils cessaient brusquement de tenir pour résolues.

Nous avons exposé dans les Tomes III et IV le développement de la philosophie classique des Chinois dans le Japon classique du dix-septième et du dix-huitième siècle, puis la réaction romantique qui s'y était opposée au dix-neuvième.

La Révolution a mis fin à la philosophie classique, à peine en poursuit-on l'étude dans quelques chaires des Universités et cette étude est surtout

(1) Les renseignements qui m'ont servi pour cette étude ont été empruntés à des sources trop nombreuses pour que je puisse les citer ici. Je mentionnerai seulement dans l'ouvrage du comte ÔKUMA les chapitres suivants : *Philosophie occidentale*, par MIYAKE YÛJIRÔ, *Sciences mathématiques et physiques*, par SAKURAI JÔJI, *Sciences naturelles*, par MITSUKURI K.

historique, encore qu'elle ait produit de bons ouvrages comme ceux de Haga T. et du professeur Inoue. La philosophie romantique d'Ôyômei et de ses continuateurs japonais n'a pas survécu à la génération révolutionnaire qu'elle avait puissamment inspirée. De philosophie proprement japonaise il n'en existe plus pour l'instant, les philosophes japonais s'inspirent tous de l'Occident, mais leurs traditions classiques et romantiques ont donné à leur esprit une formation particulière, dont il est bon de rappeler les grands traits, parce qu'elle influe sur la manière dont ils interprètent nos idées européennes.

Rendus positivistes et rationalistes par deux siècles de confucianisme et de culture chinoise, les Japonais le sont restés dans une grande mesure; le romantisme les a sous ce rapport moins renouvelés que nous-mêmes et, si leur ardeur scientifique est très grande, la science ne s'est pas encore intimement mêlée à toute leur manière de penser. Par suite les Japonais prendront surtout dans la philosophie occidentale ce qui semble pour eux y continuer la philosophie sino-japonaise, ils en adopteront les principes qui se rapprochent de leurs principes et rechercheront les auteurs qui procèdent comme eux par déductions. Il faut reconnaître d'ailleurs que la sévère discipline du confucianisme et du bushidô leur a donné des qualités de tenue, de sérieux, l'habitude de l'abstraction, la faculté de suivre un raisonnement sans y mêler des comparaisons, des allégories, des citations de textes et que par suite ils semblent

mieux doués pour la philosophie moderne que les autres peuples de l'Asie; il ne leur manque que d'avoir complété leur éducation en cette matière, et elle sera vite complétée.

Encore imbus cependant du romantisme et de l'enthousiasme révolutionnaire, beaucoup de Japonais continuent à se plaire aux généralisations vagues, aux énoncés grandiloquents de principes mal définis, à la phraséologie humanitaire, mais ils trouvent aussi une réelle force dans les sentiments généreux qui ont inspiré les promoteurs du mouvement de 1868, comme ils ont inspiré chez nous les hommes de 1848, comme ils inspirent les Jeunes-Turcs, les réformateurs égyptiens et persans. Les Japonais qui cèdent à ces tendances goûteront donc les auteurs européens qui flatteront leurs inclinations par ces mêmes qualités et ces mêmes défauts, avec leur nervosité ils iront tour à tour à ceux du Nord et à ceux du Midi, aux mystiques et aux athées, aux utopistes et aux nihilistes. Heureusement ces sautes de goût, qui témoignent d'ailleurs de leur désir de tout apprendre, nuisent peu aux sérieuses qualités que nous venons d'indiquer.

Enfin, pour déprécié qu'il soit aujourd'hui, le bouddhisme, prépondérant pendant tant de siècles, a fourni aux Japonais la plupart de leurs idées métaphysiques et c'est pourquoi nous les voyons se tourner de préférence vers les philosophes qui doutent de la réalité du monde extérieur et de l'unité, de la continuité du moi. Aussi la philosophie grecque et romaine, encore qu'on ait tra-

duit Platon, la scolastique et le cartésianisme ne semblent-ils pas destinés à influencer beaucoup les Japonais. Les doctrines qui les séduiront le plus seront celles qui, à l'exemple de la métaphysique indienne, substitueront à l'idée d'être celle de devenir; la théorie de l'évolution sous toutes ses formes jouit au Japon et dans toute l'Asie d'une grande popularité.

II

Après avoir montré les dispositions que les Japonais doivent à leur ancienne philosophie, aujourd'hui à peu près abandonnée, nous dirons les qualités qu'a produites chez eux l'influence récente de l'Europe, qualités qui leur permettent de s'en adapter les idées philosophiques.

C'est d'abord et avant tout le goût du nouveau, le courage de se décider franchement. Il y a là sans doute un trait distinctif de leur caractère, mais, à de certaines époques, les Japonais ont connu aussi l'abattement et l'inertie asiatique. Les événements de 1854-71 leur ont rendu une qualité que depuis deux siècles ils semblaient avoir perdue.

C'est ensuite la compréhension du précis, de l'individuel, par opposition au goût qu'ont les Chinois pour les généralisations. L'exemple de l'Europe industrielle et commerciale a donné aux Japonais le sens pratique, qui semblait leur manquer; mais, si l'on étudie leur caractère, l'on verra que l'intelligence du particulier fut toujours l'une

de leurs principales facultés : n'en avons-nous pas une preuve dans leur art proprement national, qui vaut surtout par l'observation et par l'analyse?

Mais la meilleure qualité qu'ils doivent à leur récente transformation, c'est la faculté d'attention. Voici comment il y a quelque vingt ans Takei Tamotsu s'exprimait à ce sujet :

Si les Japonais n'ont pas de science propre, la faute en serait, dit-on, au champ limité de leur expérience. Mais, pendant des siècles, nous entretenimes des rapports intimes avec les Chinois et les Coréens, rapports analogues à ceux qui unirent les Romains à la Grèce. Notre défaut d'originalité ne provient donc pas de notre manque d'expérience. Défaut de mémoire, alors? Non assurément. Sous ce rapport, aucun peuple n'est mieux doué que nous ne le sommes. Serait-ce donc l'incapacité de réfléchir? Il est dur de l'avouer; avouons-le pourtant. Voilà bien la véritable cause pour laquelle nous ne possédons pas de science propre. Que tous ceux qui s'occupent d'éducation s'efforcent donc de remédier à ce défaut! La tâche sera moins ardue qu'on ne pense. Avant tout, il nous faudra développer notre faculté d'attention; cela fait, les idées surgiront d'elles-mêmes comme les graines dans les champs.

Les résultats que les Japonais ont obtenus dans la science et dans l'administration ont prouvé qu'ils s'étaient aussi rapidement formés que Takei le croyait. Leur nouvelle manière de penser a changé la conception qu'ils se faisaient de la mission et de l'avenir de l'humanité. Philosophie de tradition, le confucianisme admet que nous devons demander à l'étude du passé le secret du bonheur et de la vertu, le shintô regrette l'âge des dieux, et le

bouddhisme parle de notre époque sans foi comme de l'époque de la décadence. Mais le Japonais d'aujourd'hui rêve déjà d'un progrès illimité de la civilisation. Comme il se glorifiait autrefois que son peuple fût de tous le plus fidèle à la tradition, il se flatte aujourd'hui de le voir bientôt dépasser tous les autres dans la poursuite des inventions scientifiques, des réformes politiques et sociales.

Nous exposerons maintenant la transformation qu'ont subie les conceptions philosophiques des Japonais sous l'influence de l'Occident.

Il faudrait un ouvrage spécial pour étudier chaque branche de la philosophie au Japon, montrer dans quelle mesure ses progrès détruisent ou fortifient les croyances traditionnelles. Nous ne pouvons ici que donner les grandes lignes de l'évolution de la philosophie en général.

La première période fut celle où des professeurs européens cherchèrent avant tout à faire comprendre quelle était notre manière de penser, employant pour cela, suivant leurs propres goûts et les goûts de leurs élèves, tantôt telle partie et tantôt telle autre partie de la philosophie. Les premiers cours de logique furent ceux de J. Summers, qui professa en 1873 au *Kaisei Gakkô* (plus tard l'Université de Tôkiô) ; il se servait de la *Logique déductive* de Fowler (né en 1832) et de la *Logique* de Mill. L'année suivante Syle enseigna la psychologie avec l'aide de *Study of man* de Hopkins et de *Mental Philosophy* de Haven. En même temps on commençait de professer la philosophie de l'his-

toire en prenant pour textes d'abord l'*Histoire de la Civilisation* de Guizot traduite en anglais, puis depuis 1876-77 la *Civilisation anglaise* de Buckle.

Aux professeurs étrangers se joignirent bientôt quelques professeurs japonais formés à l'étranger. Toyama, qui avait travaillé à l'Université de Michigan, reçut une chaire à celle de Tôkiô en 1876; il expliqua la *Logique* de Jevons (1835-82), les œuvres de Spencer, la *Philosophie cosmique* de Fiske (1842-1901). Puis ce furent successivement la psychologie de Bain (1818-1903), la physiologie mentale de Carpenter (1813-85), les œuvres de pathologie de Maudsley (1835), les travaux sur la psychologie de Sully (1842).

A cette première période d'études rudimentaires succéda celle de la confusion et des engouements, où les élèves, à peine dégrossis, se donnaient tout entiers à tel ou tel maître, dont ils exagéraient les doctrines. Les uns ne juraient que par l'Utilitarisme de Bentham, que le comte Mutsu fit connaître sous le nom de *Rigaku Seisô*; les autres exaltaient la philosophie de Spencer; ceux qui s'étaient formés en France tenaient soit pour l'*Esprit des Lois* de Montesquieu, soit pour le *Contrat social* de Rousseau, dont nous dirons l'influence en traitant des idées politiques.

Puis ce fut une explosion d'enthousiasme quand se répandirent les théories de Darwin. Toutes les admirations précédentes avaient quelque chose de voulu et de factice : les Japonais trouvaient enfin un système occidental qui répondait à la nature de

leur esprit. Le transformisme n'est-il pas comme une mise au point scientifique de la doctrine de la métempsycose, que le bouddhisme a popularisée au Japon? La condamnation portée par l'*Origine des Espèces* contre la seule classification dont le caractère concret parût s'imposer, ne concorde-t-elle pas avec les deux croyances bouddhiques, que tout est phénomène et que nos connaissances sont purement subjectives? Enfin cette idée que l'effet sort de la cause comme la plante du germe, par suite que l'effet est supérieur à la cause, n'est-ce pas le fondement même de la métaphysique et de la cosmogonie bouddhistes? Les propagateurs du darwinisme au Japon furent E. S. Morse et Fenollosa, de l'Université Harvard; leur adversaire J. Cook n'obtint qu'un succès d'estime. On traduisit aussi Hæckel. Aujourd'hui les œuvres de Darwin n'intéressent plus que les naturalistes et Spencer est moins goûté qu'il y a trente ans; le principal défenseur de leurs doctrines est le baron Katô. Mais la théorie de l'évolution exerce encore une influence prépondérante sur la pensée japonaise.

Au cours de ces deux premières périodes la philosophie ne s'était pas nettement distinguée des autres formes de la pensée européenne. Avides de s'initier à la culture occidentale, les Japonais apprenaient à la fois la science, la politique, la sociologie et la philosophie; c'est même de cette confusion qu'étaient nés et leur enthousiasme pour le darwinisme, et leur prétention d'y cher-

cher la solution de tous les problèmes métaphysiques, psychologiques, biologiques et sociaux.

Petit à petit cependant les savants, les professeurs, les élèves, se spécialisèrent. En se distinguant des autres sciences, la philosophie se fit nettement allemande et elle l'est restée. Mais la philosophie allemande a toujours été complexe, elle s'est, de plus, profondément transformée au cours du dix-neuvième siècle; les Japonais avaient fort à faire à se retrouver au milieu de ses nombreux systèmes. Ils eurent le bon esprit de commencer par le commencement et d'étudier d'abord les maîtres de la philosophie classique : Kant par son idéalisme transcendantal a renouvelé la pensée moderne, il est de plus facilement accessible aux Japonais qu'a formés la métaphysique indienne; Hegel est le véritable initiateur de la doctrine de l'évolution, son idée du devenir se rapproche des conceptions du bouddhisme. Kant et Hegel prirent donc le premier rang. Cooper expliqua la *Critique de la raison pure*.

Puis, sous l'impulsion de Fenollosa, l'histoire de la philosophie tendit au Japon comme en Allemagne à remplacer la philosophie proprement dite : les auteurs préférés furent Schwegler (1819-57) avec son *Aperçu de l'histoire de la philosophie* (1848), l'américain Bowen (1811-90) et sa *Philosophie moderne de Descartes à Schopenhauer et Hartmann* (1877), puis Kuno Fischer (1824-1907), l'auteur de l'*Histoire de la philosophie moderne*, plus tard le danois Höffding (1843).

Fortifiés par ce double enseignement, maîtres

des ouvrages qui sont à la base de la philosophie moderne, suffisamment versés dans l'histoire des systèmes, les Japonais s'efforcèrent de suivre pas à pas l'évolution de la philosophie allemande contemporaine. Mais cette évolution provient de la lutte de partis aux idées bien arrêtées : les matérialistes allemands ne se font pas du jour au lendemain spiritualistes, non plus que les spiritualistes allemands ne se convertissent brusquement au matérialisme. Pour les Japonais, au contraire, comme ils n'associent aucunement ces doctrines avec des convictions religieuses, politiques et sociales, avec des instincts, des traditions, des sentiments, des passions, on les voit quitter subitement un parti pour le parti opposé. Ainsi l'arrivée en 1885 du Dr Knox, que suivit le professeur Busse, les fit un moment se tourner vers la philosophie spiritualiste et même idéaliste de Lotze (1817-81), inspiré à la fois de Herbart et de Leibniz. Mais Inoue Tetsujirô (1855), qui depuis a professé à l'Université de Tôkiô une philosophie orientale, revint d'Allemagne en 1890 avec les idées matérialistes qui prévalaient alors dans ce pays ; il combattit Lotze, dont l'influence ne tarda pas à disparaître. Puis le professeur von Kœber, qui obtint la chaire de philosophie allemande, répandit le pessimisme de Schopenhauer, atténué, il est vrai, par son propre éclectisme. Ce furent ensuite les doctrines kantienues de F. Paulsen (1846-1908), l'histoire de la philosophie de Windelband (1848) et le *Tableau de la philosophie allemande contemporaine* de Külpe (1862).

Sous l'influence de Wundt (1832), dont les

œuvres furent en partie traduites et expliquées par le professeur Matora Yûjirô (1858), qui avait étudié la psychologie à l'Université Johns Hopkins de Baltimore, on se tourna vers la psychologie fondée sur la physiologie, les Universités furent dotées de laboratoires bien outillés; Fukurai fit de curieuses expériences sur l'hypnotisme et Matsumoto, chargé du laboratoire de psychologie à l'Université de Kiôto, se distingua dans des recherches du même ordre.

Ces travaux détournèrent étudiants et professeurs de la spéculation; aussi, quoique l'influence de l'Allemagne soit restée prépondérante, ont-ils témoigné de la faveur aux récents systèmes anglo-saxons qui tendent à ne considérer dans les idées que leur application pratique. Green (1836-1882) s'imposa tout d'abord, dont son éditeur anglais Fairbrother disait :

Ce n'est pas seulement dans la sagesse ou dans la faculté de pouvoir, c'est dans le fait de vivre présentement la vie que Green estime que l'homme trouvera le vrai bien-être. Découvrir et démontrer en quoi consiste le vrai bien-être humain est le plus haut but intellectuel pour l'homme et c'est particulièrement le but que la philosophie devrait se proposer; réaliser cette découverte dans la vie civile est la seule fonction pratique du bon citoyen.

La philosophie de Green a préparé les Japonais au pragmatisme de James (1842-1910), qui les a fort impressionnés dans ces dernières années. La *Psychologie* a été traduite par Shôrai et le *Pragmatisme* par Kitazawa, Imazawa et Nishiyama. Le propagateur le plus influent de ces ouvrages est

Nakashima Rikizô (1858). La mort de James (28 août 1910) a inspiré de nombreux articles, qui ne semblent pas tous également justes. Il est assez curieux qu'Inoue Tetsujirô veuille trouver à la philosophie de James une origine orientale et cela parce qu'elle met la volonté au-dessus de l'intelligence. *Kirisutokiô Sekai* juge au contraire assez exactement la position du philosophe américain : il lui attribue une belle place comme psychologue, il lui conteste un rang élevé comme écrivain religieux et comme philosophe et dit que le pragmatisme, tel que James l'a laissé, n'est qu'une ébauche dont ses disciples doivent essayer de tirer un système.

Dans l'ensemble la philosophie japonaise moderne s'est donc bornée à s'assimiler la philosophie occidentale ; l'époque n'est pas encore arrivée où elle fera œuvre originale et tentera de concilier la pensée de l'Orient avec celle de l'Occident.

b) Les sciences (1).

La transformation de la mentalité philosophique est intimement liée avec celle de la mentalité scientifique, qui l'a préparée et qu'elle-même aide de toutes manières.

A plusieurs reprises déjà nous avons recherché pourquoi les Asiatiques, qui avaient tant contri-

(1) Nous ne parlerons pas ici des sciences morales et politiques : l'histoire sera étudiée avec la bibliographie (tome VII), et avec la littérature (p. 518), la morale et la sociologie avec la transformation des idées morales et sociales, l'étude des autres sciences les confondrait avec ce que nous avons dit dans le tome V et la première moitié du tome VI. — Cf. tome V, p. 296 et 304.

bué à la création des sciences au cours de l'ère ancienne et dans les premiers siècles de l'ère moderne, s'en désintéressèrent ensuite complètement et montrèrent du seizième au dix-neuvième siècle peu d'aptitude à comprendre l'enseignement que les Européens leur en donnèrent, pourquoi tout à coup ils ont reconnu la nécessité de cet enseignement et en profitent aujourd'hui rapidement. Nous ne rappellerons donc que brièvement de quelle manière s'est formé l'esprit scientifique des Japonais. C'est le rationalisme du dix-septième siècle qui, en succédant à l'exubérance imaginative de la Renaissance, par sa volonté d'abstraire, de généraliser, de déduire, leur a donné la première des deux facultés dont la réunion constitue l'esprit scientifique. L'autre faculté, celle d'induire, d'observer, leur est venue de la réaction romantique, et, dans le même temps, délivrés par cette réaction de la tradition chinoise, ils se mettaient à l'école des Hollandais de Nagasaki; la fin du dix-huitième siècle et la première moitié du dix-neuvième, surtout depuis le séjour de Siebold au Japon, furent marquées par un mouvement scientifique important. Ce mouvement fut interrompu par la Révolution.

Le nouveau gouvernement impérial, pressé de transformer le pays matériellement et moralement, comprit que l'enseignement des sciences était indispensable à cette transformation. Il sut attirer à Tôkiô des savants de toutes les nations. Ce furent pour la zoologie deux Américains : E. S. Morse (1877-79) et K. P. Whitman (1879-81). Pour la

géologie (pendant que les Américains Blake, Pumphelly, Lyman, Munroe examinaient le pays, surtout au point de vue minier), Schenk, Munroe, Naumann, Brauns et Gottsche, tous Allemands excepté Munroe, se succédaient à la chaire de Tôkiô. La physique eut Milne, Gray, Ewing, Mendenhall, Knott; la chimie agricole : Kinch, Kellner, Loew; la chimie propre : Gratama, Ritter, Atkinson, Divers, ces deux derniers anglais; un Japonais formé en Amérique, Yatabe, professa le cours de botanique à partir de 1876 (1).

Sans doute l'arrivée de tant de professeurs étrangers, cet enseignement de toutes les sciences à la fois, joint au grand mouvement religieux et philosophique que nous avons étudié, au mouvement moral et social que nous allons étudier, produisit dans l'esprit des Japonais une certaine confusion, rien cependant de comparable à ce que l'on a pu remarquer dans l'Inde et chez certains peuples de l'Europe orientale. Malgré deux siècles de philosophie chinoise et l'influence de la Révolution, le Japonais est resté réservé dans les généralisations, sa curiosité n'a pas un caractère cosmogonique. Très vite donc les étudiants se spécialisèrent, procédèrent du simple au compliqué, s'assimilèrent les notions apportées et arrivèrent non seulement à savoir, mais à produire.

Il nous est impossible dans le cadre limité de cet ouvrage de faire l'histoire de toutes les sciences

(1) Pour l'œuvre des savants français, principalement du général Langlois et de M. Bertin, l'éminent membre de l'Académie des sciences, voir : t. V, p. 335 et 383.

dans l'ère de Meiji. Nous essaierons seulement de donner une idée de l'activité scientifique des Japonais depuis trente ans.

C'est pour les sciences physiques et naturelles qu'ils sont le mieux doués, c'est à ces sciences qu'ils avaient été le mieux préparés par l'enseignement antérieur à la Restauration; aussi leurs progrès y ont-ils été d'une étonnante rapidité.

En parlant de l'instruction publique, nous avons signalé leurs beaux travaux en médecine et en microbiologie : Kitazato (1856), dont les découvertes ont déjà été mentionnées, a été choisi en 1911 comme le président du congrès international réuni en Mandchourie pour l'étude de la peste; cet honneur témoigne de la place que la science japonaise s'est faite aujourd'hui dans le monde (1).

Yamakawa Kenjirô (1856) a créé l'enseignement japonais de la physique; Tanakadate (1856), professeur de sismologie, et Nagaoka étudient le magnétisme, Mizuno l'électricité; Tsuruda, Honda, Muraoka sont de bons physiciens.

Le système des poids et mesures fut refondu en 1891, principalement par les professeurs Kikuchi (1855) et Yamakawa.

Matsui Naokichi, aujourd'hui doyen de la faculté d'agriculture de Tôkiô, fut un des premiers chimistes japonais. Dans la chimie inorganique il faut surtout signaler les travaux de Haga sur les composés du soufre et de l'azote; dans la chimie

(1) Cf. tome V, p. 304. C'est un Japonais, Hatta, élève d'Ehrlich (1854), qui a mérité de donner son nom à la fameuse préparation 606.

organique ceux du professeur Kuhara, de l'Université de Kiôto; dans la chimie générale, les efforts des professeurs Ikeda (1864) et Ôsaka; dans la chimie appliquée, les découvertes de Takamatsu (1852) (de la Compagnie du gaz de Tôkiô), de Takayama (1853) (du laboratoire gouvernemental d'agriculture), de Nakazawa (1858) (de l'École supérieure technique de Kiôto), de Shimose (1859-1911), l'inventeur de la poudre qui porte son nom, et de Kawakita; dans la pharmacie les découvertes de Nagai (1845) et de Tahara; dans la chimie médicale celles du professeur Kumagawa et de Takamine (1853), qui a isolé des capsules surrénales l'adrénaline. La société chimique de Tôkiô a été fondée en 1878, la société des industries chimiques en 1898; l'une et l'autre publient un bulletin.

La sismologie a fait au Japon les plus grands progrès avec les professeurs Sekiya (1896), Ômori (1868), Tanakadate (1856). Citons encore comme savants Kimura, Nagaoka, Kotô.

Nous avons déjà parlé de la fondation des observatoires d'astronomie et de sismologie, il y a également des observatoires de météorologie. Le Japon a adopté le système des méridiens de Greenwich et pris pour base de l'heure le 135° degré de longitude; l'heure légale japonaise avance exactement de neuf heures sur l'heure de l'Europe occidentale, en nul endroit du Japon propre l'heure vraie n'en diffère de plus de trente minutes.

Les mathématiques pures semblent moins conformes que les sciences physiques et naturelles à l'esprit des Japonais, tel que l'ont formé quinze

siècles de civilisation chinoise et de développement national; les efforts des savants du dix-septième, du dix-huitième et de la première moitié du dix-neuvième siècle témoignent de beaucoup d'intelligence et de bonne volonté, mais d'une certaine difficulté à bien saisir la vraie méthode des mathématiques. Le tumulte de la Révolution, la tournure d'esprit pratique que donna aux Japonais du Meiji la nécessité de tout rénover dans leur pays étaient peu favorables au développement de sciences purement abstraites. Aussi ne serons-nous pas étonnés de voir qu'en cette matière les Japonais ont jusqu'ici fait œuvre de bons élèves plutôt qu'œuvre d'initiateurs.

L'enseignement des mathématiques pures a été créé au Japon par le baron Kikuchi (1855), qui, formé à Cambridge, professa à l'Université de Tôkiô de 1877 à 1898, fit fonder la chaire de mathématiques spéciales en 1881, la société de mathématiques en 1877 et réorganisa celle de mathématiques et physique. Fujisawa Rikitarô, qui occupe une chaire à Tôkiô depuis 1887, après avoir étudié à Berlin sous Kronecker (1826-91), s'est surtout occupé de la théorie des fonctions; Takagi et Sakai ont produit des travaux estimés.

Et nous voyons ainsi cet esprit japonais, qui de sa nature avait quelque chose de prime-sautier et d'un peu enfantin, qui par son éducation chinoise s'était laissé aller aux généralisations arbitraires d'une logique conventionnelle, se fortifier et se préciser dans la pratique simultanée des sciences propres et d'une philosophie devenue toute scientifique.

C. — LA TRANSFORMATION DES IDÉES MORALES
ET SOCIALES

I

Nous nous occuperons maintenant de la transformation des idées morales et sociales.

Dans tous les pays les principes qui pendant tant de siècles, encore qu'évoluant, avaient été considérés comme le fondement de toute société, la condition même de la civilisation, sont attaqués aujourd'hui avec un tel acharnement que, s'il fallait s'en tenir à ce qui se dit et s'écrit, on pourrait croire qu'il n'en subsiste rien. Et, d'autre part, l'humanité traverse l'une des graves crises morales que signale l'histoire, comme l'atteste le nombre toujours croissant des crimes, des suicides, des avortements, si bien qu'il semblerait que ces principes aient perdu en même temps que sur les esprits leur influence sur les mœurs. Tirer de ces faits une pareille conclusion serait non seulement exagéré, mais même erroné. Ce qui se dit et s'écrit de très hardi provient le plus souvent de jeunes esprits ignorants de la vie, d'esprits aigris, d'esprits faux, rêveurs ou paradoxaux, et ne permet pas de reconnaître ce qu'au fond du cœur la masse juge bon ou mauvais. Quant aux faits criminels ou morbides, ils prouvent plutôt une décomposition sociale, le manque de courage à observer les anciens principes ou de force à les faire appliquer que le renoncement à ces principes. Et de l'anar-

chie actuelle ne devons-nous pas chercher la cause dans la perturbation qu'ont produite l'accroissement de la population et de la richesse, la création de la grande industrie, le développement du commerce, l'émigration des paysans vers les villes, le bouleversement des habitudes, les maladies et les vices, qui en ont été les résultats forcés?

Mais pour comprendre l'état moral de notre époque il nous faut surtout tenir compte de la loi générale que nous avons essayé de formuler dans l'introduction générale de cet ouvrage (I, CXXXI). Comme la civilisation, la morale (il s'agit uniquement ici de la morale sociologique, de l'ensemble des conditions reconnues nécessaires à la vie d'une communauté), la morale s'est formée par sélection, de sorte qu'au cours de cette grande période de différenciation que furent le dix-septième et le dix-huitième siècle, certaines vertus étaient plus répandues dans certaines régions, comme la philanthropie en Europe et la pitié pour les animaux en Asie, ou dans certaines classes, comme l'honneur dans la noblesse, la probité dans la bourgeoisie, l'aide aux malheureux dans le peuple, ou dans l'un des deux sexes, l'homme ayant une idée beaucoup plus nette que la femme des principes généraux de la morale, et la femme par contre montrant plus de dévouement, d'abnégation, de retenue dans les actes pris un à un de la vie quotidienne. Au contraire, comme nous nous trouvons actuellement dans une période de *dissolution*, c'est-à-dire de diffusion de la civilisation et de la morale, les idées et les sentiments qui s'étaient formés dans

un groupement particulier s'étendent aux autres groupements, de sorte qu'ils sont plus répandus qu'autrefois mais qu'ils apparaissent sous une forme moins pure. Peut-être même doit-on admettre que toute diffusion de la civilisation et de la morale en produit pour un temps l'abaissement. Aux époques où la sélection prévaut, la civilisation et la morale sont surtout le fait de quelques classes privilégiées des peuples les plus avancés, les autres classes ne respectant guère que par contrainte des principes qu'elles ne comprennent pas ou qu'elles comprennent mal, les peuples barbares ou demi-barbares étant tenus plus ou moins en subjection par les peuples policés. Mais quand la culture s'étend des classes privilégiées à toutes les classes et des peuples policés à tous les peuples, que les barbares et les masses mal dégrossies se trouvent ainsi libérés de l'ancienne contrainte, il n'y a pas seulement action des plus civilisés sur les moins civilisés, mais aussi action réciproque des moins civilisés sur les plus civilisés, toutes les classes, tous les peuples tendent à devenir égaux, par suite on voit disparaître ces formes supérieures de la culture qui étaient le privilège de l'élite et sur lesquelles nous sommes prêts à juger toute la civilisation du passé.

Maintenant, pour ces causes ou pour d'autres, le relâchement actuel de l'ancienne morale est-il accompagné d'une transformation partielle de la morale? En quelques matières des principes nouveaux tendent-ils à se substituer aux anciens principes? Si nous essayions de résoudre cette question

une double tâche nous incomberait. Il nous faudrait d'abord établir par la comparaison des statistiques de tous les pays quels faits réputés délictueux se produisent partout plus souvent qu'autrefois, rechercher si cet accroissement dépend de circonstances passagères ou constantes de l'économie générale et de l'état social, reconnaître s'il peut être tenu pour le résultat d'un changement dans les idées ou dans les sentiments, par suite examiner comment les faits réputés délictueux et cependant plus fréquemment commis sont appréciés dans le livre, dans le journal, au théâtre (en prenant pour base les œuvres les plus répandues et les moins attaquées) et surtout si l'opinion nouvelle que beaucoup s'en font a influencé la législation d'une manière qui paraisse durable; nous déterminerions ainsi les points où l'affaiblissement de l'ancienne morale ne semblerait pas seulement le résultat d'une crise, mais paraîtrait marquer quelque abandon des anciens principes. Il nous faudrait ensuite découvrir quels principes nouveaux tendraient à se substituer aux principes abandonnés, et cela, d'une part, en dégagant des excuses, des justifications données de cet abandon les idées qui apparaissent à la fois comme les plus générales en théorie et le plus communément admises; d'autre part, en cherchant la contre-partie de la moindre sévérité de la morale nouvelle sur de certains points dans sa plus grande sévérité sur d'autres points, en nous demandant, par exemple, si l'affaiblissement de l'honneur dans certaines classes, de la probité commerciale dans d'autres

classes, comme aussi la diminution des sentiments altruistes et un moindre attachement de la femme à certains devoirs qu'elle tenait jadis pour les premiers, ne proviendraient pas d'une conception nouvelle et plus active de la vie, qui défendrait moins rigoureusement ce qui était autrefois défendu, pour commander plus impérieusement de vouloir, de lutter et de produire. Cette transformation de la morale pourrait d'ailleurs ne pas provenir uniquement de l'admission de nouveaux principes, mais aussi du fait que certains principes séculaires ne produiraient qu'à présent quelques-unes de leurs conséquences, qu'il était malaisé de prévoir. Au Japon la transformation de la morale est encore plus complexe, puisqu'au conflit des anciennes et des nouvelles idées, tel qu'il résulte de la Révolution et du développement de la civilisation matérielle, se joint celui de la morale asiatique et de la morale européenne; on ne saurait d'ailleurs juger ce dernier conflit sans déterminer dans quelle mesure l'une et l'autre morale sont fondées sur d'anciens et sur de nouveaux principes.

Nous ne pouvons aborder ici un aussi vaste sujet, nous nous contenterons d'en toucher quelques points.

Afin de mettre de l'ordre dans l'étude que nous en ferons nous séparerons l'examen de la morale pratique de celui de l'éthique théorique.

Dans la morale pratique, dont il nous est impossible de suivre les manifestations multiples, nous concentrerons nos efforts sur deux points particu-

liers, qui présentent un intérêt capital pour l'étude des sociétés modernes et que le conflit de la civilisation occidentale et de la civilisation orientale dans le Japon actuel y met en plein relief. Ce sont l'individualisme et les relations de la morale et de la religion.

L'individualisme (1) étant l'une des principales caractéristiques de la civilisation moderne, peut-être même la principale, mais celle-là en même temps par laquelle les sociétés de l'Orient et de l'Occident diffèrent encore le plus, nous chercherons à en reconnaître les qualités et les défauts, comme aussi à en déterminer les origines.

L'individualisme se présente à nous comme complexe et l'on a tort de vouloir le juger dans son ensemble sans en distinguer les formes multiples. Aujourd'hui on le confond presque toujours avec l'idée darwinienne de la lutte pour la vie. C'est à tort. L'individualisme dans son principe est la reconnaissance de l'homme en tant qu'individu et non plus seulement en tant que membre d'une collectivité. Mais cette reconnaissance ne lui attribue pas seulement des droits, elle lui attribue aussi des devoirs, et ces devoirs ne sont pas purement à l'égard de lui-même, ce sont aussi des devoirs à l'égard des autres. Les obligations du mari envers la femme, de la femme envers le mari, des enfants envers leurs parents et des parents envers leurs enfants ne sont pas moins grandes, moins étroites même, tout au contraire, parce qu'ils ne sont plus

(1) L'introduction de ce volume étant uniquement consacrée à la civilisation matérielle, le terme d'*individualisme* y est pris dans un sens assez différent de celui qui lui est donné ici.

considérés comme des membres de la famille sans personnalité propre, parce que leur respect, leur obéissance se fait consciente et raisonnée, parce qu'ils ont un caractère et qu'ils plient ce caractère par déférence ou par affection. De même, les obligations des sujets d'un État ne sont pas moins grandes, moins étroites parce qu'au lieu d'être les esclaves d'un tyran, ils sont les collaborateurs, les enfants dévoués d'un prince qui les protège, ou parce qu'ils seront devenus des citoyens solidaires les uns envers les autres de la bonne gestion d'une république.

Et l'accomplissement des devoirs de l'individu envers autrui ne sera pas gêné par le fait qu'il comprend ses devoirs à l'égard de lui-même, qu'il cultive son cœur et son esprit, qu'il prend l'habitude de se vaincre, qu'il s'efforce de connaître la vérité ou même qu'il cherche à développer chez lui le sentiment du beau. Dans de certains cas sans doute la morale sociale ou la morale familiale pourra se heurter à la morale individuelle; tous les grands écrivains de l'antiquité et des temps modernes se sont plu à étudier de pareils conflits. Mais qu'en pratique ces conflits sont rares! Combien de fois la morale collective a-t-elle été tenue en échec par la morale individuelle en comparaison du nombre de fois où elle l'a été par l'intérêt ou la passion! Et ces rares conflits ne trouvent-ils pas leur compensation dans ces cas multiples où les deux morales s'appuient, où la dignité de l'individu se joint au sentiment de ses devoirs envers la société pour l'empêcher de commettre une action déshonorante, de céder aux sens ou à la cupidité!

Tâchons maintenant de comprendre pourquoi cette reconnaissance de l'homme comme individu et non plus seulement comme membre d'une collectivité s'est formée plus tôt et plus complètement en Europe qu'en Asie.

Assurément dans toutes les sociétés développées l'individu a joué un rôle comme tel, particulièrement dans les petites cités de la Grèce et de l'Italie, où tous les citoyens participaient au gouvernement et pouvaient en ambitionner les fonctions, où, par suite, le fils pouvait obtenir une charge plus élevée que son père. Mais pour nous en tenir à l'individualisme, tel que nous le comprenons, nous devons en faire remonter l'origine à l'époque où l'empire romain, brusquement étendu par la conquête, réduisit des peuples entiers en esclavage.

Il peut sembler paradoxal de chercher l'origine de nos droits individuels modernes dans l'institution qui les supprimait tous. Et cependant, si l'on réfléchit, on verra que pour que se formât la notion de l'homme en tant qu'individu il fallait qu'il fût séparé de son milieu, qu'il ne fût plus ni membre d'une famille, ni membre d'une société, ni membre d'un État, qu'il fût lui-même et rien d'autre. Or, étant donné le caractère traditionnel et communautaire des sociétés antiques, l'esclavage seul pouvait amener ce résultat, non pas assurément l'esclavage héréditaire de l'Asie, qui crée seulement des castes inférieures, mais cet esclavage violent et transitoire qu'établissait la conquête romaine, esclavage où se trouvaient confondus les hommes de tous les pays, de toutes les

racés et de toutes les classes sociales. Et l'on verra aussi que pour créer l'individu tel que nous le comprenons il fallait que l'homme extérieur abdiquât devant l'homme intérieur, qu'on ne fit plus consister la vertu dans l'orgueil de la force et de la beauté physiques, ni dans l'assurance que donne le rang social, mais dans la faculté de se vaincre et l'intensité de la réflexion; il fallait que l'on sentît et que l'on comprît que l'homme, quelle que fût la bassesse de sa condition, était homme complètement s'il avait le cœur, la conscience et le caractère d'un homme. Or la civilisation se forme par sélection, par suite les classes inférieures ont en général une civilisation moindre que les classes supérieures; l'individu ne pouvait donc se créer que dans un état de société où beaucoup d'esclaves possédassent une culture supérieure à celle de leurs maîtres; tel fut l'esclavage comme le constitua la conquête par les Romains des pays les plus anciennement civilisés.

Maintenant pour que les déclassés ne devinssent pas des aventuriers, des rebelles — et certes aventuriers et rebelles ne manquèrent pas à la décadence romaine — un double enseignement leur était nécessaire : enseignement de la raison et de la volonté, enseignement de la foi et du sentiment.

Le premier de ces enseignements fut donné à l'esclave par le stoïcisme. « Révèle ce secret, disait à Épictète son maître Épaphrodite, favori de Néron. — Il n'est au pouvoir de personne de me le faire révéler. — Je te chargerai de chaînes. — Tu en chargeras mes jambes mais pas moi : Jupi-

ter lui-même ne peut rien sur ma volonté. » Voilà l'individu, tel que nous le comprenons; c'est donc bien de l'impuissance de l'esclave antique qu'est sortie notre conception de la volonté souverainement libre dans un corps misérablement captif. — Rien n'est à nous, écrit Épictète, si ce n'est nous-même, c'est-à-dire nos pensées et notre volonté.

Mais pour grand qu'ait été le stoïcisme, pour fécond qu'ait été son enseignement, trois défauts l'ont empêché de rénover le monde : il était plus passif qu'actif; il négligeait le sentiment; ne s'adressant qu'à une élite, il ne pouvait atteindre ni la masse des anciens peuples, ni les barbares qui devaient créer les sociétés modernes.

Tout autre fut l'action du christianisme. L'idée nouvelle que nous nous faisons de nos devoirs, le respect que nous avons de nous-mêmes, c'est dans les Catacombes qu'il nous faut en chercher l'origine. Là, tandis que Rome étalait toutes les inégalités du vieux monde, venaient s'agenouiller, recevoir le baptême, participer à la même pénitence et au même sacrifice eucharistique l'homme et la femme, les vieillards et les jeunes gens, le romain et le barbare, l'esclave et le maître, qui pour un vase brisé pouvait faire jeter l'esclave aux murènes. Là tous, affranchis des liens politiques et sociaux, trouvaient la paix du cœur dans leur foi, gage de leur salut éternel, car leur salut dépendait d'eux seuls, non plus des sacrifices offerts à leurs mânes par leurs descendants; et pour ce salut le fils sentait qu'il pouvait, qu'il devait résister à son père comme la femme à son mari et le sujet à son sou-

verain ; mais leur résistance n'était pas celle de la violence et de la révolte, c'était celle du martyr. Pour nous donner le sentiment de notre liberté intérieure, pour créer la véritable égalité, qui est celle du cœur (entre les intelligences tout est inégalité), peut-on rien imaginer de plus grand, de plus fécond même sociologiquement que la croyance en un Dieu fait homme et mort pour racheter les hommes, qu'un sacrement où riches et pauvres participent de son corps, qui leur devient le ciel s'ils sont purs et l'enfer s'ils sont impurs ? La preuve en est que pendant des siècles ce sacrement de l'Eucharistie a dominé toute la vie sociale, que l'excommunication dépouillait un souverain de ses droits et que la communion sacrilège faisait de lui un objet d'horreur.

Et c'est la croyance au libre arbitre, le sentiment des devoirs à l'égard de soi-même, la conscience gardée de l'indépendance même dans la soumission, qui séparent si profondément la culture moderne de la culture antique, qui ont donné au mariage chrétien, à la famille chrétienne, à la société chrétienne, à l'État chrétien un caractère si différent de tout ce que nous trouvons dans l'Europe païenne ou dans l'Asie musulmane, bouddhiste ou confucianiste.

Il nous est impossible ici de suivre le développement de l'individualisme en Europe, de montrer comment l'évolution de l'État y a créé la responsabilité individuelle du citoyen ; comment l'évolution de la société y a créé celle de l'homme, de la femme, de l'enfant. Nous ne pouvons que

mettre en relief l'idée fondamentale qui sépare les conceptions que l'Europe et l'Asie se sont faites de l'individu.

Mais dans nos sociétés modernes il n'existe pas que cet individualisme qu'on pourrait dans une grande mesure appeler chrétien. Il en existe un autre aussi, très différent; l'individualisme chrétien est surtout intérieur et ne parle que de devoirs, l'individualisme moderne est surtout extérieur et ne parle que de droits. Cet individualisme est dû à la constitution particulière des sociétés modernes, telles que les ont faites la diffusion de l'instruction et de l'esprit scientifique, le développement de la civilisation matérielle, la division du travail, et par suite il marque assurément une tendance durable de l'humanité. Cet individualisme est dû plus encore au caractère anarchique qu'ont donné aux sociétés modernes la destruction par la Révolution de toutes les anciennes formations sociales et la création par l'émigration de *pays neufs*, où le citoyen d'aujourd'hui, aussi dissocié de son milieu, aussi *déraciné* que l'esclave antique, n'est pas, comme celui-ci, forcé par la servitude à se replier sur lui-même, mais trouve au contraire dans des contrées encore inhabitées ou même inexplorées un champ sans limite pour son activité; cet individualisme semblerait donc susceptible de s'atténuer par la création de formations sociales nouvelles.

On peut y signaler deux traits principaux. D'une part, la multiplicité des sciences et des professions,

les voyages, le changement continu des mœurs sous l'influence des inventions techniques, comme aussi la conception nouvelle que l'on s'est faite de l'éducation, tendent, sinon à fortifier, du moins à différencier les caractères, par suite à rendre plus difficile l'union intime de plusieurs personnes. Toutes les législations du monde ont réduit la puissance paternelle, les mœurs devançant la législation, dans certains États de l'Amérique des enfants de douze ans sont par le fait complètement libres. Toutes les législations tendent à émanciper la femme, sur ce point aussi les mœurs devançant la législation. Mais d'autre part l'affaiblissement de la famille a pour conséquence l'augmentation de la criminalité juvénile et l'émancipation de la femme amène la diminution de la natalité. Nous voilà donc presque voisins d'un état où l'individualisme se confondrait avec le nihilisme.

D'autre part, les conditions plus faciles de la vie ont fait apparaître comme moins indispensable le sacrifice de l'individu à la communauté. Cependant l'indépendance complète de l'individu, telle que la comprennent les anarchistes, est impossible; l'indépendance trop grande de l'individu met un groupement ethnique, national ou social dans un tel état d'infériorité vis-à-vis de groupements plus homogènes que ce groupement est condamné à disparaître. Là encore l'individualisme, qui se donne comme la doctrine de la vie la plus intense, apparaît, s'il est poussé à ses dernières conséquences, comme une doctrine de mort.



Nulle part la transformation actuelle de la morale sous l'influence de l'individualisme n'est plus intéressante à étudier qu'au Japon.

A la base de la société japonaise se trouve le confucianisme. C'est une des plus fortes doctrines sociales que l'humanité ait connues dans le passé puisqu'il donne pour fondement à la société la constitution patriarcale. Mais si le confucianisme règle avec une rare puissance les rapports des inférieurs à l'égard des supérieurs, il n'a pas été aussi heureux en réglant les rapports des supérieurs à l'égard des inférieurs. Pour bonne que soit sa conception de l'autorité comme toute paternelle, il n'en a pas prévu les abus, la dureté possible, et avec le temps ces abus, cette dureté sont devenus intolérables.

De plus le confucianisme, exclusivement patriarcal, n'a pas enseigné à l'individu de devoirs envers lui-même ; le père surveille le fils, le mari surveille la femme ; mais qui surveillera le père ou le mari ? Personne. Sur quoi se réglera leur moralité ? Sur rien. Que le père s'enivre, joue, entretienne des maîtresses, soit indélicat en affaires, voilà qui est bien défendu en soi par le confucianisme mais qui reste de fait en dehors du jeu régulier de ses prescriptions. De même le confucianisme ne s'occupe que d'une manière superficielle des rapports de famille à famille ; quant aux sans-famille, les courtisanes par exemple, ils sont en quelque sorte exclus, c'est-à-dire affranchis de sa morale.

Sans doute dans aucun pays le confucianisme ne règne seul et le bouddhisme cherche à en combler les lacunes, mais il n'y réussit que médiocrement. Religion de moines, il a défendu aux moines (fors dans les dernières sectes japonaises) tout commerce avec la femme, il n'a pas prêché la chasteté dans les rapports conjugaux, ni la continence en dehors du mariage. A défaut de la charité, il a bien enseigné la pitié, mais c'est une pitié toute pessimiste. Les préceptes du bouddhisme sont par trop en dehors de la vie, c'est pourquoi ils se sont corrompus ou sont restés inefficaces.

Bouddhisme et confucianisme font d'ailleurs la part trop petite à la femme. Non seulement les femmes forment la grande moitié de l'humanité, mais elles s'occupent presque exclusivement de l'homme tant qu'il n'a pas l'âge de dix ou douze ans, mais elles exercent sur lui une influence prépondérante comme fiancées, épouses ou maîtresses, mais elles ont la haute main sur l'intérieur, dont l'homme se désintéresse, et c'est pourquoi une morale, telle que le bushidô, qui s'occupe exclusivement de l'homme et néglige la femme, tend à corrompre la femme, puis à corrompre l'homme par la femme et n'est plus une morale. Sans doute on a beaucoup loué les vertus des femmes japonaises, mais c'étaient des vertus de nécessité plutôt que des vertus volontaires, des vertus d'humilité, de soumission, que l'homme leur imposait et auxquelles elles se résignaient; leur cœur, leur esprit n'était pas formé.

Enfin, tandis que le bouddhisme néglige la

grande société pour sa petite société monastique, le confucianisme, comprenant la société comme une famille de familles et ne la distinguant pas de l'État, n'y connaît d'autres devoirs que la piété filiale, la soumission absolue due par les sujets au souverain ; ennemi de la liberté, exagérant la tradition, détruisant toute initiative, il amène l'absence complète de progrès, l'inaptitude pour un peuple à s'adapter à des conditions nouvelles.

Au premier abord le confucianisme semble même si contraire à la civilisation moderne que dans les premières années du Meiji tous les Japonais cultivés le rejetèrent comme une doctrine du passé. Cependant le trouble que causent l'abus des réformes et les changements précipités produit aujourd'hui un retour marqué vers le confucianisme, que la dernière guerre a même rendu prépondérant dans l'armée ; il s'établit dans tout le Japon des sociétés confucianistes (*Kôshi kiôkai*) (1).

Sur le sens et la portée de ce mouvement les opinions sont très partagées (2). Le Dr Hattori Unokichi, la plus grande autorité des confucianistes, défend l'ancienne morale. Yokoi Tokio lui attribue ce qui reste de bon au Japon, il déplore et l'éducation et les mœurs modernes, mais souhaite que le confucianisme en tienne compte ; il reconnaît aussi que le confucianisme, qui peut d'ailleurs très bien s'accorder avec la science, n'en comprend pas la nécessité et montre une grande indigence

(1) Voir l'exposé du *Bushidô*, t. III, p. 305. Le terme de *bushidô* est d'ailleurs d'origine récente.

(2) *Mélanges*, octobre 1908, p. 463.

au point de vue de l'individualisme, et c'est pour-quoi il demande « non la résurrection, mais une reconstruction du confucianisme ». Miyake Yûjirô est surtout partisan du progrès. Yoshida Kenshû estime que le confucianisme ne convient pas à une époque d'individualisme. Fukusaku Yasabumi ne croit pas qu'on doive rénover un système qui jure avec la société moderne, mais il veut le conserver temporairement tel qu'il est, comme s'étant bien adapté depuis des siècles au peuple japonais. Ôshima Masanori préfère la morale européenne au confucianisme. Hayashida Kametarô pense au contraire que la morale du confucianisme, principalement sous sa forme de bushidô, est très supérieure à la morale chrétienne. Ukita Wamin est pour un confucianisme christianisé. Beaucoup de protestants inclinent d'ailleurs vers le confucianisme.

Sur la grave question de l'individualisme les opinions sont en effet très partagées.

Occupons-nous d'abord de cette première forme d'individualisme, dont nous avons dit qu'on pourrait l'appeler l'individualisme chrétien et que les Japonais ne séparent, eux, jamais du christianisme.

Dans un article de 1910, *Kirisutokiô Sekai*, une revue chrétienne, ne craint pas de reprocher au ministère de l'instruction publique de n'avoir rien enseigné d'autre dans les écoles que *Chû-kun aïko-ku*, *Obéissance aux supérieurs, amour de la patrie* (1).

(1) *Jap. W. M.*, 30 juillet 1910.

Il n'a jamais cherché à développer l'esprit ou le cœur autrement que pour faire des citoyens obéissants. N'est-ce pas surprenant que même un homme d'État, qui a passé toute sa vie à prêcher la liberté, l'indépendance et le développement des facultés intellectuelles et morales de l'individu, ait produit dans sa vieillesse un manuel de tendances ultra-conservatrices, qui répète et même exagère tous les lieux communs les plus usés et ne donne pas la moindre indication de ce fait qu'un nouvel idéal d'éducation plus large, plus élevé, est l'un des plus grands besoins de notre âge?

Au bouddhisme on oppose le caractère progressiste du christianisme.

Le professeur Inoue écrit :

Le christianisme est plus riche de vie, d'activité et d'enthousiasme; le bouddhisme est plus froid, plus renfermé, plus passif. Dans les pays où règne le bouddhisme les peuples ne se développent pas, tandis que les pays chrétiens, à quelques exceptions près, ont pris un essor merveilleux (1).

Aussi, au point de vue moral comme au point de vue social, le christianisme tend-il, sinon directement, au moins par l'entremise de la civilisation occidentale, à donner au Japon des vertus, des sentiments que le confucianisme et le bouddhisme ont toujours ignorés : avec la charité, qui est l'extension volontaire à tous les hommes de ce dévouement que les religions anciennes exigeaient envers la famille mais envers la famille seulement; avec la foi, dont on pourrait presque dire dans un certain sens qu'elle est la forme personnelle de l'in-

(1) *Mélanges*, XXIII, p. 383.

telligence, comme la raison en est la forme générale; avec la chasteté, qui est le respect que chacun doit à son corps, il lui a enseigné l'affection et les égards envers la femme, les devoirs des supérieurs à l'égard des inférieurs; il a tempéré le principe purement autoritaire du confucianisme social par les idées d'égalité, de liberté, de droit individuel; il a déjà renouvelé la législation et tend chaque jour davantage à renouveler les mœurs.

Avec l'individualisme chrétien la civilisation occidentale apporte au Japon l'individualisme moderne.

Et c'est d'abord l'idée de la lutte pour la vie, le besoin d'agir, de se pousser, de repousser les autres, la confiance en soi, le goût de l'effort et du travail, le mépris de la souffrance, cet ensemble de qualités qui fait la grandeur, qui pour beaucoup fait aussi l'horreur de la civilisation moderne, surtout telle qu'on le comprend dans les pays neufs et en pleine activité comme les États-Unis. Mais nous avons déjà étudié ce côté de la vie japonaise dans l'introduction du chapitre consacré au régime économique, raconté la carrière des principaux financiers et des grands brasseurs d'affaires.

C'est ensuite ce que les bouleversements du dix-neuvième et du vingtième siècle ont amené d'anarchie, de malaise, de décomposition morale et sociale. Le peuple, encore faiblement touché, il est vrai, par la culture moderne, n'a été jusqu'ici que peu atteint du mal. Dans les classes instruites, chez les marchands et les industriels, qui s'enri-

chissent rapidement, chez les ouvriers de la grande industrie et même d'une manière générale dans la population des villes, le trouble au contraire est grand. Mais l'histoire des mouvements socialistes, des complots anarchiques, ne peut se séparer de l'histoire générale, que nous étudierons ailleurs.

II

La seconde question que nous aborderons est celle des relations de la morale et de la religion. Nous ne saurions la traiter dans toute son ampleur; nous montrerons seulement comment elle se pose au Japon.

C'est la prétention des penseurs japonais et chinois que dans leurs pays la morale et la religion sont complètement distinctes.

Leur point de vue est très clairement exposé dans un article (*Michi*, janvier 1910) du comte Hayashi (le célèbre homme d'État), qui reconnaît cependant l'utilité d'une influence religieuse (1) :

D'abord il importe d'observer que les relations de la religion et de la morale ne sont même pas les mêmes en Chine et au Japon que dans les autres pays de l'Orient et en Occident. Là on peut dire que la moralité est en quelque sorte la fille de la religion; la morale ne peut se passer de la religion pour vivre et se montrer efficace. Mais en Chine et au Japon la religion et la morale sont

(1) *J. W. M.*, 26 février 1910.

indépendantes l'une de l'autre. Il existait en Chine un système de morale très avancé bien des siècles avant que rien qui fût digne du nom de religion y eût été créé ou importé. L'on a soutenu que l'éthique chinoise devait son développement à la philosophie, il n'en est pas ainsi. En Chine la morale a été antérieure à l'enseignement des philosophes, qui se sont bornés à l'appliquer.

La Chine s'est plu au confucianisme parce qu'il est purement éthique et n'a aucun lien avec la religion. Quand le confucianisme fut importé dans ces îles, les Japonais le goûtèrent surtout pour son caractère purement éthique. Il est vrai qu'à l'époque troublée du moyen âge, alors que nos guerriers avaient peu de temps à consacrer à l'étude et que la science était presque le monopole des prêtres bouddhistes, le confucianisme se trouva mêlé au bouddhisme. Ce ne fut pas pour longtemps. Avec le progrès des connaissances, l'éthique, c'est-à-dire le confucianisme, se sépara de la religion et depuis cette séparation la religion n'a fait que perdre du terrain. Les observations, les études que j'ai faites à ce sujet me portent à croire qu'aucune secte religieuse n'exercera jamais dans ce pays la même influence qu'ailleurs. L'éthique continuera à être enseignée séparément de la religion. Tout effort pour fonder la morale sur la religion pourra faire du mal à ce pays, il ne pourra jamais lui faire du bien.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette prétention des Extrême-Orientaux de posséder une morale indépendante de toute idée religieuse. La question de savoir si le confucianisme propre doit être considéré comme une religion ou comme une philosophie et quel rôle il y faut attribuer au Ciel est très controversée en Chine et au Japon. Quoi qu'il

en soit, la société chinoise qui se rallia aux doctrines de Confucius, de Mencius et de leurs continuateurs correspond dans l'évolution de la civilisation asiatique à ce que fut dans celle de la civilisation européenne la société gréco-romaine de Socrate à Marc-Aurèle; or ces philosophes et tous ceux qui les relient ont aussi cherché à séparer la morale de la religion. En Chine, comme en Europe, la philosophie ne put suppléer à la religion et la décadence des mœurs livra les peuples civilisés aux barbares. Du cinquième au dix-septième siècle, dans le monde nouveau qu'avait créé la fusion des barbares et des anciens peuples, la morale fut dans son ensemble religieuse en Chine comme en Europe. Il faudrait faire exception pour les grands philosophes de l'époque des Sung, mais des tendances rationalistes analogues, encore que moins fortes sans doute, se retrouvent chez beaucoup des philosophes du moyen âge européen : n'ont-ils pas séparé les vertus cardinales des vertus théologiques et fondé les premières sur les préceptes de l'antiquité païenne? Dans les temps modernes, la philosophie chinoise, pour inférieure qu'elle ait été à la philosophie européenne, me paraît suivre dans l'ensemble une évolution assez semblable à l'évolution de cette philosophie.

Au Japon la morale a été nettement religieuse et sous les Fujiwara, et dans le moyen âge féodal, et même au dix-septième siècle; c'est dans la seconde moitié de ce siècle que le rationalisme confucianiste se développa chez les samurai, c'est au cours du siècle suivant qu'il devint nettement

antireligieux. Au rationalisme succéda le romantisme, qui, au Japon comme en Europe, ramena les classes cultivées vers la religion; mais l'Europe n'a qu'une seule religion, le christianisme; il s'y est donc produit au dix-neuvième siècle une renaissance des sentiments chrétiens et de la morale chrétienne. Le Japon romantique dédaigna le bouddhisme, il se tourna vers le shintô, et le shintô n'enseigne pas d'autre devoir que le culte de l'empereur et de la patrie, par suite la morale des hautes classes est dans son ensemble restée confucianiste, c'est-à-dire rationaliste; la morale du peuple mêle le bouddhisme à un confucianisme inférieur, où le rationalisme n'est plus que du gros bon sens.

Nous ne saurions donc admettre que partiellement l'assertion des Chinois et des Japonais que leur morale s'est formée indépendamment de la religion. Sans doute il nous faut reconnaître que leur morale familiale et sociale, en tant que fondée sur le confucianisme, ne repose pas sur l'idée de préceptes donnés par la Divinité et dont l'accomplissement ne soit possible que par sa grâce, qu'elle ne connaît pas de récompenses ou de châtiments dans une autre vie, qu'elle a pour seul but, comme pour seule sanction, la bonne organisation de la famille et de l'État. Mais nous n'oublierons pas non plus que la famille et l'État ont conservé en Extrême-Orient leur caractère religieux, encore que leurs religions propres soient restées, fors pour le culte des morts, indépendantes du bouddhisme, auquel on veut ordinaire-

ment réserver le nom de religion au sens étroit que donne à ce terme la pensée moderne; sous ce rapport l'Extrême-Asie ne saurait donc se comparer à l'Europe où, le christianisme ayant absorbé toutes les formes de la religion, l'État et la famille, s'ils ne sont plus chrétiens, ne sont plus religieux.

Aujourd'hui la morale du confucianisme est en partie transformée, en partie remplacée par la morale chrétienne, mais le Japon ne tire pas la morale chrétienne du christianisme lui-même, il la tire de la législation, de la philosophie, de la science européennes, qui, fécondées par le christianisme et pleines encore de son esprit, prétendent aujourd'hui se substituer à lui. Il en résulte donc que c'est la morale chrétienne qui est aujourd'hui pour le Japon la morale laïque, la morale en dehors de la religion. L'on pouvait croire il y a quelque vingt ans que le Japon sortirait de cette situation anormale en se faisant chrétien, plutôt de nom peut-être que de fait, et d'un christianisme très protestant qui n'aurait pas tardé à se japoniser. Les grandes victoires de 1895 et de 1905 ont tellement fortifié le sentiment national que cette conversion semble aujourd'hui peu probable. Le temps seul montrera si le Japon pourra pratiquer la morale chrétienne sans devenir chrétien et s'il pourra fondre cette morale avec celle du confucianisme d'une manière qui paraisse durable et dans une forme indépendante de tout culte religieux.

Le problème de ce qu'on veut appeler en Europe

une morale purement laïque n'a donc été résolu, quoi qu'on ait dit, ni par le Japon, ni par la Chine (1).

III

Nous résumerons maintenant l'histoire de l'éthique théorique.

En tous pays il est assez difficile de déterminer les relations qui existent entre l'éthique théorique et la morale pratique.

Si l'on veut fixer la valeur sociologique d'un système d'éthique il faut moins tenir compte des idées que l'auteur y a mises et de l'époque où il a vécu que de l'époque où le système s'est répandu et de la forme que lui a donnée le public (car le système pris en soi peut être surtout le résultat d'une idiosyncrasie sans grande importance au point de vue social).

D'ailleurs le succès d'un système d'éthique doit être tenu le plus souvent non pour la cause, mais pour le résultat d'une transformation morale. Ce n'est pas Rousseau qui a ramené la société du dix-huitième siècle à la nature, mais le retour de cette société à la nature qui a fait le succès de l'œuvre de Rousseau. Ce n'est pas la diffusion des idées de Schopenhauer qui a produit le grand développement du pessimisme dans le dernier tiers du dix-

(1) Nous n'étudions ici que l'origine de la morale ; pratiquement la criminalité semble dépendre surtout de la bonne organisation de la famille et de la société, elle est faible au Japon malgré la perturbation des idées religieuses (voir p. 324).

neuvième siècle; c'est le pessimisme suscité dans cette société par les bouleversements politiques, économiques et sociaux qui l'a portée tout à coup vers des livres restés quarante ans sans lecteurs. Et si l'Europe de l'époque qui précéda la Révolution prit à Rousseau la doctrine de la bonté naturelle de l'homme, elle ne lui prit pas son christianisme mystique, comme l'Europe de 1870 adopta le pessimisme de Schopenhauer mais n'adopta pas son idéalisme.

D'ailleurs, parmi tant de systèmes de morale, combien n'ont pas été seulement pensés, mais encore sentis, voulus, vécus par leurs auteurs, et de ces derniers combien ont été vraiment pratiqués par la masse?

L'étude de l'éthique théorique ne fournit donc à la sociologie que des indications.

Tel est particulièrement le cas dans le Japon moderne, qui a emprunté son éthique à l'Europe et à l'Amérique, dont il différait par les idées et par les mœurs. L'éthique y a donc touché l'intelligence plus que le cœur et par suite y a été sujette aux plus brusques changements.

Yamaji Aizan (1867) (un chrétien unitarien) dit avec justesse :

Si l'on voulait dresser le bilan des idées qui ont eu cours on trouverait que la pensée au Japon a varié comme le mode des chapeaux et qu'elle donne l'impression d'une lanterne tournante.

Nous pouvons cependant mettre quelque ordre dans cette confusion, distinguer dans l'évolution

de l'éthique trois grandes périodes et reconnaître dans chaque période une tendance principale.

La première période a été celle de l'*utilitarisme* anglais, répandu par Fukuzawa, dont nous dirons ailleurs la carrière : prenant le contre-pied du confucianisme, il fonde toute sa morale sur l'individualisme, ne reconnaît que deux vertus cardinales : l'indépendance et le respect de soi-même, déclare le travail nécessaire, mais pour la raison que c'est l'unique moyen d'assurer l'indépendance ; s'il impose à l'individu des devoirs envers l'État, c'est seulement parce que l'individu a besoin de la protection de l'État pour vivre librement. Et nous voyons qu'il est en effet naturel que, par réaction contre la morale du désintéressement enseignée par le bushidô et le confucianisme, exaltée par la Révolution, la poussée d'égoïsme que produisit cette Révolution, de théorique devenue pratique, l'influence de l'Europe et de l'Amérique, le besoin de créer un régime économique moderne et d'enrichir le pays de toutes les manières aient tourné les classes cultivées vers l'idée de Bentham que l'intérêt est le principe de la morale et celle de Stuart Mill que le progrès consiste dans le développement de l'individualisme.

Au cours de la seconde période, l'influence de l'Allemagne substituée à celle de l'Angleterre et de l'Amérique, le besoin d'organiser un pays bouleversé par la Révolution, la gravité de la situation extérieure, le désir orgueilleux de rendre le Japon égal aux plus grandes puissances firent comprendre que l'intérêt individuel ne peut se séparer

de l'intérêt collectif, exaltèrent les sentiments patriotiques et firent prédominer une morale impérialiste, où se combinèrent, avec le bushidô et le néo-shintô, qui considère les Japonais comme la race élue des dieux, des idées analogues à celles que les admirateurs de l'Allemagne trouvaient dans les écrits des pangermanistes. L'humanitarisme, qu'on avait quelque temps affecté pour rendre la révolution japonaise tout à fait semblable aux révolutions européennes, fit place au nationalisme le plus intransigeant; il semblait que le progrès de l'humanité ne pût résulter que de la prédominance du Japon.

La fin de la guerre contre la Russie a marqué le commencement de la troisième période. Yamaji Aizan, dans *Taiyô* de mai 1909, en détermine ainsi le caractère :

A une certaine époque l'importation des idées allemandes valut au Japon de faire l'expérience d'un nationalisme sourcilleux. Religion, philosophie, tout devait s'effacer devant la majesté de la patrie. Chose remarquable, la jeunesse éduquée à cette école en est arrivée à se faire l'adepte des idées antipatriotiques et d'un individualisme outré. Il y a dix ans, les professeurs de l'Université accusaient le christianisme d'antipatriotisme et conjuraient sa perte. Or, à dix ans de distance, on les voit se mettre à l'école de Tolstoï et d'Ibsen, le nationalisme a vieilli parmi eux (1).

Dans cette critique il convient de faire la part de l'exagération. Mais il va de soi que le *bushidô* moderne, basé sur des idées et un système d'éducation

(1) *Mélanges*, XXIII, p. 380.

qui ont presque disparu, fortifié, exalté par la Révolution, le loyalisme impérialiste, l'ardeur patriotique, ne pouvait suppléer longtemps à tout autre système de morale, ni même survivre aux événements qui l'avaient provoqué. Le brusque abandon après la paix des idées qui avaient inspiré depuis quinze ans la philosophie et la littérature devait livrer les classes cultivées et principalement la jeunesse des écoles aux suggestions les plus diverses importées d'Europe : l'individualisme exalté de Nietzsche, le mysticisme humanitaire et antimilitariste des Russes, le pragmatisme des Anglais et des Américains, voire les doctrines anarchiques de nombre d'auteurs européens. Il nous faut donc considérer la période actuelle comme une période de crise.

Cette crise de l'éthique se rattache étroitement à celle de la morale, que nous avons signalée plus haut et dont nous relaterons les manifestations les plus importantes en traitant de l'histoire générale. Mais nous pouvons dire que dans son ensemble la race japonaise est restée si saine de corps et d'esprit, si fière et si docile tout ensemble que ces troubles ne semblent pas sérieusement la menacer (1).

(1) A plusieurs reprises, le gouvernement a réuni des conférences sociales. En septembre 1908 on vit s'assembler dans la grande salle de l'Université des sciences nationales (*Kokugakuin daigaku*) 351 membres, dont 63 fonctionnaires des départements, 33 professeurs, 11 *kannushi*, 63 bonzes, 2 pasteurs protestants, 68 membres de la société des réformes sociales, 8 femmes; on y a discuté des réformes sociales en Europe, du régime des prisons, de la criminalité juvénile, de l'assurance contre le chômage.

(Cf. dans le livre du comte ÔKUMA : *National Education in*

D. — LA TRANSFORMATION DES IDÉES
LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES (I)

I

Il était naturel que la transformation de la religion, de la philosophie et de la morale renouvelât complètement la littérature.

La littérature du dix-neuvième siècle shôgunal était, comme nous l'avons montré dans le tome III, une littérature de décadence; tous les modes de la pensée, tous les genres de la composition, toutes les formes du style y semblaient épuisés : on ne trouvait de vie et d'originalité que dans le roman naturaliste, qui se bornait d'ailleurs à dépeindre d'une manière humoristique les tout petits côtés de la vie de Tôkiô. Mais la Révolution et la reprise des relations avec le monde séparent si nettement la littérature actuelle de la littérature shôgunale (avec la seule exception peut-être du roman populaire dans les premières années du Meiji) qu'il n'y

the Meiji era, par le marquis SAIONJI; *Social changes in New Japan*, par le professeur FUJIOKA SAKUTARÔ; *The influence of the West*, par le professeur NITOBE INAZÔ; les chapitres déjà précédemment cités sur la religion, la philosophie, etc. Nombre d'ouvrages écrits par des Japonais présentent beaucoup d'intérêt pour l'étude de la morale; ainsi ceux d'OKAKURA, de NITOBE, etc.

(1) Cf. les littératures de FLORENZ et d'ASTON; l'*Anthologie* de M. REVON; dans l'ouvrage d'ÔKUMA : *The Literature of the Meiji era*, par HACA. Il existe plusieurs biographies de Fukuzawa : j'ai surtout consulté celle de MIYAMORI ASATARÔ.

aurait pas grand intérêt à tenter de les rattacher.

Nous pouvons distinguer dans l'histoire littéraire du Japon moderne deux grandes périodes.

Dans la première les auteurs marquants sont entièrement sous l'influence de l'Occident, leurs principales œuvres sont des adaptations ou des traductions de livres européens ou encore des ouvrages de vulgarisation destinés à répandre la connaissance de la civilisation occidentale, et, de ces auteurs, aucun n'écrit pour écrire, ne s'inquiète d'esthétique ou ne suit une carrière proprement littéraire; ce sont des hommes politiques, des économistes, des réformateurs de toute sorte préoccupés de convertir la masse à leurs idées.

De tous les hommes qui ont contribué à former la mentalité des Japonais modernes, le plus influent fut sans contredit Fukuzawa Yukichi (1834-1901), le *sage de Mita*, comme on l'appelle du lieu qu'il habita pendant les trente dernières années de sa vie : il était né à Ôsaka; son père, un samurai du clan de Nakatsu, résidait dans cette ville pour y surveiller le dépôt de riz du clan. Yukichi fut élevé (partie à Ôsaka, partie à Nakatsu) dans le confucianisme le plus sévère; mais de bonne heure il commença de mettre en doute la valeur de cet enseignement et, quand l'arrivée de Perry eut bouleversé le Japon, il se rendit pour étudier le hollandais d'abord à Nagasaki (1854), puis à Ôsaka. La fièvre typhoïde, la mort de son frère, sa pauvreté, qui le força de se faire domestique, masseur, la rudesse de ses camarades, rien ne l'empêcha de poursuivre ses études, qui embrassaient toutes les

sciences traitées par les livres hollandais qu'il réussissait à se procurer.

En 1858, le gouvernement de son clan lui donna l'ordre de fonder à Yedo une école hollandaise. Une visite à Yokohama lui fit comprendre que la connaissance de l'anglais lui était indispensable et, avec le peu de livres qu'il put trouver, il se mit résolument à l'étude de cette nouvelle langue. Aussi obtint-il d'être adjoint, en 1859, à l'ambassade envoyée en Amérique pour la ratification des traités; en 1861, à celle qui se rendit en Europe pour obtenir le recul de l'ouverture de Hiôgo et de Yedo; en 1867, à une mission qui alla aux États-Unis réclamer un bâtiment acheté par le Japon; ces voyages firent de Fukuzawa le plus ardent champion de la civilisation européenne. De 1866 à 1869 parurent les *Choses occidentales* (*Seiyô Jijô*), cet ouvrage le rendit célèbre : dans le premier volume, dont 180 000 exemplaires se vendirent en peu de temps, l'auteur s'efforçait de vulgariser la connaissance de tout ce qui l'avait frappé en Occident : gouvernement, finances, postes, télégraphes, chemins de fer, etc.; le second volume était une traduction de l'*Économie politique* de Chambers; le troisième, une traduction fragmentaire des *Commentaires sur la loi anglaise* (1765-69) de Blackstone (1723-80) et de l'*Impôt* dans les *Éléments d'Économie politique* de Wayland. En même temps (1867), après avoir enseigné pendant neuf ans le hollandais, puis l'anglais à Teppôzu de Yedo, Fukuzawa ouvrit à Shinsenza, un autre quartier de la même ville, sa célèbre école dite *Keiô Gijuku* (de l'ère

Keiô), transférée en 1871 à Mita (Shiba); en traitant de l'instruction publique, nous avons parlé de cette école, qui pendant plusieurs années fut la seule à répandre la civilisation occidentale. La fondation (1882) de *Jiji Shimpô*, qui fut longtemps le journal le plus important, permit à Fukuzawa de faire sentir son influence dans la politique.

Nous préciserons maintenant les principaux points de son enseignement, tel qu'il le donna dans son école, son journal et ses ouvrages, qui forment plus de cent cinquante volumes.

Son premier but fut d'européaniser complètement le Japon. L'on peut penser aujourd'hui que c'était là une conception exagérée et même dangereuse, mais telle était l'hostilité que rencontraient les réformes les plus utiles que seule son intransigeance lui permit d'exercer une action efficace.

Son second but fut d'amener l'établissement d'un régime représentatif. S'il montra d'abord de la défiance envers les hommes du Meiji et même envers la maison impériale, dans la suite il se fit remarquer par sa modération et sa clairvoyance, pressant les ministres quand ils hésitaient devant les réformes, les soutenant contre les démagogues désireux de tout détruire, cherchant à faire cesser des luttes qui affaiblissaient le pays, toujours et avant tout patriote et par suite prêt à sacrifier ses idées de gouvernement intérieur aux nécessités de la politique extérieure; pour assurer son indépendance il refusa d'ailleurs tout poste de fonctionnaire, un mandat à la Chambre et même la pairie.

Comme troisième but Fukuzawa se proposa

de détruire les préjugés des samurai contre le caractère industriel et commercial de la société moderne, il ne craignit pas de prêcher l'amour de l'argent. Ses fils, élevés à l'Université Yale de New Haven (Connecticut), son gendre adopté, Fukuzawa Momosuke (1864), et son principal assistant, Shôda Heigorô (1845), se sont consacrés au journalisme, à l'industrie ou au commerce. En se faisant l'apôtre de la richesse, Fukuzawa rendit un véritable service à ses compatriotes, encore qu'ils n'aient pas tardé à exagérer grossièrement ses conseils.

Enfin le quatrième but du sage de Mita, celui auquel il consacra la fin de sa carrière, fut de substituer aux anciennes morales philosophiques ou religieuses, qu'il respectait d'ailleurs, une morale utilitaire analogue à la morale de Bentham et de Mill; comme ce dernier, il exagérait l'individualisme et se fit le défenseur éloquent des revendications féministes.

Nous citerons seulement quelques ouvrages de Fukuzawa : les *Eléments de physique* (1868), tirés d'ouvrages européens, le premier livre de vulgarisation composé au Japon sur cette science; la *Géographie du monde* (1869); l'*Encouragement à la science* (1872-76), une synthèse de la civilisation de l'Occident en 17 volumes, dont le premier eut un tirage de 220 000 exemplaires; les *Cent essais* de 1896, le chef-d'œuvre de l'auteur, celui où se montre au mieux ce style clair, souple, imagé, à la fois classique et populaire, qui lui a valu sa réputation d'écrivain.

Grand et fort, d'un beau visage avec son front

découvert, son visage ovale au menton volontaire, aux maxillaires accusés, son nez légèrement aquilin, sa bouche bien dessinée et ses yeux saillants pleins de feu, Fukuzawa exerçait une irrésistible influence sur tous ceux qui l'approchaient; au premier abord il en imposait par sa froideur un peu hautaine, son tour d'esprit sarcastique et paradoxal décontenançait ses interlocuteurs; puis on le trouvait aimable et bon, franc et jovial : c'était un maître excellent, un charmant causeur, un remarquable orateur d'affaires; il se préoccupa d'enseigner l'éloquence à ses compatriotes, particulièrement aux samurai, qui se croyaient incapables de développer aucun sujet en public, tant le despotisme du bakufu et l'austérité du confucianisme les avait faits silencieux, fiers et dissimulés.

La mort de Fukuzawa fut considérée comme un deuil public auquel tous prirent part, depuis l'empereur jusqu'aux plus humbles gens; ce qui semblerait incroyable d'un homme qui ne cessa de montrer la supériorité de l'étranger à un peuple d'un patriotisme exclusif, un homme qui ne craignait pas d'écrire :

Opprimés par des siècles de despotisme, nos compatriotes sont devenus serviles, ignorants, malhonnêtes, sans défense comme sans indépendance et sans honneur. Quoiqu'ils se désintéressent presque complètement des affaires de l'État, ils sont incapables d'affirmer leurs droits privés et se reposent de tout sur le gouvernement. Ceux-là mêmes qui ont reçu une éducation occidentale n'ont pour la plupart qu'un but, faire la chasse aux places de l'État; combien peu s'essaient à des entreprises privées! Incapables de se défaire de la civilisation

chinoise, ils restent des confucianistes sous la défroque d'Occident dont ils se sont affublés. Au Japon il existe un gouvernement, il n'y a pas de nation.

Des hommes énergiques aidèrent Fukuzawa dans son œuvre de diffusion de la civilisation occidentale par leurs traductions ou leurs œuvres originales. Ainsi Katô Hiroyuki (1836), président de l'Université de Tôkiô jusqu'en 1893, aujourd'hui baron et conseiller privé; Narushima Kiûhoku (1837-18..); Shimada Saburô (1852), d'abord journaliste, puis secrétaire au ministère de l'instruction publique, dont il sortit en 1881 pour créer avec Ôkuma le parti progressiste. Shimada s'est distingué comme journaliste; il a dirigé *Mainichi* jusqu'en 1909; on lui doit quelques œuvres remarquables, entre autres *Kaikoku Shimatsu*, l'histoire de l'ouverture du Japon au commerce étranger; l'un des premiers orateurs de son pays, il a constamment siégé à la Chambre, dont il a été l'un des vice-présidents.

Parmi les écrivains de cette époque on peut encore citer Fukuchi Genichirô (1841-1906), dont il a été parlé dans la section consacrée à la presse; le docteur Nakamura Masanao (Keiu), qui traduisit *Self-help* de Smiles et le *Gouvernement représentatif* de Mill; Uehida Masao, l'auteur d'une géographie générale; Mitsukuri Riûshô, qui donna une histoire universelle.

Dans la fiction les tendances étaient plus complexes.

Les œuvres proprement littéraires étaient rares : les romans eux-mêmes n'étaient-ils pas des ou-

vrages politiques? Yano Fumio (Riûkei) n'intitulait-il pas son roman sur Épaminondas : *Keikoku Bidan, le Modèle des hommes d'État*? Dans *Secchû-bai, le Prunier sous la neige*, et *Kakanwô, le Rossignol dans les fleurs*, Suehiro Tecchô (1848-96) ne peignait-il pas le futur régime parlementaire?

Les littérateurs de profession cherchèrent d'abord à concilier les vieilles traditions japonaises avec la nouvelle influence occidentale : ainsi Kanagaki Robun dans sa *Promenade humoristique à travers l'Ouest* et dans son *Analyse d'un concombre*. Toyama Masakazu ou Shôiti (1848-1900) (plus tard recteur de l'Université de Tôkiô, puis ministre de l'instruction publique), Yatabe Riôkiti (1851-99) et Inoue Tetsujirô donnèrent en 1882 les *Poèmes d'un nouveau style*, qui comprenaient, avec quelques pièces originales, des traductions de Bloomfield, Campbell, Gray, Longfellow, Tennyson et même de Charles d'Orléans (sans doute d'après une version anglaise).

Puis l'influence occidentale et l'influence japonaise se combattirent : la première eut pour organe *Kokumin no tomo* (l'*Ami du peuple*) de Tokutomi Sohô, la seconde *Nihonjin* (1888).

Les œuvres de tendances japonaises qui parurent alors doivent être considérées comme de simples essais, c'est pourquoi nous les étudierons avec celles de la seconde période, qui les développent et les complètent. Par contre, pour rendre plus clair le tableau que nous ferons de cette seconde période, nous donnerons ici toute l'histoire de l'influence étrangère dans la littérature pendant l'ère

de Meiji. Le goût japonais a été transformé par les traductions des principaux auteurs européens ; les premières parues, destinées à un peuple ignorant de l'Occident, n'étaient guère que des japonisations assez malheureuses, vinrent ensuite des traductions plus sérieuses, enfin des traductions littérales. Comme romans on offrit d'abord au public *Ernest Maltravers* de Bulwer Lytton (1883), d'autres œuvres du même auteur et de Disraeli, *Un Voyage à la lune* et *Vingt mille lieues sous les mers* de Jules Verne (d'après l'anglais), puis, depuis 1887, dans *l'Ami du peuple*, des adaptations d'après l'anglais de plusieurs romans de Daudet et de Victor Hugo, surtout *les Misérables*, des fragments de Shakespeare, de Byron, de Calderon, de Turgénief (ces deux derniers auteurs d'après l'allemand). Mori Ôgai (Ritarô) (1860) traduisit de nombreux auteurs allemands : Gœthe, Schiller, Heine, Lenau, Kleist, Scheffel. De 1887 à 1895 Shiken traduisit Hugo (de l'anglais) ; Hasegawa, Turgénief (? de l'allemand) ; Uchida, Dostoïevsky (? de l'allemand). Plus tard ce furent le *Faust* de Takahashi Gorô, le Shakespeare d'Asano Wasaburô, le Platon de Kimura Yôtarô (? de l'anglais).

Pour en terminer avec l'étude des littératures étrangères, nous dirons, avec le professeur Haga Yaichi, que les écrivains les plus en faveur furent en 1894 Tolstoi et Ibsen ; en 1896 Sudermann, Hauptmann, Björnson ; en 1897 Maupassant ; en 1898 Turgénief ; en 1901 Nietzsche ; en 1902 Gorki, Mæterlinck, Ibsen, Tolstoi, Sinkiewicz, Jokai, Merejковский (1865), en 1902 Chekof (1860-1904) et Wagner.

II

Au contraire de la première génération d'écrivains, qui avait été toute à la vulgarisation d'idées nouvelles, plus indépendante et moins désireuse d'exercer une action morale, la génération qui parvint à l'âge d'homme sous un gouvernement déjà fortement établi se tourna vers les lettres proprement dites.

L'enrichissement du pays, l'instruction rendue obligatoire donnaient d'ailleurs à la foule le moyen d'acheter et de lire des livres; les journaux publiaient des romans, des articles traitant les sujets les plus divers. La littérature pouvait donc devenir une profession et pour quelques-uns une profession lucrative.

Cependant on ne saurait comparer la littérature japonaise avec celle des autres grands pays civilisés. Dans ces pays, grâce à la diffusion déjà ancienne de la fortune et de l'instruction, aux traditions d'une culture classique, l'enseignement secondaire est très répandu et la plupart de ceux qui l'ont reçu sont attirés vers les lettres parce qu'ils les tiennent pour une carrière aristocratique. Au Japon la littérature est encore peu considérée, le nombre des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur est très restreint, les facultés de lettres et de sciences sont délaissées; la plupart des professeurs, des médecins, des juges, des fonctionnaires, n'ont pas passé les examens requis; avocats et jour-

nalistes se tournent vers la politique; l'armée et la marine d'une part, l'industrie et le commerce d'autre part attirent les hommes les plus intelligents et les plus énergiques. Il n'y a donc relativement que peu de littérateurs, et de ceux-ci l'on en compte peu qui soient véritablement éminents.

De plus, il n'y a pas dans la littérature de tendances décisives, de luttes violentes, ni même de courants bien marqués. Sans doute c'est un peu le cas de toutes les littératures d'aujourd'hui; l'on n'y trouve rien de pareil aux querelles des classiques et des romantiques, ni même à celles des naturalistes et des symbolistes. Encore est-il qu'on peut y reconnaître des mouvements importants. Tel n'est pas le cas au Japon.

Presque tous les historiens, les biographes, les sociologues, les auteurs de récits de voyages et la plupart des romanciers qui s'occupent de morale, de philosophie ou de politique, sont encore sous l'influence de l'Occident. Sans doute ce ne sont plus des traducteurs ou même des imitateurs comme les écrivains de la première période. Mais leur originalité se dégage difficilement et, quand elle se dégage, elle témoigne de leur valeur individuelle, non des tendances d'un groupe ou d'une école; les idées de l'Occident ne sont pas encore assez japonisées pour que notre idéalisme, notre matérialisme, notre modernisme, notre traditionalisme représentent pour les Japonais des convictions profondes, des instincts intimes et non pas de simples modes littéraires.

Voici les maîtres les plus marquants de la littérature influencée par l'Occident.

Yokoi Tokiô (1857), le fils du fameux Yokoi, homme politique et journaliste, est un admirateur de la civilisation américaine. Nitobe Inazô (1863) est surtout connu pour ses œuvres écrites en anglais, dont l'une, son traité du *bushidô*, est devenue populaire. Miyake Yûjirô (1860), voyageur et journaliste, a collaboré à *Nippon* jusqu'en 1906. Natsume Kinnosuke (Sôseki) (1866) est un écrivain humoristique, un journaliste plein de verve. Okakura Kakuzô (1862), écrivain et critique, a fondé une école d'art, écrit en anglais : *The intellectual awakening of Japan, The ideals of the East*. Takekoshi Yosaburô (1865), journaliste et homme politique, a publié une Histoire du Japon. Tokutomi Iichirô, dit Sohô (1863), s'est fait connaître à vingt-trois ans par le *Japon de l'avenir* (*Shôrai no Nihon*), œuvre toute démocratique (1886). Son frère plus jeune, Kenjirô, un chrétien, est devenu, sous le pseudonyme de Roka, un romancier célèbre : *Hototogisu (le Coucou)* (1) (1899) décrit le conflit des anciennes et des nouvelles tendances dans une histoire dramatique dont certains traits rappelleraient, prétend-on, des événements qui se seraient passés dans la famille du maréchal Ôyama ; *Omoidenoki (le Livre des souvenirs)* serait une sorte d'autobiographie ; *Kuroshiwo (le Courant noir, le Gulfstream)*, de tendances socialistes, aurait pour

(1) Ce roman a été traduit dans les principales langues européennes sous des titres différents, entre autres en français par O. Le Paladin (*Plutôt la Mort*).

héros Hoshi Tôru, un célèbre homme politique mort assassiné.

Tsubuchi Yûzô (1859), de l'Université Waseda, dramaturge et romancier, après avoir débuté par des œuvres proprement littéraires comme sa *Vie d'un Étudiant* (1885) et *Homme et femme*, où il s'inspirait du naturalisme de Shunsui (1789-1842), a donné une volumineuse histoire de la littérature anglaise. Parmi les écrivains qu'il a formés, dirigés ou inspirés dans des genres différents, citons : Shimamura Hôgetsu; Gotô Chûgai; Mizutani Futô; Shiga Shigetaka (1863), professeur à l'Université Waseda et quelque temps député d'opinions libérales, qui a surtout réussi dans le récit de voyage : son ouvrage *Affaires dans les mers du Sud* (1886) lui a valu la réputation d'un écrivain plein de charme.

Ces auteurs, dont la plupart professent ou ont professé dans la célèbre Université du comte Ôkuma, forment l'école dite de Waseda.

D'autres écrivains, des romanciers pour la plupart, tout en subissant l'influence de l'Occident, se rattachent plus intimement à la tradition japonaise : ce sont des satiristes, mais sans le parti pris de dénigrement et le pessimisme systématique des satiristes européens ; ce sont aussi des naturalistes, mais, fait d'observation, d'humour, de tradition, de patriotisme, leur naturalisme, où un fort goût de terroir est toujours mêlé de cette poésie un peu conventionnelle mais charmante qui était chère aux auteurs classiques, diffère beaucoup de notre

naturalisme ou de celui des Russes comme du réalisme des Anglais, des Allemands et des Scandinaves.

Aeba Kôson, disciple de Jippensha Ikku, avait par ses écrits humoristiques continué les traditions de l'ancienne littérature dans un monde nouveau.

Les attaques contre le romantisme de Tsubuchi (que nous venons de nommer) suscitèrent une réaction naturaliste, dont les chefs furent Ozaki Tokutarô, dit Kôyô (1867-1903), et Yamada Take-tarô, dit Bimiôsaï (1868). Leur cénacle prit le nom de *Ken'yûsha*, leur revue était *Garakuta Bunkô*. Parmi leurs disciples ou leurs amis citons : Iwaya Sueo, dit Sazanami (1870), surtout connu pour ses contes de fée; Ishibashi Shian (1867), qui écrivit une cinquantaine d'ouvrages, dont *Miyako no hana* (*Fleurs de la capitale*) (1891); Izumi Kiôkai (1873), l'auteur de nombreux romans, entre autres de *Yushima mode* (*le Visiteur du temple de Yushima*) et de *Tatsumi Kôdan* (*Conte de Tatsumi, le quartier sud-est de Tôkiô*); Oguri Fûyô, Tokuda Shûsei, Yanakawa Shunyô. Les premières œuvres du *Ken'yûsha* n'étaient guère, comme celles de l'école précédente, que des adaptations de romans européens, mais peu à peu l'on s'émancipa et, en s'émancipant, volontairement ou involontairement on se rapprocha de l'ancien roman naturaliste, tel qu'il avait fleuri sous le shôgunat.

Bimiôsaï est surtout connu pour un charmant recueil de nouvelles (1888), intitulé *Natsukodachi* (*Arbres d'été*), dont les meilleures sont *Musashino*

et *Kakiyamabushi*, il a publié d'autres nouvelles et des poésies.

Kôyô a écrit des romans touffus, où des restes de romantisme se mêlent au sensualisme élégant du dix-huitième siècle, tel qu'on le trouve chez Saikaku, et au naturalisme moderne, qui est souvent assez grossier. Sa vogue fut pendant quelque temps très grande; on cite surtout de lui : *La Déclaration d'amour (Iro zange)*; *L'Oreiller de bois (Kiara-makura)*; *Les Trois Épouses (Sanninzuma)* et *Le Démon qui a la couleur de l'or (Konjiki Yasha)* (inachevé).

Hirotsu Riûrô (1860), qui débuta en 1887, a dans une vingtaine de romans dépeint la vie bourgeoise et principalement les côtés mélancoliques de l'existence des femmes.

L'un et l'autre ont dû céder le premier rang à Kôda Nariyuki, dit Rohan (*Ami de la rosée*) (1867); de tous les écrivains d'aujourd'hui, c'est incontestablement le plus puissant et c'est incontestablement le plus japonais. Il possède à fond la littérature de son pays comme celle de la Chine et celle du bouddhisme; il écrit une belle langue, a de l'imagination, de la poésie, de l'éloquence, il ne tombe jamais dans la vulgarité : ses personnages, bien composés, bien peints, tranchent de ceux des autres romanciers naturalistes par la force du caractère et l'élévation des sentiments. Mais ses livres sont trop longs, embarrassés de digressions et souvent ennuyeux. Quoique les Japonais l'opposent, et justement, à Bakin, pour l'Européen il tient de cet auteur, on reconnaît chez l'un et chez

l'autre des qualités et des défauts semblables et souvent une même inspiration. Parmi les principales œuvres de Rohan, on peut citer : *Fûriû Hotoke* (*L'Aimable Buddha*), histoire d'un artiste; *Ikkôken* (*L'Épée*); *Gojû no Tô* (*La Pagode à cinq étages*); *Higeotoko* (*L'Homme barbu* (1897), un roman historique sur les guerres civiles qui précédèrent l'avènement des Tokugawa.

Cependant les excès du naturalisme ont ramené nombre de lecteurs vers le romantisme; aussi accueillirent-ils avec joie les histoires de revenants d'Izumi Kiôka; *Mikazuki* (*le Croissant*) de Murakami Namiroku; *Ukishiro Monogatari* (*Conte du château flottant*) de Yano Fumio (Riûkei); *Katsura hime* de Miyazaki Sammai; *Nanyô no Haran* (*L'Orage des mers du Sud*) de Suehiro Tecchô (mentionné parmi les écrivains de la première période). Kawakami Bizan (1857), qui s'est suicidé le 14 juin 1908, a pris surtout du romantisme la sentimentalité idéaliste. Les meilleurs romans sociaux sont, avec ceux de Roka cité plus haut, *Riôjin no jihaku* (*La Confession d'un mari*) de Kinoshita Naoe (1871), et *Hakai* (*La Transgression du commandement*) de Shimazaki Tôson (1872).

Une question particulièrement intéressante est celle de la langue; faut-il se servir de la langue écrite ou de la langue parlée? Si l'on choisit la première, sera-ce le pur japonais des Motoori et des Hirata ou le sino-japonais? Ce dernier emploiera-t-il beaucoup de caractères chinois, se contentera-

t-il des plus connus ou aura-t-il recours à des caractères rares et difficiles? Les premiers littérateurs étaient restés fidèles à la langue écrite ordinaire. Bimiôsai et Kôyô à ses débuts lui substituèrent la langue parlée, mais Kôyô dans ses meilleures œuvres et Rohan, revenant à la langue du dix-huitième siècle, s'inspirèrent de Saikaku. Tout était donc indécision lorsque la guerre de 1904-05 donna au peuple, enfin instruit, l'habitude de lire; depuis lors la question semble avoir été tranchée par l'adoption de la langue parlée.

Dans l'ensemble la littérature actuelle est celle d'une époque de transition et d'une époque plus pressée d'agir que d'écrire : on n'y trouve qu'une seule personnalité tout à fait remarquable, celle de Rohan.

III

Au théâtre, où les personnes instruites commencent à se rendre, mais où le peuple domine encore, l'influence de l'Occident s'est imposée plus difficilement. Les grands acteurs, Ichikawa Danjûrô (IX) († 1903), dont le duc Itô a prononcé l'oraison funèbre, Kikugorô († 1903) et Sadanji († 1904) mettaient surtout leur talent au service de la tradition. Vers 1890 Murakami, Fukuchi Genichirô et Suematsu Kenchô (l'homme politique, gendre d'Itô) s'efforcèrent de moderniser le drame conventionnel des Japonais; ils obtinrent de grands succès parce que leurs drames étaient écrits pour

ces acteurs, mais ne composèrent pas d'œuvres durables.

Une autre école cherche au contraire à populariser les œuvres théâtrales de l'Occident. Ce furent d'abord une adaptation (1883) du *Jules César* de Shakespeare par Tsubuchi (l'auteur de *la Vie d'un Étudiant*), celles que Mori, le traducteur des poètes allemands, a données du *Juge de Zalamea* de Calderon (d'après l'allemand) et de l'*Emilia Galotti* de Lessing (1899).

Kawakami Otojiro, le mari de Sada yakko, a mis à la scène *Othello* et *Hamlet* dans des versions qui défigurent l'original. On a vu également le *Roi Lear*, le *Marchand de Venise*, *Guillaume Tell* (de Schiller), *Monna Vanna* (de Mæterlinck), *Hernani* (de Hugo), *Francesca da Rimini* (de Silvio Pellico), *Sapho* (de Daudet) et les meilleures pièces de Kleist, en 1911 une traduction littérale de *Hamlet* par Tsubuchi.

Tsubuchi a écrit lui-même des drames romantiques : *Kiri Hitoha*, *la dernière feuille du paulownia* (1895), raconte le dévouement de Katagiri à Hideyori, fils de Hideyoshi; l'auteur a donné comme suite à ce drame : *Hototogisu Kojô no Rakugetsu*, *Le Coucou de la ruine au clair de lune*; *Maki no Kata* (1896) a pour héroïne la veuve intrigante et ambitieuse de Tokimasa, le fondateur de la maison de Hôjô. Mori a composé le drame lyrique d'*Urashima* et *Nichiren Tsuji Seppô*, *La Prédication de Nichiren sur les routes*. Takayama Rinjirô (mort aujourd'hui) a fait jouer plusieurs pièces également romantiques, dont *Takiguchi niudô* : ce drame, dont le sujet est emprunté au

Heike Monogatari, nous montre un chevalier Taira se faisant moine par chagrin d'amour.

Toujours sous l'influence de l'Europe, on passa du drame romantique au drame naturaliste tiré le plus souvent des romans à la mode : ainsi le *Démon de l'or* (1902) de Kôyô; *Hototogisu* et *Kuroshiwo* (1903) de Roka; *Par sa propre faute* de Kikuchi Yûhō.

Pour jouer et les pièces européennes et les pièces japonaises qui en sont imitées, on a construit des théâtres pareils à nos théâtres, où les acteurs s'efforcent d'imiter le jeu de nos acteurs.

Bientôt sans doute quelques scènes seulement conserveront, à la manière de musées, les anciennes pièces et l'ancien jeu comme des objets de curiosité, mais il faudra longtemps encore avant que se forme vraiment le nouveau drame japonais inspiré et non plus imité de l'Europe.

IV

Plus encore que la littérature, l'art, hésitant, confus, cherche sa voie et ne peut la découvrir. Ce qu'il faudrait, c'est un art japonais moderne qui conservât assez de traditions nationales pour rester foncièrement japonais, tout en prenant à l'Occident, d'abord ce qu'on peut considérer comme un progrès absolu de l'art en général : ainsi la perspective linéaire, la connaissance de l'anatomie, la technique de la peinture à l'huile, ou encore les principes scientifiques qui régissent l'architec-

ture en pierre ou en fer; ensuite ce qui dans notre art d'aujourd'hui représente vraiment l'esprit moderne, dont les Japonais cherchent à se pénétrer de toutes les manières.

La tâche ne sera sûrement pas aisée. Au seizième siècle, les arts de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne ont été renouvelés par celui de l'Italie, sans perdre leurs qualités propres, parce que, d'une part, les arts de ces pays et celui de l'Italie avaient, malgré leurs divergences, des principes communs; parce que, d'autre part, la technique des Espagnols et des peuples du Nord était celle de primitifs, tandis que celle des Italiens était savante et classique. Mais l'art japonais du dix-neuvième siècle était un art tombé en décadence après avoir abouti à l'extrême limite de son évolution, un art qui n'ayant plus subi depuis deux siècles aucune influence étrangère, s'était épuisé dans la répétition des mêmes motifs exprimés par les mêmes procédés.

Cet art, ce n'est pas l'influence de l'Europe qui l'a détruit; il est mort de lui-même, parce que, d'un caractère trop exclusif, il ne disposait que d'un champ restreint et que ce champ, il l'avait entièrement parcouru; il est donc impossible de le ressusciter ou de le fondre avec l'art européen. Mais les Japonais peuvent dans l'étude de ses plus belles œuvres retrouver les qualités nationales qui en ont fait le charme et la grandeur : le don de l'observation, l'amour de la nature, cette finesse de l'impression qui permet d'en saisir les nuances les plus exquises et les plus fugitives, cette sou-

plesse, cette netteté de l'expression qui permet de rendre ces nuances sans tâtonnement ni affectation.

Actuellement on ne peut pas dire que le Japon possède un art moderne. L'art ancien dégénéré et l'art européen y coexistent sans se pénétrer véritablement. L'art ancien continue à construire des palais et des temples de bois, à les décorer dans la manière traditionnelle, à tracer avec de l'encre de Chine des paysages conventionnels sans connaître la perspective linéaire et de pittoresques silhouettes d'hommes et de bêtes sans connaître l'anatomie. Quant à l'art européen des Japonais formés dans nos écoles, il élève des édifices européens, il peint des tableaux européens, il fait des statues européennes, où n'apparaît aucune trace des traditions nationales.

Et comme ces deux arts diffèrent par la technique, ils diffèrent par l'inspiration. L'art japonais, dont on peut dire que ses inspirations sont posthumes, ressent ou repense ce qu'ont senti et pensé les raffinés de l'époque des Fujiwara, les moines et les chevaliers du moyen âge, les maîtres emphatiques et voluptueux de la Renaissance, les classiques du dix-septième siècle, les sensualistes du dix-huitième, il ignore les idées et les passions d'aujourd'hui; aussi ne s'est-il montré heureux que dans la décoration des temples et des monastères, le bouddhisme a conservé ses traditions et beaucoup de ses fidèles ont encore la foi, son art peut donc copier le passé sans faire de pastiches.

L'art imité des peuples européens leur doit ses

inspirations comme sa technique; sans doute il s'efforce bien de représenter ce qu'il a sous les yeux, il sculpte dès statues de Japonais, peint les villes et les paysages du Japon, les foules du Japon, les batailles du Japon, mais il les peint ou du moins il cherche à les peindre comme des Européens les peindraient. Voit-on des paysages de Montenard, de Mesdag, de Karl Vinnen, du premier coup on reconnaît que le premier de ces maîtres est Provençal, le second Hollandais, le troisième Allemand. La manière dont Verechtchagin peignait ses batailles ne ressemble en rien à la manière dont Neuville peignait les siennes. Les monuments de Victor Hugo et de Gambetta à Paris témoignent d'une tout autre inspiration que celui de Victor-Emmanuel à Rome ou celui de Bismarck à Hambourg. Les édifices que l'on construit à Berlin diffèrent profondément de ceux que l'on construit à Londres, à Rome ou à Paris. On n'en saurait dire autant de ceux de Tôkiô; la statue du prince Arisugawa pourrait être d'un sculpteur italien et fors dans le paysage, où notre impressionnisme, quelque peu inspiré des estampes de Hokusai et de Hiroshige, a permis aux Japonais de se rattacher à leur passé, aucune de leurs peintures, que je sache, ne révèle une manière d'observer, de sentir, de comprendre la vie qui soit vraiment japonaise.

Ce qu'il faut dire, c'est que tout art digne de ce nom est la synthèse de certaines qualités, les unes nationales et traditionnelles, les autres récentes et empruntées à l'étranger, et qu'une pareille synthèse ne peut se produire que pour une mentalité

suffisamment consciente d'elle-même, stable et homogène. Les Japonais sont trop bien doués pour ne pas réussir à se créer un art moderne, mais ils n'y réussiront que lorsque leur esprit et leur société seront complètement sortis du trouble causé par la Révolution et la brusque intervention de l'Europe.

Tel qu'il est actuellement, leur art nous est un nouveau témoignage de la transformation des idées que nous avons étudiée (I).

Et si nous voulons maintenant résumer cette Section II tout entière, nous dirons que l'effort fait par le Japon pour fondre la civilisation morale de l'Orient et celle de l'Occident, comme il a fondu leurs civilisations matérielles, doit être considéré comme l'une des plus intéressantes manifestations qui se soient produites dans l'histoire de l'humanité et la plus capable de nous faire comprendre le grand mouvement qui agite la Chine, l'Inde et les pays musulmans. Nous ajouterons que, malgré sa complexité, la transformation des idées au Japon affecte dans son ensemble un caractère nettement individualiste et nettement démocratique.

(1) L'art japonais moderne n'est vraiment bon que dans les arts appliqués à l'industrie ; une étude de ces arts sortirait du cadre de cet ouvrage. Une étude de l'architecture, de la sculpture et de la peinture actuelles ne présenterait qu'un médiocre intérêt. Les noms des principaux peintres et sculpteurs ont été cités Tome V, p. 306, ceux des principaux architectes Tome VI, p. 398.

SECTION III

LA RÉPERCUSSION DE LA TRANSFORMATION GÉNÉRALE DES IDÉES SUR LES CONCEPTIONS POLITIQUES. LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

A. — DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE EN GÉNÉRAL

Il était forcé qu'une pareille transformation des idées religieuses, philosophiques, scientifiques, morales, sociales, littéraires et artistiques changeât la conception que les Japonais se faisaient de l'État, des devoirs du gouvernement et des citoyens.

Avant d'étudier ce changement, dû pour la plus grande partie à l'influence de l'Occident, il nous faut d'abord montrer l'état de la société où il se produisit, c'est-à-dire rechercher quelles traces avait laissées la Révolution, quels effets avaient produits les réformes.

I

La Révolution japonaise avait été le résultat de tendances multiples, mais avec le temps son caractère se précisa. Dix ans après, l'œuvre de destruction était achevée. Dans le domaine politique elle avait été complète : ceux qui désiraient l'abolition du shôgunat, du bakufu, des clans, de la caste militaire, étaient satisfaits et ceux qui étaient attachés à ces institutions avaient perdu tout espoir de les rétablir. Au point de vue social l'œuvre de destruction avait été, sinon complète, au moins fort étendue, puisqu'elle n'avait respecté ni le droit de propriété, ni aucun privilège, ni même la puissance paternelle. Quant à l'œuvre de reconstruction, elle était elle-même fort avancée et nul ne pouvait nier qu'elle ne fût conçue dans un esprit nettement progressiste.

Mais le nouveau gouvernement était sorti d'une révolution et le fait qu'il se constituât ne pouvait arrêter brusquement cette révolution ; par suite, une scission ne devait pas tarder à se produire entre les chefs du gouvernement et beaucoup de leurs anciens alliés.

Il y a dans tout parti révolutionnaire des éléments antisociaux : ce sont ces aventuriers, ces criminels qui dans les époques de calme sont maintenus par la crainte des lois ou expient leurs crimes dans les bagnes. Aux heures de trouble ces hommes présentent comme des vengeances politiques leurs pillages et leurs assassinats commis

avec la connivence, au moins tacite, des promoteurs du mouvement; la paix rétablie, ils continuent de tuer et de piller, leurs anciens chefs devenus des hommes d'État ne voient plus en eux que des criminels de droit commun, mais la complicité d'autrefois fait que pendant longtemps ils hésitent à les punir.

Les partis révolutionnaires renferment aussi nombre d'hommes qui cherchent seulement leur intérêt personnel. La révolution dépossède les anciens titulaires des places, mais ne peut que dans une faible mesure augmenter le nombre des places dans un pays généralement appauvri; par suite, bien peu des ambitieux qui ont pris part à la lutte peuvent être récompensés; les autres s'irritent davantage de voir les rangs, les emplois convoités en la possession de leurs anciens compagnons plus heureux qu'ils ne l'étaient autrefois de les voir en la possession d'hommes séparés d'eux par la naissance et la fortune.

La plupart de ceux qui se laissent séduire par les prédications des révolutionnaires souhaitent un ordre social meilleur : ceux-ci, parce qu'ils ressentent plus directement les injustices inhérentes à une forme particulière de société ou même à toute société; ceux-là, parce que leur faiblesse physique ou morale les rend impropres à la lutte pour la vie, qu'aucune organisation ne supprimera jamais; d'autres enfin, parce que, d'un esprit rêveur, ils imaginent une constitution chimérique de l'État et de la société. Toute révolution, quelle qu'elle soit, ne peut que décevoir les faibles et les utopistes,

comme ceux qui souffrent d'injustices inhérentes à tout état social; et ceux-là qui souffrent d'injustices causées par un mode particulier de société ne sont pour la plupart que médiocrement satisfaits, parce que l'inégalité survit dans les mœurs longtemps après qu'elle a disparu de la législation. Par suite, toute révolution laisse dans la masse un fond de rancœurs et ces rancœurs sont d'autant plus grandes que plus grandes ont été les espérances.

D'ailleurs, aucune constitution politique ou sociale ne peut être définitive; le gouvernement doit toujours se transformer avec la société, la société avec les mœurs, les idées, les découvertes scientifiques et les conditions économiques. Mais les réformes politiques et sociales ne s'accomplissent jamais méthodiquement, elles sont toujours le résultat d'une lutte entre ceux qui restent attachés au passé et ceux qui veulent hâter l'avenir sans savoir exactement ce que l'avenir sera; traditionalistes et progressistes se trompent également : la société du présent est le point où la résistance des uns arrête les attaques des autres. En tout temps il existe des traditionalistes et des progressistes, mais aux époques de révolution l'effroi augmente les répugnances des premiers, et l'ivresse du succès, l'ardeur des seconds. Or il est naturel que les fondateurs d'un régime nouveau s'allient avec les progressistes pour l'établir, avec les traditionalistes pour le défendre, car leur intérêt, comme leur orgueil, les porte à croire que leur œuvre est définitive au moins pour leur époque. C'est ainsi qu'au Japon les hommes du Meiji jugeaient leur

tâche terminée avec la création d'un État moderne, tandis que la masse réclamait un régime constitutionnel.

Ces diverses causes produisirent entre 1876 et 1890, principalement après la révolte de Satsuma, un mouvement presque aussi fort que celui de la Révolution mais d'un caractère différent ; le premier mouvement était complexe, le second fut nettement démocratique : il tendait à l'abolition de toutes les distinctions sociales et à l'établissement d'un gouvernement du peuple par le peuple ; la famille impériale n'était plus respectée et, si l'on n'osait encore s'attaquer au souverain lui-même, on déclarait ouvertement qu'il devait régner sans gouverner. Parmi les Européens établis au Japon, nombreux étaient ceux qui croyaient la chute de la monarchie prochaine ; c'était compter sans la force des sentiments qui avaient amené la Restauration.

II

A cette première tendance se joignit celle que produisit l'influence de la civilisation occidentale. Au début le gouvernement avait imposé à la nation hostile des institutions et des mœurs étrangères. Mais les étudiants, les voyageurs qui revenaient de pays éloignés en répandaient les idées et les modes et bientôt dans les milieux cultivés on n'eut plus qu'une ambition, rendre le Japon semblable aux peuples les plus puissants, qu'on prétendait égaler.

L'admiration des Japonais alla tour à tour aux nations les plus diverses. Aucune influence n'a été sur la masse aussi considérable ni aussi durable que celle des États-Unis, le pays dont les relations avec le Japon sont le plus régulières. Mais cette influence a toujours été vue avec défiance par une cour et un gouvernement hostiles aux idées républicaines; aussi la reconnaissons-nous dans les milieux d'affaires plutôt que dans les milieux proprement politiques. Fukuzawa lui-même, qui, de cœur américain, affectait de se comporter comme le citoyen d'une république, se déclarait partisan pour son pays d'une monarchie constitutionnelle du système anglais.

La constitution anglaise, telle était en effet l'ambition des progressistes d'esprit pratique; laissant aux jeunes gens le rêve d'une démocratie américaine, ils se contentaient de réclamer l'établissement d'un régime où les ministres fussent choisis par la Chambre et représentassent l'un ou l'autre des grands partis. En même temps, sous l'influence de Fukuzawa, l'individualisme de Mill et de Spencer apparaissait comme la solution de tous les problèmes politiques et sociaux, tandis que, dans leur effroi de l'œuvre de destruction accomplie, les hommes réfléchis, alors épris de la philosophie de l'évolution, en faisaient l'application à la politique et demandaient une transformation progressive et lente du régime. Fukuzawa enseignait que le changement des mœurs doit précéder celui des institutions, il engageait les jeunes gens à se détourner de la politique et des car-

rières administratives pour s'adonner au commerce et à l'industrie.

Cette diffusion de l'idée d'évolution dans les milieux économiques et scientifiques exaspérait les politiciens violents, qui, entraînés par la Révolution, habitués aux brusques réformes, voulaient atteindre à leurs fins par un nouveau bouleversement. En 1881 le marquis Saionji leur apporta le *Contrat Social* de Rousseau, dont l'effet fut prodigieux : cet ouvrage semble en effet résumer les idées et les sentiments des peuples les plus divers à un moment, très court d'ailleurs, de leur transformation politique et sociale ; à l'heure actuelle son charme est souverain en Égypte et en Turquie. Saionji, dont nous retracerons ailleurs la carrière, avait passé onze ans en France (1869-80). Quoique d'un caractère indolent, il était ambitieux et souhaitait d'arriver au pouvoir avec l'aide des partis avancés. Il fonda la *Liberté Orientale* (*Tôyô Jiyû Shimbum*), un journal où il défendait les idées démocratiques et même le socialisme ; ses principaux collaborateurs étaient Matsuda, depuis ministre de la justice, Matsuzawa Kinsuke et Nakae Tokusuke (Chômin), qui devint au Japon le chef de l'école de Rousseau. La cour obtint bientôt de Saionji qu'il cessât la publication de ce journal.

Ces doctrines avancées firent tort, dans l'esprit du gouvernement et même des personnes d'opinions modérées, aux idées de liberté et d'individualisme apportées d'Angleterre. Contre la propagande des démocrates l'on voulut une barrière

plus forte que la constitution anglaise et l'on se tourna vers l'Allemagne. Avant la fondation de l'empire allemand la Prusse, le seul État de la confédération qui se fît représenter au Japon, n'y était pas considérée comme une grande puissance; le nouvel empire n'eut d'abord que de faibles intérêts en Extrême-Orient, il y était mal connu et n'y exerçait aucune influence. Le rôle prépondérant joué par l'Allemagne au congrès de Berlin commença d'attirer l'attention sur elle, l'expansion de son commerce et de sa marine marchande lui valut le premier rang dans l'Extrême-Asie après la Grande-Bretagne. Son esprit de méthode la faisait regarder comme une bonne éducatrice par un peuple qui avait tout à créer. En même temps qu'ils reformaient sur ses conseils leurs institutions civiles et militaires et leur législation, les hommes du Meiji en étudiaient les institutions politiques. Katô traduisit la *Théorie de l'État*, de Bluntschli (1808-1881), suisse d'origine mais naturalisé allemand, qui fut professeur à l'Université de Munich, puis à celle de Heidelberg, enfin député et conseiller privé de Bade. Ce fut donc sur la constitution allemande et non sur la constitution anglaise que fut modelée celle du Japon. Au lieu de l'individualisme anglo-saxon le gouvernement japonais a défendu le socialisme d'État et l'empire du mikado est devenu un empire militaire. Les partis avancés, qui ont longtemps protesté contre l'influence allemande, l'ont subie à leur tour et la démocratie américaine les séduit moins aujourd'hui que l'organisation

du travail d'après les idées des démocrates-sociaux.

B. — LA FORMATION DES GRANDS PARTIS POLITIQUES

I

Après avoir montré le grand mouvement d'idées qui s'accomplissait au Japon en dehors du gouvernement, mouvement complexe mais d'un caractère nettement démocratique, nous chercherons quelle influence ce mouvement exerça dans les milieux politiques.

Au début tous les hommes politiques appartenaient à la classe des shizoku, des anciens samurai; ce fut seulement l'établissement d'un électorat censitaire qui, à partir de 1890, mit fin au rôle politique des shizoku ruinés.

Aussi le mouvement démocratique aboutit-il d'abord à une revendication d'un caractère tout particulier; les anciens clans reprochaient aux quatre clans vainqueurs : Chôshû, Satsuma, Hizen et Tosa, de s'être partagé les places de l'État; Hizen et Tosa reprochaient aux deux autres clans de s'être fait la part trop grande.

Les tableaux suivants montreront le nombre des emplois que les clans privilégiés s'étaient attribués dans les fonctions publiques.

	Chokunin.	Sônin.	Hannin et employés.
En 1883 sur	158	4 786	90 317
Étaient originaires de :			
Tôkiô (mais pour la plupart de familles issues des quatre clans privilégiés).....	46	533	10 367
Yamaguchi (Chôshû)	23	514	3 229
Kagoshima (Satsuma).....	29	391	3 755
Nagasaki, Saga (Hizen)....	10	227	3 688
Kôchi (Tosa).....	11	211	1 852
Shizuoka (Tokugawa).....	7	295	3 250

(A cette époque, sur 3 généraux, 2 étaient des princes du sang, le troisième était de Chôshû; sur 19 lieutenants généraux, 6 étaient de Chôshû et 7 de Satsuma; sur 27 majors généraux, 10 étaient de Chôshû et 5 de Satsuma.)

	Chokunin.	Sônin.	Hannin.
En 1888 sur...	243	7 510	25 522
Étaient origi- naires de :			
Tôkiô.....	141 (dont 93 kazoku, la plupart du sud.)	977	3 919
Yamaguchi	13	608	1 072
Kagoshima.....	17	411	1 317
Nagasaki et Saga....	11	390	980
Kôchi.....	5	259	577
Shizuoka	4	332	862
Kiûshû, Chôshû, Tosa (représentant 13 % de la popula- tion) avaient.....	55 (23 %)	2 353 (31 %)	6 086 (24 %) (1).

(1) Cf. RATHGEN, p. 85.

La diminution entre 1883 et 1888 du nombre des places attribuées aux clans privilégiés était due aux craintes que faisait naître la prochaine réunion du Parlement. Depuis 1890 les luttes constantes de l'opposition n'ont cessé de réduire les privilèges des quatre clans. Aucun renseignement ne nous permet de déterminer la part qu'ils ont conservée dans les fonctions publiques; aussi bien ne pourraient-ils suffire à occuper les postes d'une administration et d'une armée aussi considérables que le sont devenues celles du Japon moderne; d'ailleurs l'esprit de clan a beaucoup perdu de sa force dans les jeunes générations. Cependant en mai 1906, après vingt ans de lutte, sur trois maréchaux il y avait un chōshū : Yamagata; deux satsuma : Ōyama et Nozu (1); sur 15 généraux en service : 1 prince du sang, 6 chōshū, 4 satsuma, 2 shizoku du nord de Kiūshū, contre un shizoku de Tōkiō issu d'un clan de l'Ise et un autre d'Akita dans le Nord. Sur 8 *amiraux de la flotte* ou *amiraux* en service à la fin de 1905 il y avait 1 prince du sang et 7 satsuma. Sur 29 lieutenants généraux il y avait 7 chōshū, 4 satsuma. L'inégalité disparaissait pour les majors généraux et les officiers des grades inférieurs, dont l'entrée au service avait été plus récente.

Cet exclusivisme de Satsuma et de Chōshū excita d'abord la jalousie des deux clans qui les avaient aidés à faire la Restauration et qui pendant

(1) Nozu est mort le 18 octobre 1908; Ōku, fait *gensui* à la fin de 1911, est de Fukuoka (Chikuzen).

les premiers temps avaient tenu dans le gouvernement un rôle égal au leur; nous verrons que les deux grands partis politiques japonais furent fondés par Tosa et Hizen, dirigés par Itagaki et Ôkuma, jadis les collègues, maintenant les adversaires de ceux qui devinrent les *Anciens* (*Genrô*), les hommes toujours consultés par l'empereur, même quand ils n'occupaient pas de poste ministériel : Itô († 1909), Yamagata et Inoue de Chôshû; Kuroda († 1900), Saigô Tsugumichi († 1902), Matsukata et Ôyama de Satsuma.

Autour de Hizen et de Tosa se groupèrent bientôt des samurai de tous les clans, comme autour d'Itagaki et d'Ôkuma se serrèrent tous les ambitieux plus jeunes, irrités de voir les *Anciens* leur barrer le chemin.

Si les samurai des autres clans reprochaient à Satsuma et à Chôshû de détenir les postes les plus importants, les bourgeois reprochaient aux samurai de violer la proclamation impériale de 1868 et de se réserver les fonctions publiques à l'exclusion des autres classes de la nation. En 1888, sur 33 270 fonctionnaires 233 étaient des kazoku, 22 339 des shizoku et 10 698 seulement des heimin. Les chokunin se répartissaient en 95 kazoku, 131 shizoku et 14 heimin (2 en 1882); les sônin en 111 kazoku (563 en 1882), 5 864 shizoku et 1 533 heimin; les hannin en 33 kazoku, 16 344 shizoku et 9 439 heimin (1).

(1) Cf. RATHGEN, p. 125.

Avec le temps la question a perdu de son intérêt. Si dans les hauts postes on trouve un grand nombre de kazoku, c'est qu'ils ont été anoblis pour leurs services. Les anciens samurai tendent à se confondre avec le peuple; nombreux sont ceux qui ont perdu leurs titres ou qui, les ayant conservés, ne réclament pas leur qualité de shizoku. La plupart des carrières ne sont accessibles que par des examens, où l'on ne tient nul compte de la naissance; le gouvernement doit se concilier la Chambre, où les samurai ne forment plus qu'une faible minorité; enfin le grand développement qu'ont pris le commerce et l'industrie tend à détourner les jeunes gens des carrières du gouvernement, tandis que de 1870 à 1895 ces carrières étaient seules à s'ouvrir devant les jeunes gens instruits et formés à l'européenne, d'où leur aptitude à y réclamer leur admission. Et pourtant il n'y a pas eu jusqu'à présent plus de deux ou trois ministres n'appartenant pas à l'une des deux classes privilégiées.

Si cette question des places a joué un rôle important dans les revendications des politiciens japonais, les écrivains européens ont cependant exagéré qui en ont fait le seul but des partis. En parlant du mouvement démocratique, nous avons montré que les hommes politiques obéissaient aux vœux du peuple tout entier. De plus, les revendications des clans exclus du pouvoir ne concernaient pas seulement des ambitions individuelles; il était naturel que le Japon répugnât à être exclu-

sivement gouverné par les membres de deux clans et administré par les membres de quatre, alors surtout que trois de ces clans appartenaient à des îles aussi différentes de Honshû que la Sicile et la Sardaigne le sont de l'Italie continentale et la Corse de la France. Au premier abord on pourrait même s'étonner que l'empereur ait laissé aussi longtemps le pouvoir aux membres des clans privilégiés contre le vœu de la presque totalité du pays. Sans doute aura-t-il, sans le paraître, exigé des *Anciens* les concessions que ceux-ci ont faites avec le temps à l'opinion publique, mais il leur a conservé sa confiance parce qu'il connaissait leur dévouement, qu'il avait éprouvé leurs talents et qu'il ne voulait pas troubler le pays par un brusque changement de politique. Il en fut de même pour l'administration, l'armée et la marine : à l'époque où ces services furent constitués les circonstances étaient telles que l'empereur ne pouvait en recruter le personnel ailleurs que dans les clans privilégiés ; plus tard, en déposséder les titulaires eût été désorganiser ces services. Les surprenants résultats obtenus par le Japon ont prouvé que l'empereur avait vu juste.

II (1)

C'est l'union des idées démocratiques empruntées à l'Europe et de l'esprit de clan qui a fait naître les grands partis politiques.

(1) Cf. d'abord la collection des journaux, puis *T. A. S. J.* LXX, 3. A. H. LAY, *History of the rise of political parties in*

En parlant de Tosa nous avons montré comment sa situation géographique, son ancienne constitution politique et sociale, sa philosophie originale lui avaient donné des idées et des sentiments démocratiques; le rôle prépondérant que ce clan avait joué un moment quand Yamanouchi et Gotô obtinrent la démission du shôgun, la part considérable qu'il avait prise à la réorganisation du gouvernement et de l'armée lui faisaient ressentir vivement de se voir supplanter par Chôshû et Satsuma. Aussi Tosa ne tarda-t-il pas à devenir le centre du parti radical. Nous avons tracé ailleurs le portrait de son chef, Itagaki, esprit inquiet, caractère ardent, révolutionnaire par tempérament, incapable de la souplesse et de la pondération nécessaires pour constituer un gouvernement dans un pays divisé. Itagaki était le dictateur de Tosa, comme Saigô l'était de Satsuma; il se croyait lui aussi le maître de la situation.

Jusqu'en octobre 1873 Itagaki avait été l'un des membres les plus influents du gouvernement, mais à cette époque il donna sa démission de ministre parce qu'il ne pouvait obtenir de ses collègues ni l'envoi d'une expédition en Corée, ni l'établissement d'un régime véritablement démocratique;

Japan, et Prof. UKITA KAZUTAMI, comtes ITAGAKI et ÔKUMA, *History of Political Parties of Japan*, dans *Fifty years of New Japan*, du comte ÔKUMA. Cf. l'histoire de cette période dans le tome V, p. 143 et suiv. — Je rappellerai seulement ici que le ministère (qui n'était pas encore constitué sur le modèle des ministères européens) comprenait : Sanjô (qui fut chancelier de 1868 à 1885); Iwakura († 1883); Ôkubo († 1878); Kido († 1877); Ôkuma (qui se retira en 1881); Itô; Yamagata, etc.

peu après il rédigeait sa fameuse proclamation du 17 janvier 1874. C'est alors qu'il eut le premier l'idée de constituer un parti politique. : il fonda dès cette même année 1874 la *Société patriotique* (*Aikoku kô tô*) à Tôkiô et peu après le *Risshisha* dans le Tosa.

La défection de Tosa au moment où Hizen se soulevait sous Etô, où Satsuma se préparait à la guerre sous Saigô, où la retraite de Kido, les intrigues de Maebara ébranlaient Chôshû, effraya tant le gouvernement que l'année suivante il se réconciliait avec Itagaki et lui rendait un portefeuille. Dans la conférence qui avait eu lieu à Ôsaka en janvier 1875 Kido, Ôkubo, Itagaki et Itô s'étaient mis d'accord sur la fondation du régime constitutionnel et l'établissement d'une assemblée législative élue. L'empereur, qui, le 2 mai 1874, en convoquant l'assemblée des fonctionnaires, avait parlé de son désir de réunir des représentants du peuple, créa le 17 mars 1875 la commission chargée d'élaborer la Constitution. Mais Iwakura et Ôkubo étaient alors de résolus partisans du pouvoir autocratique, tandis qu'Itagaki exigeait l'établissement immédiat d'un régime démocratique. Leurs opinions étant inconciliables, Itagaki quitta définitivement le ministère en octobre 1875 pour se mettre à la tête des radicaux.

Dès le 14 mai 1877 Kataoka Kenkichi adressait au nom du *Risshisha* une pétition, où il présentait les doléances des samurai et réclamait la convocation de l'assemblée des *kôchi*, les délégués des anciens clans.

Retiré dans le Tosa, Itagaki en devint le maître et le gouvernement du Japon ne s'étendait pas plus sur cette province qu'il ne s'étendait sur le Satsuma. En 1876, en 1877 surtout, on s'attendait à une révolte de Tosa, où l'on découvrit une grande conspiration révolutionnaire, mais entre ce clan et Satsuma il y avait trop d'opposition d'intérêts et de sentiments : Itagaki se méfiait de l'ambition de Saigô; radical, il haïssait les idées rétrogrades de Satsuma; il empêcha Shikoku de se révolter et assura ainsi le triomphe du gouvernement. Saigô vaincu, Tosa comprit que les hommes du Meiji, délivrés de leur plus redoutable adversaire, ne tiendraient plus compte de lui; Tosa commença donc de s'agiter; c'était trop tard. Les ministres, terrifiés par l'assassinat d'Ôkubo (mai 1878), dont les meurtriers se donnaient non seulement pour les vengeurs de Saigô mais aussi pour les défenseurs des libertés populaires, agirent avec vigueur et firent arrêter Kataoka Kenkichî, Hayashi Yuzô (1842) (plus tard député et ministre), Ôe Taku, Takenouchi Tsuna, tous de Tosa, et Mutsu Munemitsu, de Wakayama, (dont nous avons donné la biographie) (V, 75). Les conspirateurs furent condamnés dans l'été de 1878, Hayashi à dix ans de prison, qu'il fit, Mutsu à sept, dont il fit seulement une partie, les autres à des peines inférieures.

Néanmoins, de 1878 à 1880, Kataoka, Kôno, Sugita Teiichi (1851), d'Echizen, (président de la Chambre en 1906), Kurihara Riôichi (1855-1911), de Tosa, (depuis député) réussirent à reconstituer l'*Aikokusha*. Le gouvernement voulut arrêter ce

mouvement par la force; il fit une loi contre les réunions publiques (3 avril 1880); l'*Aikokusha*, ne pouvant plus se réunir, se transforma (1880), avant de disparaître, en *Union pour l'établissement* d'un parlement (*Kokkai kisei dōmei kai*); Kataoka et Kōno furent choisis par les 97 délégués de près de 100 000 personnes appartenant à deux fu et vingt-deux ken pour présenter une pétition, où était réclamée la convocation d'un parlement; le daijōkan refusa de recevoir leur pétition.

Cependant le mouvement ne se ralentit pas; partout se réunissaient des assemblées, se formaient des comités, se rédigeaient des pétitions; d'une extrémité à l'autre du Japon ce n'était qu'une plainte contre le gouvernement de Chōshū et de Satsuma, qu'un cri pour la fondation d'un régime constitutionnel. En même temps Ōkuma et les samurai de Hizen quittaient le cabinet et les services publics en 1881, à la suite d'un scandale financier dans l'administration du Hokkaidō, pour fonder, comme Tosa, un parti d'opposition.

L'animosité qui se manifesta dans tout le pays et qui rappela les plus mauvaises époques de la Révolution fit comprendre aux ministres qu'ils s'étaient trompés. Cédant, ils demandèrent à l'empereur d'accorder une constitution; le 12 octobre 1881 parut la proclamation impériale qui annonçait l'établissement du régime parlementaire pour 1890. Ainsi finit la première période de l'histoire de la fondation des partis.

III

La promesse d'une constitution ayant calmé le mouvement populaire, les partis politiques cessèrent d'avoir le caractère de sociétés secrètes ou de clubs révolutionnaires et, quoique la solidarité de clan continuât à leur donner leur cohésion, leur esprit se fit moins exclusif.

C'est en 1882 que se constituèrent régulièrement les trois grands partis qui sous des formes diversés ont dirigé depuis lors la politique japonaise : le parti libéral ou plutôt radical de Tosa et d'Itagaki : *Jiyûtô*; le parti progressiste de Hizen et d'Ôkuma : *Kaishintô*; le parti gouvernemental : *Teiseitô* (1).

Le *Jiyûtô* (de *jiyû*, liberté; *tô*, parti) fut définitivement organisé le 29 octobre 1881. Le bureau se composait d'Itagaki, président; Nakajima Nobuyuki (plus tard le premier président de la Diète), vice-président; Gotô Shôjirô, Baba Tatsui, Suehirô Shigeyasu, Takenouchi Tsuna, Ôishi Masami (plus tard ministre) assesseurs.

Voici quel était le programme du *Jiyûtô* :

1. Nous travaillons à étendre et à rendre intangibles la liberté et les droits du peuple.

2. Nous travaillons à développer le bien-être du peuple et à faire progresser le pays.

3. Nous estimons que tous les hommes devraient avoir des droits égaux.

(1) Le nom de ces partis ayant souvent changé, j'appellerai toujours le parti d'Itagaki : *radical*, et celui d'Ôkuma : *progressiste* (du nom qu'il porte actuellement).

4. Nous estimons qu'un gouvernement constitutionnel est celui qui convient le mieux à notre pays.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce programme, c'est qu'il n'y est pas fait mention de l'empereur; si l'on songe que tous les partis s'étaient coalisés en 1868 pour obtenir la restauration impériale, on voit quels progrès les idées démocratiques avaient faits au Japon. Depuis il y a eu recul grâce à l'enseignement loyaliste des écoles primaires, à l'extension du service militaire, surtout grâce aux grandes guerres.

Le *parti réformiste constitutionnel*, le *Kaishintô* ou plus exactement le *Rikken Kaishintô* (de *rikken*, constitutionnel; *kaishin*, réforme; *tô*, parti) avait un programme pratique assez semblable à celui du *Jiyûtô*, mais son esprit en différait beaucoup. Tosa était radical, Hizen attaché à la maison impériale et seulement progressiste. Itagaki était un mécontent, qui avait failli devenir un rebelle; tous ses amis sortaient de prison. Ôkuma avait été comblé de faveurs par la Restauration, il avait été constamment ministre et c'est volontairement qu'il avait donné sa démission en 1881; les principaux membres de son parti avaient tous été de hauts fonctionnaires, qui l'avaient librement suivi dans sa retraite. C'étaient d'abord quatre hommes dont nous avons souvent parlé : l'ex-sous-secrétaire d'État aux finances, Yano Fumio, Inukai Ki, Ozaki Yukio et Kôno Togama (1); Maejima Mitsu (1835), le fondateur des postes, baron depuis 1903; Takata Sanai

(1) Voir la biographie de Kôno Binken ou Togama (1844-95), t. V, p. 74.

(1860), le futur recteur de l'Université Waseda; Amano Tameyuki (1859, de Hizen, quelque temps député, célèbre économiste; Mudaguchi Gengaku (1847), fonctionnaire jusqu'en 1881, depuis dans les affaires, aujourd'hui président de la société des tramways de Tôkiô; Nakano Buei (1849), fonctionnaire jusqu'en 1881, un moment député, aujourd'hui président de la Chambre de commerce de Tôkiô. Le président du *Kaishintô* fut Ôkuma, le vice-président Kôno; on choisit comme membres du bureau Onô, Mudaguchi, Haruki Yoshiaki (depuis président de la Cour d'appel de Tôkiô). Au contraire des *jiyutô*, tous recrutés parmi les révolutionnaires, les *kaishintô*, instruits, bien élevés, désireux d'arriver au pouvoir par des moyens légaux, ne voulaient pas se brouiller avec la Cour, ni même avec le ministère.

Aussi leur programme fut-il formulé en termes d'une grande modération.

1. Notre but est de défendre et de maintenir la dignité de la famille impériale et de développer le bonheur du peuple.

2. Nous estimons que les réformes intérieures doivent précéder l'expansion nationale.

3. Nous travaillerons à faire établir l'autonomie administrative des provinces, à faire réduire au minimum l'influence du pouvoir central.

4. Nous travaillerons à faire étendre graduellement le droit de suffrage, condition de tout progrès social.

5. Nous travaillerons à développer les rapports commerciaux et à éviter toute complication internationale.

6. Nous maintiendrons le principe que les paiements doivent être faits en espèces (*hard money*).

Le parti impérial constitutionnel, Rikken teiseitô,

(de *rikken*, constitution ; *tei*, impérial ; *sei*, gouvernement ; *tô*, parti), comme son véritable chef, Itô, ne pouvait paraître, étant ministre, fut formé par les directeurs des grands journaux d'opinion modérée : Fukuchi Genichirô (Ôchi) de *Nichi Nichi Shimbun*, journal officieux et presque officiel, Mizuno Tarajirô de *Tôyô Shimbun*, Maruyama Sakuro de *Meiji Nippô*, etc. Ce parti, qui n'était pas l'organe propre d'un clan et n'était dirigé qu'indirectement par un homme d'État toujours dans quelque poste élevé, n'a pas eu l'influence des deux autres.

Son programme était le suivant :

1. Acceptation de la date fixée par l'empereur pour l'inauguration du régime constitutionnel.
2. Acceptation de ce régime tel que l'empereur l'établirait.
3. Reconnaissance du principe que le souverain pouvoir appartient à l'empereur seul mais qu'il l'exerce conformément à la Constitution.
4. Création de deux Chambres.
5. Fixation de certaines conditions pour l'éligibilité à la seconde Chambre.
6. Définition du pouvoir législatif de la Chambre.
7. Reconnaissance du Veto impérial.
8. Interdiction aux officiers de se mêler de politique.
9. Indépendance du pouvoir judiciaire.
10. Liberté de réunion, de la presse, etc. dans les limites de la loi et sans préjudice pour la paix publique, etc.
11. Reprise des paiements en espèces.

Craignant des ligues révolutionnaires, le gouvernement avait interdit que les partis pussent avoir

des représentants en dehors de Tôkiô, mais il se créa dans les principales villes des partis locaux, qui s'affilièrent aux partis de Tôkiô, principalement au *Jiyûtô*.

IV

Cependant, la Constitution étant promise mais ne devant pas être accordée avant dix ans, cette belle ardeur tomba rapidement. En novembre 1882 Itagaki, qui avait été blessé le 6 avril précédent à Gifu par un samurai anti-révolutionnaire, Aibara Shôkei, partit avec Gotô pour étudier le régime politique des pays européens; il ne revint qu'en juin 1883. Durant leur absence, les *jiyûtô* et les *kai-shintô* s'attaquèrent violemment et il y eut des divisions dans le sein même de ces partis. L'un et l'autre avaient à leur service des sôshi, jeunes gens sans profession appartenant pour la plupart à la classe des anciens samurai; armés de gourdins, puisqu'ils n'avaient plus le droit de porter leurs sabres, les sôshi se comportaient dans les grandes villes, à Tôkiô surtout, comme à l'époque qui avait précédé la Restauration, ils terrorisaient leurs adversaires politiques et ne reculaient pas devant le crime.

Le *Jiyûtô* fit plus : ne se rendant pas compte que la masse était lasse de l'anarchie, il voulut recourir aux vieux procédés révolutionnaires. Le complot de Fukushima valut sept ans de détention à Kôno Hironaka (1849) (depuis président de la Chambre) et six à Tamono Hideaki, qui mourut en prison; d'autres furent condamnés à des

peines moindres (1883). En septembre 1884 ce fut l'affaire de Kabasan en Hitachi, un complot pour le renversement du gouvernement; Tominaga Masayasu et quatre autres furent condamnés à mort pour meurtre et pillage. Bientôt il ne suffit plus aux *jyûtô* de troubler le Japon, ils voulurent bouleverser l'Asie entière : le 23 novembre 1885, Ôi Kentarô, Kobayashi Kusuo, Arai Shôgo, Inagaki Shimasu furent arrêtés, les uns à Ôsaka, les autres à Nagasaki, pour avoir préparé une révolution en Corée avec l'aide du parti avancé coréen; trois d'entre eux furent condamnés à neuf ans de prison, les autres à des peines inférieures, tous furent plus tard graciés. Le *Jiyûtô* devint pour les honnêtes bourgeois un objet de terreur, on comparait ses adhérents aux nihilistes. Aussi fut-il obligé de proclamer lui-même sa dissolution dans l'assemblée tenue à Ôsaka le 29 octobre 1884. Le *Teiseitô*, devenu lui-même suspect au gouvernement, en avait fait autant le 24 septembre 1883. Le 17 décembre 1884 Ôkuma et Kôno abandonnèrent le *Kaishintô* (1).

Le 25 décembre 1887 le gouvernement publia les *Règlements pour le maintien de l'ordre* (*Hô an Jôrei*), qui interdisaient l'affiliation aux sociétés secrètes sous peine d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 10 à 100 yen. Furent bannis à 3 ri de Tôkiô Hoshi Tôru (dont nous raconterons plus tard la carrière agitée),

(1) Les deux premiers cabinets furent ceux d'Itô (1885-88) et de Kuroda (1888-89).

Hayashi Yûzô, Ozaki Yukio, Nakae Tokusuke (Chiô-min), etc. Cependant dès le 1^{er} février 1888 Ôkuma acceptait un siège dans le cabinet.

Bientôt un mouvement commença à Kiûshû pour la formation d'un grand parti libéral; il s'étendit à Honshû et dans l'automne de 1888 le comte Gotô fonda le *Daidô danketsu*, mais en mars il devint, lui aussi, ministre; et son parti, dissous le 10 mai 1889, fut remplacé par le *Daidô Club*. En même temps le *Nippon Club* était constitué par le marquis Asano (1842) (ex-daimiô d'Aki), le lieutenant général vicomte Tani (1837) (le défenseur de Kumamoto en 1877) et le lieutenant général vicomte Miura (1846) dans le but d'obtenir la révision des traités et l'abolition de la juridiction consulaire. En janvier 1890 le *Jiyûtô* reparut mais divisé en deux branches : *Jiyûtô* propre et *Aikokukôtô* d'Itagaki. Par suite, au moment où la Constitution entra en vigueur les partis étaient dans la plus grande confusion mais, à quelques exceptions près, tous hostiles au gouvernement et prêts à s'unir pour le combattre.

A partir de 1890 l'histoire des partis se confond avec celle du Parlement et ne sera plus traitée spécialement. Avant de finir cette Introduction, nous dirons cependant quelques mots de leurs tendances. Formés au lendemain de la Révolution, pendant trente ans ils ont obéi à ses chefs; formés quelques années à peine après la suppression de la féodalité, pendant trente ans ils sont restés des partis de clan : le parti libéral était le parti d'Itagaki et de Tosa, comme le parti progressiste

celui d'Ôkuma et de Hizen; autour d'eux se ralliaient les mécontents. Avec le temps on a voulu transformer ces partis de clans en partis parlementaires constitués sur le modèle des partis anglais, mais pour cela il leur manquait un programme. L'histoire parlementaire du Japon est la continuation de l'histoire de la Révolution : les clans s'opposent aux clans, les clientèles aux clientèles, les hommes aux hommes; aucun groupe ne représente une idée ou même une classe ou aucun intérêt général du pays. Le mot d'ordre de tous les groupes n'en est pas moins : un gouvernement de parti comme en Angleterre et en Amérique.

Dans ces pays, en effet, où il existe de grands partis historiques, cette forme de gouvernement est tenue pour la forme nécessaire du régime représentatif, comme aussi pour l'expression naturelle du caractère anglo-saxon. Mais dans beaucoup de pays, qui ont une autre culture et où il n'existe pas, d'ailleurs, de grands partis historiques, cette conception a été transformée et l'on y a reconnu le droit absolu, pour toute majorité qui se constitue sur une question déterminée, d'imposer sa volonté à la minorité. Il est encore d'autres pays où le gouvernement se considère comme le représentant de la nation tout entière; où, par suite, selon l'expression du chancelier de Bethmann-Hollweg, il est en dehors et au-dessus des partis. Enfin ne peut-on pas dire que l'idée anglo-saxonne d'un gouvernement de parti tend, sinon à disparaître, au moins à s'atténuer, parce que la civilisation moderne est trop complexe pour que beaucoup de

personnes puissent penser de même sur tous les sujets? Il y avait autrefois en Angleterre deux grands partis, dont l'un représentait l'élément traditionnel et s'opposait aux réformes, dont l'autre représentait l'élément progressiste et réclamait des réformes. Cette distribution des rôles était naturelle mais d'une excessive simplicité. Avec l'extension de l'empire anglais il se forma deux conceptions nouvelles, dont l'une était impérialiste tandis que l'autre répugnait aux conquêtes; et déjà il est apparent qu'un homme d'État pouvait désirer des réformes démocratiques et cependant se montrer favorable à l'extension coloniale, encore qu'une politique impérialiste rende plus difficile le développement des libertés intérieures. Puis les questions économiques ont pris la première place : les uns ont tenu pour le protectionnisme, les autres pour le libre échange; et ce furent aussi les réformes sociales. Or comment un homme, parce qu'il est conservateur en politique, serait-il forcément impérialiste, protectionniste, hostile à l'assurance obligatoire et au droit d'association? Ce que nous avons dit des partis anglais, nous pourrions le dire des partis américains : les républicains étaient à l'origine favorables à la centralisation, les démocrates favorables à la décentralisation; or depuis trente ans les questions soulevées dans les élections ont été celles des tarifs douaniers, de la frappe libre de l'argent et de la limitation des droits accordés aux trusts. De même dans les pays latins on voit s'affaiblir la conception longtemps sacrée du droit absolu des majori-

tés; la preuve en est dans le mouvement qui s'y produit en faveur de la représentation proportionnelle. Il ne semblerait donc pas que les progressistes japonais représentent les idées de progrès quand ils réclament un gouvernement de parti. Peut-être cependant leurs revendications prévauront-elles temporairement, il n'est pas impossible que chaque peuple doive parcourir tous les stades de l'évolution de la civilisation et que l'exemple des nations les plus avancées permette seulement aux autres de précipiter leurs étapes.

Quoi qu'il en soit, et pour résumer cette Introduction, nous reconnaitrons la fausseté de l'idée généralement admise que l'empereur et ses conseillers ont octroyé une constitution au Japon indifférent pour plaire aux Européens et lui faire prendre figure de pays civilisé. L'octroi de la Constitution fut une concession forcée de la part du souverain au grand mouvement démocratique qui agitait le pays; ce mouvement était la conséquence naturelle de la Révolution et il était aussi le résultat de l'influence européenne, de la transformation qui s'était produite dans les idées et dans les mœurs.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONSTITUTION

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE LA CONSTITUTION

A. — DU GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL EN GÉNÉRAL ET DES ORIGINES OCCIDENTALES DE LA CONSTITUTION JAPONAISE.

I

Le régime constitutionnel comprend deux parties distinctes, dont la première est l'établissement de certains rapports entre les citoyens et l'État, et la seconde celui d'un mode de gouvernement qui permette aux citoyens de faire respecter par l'État ces rapports établis ou même de contrôler, voire de diriger l'administration et la politique entières de l'État. Nous étudierons successivement l'une et l'autre de ces parties.

L'établissement entre l'État et chaque citoyen de rapports qui les mettent en quelque sorte sur le pied d'égalité est le caractère distinctif des gouvernements de l'Europe moderne. En Asie de pareils rapports sont inconnus : les sujets y ont toujours été considérés comme les esclaves, les serviteurs ou les fils très respectueux, très soumis du souverain, qui a bien des devoirs envers tous mais point envers chacun d'eux pris en particulier. L'Europe antique ne connut, elle aussi, rien de semblable. Dans les républiques phéniciennes, grecques et romaines le gouvernement, s'il émanait du peuple, émanait du peuple tout entier ; république et monarchie s'opposaient en ceci que le principe de l'autorité y différait mais à l'égard de l'individu, fût-il Aristide ou Coriolan, la république se montrait aussi tyrannique que la monarchie.

Les relations présentes de l'État et du citoyen se sont créées par les progrès de l'individualisme. Le christianisme a changé l'idée que l'antiquité se faisait du citoyen en lui commandant d'accomplir ses devoirs envers la communauté consciemment et volontairement, mais en même temps en lui défendant d'obéir à celle-ci quand les ordres qu'il en reçoit sont contraires à ceux de sa conscience. La conception politique du christianisme ne réussit pas à régénérer les anciens États prisonniers de leurs traditions et tombés en décadence mais elle se montra tout autrement féconde dans les nouveaux États que fondèrent les Germains envahisseurs. Ces peuples étaient formés de guerriers égaux entre eux, qui élisaient leurs chefs pour une

expédition déterminée. A l'idée des devoirs individuels apportée par le christianisme les peuples germaniques ajoutèrent donc celle des droits individuels : le principe de nos libertés modernes se trouvait ainsi posé. Aussi leur histoire devrait-elle avoir comme introduction celle des institutions de l'Europe au moyen âge et sous la monarchie absolue : en étudiant l'évolution de ces institutions, de celles-là surtout qui concernent l'administration et la justice, on verrait nos libertés s'y former progressivement et s'y imposer à l'État. Peu importe le régime politique; l'impulsion est si forte et si continue que tous les régimes, quels qu'ils soient, contribuent à préparer et à préciser ces libertés. Sans doute la féodalité est par excellence un régime d'inégalité, mais à de certaines époques les nobles se comptent par milliers et tout noble est une manière de souverain en face du pouvoir central déchû; c'est donc dans chaque pays quelques milliers d'individus qui traitent d'égal à égal avec l'État. Sans doute encore la monarchie absolue est par excellence un régime d'autocratie, mais il lui faut briser la noblesse, par suite affranchir le peuple; pris dans la bourgeoisie, ses serviteurs ont l'esprit qui a produit l'émancipation des communes du moyen âge; comme la féodalité a dressé le noble contre l'État, la monarchie oppose le bourgeois au noble et par suite confère au bourgeois ces privilèges mêmes que le noble a conquis sur l'État.

Cependant au moyen âge et sous la monarchie absolue cette œuvre d'émancipation de l'individu

resta complexe et en grande partie inconsciente; ce fut la philosophie rationaliste qui en précisa le caractère et la portée; de cette philosophie le romantisme fit une religion, la religion de la liberté. Issue des doctrines du dix-huitième siècle, dont elle a fait la synthèse dans la déclaration d'Indépendance et celle des Droits de l'homme et du citoyen, la Révolution, secondée d'ailleurs par l'évolution économique et sociale du dix-neuvième siècle, a donné la liberté individuelle comme base aux sociétés modernes. Sans doute la conception exagérée qu'elle s'en est faite ne subsistera pas dans son intégrité. C'est la destruction de toutes les formations sociales du passé qui a laissé l'individu seul en face de l'État et les a forcés de traiter de puissance à puissance; pour Mill et Spencer l'individu n'est-il pas même supérieur à l'État, institution héritée du passé, encore nécessaire, mais mauvaise en soi et destinée à bientôt disparaître? Cette conception anarchique s'atténuera quand les individus, comprenant qu'isolement dit impuissance, auront achevé de constituer les nouvelles formations sociales que nous voyons aujourd'hui s'ébaucher. Mais dans une grande mesure l'idée de la liberté, telle que la Révolution l'a conçue, semblerait devoir subsister. Car les nouvelles formations sociales ne seront plus familiales ni hiérarchisées comme celles de l'ancien régime et l'État n'apparaît plus comme une entité propre s'opposant aux citoyens mais comme le représentant, choisi ou du moins accepté par eux, de leurs intérêts collectifs.

Cherchons maintenant à préciser quels sont les droits dont l'individu a imposé la reconnaissance à l'État d'une manière définitive. C'est d'abord le respect de la personnalité physique : tout homme peut résider où il lui plaît, aller où il lui convient, exercer la profession qu'il choisit; s'engage-t-il lui-même par contrat à faire un acte déterminé, il ne peut y être contraint et l'obligation se résout en dommages pécuniaires. C'est ensuite le respect de la personnalité morale : tout homme est maître de sa conscience, l'État n'a pas le droit de lui demander compte de ses opinions politiques, morales ou religieuses. Mais l'homme n'est pas un être passif et isolé; sa nature est d'agir et d'agir de concert avec ses semblables : il aura donc et le droit de faire isolément ce qui lui convient, et le droit d'exercer une influence sur ses semblables par sa parole, ou ses écrits, ou ses actes, et le droit de s'associer avec eux dans les buts les plus divers. Les droits de l'individu ne sont pas limités à sa personne, ils valent également pour ce qu'on a justement nommé l'extension légitime de sa personne, sa propriété. Cependant l'activité de l'individu peut devenir nuisible à ses voisins ou à la collectivité, elle est alors criminelle et l'État doit la réprimer. La détermination des actes criminels et de la manière dont ils seront punis est un des points les plus importants de notre régime moderne; on peut en résumer ainsi les principales dispositions : Tout acte nuisible à la société doit être réprimé. Aucun acte n'intéressant pas la société, si blâmable qu'il soit, ne doit être réprimé. Un acte lésant un par-

ticulier dans ses biens seulement sans porter préjudice à la collectivité n'entraîne que le paiement de dommages-intérêts. Nul ne doit être poursuivi pour un crime s'il n'existe des preuves suffisantes de sa culpabilité. Tout accusé d'un crime sera considéré comme innocent tant qu'il n'est pas condamné : il doit avoir pleine liberté de se défendre, être jugé publiquement et conformément aux lois; la peine encourue par le criminel sera proportionnelle au tort qu'il a causé à la société.

II

Il ne suffisait pas aux citoyens de faire reconnaître leurs droits par l'État, ils devaient encore se créer le moyen de les lui faire respecter, par suite d'exercer un contrôle sur le gouvernement; or, étant donnée la constitution du pouvoir exécutif sous l'ancien régime, ce contrôle ne pouvait s'exercer que par des assemblées élues.

L'établissement d'assemblées élues est cependant étranger à celui des libertés individuelles; pendant des milliers d'années il exista des assemblées représentatives des classes avant que pour la première fois — et cela dans l'Europe moderne — on vît des assemblées représentatives des individus. Les républiques de l'antiquité avaient des corps et des magistrats élus; les Germains, des assemblées et des élections; de la fusion des institutions romaines et des institutions germaniques sortirent les régimes du moyen âge, qui possé-

dèrent tous des assemblées élues : États généraux français, Parlement anglais, Cortes espagnoles et portugaises, municipalités de la France, de la Hanse, des Flandres, sénats des cités italiennes, etc. Toutes ces assemblées représentaient des collectivités : ordres, classes sociales, corps de métier; aucune ne représentait les citoyens pris individuellement; aussi défendaient-elles les droits des diverses collectivités et non les droits des individus : un corps privilégié n'eût pas admis l'intervention des tribunaux ordinaires dans le jugement d'un de ses membres, mais, dans maintes circonstances, il jugeait lui-même ses membres en dehors des règles prescrites par la loi ou la coutume; de même, s'il refusait de payer les taxes dont il se prétendait affranchi, dans la répartition entre ses membres des charges acceptées il n'avait établi aucune des garanties d'aujourd'hui.

La substitution de la représentation des individus à celle des classes est un événement capital dans l'histoire des institutions politiques. Cette substitution ne s'est accomplie que progressivement mais dans toute évolution il y a des périodes de plus grande activité; telle fut en Angleterre celle de la réforme protestante : une révolution politique s'y produisit alors sous l'influence du puritanisme, qui comprend la religion comme une illumination directe du croyant par la grâce de Dieu; en politique comme en religion chaque puritain n'admettait d'autres règles que sa raison et sa conscience personnelles; les assemblées puritaines étaient dans toute la force du terme des

assemblées d'individus. Telle fut aussi dès le début la Chambre des représentants américaine car les États-Unis fondés par des puritains et des émigrés ne connaissaient pas de classes. Grâce aux progrès de l'individualisme, cette nouvelle conception du système représentatif s'est plus ou moins imposée aujourd'hui à tous les pays.

Elle a d'abord conduit les Chambres à protéger l'individu contre l'État; l'Occident a longtemps identifié le régime parlementaire avec la liberté; telle en est encore la signification pour les peuples qui commencent seulement à s'affranchir du despotisme. Mais chez les peuples plus avancés le rôle du parlement a changé. Grâce à la philosophie du dix-huitième et du dix-neuvième siècles, à la diffusion de l'instruction et de la richesse, à la forme nouvelle qu'ont reçue les institutions politiques, les droits de l'homme et du citoyen sont tellement entrés dans les idées et dans les mœurs que la défense s'en fait en quelque sorte de soi-même : ils paraissent même si naturels qu'en dehors de ces périodes de crise où l'homme semble ramené pour un temps à l'état de nature, ceux qui cherchent à les violer sont considérés comme des criminels et déjà presque comme des malades; ces droits sont d'ailleurs tellement liés à l'organisation matérielle des sociétés modernes que leur suppression même momentanée en arrêterait le fonctionnement. De les défendre n'est donc plus la principale mission des assemblées représentatives; bien plus, leur prétention de légiférer sur tout les met si souvent

en danger que beaucoup de peuples ont cherché à les soustraire aux usurpations des assemblées élues jadis pour les revendiquer en promulguant d'intangibles constitutions. Il en est de même des impôts : créées pour protéger les citoyens contre les exactions du fisc, les assemblées les taxent plus lourdement que la monarchie absolue n'a jamais osé le faire.

D'autre part, les assemblées modernes, ne se limitant pas à leur rôle législatif, surveillent ou même dirigent et les affaires intérieures et les affaires extérieures. Sous ce rapport ces assemblées représentatives des individus ont revendiqué les prérogatives des anciennes assemblées de classes. En effet dans l'Europe occidentale l'autocratie n'a jamais prévalu qu'à de rares intervalles. Les républiques phéniciennes, grecques et romaines étaient gouvernées par des assemblées et des magistrats élus, qui le faisaient au nom de la classe qu'ils représentaient; c'est sous l'influence des monarchies de l'Asie antérieure que Rome devint pratiquement une autocratie sous les Césars et le devint même théoriquement sous Dioclétien. Les Germains, bien que tous égaux en principe, avaient cependant une aristocratie, dont l'influence politique était considérable. Quand la combinaison des institutions germaniques et des institutions romaines en décadence eut produit la féodalité, le gouvernement fut à proprement parler un gouvernement de classes et les assemblées qui représentaient les principales classes de la nation s'imposèrent à la monarchie affaiblie.

Les circonstances particulières où se trouva l'Angleterre donnèrent à son Parlement un caractère différent de celui qu'avaient les assemblées des autres pays. La conquête normande avait dépouillé les nobles saxons; les nouveaux nobles, d'origine étrangère, sans lien avec le peuple, ne pouvaient tenter de se rendre indépendants, ils devaient rester unis, mais, s'ils le faisaient, leur puissance devenait prépondérante parce qu'ils ne trouvaient en face d'eux que des rois également étrangers et de plus presque toujours absents. Aussi obtinrent-ils par la *Grande Charte* (15 juin 1215) qu'on ne pût les imposer, non plus que la cité de Londres, sans les convoquer en conseil, les grands barons nominativement, les petits barons collectivement par le *sheriff* de leur comté. Une délégation permanente de vingt-cinq barons devait assurer le respect de la Charte. C'était déjà là un parlement mais dont les droits n'avaient d'autre défense que la révolte et de fait les barons ne cessèrent de se révolter; le Parlement d'Oxford de 1258 mit même pour quelques années la monarchie sous leur tutelle. Pour fortifier leur position ils s'adjoignirent les délégués des chevaliers (*knights*) et des bourgeois (1295); le clergé refusa de se joindre à eux parce qu'il entendait conserver ses propres assemblées. Après un siècle de luttes, le parlement fut définitivement constitué par la création de la Chambre des lords, où siégeaient les barons et les prélats, et de la Chambre des communes, où siégeaient les délégués des comtés et des villes, le bas clergé n'était pas représenté (1341). La première

Chambre devait contrôler le gouvernement, la seconde accorder les subsides qui en assuraient le fonctionnement. C'était là un système complet de gouvernement de classes; seul le clergé, de par sa faute, n'y tenait pas la place qui lui revenait : cette abstention fut une des causes de la Réforme. La guerre des deux Roses ayant détruit l'ancienne noblesse, la monarchie devint de fait absolue et sous les Tudors le Parlement vota passivement toutes les lois que lui présentaient les ministres du souverain, comme il accorda tous les subsides demandés; les Stuarts cherchèrent même à se défaire du Parlement et c'est ainsi que disparut l'ancien gouvernement de classes. Mais, les luttes religieuses s'étant mêlées aux luttes politiques, la guerre civile éclata et ne se termina que par la mort du roi; le *Long Parliament* établit la suprématie des Communes sur les Lords et sur la royauté; il leur donna en outre, comme nous l'avons indiqué, le caractère d'une assemblée représentative des individus. Cette double réforme devait changer avec le temps l'organisation politique de l'Angleterre. Au début pourtant elle parut éphémère : Cromwell ne convoqua qu'une fois le parlement, Charles II imposa ses volontés aux Chambres et dans les dernières années de son règne il ne les réunit plus. Mais les conséquences des réformes du *Long Parliament* apparurent bientôt; Jacques II perdit sa couronne et la révolution de 1688, en appelant au trône des princes d'origine étrangère, subordonna la royauté au Parlement. Sans doute le nouveau gouvernement fut d'abord, comme celui

qu'avait détruit la monarchie absolue, un gouvernement de classes; il s'était créé une nouvelle noblesse riche et instruite, dont l'influence fut prépondérante pendant tout le dix-huitième siècle; l'assemblée dirigeante fut donc l'assemblée aristocratique, la Chambre des lords. Mais comme les fils et frères de pairs et les futurs pairs remplissaient la Chambre des communes, celle-ci eut bientôt le même esprit que les Lords et prétendit gouverner comme eux, les deux Pitt lui permirent de satisfaire cette ambition, et quand la réforme de 1832 en eut changé la composition, loin de renoncer à ses revendications, elles les affirma plus énergiquement et les fit définitivement triompher; le pouvoir de gouverner, hérité par l'aristocratie de la féodalité, avait passé à une assemblée représentative d'individus.

L'Angleterre est le seul pays où le régime parlementaire s'est constitué normalement, où son histoire se présente sous la forme d'une évolution naturelle et sans brusques changements; aussi toutes les autres nations lui ont-elles emprunté quelques-unes de ses institutions. Mais elles n'auraient pu se les assimiler si leur propre développement, pour incomplet qu'il fût, ne les eût préparées à le faire, si elles n'avaient déjà possédé leurs assemblées, dont la puissance avait été à de certains moments considérable, si leurs progrès sociaux ne leur avaient fait reconnaître les droits de l'individu et chercher le moyen d'en assurer le respect. Et ce qui est vrai du principe même du régime parlementaire l'est aussi de la constitution

particulière qu'il a reçue. Tous les pays en ont disposé les organes de la même manière que l'Angleterre et cela n'eût certes pas été le cas s'ils étaient arrivés indépendamment à un pareil système de gouvernement. D'autre part, il est évident que, ce système admis, une certaine forme de son organisation s'impose. On ne peut guère le concevoir sans la distinction du pouvoir exécutif et du pouvoir délibérant. Le pouvoir exécutif est naturellement confié au chef de l'État (monarque ou président de république) et à un ministère. Quant au pouvoir délibérant, il doit presque nécessairement se composer de deux assemblées se faisant contre-poids, le régime d'une seule assemblée toute-puissante ne s'est jamais établi dans aucun grand État d'une manière permanente, tandis que la multiplication des conseils amène le plus souvent l'anarchie. Des deux assemblées, l'une est forcément populaire, encore qu'il y ait bien des manières d'en assurer l'élection, autrement le régime ne serait pas représentatif. La composition de l'autre assemblée varie; mais son mode de recrutement, quel qu'il soit, doit toujours tendre à l'opposer à l'élément populaire représenté par la Chambre basse, sinon il serait inutile de créer deux assemblées.

Dans l'ensemble le régime parlementaire, que nous le prenions en Angleterre ou dans les autres pays, porte nettement la marque des conditions dans lesquelles il s'est formé. Au début, en effet, il n'avait rien changé à l'organisation de la monarchie absolue sauf qu'un parlement héréditaire,

élu, ou mi-héréditaire et mi-élu, en contrôlait le fonctionnement en lui accordant ou en lui refusant les crédits nécessaires; plus tard le parlement fut associé d'abord au pouvoir législatif, puis au pouvoir exécutif du monarque. Dans les pays où prévaut le régime parlementaire la mission des Chambres est donc d'exercer une part de la souveraineté, comme le prouve ce fait que leurs membres pris individuellement jouissent de certaines immunités réservées au souverain. Quand on étudie l'histoire de la Chambre des communes, qu'on la voit au dix-huitième siècle traduire à sa barre, juger et condamner elle-même les écrivains qui en avaient mal parlé ou qui avaient insulté un de ses membres, il apparaît clairement que la conception des parlementaires anglais était celle même du droit divin des rois, seulement dans l'attribution des prérogatives de la souveraineté ils s'associaient ou même ils se substituaient au monarque (1).

C'est pourquoi le régime parlementaire doit être considéré comme un régime de transition entre la monarchie absolue et les constitutions de l'avenir. Créé par l'aristocratie, développé par les classes moyennes et marqué surtout à l'empreinte de ces dernières, il n'a pu se transformer en gou-

(1) Cf. entre autres les démêlés de la Chambre des Communes et des imprimeurs en 1771, qui amènent l'emprisonnement du *lord mayor* par ordre de la Chambre. C'est seulement le 16 mars 1772 que les Communes renoncèrent à faire agenouiller les prisonniers qu'elles faisaient comparaître, prisonniers dont le seul tort était de n'avoir pas suffisamment respecté leur majesté.

vernement populaire. Issu des régimes du passé, dont il a conservé l'inspiration, il n'a pas changé l'ancienne conception de la souveraineté, il s'est contenté de la faire résider non plus dans un monarque mais dans le parlement et dans le ministère choisi par le parlement et se trouve par suite en contradiction avec l'idée première des constitutions modernes, qui est de tenir l'État, quel qu'il soit, monarchique ou républicain, moins pour le souverain des citoyens que pour leur représentant, chargé par eux de veiller à leurs intérêts collectifs.

Pourrions nous déjà déterminer les principaux éléments du régime qui se substituera progressivement au régime parlementaire? Si toute réponse précise est impossible, en recueillant d'une part quelques indications dans l'étude des institutions des pays les plus anciennement démocratisés, en examinant d'autre part les tendances qui se manifestent dans tous les pays nous réussirons peut-être à faire quelques prévisions; nous ne recherchons pas d'ailleurs ce qui devrait être mais ce qui pour le mieux ou pour le pire a chance de se produire.

D'abord, est-il nécessaire que les citoyens se fassent toujours et en tout représenter? Ne peuvent-ils pas en certaines occasions traiter eux-mêmes et directement leurs affaires? Les Suisses ont répondu par l'affirmative. La constitution helvétique établit le *referendum facultatif* : à la demande de 30 000 électeurs ou de huit cantons

toute loi doit être soumise à l'approbation populaire. Cette constitution établit même l'*initiative* : tout projet de revision de la constitution qui a recueilli 50 000 signatures d'électeurs doit être présenté au vote des Chambres, puis au vote populaire. La constitution de la plupart des cantons est plus démocratique encore. Le referendum est obligatoire dans les cantons suivants : Argovie, les deux Appenzell, Bâle-campagne, Berne, Glaris, les Grisons, Schaffhouse, Soleure, Thurgovie, les deux Unterwalden, Uri, le Valais, Zurich, facultatif dans tous les autres, excepté Fribourg. L'initiative pour la revision de la constitution existe dans tous les cantons, excepté Soleure et le Valais ; l'initiative en matière législative dans tous les cantons, excepté Fribourg et Soleure. Dans le canton d'Argovie les lois et les mesures importantes sont soumises deux fois dans l'année à la ratification populaire (constitution du 23 août 1885), dans celui de Vaud toute dépense nouvelle supérieure à 500 000 francs doit être approuvée par le peuple (constitution révisée du 1^{er} mars 1885). L'établissement d'un referendum aussi étroit semblerait impossible dans de grands États et son usage répété provoque même en Suisse de nombreuses abstentions : ainsi, pour une loi aussi importante que la loi fédérale des assurances sur la maladie et les accidents, le referendum du 4 février 1912 n'a réuni que 530 000 votants sur 800 000 électeurs et la loi n'a été adoptée que par moins de 300 000 voix. Cependant le développement des moyens de communication rend la pratique du

referendum plus facile, la diffusion de l'instruction permet à la masse de comprendre des questions qu'elle ignorait même autrefois, la diversité des intérêts rend impossible pour un citoyen de confier la défense de tous ceux qui lui sont chers à un seul représentant. Aussi le mouvement qui se produit en faveur du referendum facultatif dans beaucoup de pays, notamment en Angleterre, où les *unionistes* l'ont inscrit en tête de leur programme, paraît-il indiquer que le recours à la sanction populaire pour les principales lois pourrait se généraliser.

Cependant la population énorme des États d'aujourd'hui, la complexité de la vie moderne, qui exige la division du travail, ne permettent pas le gouvernement direct du peuple par le peuple, qu'ont recherché les républiques de l'antiquité. Le peuple continuera donc de se faire représenter. Mais de quelle manière le fera-t-il? Dans les monarchies de l'ancien régime, où la puissance exécutive appartenait exclusivement au souverain, il ne pouvait avoir d'autre représentation que le Parlement. Au contraire, dès que se fonda une république démocratique (les Pays-Bas, Berne, les républiques italiennes ayant été des oligarchies), on vit apparaître un autre système. La constitution des États-Unis a confié le pouvoir exécutif à un président de la république, élu pour quatre ans par le suffrage à deux degrés, lequel président choisit en dehors du Parlement ses ministres, dont la nomination doit être approuvée par le Sénat.

Ce qui est vrai de l'Union l'est aussi des États qui la composent : dans tous le pouvoir exécutif appartient au gouverneur, qui est élu; dans la plupart d'entre eux le gouverneur choisit ses ministres; dans quelques-uns (tel le Maine) les ministres (membres du Conseil d'État) sont élus par le peuple. La constitution des États-Unis a servi de modèle à toutes les constitutions américaines : au Brésil (constitution du 24 février 1891) le président est élu pour quatre ans au suffrage direct; dans l'Argentine (constitution du 25 mai 1853 révisée le 11 novembre 1859) le président est élu pour six ans au suffrage à deux degrés; au Mexique (constitution de 1857 révisée en 1904) le président est élu pour six ans par vote secret et indirect; au Chili (constitution de 1833) le président est élu pour cinq ans par vote indirect. Le système adopté par la confédération helvétique est différent : le *Conseil national* (chambre des représentants) et le *Conseil des États* (sénat fédéral) élisent pour trois ans le *Conseil fédéral* (ministère chargé de l'exécutif), qui est composé de sept membres, et choisissent tous les ans son président, qui exerce les fonctions de président de la confédération; mais, si le Conseil fédéral est élu par les autres conseils, il n'est pas tenu, comme un ministère, de soumettre ses actes à leur sanction. Dans plusieurs cantons, entre autres celui de Zurich (constitution du 18 avril 1869 révisée le 12 août 1894 et le 18 avril 1909), le ministère ou conseil exécutif est élu par le peuple. De fait le régime parlementaire ne prévaut aujourd'hui que dans

deux républiques, la France et le Portugal. Les confédérations du Canada, de l'Australie et de l'Afrique australe, qui ont le régime parlementaire, ne sont pas à proprement parler des républiques, puisque le chef du pouvoir exécutif est, au moins nominalemeut, le gouverneur représentant le roi de la Grande-Bretagne.

Pour les monarchies de l'Europe on peut les diviser en deux classes. La Grande-Bretagne, les Pays Scandinaves, les États Balkaniques, la Grèce, l'Italie, l'Espagne ont adopté le régime parlementaire. En Russie, en Autriche, en Hongrie (avec quelques restrictions pourtant dans la pratique), dans l'empire allemand et dans tous les États qui le composent les ministres choisis par le souverain ne sont responsables qu'envers lui. Maintenant dans quel sens les constitutions monarchiques tendront-elles à se transformer? C'est là une question à laquelle il est malaisé de répondre et que d'ailleurs tous les peuples ne résoudreut pas exactement de la même manière. Il se pourrait que ceux qui n'ont pas adopté le régime parlementaire conservassent, au moins pendant quelque temps, leurs constitutions actuelles plus ou moins modifiées et continuassent de laisser le choix des ministres au souverain, d'autant plus que la puissance de l'opinion publique renseignée et défendue par les journaux est si grande aujourd'hui qu'on voit mal des ministres, même nommés par le souverain, gouvernant systématiquement contre elle. Mais dans les pays où les discordes des Chambres paralysent tout gouvernement ne cherchera-t-on pas à remé-

dier au mal en s'inspirant des constitutions républicaines? On ne voit pas en effet que l'élection des ministres par le peuple (comme c'est le cas dans le Maine et dans le canton de Zurich) soit incompatible avec l'idée d'une monarchie.

Le peuple peut se faire représenter non seulement par les chefs du gouvernement mais aussi par les autres fonctionnaires. Ce système prévalait dans les cités antiques et tous les États de l'Europe, toutes les colonies européennes l'ont conservé pour leur organisation municipale; de grandes villes de plusieurs millions d'habitants comme New-York, Vienne et Berlin sont régies par un maire élu, assisté d'adjoints élus. Pour l'administration des provinces, comme les traditions étaient plus complexes, les systèmes adoptés diffèrent. En Angleterre les *lord-lieutenants* des comtés, dont la charge est surtout honorifique, sont nommés par la couronne; les fonctionnaires sont soumis à l'autorité des *County councils* créés en 1888. Dans la plupart des monarchies et en France les préfets dépendent du pouvoir central. En Prusse le gouvernement et l'administration des provinces appartiennent au préfet et à deux commissions qui sont formées de fonctionnaires et de membres élus par les conseils provinciaux. Dans beaucoup de cantons suisses les fonctionnaires sont élus; c'est entre autres le cas de Genève, d'Argovie, de Berne (constitution du 4 juin 1893 révisée le 2 novembre 1907) et des vieux cantons dits *Landsgemeinden* (les deux Appenzell, Glaris, Uri, les deux Unterwalden), où les citoyens se réunissent une fois

par an pour désigner tous les fonctionnaires cantonaux. Dans les autres cantons les fonctionnaires sont choisis par les assemblées élues. Aux États-Unis les fonctionnaires sont pour la plupart élus : ainsi dans l'Ohio et le Missouri les hauts fonctionnaires sont élus pour deux ans, dans le Maryland presque tous les fonctionnaires, etc.

Le système de la représentation s'est introduit dans l'ordre judiciaire avec l'institution du jury, que presque tous les États ont adopté; dans beaucoup on élit les membres du tribunal de commerce, les prudhommes, etc., et les maires élus remplissent des fonctions judiciaires. Dans les États de l'Union américaine les juges sont nommés par le gouverneur élu ou eux-mêmes élus : dans le Missouri les juges de la Haute Cour sont élus pour six ans par le peuple; dans le Michigan c'est pour huit ans; en Pensylvanie pour vingt et un ans; dans l'Illinois le peuple élit tous les juges, ceux de la Haute Cour pour neuf ans; dans le Maryland il élit la plupart des juges, ceux de la Cour d'appel pour quinze ans; dans la Californie, tous les juges, ceux de la Haute Cour pour douze ans. De même dans le Valais les membres de la Cour d'appel sont élus au suffrage à deux degrés (constitution révisée du 8 mars 1907). Il est vrai que, pour assurer l'unité de la législation, l'Amérique a créé une Haute Cour fédérale, composée de membres nommés à vie par le président et le Sénat, et des tribunaux fédéraux, dont les juges sont nommés par les mêmes autorités. La Suisse a créé un tribunal fédéral (siégeant à Lausanne), dont les membres

sont élus pour six ans par les deux Chambres du Parlement. Le principe de l'élection des juges est très discuté, il est douteux que l'application s'en généralise, cependant il pourrait permettre la suppression du jury, qui est réclamée par beaucoup.

Dans l'ensemble, en matière d'administration et de justice les traditions des pays sont si fortes qu'il est bien difficile de faire des prévisions générales, mais il semblerait que le principe de l'élection doive s'étendre et que les fonctionnaires doivent prendre de plus en plus le caractère de représentants du peuple au lieu de celui de gouvernants du peuple.

Une autre tendance des sociétés modernes est la décentralisation. La question est très complexe car dans tous les pays on constate simultanément des phénomènes de centralisation et des phénomènes de décentralisation et dans quelques-uns ce sont les premiers qui l'emportent, dans d'autres ce sont les seconds. Cependant d'une manière générale il semblerait que le développement de la centralisation approchât de son terme; elle était nécessaire pour constituer des nations à une époque où il se trouvait dans un même pays des éléments trop hétérogènes et où, les communications étant lentes et difficiles, le représentant du pouvoir central devait disposer de forces importantes pour combattre le séparatisme. Par suite, il est assez naturel que dans des conditions changées les États en formation respectent davantage les unités qui les composent et que les États formés cherchent à

reconstituer ou à remplacer les leurs. Tous les États nouveaux que les colons européens ont fondés en Amérique, en Afrique et en Océanie sont des républiques fédérales, dont chaque État a sa propre représentation et sa propre législation. Tel est aussi le cas de la Suisse. La France et le Portugal sont les seules républiques qui ne soient pas fédérales. L'Allemagne est un empire fédéral. L'empire austro-hongrois se compose de deux États distincts, dont chacun contient plusieurs unités à peu près autonomes. L'empire britannique est une confédération de confédérations; dans la Grande-Bretagne elle-même l'Irlande et l'Écosse ont des législations distinctes de celles de l'Angleterre, on vote des lois spéciales pour le pays de Galles et la question du Home Rule pour l'Irlande devient de nouveau la plus importante de la politique intérieure. L'empire russe comprend, avec des États alliés comme celui de l'émir de Boukhara, des États en quelque sorte autonomes comme le royaume de Pologne et le grand-duché de Finlande. Cependant on ne peut penser que les États complètement centralisés se dissocieront jamais volontairement (le cas s'est cependant présenté au Brésil et dans une certaine mesure pour les républiques de l'Amérique espagnole) et il est visible que certains États, récemment unifiés, s'efforcent de diminuer l'autonomie des grandes unités qui les composent. Par contre, dans tous les pays, même en Prusse et en Russie, on a donné plus d'autonomie non seulement aux villes mais encore aux provinces et aux départements; dans tous, les

diètes provinciales ou les conseils généraux voient augmenter leur indépendance et leurs attributions. On peut donc penser qu'avec le temps et conformément aux traditions de chaque pays, une partie des pouvoirs du Parlement passera aux diètes et aux conseils (comme c'est le cas non seulement dans les pays fédéraux mais encore en Autriche).

Avec cette décentralisation, qu'on peut appeler matérielle, il s'en produira peut-être une autre à laquelle conviendrait sans doute le nom de décentralisation morale, c'est l'extension de la liberté et de l'autorité des groupements corporatifs. De toutes les tendances du vingtième siècle celle-ci est de beaucoup la plus intéressante; la société anarchique qu'a créée la Révolution tend à s'organiser. Comment s'organisera-t-elle? Les uns lui proposent l'organisation du passé et dans une certaine mesure ils peuvent avoir raison car il est certain qu'avec des résultats durables la Révolution en a produit d'exagérés et de temporaires et que l'humanité n'a pas d'intérêt à repousser l'expérience de son passé, non plus qu'elle n'a le moyen d'en répudier l'hérédité; d'ailleurs les *trade-unions*, modèle premier de tous les syndicats, ne sont-ils pas les anciennes corporations reconstituées par les ouvriers en opposition au Parlement, qui voulait détruire ces corporations jugées défavorables au nouveau régime patronal? D'autres, au contraire, travaillent rationnellement et, quelques dangers que présente ce moyen, ce n'en est pas moins le seul de travailler méthodiquement quand

les observations manquent encore qui permettraient de le faire scientifiquement. La plupart enfin se contentent de procéder d'une manière tout empirique en se groupant au fur et à mesure de leurs besoins dans des associations passagères et de formes incertaines. Les syndicats ouvriers affectent trop souvent un caractère révolutionnaire, les syndicats patronaux un caractère despotique, les syndicats de producteurs un caractère d'accaparement; aux yeux de la masse ils ne sont pas populaires. Il faut les tenir pour des essais qui ne permettent pas encore de discerner nettement ce que sera le régime corporatif de l'avenir. Ce qu'on peut dire, c'est que ce régime prendra une importance de plus en plus grande. Quand on voit toute la vie économique d'un pays en quelque sorte arrêtée par la grève et le lock out, comme ce fut le cas en Suède (1909) et en Norvège (1911), des centaines de milliers d'ouvriers en partie privés de leur travail, en partie s'en privant eux-mêmes, comme ce fut le cas pour les constructions maritimes allemandes en 1911, l'industrie cotonnière du Lancashire à la fin de cette même année, les mines du Royaume-Uni en mars 1912, on est forcé de reconnaître que non seulement la puissance du Parlement mais aussi celle de l'État paraît à de certains moments bien petite auprès de celle des syndicats. Et dans le même temps il se produit dans tous les pays un mouvement pour la représentation des intérêts professionnels : le mouvement est surtout fort en Allemagne; en Italie on avait d'abord voulu lui donner une satisfaction

partielle dans la composition nouvelle du Sénat, qui finalement n'a pas été bien originale. Il est impossible de dire encore ce que pourra être la représentation professionnelle, ni dans quelle mesure elle sera dépendante ou indépendante des syndicats. Il semblerait toutefois qu'un jour venant il dût exister des assemblées professionnelles, qu'on consultera sur la préparation des lois les concernant et auxquelles le Parlement abandonnera peut-être une partie de ses attributions législatives.

Ces diverses tendances réduiront les pouvoirs du Parlement : que l'on compare le rôle de la Chambre des Communes avec celui du Conseil national helvétique ou de la Chambre des représentants américaine ! et cependant la Suisse n'a pas d'exécutif élu par le peuple, les États-Unis n'ont pas le referendum, et ni l'un ni l'autre de ces pays n'a de représentation corporative. Il est donc probable que dans l'avenir le rôle des Chambres sera restreint, elles compteront moins de membres, leurs sessions seront plus courtes. Elles cesseront de contrôler l'exécutif pour se contenter de voter le budget et les lois. Encore semblerait-il que sur l'un et l'autre points leur autorité dût être limitée. Dans les pays les moins démocratisés on votera, comme c'est déjà le cas en Allemagne, certaines dépenses pour plusieurs années, on interdira aux députés, comme cela se fait en Angleterre, de demander des augmentations de crédits ; dans les pays les plus démocratisés on soumettra, comme dans certains cantons suisses, de grosses dépenses nouvelles à l'approbation populaire. D'autre part, il est impos-

sible que le pouvoir législatif des Chambres reste, comme il l'est aujourd'hui dans tant de pays, arbitraire et dépourvu de contrôle scientifique. La participation des assemblées professionnelles à la rédaction des lois pourrait contribuer à donner à la législation plus de respect pour les intérêts particuliers et les droits acquis comme aussi une plus grande valeur technique. Peut-être dans certains pays créera-t-on un corps chargé de la préparation des lois, comme l'était le Conseil d'État français sous le second Empire. Pour restreindre l'arbitraire du Parlement il existe deux moyens : nous avons déjà indiqué le premier, c'est le referendum ; le second, qui est celui de l'Amérique, consiste à rédiger une constitution et à en confier la défense à une Haute Cour.

Enfin le mode d'élection du Parlement sera sans doute profondément modifié. Pour la Chambre Haute, qui est en quelque sorte chargée de défendre les idées conservatrices et traditionnelles, son mode de recrutement et ses pouvoirs semblent assez bien définis dans les confédérations, où elle représente les États ; il n'en est pas de même dans les autres pays, où sa composition, ses attributions, son existence même sont sans cesse remises en question ; de fait il semblerait qu'on y ait créé deux Chambres, surtout par crainte des dangers qui peuvent résulter de n'en avoir qu'une. Il serait difficile de faire des prévisions générales sur la future composition de la première Chambre car elle a pour but de défendre les traditions et chaque nation a ses traditions propres. Nulle part non plus la compo-

tion de la Seconde Chambre ne paraît satisfaisante, quel que soit le mode de scrutin adopté. Un grand nombre de questions se pose : lequel est préférable du scrutin de liste ou du scrutin uninominal ? La représentation proportionnelle, qui semble juste, ne rendra-t-elle pas l'exercice du gouvernement bien difficile, comme c'est le cas en Belgique ? Convient-elle à des gouvernements populaires ? Faut-il créer des circonscriptions du même nombre d'habitants ? Dans ce cas n'est-il pas préférable d'en créer de deux types : villes et campagnes ? L'Angleterre a des comtés et des bourgs.

Ces difficultés, que tous les pays devront résoudre, mais chacun peut-être à sa manière, sont peu de chose près de la question capitale du suffrage des femmes. La femme est électeur dans la confédération australienne et dans la plupart des États la composant ; elle est électeur et éligible en Nouvelle-Zélande. La femme possède les droits politiques dans les États américains de Wyoming (1869), Colorado (1893), Utah (1895), Idaho (1895), Californie (?), de même dans l'île anglaise de Man. En Norvège la femme de vingt-cinq ans qui a plus de 400 couronnes de revenu imposable a reçu le droit de vote politique en 1907, elle est aussi éligible ; toutes les femmes ont les mêmes droits que les hommes pour les élections communales (1910) ; une loi de 1911 a ouvert aux femmes toutes les carrières publiques, excepté l'armée et le clergé. En Finlande les femmes ont tous les droits politiques (1906), vingt et une y siègent actuellement dans le Parlement. Depuis 1908 les femmes

qui se trouvent dans de certaines conditions de cens ont les droits municipaux en Suède et en Danemark; plusieurs font partie des conseils de Copenhague et de Stockholm; le gouvernement suédois a présenté en 1912 au Riksdag une loi qui accorde aux femmes l'électorat politique. En Angleterre, les femmes non mariées et payant impôt peuvent voter et être élues aux conseils municipaux (lois de 1869 et de 1894), aux *county councils* (loi de 1888) et aux *school boards*; la loi de 1880 leur reconnaît le droit de vote pour les conseils municipaux en Écosse, celle de 1887 le même droit en Irlande. La Chambre des Communes, qui avait adopté en mars 1904 un *bill* sur les droits politiques de la femme, aussitôt repoussé par la Chambre des lords, n'a pas accepté le *Conciliation bill* de mars 1912, mais la réforme se présente chaque jour d'une manière plus impérieuse; si la réponse de la nouvelle loi électorale est affirmative, il n'est pas de doute que les autres pays suivront bientôt cet exemple. Dans tous les cas il semble bien que dans un demi-siècle la femme aura en tous pays les mêmes droits politiques que l'homme. Y aura-t-il alors des élections mixtes et des Chambres mixtes ou les femmes et les hommes auront-ils des représentations séparées?

Telles sont les seules prévisions, bien vagues d'ailleurs, que nous puissions faire raisonnablement sur les régimes du vingtième siècle. Elles suffisent à nous prouver que la conception du gouvernement y sera fort différente de celle qui prévaut aujourd'hui et que le régime parlementaire

au propre sens du terme sera bientôt une chose du passé.

L'ensemble de ces remarques nous a fait comprendre les difficultés que le Japon rencontra pour s'assimiler le régime parlementaire. Dans sa forme le régime est d'origine anglaise et le peuple anglais n'a ni la faculté ni le goût de généraliser, il n'a jamais rédigé sa constitution ou codifié ses lois ni cherché à coordonner ses institutions; rien n'est donc plus malaisé que de l'imiter. Dans son fond au contraire le régime parlementaire peut être considéré comme le résultat du développement des sociétés occidentales, principalement de leur effort vers l'individualisme; or l'individualisme ne fait que de commencer au Japon, dont l'évolution, malgré de nombreuses analogies, a été distincte de celle de l'Occident. D'autre part, pour être le résultat du développement des sociétés occidentales, le régime parlementaire n'en est pas moins un régime de transition entre leurs anciennes constitutions, qui ont différé de celle du Japon, et leurs nouvelles constitutions, encore en voie d'élaboration, qui ne sembleraient pas devoir convenir avant longtemps au Japon trop récemment transformé. L'on trouvera donc au premier abord assez étrange qu'il ait accepté ce régime (sous une forme, il est vrai, très atténuée) et que les autres nations de l'Asie tendent à suivre son exemple. Mais la seconde partie de cette étude nous montrera les raisons pour lesquelles l'emprunt était légitime et même fatal.

B. — DES ORIGINES JAPONAISES
DE LA CONSTITUTION

I

En effet, l'évolution de toutes les nations asiatiques avait rendu nécessaire la transformation de leur organisation politique et sociale. Au Japon notamment les idées et les mœurs avaient amené toutes les classes, surtout celle des samurai, à désirer que le gouvernement s'intéressât davantage aux besoins et aux désirs du peuple. Sans revenir sur ce que nous en avons dit, nous tâcherons de mettre en relief quelles ont été les origines japonaises des deux parties essentielles du régime constitutionnel : les libertés individuelles, le système représentatif.

Assurément le Japon, qui unissait la solidarité familiale du confucianisme à la solidarité féodale, serait difficilement arrivé sans l'influence de l'étranger à la conception des droits de l'homme et du citoyen. Cependant l'étude que nous avons faite de la famille nous a montré qu'elle avait perdu au dix-huitième et au dix-neuvième siècles de son caractère patriarcal, nous avons signalé le fameux rescrit de l'empereur Mutsuhito déclarant que les recensements ne seraient plus faits par familles mais par individus. D'autre part les traditions féodales, les préjugés aristocratiques, le confucianisme transformé des samurai, le bushidô, la philosophie d'Ôyômei, les conclusions qu'en tiraient les révolutionnaires, toutes ces raisons et

d'autres encore avaient contribué à donner aux samurai un orgueil, une morgue, une susceptibilité chatouilleuse du point d'honneur, un esprit d'indépendance et de révolte à l'égard du gouvernement établi, comme aussi un souci de bien faire, une habitude de s'observer, de s'étudier, de s'analyser, une solidité de caractère, qui ressemblaient fort à de l'individualisme. Sans doute le respect que le samurai devait à son père, à son daimiô, à l'empereur aurait empêché que cet individualisme se dégageât de lui-même, mais l'anarchie révolutionnaire l'avait préparé à se dégager sous l'influence des idées apportées d'Europe et d'Amérique : les samurai révoltés de Yezo ne proclamèrent-ils pas la république ? D'ailleurs, au Japon, comme dans tous les pays, ce que nous appelons le caractère s'est formé par l'esprit de solidarité : la grande majorité des hommes n'a de caractère que par la force qu'ils tirent de savoir leurs convictions, leurs sentiments, leurs instincts partagés et reconnus bons par ceux qui les entourent, qu'ils estiment et qu'ils aiment. C'est seulement quand la discipline sociale a donné plus ou moins à tous les hommes civilisés ces qualités d'énergie, de tenue, d'empire sur soi-même, de continuité dans les desseins, qui manquent aux sauvages et même aux demi-civilisés, que peuvent apparaître dans les sociétés moins hiérarchisées des personnalités plus originales et qu'à la période où le caractère était fait presque uniquement de solidarité succède la période où le caractère est surtout fait d'individualisme.

Quant aux institutions représentatives, le Japon

en a toujours eu; l'on peut même dire qu'aucun pays n'en a possédé aussi constamment ni d'aussi développées. Avant l'établissement de l'administration chinoise, l'archipel se divisait en royaumes presque indépendants; dans le Yamato, le mikado n'était que le chef du principal uji. Après la réforme du huitième siècle, les actes de l'empereur furent contrôlés par des ministres héréditaires, et les actes des ministres par les membres de leurs clans : les charges publiques n'appartenaient pas aux titulaires en particulier, mais bien à leur clan tout entier; la coutume de l'abdication augmenta l'influence des clans : empereur, régent et ministres étaient le plus souvent des enfants. Avec l'établissement du régime militaire le gouvernement devint impersonnel; l'histoire ne parle dès lors que du bakufu; les souverains les plus puissants comme Minamoto Yoritomo, Hôjô Tokiyori, Ashikaga Yoshimitsu consultaient les chefs des autres clans et les karô de leur clan, comme le roi d'Angleterre consultait ses barons. Les Tokugawa établirent la monarchie absolue, mais par le fait un seul souverain, Iemitsu, put vraiment l'exercer. Ieyasu et Hidetada durent sans cesse composer avec leurs vassaux mal soumis; Iemitsu mort, le régime de la *raison d'État* remplaça celui du *bon plaisir*, le shôgun fut mis en tutelle par le bakufu. Au dix-septième et au dix-huitième siècle toutes les classes avaient d'ailleurs le régime représentatif : par le terme de bakufu l'on entendait les deux conseils, la Cour suprême, les nombreux fonctionnaires; daimiô et hatamoto

se réunissaient en assemblées; dans les clans les karô et les principaux samurai conduisaient les affaires; dans les villes il y avait des conseils d'Anciens; dans les mura, les maires élus et les assemblées des paysans. Toutes ces assemblées étaient, il est vrai, des assemblées de classes mais la Révolution, en supprimant toutes les classes, prépara la création d'assemblées représentatives des individus.

II

En réclamant, après la Révolution, l'établissement d'une législature, les samurai ne faisaient donc que se conformer à la tradition et les fondateurs du nouveau régime le comprirent si bien qu'ils firent prononcer à l'empereur son fameux serment du Nijô, soumirent la nomination des ministres aux suffrages des clans et constituèrent une assemblée de mandataires élus de ces clans, les kôshi. Mais bientôt, s'irritant des résistances qu'ils rencontraient chez la plupart des samurai, les hommes du Meiji ne convoquèrent plus les kôshi, se désintéressèrent de leurs clans et gouvernèrent au nom de l'empereur autocrate. C'est alors que commença le grand mouvement démocratique étudié dans l'introduction du présent livre.

Nous ne referons pas ici l'histoire de ce mouvement et des concessions que le gouvernement dut lui accorder. Nous mentionnerons seulement quelques dates : la formation du comité chargé d'établir une constitution en mars 1875, comité composé

LA RISTORINATA DEL TEMPIO DI S. IACOB DI HAKONE



d'Ôkubo, Kido, Itô et Itagaki, mais où la mort des deux premiers et la démission d'Itagaki laissèrent bientôt Itô tout-puissant; l'établissement de conseils généraux élus par la loi du 22 juillet 1878 (réforme qui devait être complétée dix ans plus tard par la loi municipale de 1889); enfin la proclamation du 12 octobre 1881, par laquelle le mikado promettait pour 1890 l'octroi d'une constitution.

Décret impérial. — Nous siégeant sur le trône que notre dynastie occupe depuis deux mille cinq cents ans, exerçant en notre propre nom et de par nos droits l'autorité et le pouvoir transmis par nos ancêtres, nous avons depuis longtemps en vue d'établir un gouvernement constitutionnel, afin que nos successeurs eussent une règle pour les guider

C'est pourquoi nous déclarons que dans la vingt-troisième année de Meiji (1890) nous établirons un parlement pour mettre en pratique la résolution ici annoncée, et nous donnons ordre à ceux de nos fidèles sujets que nous avons chargés de nos pouvoirs, de faire dans l'intervalle tous les préparatifs nécessaires pour atteindre à cette fin.

Quant aux restrictions de la prérogative impériale et à la constitution du parlement, nous en déciderons plus tard et nous déclarerons en temps voulu nos intentions.

Nous remarquons que la tendance de notre peuple est d'avancer trop rapidement, sans la pensée et la considération qui seules rendent les progrès durables; c'est pourquoi nous avertissons nos sujets, les grands comme les petits, de se souvenir de notre volonté : ceux qui demanderont des transformations soudaines et violentes et par suite troubleront la paix de notre royaume, ceux-là encourront notre déplaisir. Voilà ce que nous proclamons solennellement à nos sujets. — Par ordre impérial, Sanjô Sanetomi.

Le 11 février 1889, sous le ministère de Kuroda, l'empereur promulgua la Constitution. Il s'engageait à la respecter par le serment suivant prononcé dans le sanctuaire de son palais.

Nous, successeur au glorieux trône de nos prédécesseurs, humblement et solennellement nous jurons à l'impérial fondateur de notre maison et à tous nos autres ancêtres impériaux, que, en poursuivant une grande politique coextensive avec le Ciel et la Terre, nous maintiendrons et préserverons de la décadence l'ancienne forme du gouvernement.

Mais, considérant la tendance progressive du cours des affaires humaines et le développement de la civilisation, nous jugeons opportun, pour donner pleine clarté aux instructions léguées par l'impérial fondateur de notre maison et nos autres ancêtres impériaux, de donner les lois fondamentales et de les formuler dans des articles exprès de sorte que, d'une part, nos descendants impériaux aient une règle qui leur indique clairement la voie à suivre et que, d'autre part, nos sujets soient admis à jouir d'une plus grande liberté en nous donnant leur aide et que l'observance de nos lois continue jusqu'aux âges les plus reculés.

Nous rendons par là plus fermes et plus stables les institutions de notre pays, nous développons le bien-être de tous dans l'étendue de nos possessions et nous promulguons ainsi la loi de la maison impériale et la Constitution. Ces lois ne sont en réalité que l'exposé des grands préceptes légués pour la direction du gouvernement par l'impérial fondateur de notre maison et par nos autres ancêtres impériaux. Que nous ayons été assez heureux dans notre règne pour suivre la tendance des temps de manière à réaliser cette œuvre, nous le devons aux glorieux esprits de l'impérial fondateur de notre maison et de nos autres ancêtres impériaux.

Nous leur faisons respectueusement notre prière ainsi qu'à notre illustre père et nous implorons le secours de leurs esprits sacrés et nous leur faisons le serment solennel de ne jamais manquer ni dans le présent ni dans l'avenir de donner l'exemple à nos sujets dans l'observance des lois ici établies.

Que les esprits célestes soient témoins de notre serment solennel !

Après s'être adressé ainsi à ses divins aïeux, le mikado s'adressa dans les termes suivants à son peuple :

Comme nous faisons la joie et la gloire de notre cœur de contempler la prospérité de notre empire et le bien-être de nos sujets, par les présentes, en vertu de la puissance suprême que nous avons héritée de nos ancêtres impériaux, nous promulguons et déclarons immuable la présente loi fondamentale et ce pour nos sujets présents et leurs descendants à venir

Le fondateur impérial de notre maison et nos autres ancêtres impériaux, par l'aide et l'appui des ancêtres de nos sujets, ont établi les fondations de cet empire sur une base impérissable. Que cette œuvre brillante embellisse les annales de notre pays, cela est dû aux glorieuses vertus de nos sacrés ancêtres impériaux et à la loyauté comme à la bravoure de nos sujets, à leur patriotisme et à leur esprit public. Considérant que nos sujets sont les descendants des loyaux et bons sujets de nos ancêtres impériaux, nous sommes certains qu'ils seront guidés par nos vues et sympathiseront avec nos propres efforts et que, coopérant harmonieusement à notre œuvre, ils partageront notre espoir de manifester la gloire de notre pays à l'intérieur et à l'extérieur et d'assurer pour toujours la stabilité de l'œuvre que nous ont léguée nos ancêtres impériaux.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION

La Constitution (*Kempô*) comprend sept titres : 1° L'Empereur; 2° Droits et devoirs des sujets; 3° Diète impériale; 4° Ministres d'État et Conseil privé; 5° Judicature; 6° Finances; 7° Provisions supplémentaires.

L'article 1^{er} proclame que l'empire du Japon sera régi et gouverné par une lignée impériale ininterrompue pendant l'éternité; l'article 2 que la succession est réglée par la loi de la maison impériale. Les articles suivants définissent la puissance de l'empereur. Sacré, inviolable (3), il réunit tous les droits de la souveraineté, mais les exerce d'après la Constitution (4). Il déclare la guerre, fait la paix et conclut les traités (13), exerce le commandement suprême de toutes les forces militaires (11), en fixe l'organisation et le pied de paix (12). Il détermine également l'organisation de tous les services administratifs, en nomme et en destitue tous les membres (fors les exceptions mentionnées dans la Constitution ou des lois spéciales (10). Il proclame l'état de siège (14), confère les titres, rangs et décorations (15), a le droit de grâce et d'amnistie (16). On voit par ces articles

que le pouvoir exécutif de l'empereur est resté absolu; tous les officiers et les fonctionnaires, nommés par lui, ne dépendent que de lui et ne sont responsables qu'envers lui.

Son pouvoir législatif au contraire a été restreint. L'empereur ne l'exerce qu'avec le consentement de la Diète (art. 5); mais sa sanction seule rend les lois exécutoires et cette sanction, il peut la refuser (6); c'est lui qui édicte toutes les ordonnances réglant l'application des lois (9) : quand la Diète ne siège pas, il peut en cas d'urgence promulguer des ordonnances qui ont l'autorité de lois; dès que la Diète se réunit, ces ordonnances doivent être approuvées par elle, sinon les ministres déclareront qu'elles ne sont plus applicables (8); enfin c'est lui qui convoque la Diète, la proroge et la dissout (7).

Le chapitre II règle les droits et les devoirs des sujets. On peut dire qu'il est aussi libéral qu'aucune constitution européenne (1).

Les *droits* peuvent se résumer sous deux titres : liberté, égalité. L'empereur garantit à ses sujets la jouissance de toutes les libertés religieuses (28), civiles (29) et politiques, le respect de leur propriété (27), l'inviolabilité de leur domicile (25) et le droit de le fixer où bon leur semble (22); le droit de n'être arrêté et jugé que conformément aux lois (23 et 24), le secret de la correspondance (26). Le droit d'association est formellement

(1) Cf. t. V, p. 418 et suiv.

garanti (29). Tous les Japonais peuvent prétendre à tous les emplois civils et militaires en se conformant aux conditions fixées par les règlements (19).

Les principaux devoirs du sujet japonais sont le service militaire (20) et le paiement des impôts (21).

Le chapitre III établit que la diète se composera de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Représentants (33), mais que ces deux Chambres seront constituées par des lois spéciales (34 et 35). Nul ne peut appartenir aux deux Chambres (36); les deux Chambres ont l'initiative en matière législative (38); un projet de loi, repoussé par l'une des deux Chambres, ne doit plus être représenté au cours de la même session (39); la Diète doit être convoquée chaque année au moins pour trois mois (41 et 42); les Chambres ne peuvent siéger que simultanément (44); si la Chambre des représentants est dissoute, des élections générales doivent avoir lieu et la nouvelle assemblée doit se réunir dans les cinq mois qui suivent la dissolution (45); les Chambres ne peuvent siéger que si un tiers de leurs membres est présent (46); les votes sont à la majorité simple, en cas de partage le président a voix prépondérante (47); les délibérations sont publiques (48). Les Chambres font leur règlement intérieur (51), elles peuvent recevoir des pétitions (50) et présenter des adresses à l'empereur (49). Les membres du Parlement ne peuvent être poursuivis pour leurs discours ou leurs votes dans l'assemblée (52); fors les cas de flagrant délit, ils ne peuvent être ni arrêtés, ni

poursuivis au cours d'une session sans l'autorisation de la Chambre à laquelle ils appartiennent (53). Les ministres et les délégués du gouvernement siègent et parlent dans les deux Chambres (54).

Le chapitre iv ne comprend que deux articles. L'un (56) se réfère au Conseil Privé, dont l'organisation a été étudiée ailleurs (V, 187); voici l'autre (55) :

Les ministres d'État donneront leur avis à l'empereur et seront responsables pour cet avis.

Toutes les lois, ordonnances et rescrits impériaux de toute sorte se rapportant aux affaires de l'État doivent être contresignés par un ministre.

Cet article, d'une rédaction obscure, a provoqué des controverses passionnées. Les ministres sont responsables, mais envers qui? envers les Chambres, disent les libéraux; envers le souverain, disent les impérialistes; et le duc Itô, rédacteur de la Constitution, s'est rallié à l'avis de ces derniers.

Le chapitre v sur la judicature pose trois principes importants : celui de la séparation absolue du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif (57) (sauf les cas réservés aux tribunaux administratifs) (61), celui de la publicité des débats judiciaires (59) et celui de l'inamovibilité de la magistrature (58).

Le sixième chapitre fixe la compétence des Chambres en matière financière. Tout impôt nouveau, toute modification d'impôt, tout emprunt

doivent être votés par les Chambres (62) ; le budget doit être voté chaque année par les Chambres (64), il est d'abord présenté à la Chambre des représentants (65). La liste civile n'est pas votée par les Chambres (qui doivent cependant en approuver l'augmentation) (66). Les dépenses des services publics établies par la Constitution ou des lois déjà votées ne peuvent être ni rejetées, ni réduites par les Chambres sans le consentement du gouvernement (67). Si le budget est repoussé par les Chambres, le gouvernement applique le budget de l'année précédente (71) ; au cas où la guerre ou des troubles intérieurs empêchent la convocation de la Diète, les dépenses peuvent être décidées par ordonnance impériale, sauf à être soumises à la Diète, dès que celle-ci est convoquée (70). Les comptes sont approuvés par la Cour des Comptes (72).

Le chapitre VII établit la procédure à suivre pour la revision de la Constitution. L'initiative appartient à l'empereur ; ses ministres rédigent un projet qu'ils soumettent aux Chambres. Celles-ci ne peuvent siéger que si les deux tiers de leurs membres sont présents, un amendement à la Constitution doit être adopté dans l'une et l'autre Chambre à une majorité des deux tiers des membres présents (73).

CHAPITRE III

LES LOIS ANNEXES

A. — LA LOI SUR LA MAISON IMPÉRIALE.

La loi sur la maison impériale (11 février 1889) comprend douze chapitres : 1^{er} Succession au trône; 2^e Accession et couronnement; 3^e Majorité, Proclamation de l'impératrice et de l'héritier apparent (*kôtaishi*, s'il est fils de l'empereur; *kôtaison*, si c'est un petit-fils); 4^e Appellations; 5^e Régence; 6^e Gouverneur de l'empereur mineur; 7^e Famille impériale; 8^e Biens impériaux; 9^e Dépenses de la maison impériale; 10^e Procès, Règles s'appliquant aux princes de la famille; 11^e Le conseil de la famille impériale; 12^e Divers.

Le chapitre premier, qui règle la succession au trône, en exclut les femmes, contrairement à la tradition japonaise, qui a permis à neuf impératrices de régner (art. 1^{er}). Il établit rigoureusement la loi de primogéniture (art. 2 et 3), mais sans déterminer dans quelle mesure le souverain peut y échapper par l'adoption. A chaque degré le fils

d'une épouse légitime passe avant celui d'une concubine (art 4. et 8).

L'empereur, le *kôtaishi* et le *kôtaison* sont déclarés majeurs à dix-huit ans (13), les autres membres de la maison impériale à vingt ans (14).

Si l'empereur est mineur, il y a régence de plein droit; si l'empereur devient incapable, la régence sera instituée après avis du Conseil de la maison impériale et du Conseil privé (19).

Voici les personnes qui peuvent exercer la régence dans l'ordre où leur droit les y appelle : le *kôtaishi* majeur, le *kôtaison* majeur (20), les princes impériaux, les princes, l'impératrice, l'impératrice douairière, l'impératrice douairière du second degré, les princesses impériales, les princesses (21). Par le fait les femmes sont exclues de la régence. La maison Fujiwara a perdu ses antiques privilèges; cependant, bien que la loi sur la maison impériale ne parle point des familles où peuvent s'allier les princes du sang, le *kôtaishi* a, suivant la coutume, épousé une Fujiwara.

Nous ajouterons, pour faire comprendre la situation de la famille impériale, que le mikado touche une liste civile, qui a été portée de 3 millions à 4,5 millions de yen en 1911, et qu'il possède une fortune considérable évaluée à plus d'un milliard de francs. Le *Japan year book* de 1910 donne le tableau suivant de cette fortune :

Propriété foncière bâtie	4 854 chô (hect.) (1)
— non bâtie	2 208 000 chô (hect.) (1)

(1) Voir l'estimation qui en était faite en 1904, p. 267.

Banque de Japon.....	9 660 actions.
<i>Specie bank</i>	60 400 —
Banque industrielle.....	10 000 —
Banque de Formose.....	2 521 —
<i>Nippon yûsen kaisha</i>	80 550 —
Gaz de Tôkiô.....	2 000 —
Électricité de Tôkiô.....	5 839 —
Papeterie du Fuji.....	10 000 —
Pêcheries de Nippon.....	500 —
Compagnie du développement oriental (Corée).....	5 000 —
Ex-chemins de fer de Nippon.....	27 422 —
Ex-chemin de fer minier du Hokkaidô...	27 690 —
Bons de la guerre 1904-05.....	20 millions de yen.
Prélèvement sur l'indemnité chinoise....	20 millions de yen.

L'administration des propriétés impériales a été réorganisée en 1911.

B. — LES LOIS SUR LE PARLEMENT

I

L'ordonnance impériale concernant la Chambre des Pairs (*kizoku-in*) est du 11 février 1889 comme la Constitution (1).

L'article 1^{er} détermine la composition de cette Chambre, qui comprend deux catégories de membres. La première est celle des membres héréditaires, qui sont : 1° Tous les membres de la maison impériale, à partir de leur majorité (2). 2° Les ducs et les marquis à partir de vingt-cinq ans (3). 3° Les représentants, élus par leurs ordres, des comtes vicomtes et barons; ces représentants doivent être âgés d'au moins vingt-cinq ans, leur nombre ne

(1) Ne pas confondre *kizoku* (pairs) avec *kazoku* (nobles), les chefs des maisons de *kazoku* sont des *kizoku*, comme aussi les pairs à vie et les pairs élus, qui ne sont pas des *kazoku*.

peut dépasser le cinquième des membres de leur ordre (4).

La seconde catégorie est celle des membres non héréditaires, dont le nombre ne doit pas dépasser celui des pairs héréditaires (7). Ce sont d'une part les membres (âgés d'au moins trente ans) nommés à vie par l'empereur pour leur science ou leurs services (5) ; d'autre part, les membres élus pour sept ans, à raison d'un membre par ken : les 15 contribuables d'un ken âgés d'au moins trente ans qui payent le plus d'impôts directs (impôt foncier et patentes) forment le collège électoral et choisissent l'un des leurs ; les membres élus ne peuvent siéger qu'après avoir été nommés pairs par l'empereur (6).

La Chambre des pairs comprenait, lors de sa première réunion en 1890, 252 pairs, dont 10 princes impériaux, 10 ducs sur 11, 21 marquis sur 24, 15 comtes élus sur 76, 70 vicomtes élus sur 324, 20 barons élus sur 74, 45 représentants des plus fort imposés nommés pour sept ans, et 61 pairs à vie choisis par l'empereur (dont 3 conseillers de la couronne, 27 anciens membres du genrôin, 2 membres du conseil de législation, 6 professeurs de l'Université, 10 fonctionnaires et 13 personnes sans fonctions). En 1908, la Chambre des pairs comprenait 367 membres, dont 16 princes du sang, 13 ducs sur 15, 29 marquis sur 37, 17 comtes sur 100, 70 vicomtes sur 375, 56 barons sur 376, 45 représentants des plus fort imposés et 123 pairs à vie choisis par l'empereur (1).

(1) Depuis la publication du tome V ont été faits ducs : Katsura et Tokudaiji (1911) ; marquis : Komura (1911) et Sasaki

Le président et le vice-président de la Chambre des pairs sont nommés pour sept ans par l'empereur (11).

Aucun changement ne peut être apporté à l'ordonnance sur la Chambre des pairs sans le consentement de cette Chambre (13).

II

La première loi sur l'élection des membres de la seconde Chambre (*shûgi-in*) date du 11 février 1889; la seconde, en vigueur actuellement, est la loi 73 du 29 mars 1900, complétée par deux amendements de 1902.

C'est de cette dernière loi que nous parlerons, nous contentant de citer les dispositions essentielles de la loi précédente, pour montrer les progrès réalisés dans le sens de la démocratie.

La loi de 1900 comprend treize chapitres : Districts électoraux. Électeurs et personnes éligibles. Listes électorales. Mode d'élection. Maintien de l'ordre aux bureaux de vote. Dépouillement du scrutin. Proclamation des résultats. Des candidats élus. Durée du mandat, élections complémentaires. Protestations contre les résultats d'une élection.

(1909) (l'ancien *leader* du clan de Tosa, né en 1830, qui depuis la Restauration a été attaché à la cour impériale); comte : Terauchi (1911), etc. Dans la liste des marquisats donnée t. V, p. 408, une faute d'impression a fait omettre : Shijô (kuge). — L'annexion de la Corée (1910) a fait entrer dans la noblesse japonaise les chefs des 70 principales familles coréennes.

Peines encourues pour délit en matière électorale.
Règles supplémentaires. Appendice.

La loi de 1889 comprenait quatorze chapitres, où les mêmes matières étaient quelque peu différemment distribuées.

Les élections ont lieu au scrutin de liste. Ni l'une ni l'autre des lois japonaises ne contient de disposition générale sur le nombre des députés auxquels a droit une circonscription d'un certain nombre d'habitants; elles portent seulement que chaque *fu* ou *ken* a droit au nombre de députés fixé par le tableau annexé à la loi. La loi de 1889 fixait le nombre des représentants à 300; elle était en général peu favorable aux agglomérations. La loi de 1900, modifiée par deux amendements de 1902 (lois 38 et 39), porte le nombre des députés à 381; elle en attribue 11 à Tôkiô, 3 à Kiôto et 6 à Ôsaka, 2 à Nagoya, Yokohama et Kôbe, 1 à Nagasaki, Niigata, etc., en tout 75 aux *shi* ou *cités*. C'est le système anglais, où les comtés et les bourgs forment des circonscriptions distinctes. De fait chaque cité (ville de plus de 30 000 habitants) et chaque préfecture élit un député, à moins qu'elles ne comptent plusieurs centaines de milliers d'habitants, auquel cas on leur attribue en sus un député par chaque fraction de 130 000 habitants (1).

Pour être électeur il faut être mâle, japonais, âgé d'au moins vingt-cinq ans, habiter la circonscription depuis plus d'un an, avoir payé depuis plus d'un an au moins 10 yen par an d'impôt fon-

(1) Les Riû kiû ont élu pour la première fois en 1911 les deux députés que leur accorde la loi.

cier ou d'impôts directs d'État ou depuis 2 ans au moins 10 yen partie d'impôts directs et partie d'impôt foncier; au cas d'une succession ouverte dans l'année les impôts payés par le défunt sont portés au compte de l'héritier (8).

La loi de 1889, dans son article 6, fixait le cens à 15 yen et exigeait que l'électeur les eût payés pendant au moins trois ans s'il ne payait pas d'autre impôt direct que l'impôt sur le revenu.

Tout électeur n'a qu'une voix.

Est éligible tout sujet de l'empire ayant au moins trente ans (10). (L'article 10 est la principale réforme démocratique apportée par la loi de 1900; celle de 1889, dans son article 8, exigeait pour l'éligibilité les mêmes qualifications que pour l'électorat.)

Comme la loi anglaise, la loi japonaise déclare les *koshu*, les chefs des maisons de *kazoku*, incapables de voter et inéligibles (12), de même que les militaires. Elle déclare également inéligibles les prêtres de tous les cultes, les instituteurs, les personnes ayant contracté avec le gouvernement, les fonctionnaires du ministère de la Maison Impériale, les magistrats assis et debout, le président et les conseillers de la Haute Cour de justice administrative et de la Cour des comptes, les employés de la police et des finances; les autres fonctionnaires sont inéligibles dans les districts où leurs fonctions les appellent à intervenir dans les élections (12 à 15).

L'on ne peut exercer concurremment le mandat de conseiller général et celui de député (17).

D'après la loi de 1889, il suffisait pour être élu

d'obtenir la majorité relative; d'après la loi de 1900 (art. 30), il faut en outre obtenir le cinquième du nombre des électeurs divisé par le nombre des membres attribués à la circonscription.

La loi de 1889 exigeait, dans son article 38, que le bulletin de vote portât, avec le nom du candidat, la signature et le sceau de l'électeur. L'article 36 de la loi de 1900 déclare, au contraire, que le bulletin de vote ne sera pas signé. C'est là une autre concession très importante faite au parti démocratique.

La loi japonaise décrit minutieusement toutes les formalités se rapportant aux listes électorales, à l'ouverture et à la fermeture des scrutins, au dépouillement des votes; pour être plus compliquées, ces formalités n'en diffèrent pas moins assez peu de celles en usage dans les principaux États de l'Europe. Le scrutin est dépouillé pour les villes le lendemain du vote, pour les comtés le lendemain du jour où sont parvenues au chef-lieu les boîtes contenant les bulletins des bureaux de vote.

La loi de 1889 (art. 30) fixait, s'il n'y avait pas eu dissolution, la date des élections générales au 1^{er} juillet; la loi de 1900 déclare que la date des élections sera fixée par une ordonnance impériale publiée trente jours au moins avant la date indiquée.

La Chambre est élue pour quatre ans.

III

Il est dans la nature du législateur japonais de tout prévoir et de tout régler. Aussi le 11 fé-

vrier 1889 l'empereur signa-t-il également la loi des Chambres.

Cette loi comprend 18 chapitres : Convocation, organisation et ouverture de la Diète. Président, secrétaires, dépenses. Traitements. Comités. Séances. Prorogation et clôture. Séances secrètes. Vote du budget. Ministres d'État et délégués du gouvernement. Questions. Adresses au trône. Rapports des deux Chambres. Pétitions. Relations des Chambres avec le peuple, les services administratifs et les assemblées locales. Démissions et pertes de mandats. Congés, démissions, élections partielles. Discipline et police des assemblées. Peines disciplinaires.

La Diète est convoquée par une proclamation impériale, qui doit être promulguée au moins 40 jours avant la date fixée pour la convocation (art. 1^{er}).

Le président et le vice-président de la Chambre des représentants sont choisis par l'empereur sur une liste de trois candidats que lui soumet cette Chambre (3).

L'article 19 fixait le traitement des présidents des deux Chambres à 4 000 yen, celui des vice-présidents à 2 000, celui des représentants et des membres non héréditaires de la Chambre des pairs à 800 yen. Un amendement de 1899 (loi 100) a porté ces traitements à 5 000, 3 000 et 2 000 yen; il a en même temps permis aux intéressés de refuser leur traitement. Les membres des Chambres ont en outre droit à des frais de déplacement.

L'organisation intérieure des Assemblées parti-

cipe de régimes empruntés à des pays différents. L'article 4 établit une division en bureaux semblable à celle que nous trouvons dans la plupart des parlements de l'Europe continentale; les membres de ces bureaux sont désignés par voie de tirage au sort, mais ils élisent leur président. Le chapitre IV (art. 20 à 25) prescrit au contraire un mode de travail analogue à celui du parlement britannique; il établit des comités de toute la Chambre, des comités permanents et des comités spéciaux.

Pour les séances il est admis qu'en principe les projets déposés par le gouvernement doivent toujours être placés en tête de l'ordre du jour (26).

A moins de déclaration d'urgence, un projet doit être soumis à trois lectures avant d'être mis aux voix (27).

Un projet de loi voté par les deux Chambres est soumis à la sanction impériale par le président de la Chambre qui l'a voté en dernier; celui-ci doit recourir à l'intermédiaire d'un ministre d'État. L'empereur accorde ou refuse sa sanction; s'il l'accorde, la loi doit être promulguée avant l'ouverture de la prochaine session (art. 31 et 32).

La discussion d'un projet de loi qui n'a pas été voté dans une session n'est pas reprise à la session suivante (35), à moins que la Chambre qui le discute ne nomme, avec le consentement du gouvernement, une commission pour en continuer l'étude dans l'intervalle des sessions (24).

Le gouvernement peut toujours proroger les Chambres pour une période qui ne doit pas dépasser quinze jours (33).

La clôture de la Diète doit avoir lieu dans une réunion commune des deux Chambres (36).

L'une ou l'autre Chambre peut tenir des séances secrètes sur la demande du gouvernement ou sur un vote provoqué par le président ou une motion signée de dix membres (38).

La Commission du budget de la Chambre des représentants a quinze jours pour examiner le projet du gouvernement et le rapporter (40).

Un projet d'amendement au budget doit être au moins signé de 30 membres (41).

Les ministres d'État et les délégués du gouvernement peuvent toujours prendre la parole au cours des séances comme dans les comités (42 et 43). Ils n'ont droit de vote que s'ils sont membres d'une Chambre et dans cette Chambre (45).

Un membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut adresser une question au gouvernement que s'il recueille les signatures de trente de ses collègues (48). Il faut également trente signatures pour que puisse s'ouvrir une discussion sur un projet d'adresse à l'empereur ou de représentation au gouvernement. Une représentation doit toujours être écrite. Une adresse peut soit être écrite, soit être transmise de vive voix à l'empereur par le président (51, 52).

Le budget doit toujours être présenté en premier lieu à la Chambre des représentants; les autres projets de loi sont déposés par les ministres sur le bureau de l'une ou de l'autre Chambre (53).

Tout projet de loi voté par l'une des deux Chambres est transmis à l'autre Chambre, qui peut

le rejeter, l'accepter ou l'amender. Dans tous les cas elle doit faire connaître son vote à l'empereur et à la Chambre dont elle a reçu le projet. Au cas où la Chambre qui a voté un projet en premier, n'accepte pas les amendements votés par l'autre Chambre, l'une ou l'autre des Chambres peut exiger la réunion d'une conférence composée d'au moins dix membres de chaque Chambre; le projet adopté par cette conférence doit, s'il passe, être voté par l'une et l'autre Chambres sans amendement (53 à 59).

Les deux Chambres peuvent recevoir des pétitions, pourvu qu'elles n'aient point trait à la Constitution (art. 62 à 71). Aucune Chambre ne peut voter d'adresse à la nation (art. 72), citer de témoin à sa barre ou en faire examiner (art. 73), ni entretenir de correspondance avec des assemblées locales ou d'autres fonctionnaires que les ministres et les délégués du gouvernement (art. 75). La police des Chambres appartient aux présidents (art. 85). Le châtiment le plus sévère qui puisse être infligé à un représentant récalcitrant est l'expulsion, qui doit être votée par les deux tiers plus un des membres présents; si le membre expulsé est réélu, on ne peut l'empêcher de siéger (art. 96 et 97).

IV

La dernière loi qui complète l'ensemble des lois annexes à la Constitution signées le 11 février 1889

est la loi sur les finances. Elle comprend cinq chapitres (règles générales, budget, recettes, dépenses, comptes définitifs).

Le premier chapitre pose quatre règles excellentes, inspirées par le désordre qui avait régné jusqu'en 1881 dans les finances. L'année fiscale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de l'année suivante (art. I). Toutes les ressources, quelles qu'elles soient, doivent être portées aux revenus; toutes les dépenses, quelles qu'elles soient, doivent être portées aux dépenses (2). Aucune somme ne peut être distraite des recettes d'une année pour être portée aux recettes de l'année suivante (3). Aucun ministère, aucune administration ne peut créer un fonds spécial, s'il n'y est autorisé par une loi ou une ordonnance (4).

Chaque année le gouvernement dépose au début de la session le budget de l'année suivante (5), budget divisé en deux parties (budget ordinaire et budget extraordinaire), l'une et l'autre subdivisées en titres et paragraphes et accompagnées des documents nécessaires (6).

Le montant des bons du Trésor à émettre chaque année est déterminé par la Diète (9).

Aucun impôt ou revenu ne peut être perçu que conformément à la loi et par les agents que les lois ou les ordonnances désignent à cet effet (10).

Tous les virements d'année à année ou de compte à compte sont interdits (11 et 12).

Toutes les sommes perçues par l'un quelconque des ministères doivent être versées au Trésor (12).

Tous les comptes définitifs doivent être soumis à

la Diète après avoir été vérifiés par la Cour des comptes (16) (1).

Nous essaierons maintenant de porter un jugement sur le régime établi au Japon par la Constitution et les lois qui en ont assuré l'application; dans ce but nous distinguerons les libertés civiles et les libertés politiques.

L'octroi complet de toutes les libertés civiles fut un acte de civilisation et de haute politique. Dût-on y faire quelques restrictions momentanées, il importait que le principe en fût posé. Et l'on ne saurait trop insister sur l'importance que présente la reconnaissance de ce principe par un peuple de l'Asie, aucun peuple asiatique n'ayant pu en réalité se faire une autre conception du gouvernement que l'autocratie, et par un peuple confucianiste, le confucianisme ayant eu une conception politique très noble, celle de l'autorité paternelle, mais n'ayant jamais su la transformer avec les progrès de la civilisation.

Pour les libertés politiques la question est plus complexe. On peut faire à la constitution japonaise le double reproche d'avoir été prématurée, et par suite de manquer de franchise : tant au point de vue du peuple qu'au point de vue des puissances étrangères on voulut avoir l'air de faire

(1) Pour la comparaison de la Constitution japonaise avec les constitutions européennes et les emprunts qui leur ont été faits, cf. le *Commentaire* du duc Itô.

des concessions plus grandes que celles qu'on pouvait faire et c'est pourquoi un certain nombre d'articles furent rédigés d'une manière ambiguë ou accompagnés de restrictions qui permettaient d'en modifier arbitrairement la portée. En effet le peuple, dans son ensemble pauvre, encore peu éduqué, habitué à un régime paternel où se combinaient deux autocraties, la monarchie absolue et la féodalité, n'était pas capable de se gouverner lui-même et l'abolition de la féodalité, la dépossession des samurai lui avaient enlevé ses guides naturels. D'autre part, l'on sortait d'une révolution et l'on trouvait encore partout un état d'esprit révolutionnaire. Pourquoi donc accorder la liberté de la presse, le droit de réunion et d'association puisque pendant vingt ans on a constamment été obligé de les suspendre?

De même n'aurait-on pas dû choisir ou de faire élire la seconde chambre au suffrage à deux degrés et d'en restreindre les attributions ou, du moment qu'on la donnait pour une Chambre véritable, de la faire véritablement représentative et réellement forte? Or, que représente la Chambre basse? Elle ne représente pas le peuple puisqu'en 1890 il y avait 400 000 électeurs sur 40 millions d'habitants et qu'il y en a actuellement 1 600 000 sur 50 millions d'habitants; encore faut-il observer que, le nombre des électeurs s'accroissant avec les impôts, le quart ou même le tiers des électeurs le sont de force et ne donnent qu'un mandat à leurs élus : diminuer les impôts, c'est-à-dire leur enlever à eux-mêmes le droit de voter. La Chambre ne

représente pas les samurai, qu'on aurait pu considérer pour un temps comme les véritables conducteurs moraux de la nation, puisque la dépossession des samurai les a mis en minorité dans un corps électoral censitaire; il y a même opposition entre la Chambre, où les samurai forment une minorité toujours diminuée, et l'administration, qui leur appartenait presque entièrement en 1890 et dans une grande mesure leur appartient encore. La Chambre ne représente pas la richesse : les délégués des plus imposés siègent à la Chambre des pairs. Elle ne représente pas les traditions : kuge et daimiô sont pairs, comme aussi les représentants du bouddhisme et du shintô. Elle ne représente pas la gloire : tous les hommes du Meiji, même Ôkuma, Gotô, Itagaki, ont eu des paires et de même les Tôgô, les Nozu, les Kuroki. Elle ne représente pas le talent : les hommes de mérite siègent tous aux pairs, soit comme membres héréditaires, soit comme membres nommés à vie par l'empereur. Bien plus, toutes les fois qu'un homme a marqué dans la Chambre basse, quelle que fût son opinion, on a fait de lui un pair. Systématiquement on a affaibli la Chambre basse en lui enlevant tous ses membres remarquables. Que représente alors la Chambre? Elle représente les petits bourgeois et les propriétaires de médiocre aisance dans un pays qui n'a jamais eu de petite bourgeoisie ancienne, instruite, libérale comme celle des villes de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou de petits propriétaires fonciers assez riches, indépendants, se transmettant la terre de père en fils, comme c'était le

cas dans l'Angleterre du dix-septième siècle, comme c'est le cas dans une partie de la France et dans certains cantons suisses (Berne, Argovie, Thurgovie, Vaud). L'on peut donc dire que d'une manière générale la Chambre a aussi peu d'attaches que possible avec ce qui fait l'âme, non plus qu'avec ce qui fait le corps, la masse du pays. Et c'est pourquoi la Chambre s'est perdue dans des luttes stériles et trop souvent a cédé à la corruption.

A ces critiques les partisans de la Constitution répondraient sans doute qu'il fallait arrêter le mouvement démocratique et que la seule manière d'y réussir était de lui faire de larges concessions. Aujourd'hui que des tendances impérialistes prévalent chez tous les peuples et que les libertés acquises apparaissent comme naturelles, que l'abus qu'on en fait les rend même peu sympathiques à beaucoup, on oublie trop facilement combien il a fallu lutter pour les obtenir et quelle fièvre agitait tous les peuples dans l'attente de ces libertés.

D'ailleurs, les objections soulevées par l'octroi de la constitution de 1890 ont maintenant perdu de leur intérêt : quelques reproches qu'on ait pu faire aux partis parlementaires, il est certain que leur obstruction n'a pas causé de graves dommages au pays ; les concessions libérales, que le gouvernement aurait pu ne pas faire en 1890, il aurait dû les faire depuis ; quant à la composition de la Chambre, elle tend assurément à s'améliorer et l'électorat sera progressivement étendu à de nouvelles classes lorsque la diffusion de l'instruction

et de la richesse leur aura donné plus d'indépendance.

Ce qui semblerait un autre défaut de la constitution japonaise, c'est que les droits et les devoirs du souverain y ont été conçus d'après le caractère personnel de l'empereur Mutsuhito. Celui-ci en imposait tellement à ses ministres et à son peuple, dont il était tenu pour le dieu protecteur (1), que son autorité n'était jamais discutée; sa vie était si retirée, si laborieuse, sa puissance de travail si grande qu'il pouvait contrôler toutes les branches de l'administration; il possédait en même temps cet admirable don de la confiance qui lui permettait de s'en remettre entièrement à ceux qu'il avait choisis, et il était d'une nature si modeste, si réservée, qu'il cherchait le moins possible à se mettre en avant. Mais ses successeurs auront-ils les mêmes qualités et le même prestige? Qu'adviendrait-il alors d'une constitution qui confère au souverain des droits si étendus, mais lui impose aussi de si redoutables obligations? Quels seront les rapports du souverain et des ministres alors que toute décision du souverain doit être contresignée par un ministre mais que cette décision, le souverain peut la prendre contre la volonté de tous ses ministres? alors que les fonctionnaires civils et militaires

(1) Tout récemment encore l'indignation publique a forcé un recteur d'Université à se démettre de son poste parce qu'il avait blâmé le suicide d'un chef de gare qui n'avait pu survivre à la honte d'avoir causé le retard du train impérial et l'acte d'un instituteur qui dans un incendie avait sauvé le portrait de l'empereur avant de porter secours à ses élèves.

dépendent uniquement du souverain et qu'il nomme directement ceux qui occupent des emplois importants? Peut-être verra-t-on au Japon ce qu'on voit en Allemagne, où la constitution, faite par Bismarck pour Bismarck, chancelier tout-puissant, ne s'est jamais bien adaptée à ses continuateurs.

Quoi qu'il en soit des remarques que nous venons de faire, la promulgation de la Constitution n'en marque pas moins une date capitale dans l'histoire du Japon. Quel moment n'est-ce pas en effet dans la vie d'un peuple que celui où, après avoir longtemps ignoré la liberté, après l'avoir longtemps connue et désirée vainement, il la possède enfin! Mais de cette liberté, laborieusement conquise, saura-t-il user pour son bien? L'histoire de la civilisation nous montre que la richesse, la science, la morale se sont formées par sélection, c'est-à-dire dans des classes particulières et que c'est seulement avec le temps que le procès de dissolution les a étendues au peuple tout entier. Aussi, pour que l'octroi de la liberté soit bienfaisant à une nation, faut-il que la civilisation ait pénétré dans la masse, que son instinct la porte vers ces règles que longtemps elle a suivies par force; de ces institutions contre lesquelles il se révoltait, le peuple sera maintenant le gardien; lui-même s'imposera l'ordre, le respect de la justice et de la morale, le respect des droits et de la propriété d'autrui, lui-même devra rechercher quels sont ses intérêts politiques, sociaux, économiques et veiller à les défendre. Bien plus au Japon les in-

stitutions dont le peuple allait obtenir la garde étaient empruntées à l'étranger : lui accorder une constitution, c'était tenter de savoir s'il avait compris l'esprit des réformes récentes, s'il en appréciait la valeur, s'il avait pu vraiment s'y attacher.

La promulgation de la constitution de 1889 marque aussi une date capitale pour l'histoire de l'Asie puisque l'expérience tentée devait montrer si les Asiatiques sont capables de se donner un gouvernement libéral et de fonder des États modernes. Entre le Japon et les autres peuples de l'Extrême-Orient les analogies sont si grandes que l'expérience pouvait être considérée comme concluante ; entre le Japon et l'Inde, plus encore entre le Japon et les États musulmans de l'Asie Antérieure les analogies sont moindres ; cependant, bien que la civilisation asiatique ne soit pas homogène comme la civilisation européenne, il existe une civilisation asiatique, par suite l'exemple du Japon devait même pour ces peuples fournir des indications précieuses.

DEUXIÈME PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE

DE LA CONSTITUTION

Après avoir étudié la Constitution, cherchons comment elle a fonctionné, c'est-à-dire comment le peuple a réussi à faire véritablement siennes les institutions que lui avaient données les hommes du Meiji.

Au cours des vingt dernières années l'œuvre du Parlement a été triple.

Il a discuté et voté un grand nombre des réformes que nous avons examinées dans le Livre précédent. Ces réformes avaient été, il est vrai, préparées et même dans une grande mesure accomplies par les hommes du Meiji, mais il serait injuste de ne pas reconnaître la part que le Parlement y a prise, surtout à la confection des nouveaux codes.

Malgré certaines résistances que l'empereur dut briser, le Parlement a voté l'ensemble des mesures et des subsides qui ont rendu possibles les succès de la politique extérieure et, au cours des deux guerres de 1894-95 et 1904-05, il a fait preuve du plus grand patriotisme.

Enfin le Parlement a initié le pays à un régime de liberté. Sans doute il a commis bien des erreurs et trahi bien des faiblesses, les unes et les autres lui ont été amèrement reprochées. Mais les violences des *sôshi*, les querelles des partis, la véhémence des polémiques de presse, la vénalité ne doivent pas nous empêcher de voir l'œuvre accomplie : l'assimilation par le grand nombre de ces idées modernes qui jusqu'ici n'avaient été comprises que de quelques-uns. Sous ce rapport, ce qu'il faut surtout admirer, c'est la patience, la ténacité que montrèrent l'empereur et les hommes du Meiji dans leur dessein d'éduquer le pays à la vie politique. Ils auraient pu tenter de proroger la Constitution, d'exercer une pression sur les électeurs, d'étendre le droit de suffrage aux classes pauvres de la campagne, qui obéissaient au gouvernement. Ils ne le voulurent pas et pourtant ils ne se laissèrent jamais effrayer, ni détourner de leurs devoirs envers la patrie menacée à l'extérieur par les violences d'hommes enivrés de libertés toutes nouvelles pour eux.

Ces remarques étaient nécessaires parce que, l'histoire des réformes ayant déjà été faite et celle de la politique extérieure étant réservée pour le Livre IV, on pourrait ne voir dans celle du Parlement, comme nous allons la retracer, que luttes oiseuses, discordes, rivalités personnelles et corruption. Malgré toutes ses fautes, le Parlement a su dans l'ensemble accomplir sa mission; nous ne devons pas l'oublier.

PREMIERE PÉRIODE

L'HISTOIRE INTÉRIEURE DEPUIS LA CONVO-
CATION DU PARLEMENT JUSQU'A LA FIN
DE LA GUERRE CONTRE LA CHINE. — L'ES-
SAI D'UN RÉGIME LIBÉRAL (1)

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES LUTTES DE LA CHAMBRE ET
DU GOUVERNEMENT : LES MINISTÈRES YAMA-
GATA (1889-91) ET MATSUKATA (1891-92)

I

Les conditions dans lesquelles le régime parle-
mentaire fut inauguré étaient singulièrement déli-
cates. Pour les bien comprendre rappelons-nous
les, telles que nous les avons étudiées dans les
différentes parties du Livre précédent ou dans
l'Introduction du présent Livre : la perturbation

(1) Mêmes sources que pour la *Formation des partis*, c'est-à-
dire les journaux; le livre d'Ôkuma; *Political Parties* dans
T. A. S. J. XXX, 3; les *Year-books*; et t. V, p. 171 du présent
ouvrage.

résultant de la loi agraire, la dépossession générale des propriétaires fonciers, presque toutes les terres changeant de nouveau de mains en vingt ans, la crise de l'agio (1878-85), la création de la grande industrie dans les années plus prospères qui suivirent, puis une nouvelle crise, moins grave, due à la spéculation, le développement rapide de la presse, qui, à deux ou trois journaux près, était entièrement à l'opposition, la transformation rapide mais incertaine des idées religieuses, philosophiques, morales et scientifiques, le mouvement démocratique, la haine de presque tous les anciens clans contre Chôshû et Satsuma, l'hostilité de la bourgeoisie et du peuple contre les samurai, les agitations des révolutionnaires, qui prétendaient bouleverser le Japon et l'Asie.

Avec l'approche des élections l'ardeur de l'opposition avait repris et les hommes du Meiji, principalement les membres du ministère Kuroda (1888-89), commençaient à s'inquiéter. Quelle serait, se demandaient-ils, la composition de la nouvelle Chambre? Habitué à gouverner despotiquement, forts de ce principe qu'ils seraient responsables de leurs actes envers l'empereur et non envers le Parlement, ils n'avaient pas formé de parti, ni cherché à s'adresser d'aucune manière à l'opinion publique; à peine y avait-il quelques candidats ministériels. On connaissait l'opinion des samurai; en masse ils étaient hostiles aux deux clans privilégiés, mais comment voteraient fermiers, artisans et commerçants, qui n'avaient jamais témoigné jusque-là d'intérêt pour la politique?

Les chefs de l'opposition avaient, nous l'avons vu, rédigé de vastes programmes; en prenant contact avec leurs électeurs, ils en comprirent l'inutilité, ils se bornèrent donc à promettre aux samurai l'abolition du gouvernement des clans, par suite l'admission de tous à toutes les places, et au peuple la réduction de l'impôt foncier.

Mais il se produisit alors un grand mouvement patriotique, dont ils surent habilement se servir. Ôkuma, qui avait dans le moment abandonné l'opposition pour prendre le ministère des affaires étrangères, négociait la révision des traités; c'est ailleurs, en parlant de la politique extérieure, que nous étudierons cette question difficile. Nous en dirons seulement ici ce qui a trait à la politique intérieure. Plusieurs puissances, notamment l'Allemagne, avaient accepté de renoncer à la juridiction consulaire mais à une condition : pendant dix ans le gouvernement japonais adjoindrait à la Cour de cassation des conseillers étrangers, qui formeraient la majorité dans la Chambre où seraient jugés les appels portés par les étrangers. Cette concession, habilement exploitée par les partis à la veille des élections, souleva une fureur patriotique inouïe et en octobre 1889 une bombe fut lancée sous la voiture d'Ôkuma, qui échappa à la mort mais dut se faire amputer la jambe. Il démissionna aussitôt et entraîna tout le ministère dans sa chute.

Le désarroi fut tel que les négociations pour la révision des traités furent abandonnées et que personne ne voulut accepter le pouvoir; l'empereur

dut faire appel au vieux duc Sanjô. Celui-ci, dégoûté de la politique, n'accepta que pour obéir à son auguste maître ; il dirigea les affaires jusqu'à la fin de décembre, où le général Yamagata, le chef du parti militaire à Chôshû, consentit à former un cabinet capable de rétablir le calme, de faire les élections et d'affronter la nouvelle Chambre. Il prit lui-même la présidence du Conseil avec le portefeuille de l'intérieur.

Voici la composition de son cabinet.

Premier ministère Yamagata (décembre 1889-avril 1891).

Présidence	Général comte Yamagata.
Affaires étrangères	Vicomte Aoki.
Intérieur.....	Comte Yamagata.
	Amiral comte Saigô.
Finances.....	Comte Matsukata.
Guerre	Lieutenant-général comte Ôyama.
Marine	Amiral comte Saigô.
	Vice-amiral comte Kabayama.
Justice.....	Lieutenant-général comte Yamada
Instruction publique	Yoshikawa Akimasa.
Agriculture et Commerce.	Mutsu Munemitsu.
Communications.....	Comte Gotô (1).

Ce cabinet comprenait trois chôshû (Yamagata, Aoki, Yamada) ; trois satsuma (Matsukata, Ôyama,

(1) La biographie de ces hommes d'État a été donnée dans le tome V, pp. 54 et suiv. et p. 169 ; pour Yoshikawa, voir t. VI, p. 640, pour Aoki, t. VI, p. 708.

Saigô); un tosa (Gotô); un autre samurai de Shikoku (Yoshikawa); un kii (Mutsu). Tous étaient samurai d'origine mais la plupart avaient été anoblis.

Dans son ensemble le ministère était de tendances réactionnaires; on y avait cependant fait place à deux *leaders* d'opinions avancées, de ceux-là mêmes qui avaient le plus agité le pays : Gotô, vieux radical ami d'Itagaki, et Mutsu.

Les élections commencèrent le 1^{er} juillet 1890; les citoyens ayant le droit de voter étaient 453 474 (1), soit 11,50 pour 1 000 de la population. Le nombre des votants fut considérable. Furent élus 110 samurai, 129 fermiers, 19 marchands, un manufacturier, 18 fonctionnaires, etc.

La composition politique de la nouvelle assemblée était approximativement la suivante :

<i>Indépendants</i> (bientôt réunis en <i>Taiseikai</i>), favorables	
au gouvernement.....	69
<i>Conservateurs</i> (<i>Hoshutô</i>), également favorables au gou-	
vernement.....	22
Fonctionnaires.....	18
Pour le ministère :.....	109
<i>Jiyûtô</i> {	
<i>Jiyûtô</i> { <i>Jiyûtô</i>	16
<i>Jiyûtô</i> { <i>Kiûshû Shimpotô</i>	21
<i>Jiyûtô</i> { <i>Aikokukôtô</i> (Itagaki).....	35
<i>Jiyûtô</i> { <i>Daidô ha</i>	55
<i>Kaishintô</i> (Ôkuma).....	46
<i>Jichitô</i>	17
Incertain.....	1
Contre le ministère :.....	191

Un tel morcellement des partis eût affaibli l'opposition; leurs chefs s'efforcèrent de les fondre.

(1) D'après Rathgen (p. 296, note), 453 895.

Pour l'empêcher, le gouvernement promulgua la loi du 25 juillet 1890 sur les réunions publiques et les associations politiques, dont l'article 28 défendait aux différents partis de s'unir et de fonder des sous-comités en provinces.

Mais alors tous les partis qui subissaient l'influence de Tosa et du comte Itagaki (*Jiyûtô*, *Daidô ha*, *Kiûshû shimpotô* et *Aikokukôtô*) prononcèrent leur dissolution et leurs membres réunis reformèrent l'ancien grand parti du *Jiyûtô*, sous le nom un peu modifié de *Rikken Jiyûtô*, *parti constitutionnel libéral* (25 août). Le programme du nouveau *Jiyûtô* portait la formation d'un gouvernement de parti, la révision des lois sur les Chambres et de la loi électorale, la refonte de la plupart des impôts, le rappel de toutes les lois restrictives, la réforme de l'instruction publique, de l'organisation militaire et navale et de tout le système financier, c'est-à-dire la destruction complète de l'œuvre admirable accomplie au cours de vingt-deux ans de luttes et d'efforts. Le *Kaishintô* resta en dehors de cette ligue sous l'influence de Hizen et du comte Ôkuma. De leur côté, les partisans du comte Gotô fondèrent le 1^{er} novembre 1890 le *Kokumin Jiyûtô*, qui prétendait concilier le programme radical de Tosa avec le programme impérialiste du cabinet; ce parti n'eut jamais d'influence.

Le sénat (*genrô in*) ayant été aboli le 20 octobre 1890, l'empereur convoqua la Diète.

Il avait désigné comme président de la Chambre des pairs le comte Itô (octobre 1890-juillet 1891)

et comme vice-président le comte Higashikuze (octobre 1890-septembre 1891).

La Chambre, dans la première session (du 29 novembre 1890 au 8 mars 1891), élit pour président Nakajima Nobuyuki (plus tard baron, † 18..), un *jiyûtô* de Tosa, et pour vice-président Tsuda Mainichi (plus tard baron, † 18..), un ancien sénateur, du *Taiseikai* (favorable au gouvernement).

Jiyûtô et *Kaishintô*, pleins de haine contre les clans privilégiés, s'unirent aussitôt pour réclamer la réduction de l'impôt foncier, l'abaissement des traitements des fonctionnaires et la réduction des crédits militaires, ils voulaient surtout épurer le personnel de la marine, qui était composé presque exclusivement de *shizoku* de Satsuma. Mais les *jiyûtô* ne tardèrent pas à se quereller, les membres les plus éminents se séparèrent du parti ou en furent expulsés, Itagaki lui-même se retira le 26 février 1881.

Profitant de ce désarroi, le général Yamagata se montra tout ensemble conciliant et ferme; il accorda quelques réductions de crédits et menaça la Chambre d'une dissolution, il obtint ainsi le vote du budget 1891-92.

Ce premier succès encouragea quelques députés influents, dont Suematsu Kenchô (1855), plus tard gendre du duc Itô, à fonder en mars 1891 le Club *Kiôdô*, destiné à rallier des membres à la cause du gouvernement. Mais Itagaki réussit de son côté à reformer le *Jiyûtô* (24 mars 1891), il lança le 29 mai un manifeste, où il insistait sur trois idées : la politique extérieure du Japon devait être pure-

ment défensive; il fallait décentraliser et opérer des réductions sur tous les chapitres du budget.

Voyant que Satsuma, jaloux de Chôshû, cherchait à s'entendre avec Tosa, le général Yamagata pensa préférable de céder la présidence du conseil à un représentant de Satsuma, il se retira en avril et dans le mois de mai suivant le comte Matsukata réussit à former son premier cabinet.

III

Premier ministère Matsukata (mai 1891-juillet 1892)

Présidence du conseil et finances	Comte Matsukata.
Affaires étrangères.....	Vice-amiral vicomte Enomoto.
Intérieur.....	Vicomte Shinagawa. Comte Soejima (1892). Kôno Togama.
Guerre.....	Lieutenant-général vicomte Takashima.
Marine.....	Amiral comte Kabayama.
Justice	Vicomte Tanaka. Kôno Togama.
Instruction publique....	Comte Ôki.
Agriculture et commerce.	Mutsu Munemitsu. Vicomte Kôno (Togama). Comte Sanô.
Communications	Comte Gotô (1).

Cette fois Chôshû n'était plus représenté que par le vicomte Shinagawa, qui se retira au printemps de 1892. Satsuma gouvernait avec trois membres

(1) La biographie de Soejima, Kôno, Kabayama, Ôki est donnée dans l'Introduction du tome V (voir aux clans).

(Matsukata, Takashima, Kabayama), mais il s'associa d'abord un premier tosa : Gotô, puis un second : Kôno; deux hizen : Sanô et Ôki, puis un troisième : Soejima; un ancien sujet des Tokugawa : Enomoto; un owari : Tanaka. Aucun des ministres n'appartenait à la Chambre basse. Nous donnerons quelques détails biographiques sur ceux dont nous n'avons pas encore parlé.

Shinagawa Yajirô (1843-1900) (vicomte en 1884), après avoir pris part aux guerres de son clan, entra dans la nouvelle administration; il fut ministre à Berlin (1875-87), conseiller privé, chargé des affaires de la maison impériale, ministre de l'Intérieur (1891-92) et de nouveau conseiller privé.

Takashima Tomonosuke (1844), de Satsuma, homme laborieux et résolu comme le sont ceux de son pays, passa dès 1871 de l'armée de Satsuma dans l'armée impériale, où il reçut le grade de colonel en 1874. Major général, il combattit en 1877 son clan révolté; lieutenant général, vicomte en 1884, il commanda plusieurs divisions et fut deux fois ministre de la Guerre de 1891 à 1892 et de 1896 à 1897; depuis sa mise à la retraite il siège dans le Conseil privé.

Sanô Tsunetami (1823-18...), samurai de Hizen, après avoir servi dans son clan, fut envoyé en 1862 en Hollande pour y surveiller la construction d'un vaisseau de guerre, il fut employé dans les arsenaux maritimes, puis mis par le gouvernement à la tête du service des phares. Chargé d'affaires à Vienne de 1873 à 1875, il organisa la section japonaise de l'Exposition; devenu sénateur, il fit l'in-

térin du ministère des Finances entre la démission d'Ôkuma (1880) et la nomination de Matsukata (1881); il reçut le titre de comte.

Tanaka Fujimaro (1845-1909) (vicomte), samurai de l'Owari, d'une éducation supérieure, exerça une influence prépondérante dans son clan et lui fit abandonner la cause des Tokugawa, dont était le daimiô, pour celle de l'empereur. Il fit partie de la grande ambassade de 1871-73, devint vice-ministre de l'Instruction publique, directeur de la section japonaise à l'exposition de Philadelphie (1876), ministre de la Justice (1880-81), ministre plénipotentiaire à Rome (1884-87), puis à Paris (1887-90), ministre de la Justice (1891); il obtint alors un siège au Conseil Privé, qu'il conserva jusqu'à sa mort.

Dans l'ensemble le cabinet témoignait de l'esprit de Satsuma et de l'esprit de Matsukata : c'était un cabinet conservateur, c'était un cabinet d'affaires.

A peine formé, il eut à régler un incident déplorable. Le 11 mai 1891 Tsuda Sanzô (1855-91), samurai de Tsu entré dans la police, frappa le tsarewitch (plus tard tsar Nicolas II) à Ôtsu sur le lac Biwa. Condamné à la déportation, il mourut peu après.

L'automne venu, il apparut que Satsuma ne trouverait pas plus grâce devant la Chambre que Chôshû. En effet, le 8 novembre, Ôkuma quittait le Conseil privé pour allier ses *kaishintô* aux *jiyûtô* d'Itagaki. A l'ouverture de la Diète (29 novembre 1891) les deux tiers de la Chambre étaient hostiles au gouvernement. Celui-ci présenta le budget, mais la Chambre (qui avait maintenu à la présidence Nakajima et Tsuda) repoussa les crédits

pour l'établissement d'une aciérie, l'acquisition de cuirassés et le rachat de certaines lignes de chemins de fer appartenant à des compagnies privées. Aussi la deuxième session ne dura-t-elle pas un mois (29 novembre 1891-25 décembre 1891). Le 26 l'empereur dissolvait la Chambre.

Après un moment de stupeur, les partis, coalisés sous le nom de *Mintô*, *parti du peuple*, commencèrent une campagne acharnée contre le ministère, qu'ils accusaient de favoriser par tous les moyens ses propres partisans (*ritô*). Tosa, la patrie d'Itagaki et le centre des radicaux, donna le signal des désordres, qui s'étendirent à beaucoup de provinces : 700 personnes furent blessées et plusieurs tuées. Les élections commencèrent le 15 février, le collège électoral comprenait 460 914 personnes (1 536 électeurs par membre, 11,53 0/00 de la population). L'opposition conserva la majorité, comme le prouve le tableau suivant :

<i>Mintô</i> {	<i>Jiyûtô</i> d'Itagaki.....	100
	<i>Kaishintô</i> d'Okuma.....	40
		<hr/> 140
<i>Ritô</i> ou gouvernementaux.....		110
Divers.....		50

La Chambre fut aussitôt convoquée pour la troisième session (5 mai-15 juin 1892).

La Chambre des pairs avait alors pour président le marquis Hachisuka (1846), l'ancien daimiô d'Awa de Shikoku, qui conserva ses fonctions de juillet 1891 à octobre 1896, et pour vice-président le baron Hosokawa (1834), un célèbre lettré de Tosa (septembre 1891-novembre 1893).

La Chambre basse élit pour président Hoshi Tôru et pour vice-président Sone Arasuke. L'une et l'autre figures méritent qu'on s'y arrête.

Sone était l'un de ces hommes d'État laborieux et consciencieux qui en trente ans ont fait du Japon l'une des premières puissances du monde. Né en 1849 dans le clan de Chôshû, il entra d'abord dans l'armée et fit en France cinq ans d'études militaires (1872-1877), puis il devint fonctionnaire civil et occupa divers postes de 1881 à 1890; député de Yamaguchi en 1892, il fut élu, comme nous venons de le voir, vice-président de la Chambre. Rentré dans le service, il représenta le Japon à Paris de 1893 à 1897, devint ministre de la Justice en 1898 dans le 3^e ministère Itô, ministre de l'Agriculture et du Commerce (1898-1900) dans le 2^e ministère Yamagata. Enfin dans le 1^{er} ministère Katsura il eut le portefeuille des Finances et le conserva jusqu'à la fin de la guerre contre la Russie. Ses grands services lui valurent le titre de baron en 1902, celui de vicomte en 1907 et en 1909 la Résidence générale de la Corée; atteint d'un cancer à l'estomac, il dut démissionner et mourut en 1910.

A ce type de vieux samurai s'oppose en la personne de Hoshi Tôru (1850-1901) celui du politicien. Tous les moyens lui semblaient bons pour réussir, surtout la corruption, qu'il érigea en système; il ne comprenait qu'une politique, celle de parti, et il la comprenait à la manière américaine, on devait donner toutes les places de l'État à ses alliés. Au physique, gros, glabre, la lèvre épaisse, il ressemblait à Renan, sans la finesse du regard.

Comme nous devons constamment parler de lui dans le récit des événements, nous marquerons seulement ici les principales dates de sa carrière. Le fils d'un charpentier de Tôkiô, mais bien élevé dans les écoles de l'État, il fut tour à tour professeur de droit, interprète, employé, puis directeur des douanes. Ayant insulté la reine Victoria à une époque où la Grande-Bretagne s'opposait à la révision des traités, il perdit son poste mais commença de devenir populaire. Après de longs voyages à l'étranger, il se fit avocat, eut sa part dans tous les troubles, fut emprisonné deux fois, enfin élu député en 1890. Président de la Chambre pendant trois sessions (1892-93), il en fut exclu à la suite d'un scandale mais réussit à se faire réélire député; il fut conseiller du gouvernement coréen en 1896, ministre aux États-Unis d'avril 1896 à septembre 1898, ministre des Voies et Communications dans le 4^e cabinet Itô (octobre-décembre 1900), puis maire de Tôkiô; il fut assassiné en juin 1901. On doit dire à son honneur que, s'il érigea la corruption en système politique, lui-même mourut pauvre.

La dissolution, les troubles de Tosa, l'ardeur des nouveaux élus avaient créé une situation grave, qui rappelait les plus mauvais jours de 1881 : le mouvement révolutionnaire, loin de se calmer, semblait s'étendre des samurai au peuple. De plus, la question de la révision des traités ne cessait de raviver les passions patriotiques. Shinagawa céda l'Intérieur à Soejima, qui essaya de réconcilier le gouvernement et l'opposition.

Aussitôt la Chambre réunie, on proposa une adresse au trône pour se plaindre de la pression exercée par le ministère sur les électeurs; l'adresse ne fut pas votée mais le 14 mai la Chambre adopta un ordre du jour de blâme. Le 16 la session fut suspendue pour sept jours; le 21 le gouvernement expulsa de Tôkiô un certain nombre d'hommes politiques, de journalistes et de sôshi. Du reste, *jiyûtô* et *kaishintô* continuaient de se quereller; l'un des chefs de ces derniers, Takata Sanae, de *Yomiuri Shimbun*, fut attaqué par des sôshi; 39 sôshi de Chikuzen furent aussitôt forcés de quitter la capitale (30 mai). Convoquée de nouveau le 31, la Chambre supprima les crédits destinés à l'aciérie, aux cuirassés et à la fondation d'un bureau d'études sismiques. Les Pairs rétablirent les crédits; on finit par négocier un compromis, le budget fut voté et la session close. Dès le 20 juin l'amiral comte (plus tard marquis) Saigô et le vicomte Shinagawa quittèrent le Conseil privé pour fonder un club nationaliste, *Kokumin Kiôkai*, qui comptait parmi ses membres Sone et Tsuda (dont nous avons déjà parlé), Watanabe et Kôki; ce club devait soutenir le gouvernement. Mais dans le ministère et parmi les Anciens eux-mêmes il y avait désaccord. Soejima s'était séparé de ses collègues, l'Intérieur avait été donné à Kôno. Chôshû, qui n'avait plus de membres dans le ministère, voulait reprendre le pouvoir. Financier de premier ordre, le comte Matsukata avait peu de goût pour les intrigues politiques; il offrit en juillet sa démission à l'empereur, qui l'accepta.

CHAPITRE II

LES LUTTES INTÉRIEURES APAISÉES PAR LA
GUERRE EXTÉRIEURE (1894-1895) : LE SE-
COND MINISTÈRE ITÔ (1892-96).

I

Le 8 août le comte Itô avait formé son second
ministère.

2^e ministère Itô (8 août 1892-août 1896).

Présidence	Comte Itô.
Affaires étrangères	Mutsu Munemitsu.
Intérieur	Comte Inoue. Vicomte Nomura (1894). Comte Itagaki (avril 1896).
Finances	Watanabe Kunitake (jus- qu'en mars 1895). Comte Matsukata. Vicomte Watanabe (1895).
Guerre	Général comte Ôyama. Général comte Yamagata (1894). Général comte Ôyama (1895).
Marine	Vice-amiral Nire. Amiral comte Saigô.

Justice.....	Général comte Yamagata. Yoshikawa Akimasa (1893).
Instruction publique.....	Vicomte Kôno. Comte Inoue (1893). Marquis Saionji (1894).
Agriculture et Commerce.	Comte Gotô. Vice-amiral vicomte Eno- moto.'
Communications	Comte Kuroda. Watanabe Kunitake (mars 1895). Baron Shirane (1895).

Chôshû était représenté par cinq membres (Itô, Inoue, Yamagata, Nomura, Shirane); Satsuma par trois (Ôyama, Kuroda, Nire, que Saigô remplaça dans la suite); Tosa par deux (Gotô et Kôno, plus tard aussi par Itagaki); Kii, par Mutsu, l'Awa par Yoshikawa et le Kantô (Nagano) par Watanabe.

Tous étaient samurai d'origine, tous avaient des titres ou en reçurent, aucun n'appartenait à la Chambre.

Watanabe Kunitake (1846) (vicomte en 1895), du Nagano, avait fait toute sa carrière aux Finances, dont il était vice-ministre depuis trois ans (1889-92). Il fut ministre des Finances de 1892 à 1895, quelques mois ministre des Communications, puis de nouveau ministre des Finances (1895-96). Après avoir été pour la troisième fois ministre des Finances en 1900-01, il n'a plus exercé de fonctions publiques. Ardent bouddhiste, il a écrit un petit livre sur la philosophie indienne.

Nomura Yasushi (1842-1909), samurai de Chôshû, vicomte en 1887, avait fait sa carrière comme fonc-

tionnaire. Il fut ministre de l'Intérieur (1894-96), des Communications (1896-97) et conseiller privé (1900-09).

Shirane (baron en 1896) était un samurai de Chôshû.

Le vice-amiral Nire, samurai de Satsuma (vicomte en 1896), avait fait sa carrière dans la marine de Satsuma, puis dans la nouvelle marine impériale.

Yoshikawa Akimasa (1841) (vicomte en 1896, comte en 1907) servit dans divers ministères, fut préfet de Tôkiô, vice-ministre de l'Intérieur, ministre de l'Instruction publique (1889-91), de la Justice (1894-96), de l'Intérieur (1898), des Communications (1898-1900 et 1901-03), de l'Intérieur (1904).

Deux personnalités dominaient le nouveau cabinet : Itô et Yamagata. Du même clan et longtemps du même parti, ils commençaient de représenter des tendances nettement opposées, le premier partisan du régime parlementaire et d'une politique pacifique, le second d'humeur dictatoriale et désireux de la guerre.

La quatrième session de la Diète (29 novembre 1892-1^{er} mars 1893) fut constamment troublée; la Chambre, qui élut pour président Hoshi, pour vice-président Kusumoto (plus tard baron), ne voulait pas plus traiter avec un ministère Itô qu'avec un ministère Matsukata et le *Dômei Club*, fondé vers la fin de 1892 pour aider Itô, resta sans influence. Le gouvernement déposa le budget 1893-94, les députés lui demandèrent de le modifier, il n'y consentit pas. L'opposition refusait l'achat de cuirassés parce qu'elle voulait la réorganisation de la marine,

où dominait Satsuma. Le 17 janvier 1893 la Chambre décida de ne pas siéger pendant cinq jours pour permettre aux ministres de revenir sur leur décision; puis, les voyant s'obstiner, plusieurs membres déposèrent une demande de mise en accusation. Le gouvernement les prévint et ajourna la Chambre pour quinze jours. Réunie de nouveau le 7, la Chambre vota une adresse au trône pour se plaindre du ministère; le lendemain, le président Hoshi fut reçu par l'empereur. Pour mettre fin au conflit, celui-ci, dans un message du 10 février, souscrivit 300 000 yen (le dixième de sa liste civile) pendant six ans pour la construction des cuirassés et déclara que dans le même but et pendant la même période il serait retranché un dixième du traitement de tous les fonctionnaires. Cette leçon de patriotisme souleva l'enthousiasme du pays; l'opposition comprit qu'elle avait fait fausse route et elle fut trop heureuse que par la promesse d'économies et de réformes le gouvernement lui permit de céder et de voter le budget.

Le gouvernement récompensa l'opposition en acceptant un amendement libéral à la loi de 1887 sur les associations et les réunions politiques et en introduisant, après la session, quelques réformes dans la marine (mai 1893) et l'administration civile (octobre 1893). Ces concessions rendirent leur hardiesse à ses adversaires, qui de nouveau réclamèrent l'expulsion des satsuma hors de la marine et accusèrent le gouvernement de trahir la patrie dans les négociations reprises au sujet de la révision des traités.

Hoshi Tôru, croyant le moment propice, voulut prendre la direction de l'opposition à la place de ces vétérans du Meiji, Ôkuma et Itagaki, qui accaparaient l'opposition, comme Itô, Yamagata et Matsukata accaparaient le gouvernement. Il commença par brouiller les jiyûtô avec les kaishintô, puis il brouilla les jiyûtô entre eux. Ses ennemis de l'un et l'autre groupes commencèrent contre lui une campagne acharnée, profitant surtout du fait que son nom était mêlé à une affaire scandaleuse, l'affaire Sôma. Il dut quitter le *Jiyûtô*, dont plusieurs membres fondèrent en décembre le club *Dôshi*, pour amener un rapprochement entre le *Jiyûtô* et le *Kaishintô*.

Les Chambres furent convoquées dès novembre pour la 5^e session (28 novembre 1893-30 décembre 1893). Les ennemis de Hoshi demandèrent son expulsion comme indigne et l'obtinrent. On élut président le vice-président, Kusumoto Masataka (plus tard baron, † 1902), du *Dômei*, qui tenait le milieu entre les partisans du gouvernement et le *Kaishintô*; Abe Iwane devint vice-président. Débarassée de Hoshi, la majorité se retourna contre le gouvernement, qu'elle attaqua sur le projet de révision des traités. Itô jugea qu'elle empiétait sur les prérogatives impériales et, après l'avoir prorogée pendant 10 jours (19 décembre), obtint du tennô un décret de dissolution (30 décembre 1893).

Les élections générales commencèrent le 1^{er} mars 1894. Le nombre des citoyens ayant droit de vote était de 464 278 (1 548 par membre, 11,22 0/00 de la population).

Les élus comprenaient 79 samurai, 134 fermiers, 24 marchands; on voit combien la richesse et l'influence des samurai avaient diminué en quatre ans depuis les premières élections.

La composition politique de la Chambre était la suivante :

	<i>Jiyûtô</i>	120
	<i>Kaishintô</i>	60
	<i>Kokumin Seisha</i> ou <i>Kiôkai</i>	35
<i>Roppa</i> {	<i>Dôshi Seisha</i> } plus tard <i>Kôdô</i> , puis	18
	<i>Dômei Seisha</i> } <i>Rikken Kakushintô</i> ..	24
	<i>Seimuchôsha</i>	5
	<i>Dai Nippon Kiôkai</i>	8
	Divers.....	30

Tandis que les *jiyûtô* d'Itagaki inclinaient vers le ministère, où se trouvaient deux tosa, Kôno et Gotô, et un vieil allié des tosa, Mutsu, et que Hoshi lui-même, réélu et rentré dans son parti le 4 mai, cherchait à s'arranger avec Itô, les *six clubs* ou *roppa*, qui étaient la fusion de tous les anciens groupes, dont plusieurs gouvernementaux, avec le *Kaishintô* d'Ôkuma, se déclarèrent contre Itô. Dans toute cette période les alliances des clans et le dévouement aux chefs de la Révolution ont joué un plus grand rôle que les programmes.

Les partis coalisés avaient la majorité dans la Chambre, de plus ils réussirent à se rallier presque tous les grands journaux : *Kokumin Shimbun*, *Hôchi*, *Chûô*, *Nippon*, *Yomiuri*, *Mainichi*, *Shin Chôya*.

Le 12 mai commença la 6^e session de la Diète (15 mai-2 juin 1894); Kusumoto fut réélu président et Kataoka Kenkichi (1843) fut élu vice-prési-

dent. De nouveau l'opposition attaqua le ministère, de nouveau elle se mêla de la politique extérieure. Le 2 juin Itô obtenait de l'empereur un décret de dissolution. Le budget, promulgué par décret, fut plus tard approuvé par la Diète.

II

Si l'empereur et le comte Itô avaient eu recours à deux dissolutions, c'est que les circonstances l'exigeaient. Dès le 16 juillet en effet ils traitaient avec la Grande-Bretagne, qui renonçait pour l'année 1899 à la juridiction consulaire et au maintien des concessions dans les ports ouverts. Et l'abandon par la Grande-Bretagne de ses privilèges obligeait les autres pays intéressés à céder; le Japon avait enfin obtenu ce qu'il réclamait depuis trente-sept ans, l'égalité avec les puissances européennes. ✓

D'autre part, les relations avec la Corée et la Chine étaient devenues mauvaises. Fier de son succès du 16 juillet 1894, le comte Itô ne voulait pas le compromettre dans une guerre, qui, même heureuse, pouvait amener de graves complications. Mais le comte Yamagata, ministre de la guerre, et tout le parti militaire souhaitaient vivement d'éprouver les forces de la jeune armée; on prétend que, par l'entremise de son vice-ministre, le lieutenant général Kawakami, Yamagata demanda au capitaine de vaisseau Tôgô de précipiter les événements; le 25 juillet celui-ci fit sauter le *Ken shing*, ✓

vaisseau de commerce britannique, qui transportait un millier de soldats chinois en Corée. Ce coup d'audace irrita l'amiral Saigô et le comte Itô. Mais le sort en était jeté, le peuple enthousiasmé demandait une intervention armée, le 28 juillet la brigade du général Ôshima battait les troupes chinoises dans le sud de la Corée, et le 1^{er} août la guerre était enfin officiellement déclarée à la Chine.

Le 1^{er} septembre avaient lieu les élections, qui portèrent à la Diète :

<i>Jiyûtô</i>	115
<i>Kaishintô</i>	47
<i>Kakushintô</i> (anciens clubs <i>Dôshi</i> et <i>Dômei</i>)....	40
<i>Kokumin Seisha</i> (ou <i>Kiôkai</i>).....	35
<i>Zaisei Kakushinkai</i>	4
<i>Chûgoku Shimpotô</i>	4
Indépendants avancés.....	25
Indépendants modérés.....	30

A la suite de ces élections le *Jiyûtô* se rallia officiellement à la politique du gouvernement, cet appui ne lui donnait pas la majorité, mais, poussée par le mouvement patriotique, l'opposition était disposée à ne pas causer de troubles jusqu'à la fin de la guerre.

C'est à Hiroshima, où l'empereur avait établi son quartier général, que fut tenue la 7^e session de la Diète (18 octobre 1894-22 octobre 1894). On réélut Kusumoto président; le vice-président choisi fut Shimana Saburô (1852), propriétaire et directeur de *Mainichi*. Le 20 octobre la Chambre vota à l'unanimité les crédits militaires (150 millions de yen).

La même unanimité patriotique se retrouva dans la 8^e session (tenue à Tôkiô du 24 décembre 1894 au 27 mars 1895) sous la présidence de Kusumoto et la vice-présidence de Shimada.

L'histoire de la guerre sera retracée dans le Livre IV, où nous étudierons le développement du Japon comme *grande puissance*. N'appartiennent à ce Livre III que les événements de l'histoire intérieure.

Il ne semblerait pas que l'harmonie ait toujours régné au conseil des Anciens. C'est malgré lui qu'Itô avait commencé la guerre et constamment il tenta de la restreindre. D'abord il voulut en limiter le champ à la Corée : c'est à grand'peine que Yamagata, mis à la tête de la première armée, obtint de passer le Yalu (24 et 25 octobre 1894) ; cette opération permit l'occupation du Liao Tung par Ôyama, qui prit Port-Arthur d'assaut (21 décembre).

Itô pensait que c'était assez de victoires. Yamagata, que sa santé avait contraint à rentrer au Japon, demandait une offensive générale. On perdit un mois à discuter. Enfin Yamagata l'emporta ; Ôyama put s'emparer de Wei hai wei (janvier-février 1895) et Nozu put s'avancer dans le Nord-Ouest de la Mandchourie. Mais, le fleuve Liao franchi, Itô arrêta les hostilités (30 mars 1895).

Le traité de Shimonoseki du 17 avril 1895 fut un succès pour les négociateurs, Itô et Mutsu. Mais l'intervention des puissances, qui forcèrent le Japon à se retirer du Liao tung et de Wei hai wei (5 mai 1895), provoqua un grand mécontentement

dans le pays. Encore qu'il ne fût pas responsable d'un échec, qu'il avait prévu, Itô perdit beaucoup de son prestige.

Nous voici arrivés à la fin de la période que nous avons appelée : *Essai d'un régime libéral*. Pour en résumer l'histoire, nous dirons des ministères, tous formés par les vétérans de Chôshû et de Satsuma, qu'ils montrèrent un désir sincère d'appliquer la nouvelle constitution et de l'appliquer dans un sens libéral mais qu'habitues à gouverner autocratiquement, mécontents de l'attitude de la Chambre et pressés par les difficultés extérieures, ils ne tardèrent pas à se passer du Parlement pour poursuivre la réalisation des réformes qu'ils accomplissaient depuis vingt ans ; nous dirons de la Chambre qu'elle se montra systématiquement hostile aux fondateurs du Japon moderne, violente et inexpérimentée, tout en conservant une dignité japonaise, qui contraste favorablement avec les excès des Chambres européennes. De fait l'attitude du gouvernement et celle de la Chambre étaient naturelles, puisque du véritable sens de la Constitution c'était la victoire de l'un ou de l'autre qui devait décider. Le traité de Shimonoseki résolut la question en faveur du gouvernement et contre la Chambre. En effet ce traité avait créé une question d'Extrême-Orient, à laquelle toutes les puissances du monde étaient intéressées mais particulièrement le Japon, dont le développement menaçait

d'être arrêté. La politique intérieure devait donc être subordonnée à la politique extérieure et la Chambre avait montré que si, le danger venu, elle n'écoutait que son patriotisme, ce danger, elle était incapable de le prévoir et d'y préparer le pays (1).

(1) C'est au cours de la période que nous venons d'étudier que commencèrent à se former les *groupes* de la Chambre des Pairs, groupes qui ne relèvent, à proprement parler, d'aucun parti mais qui exercent une influence considérable sur les votes des Pairs : *Kenkiūkai* (*société d'investigations*) composé surtout de vicomtes ; *Mokuyōkai* (*société du jeudi*) (barons) ; *Dokuritsu* (*club indépendant*) (barons et pairs à vie) ; *Chawakai* (*société de conversation*) (pairs à vie) ; *Doyōkai* (*société du samedi*) (divers) ; *Fusōkai* (comtes et vicomtes).

DEUXIÈME PÉRIODE

L'HISTOIRE INTÉRIEURE DEPUIS LA FIN DE LA
GUERRE CONTRE LA CHINE JUSQU'À LA FIN
DE LA GUERRE CONTRE LA RUSSIE. — L'ES-
SAI D'UN RÉGIME DICTATORIAL.

INTRODUCTION

LE PROGRAMME « POST-BELLUM » ET LA
TRANSFORMATION DU PAYS

A. — LE PROGRAMME « POST-BELLUM »

I

La transformation du Japon a été une œuvre progressive et méthodique; ceux qui l'ont accomplie ont, malgré leur hardiesse des premiers jours, agi avec prudence, mais jamais ils ne se sont laissé griser ou endormir par les résultats acquis; tout succès obtenu dans le domaine politique,

militaire ou économique ne leur est jamais apparu que comme une étape et le point de départ d'entreprises nouvelles. La guerre de Chine avait donné au Japon le premier rang parmi les puissances asiatiques mais les suites du traité de Shimonoseki lui avaient montré qu'il restait faible et isolé en face des puissances européennes. Les hommes du Meiji résolurent de le faire l'égal de ces puissances dans la guerre et dans la paix, puis de chercher l'alliance de l'une d'elles pour mettre fin à leur coalition, qui l'avait toujours arrêté.

Qu'un pareil développement moral et matériel, politique et économique fût dès lors possible, la cause réelle en était l'enthousiasme patriotique soulevé par la guerre de Chine et l'ardeur suscitée par les premiers succès obtenus dans l'industrie et dans le commerce. Mais au Japon, en toutes matières, l'initiative vient de l'État; c'est la tradition séculaire, c'est la conséquence de la Révolution, c'est le résultat du bouleversement apporté par l'introduction de la civilisation occidentale.

Pour la grande œuvre, qui s'accomplit de 1895 à 1904, ce fut donc l'État qui rédigea le programme et qui fournit les moyens.

Le programme connu sous le nom de Programme *Post-Bellum*, nous laisserons son auteur même l'exposer, c'est le comte Matsukata.

Le rapport que nous citons est du 13 mars 1900 (1); le programme avait été appliqué de-

(1) COUNT MATSUKATA, *Report on the Post-Bellum Financial Administration in Japan* (Tôkiô, 1901), pp. 1, II et suiv.

puis cinq ans et l'on pouvait déjà en juger les effets.

En mars de la 28^e année de Meiji (1895), alors que la guerre contre la Chine n'était pas encore terminée et que la nation tout entière exultait de joie et d'admiration à la nouvelle de nos victoires, S. M. l'Empereur, préoccupé de la future politique financière du pays, me manda spécialement en sa présence à son quartier militaire de Hiroshima et m'adressa de gracieuses paroles en me confiant la tâche d'administrer les finances nationales dans le but de les réorganiser d'après le Programme *Post-Bellum*. Profondément touché, j'acceptai le portefeuille des finances, jour et nuit je travaillai dans l'espoir de me rendre digne de sa confiance. En assumant mes devoirs, je compris aussitôt que la première chose à faire était d'établir un programme de politique financière qui fût en harmonie avec l'état nouveau du pays et la condition des affaires à l'intérieur et à l'extérieur. Ce programme fut donc arrêté et présenté peu après au Conseil des ministres.

Je sentais d'ailleurs toute la gravité de mon entreprise. Car il était évident que, vu l'énormité des dépenses causées par la guerre et l'expansion immense des entreprises indispensables du Programme *Post-Bellum*, ce programme devait être rédigé avec le plus grand soin; autrement quelque erreur risquait non seulement de nous faire perdre tout le fruit de nos victoires, mais encore de préparer des calamités dont le pays pourrait se ressentir pendant des siècles. Telles étaient sans contredit les préoccupations qui poussaient l'empereur à s'intéresser tant à ce programme et je sentais que j'agissais conformément aux intentions de notre Auguste Maître en consacrant mes meilleurs efforts à l'accomplissement de mes devoirs dans ce moment important de notre histoire nationale. Les points principaux de la politique financière qui fut alors adoptée à mon humble suggestion

furent d'augmenter le revenu national autant qu'il était nécessaire et de se montrer dans les dépenses aussi économe que possible; pour augmenter les revenus et les rendre égaux à l'augmentation des dépenses nécessitées par le Programme *Post-Bellum*, il fut décidé de recourir pour les dépenses ordinaires à un accroissement des impôts et pour les dépenses extraordinaires à l'indemnité chinoise et à l'emprunt. En même temps on prit les mesures propres à développer les ressources du pays pour que l'accroissement de la richesse publique concordât avec l'accroissement des dépenses. Car dès le début on vit clairement que le Programme *Post-Bellum* ne consistait pas seulement à réformer les finances nationales mais à prendre les mesures nécessaires pour le développement économique du pays; de cette manière seulement le programme adopté par le gouvernement apparaîtrait non comme un expédient momentané mais comme une œuvre bénéficiant le pays d'une manière durable. Ces deux buts : réorganisation des finances, développement des ressources nationales, furent donc également indiqués dans le nouveau programme adopté par le gouvernement.

II

Nous donnerons d'abord l'exposé des entreprises du gouvernement et nous nous servirons encore du rapport même du comte Matsukata. Voici les entreprises qu'il indique :

« L'accroissement des armements pour l'armée et la marine, l'établissement d'une aciérie, l'amélioration et l'extension du réseau ferré, des télégraphes, des téléphones et des lignes de navigation, la fondation de l'Université impériale de Kiôto, d'une seconde école

normale supérieure, d'une seconde école commerciale supérieure, d'une sixième école supérieure, d'une école polytechnique supérieure, d'une école supérieure d'agriculture et de forêts, l'établissement de la banque industrielle du Japon, de banques industrielles locales, de la banque de Formose, de celle du Hokkaidô, comme aussi les mesures prises pour le règlement des affaires de Formose, un projet de travaux pour l'endiguement et la rectification du cours des rivières, d'autres mesures propres à encourager l'agriculture, l'industrie et le commerce. »

Deux réformes importantes ne figurent pas dans cette énumération. L'une appartient au domaine économique; c'est l'adoption de l'étalon d'or, dont nous parlerons plus loin. L'autre appartient au domaine moral; c'est l'institution de l'enseignement gratuit et obligatoire, qui fut rendu possible par la création d'un fonds de 10 millions, destiné à prêter aux communes les sommes nécessaires pour la fondation d'écoles. (Nous avons déjà étudié cette réforme en traitant de l'Instruction publique.)

Tout doit être admiré dans le programme formulé par le comte Matsukata, même l'ordre dans lequel les matières y sont présentées; il était naturel que les dépenses militaires y figurassent en première ligne parce que, devant les progrès accomplis par les puissances européennes en Asie, le Japon n'avait pas le choix de l'heure où il devrait intervenir, ensuite parce que le domaine militaire était celui où le Japon pouvait le plus vite se porter au premier rang.

Les résultats du programme militaire, nous les

avons en partie exposés en parlant de l'armée et de la marine, nous les étudierons plus complètement dans le Livre IV en comparant les forces japonaises et les forces russes au début de la guerre de 1904.

Nous avons signalé, en traitant du régime économique, les progrès qui, sous l'impulsion du gouvernement, se produisirent dans le commerce, l'agriculture et l'industrie, nous y reviendrons à la fin de cette Introduction.

Le Programme *Post-Bellum* comprenait aussi un plan de mise en exploitation de Formose, cédée par la Chine à Shimonoseki, mais nous parlerons spécialement des colonies japonaises dans le Livre IV.

Ainsi, après les succès inouïs de cette guerre longue et difficile, nulle forfanterie chez les vainqueurs et non plus nulle lassitude, mais le sentiment très net de la situation que le Japon avait conquise; cette situation, il ne pouvait la conserver que par de grands sacrifices, mais par des sacrifices plus grands encore il pouvait en faire celle d'une puissance du premier ordre; c'était aussi la conscience que la grandeur du Japon, qui, faite par la guerre, devait être maintenue et fortifiée par la guerre, ne trouverait de base solide que dans la prospérité économique et que cette prospérité, impossible sans l'extension de l'instruction, pourrait devenir nuisible sans la diffusion de l'éducation.

III

Après avoir fait connaître les entreprises du

gouvernement, il nous faut montrer les moyens qu'il employa pour y subvenir.

Le rapport du comte Matsukata s'exprime ainsi :

Projet destiné à subvenir à l'accroissement des dépenses du gouvernement à partir de 1896-97 :

I. Subvenir aux dépenses ordinaires du Programme *Post-Bellum* par l'élévation des droits sur l'alcool (*sake tax*), sur les affaires commerciales (*business tax*), des droits d'enregistrement et l'établissement du monopole du tabac en feuilles.

II. Payer les dépenses de l'expansion militaire et navale comme celles de l'établissement d'une aciérie sur le fonds de l'indemnité chinoise.

III. Trouver dans l'emprunt les revenus nécessaires à l'extension des réseaux ferré et téléphonique.

Nous analyserons maintenant les différentes parties de ce programme en commençant par l'indemnité chinoise (I).

Voici le tableau complet des sommes comprises dans cette indemnité : d'abord en *tael kuping*, monnaie chinoise stipulée dans le traité; ensuite en livres sterling, le comte Matsukata ayant obtenu que l'indemnité fût payée en or britannique; enfin en yen.

	tael.	livres.	yen.
	—	—	—
Indemnité de guerre....	200 000 000	32 900 980	
Indemnité due pour la rétrocession du Liao tung.	30 000 000	4 935 147	
		<hr/>	
		37 836 127	355 980 363

(1) MATSUKATA, *Post-Bellum Financial Administration*, p. 215. *Account of the Chinese indemnity.*

Indemnité due pour l'occupation de Wei hai wei.....	1 500 000	246 757	
Bénéfice obtenu par le gouvernement sur l'indemnité de 1895 à 1900.			9 548 703
			<hr/> 365 529 066

L'indemnité fut acquittée par la Chine (qui plaça des emprunts sur différents marchés européens) en quatre paiements, dont le dernier fut effectué le 1^{er} mai 1898 ; la Chine n'eut pas d'intérêts à payer sur l'indemnité, le traité stipulant qu'aucun intérêt ne serait dû si les 230 millions de taels étaient versés en moins de trois ans.

La loi du 6 mars 1896 établit une comptabilité spéciale pour les recettes et les dépenses des sommes de l'indemnité chinoise. 360 811 000 yen en chiffres ronds furent consacrés aux dépenses suivantes :

Expansion militaire (Versé aux budgets extraordinaires)	56 800 230
Expansion navale (Versé aux budgets extraordinaires).....	139 259 717
Aciérie.....	579 762
Dépenses de la guerre 1894-1895 (Versé au Compte spécial de la guerre).....	78 957 164
Dépenses extraordinaires militaires 1897-98 (Budget extraordinaire)	3 214 484
Maison impériale	20 000 000
Fonds des constructions navales	30 000 000
Fonds de réserve pour indemnité en cas de calamité.....	10 000 000
Fonds de l'instruction publique	10 000 000
Déficit du budget de 1898-99 (Budget extraordinaire).....	12 000 000
Surplus	4 717 703

IV

Nous donnerons maintenant l'histoire budgétaire.

Nous y distinguerons trois périodes.

La première est celle des budgets antérieurs à la guerre mais postérieurs à l'établissement du Parlement.

Budget 1891-92.

Recettes : 103 231 489 yen, dont 76 264 852 de recettes ordinaires et 26 966 636 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 83 555 891 yen, dont 62 936 312 de dépenses ordinaires et 20 619 579 de dépenses extraordinaires.

Budget 1892-93.

Recettes : 101 461 911 yen, dont 80 728 018 de recettes ordinaires et 20 733 893 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 76 734 740 yen, dont 63 818 030 de dépenses ordinaires et 12 916 710 de dépenses extraordinaires.

Budget 1893-94.

Recettes : 113 769 381 yen, dont 85 883 080 de recettes ordinaires et 27 886 300 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 84 581 872 yen, dont 64 545 599 de dépenses ordinaires et 20 036 273 de dépenses extraordinaires.

Dans cette période les budgets n'avaient que peu augmenté, puisqu'on avait eu 96,6 millions de recettes et 79,7 de dépenses en 1889-90 et 106,4 millions de recettes, 82,1 de dépenses en 1890-91.

*
* *

La seconde période ne comprend que les deux budgets de la guerre 1894-95.

Budget 1894-95.

Recettes : 98 170 028 yen, dont 89 748 454 de recettes ordinaires et 8 421 574 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 78 128 643 yen, dont 60 421 346 de recettes ordinaires et 17 707 297 de recettes extraordinaires.

Budget 1895-96.

Recettes : 118 432 721 yen, dont 95 444 652 de recettes ordinaires et 22 988 069 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 85 317 179 yen, dont 67 148 007 de dépenses ordinaires et 18 169 173 de dépenses extraordinaires.

Ces deux budgets ne présentent qu'un intérêt relatif, la plus grande partie des recettes étant fournie par l'emprunt et la plus grande partie des dépenses portée au compte spécial de la guerre.

*
* *

Dans la troisième période (1896-1903), les budgets apparaissent comme complètement transformés : transformés quant aux dépenses par l'exécution du Programme *Post-Bellum*, transformés quant aux recettes par le paiement de l'indemnité chinoise, dont nous venons d'étudier l'emploi; par les emprunts que nous analyserons plus loin; enfin par la création d'impôts nouveaux et l'augmentation des impôts anciens.

Nous avons étudié les créations et les relèvements d'impôts dans le chapitre consacré aux finances. Nous ne ferons ici que résumer les grandes lignes du plan adopté par le comte Matsukata.

RELÈVEMENTS D'IMPÔTS

a) A partir de l'année 1899-1900 l'impôt foncier fut porté de 2,5 0/0 à 5 0/0 du capital pour les terrains bâtis des villes et de 2,5 0/0 à 3,3 0/0 pour les autres terrains.

b) L'impôt sur le revenu fut transformé en 1899.

c) L'impôt sur les boissons alcooliques fut remanié en 1896, 1898 et 1901.

Furent également remaniés les impôts :

d) Sur le *shôyû*.

e) Sur les drogues et les produits pharmaceutiques.

f) Sur les bourses.

g) Le droit de timbre.

h) Enfin les droits de douane furent transformés quand expirèrent en 1899 tous les traités conclus avec les puissances.

IMPÔTS NOUVEAUX

Impôt sur les patentes (1896).

Accise sur le sucre (1901).

Droits de tonnage (1899).

Impôt sur les émissions de billets de la Banque du Japon (1899).

MONOPOLES

Établissement du monopole de la vente du tabac en feuilles (janvier 1898), du tabac manufacturé (1904-05), du camphre (1903).

Il y eut aussi de grandes plus-values dues au développement du pays, notamment sur les douanes, l'impôt sur le revenu, etc.

Aussi le budget 1896-1897 était-il déjà un véritable budget de grande puissance. En voici les chiffres définitifs :

Budget 1896-1897.

Recettes : 187 019 423 yen, dont 104 904 501 de recettes ordinaires et 82 114 922 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 168 856 509 yen, dont 100 712 816 de dépenses ordinaires et 68 143 692 de dépenses extraordinaires.

Les dépenses de la Guerre figuraient pour

20 132 106 yen (ordinaires) et 30 628 934 (extraordinaires), celles de la Marine pour 7 341 330 (ordinaires) et 12 654 428 (extraordinaires).

Les chiffres des budgets suivants dépassèrent cependant de beaucoup ceux de 1896-97.

Budget 1897-98.

Recettes : 226 390 123 yen, dont 124 222 964 de recettes ordinaires et 102 167 159 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 223 678 844 yen, dont 107 695 127 de dépenses ordinaires et 115 983 717 de dépenses extraordinaires.

Ainsi en un an les dépenses avaient monté de 168 à 223 millions; c'était pour la Guerre : 28 746 263 et 31 401 725; pour la Marine : 9 543 889 et 40 850 645.

Les impôts avaient monté de 75 042 269 yen à 93 700 749, l'augmentation portant principalement sur les boissons (31 millions au lieu de 16 millions pour 1894-95 en chiffres ronds), les droits de douane (8 millions au lieu de 5 millions pour 1894-95 en chiffres ronds).

Budget 1898-1899.

Recettes : 220 054 127 yen, dont 132 869 336 de dépenses ordinaires et 87 184 792, de dépenses extraordinaires.

Dépenses : 219 757 569 yen, dont 119 072 144 de recettes ordinaires et 100 685 424 de recettes extraordinaires.

Budget 1899-1900.

Recettes : 254 254 524 yen, dont 177 328 528 de recettes ordinaires et 76 925 996 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 254 165 538 yen, dont 137 590 418 de dépenses ordinaires et 116 575 120 de dépenses extraordinaires.

L'impôt foncier y figurait pour 44 861 082 yen, au lieu de 33 032 473 en 1898-99. Les dépenses de la Guerre s'élevaient à 35 577 310 et 16 973 888 yen; celles de la Marine à 14 577 114 et 47 084 496.

Budget 1900-1901.

Recettes : 295 854 868 yen, dont 192 170 081 de recettes ordinaires et 103 684 787 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 292 750 059 yen, dont 149 134 167 de dépenses ordinaires et 143 615 892 de dépenses extraordinaires.

L'impôt foncier était porté à 46 717 797 yen; l'impôt sur les boissons à 50 450 485 (contre 49 millions l'année précédente et 33 en 1898-99). Les droits de douane s'élevaient à 17 009 815 yen (16 millions l'année précédente, 9 en 1898-99).

Les charges de la Guerre passaient à 36 123 892 et 38 714 309 yen; celles de la Marine à 16 911 000 et 41 363 895.

Budget 1901-02.

Recettes : 274 359 049 yen, dont 202 035 100 de recettes ordinaires et 72 323 950 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 266 856 824 yen, dont 160 363 583 de dépenses ordinaires et 106 493 241 de dépenses extraordinaires.

L'ensemble des impôts passait de 134 millions environ en 1900-01 à 139 574 809 yen, dont 46 666 494 pour l'impôt foncier, 58 134 864 pour les boissons.

Les dépenses pour la Guerre étaient de 37 433 911 et 20 947 869 yen ; celles de la Marine de 19 484 953 et 24 494 375.

Budget 1902-03.

Recettes : 297 341 424 yen, dont 221 240 408 de recettes ordinaires, et 76 101 016 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 289 226 731 yen, dont 171 059 808 de dépenses ordinaires, et 118 166 923 de dépenses extraordinaires.

L'ensemble des impôts atteignait 151 084 949 yen, dont 46 505 391 pour l'impôt foncier, 63 923 965 pour l'impôt sur les boissons, 15 501 469 pour les droits de douane, 13 847 953 pour le timbre. Les crédits de la Guerre étaient de 39 169 669 et 10 272 390 yen, ceux de la Marine de 21 063 345 et 15 262 843.

Budget 1903-04.

Recettes : 260 220 758 yen, dont 224 180 699 de recettes ordinaires et 36 040 059 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 249 596 131 yen, dont 169 761 914 de dépenses ordinaires et 79 834 217 de dépenses extraordinaires.

L'impôt foncier produisit 46 873 086 yen, l'impôt sur le revenu 8 147 177, l'impôt sur les boissons, 53 128 084.

Les dépenses de la Guerre montèrent à 39 355 388 et 7 529 174 yen; celles de la Marine à 38 218 170 et 14 587 620.

(Les budgets de la guerre 1904-05 seront étudiés dans l'introduction de la *Troisième période* en même temps que le second Programme *Post-Bellum*.)

IV

Nous nous occuperons maintenant des emprunts.

En 1889-90, à la fin du régime autocratique, la dette était de 245 millions de yen en chiffres ronds.

En 1894 la dette s'élevait à 266 814 851 yen se répartissant ainsi.

Emprunts intérieurs :

Ancienne dette sans intérêt.....	6 144 726
Nouvelle dette à 4 0/0.....	8 530 375
Kinroku Kôsaï à 5 0/0.....	30 730 020
Emprunt de la marine à 5 0/0.....	16 970 000
Emprunt consolidé à 5 0/0.....	166 482 450
Emprunt des chemins de fer à 5 0/0.....	2 000 000
— — —	1 000 000
	<hr/>
	231 857 571

Emprunts étrangers :

Emprunt de 7 0/0.....	2 957 280
-----------------------	-----------

Emprunts temporaires :

Pour la rébellion de 1877 à 7 1/2 0/0.....	10 000 000
Pour le rachat du papier-monnaie sans intérêt.	22 000 000

TOTAL..... 266 814 851

Au cours de la guerre de 1894-95 furent émis plusieurs emprunts.

Dans la session d'octobre 1894 et en février 1895 la Diète approuva 250 millions de dépenses extraordinaires de guerre. Le gouvernement émit pour les payer quatre emprunts : le premier de 30 millions à 5 0/0, émis en 1894 au cours de 100; le second de 50 millions à 5 0/0, émis en 1895 au cours de 95; le troisième de 10 millions à 5 0/0, émis en 1896 au cours de 95; le quatrième de 35 millions, remis à la Banque du Japon; en tout 125 millions de yen.

De plus, au mois de mai 1900, le gouvernement vendit à un syndicat de Londres, au prix de £ 102 pour 1 000 yen de valeur nominale, 43 millions de en de bons de guerre conservés à la caisse des dépôts et consignations.

Passons à l'exécution du Programme *Post-Bellum*.

En 1892 avait été votée la loi *sur la construction des chemins de fer*, qui autorisait le gouvernement à emprunter annuellement et par petites sommes jusqu'à concurrence de 102 millions de yen pour les travaux de développement et d'amélioration du réseau. Comme nous l'avons vu, en 1894, 3 millions seulement avaient été empruntés; en 1897, on en était à 10 millions; en 1898, à 17,9; en 1902, à 27,7; en 1903, à 37,2 (plus 17,5 émis à l'étranger).

Un grand emprunt de 175 millions de yen fut décidé en 1896 pour l'exécution de l'ensemble du programme *Post-Bellum*.

En 1896 la loi *sur les chemins de fer du Hokkaidô*

autorisait le gouvernement à emprunter jusqu'à concurrence de 33 millions au fur et à mesure des besoins.

D'après le Programme l'ensemble des émissions nécessitées par ces trois emprunts devait être de 79,2 millions en 1898, 20,9 en 1899. Mais, le marché intérieur ne pouvant souscrire de pareilles sommes, la loi 101 de 1899 autorisa un emprunt étranger non remboursable pendant dix ans et ensuite remboursable en quarante-cinq ans de £ 10 000 000 à 4 0/0, qui fut émis à Londres en juin 1899 au prix d'émission de £ 90 pour la valeur nominale de £ 100; il y avait de plus un boni de 4 0/0 pour les lanceurs de l'emprunt; le gouvernement ne toucha donc que £ 8 600 000.

Quant aux trois emprunts initiaux, qui avaient été émis en même temps à Londres et à l'intérieur, ils ont été unifiés en 1896 sous le titre d'*Emprunt en Livres Sterling du gouvernement impérial japonais* à 5 0/0.

En 1902 le gouvernement a vendu à Londres (au prix de £ 102 1^{re} 8^{de} par bon nominal de 1 000 yen et à 5 0/0) 50 millions de yen de ces titres qui étaient tenus en réserve à la Caisse des dépôts et consignations.

En 1898 le gouvernement fut autorisé à emprunter annuellement par petites sommes et jusqu'à concurrence de 41 millions de yen pour la mise en valeur de Formose.

En 1903, à la fin de la période qui nous occupe et avant la guerre contre la Russie, la dette du Japon se présentait donc de cette manière :

Emprunts intérieurs :

Ancienne dette sans intérêt	4 469 636
Kinroku Kôsaï à 5 0/0	19 630 475
Emprunt de la marine à 5 0/0	8 297 300
Consolidés à 5 0/0	167 812 350

Emprunts à 5 0/0 du Programme Post-Bellum :

Chemins de fer	37 248 900
Travaux publics	60 134 600
Hokkaidô	3 592 500
Emprunt à 5 0/0 de la guerre 1894-95	115 641 150
Emprunt à 5 0/0 de Formose	16 707 900
	<hr/> 432 550 811

Emprunts étrangers (emprunts à 4 0/0 en livres sterling convertis en yen) :

Chemins de fer	17 577 750
Travaux publics	78 052 250
Hokkaidô	2 000 000
	<hr/> 97 630 000

Emprunts temporaires :

Pour le rachat du papier-monnaie sans intérêt	22 000 000
---	------------

TOTAL

552 180 811(1)

V

Nous étudierons maintenant l'ensemble des opérations nécessitées par l'adoption de l'étalon d'or. La loi XVI de 1897 (29 mars) établit l'étalon d'or. L'opération est exposée dans un rapport adressé le 18 mai 1899 par le comte Matsukata, ministre des

(1) Renseignements empruntés aux *Annuaire financiers*.

finances, au maréchal Yamagata, devenu président du Conseil (1).

La première cause de la rapide dépréciation de l'argent a été l'adoption par l'Allemagne de l'étalon d'or en 1873; puis nous mentionnerons la limitation et la cessation de la frappe de l'argent dans les pays de l'Union latine et la découverte de riches mines d'argent dans l'Amérique du Nord. Quand en 1893 l'Inde, qui était en Asie le plus important des États à monnaie d'argent, commença de réorganiser son système monétaire, la chute du prix de l'argent devint exceptionnelle. A cette époque le Japon, qui était *de facto* un pays à étalon d'argent, en ressentit vivement le contre-coup. Les fluctuations des échanges extérieurs devinrent extrêmement fréquentes et déconcertantes. Les hommes d'affaires n'eurent plus de criterium fixe des valeurs... le commerce extérieur devint affaire de spéculation... Aussi les financiers comprirent-ils la nécessité pour le Japon d'adopter l'étalon d'or.

Cette réforme si nécessaire semblait fort difficile quand l'obtention de l'indemnité chinoise nous offrit l'occasion désirée. D'après les termes du traité de paix, le Japon devait recevoir son indemnité en *tael kuping*. Il me parut qu'en raison des variations du prix de l'argent et de l'adoption possible par notre pays de l'étalon d'or il serait beaucoup plus avantageux de recevoir cette indemnité en monnaie britannique. Sur mon conseil, le premier ministre marquis Itô entama avec les autorités chinoises des négociations qui aboutirent à la réception de l'indemnité en livres sterling.

Peu après, nommé moi-même premier ministre, je m'employai à préparer l'adoption de l'étalon d'or. En février 1897 le bill introduisant cette réforme était rédigé. Il rencontra une grande opposition. Les uns sou-

(1) COUNT MATSUKATA, *Report on the adoption of the gold standard* (Tôkiô, 1899), pp. vi et suiv.

tenaient que la baisse du prix de l'argent favoriserait le commerce avec les pays à étalon d'or tandis que d'adopter l'étalon d'or ferait baisser nos exportations dans ces pays. D'autres prétendaient que le Japon, placé au milieu de nations à étalon d'argent, se mettrait dans une position désavantageuse en adoptant l'étalon d'or... Le gouvernement ne se laissa pas détourner de son dessein, le projet de loi fut déposé à la Diète en mars 1897, les deux Chambres l'adoptèrent et, la sanction impériale reçue, il fut promulgué comme loi XVI le 29 du même mois.

Pour mener à bien une réforme aussi radicale, le gouvernement prit, je crois, toutes les précautions désirables. Une partie des premiers versements de l'indemnité fut convertie en lingots d'or et la frappe s'en fit aussi rapidement que possible; de juillet 1897 à avril 1898 on en frappa pour 74 455 735 yen et l'on garda cet or en réserve pour l'échanger contre les yen d'argent. Les opérations d'échange, commencées le 1^{er} octobre 1897, se terminèrent le 31 juillet 1898.

Le nombre total des pièces d'un yen frappées à la Monnaie d'Ôsaka montait à 165 133 710. De ce nombre on estime que 99 508 740 avaient été exportées définitivement; 11 028 633 dépensées à l'étranger pendant la guerre chinoise; 5 732 027 envoyées à Formose après la cession de cette île

Le total des yen d'argent échangés contre de l'or entre le 1^{er} octobre 1897 et le 31 juillet 1898 s'éleva à 45 588 369.

De plus 460 904 avaient été convertis par le gouvernement en monnaies divisionnaires.

L'estimation du nombre de yen exportés que l'on renverrait pour être échangés n'était pas chose aisée. Après des sondages faits à Hong kong, Shang hai, Singapour, etc., je l'estimai à 10 millions (et non 100 millions, comme il avait été dit) et mon estimation s'est trouvée exacte.

Restaient les bons payables en argent (donnés par la Monnaie en échange de l'argent en barre apporté par les particuliers) (29 505 453 yen), qui ont tous été échangés contre de l'or.

Voici comment le gouvernement a disposé des 75 093 822 yen rachetés : 27 567 012 furent convertis en monnaies divisionnaires; 40 786 662 vendus à Shanghai; 6 740 148 expédiés à Formose, en Corée, etc., le tout en un an et trois mois depuis la promulgation de la loi.

Les frais s'élevèrent à 155 731 yen et la perte sur l'argent vendu à 5 397 581 yen; ces deux sommes furent couvertes et au delà par le boni résultant de la frappe de monnaies divisionnaires.

La valeur du nouveau yen d'or fut fixée au cours du yen d'argent, c'est-à-dire à 2,58 francs.

VI

Pour compléter l'étude de la partie financière du Programme *Post-Bellum*, il nous faut encore montrer comment le gouvernement fit rentrer les sommes considérables provenant de l'indemnité chinoise et des emprunts placés à l'étranger. Le montant de ces sommes était de £ 53 316 459.

£ 11 574 876 furent apportées en or (livres anglaises et barre).

£ 3 090 504 furent apportées en argent en barre.

£ 19 081 261 furent recouvrées par des transactions diverses.

£ 12 649 443 payèrent les dépenses faites à l'étranger par le gouvernement japonais.

£ 1 530 000 furent portées au compte du fonds des constructions navales.

£ 5 390 373 étaient encore en 1900 déposées en espèces à Londres par le gouvernement japonais.

Dans son ensemble le Programme *Post-Bellum* nous apparaîtra donc comme l'un des plus heureux, des plus hardis et des plus sages tout ensemble que des circonstances graves aient inspirés au gouvernement d'un grand pays.

B. — LA TRANSFORMATION DU PAYS SOUS L'INFLUENCE DE LA GUERRE ET DU PROGRAMME « POST-BELLUM » : L'INFLUENCE CROISSANTE DES HOMMES D'AFFAIRES. LE SOCIALISME.

I

L'impression produite par une guerre victorieuse sur un peuple militaire, qui n'avait plus fait la guerre depuis trois siècles, les heureuses mesures du Programme *Post-Bellum* produisirent une transformation profonde dans le domaine de la civilisation morale comme dans celui de la civilisation matérielle.

Pour la civilisation morale, nous nous contenterons de faire la synthèse des faits que nous avons déjà relatés. Dans les classes élevées, ce fut, d'une part, l'exaltation patriotique, la remise en honneur du bushidô, le retour aux traditions japonaises;

d'autre part, la transformation des idées religieuses, philosophiques, morales et sociales sous l'action de l'Occident. Dans le peuple, ce fut l'influence de la presse grandie par l'intérêt que tous, même les plus indifférents, avaient pris à la guerre, par les efforts des journaux, qui, voyant la foule venir à eux, changèrent et leur forme et leur fond pour se rapprocher d'elle; ce furent aussi les résultats de l'obligation scolaire et du développement donné à toutes les branches de l'enseignement mais principalement à l'enseignement technique.

II

La transformation de la civilisation matérielle fut plus rapide encore. Le milliard de l'indemnité chinoise, les millions des emprunts placés à l'étranger fournirent enfin à un pays, qui souffrait surtout de manque d'argent, les capitaux dont il avait besoin pour la création de son outillage et la mise en exploitation de ses richesses naturelles, tandis que par l'adoption de l'étalon d'or il sut donner une base stable à ses transactions.

Le nombre des banques, qui était de 678 en 1893, avec 78,9 millions de capital, s'élevait à 1 754 en 1903, avec 253 millions de capital; celui des *kaisha*, des sociétés commerciales, qui était de 4 313 en 1892, avec 226 millions de capital, était monté à 8 913 en 1903, avec 931 millions de capital.

Il y avait 1 983 milles de voies ferrées en 1893, 4 693 en 1904; 642 vapeurs jaugeant 102 000 tonnes

en 1892, 1 815 jaugeant 797 000 tonnes en 1904; les usines disposaient de 61 000 chevaux-vapeur en 1895, de 103 000 en 1903; l'impôt sur le revenu révélait la création progressive de grosses fortunes; les prix et les salaires avaient doublé.

Sans doute cette transformation ne se produisit pas sans crises. Quelques précautions que prit Matsukata pour empêcher la perturbation du marché par l'apport subit de l'or des emprunts et de l'indemnité, il y eut surabondance de numéraire, élévation des prix, spéculation. Le marquis Inoue, qui est un homme politique et un homme d'affaires adroit mais un médiocre économiste, a comparé, non sans justesse, le Japon de 1896 à l'Allemagne de 1871 : dans les deux pays ce fut la même prospérité brusque, suivie de semblables crises, mais il parle en mercantiliste quand il dit que l'Allemagne et le Japon ne gagnèrent rien à recevoir d'énormes sommes en métaux précieux puisque ces métaux ne tardèrent pas à sortir du pays par le fait des grands achats faits à l'étranger : en échange, l'Allemagne et le Japon avaient obtenu les matières nécessaires à leur outillage économique, et la possession momentanée d'un stock important de métaux précieux leur avait permis d'organiser leur système de crédit; ce système organisé, elles pouvaient se passer d'une partie de ce stock, car l'abondance des métaux précieux est surtout nécessaire pour faire naître la confiance chez des peuples inexpérimentés. Et le marquis Inoue parle en politicien paradoxal quand il dit que les sociétés fondées pendant la période de prospérité

factice disparurent du jour au lendemain : les mauvaises disparurent, les bonnes subsistèrent et pour la plupart subsistent encore.

La grande crise à laquelle nous faisons ici allusion se produisit en 1897-98. Elle fut bientôt conjurée et, malgré une nouvelle alerte en 1900-01, due surtout aux déficits budgétaires et à l'échec des emprunts intérieurs, la période 1898-1904 fut remarquablement prospère. Ceux qui décriaient alors le Japon exagéraient des difficultés inévitables et les Japonais, encore mal versés dans la vie économique, perdaient la tête quand ils rencontraient ces difficultés ; leur situation économique était celle-là même qu'on devait s'attendre à trouver chez un peuple qui se transforme ; il n'y a qu'à comparer les chiffres du début et ceux de la fin de cette période pour voir les immenses progrès accomplis.

III

Le développement de la richesse matérielle et la transformation des idées morales produisirent deux importantes conséquences dans le domaine social et politique.

La première fut l'influence de plus en plus grande de l'argent et de ceux qui possèdent l'argent. Le samurai d'autrefois affectait de mépriser tout profit pécuniaire. Au dix-huitième siècle, le philosophe Kiûsô écrivait : « S'il vous arrive ce malheur que vous soyez obligé de faire un marché, ayez soin que le mauvais marché soit pour vous. »

La décadence des mœurs dans la seconde moitié du dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième n'avait pas affaibli ce préjugé, la Révolution elle-même n'y réussit pas tout d'abord et Fukuzawa consacra la plus grande partie de sa carrière à persuader aux jeunes samurai qu'en abandonnant la politique ou même l'armée pour le commerce et l'industrie ils feraient œuvre vraiment noble et patriotique.

L'activité économique, qui suivit le paiement de l'indemnité chinoise, changea les idées; dans les villes on ne s'occupa plus que de faire fortune et les vieilles familles nobles durent s'effacer devant les familles enrichies des Mitsui, des Iwasaki et des autres rois d'affaires, dont nous avons donné ailleurs la biographie.

Au point de vue politique, les conséquences furent à la fois bonnes et mauvaises. Ce fut un bien que la formation d'un parti de députés hommes d'affaires, dont chaque élection augmenta le nombre et la force, car ils surent à la fois combattre les revendications oiseuses de l'opposition et contraindre le gouvernement à tenir davantage compte des intérêts économiques, comme aussi à se départir de ses traditions autocratiques pour donner au pays une part suffisante de liberté. Par contre, cette union des affaires avec la politique précipita la corruption de la Chambre des représentants. Ceux-ci étaient pour la plupart des hommes pauvres, beaucoup n'avaient que peu d'éducation. Le renchérissement des loyers et de tous les objets nécessaires à la vie rendait leur position pénible

et le relèvement de l'indemnité parlementaire (1899) ne pouvait leur suffire. Comment auraient-ils résisté aux sollicitations incessantes des compagnies qui se créaient ou se transformaient? Ce furent d'abord des compagnies sérieuses, en les servant ils pouvaient croire qu'ils servaient leur pays; puis ce furent des affaires de toutes sortes, lancées la plupart par des spéculateurs, beaucoup par des aventuriers. Le mal était d'autant plus grand qu'au Japon rien ne se fait que par le gouvernement et que par suite banques et sociétés avaient sans cesse besoin de l'autorisation du Parlement. La seconde Chambre ne tarda pas à prendre à l'intérieur et à l'extérieur un mauvais renom, qui acheva de fausser le jeu de la constitution élaborée par Itô.

En même temps un vif mouvement se produisait dans les classes ouvrières, particulièrement chez les salariés de la grande industrie; sans doute ces derniers n'étaient pas encore nombreux mais ils réussissaient à se rallier les déchargeurs des docks, les coolies, les traîneurs de jinrikisha et nombre d'ouvriers de la petite industrie, voire même de fermiers et d'ouvriers agricoles.

Pareil mécontentement s'est manifesté dans tous les pays au cours de la période où s'y est établie la grande industrie. Il est dû à deux raisons.

Dans les débuts d'une organisation industrielle le sort du salarié ne peut être que malheureux et incertain; les ouvriers sont pour la plupart des agriculteurs dépayés dans les villes, leur ignorance

de leur métier, les conditions précaires de l'industrie ne permettent pas de donner de bons salaires, les crises continuelles amènent de fréquents renvois de personnel; les prix montent d'ailleurs plus vite que les salaires, puisque la hausse des prix produite par l'augmentation du stock des métaux précieux est précipitée par la spéculation, et que dans une société où les ouvriers ne sont pas organisés l'augmentation des salaires ne peut provenir que de la hausse des prix. De plus cette hausse se trouve aggravée pour l'ouvrier par ce fait que la spéculation donne tout à coup une grande valeur à des quartiers qui n'en avaient pas, y fait monter les loyers et le prix des denrées avant que l'ouvrier puisse se déplacer, les nouveaux quartiers destinés à son habitation n'étant pas encore bâtis.

Par contre, cette première période de la création de la grande industrie est celle où se constituent le plus rapidement et le plus facilement quelques grosses fortunes. En effet, dans un pays qui manque d'argent les rares capitalistes hasardeux en tirent facilement de gros intérêts, comme ils trouvent l'occasion de faire des placements qui augmentent rapidement leur capital. Il y a aussi les spéculateurs; de ceux-là il en est peut-être un sur mille qui réussit mais on ne pense qu'à cet heureux joueur, oubliant les mille autres joueurs qui ont tout perdu. Cette constitution de quelques grosses fortunes est fatale parce qu'il se trouve assez d'argent dans le pays pour la rendre possible, mais qu'il ne s'en trouve pas assez pour permettre la formation d'une classe moyenne aisée, encore moins

la diffusion du bien-être dans le peuple tout entier ; elle est d'ailleurs utile parce que l'appât du gain peut seul décider les capitalistes timides à hasarder leur argent dans les affaires, parce que la concentration d'importants capitaux dans quelques mains facilite les sacrifices nécessaires à la création de l'outillage économique, donne à l'industrie naissante l'unité de direction, la hardiesse, la discipline nécessaires à un petit groupement encore faible, qui prétend entrer en lutte contre les grands groupements, fortement organisés, puissamment dotés, des pays depuis longtemps développés et enrichis.

Il n'en est pas moins vrai qu'au cours de cette période l'ouvrier, dont le sort empire ou paraît empirer, les spéculateurs malheureux, qui méritaient souvent meilleur sort, ne peuvent voir sans envie la prodigieuse fortune d'oisifs, dont le seul mérite est d'avoir possédé quelques capitaux, ou d'aventuriers, qui doivent leurs gains à la chance ou à la malhonnêteté, et ils rangent volontiers dans l'une ou dans l'autre catégorie les hommes de pensée et de travail, qui ont véritablement créé la richesse du pays.

Dans le Japon de l'époque *Post-Bellum*, où la formation de quelques très grosses fortunes contrastait singulièrement avec la misère de la classe ouvrière, les conditions plus que modestes où vivait toute la population, il se produisit un très vif mouvement de protestation : comme les corporations séculaires, abolies peu de temps par la loi, n'avaient jamais disparu de fait, il était naturel

que ce mouvement suscitât chez les salariés le désir de s'organiser et que, leur désir se heurtant à l'hostilité du gouvernement, il se produisît des protestations.

Nous étudierons d'abord le mouvement ouvrier, tel qu'il s'est produit spontanément, et pour une grande part, en dehors de l'influence des classes cultivées et des idées étrangères, puis la propagation dans la classe cultivée des doctrines socialistes de l'Europe.

Une révolution, comme celle qu'a connue le Japon, est forcément sociale autant que politique, et c'est pourquoi le premier acte de cette révolution fut une loi agraire. Les conséquences morales de cette loi dépassèrent même ses conséquences matérielles. Le Japon des Tokugawa ne s'étant dégagé qu'imparfaitement du régime féodal, la propriété immobilière y était considérée comme la seule propriété véritable; la propriété mobilière y était peu importante et le mépris où l'on tenait les commerçants la rendait précaire. Mais, en même temps, la confusion féodale de la souveraineté avec la propriété, l'idée chinoise que la terre appartient à l'empereur avaient empêché que, même sous la monarchie absolue et dans la société par de certains côtés si développée du dix-septième et du dix-huitième siècle, il se formât au Japon une idée bien nette de la propriété individuelle. Le nouveau régime créa cette propriété par les lois capitales de 1872 et de 1873 mais en même temps il expropria dans les conditions les plus arbitraires et les plus désavantageuses tous les possesseurs

séculaires du sol pour attribuer leurs biens soit à l'État, soit aux paysans. Par suite ce qu'il créait matériellement, il le détruisait moralement; aussi l'idée de propriété, telle que nous l'entendons, est-elle encore très mal comprise du peuple japonais, plus qu'aucun autre il pourrait un jour pousser à leurs dernières conséquences les doctrines du socialisme d'État.

Satisfaits de la loi agraire, les paysans se contentèrent dans le début de réclamer l'abaissement de l'impôt foncier et l'extension des travaux publics destinés à mettre leurs terres en valeur, plus tard ils se tournèrent contre les usuriers. Mais les artisans et les petits commerçants, qui formaient le quart de la population, n'ayant rien obtenu de la Révolution, demandaient qu'elle leur devînt aussi profitable qu'aux paysans. Aussi, dès 1880, Itagaki parlait-il de réformes sociales dans le programme du *Jiyûtô*; en 1885, l'un de ses adhérents, Ôi Kentarô (1843) (plusieurs fois député), créait *Azuma Shimbun* pour y plaider la cause des travailleurs. Les premiers troubles ouvriers éclatèrent dans les charbonnages de Takashima (1888) et dans une manufacture de thé appartenant à un Européen de Yokohama (1889). En 1892, Ôi fonda un nouveau parti politique, *Tôyô J yûto* ou *parti libéral oriental*, dont le but était de contraindre l'État à soulager pécuniairement les misères de la classe ouvrière. Sa revue, *Shin Tôyô*, *l'Orient nouveau*, présentait différents projets de réformes sociales et publiait un roman socialiste (paru en 1888) de l'américain Bellamy : *Regards dans le passé*, Loo-

king backward (2000-1887). Ôi créait également l'*Union des travailleurs* et la *Ligue pour l'extension du droit de suffrage aux classes populaires*. Dans le même temps un capitaliste, Sakuma Teiichi, que les Japonais veulent comparer à Owen, encourageait les ouvriers de son imprimerie (*Shûeisha*) à établir (1884) l'*Union des typographes*, dont ses subventions ne purent assurer l'existence mais qui se reforma le 5 mars 1899. Il fonda aussi et soutint une *Union des ouvriers*, qui ne donna pas les résultats attendus; en octobre 1898, ce fut la banque d'épargne populaire (*Kokumin chochiku ginkô*). 1889 vit naître, sous l'impulsion d'Ozawa Benzô, la *ligue des métallurgistes* (*Dômei shinkô gumi*), qui tenta d'établir une fonderie coopérative; elle dut renoncer à cet essai au bout de peu d'années.

En 1890, Jô Tsunetarô, Takano Fusatarô, Sawada Hannosuke créèrent à San Francisco une société pour l'étude des problèmes sociaux en Europe et en Amérique; de retour à Tôkiô, Sawada et Jô y constituèrent la *Société des travailleurs* (*Shokkô giyûkai*), à laquelle adhérèrent Takano, Katayama Sen, Sakuma Teiichi, Shimada Saburô, Matsu-mura Kaiseiki. *Shokkô Giyûkai* se transforma le 7 juillet 1897 en *Rôdô Kumiai Kiseikai* (*Association pour le développement de l'union chez les travailleurs*), dont l'organe fut *Rôdô Sekai*, le *Monde des travailleurs*, de Katayama Sen (1859) (un chrétien formé en Amérique); le premier numéro parut le 1^{er} décembre 1899. En janvier 1902 *Rôdô Sekai* devint un journal quotidien et prit le titre de

Naigai Shimpô mais il disparut au bout de trois semaines, pour reparaître en avril. Dès le mois de décembre 1897, les métallurgistes (au nombre de 1 804) se séparèrent de l'Union pour avoir leur propre *Union des métallurgistes (Tekkô kumiai)*, qui comptait 5 400 adhérents en 1900. Cet exemple fut suivi par les mécaniciens et chauffeurs de *Nippon*, la plus importante des compagnies de chemins de fer. Après une grève heureuse en février 1898, ils fondèrent *Kiôseikai* (5 avril 1898), qui en 1899 comptait un millier de membres et disposait de 20 000 yen. Cette association ayant commencé de faire de l'agitation, *Nippon* et la police la forcèrent à se dissoudre en décembre 1901. Mais déjà, entraînés par les mécaniciens de *Nippon*, ceux de la compagnie de *Kiûshû* s'étaient syndiqués en septembre 1899. En décembre de la même année un conflit avait éclaté entre *Nippon* et l'*Association des métallurgistes*. La *Ligue industrielle* établit une fonderie coopérative à Koishikawa (Tôkiô) en mars 1900, l'*Association industrielle* s'organisa en septembre en Wakayama tandis que c'était à Tôkiô le syndicat des constructeurs de tramways.

Comme nous l'avons dit ailleurs, le gouvernement n'autorise pas la constitution de syndicats de salariés; la tolérance qu'il montra d'abord à l'égard de quelques-uns ne dura pas, mais il promit en 1898 de présenter aux Chambres la loi industrielle, qu'elles ont enfin adoptée en 1911.

En avril 1901 le journal *Niroku Shimpô* réunit un grand meeting ouvrier à Mukôjima, faubourg de Tôkiô; ce meeting provoqua de graves désordres

et dans la suite la police interdit toute réunion du même genre. En mai il y eut la grève des chauffeurs de la compagnie du Hokkaidô. En septembre apparut une nouvelle association ouvrière : *Kansei rôdô kiseikai*. En juillet 1902 plus de mille ouvriers se mirent en grève à l'arsenal de Kure, en août ce furent les forgerons de Tôkiô.

Les événements qui se sont produits depuis 1904 dans le Japon transformé par la guerre contre la Russie seront traités dans l'introduction de la troisième période.

Le mouvement ouvrier que nous venons de décrire n'a subi que faiblement et indirectement l'influence de l'Europe. Nous étudierons maintenant l'agitation que produisit dans certains milieux d'intellectuels l'imitation directe de l'Occident.

C'est en 1882 que Tarui Tôkichi essaya de constituer la première association socialiste au sens propre du mot, ce fut vainement ; quelques années plus tard il renouvela sans plus de succès cette tentative avec l'aide d'Inagaki Shimesu. Dans l'automne de 1889 se réunit à Shiba de Tôkiô la première société consacrée à l'étude du socialisme (*Shakai shûgi kenkiûkai*) ; pendant deux ans on y étudia les œuvres de Saint-Simon, de Fourier, de Proudhon et de Marx. En 1900 les membres non socialistes se retirèrent, tandis qu'une quarantaine de membres socialistes transformèrent ce comité d'études en ligue socialiste (*Shakai shûgi kiôkai*). De son côté Katayama Sen avait fondé (1890), avec Miyake Yûjirô, Sakuma Teiichi, Tarui

Tôkichi, l'*Association pour l'étude des problèmes sociaux*, à laquelle s'opposa l'*Association pour l'étude de la politique sociale* des professeurs Kanai Noburô et Kuwada Kumazô; ces derniers, qui prétendent mettre fin au conflit des classes sans porter atteinte à la constitution actuelle de la propriété privée, représentent, avec le professeur Tajima, le socialisme d'État. Enfin Ôi avait lancé à Ôsaka le journal socialiste *Ôsaka Shûhō* (1899).

Au mois de mars 1901 Katayama Sen, Kôtoku Denjirô (dont nous dirons la carrière en traitant de la période postérieure à la guerre de 1904), Dinoshita Kaôe, Kawakami Kiyoshi, Nishikawa Kôjirô, Abe Isoo (un ancien pasteur protestant) se réunirent dans les locaux de l'*Association pour amener l'union des travailleurs* et y constituèrent le parti démocrate-social (*Shakai Minshûtô*), dont le programme et l'organisation devaient être ceux des démocrates-sociaux allemands. Le 20 mai ils publièrent une déclaration en huit articles, réclamant la fraternité universelle, le désarmement général, l'abolition de toute distinction sociale, la socialisation de la terre, des capitaux et des voies de communication, l'égale répartition des richesses et la gratuité de l'enseignement à tous les degrés; suivaient vingt-deux propositions d'une réalisation moins difficile et qui devaient préparer la mise en application des huit premières, reconnues inapplicables dans le moment. Le parti démocrate-social fut aussitôt dissous par le gouvernement, comme le fut au mois de juin *Shakai heimin tô*.

Voici les principaux ouvrages socialistes parus au cours de la période que nous venons d'étudier : *L'État du socialisme* par la Société d'édition Minyûsha (1893), les *Problèmes sociaux courants au Japon* par Tajima Kinji (1897), la *Protection du travail* par Kawakami Kiyoshi, *Ce que les travailleurs devraient savoir* par Suzuki Junichirô (1897), le *Socialisme* par Murai Tomiyoshi (1899), le *Socialisme moderne* par Fukui Junzô (1899), *Comment mettre d'accord le capital et le travail* par Toyohara Matao (1899), *Commentaire sur le socialisme moderne* par Hisamatsu Yoshinori (1899), *Guide pour la solution des problèmes sociaux* par Abe Isoo (1901), la *Société nouvelle* (*Shinshakai*) de Yano Fumio (1902), enfin l'œuvre posthume (1900) d'un missionnaire américain, le R. Garst : *Le Système de l'impôt unique* (*Economies of the single tax*); c'est un commentaire du système de Henry George (1839-97), qui n'admet qu'un impôt, l'impôt foncier (1).

Telle fut la société japonaise dans la période qui sépare la guerre contre la Chine de la guerre contre la Russie. Nous étudierons maintenant quelle influence ses aspirations et ses troubles exercèrent sur les délibérations du Parlement.

(1) Cf. dans l'ouvrage du comte ÔKUMA, ABE ISOO : *Socialism in Japan*; FUJIOKA SAKUTARÔ : *Social Changes in New Japan*; NITOBE INAZÔ : *The Influence of the West upon Japan* et GORAI KINZÔ : *Japon*, dans le *Socialisme à l'étranger*, de plus les journaux et revues du Japon.

CHAPITRE PREMIER

LE PROGRAMME « POST-BELLUM » CONFIE AUX
FONDATEURS DU RÉGIME PARLEMENTAIRE :
SECOND MINISTÈRE ITÔ (1892-96) (SUITE),
SECOND MINISTÈRE MATSUKATA (1896-98),
TROISIÈME MINISTÈRE ITÔ (1898).

I

Notre principale tâche sera de montrer comment l'empereur et les hommes du Meiji, *les Anciens*, réussirent à imposer à la Chambre le Programme *Post-Bellum*.

La guerre avait changé les conditions des partis politiques. Dans l'esprit du peuple la politique extérieure l'emportait sur la politique intérieure, la foule s'occupait des progrès de la Russie beaucoup plus que du développement du régime parlementaire et les chances de l'opposition s'en trouvaient diminuées. Après les succès des hommes du Meiji il était certain que l'empereur ne consentirait pas à leur enlever le pouvoir, non plus qu'à chasser de la marine et de l'armée les satsuma et les chôshû qui s'y étaient couverts de gloire.

Itagaki, vieux patriote autant que vieux révolutionnaire, se déclara prêt à soutenir le Programme *Post-Bellum*; pour se délivrer de Hoshi Tôru, Itô le nomma conseiller du gouvernement coréen, mais Hoshi causa de tels désordres en Corée qu'on fut obligé de le rappeler; il reçut la légation de Washington. C'est pourquoi dès le mois de mai 1895 le *Jiyûtô* déclara qu'il ne combattrait plus le gouvernement; le 17 juillet il formula le programme suivant, qui était par le fait celui d'Itô : Il demandait l'établissement d'un gouvernement proprement constitutionnel (1). Il déclarait que le Japon ne devait pas seulement être la première puissance asiatique mais l'égal des puissances européennes (2). Il souscrivait au Programme *Post-Bellum* pour l'accroissement des forces de terre et de mer (3), le développement industriel et commercial, la régularisation du système financier (4 à 6). Tout en regrettant la cession du Liao tung, il déclarait que le temps des récriminations était passé (7). Il réclamait l'assurance qu'aucune tierce puissance n'empiéterait sur l'indépendance de la Corée (8). Le 22 novembre et le 15 décembre l'alliance fut définitivement conclue entre le gouvernement et le *Jiyûtô*.

Le comte Ôkuma, qui, après avoir exercé tant d'années le pouvoir, en sentait amèrement la perte, ne montra pas la sagesse patriotique du comte Itagaki. Il réunit les *roppa*, les six factions, pour attaquer Itô, et, comme il comprenait enfin que la situation extérieure l'emportait de beaucoup dans l'esprit du pays sur les querelles des partis,

lui qui avait toujours combattu les crédits militaires, il accusa le gouvernement d'avoir trahi la patrie en renonçant au Liao tung.

La Diète se réunit à la fin de l'année pour sa 9^e session (28 décembre 1895-29 mars 1896); elle réélut Kusumoto président, Shimada vice-président. Dès le 9 janvier 1896 les *roppa* (devenues en septembre 1895 le *Dôshi Kai*) déposèrent une demande de mise en accusation du gouvernement, qui, grâce au *Jiyûtô*, fut repoussée par 170 voix contre 103. Le 15 février ce fut simplement un ordre du jour de défiance. Le gouvernement n'attendit pas le vote et suspendit la Diète pour dix jours. A la rentrée, l'ordre du jour fut retiré. Le 1^{er} mars les partis dont la combinaison formait le *Dôshi Kai* prononcèrent leur dissolution et fondèrent le *Shimpotô* ou parti progressiste; c'était l'ancien *Kaishintô* fortifié d'autres partis moins importants. Son programme était aussi large que vague : Réforme de l'administration, établissement d'un gouvernement proprement parlementaire, forte politique extérieure établie sur une base toute nouvelle, refonte du système financier et développement des facultés économiques du pays. Malgré les attaques du *Shimpotô*, le gouvernement put, grâce à l'appui du *Jiyûtô*, faire approuver les grandes lignes du Programme *Post-Bellum* et cette session fut la plus importante qu'eut encore tenue la Diète.

Le 14 avril 1896 Itagaki entra dans le cabinet comme ministre de l'Intérieur. Mais ce ralliement, dont Itô espérait tirer une force, lui devint une

faiblesse. Les pairs et les députés gouvernementaux accueillirent avec méfiance l'arrivée du vieux révolutionnaire aux affaires et le *Shimpotô*, irrité de voir triompher ses anciens alliés, s'entendit avec Satsuma, qui, devenu jaloux de la prépondérance de Chôshû, avait forcé le comte Matsukata à quitter les Finances, où il avait été remplacé par le vicomte Watanabe. Toujours souple et prudent, le marquis Itô comprit qu'il ne fallait pas compromettre dans des luttes stériles le prestige que lui avaient donné quatre ans d'un glorieux ministère. Il démissionna en septembre.

II

Second ministère Matsukata (septembre 1896-décembre 1897.)

Présidence du conseil et finances	Comte Matsukata.
Affaires Étrangères.....	Comte Ôkuma.
	Baron Nishi (novembre 1897).
Intérieur	Amiral comte Kabayama.
Guerre.....	Lieutenant général vicomte Takashima.
Marine.....	Amiral marquis Saigô.
Justice	Kiyoura Keigo.
Instruction publique....	Marquis Hachisuka.
	Hamao Arata (novembre 1897).
Agriculture et Commerce.	Vice-amiral vicomte Enomoto.
	Comte Ôkuma (31 octobre-9 novembre 1897).

Agriculture et Commerce. Lieutenant-général comte Yamada.
Communications..... Vicomte Nomura.

Le ministère comprenait quatre satsuma (Matsukata, Kabayama, Takashima, Saigô), auxquels plus tard s'en adjoignit un cinquième, Nishi, un hizen (Ôkuma), un higo (Kiyoura), le marquis Hachisuka, l'ancien daimiô d'Awa en Shikoku, un ancien samurai des Tokugawa (Enomoto) et un seul chôshû (Nomura). Aucun des ministres n'était député; tous étaient titrés, fors Kiyoura; tous, fors Kiyoura, samurai d'origine, dont un daimiô.

Nishi Tokujirô (1847-1912), de Satsuma (fait baron en 1895), avait été ministre à Saint-Pétersbourg (1886-96); il resta aux affaires étrangères de 1896 à 1898, fut ensuite envoyé à Pe king (1899), où il soutint le siège des Boxers (1900). Il a siégé depuis dans le Conseil Privé.

Le marquis Hachisuka (1846), l'ancien daimiô d'Awa, avait été ministre à Paris (1882-86), président de la Chambre des Pairs (1891-96); ministre de l'Instruction publique jusqu'en novembre 1897, il devint ensuite conseiller privé.

Hamao Arata (1849), de Tajima, avait fait toute sa carrière au ministère de l'Instruction publique. Il avait été recteur de l'Université de Tôkiô de 1893 à 1897 et le redevint en 1905.

Nomura Yasushi (1842-1909), samurai de Chôshû, vicomte en 1887, était un fonctionnaire; il avait été ministre de l'Intérieur sous Itô (1894-96) et devint conseiller privé en 1900.

Kiyouura Keigo (1850), né à Kumamoto et d'humble origine (baron en 1902), avait débuté comme simple commis de l'administration, il y fit une carrière rapide, fut trois fois ministre de la Justice de 1896 à 1898, de 1898 à 1900 et de 1901 à 1903, puis ministre de l'Agriculture (1903-06), enfin conseiller privé (1906).

Du ministère de septembre 1896 on peut dire que ce fut le vrai ministère du programme *Post-Bellum* : Matsukata en était l'auteur, sa seule pensée fut de le mener à bien.

Le 1^{er} novembre, le *Shimpotô* se rallia au gouvernement : Ôkuma n'avait-il pas les Affaires Étrangères? Hizen et Satsuma ne tendaient-ils pas toujours à s'allier?

La dixième session de la Diète (25 décembre 1896-24 mars 1897) fut féconde. On élut comme président un *shimpotô*, le docteur Hatoyama Kazuo (1856), ancien professeur à la Faculté de droit de Tôkiô (1879-1888), et comme vice-président Shimada. Grâce à la dispersion des *jiyûtô* (janvier et février 1897), qu'Itagaki abandonna lui-même le 19 mars, et à la formation du club *Dôshi*, le parti des hommes d'affaires (Ban Naosuke, Matsumoto Jûtarô (1844), directeur de la Banque 130, Kimura Seitarô, Ozaka Zennosuke, Hara Zensaburô), le comte Matsukata put continuer de développer le programme *Post-Bellum*, qu'il avait rédigé comme ministre des Finances. Il fit voter et promulguer la loi établissant l'étalon d'or, (26 mai 1897). Il fit également voter le budget.

Bientôt cependant des difficultés se produisirent

entre les nouveaux alliés. Matsukata estimait que, pour assurer l'exécution du programme *Post-Bellum*, il lui fallait augmenter l'impôt foncier, mais le *Shimpotô* avait fait de la réduction de cet impôt la base de son programme politique et savait qu'en l'abandonnant il perdrait sa popularité; il trouvait aussi que Satsuma ne lui faisait pas une part assez large dans l'administration. Le 22 octobre 1897 le parti formula nettement ses revendications; il exigeait la démission de certains ministres, la diminution des dépenses, la réforme de l'administration de Formose, l'établissement d'un gouvernement purement constitutionnel. Le 28 Matsukata répondit que nul ne pouvait empiéter sur la prérogative impériale ni dans le choix des ministres, ni dans celui des fonctionnaires. Le 31 octobre le *Shimpotô* rompit donc son alliance avec le ministère. Ôkuma quitta les Affaires Étrangères pour prendre le portefeuille de l'Agriculture et du Commerce, puis le 9 novembre il abandonna son nouveau poste et se sépara de Matsukata. Les Affaires Étrangères furent confiées à un satsuma, le baron Nishi, et le portefeuille de l'Agriculture échut à un vétéran de Chôshû, le comte Yamada. En décembre *Shimpotô* et *Jiyûtô* réunis décidèrent d'attaquer le cabinet.

La 11^e session s'ouvrit le 21 décembre 1897. Le 24 le gouvernement déposa le projet de budget comportant l'augmentation de l'impôt foncier et les projets des lois préparatoires à l'application de la révision des traités. Le 25 la Chambre refusa de mettre ces projets à l'ordre du jour et voulut voter une motion de blâme. La dissolution fut pro-

noncée. Trois jours après le ministère remettait sa démission à l'empereur (28 décembre 1897). Ce fut le dernier ministère de Satsuma.

III

Après quelques jours d'hésitation, le marquis Itô forma son cabinet le 12 janvier 1898.

Troisième ministère Itô (12 janvier-juin 1898).

Présidence.....	Marquis Itô.
Affaires Étrangères.....	Baron Nishi.
Intérieur.....	Vicomte Yoshikawa.
Finances.....	Comte Inoue.
Guerre.....	Général vicomte Katsura.
Marine.....	Amiral marquis Saigô.
Justice.....	Sone Arasuke.
Instruction publique.....	Marquis Saionji.
	Toyama Masakazu.
Agriculture et Commerce.	Baron Itô.
	Baron Kaneko.
Communications.....	Baron Suematsu.

Ce ministère comprenait quatre chôshû (Itô, Inoue, Katsura, Sone), deux satsuma (Nishi, Saigô), un awa (Yoshikawa), un hizen (Itô M.), un chikuzen (Suematsu), un kuge (Saionji). Plus tard il y eut un second chikuzen (Kaneko) et un samurai de Shizuoka (Toyama) (1).

Itô Miyoji (1857) (baron en 1895, vicomte en

(1) Pour la biographie de Katsura voir p. 726, pour celle de Saionji, p. 780.

1907), de Nagasaki, avait été de 1890 à 1895 secrétaire particulier du grand Itô, qui le prit ensuite comme chef de cabinet. Ministre pendant quelques mois, il devint ensuite conseiller privé.

Kaneko Kentarô (1853) (baron en 1895, vicomte en 1907), de Fukuoka, avait été lui aussi secrétaire particulier d'Itô de 1885 à 1886 et de 1888 à 1890; vice-ministre de l'Agriculture (1894-96), il en eut le portefeuille en 1908; ministre de la Justice d'octobre 1900 à mai 1901, il est maintenant conseiller privé.

Suematsu Kenchô (1855) (baron en 1895, vicomte en 1907), de Fukuoka, d'abord écrivain, auteur dramatique, journaliste, puis député (1890-95), chef de la direction de la législation (1892-96), a été ministre des Communications (1898), de l'Intérieur (1900-01); il est conseiller privé. Ses missions l'ont rendu populaire en Europe. Sa femme est la fille du premier duc Itô.

Toyama Shôiti ou Masakazu (1848-1900), après avoir fait ses études en Angleterre et en Amérique, avait été professeur à l'Université de Tôkiô, dont il devint le recteur.

Les élections eurent lieu le 15 mars 1898 avec les résultats suivants :

<i>Jiyûtô</i> et alliés.....	99
<i>Kokumin Kiôkai</i>	32
<i>Gôdô</i> (ou <i>Kôdô</i>) <i>Kai</i>	4
Divers.....	8
Ministériels.....	143
<i>Shimpotô</i> et alliés.....	105
<i>Seiyûkai</i>	7

<i>Gôdô ha</i>	7
<i>Tôhoku Dômei</i>	2
Divers	9
Anti-ministériels	130
Indépendants	27

Le marquis Itô croyait pouvoir compter sur les *jiyûtô*, mais, quand ceux-ci virent que le ministère n'avait pas de partisans et qu'ils formaient presque seuls sa majorité, ils devinrent exigeants et réclamèrent que le gouvernement acceptât leurs hommes et leur programme. Sur le refus d'Itô, ils se déclarèrent hostiles au cabinet le 18 avril.

En mai s'ouvrit la douzième session (19 mai-10 juin 1898). Kataoka Kenkichi (1843-1903), ancien vice-président, fut élu président, Motoda Hajime (1858) vice-président. Le gouvernement déposa des projets de loi sur l'augmentation de l'impôt foncier, la réforme de la loi électorale et le projet révisé du Code civil. Les partis d'opposition questionnèrent les ministres sur la politique extérieure et, trouvant leurs réponses insuffisantes, proposèrent leur mise en accusation, qui ne fut repoussée que par 6 voix de majorité (30 mai). La session fut suspendue du 7 au 10 juin et le décret de dissolution lu le 10.

Le 22 juin tous les partis d'opposition se fondaient en un seul grand parti constitutionnel (*Kenseitô*) sous la direction commune d'Itagaki et d'Ôkuma. Parmi les membres éminents du nouveau parti se trouvaient Kataoka, le président de la Chambre, Ôhigashi Gitetsu, Ozaki Yukio, Matsuda

Masahisa, Hayashi Yûzô, etc. On publia une déclaration de principes : Respect pour la maison impériale et la Constitution. Cabinet de parti. Extension de l'autonomie départementale et communale. Développement de l'instruction, des moyens de transport, du commerce et de l'industrie. Protection des droits nationaux à l'extérieur, mais réduction de l'armée et de la marine. Cette dernière proposition, formulée en pleine crise asiatique, montrait une fois de plus l'esprit politique du comte Ôkuma, qui l'avait inspirée.

L'empereur réunit le 24 juin les *Anciens* : Itô, Saigô, Yamagata, Ôyama, Inoue et Kuroda. Matsukata s'abstint. Saigô et Kuroda étaient fatigués, le dernier devait mourir peu après. Ôyama se désintéressait des affaires politiques. Inoue suivait Itô. C'est entre ce dernier et Yamagata qu'eut lieu une discussion désormais historique. Itô proposait de quitter le ministère pour fonder un grand parti; il comptait sur sa popularité pour l'emporter dans les élections, il reprendrait alors le pouvoir et gouvernerait avec une majorité parlementaire; bien qu'il n'osât pas discuter la prérogative impériale de choisir les ministres, il allait de soi que le souverain n'exercerait désormais cette prérogative que conformément aux vœux de la Chambre : de fait ce qu'Itô désirait, c'était un Japon pacifique, industriel et commercial sous un régime peu différent du régime britannique. Yamagata, au contraire, voulait un empire militaire, s'inspirant dans la forme de l'empire allemand et dans le fond des vieilles traditions japonaises : la situation exté-

rieure était grave; à tout instant le Japon pouvait être forcé de faire la guerre; ce n'était pas dans les vains débats du régime parlementaire qu'on préparerait l'armée, la marine, les transports et les finances à cette occurrence redoutable; l'empereur pouvait compter sur l'esprit politique des pairs, le patriotisme et le dévouement du peuple; il n'avait qu'à ne pas tenir compte de la Chambre et des politiciens; leur céder, comme le voulait Itô, c'était augmenter leur audace. Inoue soutint Itô mais Saigô, Ôyama et Kuroda se rangèrent à l'avis de Yamagata. L'empereur refusa au marquis Itô le droit de constituer un parti. C'est de ce jour que la rivalité d'Itô et de Yamagata se changea en haine déclarée, mais de ce jour aussi que baissa la fortune d'Itô : il semblerait que son initiative ait déplu à son auguste maître; d'ailleurs les événements devaient exclure sa politique au profit de celle de Yamagata. D'ordinaire plus maître de lui, le marquis Itô rapporta brusquement les *Ho an jôrei* ou mesures répressives, puis donna sa démission en conseillant à l'empereur de faire appeler Ôkuma et Itagaki.

CHAPITRE II

L'EXÉCUTION DU PROGRAMME « POST-BEL-
LUM » CONFIEE TEMPORAIREMENT A UN GOU-
VERNEMENT DE PARTI : LE CABINET ÔKUMA-
ITAGAKI (1898).

Le 30 juin 1898 était constitué le ministère
Ôkuma-Itagaki.

Ministère Ôkuma (30 juin-octobre 1898).

Présidence et affaires étrangères.....	Comte Ôkuma.
Intérieur	Comte Itagaki.
Finances.....	Matsuda Masahisa.
Guerre	Général Katsura.
Marine	Amiral Saigô.
Justice.....	Ôhigashi Gitetsu (1).
Instruction publique.....	Ozaki Yukio.
	Inukai Ki (27 octobre).
Agriculture et Commerce.	Ôishi Masami.
Communications.....	Hayashi Yûzô.

Quatre ministres étaient *shimpotô* (Ôkuma, Ôishi, Ôhigashi, Ozaki) et trois *jiyûtô* (Itagaki, Matsuda, Hayashi); le président du conseil était *shimpotô*, le ministre de l'intérieur *jiyûtô*.

(1) Ôhigashi est mort en 1905.

Pour la première fois des ministres avaient été pris dans la Chambre des représentants; c'étaient Matsuda, Hayashi, Ozaki, Ôhigashi, Ôishi. Le précédent pouvait sembler dangereux. On comprend le régime parlementaire et le ministère s'appuyant sur la majorité de la Chambre; on comprend un régime non-parlementaire et tous les ministres choisis par le souverain en dehors de la Chambre; on ne comprend guère un régime mixte, car, si les ministres appartenant au Parlement dirigent le cabinet, autant vaut-il un ministère parlementaire; s'ils n'exercent pas d'influence sur leurs collègues, ou ils démissionneront, ou ils agiront contre l'opinion de la Chambre et de leurs électeurs, à moins qu'ils ne soient pris dans la minorité (ce qui serait paradoxal).

Voici la biographie de ceux qu'on appelait des hommes nouveaux.

Matsuda Masahisa (1845), né à Saga, qu'il a représenté au Parlement comme *jiyûtô* de 1890 à 1892, puis sans interruption depuis 1897, a été ministre des Finances (1898), de l'Instruction publique (1900-01), président de la Chambre (mars 1904-janvier 1906), ministre de la Justice (1906-1908), des Finances (1908), de la Justice (1911).

Hayashi Yûzô (1842), de Tosa, mêlé aux conspirations de 1877-78, fut condamné à dix ans de prison. Sa peine subie, il rentra dans la vie politique et fut élu au Parlement. Il eut le portefeuille des Communications en 1898, de l'Agriculture en 1900-1901.

Ôishi Masami (1855), de Tosa, mais progressiste

et partisan d'Ôkuma depuis 1882, année où il se brouilla avec Itagaki, fut arrêté en 1885 comme conspirateur et bientôt relâché. Il fut député, puis ministre en Corée (1892-93), de nouveau député, vice-ministre de l'Agriculture (1896-97), ministre du même département (1898).

Ozaki Yukio (1859), du ken de Mic, a siégé à la Chambre depuis 1890, il a été conseiller du ministère des Affaires Étrangères en 1897, ministre de l'Instruction publique en 1898, maire de Tôkiô de 1903 à 1912. Formé par de bonnes études et plusieurs voyages à l'étranger, sachant bien l'anglais, c'est un aimable causeur d'un esprit très fin mais sans la décision de caractère et le sens pratique qui font la force de ses compatriotes.

Le ministère comprenait deux hizen : Ôkuma, Matsuda; trois tosa : Itagaki, Ôishi, Hayashi; un membre de l'Ise : Ozaki; un satsuma : Saigô; un chôshû : Katsura. Par le fait c'était un ministère de clans comme les précédents; seulement Hizen et Tosa y tenaient le premier rang.

Si l'empereur avait confié à Ôkuma la mission de former un ministère, c'était sans rien abdiquer de sa prérogative; il lui avait imposé de conserver leurs postes aux ministres de la guerre et de la marine et il avait exigé que rien ne fût changé ni à la politique extérieure, ni à l'exécution du Programme *Post-Bellum*. Par contre, les coalisés entendaient par gouvernement de parti non seulement un cabinet composé de membres de la même opinion et se conformant à la volonté de la Chambre, mais un cabinet distribuant toutes les places aux

membres des partis vainqueurs; de fait toutes les places dont l'obtention ne dépendait pas de l'empereur ou n'avait pas été déterminée par la loi de 1885 sur le statut des fonctionnaires leur furent aussitôt données. En outre les ministres ne savaient prendre aucune décision sans consulter le conseil du parti, dont la majorité se composait de membres n'appartenant pas au Parlement.

Entre *Jiyûtô* et *Shimpotô* l'union d'ailleurs était factice. Vieux révolutionnaire mais aussi vieux patriote, le comte Itagaki avait toujours défendu le Programme *Post-Bellum* et c'est même pour cette raison que l'empereur s'était décidé à donner le pouvoir à un ministère de parti; le comte Ôkuma, au contraire, comme Itô, ne voulait pas la guerre, mais, tandis que Itô était pour le *si vis pacem para bellum*, Ôkuma demandait des réductions de dépenses, il comprenait que la réalisation du Programme était impossible sans l'augmentation de l'impôt foncier et que cette augmentation serait la ruine de sa popularité. Mais, bien plus que les principes, ce qui séparait les deux partis, c'était l'ambition de leurs membres. Aussi firent-ils àprement campagne l'un contre l'autre.

Le nombre des électeurs était de 501 459 (11,88 0/00 habitants, 1 672 par député). Les élections (10 août 1898) donnèrent les résultats suivants :

<i>Shimpotô</i>	112
<i>Jiyûtô</i>	96
<i>Kenseitô</i>	51
Ministériels	<hr/> 259

<i>Kokumin Kiôkai</i>	20
Divers	21
Anti-ministériels	<hr/> 41

Jiyûtô et shimpotô sortirent aigris de la lutte. Hoshi Tôru avait d'ailleurs quitté la légation de Washington pour se mêler aux intrigues. Sur ces entrefaites, le 30 août, le ministre de l'Instruction publique, Ozaki, un progressiste, se permit de dire en parlant de la cupidité des Japonais modernes : « S'il arrivait que dans mille ans le Japon devînt une république, on élirait président un Mitsui ou un Iwasaki, tandis qu'aux États-Unis personne n'a jamais songé à élire un Astor ou un Vanderbilt ». Les ennemis du ministère déclarèrent une telle parole contraire à la Constitution, qui proclamait la dynastie éternelle, et les *jiyûtô*, qui, dans leur première déclaration de 1881, ne mentionnaient même pas la maison impériale, furent les premiers à exiger la démission de leur collègue ; quand ils l'eurent obtenue (24 octobre), ils réclamèrent son siège pour leur parti, mais le comte Ôkuma le donna à un progressiste, Inukai Ki (1855), député, ancien rédacteur en chef de *Hôchi Shimbun* (27 octobre). Aussitôt les libéraux, sans attendre l'assemblée du *Kenseitô* convoquée pour le 1^{er} novembre, de se réunir par surprise le 29 octobre, et, comme ils forment la majorité du *Kenseitô*, d'en proclamer la dissolution, puis de le reconstituer sans les progressistes ; ils notifient cette double décision à la police, qui, dépendant du comte Itagaki, s'empresse de l'enregistrer. Les libéraux prennent possession des

bureaux du parti et s'y fortifient avec des sôshi, les progressistes les attaquent avec d'autres sôshi mais sont repoussés. Le lendemain, quand le président du conseil et son parti veulent tenir l'assemblée annoncée du *Kenseitô*, le ministre de l'Intérieur déclare que, l'ancien *Kenseitô* étant dissous, la réunion est interdite comme illégale. Les progressistes se forment alors en *Kenseihontô* ou « vrai parti constitutionnel » (définitivement organisé le 3 novembre). Le comte Itagaki a senti le premier le ridicule de la situation; il a remis à l'empereur sa démission et celle de ses collègues libéraux (29 octobre). Plus tenace, Ôkuma veut les remplacer par des progressistes, l'empereur s'y refuse et les libéraux doivent eux-mêmes démissionner (31 octobre).

C'est ainsi que ce ministère de parti, réclamé depuis dix ans comme le salut du pays, tomba au bout de quelques mois sans avoir pu se présenter devant la Chambre, où il avait une énorme majorité.

CHAPITRE III

L'EXÉCUTION DU PROGRAMME « POST-BELLUM »
CONFIÉE A UN GOUVERNEMENT DICTATORIAL :
SECOND MINISTÈRE YAMAGATA (1898-1900);
QUATRIÈME MINISTÈRE ITÔ (1900-01); PRE-
MIER MINISTÈRE KATSURA (1901-06).

Fatigué de l'échec répété des ministères libéraux, pressé d'achever le programme *Post-Bellum*, inquieté par les entreprises grandissantes des puissances dans la Chine démembrée, l'empereur résolut d'essayer d'un régime dictatorial. Pendant huit ans, fors la courte exception du quatrième ministère Itô, le Japon fut gouverné par des généraux, qui ne craignirent pas de sacrifier les libertés nouvellement accordées quand ils le jugèrent nécessaire pour le salut du pays.

I

La mise en œuvre de la nouvelle politique dictatoriale fut confiée au maréchal Yamagata.

2^e ministère Yamagata (8 novembre 1898-octobre 1900)

Présidence.....	Maréchal marquis Yamagata.
Affaires étrangères....	Vicomte Aoki.

Intérieur	Amiral marquis Saigô.
Finances.....	Comte Matsukata.
Guerre	Général vicomte Katsura.
Marine	Vice-amiral Yamamoto.
Justice	Kiyouura Keigo.
Instruction publique....	Amiral comte Kabayama.
Agriculture et Commerce.	Sone Arasuke.
Communications.....	Vicomte Yoshikawa.

Chôshû avait quatre membres : Yamagata, Aoki, Katsura, Sone; Satsuma, quatre : Saigô, Matsukata, Yamamoto, Kabayama; Higo, un : Kiyouura; Awa de Shikoku, un : Yoshikawa. Tous les ministres étaient titrés fors Kiyouura et Sone, tous fonctionnaires civils ou militaires excepté Matsukata, aucun n'appartenait à la seconde Chambre.

Aoki Shûzô (1844) (vicomte en 1884), le fils d'un médecin de Chôshû, avait achevé ses études en Allemagne, épousé une Allemande (leur fille est la femme du comte Alexandre Hatzfeld). Secrétaire de légation, puis ministre à Berlin (1874-85), Aoki avait été vice-ministre des Affaires Étrangères de 1886 à 1889, ministre de 1889 à 1891, de nouveau ministre en Allemagne de 1892 à 1898, aussi ministre en Angleterre en 1894; en quittant les Affaires Étrangères (1898-1900), il devint conseiller privé.

Kiyouura Keigo (1850) (baron 1902), de Kumamoto, d'abord simple maître d'école, avait fait sa carrière aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, il fut ministre de la Justice de 1898 à 1900 et de 1901 à 1903, de l'Agriculture de 1903 à 1906, puis devint conseiller privé.

La politique du maréchal Yamagata se résumait en deux points : à l'extérieur, affirmer les droits du Japon par la diplomatie et au besoin par les armes dans l'anarchie de la Chine, qui, aggravée par la guerre de 1894-95 et les ambitions des puissances, devait aboutir au grand mouvement insurrectionnel de 1900; à l'intérieur, achever le Programme *Post-Bellum*, qui pouvait seul permettre au Japon de tenir son rang en Asie. Les armements, les travaux prévus en 1895 n'étaient possibles que par le relèvement de l'impôt foncier, l'impôt impopulaire entre tous. Pour obtenir ce relèvement, le maréchal se déclara prêt à faire des concessions à l'opposition, notamment à lui accorder la révision de la loi électorale et l'extension du droit de suffrage réclamée depuis longtemps. Il eut aussi le tort, qu'on lui a si vivement reproché, de recourir au système préconisé par Hoshi Tôru; il promit l'augmentation de l'indemnité parlementaire et s'adressa même d'une façon directe à quelques personnalités influentes. Le résultat fut tel que dans cette Chambre, où il n'avait pas de partisan, le grand ennemi du régime parlementaire se trouva bientôt à la tête d'une majorité. Le 29 novembre, le *Kenseitô* (ancien *Jiyûtô*) proclamait qu'il soutiendrait le gouvernement; il faut ajouter que ce résultat était dû en partie au patriotisme du comte Itagaki, qui fit taire ses préférences devant le danger couru par le pays.

Les Chambres se réunirent pour la treizième session (3 décembre 1898-10 mars 1899). Depuis octobre 1896 la Chambre des pairs était présidée par

le duc Konoe, qui conserva cette charge jusqu'en octobre 1903; le vice-président était le marquis Kuroda, l'ancien daimiô de Chikuzen (octobre 1894), qui avait succédé au marquis Saionji (novembre 1893-octobre 1894). La Chambre des représentants réélut l'ancien président Kataoka et l'ancien vice-président Motoda. Grâce à l'appui du *Kenseitô* (*Jiyûtô*) le gouvernement obtint le relèvement de l'impôt foncier.

La session close, ministériels et antiministériels commencèrent de consulter le peuple. En juin le marquis Itô fit une tournée politique dans le centre et à Kiûshû pour déclarer la nécessité de former de nouveaux partis. Le 5 juillet 1899 le *Kokumin Kiôkai* devint le *Teikokutô* ou parti impérialiste, prêt à soutenir le programme de politique extérieure du maréchal Yamagata. De son côté, le comte Ôkuma formula le 17 novembre un nouveau programme au nom du *Kenseihontô* (*Shimpotô*). A ses déclarations habituelles il ajoutait la déclaration formelle que le Japon ne pouvait souffrir qu'aucune puissance fit rien contre l'indépendance de la Chine et de la Corée.

La quatorzième session de la Diète dura du 22 novembre 1899 au 24 février 1900. Kataoka et Motoda conservèrent leurs fonctions. Malgré les efforts du *Kenseihontô*, battu dans le scrutin du 8 décembre, le ministère fit passer son budget, qui maintenait les majorations d'impôts votées l'année précédente. En retour de cette concession, qui compromettait beaucoup sa popularité, le *Jiyûtô* obtenait une loi électorale nouvelle (73 de

1900-28 mars) applicable le 10 août 1902. (La loi de 1900, encore en vigueur mais avec deux amendements du 4 avril 1903, a été étudiée précédemment.)

Cette réforme libérale ne satisfait pas les *kenseitô* (*jiyûtô*); ce qu'ils voulaient, c'était des places, et le maréchal ne consentait pas à désorganiser tous les services, à violer tous les droits acquis pour satisfaire leurs appétits. Cependant le 27 avril 1900 il fit voter une loi sur les fonctionnaires des services civils, elle ne suffit encore pas aux libéraux. Le mariage de l'héritier (10 mai) suspendit un moment les intrigues politiques; elles reprirent dès la fin des fêtes; le 17 mai les *kenseitô* se séparaient du gouvernement. Pour les rallier, Yamagata compléta sa loi par un règlement du 20 mai. Ce fut en vain, les *kenseitô* pensaient avoir obtenu de lui tout ce qu'il lui était possible de leur donner; ils se tournaient vers Itô, qui ne supportait pas de n'être plus l'homme nécessaire.

Cependant le maréchal négociait habilement avec la Grande-Bretagne absorbée au Transvaal et envoyait en Chine une imposante force japonaise. La prise de Pe king fit retentir le nom du Japon dans le monde entier. Peu importait aux *kenseitô*, qui ne voulaient que des places, à Itô lui-même avide de reprendre le pouvoir. Le 8 juillet il acceptait de devenir leur chef et le 25 août il annonçait la formation du *Rikken Seiyûkai* (parti des amis d'un gouvernement constitutionnel).

Voici le programme de ce parti, dont le rôle a été prépondérant depuis douze ans :

1° Défense de la Constitution et en particulier des prérogatives impériales.

2° Développement de la civilisation.

3° Réforme de l'administration permettant de donner tous les emplois aux plus dignes.

4° Rapports d'amitié avec les puissances.

5° Défense nationale.

6° Développement de l'éducation et de l'instruction.

7° Solide base donnée aux finances par le développement du régime économique.

8° Décentralisation.

9° Conciliation de la politique de parti avec une politique vraiment nationale.

Le comité d'organisation du *Seiyūkai* comprenait le baron Suematsu, gendre d'Itô; Hoshi Tôru; Matsuda Masahisa; Hayashi Yûzô; le marquis Saionji; le vicomte Watanabe; le baron Honda; le baron Kaneko; Haseba Junkô ou Sumitaka (1854), (de Satsuma), qui est devenu président de la Chambre en 1907; Watanabe Kôki; Ôoka Ikuzô (1856), de Chôshû, ancien avoué de Tôkiô, député; Tsuzuki Keiroku (1862), baron en 1908, gendre d'Inoue, plusieurs fois vice-ministre. Le *Jiyûtô* (*Kenseitô*) ayant été dissous, le *Rikken Seiyūkai* fut définitivement constitué le 13 septembre 1900.

Bon nombre d'Européens pensèrent que la création de ce parti ne faisait pas grand honneur aux nouveaux alliés : les libéraux n'acceptaient-ils pas le principe de la prérogative impériale, répudiant ainsi la doctrine dont ils s'étaient toujours inspirés, tandis qu'Itô semblait ne plus attacher la

même importance à cette prérogative? Mais il faut observer que le Japon, comme l'Italie, se plaît aux *combinazioni* et que dans l'ensemble le développement du *Seiyūkai* a contribué à faire cesser des luttes dangereuses.

Dépités de voir l'influence prise par leurs anciens alliés devenus leurs adversaires, les *kenseihontô* se réorganisèrent sous la présidence officielle d'Ôkuma le 18 décembre 1900.

Aussitôt la campagne de Chine terminée, le maréchal se retira en octobre.

II

Le marquis Itô put enfin reprendre le pouvoir. Il lui fallut quelque temps pour former son cabinet.

4^e ministère Itô (19 octobre 1900-mai 1901)

Présidence.....	Marquis Itô.
Affaires étrangères.....	Katô Takaakira.
Intérieur.....	Baron Suematsu.
Finances.....	Vicomte Watanabe.
Guerre.....	Général comte Katsura. Général Kodama (déc 1900).
Marine.....	Vicomte Yamamoto.
Justice.....	Baron Kaneko.
Instruction publique....	Matsuda Masahisa.
Agriculture et Commerce.	Hayashi Yûzô.
Communications.....	Hoshi Tôru. Hara Kei (décembre 1900).

Appartenaient au *Seiyūkai* : Itô, Suematsu, Watanabe, Kaneko, Matsuda, Hayashi, Hoshi,

Hara ; les quatre derniers étaient députés. Chôshû était représenté par Itô et Katsura, Satsuma par Yamamoto, Hizen par Matsuda, Tosa par Hayashi, Chikuzen par Suematsu et Kaneko ; Katô était de l'Owari, Watanabe du Nagano, Hoshi d'Aizu, Hara de Norioka (1).

Le marquis Itô s'était imaginé que tout allait céder devant lui : l'opposition était devenue son parti, les anciens défenseurs du gouvernement ne pouvaient faire autrement que de soutenir le fondateur de la Constitution et le plus éminent des hommes du Meiji. Les événements ne tardèrent pas à lui prouver qu'il se trompait. Les pairs se rallièrent autour du maréchal Yamagata et se montrèrent systématiquement hostiles à un cabinet, qui comprenait des hommes comme Hoshi, Hayashi et Kaneko. Le 19 décembre, le *Teikokutô*, le parti impérialiste, déclara qu'il ne comprenait pas les subtilités du marquis Itô, disant aux uns : « Je fais un ministère de parti » et aux autres : « Le programme de mon parti est qu'il ne doit pas y avoir de parti. » Pour eux la constitution du ministère Itô était une atteinte à la prérogative impériale.

Abandonné de ceux qui l'avaient soutenu pendant toute sa carrière, le marquis Itô se trouva à la merci des radicaux (*kenseitô*, *jiyûtô*), qui formaient encore la majorité du *Seiyûkai*. Ils le lui firent bien voir. Hoshi Tôru, qui avait perfectionné

(1) Les biographies, non encore données, le seront p. 782 et suiv.



LE GÉNÉRAL DUC KATSURA

son système de corruption pendant son séjour aux États-Unis, se mit à distribuer les places et les faveurs. L'opinion publique s'émut. En décembre 1900 Hoshi dut abandonner à Hara le ministère de l'intérieur, mais il réussit à se faire élire maire de Tôkiô; au printemps de 1901, Iba Sôtarô, un vieux samurai, marié, père de famille, qui avait fait une carrière honorable et occupé des postes importants, envoya une lettre ouverte aux journaux, où il déclarait que les abus du système organisé par Hoshi Tôru étaient devenus intolérables, puis il se rendit à l'Hôtel de Ville de Tôkiô, où se trouvait Hoshi, et le tua d'un coup de poignard; il fut condamné aux travaux forcés et plus tard gracié. Cette exécution, accomplie en quelque sorte suivant les vieux rites japonais, reçut l'approbation du peuple et le marquis Itô perdit beaucoup de sa considération pour avoir accueilli Hoshi dans son ministère.

La 15^e session de la Diète eut lieu du 25 décembre 1900 au 25 mars 1901. Le budget fut adopté sans difficulté. Mais les pairs repoussèrent toutes les autres mesures votées par la Chambre et l'empereur dut leur adresser un manifeste pour les prier de réfléchir.

Ce fut surtout après la fin de la session que le cabinet trahit sa faiblesse. En avançant en âge, Itô souhaitait de prendre dans son pays une place prépondérante; il voulait devenir comme un intermédiaire entre l'empereur et les autres ministres; il importait donc que le régime constitutionnel se développât, que, seul des hommes du Meiji, il pût

avoir une majorité à la Chambre et par suite qu'on évitât une guerre qui ramènerait au pouvoir Yamagata et le parti militaire. De plus, homme souple et d'esprit ouvert, qui avait dû son prestige à la hardiesse avec laquelle il avait imposé au Japon la civilisation européenne et à l'influence qu'il avait prise sur les représentants de l'Europe, Itô ne comprenait pas le nouveau Japon, qui pensait avoir trop emprunté à l'Europe, qui se sentait, avec son armée et sa marine, de force à parler haut au lieu de toujours obéir. Ces idées n'étaient pas celles des ministres de la Guerre et de la Marine, Kodama et Yamamoto, amis du maréchal Yamagata. De son côté, le ministre des Finances, Watanabe, était un élève du comte Matsukata et comme lui préoccupé surtout de ne pas laisser compromettre la sécurité des finances, il était opposé à tout gouvernement de parti et n'avait adhéré que malgré lui au *Seiyûkai*. Les *jiyûtô* lui étaient hostiles et s'étaient opposés à son entrée au ministère; il n'avait de bons rapports qu'avec Kodama et Yamamoto; ses autres collègues demandaient sa démission. En avril 1901 il déclara que l'échec de l'emprunt empêchait la réalisation de certains travaux publics prévus par le budget; les *seiyûkai*, qui avaient fait voter ces travaux pour assurer leur réélection, s'élevèrent violemment contre lui, ils auraient sans doute préféré qu'on affaiblît la défense nationale, mais Kodama et Yamamoto faisaient bonne garde autour de leurs ministères. On somma Watanabe de se retirer, il refusa; le 20 avril les cinq ministres qui apparte-

naient au *Seiyūkai* manifestèrent leur intention de le faire eux-mêmes si Watanabe prétendait conserver son portefeuille; le comité élu par l'assemblée du *Seiyūkai* demanda une entrevue à Itô pour lui imposer la retraite de Watanabe. C'était là pour le vieil homme d'État une juste punition de sa faiblesse et de son ambition; il ne voulut pas subir la honte d'obéir au comité d'un parti et préféra donner sa démission (2 mai). Le marquis Saionji, président du Conseil privé, prit la direction des affaires; l'interim dura un mois.

L'empereur réunit les *Anciens*. Inoue était favorable à Itô; les chefs de Satsuma, Saigô et Matsukata, ne voulaient plus se mêler des affaires; Yamagata souhaitait qu'Itô achevât de se compromettre. Les *Anciens* demandèrent donc à Itô de reprendre le pouvoir, Itô refusa. Inoue essaya de le suppléer, mais un cabinet Inoue, c'eût été un cabinet Itô moins le prestige et l'autorité du fondateur de la Constitution; Inoue ne put aboutir. Du reste le public était las des *Anciens* : tout en reconnaissant les services qu'ils avaient rendus dans le passé, on admettait qu'ils s'étaient usés aux affaires. Et le public était las de la rivalité de Satsuma et de Chôshû, de Hizen et de Tosa, plus las encore de celle d'Itô et de Yamagata, d'Itagaki et d'Ôkuma, des intrigues d'Inoue. L'empereur le comprit et, sur les conseils de Yamagata, demanda au général Katsura de former un ministère d'hommes nouveaux (26 mai 1901). 1910 marque donc une date dans l'histoire intérieure du Japon. De 1868 à 1901 les mêmes hommes l'avaient toujours gouverné;

sans doute, leurs rangs s'étaient éclaircis et, parmi ceux qui avaient survécu, les plus jeunes avaient pris le pas sur les plus vieux; chez jeunes et vieux l'esprit et le cœur s'étaient modifiés par l'effet de circonstances nouvelles, de l'âge et de l'exercice du pouvoir. Mais, dans l'ensemble, la politique de ceux qu'on avait appelés les *hommes du Meiji* avait témoigné d'une remarquable continuité. Après leur avoir été une force, cette continuité leur était devenue une faiblesse, parce qu'ils prétendaient appliquer leurs anciens procédés de gouvernement à un pays transformé et parce que, vieux, las, comblés d'honneurs et de gloire, qu'ils craignaient sur toute chose de compromettre, ils n'avaient plus le courage d'assumer les redoutables responsabilités qu'imposaient la violence des partis et les ambitions des puissances européennes.

III

Premier ministère Katsura (2 juin 1901-janvier 1906.)

Présidence du conseil....	Général (vicomte, puis comte) Katsura.
Affaires étrangères.....	Baron Sone. Baron Komura (novembre 1901).
Intérieur	Baron Uchimi (1). Général baron Kodama (juillet 1903).

(1) On trouve aussi l'orthographe : *Utsumi*. Uchimi est mort en janvier 1905.



LE COMTE HAYASHI A L'AMBASSADE DE LONDRES
OU IL SIGNA L'ALLIANCE ANGLO-JAPONAISE

Intérieur	Général Katsurá (septembre 1903). Vicomte Yoshikawa (février 1904). Baron Kiyoura (septembre 1905).
Finances.....	Baron Sone.
Guerre.....	Général Kodama. Lieutenant général Terauchi (novembre 1902).
Marine.....	Amiral baron Yamamoto.
Justice	Baron Kiyoura. Hatano Yoshinao (septembre 1903).
Instruction publique....	Baron Kikuchi. Général baron Kodama (juillet 1903). Kubota Yuzuru (septembre 1903). Général Katsura (décembre 1905).
Agriculture et Commerce.	Baron Hirata. Baron Kiyoura (juillet 1903).
Communications.....	Vicomte Yoshikawa. Baron Sone (juillet 1903). Oura Kanetake (septembre 1903).

Tous les ministres étaient fonctionnaires. Aucun n'appartenait au Parlement; les ministres titrés ne siégeaient pas à la Chambre des pairs.

Étaient originaires de Chôshû : Katsura, Sone, Kodama, Terauchi; de Satsuma : Yamamoto; Kiyoura était de Higo, Kikuchi de Mimasaka, Hirata de Yamagata, Yoshikawa d'Awa en Shikoku.

Plus tard entrèrent dans le cabinet Oura et Komura de Satsuma, Hatano de Hizen, Kubota de Tajima.

Le ministère renfermait quelques personnalités remarquables; celle du président du conseil les dominait toutes. Le général Katsura est l'homme le plus éminent que le Japon a produit depuis la Révolution et l'on peut penser que sa gloire l'emportera sur celle des fondateurs du nouveau régime. Né en 1847 dans le clan de Chôshû et samurai, Katsura Tarô fit toutes les guerres de la Restauration avec les troupes de son clan, puis fut nommé officier dans l'armée impériale; il étudia en Allemagne (1869-73), où il retourna comme attaché militaires (1875-78); il fit ensuite sa carrière au ministère; colonel, il accompagna Ôyama dans le voyage d'études de 1884-85; nommé major général en 1885, vice-ministre de la Guerre de 1886 à 1891 sous Ôyama, il fut le véritable organisateur de l'armée. Lieutenant général (1890), il prit en 1891 le commandement de la division de Nagoya, qu'il mena au feu dans la guerre contre la Chine (1894-95). De tous les généraux japonais, ce fut celui qui dans cette expédition montra le plus de talent : il passa l'hiver à Hai cheng, loin d'Ôyama, qui était à Port-Arthur, et de Nozu, qui était à Feng hwang cheng, et s'y maintint contre des forces énormément supérieures, grâce à une tactique toute napoléonienne, battant ses adversaires en détail et ne leur permettant jamais de se concentrer. Fortifié en février par la brigade de Nogi, envoyée de Port-Arthur, il chassa les Chinois de Mandchourie et

allait marcher sur Pe king quand l'armistice fut signé. Après avoir exercé en 1896 le gouvernement général de Formose, dont il assura l'organisation, il fut nommé général (1898) et ministre de la Guerre (janvier 1898-décembre 1900); c'est alors qu'il porta tous les services de l'armée à leur perfection. Il fut deux fois premier ministre de 1901 à 1906 et de 1908 à 1911. L'histoire de ses ministères devant nous occuper longuement, nous en signalerons seulement ici les événements capitaux, soit pour le premier : les deux traités d'alliance avec la Grande-Bretagne, la guerre contre la Russie, le protectorat de la Corée et le traité de 1905 avec la Chine; pour le second : la restauration des finances, la convention avec la Russie, l'annexion de la Corée. Vicomte en 1895, comte en 1902, marquis en 1907, duc en 1911, le général Katsura, qui est membre du conseil supérieur de la défense nationale et a reçu le grand ordre du mérite et le chrysanthème, est depuis septembre 1912 grand chambellan et gardien du sceau privé.

Petit et trapu, la tête militaire, la physionomie très intelligente, très énergique, autrefois les cheveux noirs plantés dru, aujourd'hui le front découvert et les tempes grisonnantes, gras, les traits courts, le nez régulier, le menton lourd et volontaire, les yeux noirs très perçants, sous la fine moustache la bouche dure accusée par les rides profondes, le général Katsura s'impose par un grand air de maîtrise et de décision. Longtemps il a cherché à se donner la tournure et les manières d'un officier allemand, il ne les a pas tout à fait

perdues aujourd'hui que, pour se concilier parlementaires et hommes d'affaires, il affecte de s'habiller en civil. C'est un homme d'un esprit et d'un caractère remarquables, et qui, sous l'air rude du soldat, est doué d'une finesse tout orientale; aussi n'a-t-il pas tardé à se mettre au courant des intrigues de la Chambre, il passe pour l'un des maîtres de la tactique parlementaire. Il n'est cependant populaire ni dans l'armée, qui lui reproche, très injustement d'ailleurs, de la sacrifier aux combinaisons de la politique, ni dans le peuple, à qui les journaux d'opposition l'ont présenté comme l'ennemi de toutes les libertés. En vérité, sa grandeur lui fait des jaloux; ce serait le cas en tous pays, ce l'est particulièrement dans le Japon confucianiste, où l'on n'admet pas que les triomphes de tout le peuple puissent être attribués à un seul homme. L'empereur Mutsuhito connaissait heureusement la valeur de son ministre, il savait qu'il pouvait compter sur lui, comme celui-ci savait qu'il pouvait compter sur son maître.

Pour mener à bien la grande œuvre qu'il rêvait, Katsura s'entoura d'hommes du premier ordre : Sone pour les finances, Kodama et Terauchi pour les affaires militaires, Yamamoto pour la marine; nous avons déjà donné leur biographie (1).

Il lui fallait avant tout un diplomate hors ligne; ce diplomate, il le trouva en la personne de Komura Jutarô : né en 1855 dans le Hiûga (clan de Satsuma), celui-ci avait fait ses études en Amé-

(1) Voir t. V, p. 341 et 373; t. VI, p. 644.

rique et sa carrière au ministère des Affaires Étrangères : chargé d'affaires à Pe king jusqu'en 1894, ministre à Seul en 1895-96, vice-ministre des Affaires Étrangères (1896-98), ministre à Washington (1898-1900), à Saint-Pétersbourg (1900), à Pe king pendant les négociations qui suivirent les crimes des *Boxers*. Ministre des Affaires Étrangères de 1901 à 1906, Komura signa les deux alliances anglaises et la paix de Portsmouth, puis, après avoir été ambassadeur à Londres de 1906 à 1908, de nouveau ministre des Affaires Étrangères (1908-1911), il négocia l'accord russo-japonais, fit, avec Katsura, l'annexion de la Corée et conclut les nouveaux traités de commerce. Baron en 1902, comte en 1907, marquis en 1911, il est mort au mois de novembre 1911, en laissant la réputation d'un diplomate tout à la fois prudent et hardi, conciliant et ferme, fin et précis.

Sans avoir la valeur exceptionnelle des hommes dont nous venons de parler, les autres collaborateurs de Katsura se recommandaient par leurs talents et leur caractère.

Hatano Yoshinao (1850) (baron en 1907), du Hizen, fit sa carrière dans la judicature et fut conseiller à la Cour de Cassation ; d'abord vice-ministre de la Justice, il devint ministre en 1903 et le resta jusqu'en 1906.

Kikuchi Dairoku (1855) (baron en 1902), de Mimasaka, étudia les mathématiques en Angleterre et les professa ensuite à l'Université de Tôkiô, dont il devint recteur. Il eut le portefeuille de l'Instruction publique de juin 1901 à juillet 1903.

Kubota Yuzuru (1847) (baron en 1907), de Takajima, fit toute sa carrière à l'Instruction publique, dont il fut vice-ministre, puis ministre.

Hirata Tosuke (1849) (baron en 1902), de Yamagata, fonctionnaire, fut ministre de l'Agriculture de 1901 à 1903, de l'Intérieur en 1908.

Oura Kanetake (1850) (baron en 1907), de Satsuma, préfet de plusieurs ken, puis préfet de police de Tôkiô, eut le portefeuille des Communications de 1903 à 1906, celui de l'Agriculture de 1908 à 1911.

Sous l'impulsion de ces hommes, encore jeunes et rompus aux affaires, sans avoir été comblés d'honneurs comme les vétérans du Meiji, la politique japonaise changea du tout au tout et devint vraiment digne d'un grand empire. Le général Katsura reprit le système dictatorial, que le cabinet Itô avait un moment interrompu, mais en s'élevant au-dessus des mesquines rivalités des clans; il déclara qu'il gouvernerait pour le pays sans s'inquiéter des partis. Cette déclaration produisit son effet : les *seiyûkai* se tinrent dans la neutralité et les progressistes d'Ôkuma commencèrent à négocier. Cependant personne ne croyait que le cabinet pût durer. Mais Katsura agissait résolument à l'extérieur.

La principale gloire du marquis Itô est d'avoir rédigé la Constitution; le mauvais succès qu'avait eu son établissement le chagrinait donc vivement et c'est pourquoi il n'avait pas hésité à prendre la direction du *Seiyûkai*; mais il comprenait que la ques-

tion extérieure primait toutes les autres depuis que les Russes établis en Mandchourie menaçaient la Corée : pour s'assurer le libre passage des détroits, n'avaient-ils pas voulu s'établir à Masanpo? le Japon ne pouvait le permettre; à moins qu'on arrivât à un arrangement la guerre était inévitable. Depuis 1900 il était question d'une alliance anglaise; le maréchal Yamagata, qui l'avait alors préparée, la souhaitait vivement et, sans doute, en d'autres circonstances le marquis Itô l'eût considérée comme le couronnement de sa politique, mais dans la situation présente contracter cette alliance, c'était rendre la guerre certaine, par suite faire du Japon une monarchie militaire à l'allemande, où lui-même n'aurait plus de rôle. Il obtint donc de l'empereur d'aller négocier en Europe; il visita Paris, Londres et Saint-Pétersbourg; il ne put s'entendre avec les conseillers du tsar et reprit chagrin la route de l'Asie. Au cours de son voyage une grande nouvelle le surprit, oserions-nous dire que ce fut désagréablement? Peut-être, car le marquis ne désespérait pas d'aboutir avec le temps; diplomate et oriental, il ne craignait pas de voir les choses traîner en longueur. Telle n'était pas l'opinion du maréchal Yamagata et du général Katsura, l'absence de leur rival leur avait laissé le champ libre; ils en avaient profité. Inquiet du voyage d'Itô, le cabinet de Saint-James s'était résolu à traiter; le gouvernement japonais accepta brusquement l'alliance offerte; Itô n'en apprit la conclusion qu'après coup. Le rôle prépondérant que jusqu'alors il avait tenu dans les conseils de son

maître était terminé; en Europe on ne le sut pas tout d'abord et l'on continua d'attribuer à ses actes une importance qui empêcha de comprendre la véritable politique du gouvernement japonais.

La nouvelle alliance, signée le 30 janvier 1902, fut accueillie avec enthousiasme. La Diète était alors réunie pour sa 16^e session (10 décembre 1901-10 mars 1902), sous la présidence de Kataoka et la vice-présidence de Motoda. Toute la Chambre se rallia pour un moment au ministère; Ôkuma lui-même se déclara prêt à voter les crédits demandés; il est vrai que les membres les plus avancés de son parti s'étaient séparés de lui en février 1900 pour fonder le club *Sanshi*. Le budget fut voté sans difficulté.

La Chambre était arrivée au terme de son mandat, c'était la première assemblée qui n'eût pas été dissoute : le ministère promit de ne pas intervenir dans les élections, qui commencèrent le 10 août 1902. Leur importance était considérable, car la loi libérale de 1900 et le relèvement des impôts avaient porté le nombre des électeurs de 500 000 à 983 193. On eut les résultats suivants :

<i>Progressistes (Sanshi club y compris)</i>	118 (ou 10½)
<i>Seiyūkai</i>	188 (ou 192)
<i>Impérialistes</i>	19 (ou 20)
<i>Indépendants</i>	50 (ou 59)

Les *seiyūkai* avaient la majorité absolue; on crut d'abord qu'Itô, connaissant la gravité de la situation extérieure, les empêcherait d'attaquer le ministère, mais son autorité était plus nominale que réelle et d'ailleurs son désir de reprendre le pou-

voir était d'autant plus vif qu'il sentait grandir la situation du général Katsura : il fit donc ce qu'il était accoutumé de faire dans les circonstances difficiles, il se retira dans sa villa pour y cultiver ses fleurs. Katô et quelques autres membres du *Seiyûkai* cherchaient à former un cabinet de coalition Itô-Ôkuma, pour qu'un vote presque unanime de la Chambre obligeât le cabinet à se retirer. La combinaison ne réussit pas et Itô prit le parti de laisser agir ses turbulents amis.

La Diète se réunit en décembre pour la 17^e session (9 décembre 1902-28 décembre 1902), sous la présidence de Kataoka et la vice-présidence de Motoda. Dès le début, la majorité *seiyûkai* se montra hostile à tous les projets du ministère, notamment à un nouveau relèvement de l'impôt foncier. Sous l'influence d'Itô, qui espérait voir reprendre les négociations de Katô, elle s'allia même avec les progressistes d'Ôkuma. Mais l'empereur montra sa ferme volonté de soutenir Katsura, la Chambre fut dissoute et le budget établi par décret.

Les élections commencèrent le 1^{er} mars 1903. Elles donnèrent de nouveau la majorité aux *seiyûkai* et trois cents sièges à la combinaison des deux partis d'opposition (*seiyûkai* et progressistes). Le 12 mai la Diète fut convoquée pour la 18^e session (12 mai-5 juin 1903). La Chambre élut pour président Kataoka et pour vice-président Sugita Teiichi (1851), un vieux libéral de l'Echizen. Le ministère déposa un projet de développement de la flotte. L'appui de Hayashi et d'une partie des *seiyûkai*, la neutralité des autres permirent qu'il fût voté.

Cependant la situation extérieure prenait une gravité exceptionnelle, par suite du refus de la Russie d'évacuer la Mandchourie. Les ultra-nationalistes accusaient le gouvernement de faiblesse; en juillet Tomizu Hiroto (1861), Tomii Masaakira (1858), Terao Tôru (1858), Kanai Noburu (1865-19..), Takahashi Sakue (1865), Nakamura Shingo (1870), Onozaka, tous professeurs à l'Université de Tôkiô, protestèrent auprès du ministre des Affaires Étrangères contre la direction donnée à la politique extérieure depuis dix ans. Le lieutenant général Kodama prit alors les deux portefeuilles de l'Intérieur et de l'Instruction publique, le baron Sone joignit les Communications aux Finances. En même temps, l'empereur, pour laisser plus de liberté à Katsura, nomma Itô et Yamagata au Conseil privé, dont Itô devint le président à la place de Saionji, qui prit la direction du *Seiyûkai*. Au mois de septembre, Kodama étant devenu sous-chef de l'état-major général, Katsura se chargea lui-même de l'Intérieur. Le prince Tokugawa, fils adoptif du dernier shôgun, venait de remplacer le prince Konoe à la présidence des Pairs.

La Diète se réunit pour sa 19^e session (10 décembre-11 décembre 1903), au milieu d'une agitation patriotique extraordinaire. Le président de la Chambre des députés, Kataoka, était mort, on lui donna pour successeur Kôno Hironaka. Né en 1849 à Fukushima (Chikuzen), c'était, comme Itagaki, un vieux révolutionnaire, qui avait été condamné à plusieurs années d'emprisonnement lors des troubles de sa province natale; membre

du Parlement depuis 1890, il avait tour à tour appartenu au parti radical (libéral) et au parti progressiste. Kônô rédigea de sa propre autorité un projet de mise en accusation des ministres comme coupables de trahison pour avoir cédé à toutes les prétentions de la Russie; il en donna lecture au début de la première séance et la Chambre fut aussitôt dissoute.

Cependant les négociations entamées avec la Russie n'aboutissaient pas; le marquis Itô mit tout en œuvre pour éviter la guerre, tandis que le maréchal Yamagata et le général Katsura sembleraient l'avoir désirée; leur rivalité explique le caractère incertain de la politique japonaise. Les prétentions des deux puissances ayant paru inconciliables, dans la nuit du 4 au 5 février les *Anciens* et les ministres résolurent de rompre les négociations. Le maréchal Yamagata a raconté cette séance émouvante : « Nous étions, a-t-il dit, décidés si la guerre éclatait et que nous fussions battus à ne jamais céder et à combattre jusqu'à ce qu'il ne restât rien de cet empire ». Itô, secondé sans doute par Inoue et Matsukata, parvint cependant à faire décider qu'on rappellerait l'ambassadeur sans déclarer la guerre. Le parti militaire résolut de s'établir en Corée avant les Russes, Itô fit restreindre l'intervention à la Corée, dans l'espérance que le tsar se désintéresserait de ce pays, ce qui serait sans doute arrivé. Mais l'envoi de troupes à Chemulpo ne pouvait se faire sans la protection de la flotte et la flotte était sous le commandement de Tôgô; au lieu de lui donner des ordres précis,

le ministère lui confia le mandat très vague de protéger les transports « par tous les moyens qu'il jugerait convenables ». Yamagata savait bien que si, simple capitaine de vaisseau en 1894, Tôgô n'avait pas hésité à commencer, contre les ordres du ministère, la guerre à lui tout seul, il oserait plus encore maintenant qu'il était commandant en chef et soutenu par le ministère. Tôgô osa; il comprit que le meilleur moyen de protéger les transports était d'attaquer la flotte russe à Chemulpo et à Port-Arthur; une seconde fois, il commença la guerre à lui tout seul. Le marquis Itô, irrité, se retira de nouveau dans sa villa. Peu après le maréchal Yamagata devenait chef d'état-major général en remplacement d'Ôyama, qui prenait le commandement de l'armée de Mandchourie.

Les élections eurent lieu le 1^{er} mars 1904; il y avait 757 788 électeurs, la réduction de l'impôt foncier en ayant diminué le nombre; 100 471 ne prirent pas part au vote, sans doute à cause de la mobilisation.

Voici quels en auraient été les résultats d'après le comte Ôkuma :

<i>Seiyûkai</i>	116
<i>Saikô Jiyûtô</i>	15
Progressistes (<i>Kenseihontô</i>).....	80
Impérialistes (<i>Teikokutô</i>).....	16
Indépendants.....	76

Le *yearbook* de 1906 donnait la composition de la Chambre en 1905 de la manière suivante :

<i>Seiyûkai</i>	149
<i>Saikô Jiyûtô</i>	36

<i>Progressistes</i>	96
<i>Daidô Club</i> (favorable au gouvernement) formé en 1905.	78
<i>Indépendants</i>	20
	<hr/> 379

Le *Seiyūkai* restait le parti le plus fort de la Chambre, mais il n'y avait plus la majorité absolue.

La 20^e session de la Diète eut lieu du 20 au 30 mars 1904. Les députés élurent pour président Matsuda Masahisa, du *Seiyūkai*, ancien ministre, et pour vice-président Minoura Katsundo (1854), progressiste, ancien directeur de *Hôchi*, ancien vice-ministre.

Pour la première fois depuis l'octroi de la Constitution l'empereur lut une adresse aux pairs et aux députés; d'une voix basse mais ferme et portant dans toute la salle, il s'exprima ainsi :

Nous, par la présente, ouvrons notre Diète impériale et nous adressant à chaque membre et à tous les membres de la Chambre des pairs et de celle des députés, nous annonçons avec une haute satisfaction que nos relations avec les puissances qui ont avec nous des traités grandissent sans cesse en cordialité et en bonne entente. Animés d'un sincère désir de maintenir une paix permanente en Extrême-Orient, notre gouvernement, par notre ordre, est entré en négociations avec la Russie, mais nous regrettons que par le manque de sincérité de la Russie dans ses professions pacifiques, nous ayons été contraint d'en appeler aux armes et, après avoir pris cette mesure, nous ne pouvons hésiter jusqu'à ce que l'objet de guerre soit atteint.

Nos forces, en présence de fatigues et de privations exceptionnelles, témoignent actuellement de leur loyauté et de leur inébranlable valeur et nous espérons que tous

nos sujets coopéreront dans une unité parfaite à accroître la gloire de l'Empire. Nous comptons que, selon notre désir, vous remplirez le devoir qui vous incombe et donnerez une approbation cordiale aux projets de loi que la situation rend spécialement urgents et que nous avons ordonné à nos ministres d'État de vous soumettre.

Les membres de la Diète étaient restés inclinés jusqu'à la fin de l'adresse. Le président des pairs, s'avancant alors vers le trône, reçut l'adresse des mains de l'empereur, qui, après avoir salué, quitta la salle et rentra au palais. La seconde Chambre nomma une commission chargée de rédiger une réponse à l'adresse. En voici la teneur :

Nous, humbles serviteurs de Votre Majesté, membres de la Chambre des députés, nous exprimons respectueusement notre gratitude pour la démarche gracieuse faite par Votre Majesté en ouvrant la Diète impériale, aussi bien que pour les paroles à nous adressées par Votre Majesté. Cet empire s'est invariablement efforcé de maintenir la paix en Extrême-Orient, mais la Russie, qui manque de sincérité dans ses protestations pacifiques, a violé son traité avec la Chine et ses déclarations répétées aux puissances. Nous sommes extrêmement satisfaits que Votre Majesté ait déclaré la guerre, nos armées obtiennent des victoires répétées, ces succès sont dus uniquement à l'intercession de Votre Majesté. Ce sera l'objet de nos constants efforts d'apporter à l'exercice de nos fonctions législatives le plus grand soin et la plus grande circonspection, afin que les augustes instructions de Votre Majesté puissent être obéies, et que nous répondions à l'importante confiance mise en nous par la nation. — Matsuda Masahisa, président de la Chambre des représentants, avec profond respect et humilité, présente cette réponse.

La Chambre des pairs ayant remis une réponse semblable, le 23 mars la Chambre basse écouta trois importants discours du comte Katsura, du baron Komura et du baron Sone. Le 29 mars la Diète avait voté le projet du gouvernement sur l'extension du service dans la réserve et le programme financier; la session fut close.

Dans la 21^e session de la Diète (30 novembre 1904-28 février 1905), où Matsuda conserva la présidence et Minoura la vice-présidence, le gouvernement fit voter un second programme d'augmentation des impôts applicable depuis 1905.

Les victoires de Mukden et de Tsushima d'une part, et d'autre part les lourdes charges que la guerre imposait firent désirer aux conseillers impériaux qu'une médiation étrangère mît fin au conflit; aussi accueillirent-ils avec joie celle des États-Unis. Itô s'était toujours opposé à la guerre, Inoue et Matsukata craignaient, pour les finances et l'état économique, les conséquences d'une prolongation des hostilités. Sans doute Yamagata et Katsura auraient voulu un succès plus décisif; mais le parti militaire lui-même hésitait à la marche sur Kharbin; les attachés militaires étrangers rapportent que, après Mukden, l'opinion générale dans les états-majors japonais était qu'il n'y aurait plus d'opération importante et le maréchal Yamagata a dit que les ministres et les *Anciens* avaient été unanimes pour accepter les conditions définitives de la paix.

Dès qu'on apprit l'ouverture des négociations, l'union qu'avait faite le patriotisme disparut et

tous les partis, même le *Seiyūkai*, n'eurent plus qu'une pensée : empêcher que le général Katsura, grandi par ses succès, n'établît définitivement la dictature. Aussi vit-on ces mêmes gens qui avaient toujours attaqué l'armée, repoussé les crédits militaires, accusé les généraux d'incapacité, déclarer que les succès de ces mêmes généraux justifiaient toutes les prétentions du Japon et réclamer des conditions de paix qu'ils savaient impossibles. Le peuple, qui ne savait rien des forces de la Russie et de la situation diplomatique générale, les crut de bonne foi, si bien que, quelques conditions que rapportât le baron Komura, il était certain que le peuple les accueillerait mal. Quelle ne fut donc pas son indignation quand fut connu et d'ailleurs mal compris le traité de Portsmouth (que nous analyserons dans le Livre IV) !

A Tôkiô l'excitation, sensible dès le 1^{er} septembre, s'accrut tellement pendant les jours suivants que le 5, après une réunion au parc de Hibiya, la foule en délire chargea la police, attaqua l'hôtel du ministre de l'Intérieur, la maison privée du général Katsura, les bureaux de *Kokumin Shimbun*, le seul journal favorable au ministère, dont le directeur, Tokutomi Iichirô, un écrivain bien connu, autrefois radical, dut se faire garder par des sôshi ; plusieurs postes de police furent incendiés. C'était compter sans le général Katsura ; il fit charger la police sabre au clair, arrêter trois députés : Kôno, ancien président de la Chambre, Otake, Ogawa, et beaucoup d'agitateurs. Le 6 pourtant la situation empira, on brûla de nouveaux postes de police et

douze tramways; de nombreuses personnes furent tuées ou blessées dans les luttes entre les agents et les protestataires. Le ministère fit signer par l'empereur une ordonnance de répression, qui fut le même jour enregistrée par le Conseil privé; le conseil municipal réuni à la hâte protesta contre cette mesure. Le 7 l'état de siège fut proclamé à Tôkiô; trois journaux furent suspendus : *Yorozu*, *Miyako* et *Niroku*; le lendemain ce furent *Jimmin* et *Nippon*; on arrêta la circulation des tramways et plus de soixante-dix endroits de la ville durent être occupés militairement; le 10, on destitua le préfet de police et on le remplaça par le préfet du Nagano, Seki, un homme connu pour son énergie. En tout 471 hommes de la police et 558 émeutiers avaient été blessés, plusieurs succombèrent à leurs blessures. Le 16, le vicomte Yoshikawa quitta le ministère de l'Intérieur, dont l'intérim fut confié au ministre de l'Agriculture, baron Kiyoura. Bientôt l'agitation s'étendit à tout le Japon; le 9, on suspendit beaucoup de journaux provinciaux; le 12, un meeting tenu à Yokohama dut être dispersé par la troupe.

Ces mesures énergiques rétablirent l'ordre; le 20, la réunion publique d'Ueno se termina sans incidents. Le mouvement de protestation prit alors une autre forme; le 21, six professeurs de l'Université de Tôkiô, Takebe, Tomizu, Kanai, Terao, Okada (1868), Nakamura adressèrent une pétition à l'empereur pour le prier de refuser sa ratification au traité, leur exemple fut suivi le 25 par le comité de l'*Union contre la paix*; il est inutile

d'ajouter que les protestataires se gardaient d'indiquer les conditions de paix qui leur semblaient réalisables; deux cents autres pétitions arrivèrent à la Cour avant le 28. Cependant l'annonce de la nouvelle alliance avec la Grande-Bretagne (27 septembre), la visite solennelle de l'escadre britannique (6-13 octobre) calmèrent l'opinion publique; dès le 4, le Conseil privé, en approuvant le traité, put lever l'état de siège à Tôkiô. Le 14 octobre le traité fut ratifié.

L'empereur fit à son peuple la proclamation suivante.

Nous avons toujours considéré comme un principe fondamental de notre politique internationale de maintenir la paix en Orient et d'assurer la sécurité de notre empire. La poursuite de ce but élevé a toujours dicté notre conduite; mais l'année dernière la nécessité de défendre notre propre existence nous a malheureusement contraint à entrer en guerre avec la Russie.

Depuis le commencement de la guerre, notre armée et notre marine ont amplement assuré la défense du pays à l'intérieur et ont supporté des privations de toutes sortes dans la campagne à l'étranger. Elles ont aussi remporté de glorieux succès.

Nos fonctionnaires civils, de concert avec notre Diète, se sont acquittés de leurs devoirs conformément à notre volonté.

Toutes les mesures nécessaires à la conduite de la guerre, comme aussi à celle des affaires intérieures et extérieures, ont été prises. La situation exigeait que notre peuple fût frugal et prudent. Il a supporté de bon cœur le fardeau des dépenses nationales et a généreusement contribué aux frais de la guerre, en prêtant

ainsi son concours unanime au maintien du prestige et de la dignité de l'État.

Ce résultat est dû en grande partie aux esprits de nos ancêtres ainsi qu'au dévouement de nos fonctionnaires civils et militaires et au patriotisme et à l'abnégation de tous.

Après vingt mois de guerre, la situation de l'empire et les intérêts du pays se trouvent consolidés, et, comme nous n'avons jamais montré de défaillance dans notre désir que la paix soit maintenue, il est contraire à notre volonté que notre peuple soit soumis sans nécessité aux horreurs de la guerre. Aussi lorsque le président des États-Unis, dans l'intérêt de la paix et de l'humanité, suggéra aux gouvernements de la Russie et du Japon de s'entendre sur des conditions de paix, appréciant pleinement sa bonté et sa bonne volonté, nous avons accepté sa suggestion et au moment convenable nous avons désigné des plénipotentiaires chargés de conférer avec les plénipotentiaires de la Russie. Les plénipotentiaires des deux puissances s'étant réunis et ayant conféré fréquemment, les plénipotentiaires russes ont accepté celles des propositions de nos plénipotentiaires qui étaient essentielles, c'est à-dire celles qui avaient pour objet le but poursuivi par la guerre et le maintien de la paix en Orient. Ils ont ainsi manifesté la sincérité de leur désir de conclure la paix. Nous avons examiné les conditions convenues entre les plénipotentiaires, et, les ayant jugées en conformité entière avec notre volonté, nous les avons acceptées et ratifiées.

Ayant ainsi obtenu la paix et la gloire, nous sommes heureux d'invoquer la bénédiction des esprits de nos ancêtres et d'être en mesure de léguer le fruit de ces hauts faits à notre postérité.

Notre plus ardent désir est d'en partager la gloire avec notre peuple et de jouir pendant longtemps des bienfaits de la paix avec toutes les nations. La Russie est de nouveau l'amie du Japon et nous désirons sincé-

rement que les relations de bon voisinage maintenant rétablies deviennent intimes et cordiales.

A notre époque de progrès ininterrompus on doit faire des efforts incessants pour améliorer l'administration des affaires de la nation, tant intérieures qu'extérieures, tandis que l'efficacité [de notre organisation] militaire doit être maintenue dans toute sa force, même en temps de paix. Nous devons nous efforcer maintenant d'atteindre au succès dans le domaine de la paix, de sorte que la prospérité de la nation puisse être rendue égale à sa puissance, et son progrès permanent assuré.

Nous mettons fortement nos sujets en garde contre toute manifestation de vaine fierté et nous leur ordonnons de se livrer à leurs occupations ordinaires et de faire tous leurs efforts pour consolider l'empire.

Le 17 octobre, jour où l'empereur adressait ses félicitations à l'armée et à la marine, l'amiral Tôgô remerciait solennellement, dans les sanctuaires de l'Ise, la déesse Amaterasu et les ancêtres impériaux des succès accordés aux troupes; le 22, il faisait son entrée triomphale à Tôkiô; le lendemain l'empereur passait à Yokohama la revue de la flotte victorieuse. Le 5 novembre on honora dans le Shôkonsha les soldats morts à la guerre et devenus les dieux de la patrie. Le 16 l'empereur se rendait lui-même dans l'Ise pour annoncer solennellement aux dieux ses ancêtres la conclusion de la paix.

Ces cérémonies, en réveillant l'esprit religieux de la masse, achevèrent de la rendre soumise aux volontés impériales; que de consolations d'ailleurs pour son patriotisme! les légations de la Grande-

Bretagne et des États-Unis élevées au rang d'ambassades (3-12 novembre), la Corée soumise au Japon par le traité du 18 novembre, le marquis Itô mis auprès du souverain de ce pays comme un gardien et un maître avec le titre de résident général, enfin le Kan tung cédé au Japon par la Chine (22 décembre).

Le peuple se calma si vite que, dès le 29 novembre, on put rapporter l'ordonnance établissant des mesures coercitives, mais les partis politiques ne désarmaient pas, ils craignaient sur toutes choses la prolongation de la dictature Katsura. Le 19 décembre leur irritation s'accrut du résultat des poursuites intentées pour les troubles de septembre : si Yamada et Hosono furent acquittés, Otake et Kôno furent condamnés. Une opposition d'un autre genre avait pour centre l'Université de Tôkiô. Le 3 décembre le ministère avait destitué, pour l'affaire de la pétition remise par les professeurs en septembre, le recteur, Yamakawa Kenjirô (un physicien connu) (1854) et l'avait remplacé par le doyen de la faculté d'agriculture, Matsui Naoki-chi. Le lendemain et le surlendemain cinq professeurs avaient donné leur démission et, le 8, 190 professeurs ou chargés de cours avaient protesté contre la destitution de Yamakawa. Le 14, le général Katsura relevait donc de ses fonctions son collègue de l'Instruction publique, Kuboto, et prenait lui-même ce ministère; Matsui fut remplacé comme recteur par Hamao Arata, qui avait déjà été recteur (1893-97), puis ministre.

Cependant il devenait nécessaire de convoquer

le Parlement et de lui soumettre le nouveau programme d'expansion militaire et navale que venait d'arrêter le ministère. Le général Katsura pensa qu'une nouvelle campagne de luttes parlementaires et de dissolutions était dangereuse pour le pays : le 19 décembre il fit venir le marquis Saionji, chef du *Seiyūkai*, et lui demanda de prendre l'engagement de continuer la même politique extérieure, de faire voter le second Programme *Post-Bellum* et d'accueillir dans le nouveau cabinet un certain nombre de membres du parti Katsura-Yamagata. Le marquis ayant souscrit à ces conditions, il fut convenu que le général lui céderait le pouvoir; on attendit la signature du traité avec la Chine et la fin des fêtes du jour de l'an. Aussitôt après le général remettait sa démission à l'empereur (janvier 1906).

Comme le traité de Shimonoseki, le traité de Portsmouth marque dans l'histoire intérieure, de même que dans l'histoire extérieure, la fin d'une période; aussi courte que la période 1890-95, la période 1896-1905 est également décisive. Nous avons donné pour le trait distinctif de la première le désir chez Mutsuhito et chez les hommes du Meiji d'éduquer le pays aux libertés concédées par la Constitution, par suite de les respecter malgré les écarts d'un Parlement sans expérience, et c'est pourquoi nous avons résumé l'histoire de cette période sous le titre d'Essai d'un régime libéral. Pour le trait distinctif de la seconde période nous

avons au contraire donné la ferme volonté chez l'empereur et chez ses conseillers, pressés par les difficultés extérieures, d'imposer au Parlement et au pays le Programme *Post-Bellum*, fût-ce au détriment de ces mêmes libertés, d'abord scrupuleusement respectées, et c'est pourquoi le titre qui convient à cette seconde période est celui d'Essai d'un régime dictatorial. L'une et l'autre périodes se terminent par une grande guerre, qui achève une transformation rapide du pays, mais en 1906 cette transformation est plus profonde encore qu'en 1896 : à la place des hommes de Meiji disparus ou condamnés à la retraite, nous trouvons donc comme chefs du gouvernement et de l'opposition des hommes nouveaux, s'inspirant d'idées nouvelles, les idées qui conviennent à un peuple modernisé, enrichi, unifié, grandi par la victoire et menacé par la jalousie des autres peuples.

TROISIÈME PÉRIODE

LA POLITIQUE INTÉRIEURE DEPUIS LA FIN
DE LA GUERRE CONTRE LA RUSSIE. — ESSAI
DE CONCILIATION DU RÉGIME DICTATORIAL
ET DU RÉGIME LIBÉRAL.

INTRODUCTION

LE SECOND PROGRAMME « POST-BELLUM »
ET LE JAPON DEPUIS LA GUERRE DE 1904-05

A. — LE SECOND PROGRAMME « POST-BELLUM »

I

Sagement ambitieux comme ils l'ont toujours été, l'empereur et ses conseillers ne montrèrent, après les périls et les triomphes de la guerre contre la Russie comme après ceux de la guerre de Chine, ni jactance ni fatigue, ils ne voulurent voir dans leurs victoires que le début d'une étape nouvelle dans l'œuvre de transformation du pays; ils rédi-

gèrent donc un second Programme *Post-Bellum*, destiné à permettre au pays de franchir cette étape.

Devenu l'une des premières puissances du monde, le Japon devait d'abord, et avant tout, se mettre en mesure de conserver un rang si laborieusement conquis contre les jalousies qu'avaient provoquées ses succès. Il fut donc décidé d'augmenter l'armée et la marine. Nous avons déjà parlé dans le chapitre consacré à la défense nationale des principales réformes accomplies de 1906 à 1908; l'état présent de l'armée et de la flotte japonaises sera donné à la fin de cet ouvrage.

Voici de quelle manière les réformes accomplies influencèrent les finances.

Le budget de la Guerre pour 1906-1907 se présentait de la manière suivante.

Dépenses ordinaires :

Ministère.....	331 643
Dépenses de l'armée.....	52 584 173
Gendarmes.....	740 422
Temple du Shôkonsha.....	7 550
	<hr/>
	53 663 788

Dépenses extraordinaires :

Forts.....	1 662 300
Relevés.....	316 173
Constructions, réparations.....	2 037 996
Dépenses pour la formation des nouvelles divisions.....	33 294 117
Entretien des troupes en Mandchourie, en Corée et à Karafuto.....	11 825 730
Réparations.....	8 710 184
Divers.....	106 880
	<hr/>
	57 953 380

TOTAL GÉNÉRAL..... 111 617 168

Le budget de la Marine pour 1907-1908 se divisait ainsi :

Dépenses ordinaires :

Ministère.....	158 703
Flotte, etc.....	33 255 992
	<hr/>
	33 414 695

Dépenses extraordinaires :

Constructions.....	10 401 094
Arsenaux.....	1 119 457
Mines de charbon.....	298 670
<i>Emergency outlay</i>	25 000 000
Exposition de James Town.....	523 614
<i>Maintenance of the fleet</i>	10 939 586
Divers.....	785 103
	<hr/>
	49 067 524
	<hr/>
TOTAL GÉNÉRAL.....	82 482 219

Les ressources extraordinaires du budget de la Marine sont fournies par trois fonds : les sommes non dépensées du fonds créé par le troisième projet d'expansion voté en 1903, projet qui ouvrait un crédit de 115 millions de yen à dépenser jusqu'en 1911-12; le fonds dit *Emergency outlay*, créé par le projet de réfection de la flotte décidé en 1905, soit 175 millions de yen à dépenser jusqu'en 1914; le fonds dit *Maintenance of the fleet*, créé par le projet voté en 1906, soit 76,5 millions de yen à dépenser jusqu'en 1914.

Les progrès accomplis par les grandes marines du monde ont rendu nécessaire l'élaboration d'un nouveau projet, qui sera peut-être voté en 1913.

Après avoir assuré au Japon son rang de grande puissance militaire, le second Programme *Post-Bellum* voulait lui assurer son rang de grande puissance économique. Il comprenait donc une série de réformes et de travaux à exécuter dans le domaine des voies et communications, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, entre autres le rachat des chemins de fer (le 27 mars 1906), que nous avons étudié ailleurs.

Enfin, avec leur vision très nette qu'aucun progrès matériel n'est possible que par un progrès moral, avec leur idée confucianiste que tout progrès moral doit provenir de l'État, l'empereur et ses conseillers firent une large part dans le second Programme *Post-Bellum* à l'instruction publique : on créa deux nouvelles Universités, on développa les anciennes, on donna une grande extension à l'enseignement secondaire, on rendit l'instruction publique obligatoire pour les filles comme pour les garçons, on développa l'enseignement professionnel, qui compte aujourd'hui 400 000 élèves.

Tel est le second Programme *Post-Bellum*, égal au premier; encore une fois l'exemple du Japon veut être signalé : rarement ou peut-être jamais un gouvernement n'a montré une conscience aussi nette des qualités et des défauts que lui avaient révélés des dangers redoutables victorieusement écartés, un sentiment aussi juste de sa situation militaire, politique et économique, une ambition aussi hardie, aussi tenace et en même temps aussi prudente, aussi réfléchie, aussi pratique dans le

choix des moyens, aussi méticuleuse dans leur application.

II

L'exécution du second Programme *Post-Bellum* présentait, il est vrai, de tout autres difficultés que celles du premier. Pour mener à bonne fin le programme de 1895, le gouvernement avait, outre le milliard de l'indemnité chinoise, la faculté d'emprunter à l'intérieur, où il avait peu emprunté, et à l'extérieur, où il n'avait pour ainsi dire pas emprunté, la faculté aussi de relever tous les impôts, qui étaient alors peu considérables.

En 1905 le gouvernement, qui devait d'ailleurs combler le déficit énorme laissé par la guerre, ne disposait d'aucune indemnité; il avait au cours des hostilités emprunté des sommes colossales et levé des impôts écrasants.

Nous allons étudier simultanément la politique financière de la guerre et celle du Programme *Post-Bellum*.

Nous commencerons par les impôts et les budgets, et nous donnerons le plan général des nouveaux impôts avant d'en montrer l'effet sur les budgets.

Le premier relèvement des impôts eut lieu par vote de la Diète en mars 1904. Cette réforme, applicable dès la même année, comprenait d'une part l'établissement du monopole de la manufacture du tabac, d'autre part la création de taxes spéciales

extraordinaires : était relevé le taux de l'impôt foncier, de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur les boissons et de toutes les autres taxes déjà existantes; étaient frappés d'un droit nouveau les étoffes tissées et le pétrole (exonéré depuis la fin de la guerre).

Dans la Diète de 1905 le gouvernement fit voter un second programme d'augmentation des impôts, applicable aussitôt. Toutes les taxes précédemment votées étaient surélevées. Étaient créés le droit de timbre sur les chèques, le droit sur la poudre d'or des sablonnières, une taxe sur les voyageurs; étaient établis des droits de succession; était créé et mis à exécution le monopole du sel marin.

Nous avons déjà traité de tous ces impôts dans le chapitre consacré aux finances. Nous nous bornerons donc à rappeler que l'impôt foncier fut porté sur les terrains bâtis de 2,5 0/0 à 20 0/0 du capital, sur les terres arables de 2,5 0/0 à 5,5 0/0, sur les terres non arables de 2,5 0/0 à 3 0/0 (taux qu'explique l'énorme plus-value des terrains depuis l'évaluation faite au lendemain de la Révolution); que l'impôt sur le revenu fut élevé de 2,5 à 4,5; 5; 8,25; 12,50 0/0 pour les différentes catégories des personnes civiles; de 5,5 à 20,35 0/0 pour les revenus privés supérieurs à 100 000 yen; de 5 à 17 0/0 pour les revenus privés supérieurs à 50 000 yen et ainsi de suite. Tous ces impôts, fors l'impôt sur le revenu, ont été abaissés de 1908 à 1911, notamment l'impôt foncier (1).

(1) Voir pp. 83 et suiv.

Dans l'étude des budgets nous distinguerons trois périodes.

La première est celle des budgets de la guerre, qui ne présentent qu'un intérêt relatif, puisqu'il avait été créé un compte spécial de la guerre.

Budget de 1904-05.

Recettes : 327 466 936 yen, dont 299 142 129 de recettes ordinaires et 28 324 807 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 277 055 682 yen, dont 126 963 789 de dépenses ordinaires et 150 091 893 de dépenses extraordinaires.

L'ensemble des impôts passait de 146 millions (en chiffres ronds) à 194 362 563; l'impôt foncier de 46 millions à 60 939 781; l'impôt sur le revenu de 8 millions à 14 369 933; l'impôt sur les boissons de 53 millions à 58 751 602, etc.

Budget de 1905-06.

Recettes : 535 256 392 yen, dont 398 301 742 de recettes ordinaires et 136 954 650 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 420 741 205 yen, dont 156 681 402 de dépenses ordinaires et 264 059 803 de dépenses extraordinaires.

Total des impôts : 251 275 170 yen. Impôt foncier : 80 473 022. Impôt sur le revenu : 23 278 377. Boissons : 59 576 142. Monopoles du camphre : 743 579; du sel : 11 998 012; du tabac : 33 602 058 (contre 27 millions l'année précédente, 14 en 1903-04).

Les recettes extraordinaires étaient surtout fournies par l'emprunt (73,9 millions).

La seconde période est celle des budgets du ministère Saionji : encouragé par la prospérité factice qu'avaient causée les emprunts et les commandes de l'État au cours de la guerre, comme aussi par l'activité des transactions dans le monde en 1906-07, ce ministère voulut, malgré les lourdes charges de la guerre, réaliser intégralement le Programme *Post-Bellum* ; aussi ses budgets sont-ils énormes et, il faut bien l'avouer, hors de proportion avec la situation économique du Japon.

Budget de 1906-07.

Recettes : 530 447 807 yen, dont 444 898 251 de recettes ordinaires et 85 549 555 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 464 275 583 yen, dont 339 954 234 de recettes ordinaires et 124 321 350 de recettes extraordinaires.

Total des impôts : 283 468 858 yen. Impôt foncier : 84 637 498. Impôt sur le revenu : 26 348 739. Impôt sur les boissons : 78 406 323. — Monopole du tabac : 35 607 902.

Budget de 1907-08.

Recettes : 857 083 817 yen, dont 492 287 037 de recettes ordinaires et 364 796 780 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 602 400 959 yen, dont 398 568 105 de dépenses ordinaires et 203 832 854 de dépenses extraordinaires.

Total des impôts : 315 983 415 yen. Impôt foncier : 84 973 927. Impôt sur le revenu : 27 291 875. Boissons : 78 406 323. — Tabac : 35 607 902.

Les recettes extraordinaires étaient surtout fournies par 212,7 millions de virements du compte spécial de la guerre.

Budget de 1908-09.

Recettes : 794 937 260 yen, dont 509 862 986 de recettes ordinaires et 285 074 274 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 636 361 093 yen, dont 409 245 922 de dépenses ordinaires et 227 115 171 de dépenses extraordinaires.

Total des impôts : 322 636 051 yen, dont : Impôt foncier : 85 418 391. Impôt sur le revenu : 32 144 098. Boissons : 83 590 684. — Tabac : 49 304 568.

Les recettes extraordinaires étaient presque entièrement fournies par 254,6 millions de virements de l'exercice précédent.

La troisième période est celle où le ministère Katsura, effrayé du danger que faisait courir à la fortune publique un tel surcroît de dépenses en pleine crise causée par l'abus de la spéculation et le contre-coup de la crise américaine de 1907, décida de retarder l'exécution d'une partie du Programme *Post-Bellum*.

Budget de 1909-10.

Recettes : 677 546 278 yen, dont 483 242 169 de recettes ordinaires et 194 304 109 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 532 893 635 yen, dont 394 193 137 de dépenses ordinaires et 138 700 498 de dépenses extraordinaires.

Total des impôts : 323,4 millions, dont : Impôt foncier : 85,6 millions. Impôt sur le revenu : 32,8 millions. Boissons : 91,4. — Tabac : 47,2.

Budget de 1910-11.

(Chiffres non encore apurés par la Cour des Comptes.)

Recettes : 672 873 778 yen, dont 491 331 327 de recettes ordinaires et 181 542 451 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 569 154 028 yen, dont 412 009 179 de dépenses ordinaires et 157 144 848 de dépenses extraordinaires.

Budget de 1911-12.

(Chiffres provisoires.)

Recettes : 573 996 997 yen, dont 496 716 457 de recettes ordinaires et 77 280 540 de recettes extraordinaires.

Dépenses : 573 996 997 yen, dont 414 205 662 de dépenses ordinaires et 159 791 335 de dépenses extraordinaires (1).

(1) Budget de 1912-13 (Chiffres provisoires.)

(Ministère Saionji)

Recettes : 575 976 995 yen, dont 502 597 196 (ordinaires) et 73 379 799 extraordinaires.

Dépenses : 575 976 995 yen, dont 412 073 863 (ordinaires) et 163 903 132 (extraordinaires).

III

Nous passerons maintenant à l'étude des emprunts.

Nous commencerons par ceux qui furent émis au cours de la guerre.

Emprunts intérieurs (obligations du Trésor).

DATES		MONTANT	PRIX D'ÉMISSION	TAUX D'INTÉRÊT	TERME de REMBOURSEMENT
1 ^{re} émission.	Février-mars 1904.	96 977 575	95	5 0/0	Fin de 1908.
2 ^e émission.	Mai-juin 1904 ...	98 876 650	92	5 0 0	Fin de 1910.
3 ^e émission	1905	77 480 725	92	5 0 0	Fin de 1911.
4 ^e émission.	Mars 1905	99 790 575	90	6 0 0	Août 1912.
5 ^e émission	Avril 1905	99 936 150	90	6 0 0	Octobre 1912.

La 4^e et la 5^e émissions furent remboursées de mars à août 1906 par l'emprunt 4 0/0 en livres sterling de novembre 1905 (dont nous parlerons plus loin). La 1^{re} émission a été remboursée en 1908, soit en espèces, soit par l'échange des obligations contre des titres de l'*Emprunt national 5 0/0 pour la consolidation des obligations du Trésor* (dont nous parlerons plus loin). La 2^e émission a été rachetée par tirages au sort (1909-10); la 3^e l'est progressivement (1910-12).

Deux autres emprunts intérieurs, bien qu'émis

depuis la guerre, doivent être comptés cependant au nombre des emprunts de guerre.

Le premier (*emprunt spécial du Japon 5 0/0*), de 199 671 600 yen à 5 0/0, fut émis en février 1906 au cours de 95 yen pour 100 yen; il était remboursable en vingt-cinq ans à partir de la 6^e année qui suivrait l'émission; il devait solder les dernières dépenses de la guerre.

Le second emprunt consiste en bons distribués à titre de récompense pour services rendus pendant la guerre, dont le montant s'élevait en mars 1909 à 110 735 400 yen.

Emprunts extérieurs.

Dix millions de livres sterling à 6 0/0, émis en mai 1904 à Londres et à New-York (au prix de £ 93 10^s pour la valeur nominale de £ 100), emprunt remboursable le 5 avril 1911, convertible le 5 avril 1907 et gagé sur les recettes des douanes.

Douze millions de livres sterling à 6 0/0, émis en novembre 1904 dans les mêmes villes et sous les mêmes conditions.

(Ces deux emprunts ont été remboursés en 1907, au moyen de l'emprunt 5 0/0 de 1907 (dont nous parlerons plus loin).

Trente millions de livres sterling à 4 1/2 0/0 (émis en mars 1905 à Londres et à New-York, au prix de £ 90 pour la valeur nominale de £ 100), emprunt remboursable en quinze ans par tirages au sort du 14 février 1910 au 15 février 1925 et gagé sur les profits nets du monopole des tabacs.

Trente millions de livres sterling à 4 1/2 0/0 (émis

en juillet 1905 à Londres, à New-York et en Allemagne au prix de £ 90 pour la valeur nominale de £ 100), emprunt remboursable en quinze ans par tirages au sort du 9 juillet 1910 au 10 juillet 1925 et gagé sur les profits nets du monopole des tabacs, l'emprunt précédent conservant cependant la priorité.

*
* *

Nous traiterons maintenant des emprunts émis depuis la guerre pour permettre le rachat ou la conversion des emprunts de guerre.

Emprunts extérieurs.

Vingt-cinq millions de livres 4 0/0 (émis à Londres, Paris, New-York et en Allemagne, en novembre 1905, au taux de £ 90 pour £ 100 de valeur nominale), emprunt remboursable par tirages au sort du 1^{er} janvier 1921 au 1^{er} janvier 1931. (Cet emprunt a servi à rembourser la 4^e et la 5^e émissions d'obligations du trésor.)

Vingt-trois millions de livres 5 0/0 (émis à Londres et à Paris en mars 1907, au taux de £ 99 10^s pour £ 100 de valeur nominale), emprunt remboursable par tirage au sort du 12 mars 1922 au 12 mars 1947. (Cet emprunt a servi à rembourser les emprunts 6 0/0 en livres de mai et novembre 1904.)

Quatre cent cinquante millions de francs 4 0/0 (émis à Paris en 1910, au taux de 95,50 0/0), emprunt amortissable en cinquante ans à partir de 1920. (Cet emprunt est destiné à racheter les rentes

intérieures placées à l'étranger et pour le reste le 5 0/0 intérieur.)

Onze millions de livres 4 0/0 (émis à Londres en 1910, au prix de £ 95 pour £ 100 de valeur nominale), emprunt remboursable en cinquante ans à partir de 1920. (Cet emprunt est destiné à remplacer les bons de l'emprunt de guerre et de l'emprunt 5 0/0 en circulation à Londres; il pouvait être souscrit soit en espèces, soit par le dépôt de ces titres.)

Emprunts intérieurs.

Il a été émis en 1908 un emprunt pour la consolidation des obligations du Trésor (1^{re} série) de 31 001 150 yen; le terme du remboursement est 1913.

Le gouvernement a résolu de convertir progressivement tous les emprunts intérieurs en emprunts 4 0/0. Deux émissions ont été faites en 1910, qui ont été annoncées la première par l'ordonnance 3 du ministère des Finances (5 février 1910), la seconde par l'ordonnance 7 (15 mars 1910). Chaque émission était de 100 millions de yen 4 0/0 au taux de 95 0/0. Ces émissions seront remboursées en cinquante ans à dater de 1920. Le versement pouvant être fait soit en espèces, soit en titres 5 0/0, plus de 64 millions du premier emprunt et de 93 millions du second ont été versés en titres 5 0/0; de plus les porteurs de titres 5 0/0 remboursables en 1910 ont, à leur demande, été payés en titres 4 0/0 (76,2 millions de yen en 1912).

Nous étudierons maintenant les emprunts lancés

de 1904 à 1910 pour d'autres causes que les dépenses de la guerre.

Ce sont d'abord les obligations du Trésor émises en 1904, 1905 et 1908 pour l'établissement du monopole du tabac et l'indemnisation des fabricants expropriés, soit 14 292 050 yen. Ces obligations ont été amorties, partie avant 1911, partie en mai 1911.

Enfin la nationalisation des chemins de fer appartenant à des compagnies privées (1906), que nous avons étudiée dans le chapitre consacré au régime économique, a nécessité du gouvernement l'émission progressive de deux emprunts.

D'une part, l'État a dû se substituer aux compagnies pour le paiement de leurs dettes et le remboursement de leurs obligations; dettes et obligations s'élevaient à 76 480 128 yen. 42 274 936 yen avaient été remboursés en 1910, une part considérable des obligations avait été convertie, enfin — et c'est l'emprunt dont nous traitons ici — il avait été émis 27 683 850 yen de bons d'État de l'emprunt consolidé.

D'autre part, l'État a dû payer progressivement le prix du rachat aux actionnaires des compagnies, nous avons expliqué l'opération en traitant du rachat. A la fin de juillet 1909, le rachat complet se soldait par l'émission d'un emprunt de 476 318 800 yen (1).

(1) L'*Annuaire* de 1912 donne en outre les emprunts suivants (en millions de yen) : *Pensions d'Okinawa* (1910) : 1,6; *Indemnités dues aux Japonais établis hors du Japon pour faits se rapportant à la guerre de 1904* (1910) : 0,9; *Salines* (1910-11) : 2,4; *Fonds Coréen* (1910) : 29,8.

Afin d'assurer le remboursement de ces emprunts il a été créé un fonds spécial de réserve pour le *règlement des dettes publiques*, qui est indépendant du budget (projet voté par la Diète et promulgué en mars 1906). La gestion en avait d'abord été confiée (1906) à un *Service spécial de consolidation de la dette nationale*; ce service a été supprimé et remplacé en 1909 par la *Direction de la dette nationale*, créée au ministère des Finances, direction contrôlée par une commission composée du ministre, du vice-ministre, des directeurs de la *Comptabilité générale*, du *Mouvement des fonds* et du *Règlement des dettes*, du gouverneur de la Banque du Japon et de membres nommés.

Les sommes attribuées au fonds du *Règlement des dettes* doivent être transférées, chaque année, du compte général, avec obligation d'employer 110 millions de yen au moins pour le règlement des dettes relatives aux dépenses de la guerre et des emprunts émis pour la conversion de ces dettes.

Le fonds peut être conservé en lingots d'or ou d'argent et en titres négociables ou employé à des opérations avantageuses et sûres. Ainsi le gouvernement peut, pour convertir ses dettes, émettre des emprunts à plus bas intérêt; il peut aussi racheter, même à un prix supérieur à leur valeur nominale, les dettes qu'il veut rembourser.

Depuis l'exercice 1909-10, 50 millions de yen sont transférés chaque année au fonds d'amortissement destiné à rembourser le capital de la dette. Avant trente ans toutes les dettes relatives à la guerre doivent avoir été remboursées.

Le tableau de la dette japonaise se présentait ainsi à la fin de l'exercice 1907-08.

Emprunts intérieurs :

Ancienne dette sans intérêt.....	3 072 363
Emprunts pour la marine à 5 0/0.....	8 296 700
Consolidés à 5 0/0.....	162 561 100
Emprunt à 5 0/0 pour la guerre 1894-1895.	113 405 950
Emprunts à 5 0/0 :	
Chemins de fer.....	43 573 700
Travaux publics.....	74 306 300
Hokkaidô	4 251 300
Formose	33 507 000
Pensions supplémentaires aux shizoku depuis 1906.....	262 550
Emprunt pour la consolidation des dettes des compagnies de chemins de fer rachetées.	16 921 800
Emprunt pour le rachat des chemins de fer.	30 997 100
Formose à 5 0/0.....	134 635
Bons du Trésor à 5 0/0	273 334 800
Bons pour l'établissement du monopole du tabac à 5 0/0.....	12 310 450
Emprunt à 5 0/0 pour les dépenses extraordinaires de l'armée	300 666 550
Dettes des chemins de fer :	
Keifu à 6 0/0	7 000 000
Hokuetsu à 7 1/2 0/0.....	3 000 000
Sôbu à 7 0/0	600 000
Nanao à 8 0/0.....	400 000
Kansei à 7 0/0	42 930
(Rachat des billets de banque sans intérêt .	22 000 000)
	<hr/> 1 110 645 228

Emprunts extérieurs :

Emprunts antérieurs à la guerre de 1904-05.	17 577 750
— — —	78 052 250
— — —	2 000 000
Emprunt à 5 pour 100.....	224 549 000

Emprunt à 4 1/2 0/0.....	585 779 024
— à 4 0/0.....	244 075 000
Pour les dettes des compagnies de chemins de fer rachetées.....	13 668 200
	<hr/> 1 165 701 224
TOTAL GÉNÉRAL.....	<hr/> 2 276 346 452

A la fin de l'exercice 1910-11 la dette s'était modifiée de la manière suivante.

Emprunts intérieurs :

Ancienne dette (sans intérêt).....	2 414 000
Emprunt des chemins de fer 5 0/0.....	5 588 900
Travaux publics 5 0/0.....	10 831 400
Hokkaidô 5 0/0.....	811 150
Formose 5 0/0.....	385 650
Rachat des pensions d'Okinawa.....	1 603 150
Compensation des dommages subis par des Japonais pendant la guerre de 1904-05..	934 650
Salines.....	1 315 150
Consolidation des dettes des compagnies de chemins de fer rachetées 5 0/0.....	27 683 850
Rachat des chemins de fer 5 0/0.....	473 021 900
Conversion des obligations du Trésor 5 0/0..	29 415 050
Dépenses extraordinaires 5 0/0.....	280 190 700
Emprunts 4 0/0 1910.....	175 635 400
	99 994 150
Obligations du Trésor 5 0/0.....	59 047 825
Monopole du tabac 5 0/0.....	6 850 550
Obligations des chemins de fer rachetés...	300 000
	26 218 100
Emprunts se rapportant à la Corée.....	1 000 000
	116 825
TOTAL.....	<hr/> 1 203 179 400

Emprunts extérieurs :

4 0/0	{ Construction des chemins de fer.	17 577 750
1899	{ Travaux publics.....	78 052 250
	{ Hokkaidô.....	2 000 000

4 1/2 0/0	{ 1 ^{re} émission.....	292 869 498
1905	{ 2 ^e émission.....	292 883 947
4 0/0	{ (2 ^e émission).....	244 073 047
1905	{ (3 ^e émission).....	107 393 000
4 0/0	{ (3 ^e émission).....	107 393 000
1905	{ (3 ^e émission).....	107 393 000
4 0/0	{ Français.....	174 150 000
1910	{ Français.....	174 150 000
5 0/0	{	
1907	{	224 548 024
5 0/0	{	
1906	{ Obligations du <i>Hokkaidô Tankô</i> .	3 905 200
4 1/2 0/0	{ Obligations du <i>Kansai</i>	9 763 000
1906	{ Obligations du <i>Kansai</i>	9 763 000
		<hr/> 1 447 215 716
TOTAL GÉNÉRAL.....		<hr/> 2 650 595 116

On avait en 1912 : 2 553 704 973 (1 116 255 770-1 437 449 203) (1).

B. — L'ÉTAT GÉNÉRAL DU JAPON CONTEMPORAIN

I

Après avoir exposé le nouveau Programme *Post-Bellum*, nous montrerons la transformation du pays, qu'il doit aider.

Comme la guerre de 1894-95, celle de 1904-05 a suscité un grand effort économique. En 1904 il y avait 8 913 sociétés avec un capital versé de 931 millions de yen, en 1906 c'était 9 330 avec plus d'un milliard de capital, en 1908 10 720 avec 1200

(1) De plus le gouvernement a garanti l'emprunt émis en 1908 par la compagnie du chemin de fer sud-manchourien; nous étudierons emprunt et compagnie dans le tome VII.

millions de capital. Les capitaux versés des banques avaient passé de 373 millions de yen en 1904 à 459 en 1909. Le montant des dépôts en caisse d'épargne était de 162 millions de yen en 1903 et de 362 en 1908; celui des dépôts communs de 339 millions en 1903 et de 724 en 1908. Ces chiffres et tous ceux que nous avons donnés dans le Livre II prouvent que l'activité du pays n'a pas été arrêtée mais au contraire très développée par la guerre; les progrès du Japon sont rapides, il ne cesse de s'instruire, de s'outiller et de s'enrichir.

Mais, comme les jeunes gens, les peuples jeunes — et sous bien des rapports le Japon est jeune, très jeune même — doivent avoir leurs crises de croissance. Aussi les triomphes de la guerre, le succès des emprunts, l'ardeur que suscitèrent les commandes faites par le gouvernement, les bonnes récoltes de 1904 et de 1905, les ambitions exagérées que produisit dans le monde entier une période de développement sans précédent provoquèrent-ils une spéculation folle à la fin de 1905, en 1906 et au début de 1907; la crise américaine, qui eut son contre-coup dans tous les pays, se fit cruellement sentir au Japon et y amena une véritable débâcle. Le 5 0/0, qui était à 87,55 en 1904, atteignit le cours maximum de 96,50 en 1906 pour tomber au cours minimum de 78,50 en 1908. L'action de la Banque du Japon, qui avait oscillé entre 386 et 442 dans la période 1900-1904, atteignit 1 000 en 1906, pour retomber jusqu'à 518 en 1908. L'action de la grande société de navigation (*Nippon yû-en kaisha*) fit 149 en 1907, 73 en 1909;

la compagnie de l'éclairage électrique de Tôkiô : 151 en 1906, 64 en 1907. Le taux de l'escompte des effets dans les banques syndiquées de Tôkiô varia de 10,2 à 5,8 en 1905, de 9,5 à 5,3 en 1906 et 1907, de 10,2 à 7,3 en 1908 et de 9,5 à 4 en 1909.

Telle fut la peine d'une confiance exagérée : au cours d'une guerre, dont ils redoutaient plus encore les dangers économiques que les dangers militaires, le gouvernement et le peuple avaient été, au témoignage du général Katsura lui-même, étonnés de trouver les finances du pays aussi solides, de pouvoir emprunter aussi facilement à l'intérieur et à l'extérieur, de voir le commerce et l'industrie se développer malgré la guerre et, quand, la guerre finie, les sociétés de toutes sortes se fondèrent par milliers, ils crurent la puissance économique du Japon égale, supérieure même à sa puissance militaire.

Incontestablement la manière dont le pays avait supporté la guerre témoignait des grands progrès accomplis depuis 1895; encore est-il que la prospérité de 1906 était en partie factice. Si les Japonais avaient souscrit d'énormes emprunts intérieurs, c'était surtout par patriotisme, il ne fallait pas en tirer la conclusion que le Japon possédât beaucoup de capitaux disponibles. Pour les emprunts souscrits à l'extérieur, les combinaisons politiques y avaient sûrement aidé, plus peut-être que le désir chez les capitalistes de placer leur argent au Japon. Le commerce s'était maintenu pendant la guerre et en 1906 par suite du développement inouï des transactions dans le monde entier au cours de

cette période. Et l'activité industrielle du Japon dans ces trois années s'expliquait aussi par les commandes de toutes sortes qu'avaient faites l'armée et la marine, commandes en partie payées avec l'argent emprunté à l'étranger. C'était donc folie aux particuliers de fonder tant d'affaires sans connaître la situation réelle, tandis que le gouvernement avait montré quelque imprudence en entreprenant l'exécution de son admirable Programme *Post-Bellum* avant d'avoir liquidé les arriérés de la guerre. Dans ces conditions une crise était inévitable, elle fut d'autant plus grave qu'elle coïncidait avec une crise mondiale, particulièrement aiguë aux États-Unis, qui sont le meilleur client du Japon. Enfants gâtés de la fortune et peu au courant des vicissitudes de notre régime économique, les Japonais se sentirent un moment découragés, ils se désespéraient de n'avoir pas fait plus dans le domaine du commerce et de l'industrie, alors que le monde considérait comme merveilleux qu'ils en eussent fait autant.

Aujourd'hui la crise a passé, la confiance est revenue, le terme de l'exécution du Programme *Post-Bellum* prolongé de dix ans suffit largement à rendre leur élasticité aux finances publiques (1), la reprise des affaires en Amérique a ramené la prospérité, mais que les Japonais ne négligent pas la nouvelle leçon qu'ils ont reçue! Sans doute mieux vaut une confiance excessive qu'une défiance exagérée de ses forces et nul, peuple ou par-

(1) Pour l'état actuel des finances voir *Appendice*.

ticulier, ne peut rien faire de grand sans courir des risques et subir des traverses. Mais dans notre civilisation aucun individu probablement, aucun peuple sûrement ne saurait atteindre à de grandes destinées s'il n'est capable de se maîtriser. Les exaltés qui, enivrés de leurs victoires en 1905, ne voulaient pas accepter la paix, furent ceux-là mêmes qui jugèrent le pays incapable de supporter les lourdes charges laissées par la guerre; les plus hardis spéculateurs de 1906, ceux qui croyaient alors le Japon riche, très riche, aussi riche qu'aucun pays du monde, furent ceux mêmes qui, la tête perdue en 1907, le croyaient pauvre, très pauvre, condamné à une irrémédiable pauvreté.

II

Et ce qui est vrai dans le domaine économique l'est aussi dans le domaine moral. La guerre, l'influence croissante de l'Occident, le développement de l'industrie et du commerce, la spéculation tendent à changer le caractère des Japonais plus profondément que n'a pu le faire la Révolution. Et cette transformation, nous l'avons déjà remarqué, n'est pas non plus sans provoquer ses troubles.

Nous avons cité à plusieurs reprises des circulaires où les ministres cherchaient à réagir contre le goût du luxe, la corruption des mœurs, l'enthousiasme pour les théories hardies ou même subversives. La passion du jeu se répandit tellement que le 7 octobre 1907 le gouvernement dut interdire le pari mutuel aux courses.

L'empereur crut devoir s'adresser lui-même à son peuple dans le Rescrit sur les mœurs (*boshin shôchoku*) du 13 octobre 1908, qui a pris rang à côté du Rescrit sur l'éducation et du Rescrit à l'armée.

En vue du progrès continu et rapide de la civilisation que produisent les efforts combinés de toutes les nations de l'Orient et de l'Occident, progrès qui contribue à la prospérité générale du monde entier, c'est notre désir que, tout en fortifiant nos relations de bonne intelligence et d'étroite amitié avec les autres puissances, nous partagions complètement tous les bienfaits qui résultent des progrès et des améliorations générales. Pour ne pas nous laisser devancer dans le progrès constant du monde et pour participer aux bienfaits de la civilisation, le développement de nos ressources nationales est manifestement une condition de la première importance et l'on estime que notre pays, qui ne fait que de sortir d'une guerre sanglante, a besoin d'un surcroît d'activité dans différentes branches de son économie. Nous désirons que, quelles que soient leurs classes sociales, tous nos sujets agissent d'accord et accomplissent fidèlement l'œuvre de leur état, que tous soient frugaux dans la gestion de leur maison, obéissants aux ordres de leur conscience et à la loi du devoir, francs et sincères dans leurs manières, qu'ils demeurent simples, évitent toute ostentation et s'endurcissent aux travaux les plus ardues, sans se laisser jamais aller à la faiblesse.

Les enseignements de nos ancêtres révérents et le souvenir de notre glorieuse histoire sont si clairs qu'aucune autre conception n'en est possible. Par une observance scrupuleuse des préceptes ainsi établis, par des efforts assidus et infatigables la prospérité grandissante de notre empire sera assurée. En face de la situation actuelle, nous espérons qu'avec la coopération de nos

loyaux sujets, le noble ouvrage de la Restauration sera développé et la bienveillante vertu de nos ancêtres exaltée, et que nos sujets apprécieront la haute aspiration par laquelle nous sommes constamment guidé.

La proclamation de l'empereur obtint dans l'ensemble l'effet désiré; dans presque tous les milieux, dans le peuple surtout, on s'efforça de restreindre des dépenses exagérées et de réagir contre l'abandon général de l'ancienne discipline morale. Cet effort prouva que le prestige du souverain était encore intact; il est douteux que ce prestige puisse arrêter des tendances que les causes les plus diverses tendent aujourd'hui à fortifier.

III (I)

Les maux que l'empereur signalait dans sa proclamation devaient précipiter dans certains milieux de littérateurs et d'étudiants le développement des doctrines socialistes et anarchistes, dont nous avons étudié les progrès au cours de la période 1894-1903 : ces doctrines ne sont-elles pas une forme de cette perturbation des sentiments et des idées à laquelle le souverain et ses ministres s'efforçaient de remédier, en même temps qu'une protestation contre le luxe et la corruption qu'ont produits dans les hautes classes l'enrichissement et la spéculation?

La guerre de 1904-05 a changé les doctrines et l'attitude du socialisme japonais et c'est pourquoi

(1) Mêmes sources que celles données dans l'*Introduction* de la *Deuxième Période*.

il importait de séparer l'étude de la période 1904-12 de celle de la période précédente. De 1895 à 1903 les socialistes, malgré quelques déclarations théoriques comme le programme de 1901, s'étaient bornés dans l'ensemble à réclamer le vote de lois favorables aux classes pauvres, principalement aux ouvriers de la grande industrie; la masse se souciait peu de leurs doctrines mais leur but philanthropique tendait à les rendre populaires et les étudiants se laissaient séduire.

Au contraire, quand avant et pendant la guerre un même mouvement de ferveur patriotique emportait tout le pays, socialistes et anarchistes se déclarèrent nettement internationalistes.

En 1903, Kôtoku, qui devenait la personnalité socialiste la plus bruyante, Sakai et Uchimura Kanzô, un chrétien, se séparèrent de *Yorozu*, où ils avaient jusqu'alors exposé leurs rêves sur l'humanité future, parce que ce journal se refusait à les laisser entreprendre une campagne antipatriotique. Les deux premiers fondèrent donc, avec Nishikawa Kôjirô et Ishikawa Sanshirô, le *Journal du peuple* (*Heimin Shimbun*), qui tâcha par tous les moyens de s'opposer à la guerre. La surprise de Port-Arthur (10 février 1904) provoqua chez les socialistes une véritable explosion de haine contre le gouvernement et même d'injures contre la nation. Ils envoyèrent au comité chargé de préparer le congrès international socialiste d'Amsterdam la déclaration suivante :

La guerre russo-japonaise est purement et simplement un conflit entre deux gouvernements capitalistes,

conflit qui causera les plus graves dommages aux travailleurs des deux pays. Nous, socialistes japonais, supplions donc chaque membre du congrès international socialiste qui doit se tenir en août à Amsterdam de presser le gouvernement de son pays de prendre les mesures nécessaires pour mettre promptement fin à cette guerre.

A ce congrès tenu du 14 au 20 août 1904, le socialisme japonais fut représenté par Katayama Sen, qui fut élu vice-président ainsi que le Russe G. Plekhanof; le président était le Hollandais H. Van Kol.

Cependant *Heimin Shimbun* donnait des articles de plus en plus violents contre la guerre, tels que *La confusion des soi-disant patriotes*. Dans quelques uns, comme *L'attitude de l'éducateur en temps de guerre*, il s'adressait même aux instituteurs des écoles primaires pour leur enjoindre d'enseigner aux enfants l'horreur de l'armée et de la guerre; le gouvernement poursuivit le rédacteur en chef Sakai. Le 13 novembre 1904, anniversaire de sa fondation, *Heimin* publia le « manifeste communiste » rédigé par Marx et Engels en 1848; le numéro fut saisi; on interdit également le *meeting* socialiste qui devait se tenir à Takinogawa. Les socialistes ripostèrent en répandant partout des *tracts*. Aussi le 16 novembre 1904 leur association fut-elle dissoute; *Heiminsha* s'efforça de la suppléer. Le 19, *Heimin* fut poursuivi pour des articles de Nishikawa et de Kôtoku, le 29 il fut supprimé. La revue mensuelle *Chokugen* (*Opinion candide*) fut alors transformée en revue hebdomadaire et

chargée de défendre les intérêts du parti. Le 28 février 1905 Nishikawa et Kôtoku furent condamnés pour leurs articles à plusieurs mois de prison. En octobre 1905 *Heiminsha* dut prononcer sa dissolution.

La fin de la guerre amena la séparation des diverses fractions du parti socialiste, qui s'étaient unies pour s'y opposer.

Les *chrétiens-sociaux* créèrent, les premiers, une association distincte, qui dispose de la revue *Shin Kigen* (l'*Ère nouvelle*), lancée en novembre 1905 par Ishikawa Sanjirô, Abe Isoo et Kinoshita Naoe (l'auteur des romans : *le Pilier de feu* et *les Confessions d'un mari*).

Le groupe des *socialistes d'État* se constitua également en 1905, avec Yamaji Yakichi, Shiba Teikichi, Yamane Goichi, Nakamura Tahachirô, qui prétendent voir dans le socialisme une doctrine toute japonaise tirée de la politique séculaire de la maison impériale. Les professeurs Kanai et Tajima, dont nous avons parlé ailleurs comme des fondateurs du socialisme d'État, sont restés en dehors de ce groupe.

Le parti des *socialistes japonais* fut fondé en février 1906 par les anciens membres du *Heiminsha* : Katayama Sen, Sakai Toshihiko et Nishikawa Kôjirô. Ils disposent de deux revues : *Hikari* (La Lumière) de Nishikawa et *Shakai shugi kenkiû* (Études socialistes) de Sakai.

Kôtoku Denjirô réunit de son côté les révolutionnaires et les anarchistes. Disciple de Nakae

(l'auteur de *Ni Dieu, ni âme*, et le propagateur des doctrines sociales de Rousseau), il avait d'abord suivi les idées de son maître et collaboré, avec Abe, Katayama et quelques autres, à un grand ouvrage collectif : *L'Essence du socialisme*; mais avec le temps il se rapprocha des écrivains russes, dont l'influence n'a d'ailleurs cessé de s'étendre depuis la guerre de 1904-05; il abandonna donc Rousseau pour Bakounin et Kropotkin.

Les doctrines de ces diverses associations trouvent peu d'écho dans la masse, mais leurs chefs tirent habilement parti des occasions qui s'offrent à eux de surexciter la foule. On le vit bien en mars 1906 quand les compagnies de tramways de Tôkiô voulurent augmenter leurs prix, qui étaient d'un bon marché dérisoire. Le Japonais a plus qu'aucun autre peuple le goût de la promenade; la proposition mécontenta donc au plus haut point hommes et femmes, boutiquiers et artisans, patrons et ouvriers. Parmi ces centaines de milliers de mécontents il n'y avait sans doute pas un millier de socialistes, mais les chefs du parti prirent en main l'affaire et, quand, après des mois de négociations, les différentes compagnies de tramways se furent fondues, ils réussirent à susciter de graves troubles en septembre; le prix des places n'ayant pas été abaissé, les socialistes organisèrent alors la grève générale des voyageurs mais la pluie se mit de la partie et les braves bourgeois de Tôkiô préférèrent payer quelques sen de plus et ne pas être mouillés; grâce aux averses, les socialistes avaient subi un nouvel échec.

Ils cherchèrent depuis à se mêler à tous les mouvements ouvriers. L'année 1907 vit de nombreuses grèves : aux chantiers de constructions maritimes de *Mitsubishi* (Nagasaki), aux mines de Yûsenji (Ishikawa), d'Ashio (Tochigi) (février), de Horonai (Hokkaidô) (avril), de Besshi (Shikoku) (juin), aux docks d'Uraga. Au cours des années suivantes l'agitation diminua, malgré quelques mouvements importants comme la démonstration des tisserands au Kinkikan le 3 mars 1909.

Comprenant l'inutilité de la propagande socialiste, Kôtoku se rallia aux doctrines du terrorisme russe et cessa d'écrire pour manipuler des explosifs; une démonstration qu'il fit à Tôkiô en 1908 avec le drapeau rouge et qui fut sévèrement réprimée par la police acheva de l'aigrir; il résolut de faire sauter l'empereur, les membres de la famille impériale et les ministres au cours d'une visite à l'Ecole des cadets (juillet 1910), tandis que ses complices détruiraient à Tôkiô par la dynamite ou par le feu les principaux monuments publics ou privés et les maisons des plus riches particuliers. Dénoncé à la police par des agents secrets, il fut arrêté (mai 1910) avec Kanno Suga, sa maîtresse, et vingt-quatre de ses complices. La loi japonaise comme la loi allemande, dont elle s'est inspirée, renvoie les affaires de haute trahison devant la Cour suprême, que nous appelons improprement Cour de cassation; la Cour prononça le huis clos, comme il est naturel en pareille affaire, mais le procès n'en fut pas moins public au sens de la loi, des personnages importants, des avocats, des mem-

bres du corps diplomatique ayant assisté aux débats, qui durèrent du 9 novembre 1910 au 18 janvier 1911. Kôtoku, Kanno et vingt-deux autres furent condamnés à mort, Nitta à onze ans et Niimura à huit ans de prison. L'empereur commua la peine de dix condamnés, Kôtoku et dix anarchistes (Okumiyama, deux Shimura, etc.) furent pendus le 24 janvier 1911, Kanno Suga fut exécutée le lendemain. Le crime de Kôtoku et de ses complices produisit une indignation générale, c'était la première fois dans toute l'histoire du Japon qu'il avait été attenté à la vie de l'empereur, descendant des dieux.

Tel se présente à nous le Japon nouveau qu'ont fait les grandes victoires de 1905, avec ses qualités et ses défauts, ses forces et ses faiblesses, grand surtout parce qu'aucun succès n'épuise ses ambitions mais ne lui donne non plus la pensée qu'il puisse cesser de travailler, d'apprendre et de se transformer.



LE MARQUIS SAIONJI

CHAPITRE PREMIER

L'EXÉCUTION DU SECOND PROGRAMME « POST-BELLUM » CONFIÉE A UN CABINET D'AFFAIRES PRIS EN PARTIE DANS LE PARLEMENT ET DE TENDANCES LIBÉRALES : LE SECOND MINISTÈRE SAIONJI (1906-1908)

I

Pour accomplir l'œuvre du second Programme *Post-Bellum*, l'empereur s'était, nous l'avons dit, adressé au marquis Saionji; celui-ci composa ainsi son ministère :

Premier ministère Saionji (6 janvier 1906-4 juillet 1908)

Présidence.....	Marquis Saionji.
Affaires Étrangères.	Katô (jusqu'au 3 mars 1906). Vicomte (puis comte) Hayashi (depuis le 19 mai 1906).
Intérieur.....	Hara Kei.
Finances.....	Baron Sakatani (jusqu'en janvier 1908). Matsuda Masahisa (titulaire le 25 mars).
Guerre.....	Général vicomte Terauchi.

Marine.....	Vice-amiral baron Saitô.
Justice	Matsuda Masahisa.
	Baron Senge (depuis le 25 mars 1908).
Instruction publique....	Baron Makino.
Agriculture et Commerce.	Matsuoka Kôki.
Communications.....	Yamagata Isaburô (jusqu'en janvier 1908).
	Hara Kei (intérim).
	Vicomte Hotta (25 mars 1908).

Le nouveau président du Conseil était un kuge; Hara et Saitô étaient originaires de l'Iwate, Hayashi de Tôkiô, Yamagata et Terauchi de Chôshû, Makino de Satsuma, Matsuda de Hizen, Matsuoka de Tokushima en Shikoku, Sakatani d'Okayama en Bizen, Senge de l'Izumo, Hotta de l'Ômi. Ainsi toutes les parties du Japon se trouvaient représentées dans le ministère.

Des ministres, étaient titrés Saionji. Hayashi, Sakatani, Terauchi, Saitô, Senge, Hotta; un autre était pair à vie, Matsuoka; Yamagata et Makino étaient fonctionnaires; Hara et Matsuda étaient députés (avec Saionji, ils représentaient le *Seiyûkai*).

Le marquis Saionji (Kinmochi), né à Tôkiô en 1849, est le second fils du kuge Tokudaiji. Tokudaiji et Saionji sont des *seiga*, des *maisons pures*. Kinmochi fut adopté dans la maison de Saionji, dont il est devenu le chef. Son frère aîné, Sanenori, né en 1839, est le duc Tokudaiji, décoré du grand ordre du mérite et du Chrysanthème en 1907, qui

fut d'abord ministre de la Cour, puis grand chambellan et gardien du sceau privé de l'empereur Mutsuhito, dont il était sans doute l'ami et le confident le plus intime. Le troisième frère, né en 1846, s'est fait adopter dans une famille de riches marchands d'Ôsaka, il s'appelle Sumitomo Kichi-zaemon et a siégé quelque temps à la Chambre des pairs comme le représentant des plus imposés d'Ôsaka. Rien ne peint mieux le Japon moderne que ce contraste entre les carrières des trois frères : l'aîné portant un vieux nom noble et continuant de servir, comme ses ancêtres, le divin mikado ; le troisième portant un nom, qui était un simple surnom il y a peu de temps, et dirigeant une maison de commerce, tandis que le second, entré dans une famille égale à la sienne, est devenu le chef du parti libéral.

Mélé aux événements de la Restauration, Saionji, à dix-neuf ans, assista au conseil où fut résolue l'abolition du shôgunat et reçut le commandement d'une armée. Puis le général en chef fut envoyé en France pour y faire ses études (1869-80) ; il en revint socialiste, répandit le *Contrat Social* de Rousseau et fonda avec Nakae et Matsuda un organe démocratique, *La Liberté Orientale*, dont il dut bientôt interrompre la publication. Saionji était de trop haut lignage pour que ses opinions pussent nuire à sa carrière. Vice-sénateur en 1881, il accompagna le marquis Itô lors du grand voyage d'études parlementaires (1882) et devint sénateur à son retour. Depuis, il a été ministre à Vienne de février 1885 à juin 1887, à Berlin de juin 1887 à

août 1891, puis, après avoir exercé diverses fonctions, vice-président de la Chambre des pairs en 1893, conseiller privé en 1894, ministre de l'Instruction publique dans le second cabinet Itô de 1894 à 1896 et un moment ministre des Affaires Étrangères pendant la maladie du comte Mutsu, ministre de l'Instruction publique dans le troisième cabinet Itô (1898), président du Conseil privé à la mort du comte Kuroda (1900), en cette qualité deux fois chargé de la conduite des affaires dans les intérim qui suivirent les démissions de Yamagata (1900) et d'Itô (1901). En juillet 1903 il céda la présidence du Conseil privé au marquis Itô et devint le chef du *Seiyūkai*. Il a eu deux fois la présidence du Conseil (1906-08 et 1911). Le visage long, rasé, sans même de moustache, petit et maintenant un peu fort, le marquis Saionji donne l'impression d'un aristocrate ambitieux, intelligent, d'esprit ouvert et curieux, mais légèrement indolent et un peu *dilettante*; comme Lord Rosebery et M. Balfour il fait quelquefois de la politique en grand seigneur et en artiste. Il est d'ailleurs d'une santé délicate. Le mérite de Saionji aura été de familiariser l'empereur et la Cour avec les idées avancées; les questions de forme font beaucoup au Japon : seul, un homme de son rang pouvait se permettre de faire connaître au souverain certains vœux, certaines revendications que le souverain ne doit pas cependant ignorer.

Nous avons donné ailleurs la biographie de Terauchi, de Saitô et de Matsuda.

Hara Kei est né en 1854 à Morioka (Iwate).

Journaliste, puis diplomate dans divers postes, entre autres à Paris, secrétaire (1888-89) d'Inoue, puis (1890-92) de Mutsu au ministère de l'Agriculture et du Commerce, il suivit ce dernier aux Affaires Étrangères, où il devint chef de la direction commerciale. Il fut vice-ministre de ce même département en 1895, puis ministre à Seul (1896-97). Directeur d'*Ôsaka Mainichi*, il aida le marquis Itô à fonder le *Seiyûkai*. Il obtint en décembre 1900 le ministère des Communications, qu'il conserva jusqu'en mai 1901. Il a reçu le portefeuille de l'Intérieur dans les deux cabinets Saionji.

Makino Nobuaki (1861) (baron (1907), le second fils d'Okubo, a été fonctionnaire, secrétaire particulier du duc Itô, préfet de ken (1891-92), vice-ministre de l'Instruction publique en 1893, ministre à Rome (1897-99), à Vienne (1899-1906), ministre de l'Instruction publique dans le premier cabinet Saionji, ministre de la Justice dans le second.

Sakatani Yoshirô ou Horô (1860) (baron 1907), né à Okayama et le fils d'un lettré, fit toute sa carrière aux Finances, dont il devint vice-ministre (1901-06), puis ministre (1906-08) ; son habileté, sa prudence dans les circonstances difficiles causées par la guerre l'ont signalé comme un des hommes sur qui le Japon peut compter dans l'avenir.

Yamagata Isaburô (1857), de Chôshû, le fils de la sœur du maréchal Yamayata, a été adopté par son oncle, qui lui laissera son titre de duc et sa fortune. Après avoir fait une rapide carrière au ministère de l'Intérieur et dans diverses préfectures, il reçut, grâce à l'appui du maréchal, le porte-

feuille des Communications en 1906 et fut chargé de la tâche difficile de nationaliser les chemins de fer; il ne put longtemps s'entendre avec le marquis Saionji et démissionna au début de 1908; il a été nommé en 1910 vice-résident général, en 1911 vice-gouverneur de la Corée.

Matsuoka Kôki (1846), de Tokushima, entra dans la magistrature et fut nommé président de la Cour d'appel de Tôkiô en 1890, procureur général près la Cour Suprême en 1892, vice-ministre de l'Intérieur en 1894, puis en 1898; il présida le Tribunal de justice administrative de 1898 à 1906. Il fut ministre de l'Agriculture de 1906 à 1908. Il est pair à vie.

Hayashi Tadasu (1850) (baron en 1895, vicomte en 1902, comte en 1907), né à Tôkiô d'une famille de samurai adonnée à la médecine, fut envoyé par le bakufu en Angleterre pour y faire ses études, il revint pour servir sous Enomoto dans l'affaire de Yezo et subit un emprisonnement de deux ans. Employé d'abord dans l'administration de 1871 à 1891, il a été vice-ministre des Affaires Étrangères sous Mutsu (1891-96), envoyé extraordinaire à Peking (1896), ministre à Saint-Pétersbourg (1897-1900), ministre, puis ambassadeur à Londres (1900-1906), où il signa les deux traités d'alliance, ministre des Affaires Étrangères (1906-08), des Communications (1911). Plutôt grand, tout au moins pour un Japonais, de tournure élégante, avec sa barbe taillée en carré, le vicomte Hayashi s'est donné les airs d'un diplomate européen : c'est un homme très fin mais d'un caractère autoritaire.

Son prédécesseur, Katô Takaakira, né à Nagoya en 1859, a fait sa carrière partie aux Finances et partie aux Affaires Étrangères; il fut ministre à Londres de 1894 à 1900, deux fois membre du parlement, ministre des Affaires Étrangères dans le second cabinet Itô 1900-01, puis acheta *Nichi-nichi* en 1904; il quitta au bout de quelques semaines son poste dans le cabinet Saionji parce qu'il était opposé à la nationalisation des chemins de fer et reçut en échange l'ambassade de Londres.

II

Le ministère Saionji était le troisième ministère libéral qui gouvernait le Japon, mais les conditions où il prenait le pouvoir différaient beaucoup de celles où l'avaient pris le cabinet Ôkuma-Itagaki et le cabinet Itô de 1901.

Comme le pays, le monde politique s'était transformé. Que restait-il des rivalités et des revendications qui avaient absorbé le Parlement entre 1890 et 1904? Les Anciens s'étaient retirés; à l'inimitié de Yamagata et d'Itô avait succédé l'amitié de Katsura et de Saionji. L'esprit de clan s'affaiblissait chez les hommes de cinquante ans, il n'existait pas chez les jeunes gens; pour la masse Nogi, Nozu, Tôgô n'étaient plus des samurai de Satsuma et de Chôshû mais les héros de tout le Japon; puis l'accroissement de l'armée et de la marine en avait ouvert les cadres à tous : le ministre de la marine, le vice-amiral Saitô, n'était-il pas de l'Iwate? Et les

partis s'étaient renouvelés, autant que les conseils impériaux, par la mort de Gotô, de Mutsu, de Kôno, la retraite d'Itagaki (1900) et d'Ôkuma (1905), par l'affaiblissement progressif de Hizen et de Tosa; encore jeunes et sortis de toutes les provinces, les nouveaux chefs des libéraux et des progressistes avaient d'autres idées, d'autres ambitions que leurs prédécesseurs : comment d'ailleurs auraient-ils pu se donner pour tâche de bouleverser l'armée et la marine, devenues populaires, ou d'y introduire de nouveaux éléments, que deux guerres y avaient déjà introduits? Comment, dans l'ardeur patriotique du pays, auraient-ils refusé les sacrifices qui devaient donner au Japon des forces militaires dignes d'une grande puissance, ou, en présence de ces sacrifices et des dettes énormes laissées par la guerre, proposé de réduire les charges fiscales?

Sous le prétexte de diminuer les impôts et de combattre l'influence des clans privilégiés, les partis avancés avaient, il est vrai, poursuivi un autre but : l'établissement d'un véritable régime parlementaire et d'un gouvernement de parti. Mais leurs revendications venaient d'aboutir à une solution qui, pour être singulière, n'en était pas moins très japonaise. L'empereur avait confié le pouvoir aux chefs du *Seiyûkai*, qui formait la majorité de la Chambre basse, et leur permettait de réaliser une partie de leur programme, mais il ne leur avait donné que trois portefeuilles, les autres avaient été attribués soit à des membres du précédent cabinet, soit à des fonctionnaires dépendant directe-



LE MARQUIS KOMURA

ment du souverain. Et cette combinaison marquait l'extrême limite des concessions impériales : au cas où elle ne serait plus acceptée, l'empereur rappellerait aux affaires un ministère extra-parlementaire ; à défaut des hommes du Meiji disparus ou condamnés à l'inaction, les victoires de 1905 ne lui avaient-elles pas donné de nouveaux Anciens : les Katsura, les Terauchi, les Yamamoto ?

Enfin l'importance grandissante des questions économiques augmentait l'influence des hommes d'affaires, déjà considérable à la fin de la période précédente : nous verrons au cours des années suivantes les ministres prononcer leurs principaux discours dans des réunions de banquiers et d'industriels, dont ils sollicitent les avis ; nous verrons malheureusement aussi des spéculateurs tenter la pauvreté des membres du Parlement (entre autres dans l'affaire des sucres, où une compagnie essaie de faire nationaliser ses raffineries devenues peu prospères (avril-août 1910).

La mission dont s'était chargée le marquis Saionji était donc nouvelle et délicate.

Si l'on examine les effets peu apparents mais durables de son activité, il semblerait qu'on puisse les qualifier d'heureux. Au cours d'un ministère, qui se maintint pendant deux ans au pouvoir (alors que les autres ministères libéraux avaient dû démissionner au bout de quelques mois), il sut habituer l'empereur, la Cour, l'armée, l'administration, à supporter des hommes d'État, qui tenaient compte des vœux de la Chambre, parce que cette Chambre représentait dans une grande mesure les aspira-

tions de l'élite et dans une certaine mesure les désirs de la masse. Or cela était devenu nécessaire, car toute guerre, surtout si elle est victorieuse, développe les sentiments démocratiques : des centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, de tout jeunes gens, dont personne ne faisait cas, ont, par leur endurance aux privations, leur intelligence, leur courage, décidé des destinées du pays; en reprenant leur bêche ou leur outil ils restent les mêmes hommes qu'ils étaient quand ils avaient le sabre ou le fusil, ils prétendent continuer de s'intéresser aux affaires de la nation, ils veulent qu'on les récompense de leur dévouement en tenant compte de leurs besoins et de leurs vœux. Tel est le cas en tous pays, tel est plus encore le cas au Japon, où le confucianisme a développé l'esprit de solidarité, rendu suspectes toutes les formes de l'individualisme, où les victoires sont considérées comme une œuvre collective, où le rôle des ministres et des généraux disparaît devant celui des soldats vivants et des soldats morts honorés dans les *shôkonsha* comme les dieux du pays; au Japon, où le culte de l'empereur a lui-même le caractère d'un culte impersonnel : si tous les triomphes lui sont rapportés, on ne saurait comparer son intercession mystique aux victoires d'un souverain investi du commandement suprême; le mikado ne va pas à la guerre, il n'envoie même pas d'ordre aux généraux, il apparaît comme le représentant du peuple tout entier en face des dieux qui ont créé, qui préservent et défendent le Japon et la race japonaise. Mais

Saionji ne faisait pas seulement connaître à la Cour les vœux de la nation, il initiait la Chambre et le *Seiyūkai* à la connaissance et aux responsabilités du pouvoir, il leur faisait comprendre ce que c'est que de gouverner, il leur apprenait qu'une réforme doit être désirée par la masse, préparée par les hommes compétents, que c'est folie de prétendre, sous prétexte de progrès, bouleverser tout dans un pays, enfin il leur montrait que vouloir une certaine politique, c'est vouloir tous les sacrifices qu'elle exige.

Maintenant, si, au lieu de rechercher les conséquences latentes et durables de l'administration libérale, nous voulions en présenter les résultats les plus apparents et les plus immédiats, ils seraient assurément moins heureux. On pourrait résumer l'œuvre du premier ministère Saionji de la façon suivante. D'une part, il montra une grande faiblesse à l'égard des partis avancés et, si dans une certaine mesure il réussit à calmer l'effervescence populaire, il contribua par cette faiblesse à augmenter la confusion des idées et le relâchement des mœurs. D'autre part, il voulut prouver qu'un ministère libéral pouvait être impérialiste : ses dépenses exagérées pour la défense et le développement du pays faillirent ruiner les finances; sa politique cassante amena des difficultés avec les États-Unis, un refroidissement avec la Grande-Bretagne et une violente hostilité en Chine; on doit cependant lui savoir gré des accords signés avec la Russie (17/30 juillet 1906), et avec la France (10 juin 1907).

L'histoire parlementaire ne présente que peu d'intérêt.

Au moment où fut constitué le ministère Saionji, la Diète était déjà réunie pour sa 22^e session (28 décembre 1905-27 mars 1906). Le président de la Chambre basse était un *seiyūkai*, Sugita Teiichi (né en 1851 dans l'Echizen), le vice-président Minoura Katsundo (1854). Le gouvernement pouvait compter sur le *Seiyūkai* (167 voix) et le club *Daidō* (68 voix), attaché au général Katsura. Il fit donc aisément adopter le budget 1906-07 et la loi sur le rachat des chemins de fer (30 mars).

La 23^e session de la Diète dura du 28 décembre 1906 au 28 mars 1907 (sous la présidence de Sugita, la vice-présidence de Minoura). Avec le budget et un certain nombre de lois financières ou économiques, la Diète adopta le nouveau Code pénal (analysé ailleurs). Mais le projet de loi sur l'abolition des sous-préfectures provoqua une grave crise politique. Le *Daidō* (le parti du général Katsura) s'opposa au projet et s'allia aux progressistes, qui, abandonnés par Ôkuma en 1905, manifestèrent pendant quelque temps l'intention de se réunir au *Daidō* pour fonder un grand parti sous la présidence du général Katsura. Le gouvernement réussit à gagner le *Yukōkai*, ancien *Seikō*, le parti des hommes d'affaires, et à détacher du *Daidō* neuf de ses membres; le projet de loi passa donc à la Chambre par 188 voix contre 164, mais il n'obtint à la Chambre des Pairs que 108 voix contre 149. Le *Daidō* accusa le gouvernement d'avoir corrompu les membres transfuges, une

enquête fut ordonnée, elle fut dérisoire et l'acquiescement des membres accusés augmenta le scandale. La séparation du *Seiyūkai* et du *Daidō* eut son contre-coup dans le ministère, où le président du conseil, les ministres de l'Intérieur et de la Justice furent constamment en conflit avec les membres désignés par le marquis Katsura.

La 24^e session de la Diète commença le 28 décembre 1907 (sous la présidence de Sugita, la vice-présidence de Minoura). La situation des finances était devenue difficile; dans le milieu de janvier le cabinet tout entier offrit de se retirer, mais l'empereur n'accepta que la démission de Yamagata et de Sakatani; Matsuda fut chargé de l'intérim des Finances et Hara de l'intérim des Communications (14 janvier). Le 23 janvier 1908, après trois heures et demie d'un débat violent, une motion de blâme sur les propositions financières du gouvernement ne fut repoussée qu'à 9 voix de majorité (177 contre 168). Le 12 février, après un débat non moins violent, le budget fut adopté. Le 25 mars 1908, le marquis Saionji compléta son cabinet : le vicomte Hotta fut nommé ministre des Communications, Matsuda prit définitivement les Finances et fut remplacé à la Justice par le baron Senge Sakatomi (1845), d'une famille à laquelle appartient le titre de grand prêtre héréditaire des temples de l'Izumo; Senge avait été préfet de plusieurs ken, puis pendant dix ans de Tôkiô (1898-1908).

La Diète se sépara le 28 mars 1908. Les élections eurent lieu le 15 mai 1908; l'augmentation

des impôts avait porté le nombre des électeurs à 1 676 000; on eut les résultats suivants :

<i>Seiyûkai</i>	190	(au lieu de 181).
<i>Shimpotô</i>	77	(— 89).
<i>Daidô</i>	32	(— 58).
<i>Yukôkai</i> (mixte).....	27	(— 37).
Indépendants.....	53	(— 14).
	<hr/>	
	379	

Malgré la victoire électorale du *Seiyûkai*, le marquis Saionji, malade, violemment attaqué, peu en faveur auprès du souverain et surtout incapable de terminer la crise financière, résigna le pouvoir le 4 juillet 1908. Un ministère de tendances dictatoriales devait remplacer le ministère libéral.

CHAPITRE II

L'EXÉCUTION DU SECOND PROGRAMME « POST-BELLUM » CONFIE À UN CABINET D'AFFAIRES PRIS EN DEHORS DU PARLEMENT ET DE TENDANCES DICTATORIALES : LE SECOND MINISTÈRE KATSURA (1908-1911)

L'empereur ayant fait appeler le général marquis Katsura, celui-ci constitua son second cabinet, les décrets parurent à l'*Officiel* le 14 juillet 1908.

Second ministère Katsura (14 juillet 1908-11 août 1911).

Présidence du Conseil et Finances.....	Général marquis (puis duc) Katsura.
Affaires Étrangères.....	Comte (puis marquis) Komura (27 août).
Intérieur.....	Baron Hirata.
Guerre	Général vicomte (puis comte) Terauchi.
Marine	Vice-amiral baron Saitô.
Justice.....	Vicomte Okabe.
Instruction publique.....	Komatsubara Eitarô.
Agriculture et Commerce.	Baron Ôura.
Communications.....	Baron Gotô.

Deux ministres appartenaient à Chôshû (Katsura, Terauchi), deux à Satsuma (Komura, Ôura), trois au Kantô ou au nord de la grande île (Saitô, Hirata, Gotô), un à Bizen (Komatsubara). Okabe est l'ancien daimiô de Kishiwada en Gokinai.

Tous les ministres avaient des titres, fors Komatsubara, qui est pair à vie.

Nous avons déjà retracé la carrière de Katsura, Komura, Terauchi, Saitô.

Hirata Tôsuke (1849), (baron en 1902), du ken de Yamagata, s'est formé dans l'administration, il a été ministre du Commerce de juin 1901 à juillet 1903, de l'Instruction publique (1908-11) ; c'est un fidèle partisan du maréchal Yamagata.

Gotô Shimpei (1856) (baron 1906), du ken d'Iwate, est le fils d'un médecin, le neveu de Takano Chôei (un Gotô adopté dans la maison Takano) (1804-50), le célèbre médecin, ami de Siebold, qui dut faire harakiri pour échapper aux persécutions du bakufu. Médecin lui-même, ayant fait ses études en Allemagne, Shimpei devint chef de la direction d'hygiène au ministère de l'Intérieur, puis de 1897 à 1906 directeur de l'administration civile de Formose ; c'est à lui qu'est due la colonisation de l'île. En 1906 il prit la présidence de la compagnie du Sud Mandchourien, qu'il abandonna pour entrer au ministère.

Ôura Kanetake (1850), de Satsuma, a été préfet de plusieurs ken importants, préfet de police de Tôkiô (1898-1900) et (1901-1903), ministre des Communications de septembre 1903 à 1906, de l'Agriculture (1908-11) ; c'était l'un des chefs du *Daidô*.

Komatsubara Eitarô (1852), d'Okayama, prit part à l'agitation démocratique qui précéda la promesse d'une constitution et fut condamné à plusieurs années de prison. Attaché aux Affaires Étrangères en 1881, plus tard secrétaire à Berlin, il devint vice-ministre de la Justice, puis de l'Intérieur (septembre 1898-1900); de 1900 à 1903 il dirigea *Ôsaka Mainichi Shimbun*, il reçut alors une pairie à vie. Il a été ministre de l'Instruction publique de 1908 à 1911.

Le vicomte Okabe (Choshoku) (l'ancien daimiô de Kishiwada, créé vicomte en 1884) est né en 1854. Il fit ses études en Angleterre et en Amérique (1875-83) et entra dans la diplomatie. Il a été vice-ministre des Affaires Étrangères de 1889 à 1890, préfet de Tôkiô de 1894 à 1896, ministre de la Justice (1908-11).

Comme on le voit, six des ministres avaient appartenu au premier cabinet Katsura, c'étaient Katsura, Terauchi, Saitô (alors vice-ministre), Komura, Hirata, Ôura.

La principale qualité du général Katsura est la décision du caractère : ce n'est pas un homme d'esprit opiniâtre poursuivant toujours la réalisation d'une même idée; souple, habile, il est prompt à saisir ce qu'il convient de faire à un moment donné, prompt aussi à l'exécuter. En prenant le pouvoir, il avait arrêté son plan, un plan très différent de celui qu'il s'était tracé dans son premier ministère. Ce plan comprenait trois parties : politique extérieure, finances, rapports avec la majorité de la Chambre basse.

Dans la politique extérieure, dont nous ne pouvons donner que les grandes lignes puisque l'étude en est réservée pour le tome VII, le général se proposa de tirer tous les avantages possibles de la paix de Portsmouth, qu'il avait signée, mais sans effrayer les puissances par le ton autoritaire auquel se plaisait le comte Hayashi. L'alliance anglaise fut renouvelée en 1911 pour une période de dix ans, ce qui en reporta le terme de 1915 à 1921. Les bons rapports avec les États-Unis furent rétablis par l'accord sur les droits industriels et littéraires en Chine et en Corée (13 août 1908), le traité d'arbitrage (12 septembre 1908), l'accueil fait à la flotte américaine qui accomplissait son grand voyage de circumnavigation (18-25 octobre 1908), puis par le nouveau traité de commerce de 1911. Les relations avec la Russie ne cessèrent de s'améliorer grâce aux arrangements concernant le service international par chemins de fer et bateaux (2 avril 1909) et l'accord du 4 juillet 1910. De même les difficultés que la manière forte de Hayashi avait provoquées avec la Chine disparurent grâce à l'habileté de Komura et de Katsura. La venue à terme en 1911 des traités faits avec les puissances de 1894 à 1898 nécessita la négociation de nouveaux traités (signés en 1911 et 1912). Grâce à leur bonne volonté ainsi obtenue, le ministère put poursuivre en Corée une politique de plus en plus énergique, qui aboutit à l'annexion le 22 août 1910.

Au point de vue économique le général Katsura se proposa de mettre fin à la crise suscitée par

la guerre, la spéculation, le krach américain et l'excès des dépenses de l'État. Dans l'introduction de l'histoire de cette troisième période nous avons déjà donné les détails de l'œuvre ainsi poursuivie. Nous ne ferons ici qu'en résumer l'ensemble. Le programme du général Katsura comprenait quatre points principaux : Prolongation de la période fixée pour l'exécution du Programme *Post-Bellum* et par suite ajournement à 1917 de l'exposition universelle de Tôkiô, diminution sensible des dépenses budgétaires. Refonte de tout le système des impôts (1908-11) (un seul impôt n'a pas encore été remanié, l'impôt sur le revenu). Promesse de ne plus contracter d'emprunts nouveaux, fors pour réparer les dégâts causés par les calamités imprévues, comme les inondations de 1910; remboursement en trente ans de toute la dette résultant de la guerre et conversion en 4 0/0 de tous les emprunts contractés à des taux supérieurs. Achèvement des travaux publics nécessaires au développement du pays. Ce qui caractérisa d'ailleurs ce second ministère Katsura, ce fut la collaboration intime de son chef avec les milieux financiers; tous les grands discours-programmes furent prononcés dans des réunions de banquiers et d'hommes d'affaires.

Dans ses rapports avec les Chambres et ses procédés de gouvernement Katsura adopta une ligne de conduite qui au premier abord pourrait sembler l'opposé de celle de Saionji, mais qui par le fait tendait vers le même but. Le cabinet Saionji fut un cabinet libéral qui sur bien des points eut une

politique dictatoriale; le cabinet Katsura fut un cabinet dictatorial qui sur bien des points eut une politique libérale. Le premier de ces cabinets s'appuyait à la Chambre sur une coalition du *Seiyūkai*, parti de Saionji, et du *Daidō*, parti de Katsura, tandis que les progressistes, abandonnés par Ôkuma, cherchaient à s'allier avec le *Daidō*. Les élections de 1908 ayant donné une grande majorité au *Seiyūkai*, si bien fortifiée depuis par de nouvelles adhésions qu'en 1910 il comptait 200 membres contre 179 divisés en cinq partis plus ou moins hostiles les uns aux autres, Katsura s'appuya nettement sur le *Seiyūkai*, dont l'amitié du marquis Saionji lui assurait la collaboration. Sans doute, dans ce parti complexe, où le duc Itô avait uni ses propres amis, tous de tendances conservatrices, avec les anciens radicaux d'Itagaki, un pareil arrangement ne convenait pas à tous; l'élément *jiyûtô* ne cessa de menacer le ministère, mais dans de curieux conciliabules de caractère tout japonais les ministres réussirent toujours à s'entendre avec les chefs du *Seiyūkai*, la majorité suivit ses chefs et les *jiyûtô* dissidents se virent forcés de suivre la majorité, à l'exception de quelques-uns, qui se séparèrent du parti.

Aussi n'y aurait-il pas d'intérêt à donner en détails l'histoire de la 25^e session (28 décembre 1908-25 mars 1909), où Haseba Sumitaka (1854), un *seiyūkai* de Satsuma, fut élu à la présidence, tandis que la vice-présidence revenait à Koezuka.

Le 14 juin 1909, le duc Itô céda la Résidence générale de la Corée au vicomte Sone (remplacé lui-

même en 1910 par le général Terauchi, ministre de la Guerre); il semble bien que le vieil homme d'État n'avait pas perdu toute espérance de reprendre le pouvoir mais l'empereur lui donna la présidence du Conseil privé, abandonnée par le maréchal Yamagata, et lui confia, dans l'automne 1910, une mission auprès des autorités chinoises de la Mandchourie et du ministre des finances de Russie, alors en déplacement dans la Sibérie extrême-orientale; le duc fut assassiné à Kharbin par un Coréen fanatique, le 26 octobre 1909. Encore qu'Itô eût été éloigné du pouvoir depuis près de dix ans, sa mort n'en exerça pas moins de l'influence sur la politique intérieure. Fondateur du *Seiyūkai*, il en était resté le chef réel; il en défendait les idées et dans les conseils impériaux, où Saionji était demeuré quelque peu suspect, et dans ceux du parti, où il maintenait le principe des prérogatives impériales. D'ailleurs, c'était surtout sa jalousie de la fortune récente et rapide de Katsura qui longtemps avait rendu le *Seiyūkai* hostile à ce dernier. Itô mort, le *Seiyūkai* ne cessa, comme nous l'avons dit, de se rapprocher de Katsura, dont l'influence sur l'empereur était devenue prépondérante.

Cette nouvelle attitude se marqua dès la 26^e session (23 décembre 1909-mars 1910), présidée par Haseba; on avait prédit une lutte ardente entre le ministère et la majorité; ils s'entendirent au contraire sur toutes les questions.

La création (13 mars 1910) du *Parti du peuple* (*Kokumintō*) par la fusion du *Shimpotō* et des autres fractions de l'opposition rendit encore plus intime

l'union du *Seiyūkai* et du ministère au cours de la 27^e session, où Haseba conserva la présidence (23 décembre 1910-21 mars 1911). En vain avait-on déclaré que le *Seiyūkai* avait été blessé de l'annexion de la Corée faite sans consultation du Parlement; il vota tous les projets que le gouvernement lui présenta. Mais, en retour, dans une suite de réunions qui eurent lieu à la fin de janvier 1911 Katsura déclara que, d'accord avec Saionji, il poursuivait l'établissement d'un régime véritablement constitutionnel.

Il fut dès lors entendu qu'aussitôt la grande œuvre de son ministère achevée par la signature des traités avec les puissances, il céderait le pouvoir à ce dernier. Ainsi fut fait. Le 11 août Katsura, qui venait d'être fait duc en récompense de ses services, remettait à l'empereur la démission de son cabinet, dont un seul membre devait entrer dans la nouvelle combinaison, le vice-amiral Saitô; le général Terauchi, qui abandonnait le portefeuille de la guerre, conservait la Résidence générale de la Corée.

*
* *

Après quelques jours de négociations le marquis Saionji soumit la liste suivante à l'empereur, qui l'accepta.

Second ministère Saionji (30 août 1911).

Présidence du Conseil . . .	Marquis Saionji.
Affaires étrangères	Comte Hayashi (intérim).
	Vicomte Uchida.

Intérieur.....	Hara Kei.
Finances.....	Yamamoto Tatsuo.
Guerre	Lieutenant-général baron Ishimoto. Lieutenant-général baron Uehara (avril 1912).
Marine	Vice-amiral (puis amiral) (1912) baron Saitô.
Justice.....	Matsuda Masahisa.
Instruction publique.....	Haseba Sumitaka.
Agriculture et Commerce.	Baron Makino.
Communications.....	Comte Hayashi.

Le marquis Saionji est un kuge. Hayashi (de Tôkiô) est un ancien sujet des Tokugawa. Saitô et Hara sont de l'Iwate (dans le nord), Ishimoto de Himeji en Harima (dans le centre). Kiûshû était représenté par cinq membres : Haseba est du Satsuma, auquel se rattache Makino, fils du grand Ôkubo; Matsuda, de Saga (Hizen); Uchida, de Kumamoto (Chikuzen); Yamamoto, d'Ôita (Bungo). Chôshû et Tosa étaient exclus de la combinaison. On voit donc que, si le gouvernement des clans a disparu, si les ministères de la guerre et de la marine ont échappé à Satsuma et à Chôshû, des traces de l'ancien esprit subsistent dans le groupement des intérêts et le choix des amitiés.

Saionji, Hayashi, Uchida, Saitô, Ishimoto et Makino ont des titres; Yamamoto est pair à vie. Trois ministres seulement siégeaient à la Chambre basse : Hara, Matsuda, Haseba; ils appartenaient au *Seiyûkai*, comme le président du conseil; le parti de la majorité ne comptait donc que quatre membres sur dix ministres; il est vrai que les six

autres, fonctionnaires civils ou militaires, ne se rattachaient à aucun parti. Dans l'ensemble ce n'était donc pas un ministère parlementaire mais un ministère mixte, comme l'était le premier ministère Saionji.

Voici la biographie des ministres qui avaient pour la première fois obtenu un portefeuille.

Haseba Sumitaka (1854) est un homme politique. L'un des élèves de Saigô, il combattit avec lui en 1877 et expia sa révolte en prison. Gracié, il entra dans l'administration et y fit sa carrière jusqu'en 1890, où il devint député; il l'est toujours resté. Il a présidé la Chambre basse de 1907 à 1911.

Au contraire de Haseba, Yamamoto Tatsuo (1856) ne s'est jamais mêlé de politique; c'est un homme d'affaires dans toute la force du terme. D'abord professeur dans des écoles commerciales, il appartint ensuite à *Mitsubishi* (1883), puis à *Nippon Yûsen Kaisha*; en 1889, il devint l'un des directeurs de la *Spécie bank*, en même temps que haut employé de la Banque du Japon, dont il fut un des régents de 1896 à 1898 et le gouverneur de 1898 à 1902; au terme de son mandat, il fut nommé pair à vie. Il a présidé le conseil d'administration de la Banque hypothécaire (1909-11).

Uchida Yasuya (1865) (baron en 1907, vicomte en 1911) a fait toute sa carrière dans la diplomatie : vice-ministre des Affaires étrangères en 1900, ministre à Pe king (1901-06), ambassadeur à Vienne (1907-09), à Washington (1909-11); les négociations délicates qu'il a conduites avec la Chine et les États-Unis ont montré sa finesse et son habileté.

Ishimoto Shinroku (1854-1912) (baron en 1907) était l'un de ces hommes énergiques, modestes et laborieux qui dans le travail des bureaux ont créé l'armée japonaise; il ne s'était battu qu'une fois, en 1877, lors de la révolte de Satsuma. De 1879 à 1887 il avait complété son instruction militaire en Europe, principalement en France et en Italie. De retour dans son pays, il avait été attaché au ministère; la guerre de 1894-1895 l'avait fait connaître comme le digne collaborateur du général Terauchi dans l'organisation du service des transports et lui avait valu le grade de major-général (1898). Après avoir dirigé pendant plusieurs années l'arsenal de Tôkiô, Ishimoto était devenu vice-ministre de la Guerre (1903-11) et lieutenant-général (1904). Ainsi, c'était après avoir rempli huit ans les fonctions de vice-ministre sous Terauchi qu'il succédait à ce dernier. Ses succès dans le passé, sa force dans le présent, l'armée japonaise les doit surtout à cette continuité de direction, qui a permis d'accomplir sans brusquerie de grandes réformes mûrement étudiées.

A la mort d'Ishimoto, la Guerre fut donnée à Uehara Yusaku (1856) (baron en 1907), samurai du Hiûga (clan de Satsuma), qui, après avoir travaillé en France (1889), fut attaché à l'état-major de Nozu, son beau-père, en 1894-95 et 1904-05, puis commanda la 7^e division (1908).

La manière dont s'était accompli ce nouveau changement de cabinet semblait marquer un progrès réel dans l'esprit public et dans la compréhension du régime constitutionnel. La disparition des

hommes qui avaient fait la Révolution et qui étaient restés révolutionnaires, de ceux qui y avaient mis fin et qui étaient restés pleins de défiance contre l'octroi d'aucune liberté, l'amitié de Katsura et de Saionji, la conception nette chez tous des droits et des devoirs qu'imposait au Japon sa nouvelle situation de grande puissance paraissaient dégoûter quiconque savait penser et vouloir de la stérilité des luttes parlementaires. Aussi de la 28^e session (décembre 1911-mars 1912) ne put-on rien dire, sinon que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. Les élections de mai 1912 donnèrent une forte majorité au gouvernement; le *seiyūkai* obtint 214 sièges contre 120 aux partis d'opposition et 46 aux indépendants. Pour la seconde fois il s'était donc produit une alternative pacifique de ministères modérément conservateurs et de ministères sagement progressistes; et l'on pouvait croire le régime dictatorial et le régime libéral près de se concilier heureusement d'une manière qui étonnait quelques Occidentaux mais qui n'en était pas moins conforme à la tradition nationale (1); l'avenir devait cependant montrer que ces heureux résultats étaient surtout dus à l'habile autorité de l'empereur Mutsuhito.

Nous arrêterons ici l'étude que nous avons consacrée aux réformes démocratiques et à l'histoire

(1) Le ministère Saionji s'est retiré en décembre 1912 (voir *Appendice*, p. 823).

parlementaire, qui est l'histoire de leur application. Tandis que dans les réformes qui ont établi le régime moderne tout était presque à louer, pour les réformes démocratiques il conviendrait d'apporter bien des réserves aux éloges d'ailleurs mérités. Mais ces réserves, ne devrions-nous pas les faire également si nous étudions les autres pays? Pour que le peuple puisse prendre au gouvernement une part de plus en plus grande il faut qu'il soit de plus en plus civilisé non seulement d'esprit mais de cœur et de volonté. Comme nous l'avons dit ailleurs, le régime démocratique semblerait à peine ébauché; c'est que son avenir dépend étroitement des progrès intellectuels, moraux et matériels que l'humanité est susceptible de faire. Pour l'établissement du régime moderne (l'exemple du Japon en est un éclatant témoignage) il suffisait de la formation d'une élite et cette élite pouvait être formée presque exclusivement quant à l'intelligence; dans la mesure où elle devait l'être de caractère, il lui fallait plus d'empire sur les autres que de maîtrise de soi. Pour l'établissement du régime démocratique il faut que la masse entière se civilise, et non seulement dans son esprit, mais encore dans son cœur, que tous les citoyens apprennent et à se gouverner les uns les autres, et à se gouverner eux-mêmes.

CONCLUSION

LA MORT DE L'EMPEREUR MUTSUHITO (MEIJI TENNÔ) ET LA FIN DE L'ÈRE DE MEIJI

I

L'œuvre de transformation que nous venons d'étudier finit avec l'ère de Meiji et la vie du prince qui en portera le nom dans l'histoire.

Depuis les fatigues de la guerre de 1904-05 Mutsuhito souffrait du diabète, qui avait amené après quelques années la décomposition du rein et le mal de Bright. Malgré les avis de ses médecins, il prenait peu d'air et d'exercice, absorbé par ses devoirs de souverain, et cherchait à soutenir sa santé affaiblie par l'usage de boissons alcooliques. Son appartement privé se composait de deux petites pièces presque nues et séparées par des écrans; bien que du style japonais, elles renfermaient quelques meubles européens, entre autres le lit placé au milieu de la chambre; pour tout ornement on y voyait sur une étagère une douzaine de statuettes apportées de Kiôto; les fenêtres ouvraient sur le parc, qui, à cet endroit, est planté de beaux arbres,

surtout de pins maritimes. Mutsuhito se levait à six heures; sa toilette terminée, il déjeunait avec l'impératrice; à huit heures il entrait dans son cabinet de travail, d'où il ne sortait pas avant sept heures du soir, si ce n'est quelquefois pour le repas de midi : il y présidait le conseil des ministres, y recevait les *Anciens*, les généraux, les hauts fonctionnaires ou s'y occupait avec ses secrétaires; sa puissance de travail était considérable et il voulait tout surveiller par lui-même. Le dîner des souverains avait lieu vers huit heures. Tendrement attachés l'un à l'autre, ils n'avaient pas de plus douce joie que la société de leurs enfants et de leurs petits-enfants.

Quelques intimes seulement connaissaient l'état de santé de l'empereur; mais l'empâtement de son visage pâli et son embonpoint ne laissaient pas que de préoccuper ceux qui le voyaient; puis ce fut la fatigue de ses traits et la lourdeur de son pas. Le 14 juillet 1912 il se sentit plus mal; le lendemain, il assista cependant au conseil où ses ministres exposèrent les négociations commencées avec la Russie au sujet des événements de Chine (1), mais le 19, la fièvre le prit pour ne plus le quitter. Le 20, sa maladie fut officiellement annoncée; cette dérogation au secret où se plaît la Cour japonaise fit comprendre à tous le malheur qui les menaçait.

Aussitôt l'existence du pays tout entier parut comme suspendue. Dès le matin des milliers de

(1) La révolution chinoise, les progrès de la Russie en Mongolie, le voyage du duc Katsura à Saint-Petersbourg, seront étudiés dans le tome VII.

fidèles se purifiaient dans la mer ou dans les cours d'eau avant de se rendre dans les temples pour y prier; des personnes de tous les âges se donnèrent la mort, offrant aux dieux leur vie pour racheter celle de leur souverain. A Tôkiô une foule immense remplissait la place qui s'étend entre les remparts de l'ancien shiro et le fossé du parc impérial. Tournés vers le palais caché sous les arbres, samurai et gens du peuple, soldats et marchands, hommes, femmes, enfants restaient prosternés pendant des heures en frappant le sol de leur front; le soir ils allumaient les lanternes de papier qu'ils tenaient suspendues au bout de leurs bâtons. Jusqu'au dimanche 28 juillet le silence avait été de rigueur; permission fut alors donnée de prier à haute voix et pendant deux jours se mêlèrent les oraisons de tous les cultes; le soir s'allumaient des brasiers pour les offices rituels, les flammes se reflétaient sur les nuages, que traversait par moments la lueur pâle de la lune.

Cependant l'impératrice ne quittait pas le lit du malade, que soignaient des dames de la Cour, selon l'étiquette séculaire. La science et le talent des meilleurs médecins japonais (les docteurs Oka, Aoyama et Miura (1) ne pouvaient le sauver. Mutsihito se montrait calme et résigné; il recevait ses enfants et ses petits-enfants et, quand ses forces le

(1) Pour la biographie du D^r Aoyama (1859), voir t. V, p. 304. Le D^r Miura Kinnosuke (1864) est professeur à l'Université de Tôkiô, comme aussi le D^r Miura Moriji (1857), qui enseigne la pathologie et l'anatomie. Le D^r Oka, médecin de la Cour, a été fait baron en 1907.

lui permettaient, il interrogeait l'impératrice, confidente de toutes ses pensées, sur les événements qui le préoccupaient. Mais bientôt la faiblesse que causaient la fièvre et le manque d'alimentation lui enleva l'usage de la parole et le plus souvent même sa connaissance; dans les derniers jours on ne le soutenait qu'en lui injectant du sérum ou en lui faisant inhaler de l'oxygène. Il mourut dans la nuit du 29 au 30 juillet, à minuit quarante-trois.

Ses funérailles, célébrées avec une grande pompe le 13 septembre à huit heures du soir, furent comme une synthèse de toute l'histoire du Japon. Tandis que les envoyés des puissances, les fonctionnaires en uniforme européen, les membres du Parlement en habit de soirée représentaient le Japon moderne, le cortège archaïque éclairé par des torches, le cercueil colossal reposant sur un char que traînaient des bœufs, les prêtres du shintô, les cérémoniaires dans leurs costumes blancs, tous les détails de cette apothéose rappelaient le Japon ancien ou même le Japon primitif. La transition entre les deux Japons, l'armée la faisait, l'armée formée, équipée à l'européenne, mais pleine des sentiments d'autrefois, toute frémissante d'apprendre la mort de Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, qui venait de se tuer, avec sa femme, au moment où les canons annonçaient le départ du cortège funèbre.

*
* *

Avant de terminer ce volume, le dernier que nous consacrons à l'histoire intérieure du Japon, il

convient donc que nous portions un jugement sur le caractère de l'empereur Mutsuhito et sur l'ère de Meiji.

Le caractère de Mutsuhito résultait de la réunion de deux qualités qui sembleraient contraires et qui sont cependant assez souvent unies : le mysticisme et une tournure d'esprit toute pratique. Quelque grande que fût sa confiance dans la protection des dieux ses ancêtres, pour réaliser leurs inspirations il ne croyait jamais avoir assez minutieusement étudié les choses de la vie de tous les jours ; il avait le sens des affaires, le goût des questions économiques et financières ; prudent, souple, habile en dépit de sa raideur hiératique, il s'accommodait aux circonstances ; enfin il possédait, avec le don de choisir les hommes et de les employer utilement malgré leurs défauts, la faculté de comprendre nettement une situation, qu'il s'agit de la politique intérieure ou de la politique extérieure, et de vouloir tout entière la solution qu'il préconisait, cette solution impliquât-elle des mesures qui lui répugnassent.

Sans doute ces qualités ne se développèrent qu'avec l'âge et l'expérience ; sans doute aussi, les circonstances ayant changé, elles ne s'appliquèrent pas toujours de la même manière au gouvernement. De 1868 à 1881, les chefs de la Révolution, devenus des dictateurs, ne consultaient l'empereur que pour la forme, quand ils se croyaient obligés de le faire ; si Mutsuhito approuva l'ensemble des mesures révolutionnaires par haine du shôgunat et de la féodalité, comme aussi pour les juger néces-

saires au rétablissement de son autorité, beaucoup cependant lui étaient antipathiques; il dissimulait son mécontentement dans la crainte de n'être pas écouté ou même d'être déposé. Mais les rivalités des dictateurs les affaiblissaient tous les jours, leurs violences les rendaient impopulaires, enfin la mort enleva les plus puissants. Chaque année, au contraire, voyait se fortifier l'autorité de l'empereur parce que l'enfant devenait un homme, que l'homme s'imposait par son caractère et son intelligence, qu'il mettait à profit les divisions des révolutionnaires, que sa popularité grandissait comme aussi le mouvement mystique créé par la Restauration. Aussi, à la fin de cette période, trouvons-nous la situation changée : Mutsuhito était devenu un souverain véritable.

La seconde période (1881-1901) est celle où gouvernèrent les *Anciens*, les *genrô*, sans qu'il y ait besoin de distinguer ici le gouvernement absolu du gouvernement constitutionnel. L'empereur régnait, mais les *Anciens*, qui devaient leurs succès à la Révolution, n'en avaient pas répudié tout l'esprit; autoritaires, ombrageux, ils s'appuyaient sur une clientèle composée des samurai de leurs anciens clans et cette clientèle occupait tous les postes de l'administration, de l'armée, de la marine. Si ce n'étaient plus des dictateurs mais seulement des ministres, c'étaient des ministres que l'empereur ne pouvait renvoyer, ils alternaient au pouvoir par un accord fait entre eux et ceux qui ne gouvernaient pas étaient consultés par ceux qui gouvernaient sur toutes les questions importantes. Bientôt pourtant,

comme les chefs de la Révolution, les *Anciens* commencèrent de se quereller, leurs rivalités se changèrent même en haines; c'est pourquoi l'empereur dut leur imposer le respect de certains principes intangibles, il le fit si heureusement que les cabinets se succédaient et même se renversaient, Satsuma remplaçant Chôshû, Chôshû chassant Satsuma, Yamagata faisant tomber Itô, Itô évinçant Yamagata, sans que rien fût changé à la manière d'administrer et de gouverner.

Dans la troisième période l'influence de l'empereur devint prépondérante : il traça le Programme *Post-Bellum*, il se défit des *genrô*, il prit un ministre de son choix, le général Katsura, dont le génie lui permit de mener à bien l'alliance anglaise, la guerre contre la Russie et l'annexion de la Corée. Deux fois cependant, bien qu'avec quelque regret, Mutsuhito consentit à s'adresser au marquis Saionji et aux libéraux, mais ce fut en leur indiquant nettement les limites qu'il fixait à leur indépendance.

*
* *

Tel fut le rôle proprement politique de l'empereur Mutsuhito. Ce rôle le cède cependant en importance à son rôle moral. Plus on étudiera la révolution japonaise, plus on s'étonnera qu'après un pareil bouleversement les haines se soient si vite apaisées, que le trouble des esprits n'ait pas dénaturé les sentiments et corrompu les mœurs; depuis longtemps les réactionnaires ont perdu le désir de rétablir aucune des institutions abolies et

jusqu'à présent les partis avancés se sont laissés concilier. Enfin dans ce pays qui a fait la révolution la plus brusque et la plus complète que mentionne l'histoire, il ne semble pas y avoir scission entre le présent et le passé.

L'œuvre de pacification, de conciliation, de moralisation qui a permis ces heureux résultats, Mutsuhito l'accomplit pour la plus grande part, et ce fut surtout par son autorité religieuse, par ses sentiments religieux.

Il serait difficile de dire exactement ce qu'étaient ses sentiments. Depuis des siècles on avait identifié Amaterasu, la déesse solaire, créatrice du Japon et aïeule des mikado, avec le Ciel impersonnel des Chinois, qui dans le dernier état de leur philosophie est considéré comme le principe du Bien. Telle semble avoir été la croyance de Mutsuhito ; dans aucune de ses proclamations il n'invoque Amaterasu comme une déesse personnelle ; quand il adore les esprits de ses ancêtres, c'est collectivement et sans jamais rien dire qui révèle ses croyances sur la vie de l'Au-delà. Et cependant des rites vides de la cour impériale il sut faire un culte vivant, la loi ne resta pas pour lui lettre morte, il lui donna un sens nouveau et fécond. Ce fut d'abord en développant le shintôisme de Hirata, qui considère le mikado comme l'intermédiaire obligé entre les dieux et le peuple ; ce fut ensuite en réalisant le confucianisme d'Ôyômei, qui tient le souverain pour le représentant du Ciel, le Ciel pour le cœur de l'homme, et qui fonde ainsi les rapports du souverain et des sujets, du père et des enfants non seulement sur

leur amour réciproque, mais sur l'Amour universel, créateur et conservateur de tout ce qui vit. Les idées mystiques de Mutsuhito étaient donc à la fois l'aboutissement de cette philosophie révolutionnaire, analogue à celle de Rousseau, qui a produit la transformation récente de l'Extrême-Orient, et le résultat du mouvement romantique japonais, d'où est sortie la Restauration. Mais, d'autre part, les vertus et la popularité de l'empereur ont beaucoup contribué à fortifier et à répandre ces doctrines comme à faire prédominer dans le mouvement complexe de 1868-71 l'idée de la Restauration sur celle de la Révolution, qui l'emportait tout d'abord. De sorte que pour comprendre la mentalité des Japonais du Meiji, l'enthousiasme de la Restauration, l'héroïsme des grandes guerres, la douleur ressentie à la mort de Mutsuhito, son apothéose et celle de Nogi, nous devons nous représenter la transformation d'un peuple par le réveil de ses sentiments religieux, qui se détachent pourtant de tous les anciens cultes afin de créer celui de la patrie; mais pour ce peuple la patrie n'est pas un être abstrait, c'est l'union des vivants et des morts; les esprits de ceux qui ne sont plus continuent éternellement d'agir : physiquement, ils animent les forces de la nature, ils apportent leur aide invisible à la vie des particuliers comme à la vie collective du peuple; moralement, leur œuvre se poursuit dans leur enseignement et leurs exemples; l'empereur est le grand prêtre de la religion nationale, chargé d'offrir les prières du peuple aux dieux du pays et d'appeler leurs bénédictions sur le

peuple, comme le père offre les prières des siens aux dieux familiaux et leur demande leur secours. C'est ainsi que l'amour du passé a pu se concilier avec la Révolution, bien plus, que l'œuvre de la Révolution a pu se fonder sur l'adoration du passé : les morts et les vivants étant confondus, les morts aussi bien que les vivants participaient aux réformes, il n'y avait donc ni brisure, ni désobéissance, ni sacrilège, le passé lui-même se continuait sous une forme rajeunie. Peuple et souverain avaient compris que la véritable tradition, sans laquelle un peuple cesse d'être lui-même, ne consiste pas à s'immobiliser dans la routine, qui fait petit et laid, malsain et stérile ce qui était jadis grand, beau, sain et fécond ; à fermer les yeux au développement de l'humanité, aux besoins de son temps, aux progrès et aux inventions des autres peuples mais à continuer, tout en se transformant ; à aimer le passé, à s'inspirer de lui, à égaler ses grandeurs, à développer ce qu'il a commencé. Si les soldats de Mandchourie revêtaient dans leurs jeux ou leurs fêtes des morts les casques et les cuirasses des anciens samurai, ils s'armaient de fusils et de canons pour combattre et pour vaincre ; ils n'ont pas restauré le culte de Hachiman, à qui l'on offrait des sacrifices humains, ils en ont fait le culte de la patrie et s'y sont eux-mêmes sacrifiés.

Le même esprit qui inspira Mutsuhito dans l'accomplissement de son œuvre de réformes le dirigea dans ses efforts pour initier ses sujets à la culture européenne. Jamais il ne se laissa griser comme Iwakura, Ôkubo et Itô par l'idée de transformer son

peuple en peuple occidental, il n'eut même jamais la curiosité de visiter l'Europe ou l'Amérique; comme Nogi, comme tant d'autres dont nous avons analysé les œuvres, il resta persuadé que les croyances, les sentiments philosophiques, moraux et sociaux des Japonais étaient supérieurs à ceux des Européens; il reconnut par contre que le Japon, trop longtemps isolé, devait se mettre au courant des progrès faits par les autres peuples, aussi contribua-t-il plus que tout autre à l'adoption de la civilisation matérielle de l'Occident, qu'il jugeait nécessaire au développement de son empire. L'expérience lui prouvant que la civilisation matérielle ne pouvait se séparer complètement de la civilisation morale, un à un, à mesure que le besoin s'en faisait sentir, il admit nos principes d'administration et d'éducation, nos lois, nos institutions, en s'efforçant chaque fois de les mettre d'accord avec les traditions de ses divins ancêtres. Aussi longtemps que l'adoption de ces principes tendit ou parut tendre à la consolidation de son autorité paternelle, il n'éprouva ni doute, ni remords, mais, quand le mouvement révolutionnaire de 1881 lui imposa de limiter son autorité, il ressentit de l'irritation et des scrupules; il les surmonta cependant, et la Constitution lui apparut bientôt comme l'œuvre capitale de son règne, aucune ne lui fut aussi chère. C'est qu'en effet sa main puissante avait transformé le pastiche informe et incolore d'Itô : il avait conservé à sa souveraineté un caractère religieux en ne prêtant serment qu'à ses ancêtres, il lui avait conservé un carac-

tère autocratique en ne soumettant ses ministres et ses fonctionnaires qu'à lui seul, mais il s'était rapproché de ses sujets, mais, conformément aux écrits des romantiques, il achevait de briser les barrières que l'imitation de la Chine dégénérée avait élevées entre eux et lui, il les associait au gouvernement, comme un père y associe ses enfants, pour leur prouver son affection, pour fortifier la leur, pour former leur esprit et leur caractère, pour recevoir d'eux toute l'aide qu'ils peuvent lui donner, et il leur accordait aussi plus de liberté, comme un père le fait pour des fils dont il a éprouvé les qualités et sur lesquels il sait pouvoir compter. C'est pourtant sans rien changer à la constitution de la famille; le père reste toujours le père, rien ne peut ébranler ou diminuer son autorité; ce qu'il accorde, il peut le retirer; si les rapports du père et des enfants sont devenus plus affectueux, ces rapports sont toujours ce qu'ils étaient, ce qu'ils ne peuvent pas ne pas être, puisque la famille, dans sa forme immuable, est le fondement de toute société, le fondement même de l'ordre universel, où le Ciel est le père, la Terre la mère et les hommes sont les enfants.

II

Ces sentiments de l'empereur et des Japonais du Meiji étaient ceux qui convenaient à une époque de transition, que seule l'union du présent et du passé pouvait rendre féconde; c'étaient ceux aussi d'une époque de luttes, où tous, depuis l'empereur-dieu

jusqu'au dernier de ses sujets, devaient tout sacrifier au culte de la patrie, menacée à l'intérieur et à l'extérieur. Mais l'ère de Meiji n'est plus, la mort de Mutsuhito en a marqué le terme, avec lui l'on a enseveli ce qui subsistait du Vieux Japon, comme aussi le Japon héroïque de la Révolution et des grandes guerres. Les hommes qui ont aujourd'hui soixante ans sont nés au moment où Perry obtenait l'ouverture des ports; ceux qui en ont cinquante sont venus au monde après la fin de l'ancien régime et l'abandon de Yedo par les daimiô, ils n'avaient qu'une douzaine d'années quand on a supprimé les clans; les hommes de quarante ans sont déjà les enfants du Japon moderne. Or, usés par le travail et les émotions, les fondateurs du nouveau régime sont aujourd'hui morts ou contraints par l'âge et la maladie à se désintéresser des affaires. Ceux-là même qui les ont remplacés et qui, plus jeunes de quelques années seulement, avaient encore reçu en partie l'éducation d'autrefois, disparaissent rapidement : Kodama, Sone, Komura, Nogi, Nozu ne sont plus; Oku et Kuroki, l'amiral Itô, Tôgô lui-même ont pris leur retraite. Katsura, qui appartient à la même génération, est d'un esprit si souple, si prompt à tout s'assimiler, il a tant voyagé, tant gouverné, tant pratiqué tous les milieux qu'on doit déjà le compter parmi les Japonais modernes. Tel est aussi le cas de Terauchi et de Yamamoto : nés l'un et l'autre en 1852, quelques mois avant l'arrivée de Perry, ils avaient neuf ans à la chute de l'ancien régime, dix-neuf à l'abolition des clans; ils ont vécu à l'étranger, Terauchi a même passé

cinq années en France; encore que conservateurs, ils ont donc une mentalité singulièrement plus hardie et plus occidentale qu'un libéral, ancien révolutionnaire, comme Ôkuma, qui est de 1838 et n'a jamais quitté le Japon. Mais le rôle de Katsura, de Terauchi et de Yamamoto doit être surtout de préparer le régime nouveau. Sous un empereur, né dans le Japon moderne et formé par l'influence de l'Occident, nous verrons donc au gouvernement avant qu'il soit longtemps des hommes nés depuis la chute de l'ancien régime, élevés dans des écoles copiées sur celles de l'Occident, d'après les méthodes de l'Occident et dans les idées de l'Occident. Un changement violent semblerait peu probable; mais la transformation sera d'autant plus profonde, d'autant plus radicale qu'elle se fera naturellement. Jusqu'à présent les institutions nouvelles ont été mises en œuvre par des hommes de l'ancien temps, les institutions occidentales ont été appliquées par des hommes foncièrement asiatiques et c'est pourquoi elles ont produit seulement une partie de l'effet qu'on en pouvait attendre; maintenant ceux qui les emploieront seront ceux mêmes qu'elles ont formés et le résultat sera tout autre.

L'arrivée d'hommes nouveaux concordera d'ailleurs avec l'apparition d'une situation nouvelle. Sans doute la période des complications extérieures ne paraît pas terminée, ni celle non plus des conquêtes : l'étude de la politique extérieure étant réservée pour le Tome VII, nous ferons seulement ici allusion à la révolution chinoise, dont les résultats, quels qu'ils soient, ne peuvent manquer de

transformer l'Extrême-Orient. Cependant il semblerait bien que le Japon ne dût plus entreprendre de guerre qui mît son existence même en péril. Dans l'ère de Meiji son but a été de s'imposer comme grande puissance militaire; dans l'ère nouvelle ce sera de s'imposer comme grande puissance économique. Aux peuples, comme aux individus, cette qualité ne suffit pas qui est cependant la qualité primordiale : la volonté patiente et tenace de se développer normalement; il leur faut aussi la décision, qui permet de saisir les occasions offertes, car les occasions ne se représentent pas. Si le Japon n'avait pas fait la guerre de 1904, la situation militaire et navale de la Russie en Extrême-Orient aurait pu devenir inattaquable. C'est au point de vue économique et démographique qu'aujourd'hui le Japon se voit forcé de se développer rapidement. Trois immenses empires domineront un jour l'Asie : la Chine, l'Inde et la Russie (1); s'ils achevaient de se peupler, de s'outiller, de se former de toutes manières avant que lui-même ne l'eût fait, sa puissance militaire n'empêcherait pas qu'il ne fût relégué au second rang; il pourrait même se heurter à une ligue continue de douanes aux tarifs prohibitifs, qui arrêterait son commerce et son industrie, tandis que ceux de ces énormes États ne cesse

(1) C'est dans le Tome VII que nous étudierons le développement de ces empires; je signalerai seulement ici la transformation de la Sibérie par l'immigration : (en chiffres ronds) 219 000 paysans russes y émigrèrent en 1906; 572 000 (1907); 759 000 (1908); 707 000 (1909); 353 000 (1910); en tout 2 600 000 en cinq ans; il y avait eu 1 400 000 immigrants de 1896 à 1906.

raient de grandir. Mais leur transformation demandera au moins quarante ou cinquante ans; dans cet espace de temps la population de l'empire japonais, qui est de 70 millions d'âmes, peut atteindre 110 ou même 120 millions; la Corée et la Mandchourie méridionale peuvent être complètement japonisées, et l'activité du Japon peut être telle qu'il ait pris une grande avance sur les empires voisins. Le but du Japon sera donc maintenant de s'enrichir à tout prix, par suite de s'industrialiser et, pour le faire sans danger, de développer l'hygiène, de combattre l'alcoolisme, de réprimer la criminalité, d'établir un système complet d'assurances ouvrières d'une application d'autant plus facile que le nombre des ouvriers est encore peu considérable, que les charges augmenteront progressivement avec la richesse, que les assurances empêcheront les salaires de s'élever trop vite.

Or, ce Japon industriel, n'ayant qu'un but : s'enrichir, ne sera-t-il pas l'antipode et du Vieux Japon et du Japon héroïque du Meiji? Nogi en haïssait jusqu'à la pensée; quoi! les vieilles vertus des samurairaient s'affaiblissant, l'on craindrait la guerre pour la grande perte de richesses qu'elle peut causer, le passé serait oublié, le culte des ancêtres délaissé, le mikado, souverain constitutionnel, ne croirait plus lui-même en sa divinité. Entre le Japon du Meiji et ce Japon défiguré, qui ne serait plus le Japon, entre la jeunesse et les propagateurs des idées d'individualisme et de démocratie, entre l'empereur Yoshihito et des conseillers trop libéraux, il a voulu jeter un cadavre, son propre cadavre, lui,

le héros cher entre tous au peuple et à l'armée. L'armée, le peuple l'ont compris; une foule immense se pressait à ses funérailles, cette foule pleurait; la maison où s'est accompli le sacrifice sera convertie en temple, Nogi est devenu un dieu. La mort du grand soldat, qui clôt héroïquement la période héroïque, ne sera sans doute pas inutile, elle arrêtera peut-être pour quelque temps la décadence des anciennes mœurs et retrempera les caractères, qui commençaient à s'énervier. Mais cette mort ne peut empêcher ce qui doit être d'arriver.

L'histoire du Meiji est donc terminée, il n'en est pas de plus intéressante; c'est un exemple pour toutes les nations que de voir comment le Japon s'est renouvelé, que de reconnaître dans son œuvre un si heureux mélange d'idéalisme et d'esprit pratique, d'héroïsme et de méthode. Et, s'il en eût été besoin, nous aurions senti grandir et se fortifier notre propre patriotisme en apprenant de cette histoire tout ce que par la foi et l'esprit de sacrifice le patriotisme peut dans la bonne et dans la mauvaise fortune, dans les œuvres de la guerre comme dans celles de la paix, en reconnaissant que seul, par la force que lui donne la conscience toujours présente d'un héritage séculaire de sentiments et de principes traditionnels, de périls surmontés, de gloires constamment accrues, il assure l'union de tous que menacent sans cesse les rivalités des classes et des partis.

APPENDICE

I. — L'EMPEREUR YOSHIHITO, LA CRISE DE DÉCEMBRE 1912-FÉVRIER 1913, LE TROISIÈME MINISTÈRE KATSURA, LE MINISTÈRE YAMAMOTO.

Le présent empereur Yoshihito, né à Tôkiô le 31 août 1879, reconnu officiellement le 31 août 1887, proclamé prince héritier (*Kôtaishi*) le 3 novembre 1889, a pris comme nengô : *Tai-shô* (*grande droiture*). Bien que d'une santé délicate, il a reçu une éducation solide et variée et parle bien les principales langues européennes, surtout le français; sa bonté l'a rendu populaire.

La crise de décembre 1912-février 1913 présente le plus grand intérêt, car elle nous fait comprendre l'importance du rôle joué par l'empereur Mutsuhito : sa mort a fait reparaitre les anciennes rivalités que l'on croyait choses du passé parce qu'elles n'osaient s'affirmer devant lui.

L'empereur Yoshihito a la réputation d'être libéral et partisan d'un régime proprement constitutionnel; l'avenir montrera dans quelle mesure cette réputation est justifiée. En tout cas il semblerait bien que ce furent les personnes libérales de sa cour qui lui persuadèrent de confier en septembre 1912 les charges de grand chambellan et de gardien du sceau privé au duc Katsura : c'était un honneur inouï pour un samurai d'origine assez modeste, la charge en quelque sorte sacrée d'ami, de confident, on pourrait dire de grand prêtre du divin mikado, n'ayant jamais appartenu qu'à des kuge du plus haut rang apparentés à la maison impériale (1), mais cet honneur inouï

(1) Katsura a été remplacé en janvier 1913 comme gardien du sceau privé par le prince impérial Fushimi Sadanaru et comme

devait éloigner le duc de la politique, car il prêtait le serment de se consacrer entièrement à l'empereur, fils des dieux. Katsura mis à l'écart, Saionji et le *Seiyūkai*, où, depuis la mort d'Itô, le vieil élément radical n'a cessé d'empiéter sur les éléments libéraux, pensaient conserver longtemps la direction des affaires; pour se concilier le pays ils avaient promis de refondre l'administration, d'en diminuer les charges et de profiter des économies faites pour réduire les impôts (voir plus loin la situation financière), mais il leur fallait cependant compter encore avec les *Anciens*, les *genrô*, et l'esprit de clan; ils s'adressèrent donc à Satsuma, qui, écarté des affaires depuis 1897, en a gardé quelque rancune à Chôshû plus heureux : Kiûshû n'était-il pas représenté dans le cabinet par six membres, dont trois de Satsuma, et l'amiral Saitô, quoique de l'Iwate, n'avait-il pas pris le vieil esprit de Satsuma dans sa longue carrière au ministère de la Marine? Saionji et le *Seiyūkai* promirent donc de faire voter un programme très important de développement de la flotte. Aussitôt Chôshû s'émut et avec lui l'armée, où domine l'esprit de Chôshû; le maréchal Yamagata se fit le porte-parole de leurs revendications, et, s'appuyant sur le fait que la proclamation du protectorat russe sur la Mandchourie Extérieure menaçait de rouvrir la question chinoise, il demanda la création de deux nouvelles divisions destinées à tenir garnison en Corée, création, qui devait, paraît-il, être suivie dans quelques années de celle de quatre autres divisions. La proposition mécontenta l'opinion publique, le *Seiyūkai* fut exaspéré et les vieux radicaux firent entendre toutes leurs anciennes plaintes contre le gouvernement des clans. Le ministre de la Guerre, le lieutenant général Uehara, bien que de Satsuma, fit siennes les revendications de Yamagata et de Chôshû, qui étaient celles de l'armée, et, sur le refus de Saionji d'y faire droit, il donna sa démission; aucun général n'acceptant de le remplacer et le portefeuille de la Guerre étant réservé à un général, le cabinet Saionji dut se retirer le 5 décembre 1912.

Heureux de cet échec des radicaux et des libéraux, les *genrô* (aussi bien ceux de Satsuma que ceux de Chôshû) voulurent imposer au nouvel empereur leur autorité, à laquelle Mutsuhito s'était soustrait depuis 1901. Le conseil des *genrô* (qui n'a

grand chambellan par le duc Takatsukasa, le chef de l'une des cinq branches des Fujiwara où l'on choisit les impératrices.

aucun rapport avec le *genrô-in*, l'ancien Sénat supprimé en 1890) n'est pas un corps de l'État; Mutsuhito consultait ses anciens ministres les plus éminents à titre purement privé, comme notre Président de la République s'entretient dans de certaines occasions avec des personnalités marquantes des deux Chambres; cependant ce conseil est devenu en quelque sorte un corps fermé puisqu'en 1911 Mutsuhito a décidé que Katsura serait désormais considéré comme un *genrô* et qu'à la fin de la crise dont nous nous occupons Yoshihito a accordé le même honneur à Saïonji. Donc les *genrô* se réunirent, soit Yamagata, Ôyama, Matsukata, Inoue et Katsura, ce dernier un peu à l'écart à cause de ses fonctions de grand chambellan et de la jalousie de ses collègues; ils mirent en avant des idées et des prétentions qu'on croyait ne plus appartenir qu'à l'histoire, Yamagata voulant rétablir un gouvernement dictatorial, Matsukata prétendant, comme en 1881, tout sacrifier à une étroite politique d'économies, même les travaux publics les plus urgents. Mais on vit alors combien les victoires de 1904-05 ont changé le Japon et dans un sens opposé à celui qu'on croyait en Europe. A l'excitation générale il apparut que ces victoires ont donné à tous la volonté de s'intéresser aux affaires de l'État d'une manière qui rend impossible le rétablissement de la dictature : le maréchal dut renoncer à prendre le pouvoir aussitôt qu'il en eut manifesté le désir, il ne put même pas imposer la candidature du général Terauchi ou celle de Hirata (p. 730); quant à la politique de Matsukata (un moment sollicité de former un cabinet), qui consistait à arrêter les entreprises nécessaires à l'essor économique du pays pour faire des économies qui rétablissent les finances de l'État et la situation des banques, elle fut qualifiée de monstrueuse. Les *genrô* semblèrent des revenants, leurs idées aussi arriérées que celles de Nogi, seulement Nogi a été divinisé parce qu'il est mort, les *genrô* ont été honnis parce qu'ils vivent encore et qu'après avoir fait la force de leur pays, ils en auraient, dit-on, causé la perte. Leur temps étant passé et celui d'un gouvernement proprement constitutionnel n'étant pas encore venu, la solution la plus plausible semblait être de rendre le pouvoir à Katsura. Pour le permettre, l'empereur promulgua un décret dans lequel il déliait le duc de son serment et le priait d'assumer les fonctions de premier ministre, en lui déclarant que lui seul pouvait sauver le pays dans d'aussi graves circonstances.

Le 17 décembre était constitué le troisième ministère Katsura (déc. 1912-février 1913) : *Présidence* Katsura; *Affaires étrangères* Katô (p. 785); *Intérieur* Ôura (p. 794); *Communications* Gotô (p. 794); *Agriculture* Makakôji; *Finances* Wakatsuki; *Justice* Matsumura; *Instruction publique* Shibata; *Guerre* Kikoshi; *Marine* Saitô (t. V, p. 374). — Makakôji Ren (1866), de Tokushima (Awa de Shikoku), a été magistrat, directeur du chemin de fer Seul-Fusan (1903-04), préfet de police (1904-06), vice-ministre des Communications (1906-08). Wakatsuki Reijirô (1866), de Shimane, a fait sa carrière dans les Finances, dont il a été vice-ministre (1908-11). Matsumura Mosuke (1866), de Saitama, a été directeur de l'enseignement primaire et secondaire (1908-12). Shibata Kamon (1861), de Yamagata, fonctionnaire, a été chef du secrétariat du Cabinet dans les deux ministères Katsura. Le lieutenant général Kikoshi Yasutsuna (1854), de Kanagawa, baron en 1907, commandait une brigade sous Oku en 1904-05.

Katsura s'empessa de se délivrer des *genrô*, en faisant décider par l'empereur qu'ils ne pourraient plus sous aucun prétexte intervenir dans le gouvernement. Un nouveau décret du souverain imposa à l'amiral Saitô de conserver le portefeuille de la Marine (malgré l'opposition de Satsuma). Katsura parla ensuite de soumettre les projets concernant l'augmentation de l'armée et de la marine à un *Conseil supérieur de la défense nationale*; d'adopter le programme de refonte de l'administration et d'économies présenté par Saionji; de s'engager à reprendre l'amortissement de la dette abandonné par son prédécesseur et à poursuivre son ancien programme de développement économique en opposition aux idées rétrogrades de Matsukata. De plus il se rallia au régime parlementaire en fondant un parti gouvernemental, dit parti *constitutionnel unioniste* (*Rikken Dôshikai*), composé des éléments modérés du *Kokumintô*, des membres du *Chûôha* dissous et de plusieurs membres du *Dôshiha*. En même temps Katsura, qui s'entendait avec Okuma par l'entremise de Gotô, s'efforçait de négocier avec les autres partis pour les amener à voter les crédits demandés pour le couronnement et à suspendre leurs attaques jusqu'à l'achèvement des solennités, qui devaient avoir lieu en automne. L'opinion générale était que d'une manière ou d'une autre il saurait s'imposer; de l'aveu même de ses ennemis, et ils sont nombreux (n'a-t-on pas été jusqu'à dire que Nogi s'était tué pour empêcher le retour du duc

au pouvoir?), Katsura est un homme d'État du premier ordre et c'est le seul que possède actuellement le Japon.

Malheureusement la grandeur de Katsura fait sur de certains points sa faiblesse; les Japonais ont leurs qualités mais aussi leurs défauts, et la jalousie en est un; l'esprit communautaire que leur ont donné le confucianisme et la solidarité de clan leur rend toute personnalité odieuse; ils ne veulent à aucun prix qu'on synthétise dans le nom de Katsura les grandes actions faites par eux depuis quinze ans, comme on a synthétisé l'œuvre de l'unification italienne dans les noms de Cavour et de Garibaldi. De plus, on est las du gouvernement de Chôshû : le vieil amiral Kabayama, un satsuma, ne disait-il pas au cours de cette crise : « A Sekigahara (1600), pendant que Satsuma se faisait tuer, Chôshû est resté l'arme au bras, attendant l'issue de la bataille pour se rallier au vainqueur; aujourd'hui, dans cette attaque générale contre Chôshû, Satsuma lui rend la pareille et le laisse se tirer d'affaire tout seul? » Permettre à Katsura de concilier le programme des *genrô* avec celui du *seiyûkai*, c'eût été lui assurer le pouvoir pour bien des années; on avait tellement peur de son habileté que par tous les moyens ses envieux, *genrô* ou anti-*genrô*, bureaucrates ou parlementaires, voulurent le forcer à se retirer avant qu'il pût même commencer à l'exercer. Aussi toutes les négociations tentées avec le *seiyûkai*, exaspéré d'ailleurs par la fondation du nouveau parti, demeurèrent-elles inutiles; l'ancienne amitié de Saionji pour Katsura s'était changée en hostilité déclarée et, bien que, sans doute pour la forme, il eût conseillé à l'empereur de confier la présidence du conseil à Katsura, il ne fit rien pour empêcher le *seiyûkai* d'agiter le pays et félicita même le comité du parti d'avoir si fermement résisté aux offres du ministère. Pour gagner du temps Katsura fit repousser par l'empereur la réunion des Chambres du mois de janvier au mois de février; dès la première séance, le 5 février, qui donna lieu à de violentes manifestations dans la rue, une motion de blâme fut présentée contre le gouvernement, la Diète fut suspendue pendant cinq jours (1); le 9 l'empereur ordonna au marquis Saionji, chef du *seiyûkai*, de retirer la motion de blâme; le marquis transmit cet ordre à son parti,

(1) Le président actuel de la Chambre des députés, Ôka (ou Ooka) Ikuzô (56), de Chôshû, ancien avoué de Tôkiô, est un membre du *Seiyûkai* et le propriétaire du journal *Chûô* p. (718).

dont la majorité refusa de le suivre; à la réunion du Parlement le 10, un nouveau décret impérial prorogea la Diète pour trois jours; puis, dans un conseil tenu à la Chambre même, le ministère résolut de démissionner. Cependant les radicaux avaient convoqué tout ce que Tôkiô compte de gens de désordre, et ils sont nombreux dans cette ville de deux millions d'habitants; Katsura leur est odieux parce qu'il a réprimé durement les émeutes de 1905 et qu'en 1911 il a fait exécuter Kôtoku et les anarchistes condamnés par la Cour suprême; une grande foule de curieux s'était massée derrière eux, elle ne cessait de manifester contre les députés partisans du ministère car Katsura est impopulaire. La répression brutale d'une police insuffisante excita la foule; les gens de désordre en profitèrent pour attaquer la police, qui riposta : deux cents personnes furent plus ou moins grièvement blessées. Les perturbateurs se répandirent alors dans les différents quartiers de la ville, incendiant les postes de police et les voitures des tramways (les gens de Tôkiô haïssent les compagnies de tramways, dont ils trouvent les tarifs trop élevés). On donna l'assaut aux bureaux du *Kokumin Shim-bun*, dont les rédacteurs se défendirent à coups de revolver, tuant l'un des assaillants et en blessant plusieurs. La troupe dut aider la police; l'émeute n'en continua pas moins pendant toute la nuit; au matin, une forte gelée attachant au sol les objets que la foule ramassait pour les jeter contre les soldats, le calme se rétablit lentement. Des troubles se produisirent dans d'autres villes, entre autres à Osaka et quelques jours plus tard à Kôbe et à Kiôto. Le cabinet Katsura démissionna; l'empereur s'adressa à l'amiral Yamamoto, qui, après de longues négociations, réussit à s'entendre avec le *Seiyûkai*. Celui-ci obtenait la majorité des sièges, mais seulement en apparence, car plusieurs des ministres, qui ne s'occupent pas de politique, ne se sont fait inscrire que temporairement au *Seiyûkai*. Voici la composition du nouveau cabinet : *Présidence du conseil* Yamamoto (V, p. 373); *Affaires étrangères* Makino (p. 783); *Guerre* Kikoshi (p. 833); *Marine* Saitô (V, p. 374); *Finances* Takahashi; *Commerce* Yamamoto T. (p. 802); *Justice* Matsuda (p. 708); *Intérieur* Hara (p. 782); *Instruction publique* Motoda (p. 704); *Communications* Okuda. Takahashi Korekiyo (1854), de Sendai (baron), président de la *Specie Bank* (1906), puis gouverneur de la Banque du Japon, est un homme d'affaires. Okuda Yoshita a été tour à tour fonctionnaire et député. La Chambre a voté le budget le 17 mars,

quoique avec peine, par 186 voix contre 181 (43 *kokumintô*, 88 *rikken dôshikai*, etc.); la 30^e session a été close le 27 mars. Voilà donc la crise terminée et l'on peut penser que les passions vont s'apaiser; la fidélité de l'armée et le loyalisme des paysans semblent assurer le pays contre une nouvelle révolution; pour les villes mêmes il n'y faut pas exagérer la part des mécontents; mais il faut tenir compte de l'extrême nervosité des Japonais, nervosité qui paraît due en partie à leur origine malaise et à la nature volcanique de leur sol; on a vu en août 1912 la population de Tôkiô défier Nogi, qui s'était suicidé sur la tombe de l'empereur Mutsuhito, honorer tous ceux qui l'avaient précédé ou suivi dans le suicide; en février 1913 cette même population acclamait les députés qui avaient refusé d'obéir aux injonctions de l'empereur Yoshihito et Sun yat sen, le fondateur de la république chinoise. Et sans doute Tôkiô compte plus de deux millions d'habitants, il est entouré de villes populeuses, l'on peut donc penser que les plus ardents à manifester en faveur des radicaux n'avaient pas été les plus affectés par la mort de Mutsuhito; dans l'un et l'autre cas cependant les initiateurs de mouvements si différents ont reçu l'appui de la foule. Les événements de décembre 1912-février 1913 ne font d'ailleurs que confirmer les conclusions données à la fin de ce volume; je ne crois pas non plus qu'ils démentent les espérances hasardées p. 804; elles se fussent certainement réalisées sans la mort de Mutsuhito; il est probable que l'exercice du pouvoir donnera à Yoshihito assez d'autorité pour rétablir une heureuse alternative de ministères sagement conservateurs et de ministères modérément libéraux. Toutefois, les *genrô* écartés (s'ils le sont vraiment, car ils ont été consultés sur la fondation du cabinet Yamamoto), il semble que le meilleur moyen d'en finir avec l'esprit de clan et d'intrigue, si tenace dans le *Seiyûkai* et le *Kokumintô*, soit d'établir le suffrage universel (1).

II. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE DU JAPON A LA FIN DE L'ÈRE DE MEIJI.

Les renseignements suivants, empruntés à l'*Annuaire* de 1912,

(1) Je signalerai dans l'appendice du tome VII les principaux événements qui auront eu lieu dans la politique intérieure depuis 1913.

nous sont parvenus trop tard pour pouvoir figurer dans le corps de ce volume.

Population (1912).

Japon propre	52 200 000
Corée.....	13 400 000
Formose.....	3 400 000
Sakhalin.....	40 000
Kantung (1).....	400 000
Empire japonais.....	<hr/> 69 440 000

Commerce extérieur (1911) (chiffres ronds).

961 240 000 yen, dont 447 434 000 (exp.) et 513 806 000 (imp.)

Sociétés (1910).

12 308 avec 1 481 millions de capital versé.

Caisse d'épargne postale (1912) (chiffres ronds).

12 millions de déposants; 184,5 millions de dépôts. (Dans les caisses d'épargne privées le montant des dépôts faits en caisse d'épargne est de 302 millions de yen (159, retraits déduits).

Banques (1911).

(Non compris les banques privilégiées).

1 616 avec 327,8 millions de capital versé, un mouvement général de plus de 14 milliards de dépôts et de 8 milliards d'avances en 1910.

Chemins de fer (1910-1911).

5 355 milles anglais de lignes; 2 361 locomotives; 6 380 wagons de voyageurs; 36 263 wagons de marchandises; 27,7 millions de tonnes de marchandises ayant payé 35,7 millions de yen, 164,5 millions de voyageurs ayant payé 45 millions.

(1) Proprement Kwan tung, le mot étant chinois; le w suivant le k des mots chinois, que les gens du Kantô ne peuvent pas prononcer, a été supprimé dans l'orthographe officielle des mots sino-japonais comme Kan tong (sino-japonais de Kwan tung).

III. — LA MARINE JAPONAISE. — SON RANG PARMI LES
MARINES DU MONDE. — COMPARAISON AVEC LA MARINE
FRANÇAISE.

Il y a trois manières de mesurer les bateaux. Le *déplacement* est le volume d'eau déplacé par le bateau, soit le poids total du bateau et de sa cargaison, mesuré en tonnes d'un mètre cube ou de 1 020 kilogrammes (poids approximatif d'un mètre cube d'eau de mer, la tonne de 1 000 kilogrammes étant le poids d'un mètre cube d'eau distillée); c'est ainsi que M. Bertin, l'éminent membre de l'Académie des Sciences, dit dans son beau livre de *la Marine moderne*, p. 154 : « Un paquebot de 30 000 tonnes, à destination des voyageurs seuls, consacre 50 pour 100 du déplacement à la coque, qui est solide, et 40 pour 100 à la propulsion, moteur et combustible. » Le jaugeage par le déplacement est employé pour les vaisseaux de guerre (en France depuis longtemps, en Angleterre depuis 1872), parce que leur charge est constante; on n'a pu l'adopter pour les bateaux de commerce, dont la charge est variable. Pour mesurer ceux-ci, on emploie une mesure de capacité : le tonneau adopté par Colbert en 1681 était de 1,440 mètre cube; en Angleterre la jauge a été établie ou modifiée par les *acts* de 1422, 1694, 1720, 1773, 1836; le système actuel de *register tonnage* a été établi par l'*act* de 1854 et adopté par toutes les nations. La *register ton* est une mesure de capacité égale à 100 pieds cubes ou 2,83 mètres cubes; en France et en Allemagne on jauge les bateaux par mètres cubes, dont le total est ensuite converti en tonnes. Le *tonnage brut* (*gross tonnage*) est le jaugeage en *register tons* de toute la capacité du bateau; le *tonnage net* (*nett tonnage*) est le jaugeage en *register tons* de la capacité des parties du bateau destinées aux voyageurs et aux marchandises; pour l'obtenir on déduit du *tonnage brut* la chambre des machines, les logements de l'équipage, etc. La forme et la disposition des bateaux variant, on ne peut calculer d'une manière générale le *tonnage net* d'après le *tonnage brut*.

La marine japonaise n'étant connue que par son *tonnage brut*, nous donnons en regard de ses chiffres (*Annuaire de 1912*) ceux du *tonnage brut* de la marine française (tableaux analytiques 27, 28, 29 du *Tableau général du commerce et de la navigation de 1911 (1912)*).

francs : propriété non bâtie (65); bâtie (45); cheptel (0,5); valeurs mobilières, moins les fonds d'État (63) (?); industries et commerces non constitués en sociétés anonymes (15); fonds publics étrangers (16); fonds français appartenant à des particuliers (10); dépôts des caisses d'épargne et espèces métalliques détenues par des particuliers (8); mobiliers privés (7).

Pour combler l'écart constaté entre la fortune évaluée directement et la somme obtenue en multipliant le chiffre moyen de l'annuité successorale par 28 ou 30 on a voulu substituer à ce chiffre un chiffre beaucoup plus élevé, 35 ou 40, ou admettre que le montant des fraudes était énorme. Mais ne pourrait-on pas, d'une part, expliquer le fait que l'annuité successorale ne s'est guère modifiée depuis vingt ans par la diminution de la mortalité et la hausse du taux de l'intérêt; d'autre part, concilier les résultats en apparence divergents de l'estimation basée sur l'annuité et de l'estimation directe en tenant compte de la hausse des salaires et de l'augmentation des impôts? On capitalise une terre ou une affaire industrielle en prenant pour base le revenu net, mais pour en fixer la valeur réelle il faut y ajouter l'impôt et le prix de la main-d'œuvre; deux affaires qui donneront le même revenu brut, mais dont l'une distribuera les deux tiers de ce revenu en salaires et l'autre un tiers seulement, auront des cours de Bourse très différents. Plus les salaires augmenteront, plus l'écart se fera grand entre la richesse réelle du pays et sa richesse estimée par l'annuité successorale; le phénomène le plus remarquable qui se soit produit en France depuis vingt ans est la diffusion de la fortune et du bien-être dans la masse. S'il fallait admettre les chiffres donnés par Chiozza Money (*Riches and poverty*, 1908), la situation serait bien différente dans la Grande-Bretagne, puisqu'on y trouverait :

Revenus annuels supérieurs à £ 160.....	£ 830 millions.
Revenus annuels inférieurs à £ 160.....	£ 225 —
Salaires annuels	£ 655 —

Encore que la France soit peut-être de tous les pays celui où la fortune est le plus divisée, c'est de tous probablement celui dont les disponibilités sont les plus grandes, comme l'indiquent les chiffres donnés plus haut pour le numéraire, les valeurs mobilières nationales et les valeurs mobilières étrangères, ce qui explique pourquoi il ne s'y est pas produit depuis longtemps une grave crise financière.

Nous avons dit que le produit total de la récolte agricole annuelle du Japon propre était de 2,6 milliards de francs environ. Voici en regard le produit de la récolte agricole de la France en 1911 (en milliards de francs). Valeur totale (41,2), dont : céréales (3,9); légumineuses (0,1); tubercules (1,1); cultures fourragères (3,5); industrielles (betteraves, etc.) (0,2); fruitières (1,7); diverses (0,5). Et cependant la récolte de 1911 était déficitaire pour beaucoup de produits (ainsi 1912 a donné environ 59,3 millions d'hectolitres de vin contre seulement 44,8 en 1911). Pour compléter le tableau de la page 280, nous ajouterons qu'en 1911 il y avait en France 16,4 millions de moutons, 1,4 de chèvres, 360 000 ânes, 194 000 mulets (chiffres ronds).

La puissance totale des forces motrices de la France (chemins de fer, bateaux, voitures non compris) était de 2,2 millions de chevaux en 1901; 3,4 en 1906 (*Stat. de 1911*, p. 72); au Japon, c'était plus de 900 000 chevaux en 1910 (*Ann. 1912*, tableau 25, 26, 32) (voir p. 255 et 846).

V. — LA SITUATION FINANCIÈRE DU JAPON EN 1912

La situation financière du Japon a fait l'objet de bien des discussions pendant la crise de 1912-13. Pour comprendre la question il faut examiner séparément la situation financière de l'État et la situation financière générale.

La situation de l'État est embarrassée; la guerre de 1904-05 a laissé de lourdes charges, les armements des puissances et la situation créée en Extrême-Orient par la révolution chinoise forcent le Japon à augmenter son armée et sa flotte; ces dépenses croissantes empêchent l'État d'entreprendre les grands travaux publics qu'exigerait la mise en valeur du pays. Le second ministère Katsura avait réussi à beaucoup améliorer la situation, le ministère Saionji a été moins heureux, comme ce sera le cas pour tout cabinet parlementaire, préoccupé de se rendre populaire en diminuant les impôts tout en accroissant les charges par l'augmentation des traitements des petits fonctionnaires et de ces travaux locaux qui plaisent aux électeurs d'une circonscription sans servir la prospérité générale du pays. Il faut le dire cependant, rien ne menace les finances de l'État : il a fait de sérieuses réductions; il en fera de plus grandes, puisqu'il doit réorganiser tous les services, y compris ceux de la Guerre et de la Marine, et réaliser de ce fait plusieurs millions d'économies; il doit éga-

lement supprimer un grand nombre de fonds spéciaux et faire figurer les autres au budget général; l'amortissement (négligé par Saionji) se pratiquera sans doute sous Yamamoto d'une façon normale. Le problème délicat est de concilier la diminution des impôts devenue nécessaire avec les grands travaux qui peuvent seuls permettre le développement du pays, mais c'est là plutôt un problème d'ordre économique général qu'un problème d'ordre fiscal; nous le traiterons donc avec la situation générale (1).

Dans cette situation le premier point préoccupant est la question monétaire. Le Japon a adopté l'étalon d'or en 1897, mais l'excès des importations sur les exportations (naturel chez un peuple qui doit s'outiller) et les intérêts dus pour les grands emprunts extérieurs contractés pendant et après la guerre n'ont cessé de compromettre cette réforme. Le ministère Katsura rétablissait la différence par des emprunts extérieurs émis à 4 ou 4 1/2 0/0 destinés à racheter les emprunts intérieurs émis à des taux plus élevés et à fournir au pays le capital liquide qui lui manque; sans doute les intérêts de ces nouveaux emprunts augmentent le montant des sommes dont le pays est débiteur, mais dans le présent le stock d'or et le capital liquide accrus lui permettent de sortir d'une crise qui ne semblerait pas devoir durer. Aussi je ne vois pas quels reproches on pourrait faire à cette politique (contre laquelle le marquis Matsukata s'est vivement élevé, sans doute parce qu'il ne se rend pas compte que le Japon d'aujourd'hui diffère du Japon qu'il a autrefois gouverné). Le ministère Saionji ne l'a pas continuée, aussi bien existe-t-il chez beaucoup de Japonais un préjugé contre les emprunts extérieurs: le stock d'or du Japon a donc diminué (2). Beaucoup craignent de voir les paiements en or menacés. Mais pour le moment du moins ces craintes sembleraient exagérées.

(1) Le Parlement vient d'abaisser le taux de l'impôt sur le revenu.

(2) Dans la *Lettre Japonaise* de l'*Economiste Français* du 21 décembre 1912, l'excédent moyen des importations sur les exportations est évalué à 60 ou 70 millions de yen (voir p. 258) et l'intérêt des emprunts à 73 ou 74 millions; d'autre part, d'après la même source, les dépenses faites à l'étranger par le gouvernement auraient dépassé 150 millions en 1910, les sorties d'argent pour raisons diverses se seraient élevées à 93 millions en 1910. Par contre les entrées d'argent auraient été en 1910 de 351,7 millions, dont 222 fournis par les emprunts — Il a été emprunté dernièrement 75 millions de francs à Londres et 200 millions à Paris sous forme de bons du trésor.

Un danger plus grave est le manque de capital liquide. Les banques japonaises seraient hors d'état, en cas de crise, de rembourser leurs dépôts. Une pareille situation est presque forcée; au contraire des vieux pays, qui ont plus d'argent que d'affaires et placent leur argent à l'extérieur, les pays jeunes, forcés de s'outiller et de créer toutes les entreprises, manquent d'argent; il n'y a qu'un remède, c'est d'attirer les capitaux étrangers, mais, comme les Japonais craignent avec juste raison de voir les Américains s'emparer de toutes les bonnes affaires du Japon, il ne leur reste qu'un moyen, celui du duc Katsura, que l'État emprunte en Europe à un taux d'intérêt peu élevé, et rachète la dette intérieure, d'ailleurs contractée à un taux d'intérêt plus élevé, ce qui libère les capitaux japonais. Il faut cependant remarquer que les Japonais, portés à spéculer, ne sont pas assez prudents dans le choix des affaires qu'ils lancent; un pays qui a peu d'argent et beaucoup d'affaires ne devrait placer son argent que dans d'excellentes affaires, ce qui malheureusement n'est pas toujours le cas au Japon.

Il n'y a donc pas de doute que la situation économique du Japon est assez délicate. Les lourdes charges laissées par la guerre de 1904-05 ont ralenti le développement économique qu'avait suscité l'indemnité chinoise. La richesse capitalisée du Japon est médiocre, ses disponibilités sont très faibles, il doit beaucoup acheter à l'étranger pour compléter son outillage, or les impôts absorbent la plus grande part des économies faites chaque année. Cependant les progrès constants et réguliers accomplis dans tous les ordres prouvent qu'il continuera de se développer et surmontera toutes les crises.

VI. — L'EMPEREUR MUTSUHITO

Nous donnerons ici sur la vie et le caractère de l'empereur Mutsuhito quelques détails qui n'ont pu trouver place dans le corps même de cet ouvrage. L'empereur était grand (1 m. 90) et fort; son type était celui de la famille impériale, qui, fors pour la taille, tient plus des Malais que des Mongols et diffère complètement de celui de la race noble militaire. Mutsuhito avait dans l'ensemble les traits de son père Kômei, les arcades sourcilières proéminentes, le nez long et assez bien attaché, les yeux obliques au nez avec les paupières bridées, la moustache

mince, courte mais bien fournie, les maxillaires saillants, le menton long et avançant (qu'exagéraient chez lui la barbiche et l'impériale), la lèvre inférieure épaisse. Dans son intérieur il portait la tunique blanche des mikado; hors du palais, comme pour les cérémonies officielles, il avait toujours l'uniforme de maréchal.

Mutsuhito et l'impératrice Harukô, fidèles aux traditions de la cour de Kiôto, cultivaient la poésie, ils composaient des poèmes courts, surtout des *tanka*; d'après B.-H. Chamberlain, l'empereur aurait écrit en neuf ans vingt-sept mille *tanka* (1).

Ces poèmes aideront les historiens à comprendre le caractère de Mutsuhito, les renseigneront sur ses goûts familiaux, son respect de la tradition, son amour de ses sujets. Mais il faut avouer que dans la plupart nous ne retrouvons pas ce don de la couleur, du trait, des rapprochements saisissants, qui font le charme et le mérite des petits poèmes japonais.

Voici quelques *tanka* de Mutsuhito, choisis parmi ceux où l'on note quelque peu de l'impressionnisme charmant des maîtres :

Ma terrasse baigne dans le clair de lune : c'est pourtant aux lointains champs de bataille que va ma pensée.

Chaque fois que je prends un livre du passé, je pense à mon peuple : Comment est-il gouverné? Comment?

Goutte à goutte la pluie a creusé la pierre du larmier; en la regardant, disons-nous : La tache est rude, soit, mais nous ne l'abandonnerons pas, non.

Les vers de l'impératrice Harukô ont une tout autre force :

Quoique léger, sur l'obstacle déborde le cœur des eaux de la rivière, ainsi du cœur du peuple (2).

(1) Le vicomte (alors baron) Suematsu et M. Lloyd ont publié en anglais des recueils des poèmes impériaux; quelques poèmes ont déjà été traduits en français, entre autres par M. REYON (*Anthologie*) et par M. ARCAMBEAU dans son remarquable article sur l'empereur Mutsuhito paru dans le *Bulletin* de la Société Franco-Japonaise (juin-septembre 1911).

(2) Le texte et une traduction anglaise de ces vers ont été donnés par MM. J.-C. BALET (l'auteur de l'excellente grammaire japonaise mentionnée ailleurs et le correspondant si bien informé de l'*Illustration*) et L. DEFRANCE dans le numéro d'avril 1905 de *Fortnighthly Review*.

VII. — DÉVELOPPEMENTS ET ÉCLAIRCISSEMENTS
DE L'INTRODUCTION

a) *Le développement économique de la Russie.*

Il est presque impossible d'évaluer la fortune de la Russie, tant elle s'accroît chaque année. Nous donnons ici un tableau succinct et approximatif de ce développement, qu'on pourra comparer au tableau du développement du Japon au cours de la même période. — La population, qui était de 130 millions lors du recensement de 1897, était évaluée en 1910 à 118,6 millions pour la Russie d'Europe, 12,1 pour la Pologne; 11,7 pour le Caucase; 9,9 pour l'Asie Centrale; 8,2 pour la Sibérie; 3 pour la Finlande; 2,3 pour la Boukharie et Khiva (total : 166,1). — L'agriculture a progressé; l'on a récolté, en millions de tonnes : *froment* : 10,7 (moyenne de 1899 à 1903); 21,1 en 1910; 17,1 en 1911; *orge* : 5,3 (1899-1903); 10 (1910); 9,5 (1911); *seigle* : 21,6; 22; 20,4. On comptait en 1911 : 24 millions de chevaux, 37 de bœufs, 12 de porcs, 46 de moutons et de chèvres. — Les progrès de l'industrie ont été rapides et saisissants; on comptait 12 702 établissements de la grande industrie (non compris les mines, les hauts-fourneaux et les établissements de l'État) en 1900, avec 1 340 000 ouvriers, 14 710 (1 830 000) en 1910. Les mines donnaient 53 535 kilogrammes d'or en 1910 (36 356 en 1891); 5 481 de platine (1910); 22 700 tonnes de cuivre en 1910 (5 500 en 1891); 3,5 millions de tonnes de fer (1911) (1 en 1891); 24,7 millions de tonnes de houille en 1910 (6,2 en 1891); 9,3 millions de tonnes de naphte brut en 1910 (0,3 en 1880; 1,9 en 1885). L'industrie produisait, en 1910 : 3 millions de tonnes de fonte (2,5 en 1902); 1,8 de sucre en 1910-11 (1 en 1901-02). Il y avait 8,8 millions de broches à filer le coton en 1912 (6,5 en 1900). — Le commerce extérieur était de 593,4 millions de roubles (imp.), 761,5 (exp.) en 1901; 800,6 et 1 094,8 en 1906; 1 084,4 et 1 449 en 1910. — La longueur des voies ferrées était, en 1910, de 59 559 kil. (Europe), 19 570 (Asie) (30 957 et 1 433 en 1890); la marine marchande comptait, en 1911, 943 vapeurs (463 446 tonnes), plus 468 (71 594) en Finlande [745 (364 361) et 287 (49 372) en 1901].

b) *Sur l'individualisme économique en Angleterre.*

Le passage suivant, qui complétait ce qui est dit de l'individualisme économique anglais page 14, a été supprimé pour cause de longueur... Nous le rétablissons ici pour faire bien comprendre l'évolution des idées anglaises au dix-neuvième et au vingtième siècle.

« On peut dire que l'empire anglais fut avant tout et surtout une création de l'individualisme anglais. Ce sont des marchands de la Cité qui ont fondé la Compagnie de l'Inde Orientale, des hommes de génie au service de cette Compagnie (tels Clive et Warren Hastings) qui ont conquis le Bengale et l'ont organisé, sans se préoccuper du gouvernement, qui les a rarement aidés et souvent contrecarrés. Quelle a été la part du gouvernement dans la colonisation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande? Brooke s'est fait seul son royaume de Bornéo, qu'il a mis plus tard sous le protectorat anglais, et Rhodes n'a demandé ni les conseils ni l'aide du gouvernement pour conquérir la Rhodésie. De même, la suprématie industrielle et commerciale que l'Angleterre a exercée pendant un siècle (1780-1880), elle l'a due aux efforts d'hommes isolés se faisant eux-mêmes leur place au soleil, comme on en peut juger par le *Self-Help* de Smiles.

« Mais d'autres conditions ont nécessité un changement de régime. Dans les colonies, de plus en plus distinctes de la métropole, l'individualisme a encore sa place, il ne l'a plus dans l'Angleterre trop peuplée avec ses 238 habitants par kilomètre carré. La tendance qui se manifeste en Angleterre de substituer le régime de l'association à celui de l'individualisme et de recourir dans la période de transition à l'étatisme doit être considérée, malgré ses dangers et ses exagérations, comme une conséquence forcée du fait que le premier devoir de l'Angleterre est maintenant de nourrir, d'enrichir, d'éduquer ses classes pauvres : le chiffre énorme de la population, l'inégalité des fortunes, les difficultés que rencontrent les émigrés dans les colonies, qui se peuplent assez vite et où les meilleures places sont prises, le besoin général de bien-être, qui se manifeste d'ailleurs chez tous les peuples, ne permettent plus que la société se contente de rendre possible ou même facile l'ascension individuelle des hommes intelligents et énergiques, elle doit aider à l'ascension collective des classes pauvres. Or cette ascension est

difficile à cause de l'accroissement continu de la population, alors que l'exploitation déjà plusieurs fois séculaire du sol et du sous-sol de l'Angleterre et la concurrence de pays récemment mis en exploitation rendent l'enrichissement plus malaisé. »

c) *De l'étatisme allemand.*

Il existe en Allemagne comme deux principes de civilisation distincts : le premier est surtout représenté par l'Allemagne sud-occidentale, le second l'est par la Prusse. La civilisation de l'Allemagne sud-occidentale, d'origine romaine, a subi constamment l'influence de l'Italie et, plus encore, celle de la France; le *Code civil* est même resté la loi de l'Allemagne Rhénane jusqu'en 1901. Grâce à cette double influence, la civilisation de l'Allemagne sud-occidentale fut féconde dans les arts, les lettres et les sciences, mais, au point de vue politique, le conflit des tendances latines et des tendances germaniques y aboutit à l'anarchie : aujourd'hui, la Bavière, le Wurtemberg et Bade n'ont pas de système politique bien arrêté; dans la mesure où ils peuvent échapper à l'influence prussienne, leurs tendances seraient plutôt libérales.

L'étatisme allemand est une création de la Prusse; c'est le produit naturel de son histoire, comme le régime parlementaire est le produit naturel de l'histoire de l'Angleterre (voir p. 578).

Le sol du Brandebourg est pauvre; à l'époque où les Hohenzollern s'y établirent et pendant les premiers siècles de leur gouvernement, le pays, peu peuplé, presque inculte, était terrorisé par les nobles, qui considéraient comme un droit de détrousser les voyageurs; Wilibald Alexis a donné de cette époque une peinture colorée et pour l'ensemble exacte dans ses romans historiques, dont l'un (*la Culotte de M. de Bredow*) est devenu populaire. Frédéric I^{er} (1441-40) et Joachim I^{er} (1499-1535) furent des ennemis acharnés de la noblesse, que tous les Hohenzollern ont abaissée; il n'existe pas de grande famille féodale d'origine brandebourgeoise, les Quitzow avaient perdu toute puissance à la fin du quinzième siècle; depuis trois siècles la noblesse s'est consacrée à l'État, ses membres sont officiers ou fonctionnaires. Petite, faible et pauvre, la principauté des Hohenzollern ne put subsister qu'en se faisant purement militaire; à plusieurs reprises, principalement après la guerre de Trente ans et cette époque qu'on a appelée l'époque des Suédois (*Schwedenzeit*), le pays se trouva tellement ravagé qu'il fallut tout reprendre et tout

rapprendre, agriculture et industrie, comme si le peuple eût été inculte et le sol vierge; pour mener à bien leur tâche, les Hohenzollern firent tout militairement, dans la paix comme dans la guerre. Il en fut de même de la Prusse propre, colonie religieuse-militaire de l'Ordre Teutonique au milieu d'une population slave, qui, même après sa sécularisation et son annexion par le Brandebourg, en resta séparée par la Pologne jusqu'en 1793. C'est ainsi que l'étatisme devint naturellement la constitution politique, sociale et économique du nouveau royaume de Prusse.

L'étatisme prussien (comme d'ailleurs l'étatisme japonais, qui l'a copié) est dans le fait moins une autocratie qu'une bureaucratie; bien que cette bureaucratie se recrute en partie dans la noblesse et que pendant longtemps elle s'y soit même presque exclusivement recrutée, ses tendances ne sont pas aristocratiques, elles seraient plutôt le contraire; l'œuvre du grand Frédéric, de Stein et de Hardenberg est nettement anti-aristocratique comme aussi la plus grande partie de l'œuvre de Bismarck : la loi sur les arrondissements (*Kreisordnung* de 1872) a détruit non seulement tous les privilèges mais même toute la situation de la noblesse dans les campagnes. C'est le parlement prussien qui favorise la noblesse et la bourgeoisie, parce que la Constitution de 1850 (à peine modifiée depuis) fut accordée à une époque où nul en Allemagne n'aurait osé songer au suffrage universel propre et que l'opposition d'une Chambre Haute en partie héréditaire (1), d'une Chambre Basse élue au suffrage à deux degrés (les électeurs du premier degré étant répartis en trois classes d'après le montant de leurs impôts directs) empêchent toute réforme. La bureaucratie prussienne s'intéresse d'abord et avant tout à l'État, considéré comme un être en soi, indépendamment de ceux qui lui obéissent et de ceux qui le dirigent, par suite à ce qui constitue l'État même : l'administration, la judicature, le fisc, l'armée, la marine, les travaux publics, l'industrie et le commerce pour ce qu'ils rapportent à l'État en force et en richesse, l'enseignement public destiné en même temps à assurer

(1) La Chambre des Seigneurs (dont la Chambre haute japonaise est presque la copie) comprend actuellement, avec les princes royaux, 98 chefs de maisons nobles, 216 membres à vie, nommés par le roi, dont 46 directement et 170 sur la présentation de certains corps (collèges provinciaux des comtes, des grands propriétaires, villes, Universités). — Pour l'étude de l'État prussien l'œuvre capitale est, je n'ai pas besoin de le dire, celle de M. Lavissee.

la situation de l'État comme puissance intellectuelle et à faire prévaloir par l'instruction obligatoire ses idées politiques et sociales. La bureaucratie, le gouvernement prussiens s'intéressent ensuite au peuple sans distinction de classes, on pourrait même dire que leur régime est démocratique, si on entendait le terme non pas dans le sens que le peuple gouverne, mais dans le sens qu'on y gouverne pour le peuple. L'État prussien restreint le plus qu'il peut l'initiative individuelle et la liberté; il s'est fait une conception du citoyen ou plutôt du sujet d'après ses traditions et ses principes philosophiques; tous ceux qu'il gouverne sont modelés d'après cette conception et physiquement et moralement par l'école, le service militaire, les lois sur l'hygiène, les lois sociales et fiscales, l'administration, la police, etc. L'État prussien associe étroitement à son œuvre sociale et politique son œuvre économique; pour s'assurer des ressources, il règle minutieusement tous les modes de la production (1). Quand l'étatisme prussien a été étendu de la Prusse à toute l'Allemagne, il est apparu comme favorable, au moins pendant un temps, au développement de la richesse, mais c'est surtout dans l'intérêt de l'État, parce que l'État a toujours besoin de plus d'argent et toujours besoin de plus d'hommes, que, ces hommes, il faut les nourrir, les occuper, leur procurer de bons salaires, sous peine de les perdre; la plus grande crainte de l'empire est de voir se reproduire le mouvement d'émigration qui, principalement de 1852 à 1869 et de 1880 à 1893, a fait s'établir cinq millions d'Allemands aux États-Unis, au Brésil, en Argentine et dans l'Australie.

Cette courte révision de l'histoire de l'étatisme allemand nous suggérera les réflexions suivantes. Quoique le droit romain, la philosophie hégélienne, les sciences économiques et sociales, telles qu'on les enseigne dans les Universités, aient donné à l'étatisme prussien un corps de doctrines, dans son fond ce n'est pas un système rationnel et abstrait, mais une formation empirique et concrète. Par suite, bien que plusieurs de ses institutions aient pu être adoptées par d'autres peuples, bien moins encore que le constitutionnalisme anglais, qui est moins particulier, l'étatisme

(1) Cependant, si l'empire allemand est protectionniste et par principe et parce qu'il tire des douanes ses principales ressources (670 millions de marcs), ce sont les partis conservateurs du *Reichstag* qui lui imposent le protectionnisme extrême contre lequel protestent de plus en plus les habitants des villes (14 millions dans les villes de plus de 100 000 habitants en 1910).

allemand ne peut être adopté de toutes pièces par un autre pays; nous en avons la preuve au Japon, où les troubles récents ont été tout aussi bien une protestation contre l'organisation bureaucratique d'origine allemande que contre l'esprit de clan des *genrô* et des principaux fonctionnaires. D'autre part, encore que l'étatisme allemand en impose par son esprit de discipline et de méthode et par sa tendance à chercher aux problèmes économiques et sociaux des solutions scientifiques, encore qu'il ait assurément favorisé le développement de l'Allemagne depuis quarante ans, il a de graves défauts, dont les principaux sont d'avoir arrêté l'initiative individuelle, détruit ou presque les tendances idéalistes qui ont fait la grandeur de l'Allemagne au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, porté toutes les classes à chercher la compensation du manque de liberté dans le goût du bien-être et de l'argent, ce qui imposera au pays la nécessité de s'enrichir continuellement sous peine de protestations ou même de troubles. Aussi bien, quoique l'étatisme prussien ait marqué la civilisation allemande d'une empreinte indélébile, il semblerait, au moins sous sa forme extrême, ne devoir être pour l'Allemagne qu'un régime de transition, qui sur bien des points paraît près de se modifier. L'opposition à ce régime se manifeste sous une double forme : d'une part, les socialistes, qui, aux élections pour le *Reichstag* en 1912 (élections qui ont lieu au suffrage universel) ont obtenu 4,2 millions de voix sur 12,2 millions de votants, opposent à l'étatisme prussien leur propre conception de l'étatisme; d'autre part, la diffusion de l'instruction et du bien-être, l'influence de l'étranger, principalement de l'Amérique, où vivent des millions d'Allemands et de fils d'Allemands, ont fortifié les tendances libérales de l'Allemagne du Sud et en ont étendu l'influence à l'Allemagne du Nord (1,6 million de voix libérales; 1,4 de voix radicales en 1912).

Pour compléter l'étude comparée faite p. 274 du développement de la richesse japonaise et du développement de celle des autres pays, je dirai quelques mots de la richesse de l'Allemagne, dont il est si souvent parlé depuis quelque temps. Il n'existe pas, à ma connaissance, de travail d'ensemble fait par un étranger sur la richesse allemande; les travaux faits par des Allemands sont, au contraire, assez nombreux. Becker l'estimait en 1886 à 175 milliards de mares, Schmoller en 1902 à 200, l'anonyme des *Grenzboten* (9 juillet) en 1908 à 216. Il est possible que ces

auteurs, en se basant principalement sur des données un peu anciennes, qu'ils pouvaient mieux contrôler, n'aient pas tenu suffisamment compte des progrès accomplis dans les dernières années et qu'ils n'aient pas su saisir toutes les formes de la richesse. Néanmoins on est étonné de voir A. Steinmann-Bucher donner tout à coup une évaluation si différente et estimer la richesse allemande à beaucoup plus de 350 milliards de marcs dans sa brochure intitulée : *350 Milliarden Deutsches Volksvermögen*, 1909; cette brochure, bien que fortement documentée, n'est pas, il est vrai, un ouvrage scientifique mais une œuvre de polémique, où l'auteur a, comme il le dit dans sa préface, voulu relever le moral de ses compatriotes. Cette brochure ayant été analysée dans le bel article sur la *Force financière des États* que M. Raphaël-Georges Lévy a publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1912, je me contenterai de faire ici quelques remarques. M. Steinmann-Bucher adopte, au moins en principe, comme valeur des immeubles (sans le terrain) et des meubles qu'ils renferment le montant des assurances contre l'incendie (le service entier des assurances forme en Allemagne un bureau spécial). Ce montant (non compris les compagnies d'assurance étrangères) était de 153 milliards de marcs en 1905, il s'est élevé en 1909 à 182 (*Annuaire statistique de l'empire allemand* (1912), p. 379 et suiv.). Mais il est impossible de savoir dans quelle mesure le montant d'une assurance correspond à la valeur de l'objet assuré; la valeur des meubles et immeubles allemands peut donc être bien inférieure au chiffre fourni par le bureau des assurances; d'ailleurs l'auteur ne déduit pas les réassurances, qui pour les assurances officielles formaient 4,9 0/0 du total en 1905; 7,7 0/0 en 1909. D'autre part, l'auteur fixe à 40 milliards de marcs au moins la valeur des terrains urbains, mais son compatriote, M. Ballod, jugeait dans la *Tagliche Rundschau* du 17 novembre 1908 que ce chiffre devait être réduit de moitié. De même, l'auteur estime que le capital allemand placé en valeurs étrangères ou en entreprises à l'étranger s'élevait à 30 milliards de marcs en 1908; le docteur Erich Neuhaus ne pensait pas, au contraire, que ce capital dépassât 16 milliards en 1906. On voit par ces exemples avec quelle réserve il faut admettre les conclusions de M. Steinmann-Bucher. (Voir pour la progression du capital en Prusse p. 12.) J'ajouterai que, pour la commodité des calculs, on donne au marc la valeur de 1 fr. 25, mais qu'en réalité 81 marcs font 100 francs.

d) *Sur les Jeunes Turcs (p. 35 et 474).*

C'est dans le tome VII, où nous étudierons, avec la politique extérieure du Japon, la transformation générale de l'Asie, que nous rechercherons les causes de la défaite des Turcs en 1912-13. Quelles qu'elles soient, elles ne peuvent rien enlever à l'intérêt que présente la révolution des Jeunes Turcs en tant que symptôme de la mentalité nouvelle qui apparaît chez tous les peuples asiatiques. Comme nous l'avons déjà dit et comme nous le montrerons plus clairement dans le tome VII, le grand mouvement qui se manifeste en Asie a des tendances multiples et complexes, il est tout à la fois national et même nationaliste, démocratique et moderne; or il va de soi que ces tendances sont, momentanément au moins, contradictoires: pour se moderniser, se transformer moralement et matériellement, les peuples de l'Asie ont besoin de l'aide de l'Europe, mais en même temps leur patriotisme exaspéré leur fait craindre et haïr l'Europe, souvent même aussi la civilisation européenne; de plus, l'œuvre de réformes le plus souvent impopulaires qu'ils sont obligés d'accomplir nécessiterait des gouvernements forts et autocratiques et ne peut se concilier avec leurs revendications démocratiques. Il est donc naturel que dans bien des cas la transformation brusque de peuples longtemps ennemis de toutes réformes amène des catastrophes; l'avenir seul montrera quels seront les peuples assez forts et assez unis pour mener à bien, comme le Japon, leur œuvre de régénération.

VIII. — ADDENDA ET ERRATA

P. 11. — Les chiffres donnés dans la note de la page 11 sont ceux de la consommation de l'eau-de-vie, qui est à 40, 50 ou au plus à 60 degrés, et non (comme page cviii du tome IV) ceux de la consommation de l'alcool pur (100 degrés); si l'on compare le tableau du tome IV, où, d'après le sénateur Claude (des Vosges), nous avons donné comparativement la consommation en France de l'alcool et de l'eau-de-vie, on trouvera pour cette dernière (1900) le chiffre de 9,76, qui est un peu supérieur au chiffre de 9,32 donné ici d'après des statistiques internationales.

P. 16 et 255. — Au Japon, pays de torrents et de cascades, les forces hydrauliques (la houille blanche) contribueront puis-

samment au développement de l'industrie; on y trouve déjà (1910) (contre 423 000 chevaux fournis par la vapeur) 90 000 fournis par des turbines, 365 000 fournis par l'électricité (le plus souvent produite par des chutes) (plus, dans l'aciérie gouvernementale, 49 000 chevaux fournis presque exclusivement par des turbines ou l'électricité) (1). — Voici en millions de chevaux les chiffres approximatifs des forces hydrauliques existant dans les principaux pays et des forces hydrauliques déjà utilisées (ces derniers entre parenthèses) : France, 10 (0,8) surtout dans les bassins du Rhône et de l'Isère, Grenoble devenant l'une de nos grandes villes industrielles (2); Norvège, 10 (les chutes utilisées de Tyam et de Vamfos fournissant chacune 70 000 chevaux); Suède, 7; Italie, 5 (0,6); Suisse, 1,5 (0,4); États-Unis, ? (0,8) (dont 0,5 du Niagara, qui peut en produire 5); Allemagne, 2 (0,3). La Bavière (qui possède 700 000 chevaux de chutes) et Bade (qui possède sur la frontière suisse les plus importantes chutes utilisées de l'Allemagne) veulent faire de l'utilisation des chutes un monopole d'État; un projet conçu dans ce sens a été soumis aux Chambres bavaroises, le gouvernement bavarois a commencé l'exécution de grands travaux dans les lacs de Walchen et de Kochel. La Suisse songe aussi à nationaliser les chutes.

(1) L'annuaire français et l'annuaire anglais du Japon donnent les mêmes chiffres, mais le premier les donne comme des *chevaux-vapeurs* et le second comme des *horse powers*; or le *cheval-vapeur* est de 75 kilogrammètres et le *horse power* de 75,9. Les deux annuaires donnent pour les dynamos 183 000 *chevaux* dans le tableau 25 et 183 000 *kilowatts* dans le tableau 26; il semble bien qu'il s'agisse de *kilowatts*, que j'ai convertis en chevaux-vapeurs, en multipliant 183 000 par 1,36. Pour obtenir le total des forces motrices, j'ai ajouté aux chiffres du tableau 26 ceux du tableau 32 (usines du gouvernement.) Ces chiffres, comme ceux donnés p. 834, ne comprennent pas les chemins de fer et les bateaux. Le tableau 26 donne 26 000 chevaux d'électricité fournie du dehors aux usines, lesquels ne figurent pas au tableau 25; peut-être devrait-on les ajouter aux 365 000 donnés plus haut; je ne l'ai pas fait parce qu'ils peuvent être compris dans le nombre des 183 000 *kilowatts*.

(2) *La statistique des forces motrices en 1906* (1911) (tableau VII, p. 74) donne pour la France en 1906 : 770 000 chevaux employés, dont 400 000 à la production d'énergie électrique; des vingt-huit chutes produisant plus de 2 000 chevaux, dix se trouvaient dans l'Isère et dix dans la Savoie (voir p. 832).

P. 19. — Lignes 8 et 10, lire « vend » au lieu de « revend ».

P. 93. — Le camphrier (*cinnamomum camphora*), de la famille des Lauracées, est un arbre d'une dizaine de mètres de hauteur à l'écorce brune, aux feuilles ovales, aux fleurs blanches, aux fruits rouges ; il est répandu dans toute l'Extrême Asie, particulièrement à Formose, où il forme d'épaisses forêts. Pour en extraire le camphre ($C_{10}H_{16}O$), qui se trouve répandu dans toutes les parties de la plante, on hache le bois menu et on le traite par la vapeur d'eau ; la vapeur de camphre recueillie dans des récipients appropriés s'y condense par le froid. Sur trois millions de kilogrammes de camphre consommés annuellement dans le monde, 2,7 millions sont fournis par le gouvernement japonais, mais le Japon n'en sublime qu'une faible partie, presque tout le camphre japonais est acheté brut pour être sublimé en Angleterre, en Hollande, à Hambourg, etc., par l'addition de charbon de bois, de limaille de fer et de chaux. Le camphre est employé dans la pharmacie et pour la fabrication des explosifs et de la cellulose. Le camphre dit de Bornéo ($C_{10}H_{18}O$), qu'on retire de l'arbre appelé *Dryobalanops camphora*, sert principalement aux embaumements en Chine et ne figure pas dans le commerce européen.

P. 106 et 344. — Les derniers recensements ont donné les résultats suivants (en millions d'habitants) : France, 39,6 (1911) ; Italie, 34,6 (1910) (population légale, 35,9) (voir p. 304, note) ; Belgique, 7,4 (1910) ; Allemagne, 64,9 (1910).

P. 130 et 154. — Les principales banques d'émission de l'Écosse et de l'Irlande sont la banque d'Écosse et la banque d'Irlande. Le nombre élevé des banques existant au Japon prouve que l'état du pays n'y permet pas encore la concentration qui se manifeste en Europe : en 1908 il n'y avait plus que 74 banques par actions en Angleterre (440 en Allemagne).

P. 137. — 1912 a vu naître la *Banque Franco-Japonaise* (3 juillet) destinée à faciliter les relations économiques et financières entre la France et le Japon, qui a pour président M. Henri Guernaut, ancien sous-gouverneur de la Banque de France, et pour vice-président M. Soeda (1853), directeur de la Banque Industrielle du Japon (V, p. 124).

P. 152. — La loi allemande sur les Bourses, dont s'est inspirée en partie la loi japonaise, est la loi organique (*Börsengesetz*) du 22 juin 1896 (en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1897), telle qu'elle a été révisée par l'article 14 de l'Introduction du Code de commerce du 10 mai 1897.

P. 158 et 797. — L'exposition de Tôkiô a encore été remise.

P. 175. — Les types de syndicat indiqués p. 175 sont ceux de la loi allemande, tels que les organise le § 2 de la loi du 1^{er} mai 1889 : *Eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht, mit unbeschränkter Nachschusspflicht, mit beschränkter Haftpflicht*. Dans le premier type tous les syndiqués sont solidairement responsables des obligations du syndicat sur tout leur avoir personnel à l'égard du syndicat et de ses créanciers, dans le troisième type ils ne le sont que pour une somme déterminée (comme c'est aussi le cas du syndicat à l'égard de ses créanciers); dans le second type (que nous avons appelé improprement à responsabilité garantie d'après la traduction anglaise usitée au Japon mais qu'on devrait appeler : *Syndicat à obligation illimitée de rapport*), les syndiqués sont responsables sur tout leur avoir à l'égard du syndicat mais pas à l'égard de ses créanciers (envers lesquels le syndicat l'est cependant).

La loi du 1^{er} mai 1889 (§ 1^{er}) définit les *Genossenschaften* des sociétés (*Gesellschaften*) dont le nombre des membres n'est pas limité et qui ont pour but de développer les profits (*Erwerb*) ou les entreprises (*Wirtschaft*) de leurs membres en menant en commun leurs affaires (*Gemeinschaftlicher Geschäftsbetrieb*). Si elles se conforment à la loi et se font inscrire (*Eingetragene Genossenschaften*), elles obtiennent les droits conférés par la *Division II* (§ 17 à 23), dont le principal est la personnalité civile (§ 17).

P. 225. — Le se vaut un peu moins d'un are.

P. 282 (dernière ligne), lire : il prend maintenant le sixième rang dans le monde.

P. 298, ligne 5, lire : (Choléra) 1902 avec 13 363 cas.

P. 316 et 317. — D'après l'*Annuaire statistique* (dont les renseignements sont malheureusement insuffisants), le recensement de la France en 1906 aurait donné : Hommes mariés : (de

moins de 20 ans) 5 063; (de 20 à 39 ans) 3 092 233 (contre 2 615 652 célibataires); (de 40 ans et plus) 4 991 576 (contre 641 509 célibataires) (ainsi près de deux millions de Français se marieraient après 40 ans). — Femmes mariées : (de moins de 20 ans) 99 902; (de 20 à 39 ans) 3 909 547 (contre 1 780 195 célibataires); (de 40 ans et plus) 4 095 416 (contre 774 521). — Il faut ajouter 152 veufs et divorcés de moins de 20 ans, 81 112 de 20 à 39 ans, 914 960 de 40 ans et plus; 1 036 veuves et divorcées de moins de 20 ans, 195 562 de 20 à 39 ans, 2 219 948 de 40 ans et plus. — La statistique prussienne donne l'âge des mariés au moment où ils contractent mariage. On y voit qu'en 1910 (pour 310 415 mariages) avaient contracté mariage 11 657 hommes de moins de 22 ans, 20 019 de 22 à 23, 28 798 de 23 à 24, 35 792 de 24 à 25, 35 519 de 25 à 26, 30 491 de 26 à 27, 25 714 de 27 à 28, 20 667 de 28 à 29, 16 369 de 29 à 30, 13 374 de 30 à 31, 10 672 de 31 à 32 et 4 165 femmes de moins de 18 ans, 8 982 de 18 à 19, 17 449 de 19 à 20, 25 026 de 20 à 21, 33 129 de 21 à 22, 34 331 de 22 à 23, 32 920 de 23 à 24, 29 337 de 24 à 25, 24 040 de 25 à 26, 19 002 de 26 à 27, 14 652 de 27 à 28, 11 397 de 28 à 29, 8 768 de 29 à 30.

P. 318. — Première ligne après le tableau, lire : Nous comparerons les chiffres des dernières années.

P. 325, ligne 9, lire : Où fut mis en vigueur le code de M. Boissonade. Dans le tome V j'avais orthographié ce nom par deux *n*, tel qu'on le trouve orthographié dans le *Vapereau* et dans la plupart des dictionnaires; des documents que la famille de l'éminent jurisconsulte a bien voulu me fournir pour l'article nécrologique que j'ai publié dans le *Bulletin de la Société Franco-Japonaise* de mars 1911, il résulte que ce nom ne doit prendre qu'un seul *n*.

P. 331. — Le *sake* se fabrique de la manière suivante. On cuit du riz fin dans de l'eau, puis on y ajoute en guise de levure un champignon, *moyashi* (*eurotium oryzae*), qui change l'amidon du riz en sucre; le nouveau produit prend le nom de *kôji*. Le *kôji*, mêlé de riz frais et d'eau, est manipulé en bouillie, qu'on fait fermenter pendant une quarantaine de jours à une température de 36 à 37 degrés, et l'on obtient ainsi le *moto*. On mélange le *moto* avec du *kôji*, du riz cuit et de l'eau et l'on

fait fermenter le mélange pendant neuf ou dix jours, puis on le met dans un sac, dont on exprime le liquide; celui-ci, une fois clarifié, est porté à une température de 44 degrés, c'est alors le *sake*, qui contient en moyenne 12,5 0/0 d'alcool; 3,16 d'extrait; 0,31 d'acide lactique; 0,57 de glycose; 0,20 de dextrine; 0,8 de glycérine; 0,067 de substances minérales.

P. 415. — Le capitaine Brinkley est mort le 28 octobre 1912.

P. 451. — Le sujet de cette division : *Transformation des idées religieuses* m'a forcé à reléguer dans l'*Appendice* ce que je tiens à dire de l'œuvre admirable à la fois religieuse et française qu'accomplissent au Japon les Marianistes, principalement dans leur école : l'*Étoile du matin* (1888). Le directeur de cette école, le P. Heinrich, a été récompensé de ses efforts par la croix de la Légion d'honneur (1912). Dans son beau rapport sur le budget des Affaires étrangères pour 1912, M. Paul Deschanel s'exprime ainsi au sujet de l'œuvre du P. Heinrich :

« En vingt-trois ans le nombre des élèves s'est élevé à 800, des succursales ont été fondées à Nagasaki, Ôsaka, Yokohama; le gouvernement japonais s'est intéressé à cette œuvre de langue française en assimilant ses écoles aux écoles officielles; les premiers personnages du Japon y font instruire leurs enfants. »

L'Académie française a décerné une haute récompense au P. Heinrich.

P. 470, ligne 16, lire : Que l'analyse peut y discerner.

P. 481. — Le livre de *Windelband* (dont la 4^e édition a paru en 1907) est intitulé : *Die Geschichte der Neueren Philosophie in ihrem Zusammenhange mit der Allgemeinen Kultur und den Besonderen Wissenschaften* (Tome I. De la Renaissance à Kant; II. De Kant à Hegel et Herbart).

Dans la philosophie de Lotze il ne faut pas oublier l'influence de Spinoza et celle de Weisse (1801-66), comme aussi le fait qu'il était physiologiste.

P. 483 (ligne 5 de la note), lire : l'étude des autres sciences se confondrait.

P. 486 (note), lire : Hata.

P. 487. — Parmi les savants japonais il faut mentionner en première ligne les botanistes : Hirase a découvert en 1896 que le *gingko biloba* (*Salisburia adiantifolia*), un conifère propre au Japon et à la Chine, possède des spermatozoïdes analogues à ceux des fougères (une découverte d'un intérêt capital puisqu'elle montre la transition entre le mode de génération des cryptogames et celui des phanérogames); Ikeno (1867) a noté (1896) la même particularité chez *cycas revoluta*; Yamanouchi s'est occupé des changements de générations des algues; Shibata étudie depuis 1907 les spermatozoïdes des mousses et des fougères; Miyoshi, élève de Pfeffer, a étudié, surtout en 1894, l'action des substances chimiques sur la direction de croissance des fils des champignons et des racines.

Le fondateur de l'anthropologie japonaise est Tsuboi Shôgorô (1863) (professeur à l'Université de Tôkiô), lui et ses élèves avaient accompli près de 3 500 fouilles en 1900; il existe une société d'anthropologie à Tôkiô.

P. 524. — Voir pour Katô, V, 306; les termes de président et de recteur d'Université sont synonymes. — NARUSHIMA RIÛHOKU est mort en 1884. — Ligne 26, lire : RINSHÔ.

P. 530. — TSUBUCHI se lit aussi TSUBOUCHI.

P. 534. — M. KIKUCHI YÛHÔ, l'auteur heureux de plusieurs romans devenus populaires, dont *Par sa faute* (voir p. 536), (dans une entrevue que M. Léon Faraut a donnée dans le *Temps* du 7 septembre 1910), semble ne pas encourager les traducteurs de romans japonais modernes. Ces romans présentent, à mon avis, le plus grand intérêt comme études de la transformation sociale qui se produit actuellement au Japon.

P. 548. — La manie d'imiter l'Allemagne de 1880 à 1890 a été plaisamment appelée par les Anglais la rougeole allemande (*German measles*); la conquête du Shan tung et l'alliance anglaise ont rendu l'opinion publique hostile à l'Allemagne, elle proteste d'ailleurs contre le caractère prussien de la Constitution, il est douteux que les efforts du gouvernement puissent arrêter l'influence toujours croissante de la démocratie américaine.

P. 559. — Le parti progressiste est devenu le parti du peuple (*Kokumintô*), voir p. 799.

P. 581. Les États suivants n'ont qu'une Chambre : Bulgarie, Chine, Costa-Rica, Finlande, Grèce, Honduras, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Montenegro, Nicaragua, Panama, Perse, Saint-Marin, Salvador, Serbie. En Norvège le peuple élit l'Assemblée nationale (*Storting*), qui choisit elle-même le quart de ses membres pour en composer le Sénat (*Lagthing*), le reste formant la Chambre des députés (*Odelsting*).

P. 591, lire : « La France et le Portugal sont les seules grandes républiques qui ne soient pas fédérales. » — Sont fédérales (outre les colonies britanniques du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Australie) les républiques suivantes : Suisse, États-Unis, Mexique, Brésil, Argentine, Vénézuëla et dans une grande mesure l'Uruguay; le Chili l'a été jusqu'en 1833, la Colombie de 1858 à 1886, les États du Centre-Amérique se sont fédérés à plusieurs reprises, la dernière fois en 1891, dans d'autres républiques sud-américaines les provinces sont presque autonomes.

P. 592. — Notre Chambre des députés a été saisie par MM. Hennessy, de Lanessan, etc., d'un projet de création d'assemblées régionales où seraient représentées les professions.

P. 596. — L'État de New-York est sur le point d'accorder aux femmes les droits politiques; la loi, votée par les Chambres en janvier 1913, n'attend plus que l'approbation du gouverneur. Ce sera le douzième de l'Union, car aux États déjà mentionnés (Wyoming, Utah, Colorado, Idaho, Washington, Californie) se sont ajoutés, en 1912, Arizona, Kansas, Michigan, Océgon; en 1913, Nevada. Par contre, le projet du gouvernement suédois, adopté par la Seconde Chambre (par 140 voix contre 66), a été repoussé par la Première Chambre et les Communes britanniques ont repoussé le *bill* sur le suffrage des femmes en mai 1913.

P. 607. — Tout le titre de l'Empereur est emprunté presque littéralement à la constitution prussienne, dont l'article 61 ne définit aussi que très vaguement la responsabilité des ministres.

P. 613 (note). — Ne sont *kizoku* (pairs) que les chefs des maisons de comtes, vicomtes et barons élus *kizoku* (pairs) par les membres de leur ordre.

P. 616. — La loi japonaise combine de fait le scrutin de liste et le scrutin d'arrondissement. D'après la loi de 1889, il y avait

257 circonscriptions et 300 députés, 43 circonscriptions éalisaient deux représentants, les autres n'en éalisaient qu'un. D'après celle de 1900, la circonscription électorale ne comprend plus seulement un, deux ou trois arrondissements, mais toute une cité ou toute une préfecture élisant un, deux ou plusieurs députés. On compte actuellement 109 circonscriptions et 381 députés; 57 circonscriptions élisent un seul député, par contre une 12, trois 11, trois 10, quatre 9, etc.

P. 618, ligne 2, lire : art. 70, au lieu d'art. 30.

P. 633, lire : Rappelons-les-nous.

P. 666. — Je donne les chiffres des budgets tels qu'ils figurent dans l'*Annuaire*. Quand le total est supérieur d'une unité à la somme des *items*, c'est que dans ceux-ci on a omis les décimales.

P. 668, ligne 28, lire : *shôyu*.

P. 762, ligne 8, au lieu de « enfin », lire : C'est encore la nationalisation.

P. 774, ligne 31. — Pour *Chokugen* j'ai adopté la traduction anglaise habituelle, mais la meilleure traduction en serait : *Franche Vérité (Plain truth.)*

P. 796. — Je ne puis signaler ici les différences qui existent entre le traité anglo-japonais du 13 juillet 1911 et celui du 12 août 1905, puisque l'étude en est réservée pour le tome VII.

P. 806. — Pour les lits chinois, assez semblables aux lits européens, en usage à la cour, voir I, p. 486.

P. 809. — Le gouvernement français, très heureusement inspiré, s'est fait représenter aux funérailles de Mutsuhito par le général Lebon, dont nous avons étudié (V, 335) l'œuvre féconde dans la création de l'armée japonaise; le gouvernement et le peuple japonais n'ont cessé de donner au général Lebon des témoignages de leur reconnaissance et de leur sympathie.

Le général a publié dans le *Bulletin de la Société Franco-Japonaise* de mars 1911 des lettres écrites par lui en 1872 et qui sont du plus grand intérêt pour l'histoire de la formation de l'armée japonaise (que j'ai racontée t. V, p. 334). J'emprunte à une lettre du 20 novembre 1872 le passage suivant :

« Les troupes avec lesquelles nous avons commencé l'instruction militaire sont composées d'éléments recrutés dans les diverses provinces du Japon. Elles doivent fournir, quand leur instruction sera complète, des cadres qui seront répartis dans les troupes appelées à constituer une armée nationale. Ainsi, au début, la garde (*composée des contingents fournis par Satsuma, Chôshû et Tosa*), quoique présente à Tôkiô, n'était pas comprise dans l'instruction de la mission. Aussi sa jalousie n'a pas tardé à éclater... Cependant le premier ministre de la guerre, M. Saigô, quand il a vu la jalousie de la garde tout à fait surexcitée, lui a accordé l'instruction de la mission, mais ce fut à une condition... la garde devait consentir à manœuvrer sur le même terrain et côte à côte avec les troupes qu'instruisait déjà la mission. Dans un avenir plus ou moins proche je crois qu'il deviendra possible au gouvernement japonais d'atteindre l'objectif qu'il a dû raisonnablement se proposer, c'est-à-dire... de transformer complètement la garde impériale, qui... est devenue une force à part dans l'État.»

IX. — TABLEAU COMPARATIF DES LONGUEURS,
SURFACES, POIDS, MESURES ET MONNAIES

<i>Ri.</i>	3,92727 kilomètres.
<i>Ri</i> marin.	1,85318 kilomètres
<i>Ri</i> carré.	15,42347 kilomètres carrés.
<i>Chô</i> = 10 <i>Tan</i> = 3 000 <i>Tsubo</i> .	99,17355 ares.
<i>Tsubo</i> .	3,30579 mètres carrés.
<i>Koku</i> = 10 <i>To</i> = 100 <i>Shô</i> .	1,80391 hectolitres.
<i>Koku</i> (Capacité des navires).	0,1 tonne.
<i>Kwan</i> = 1 000 <i>Momme</i> .	3,75 kilogrammes.
<i>Kin</i> = 160 <i>Momme</i> .	600 grammes.
<i>Momme</i> .	3,75 grammes.
<i>Yen</i> = 100 <i>Sen</i> .	2,583 francs.

TABLE DES GRAVURES

	Pages.
Le comte Ôkuma	44
Maison et musée d'Ôkura, un riche marchand	184
La caserne de la garde (Tôkiô). — L'hôtel de l'État-major et la statue du prince Arisugawa (Tôkiô)	398
La résidence d'été de l'empereur sur le lac de Hakone ...	602
Le général duc Katsura	720
Le comte Hayashi à l'ambassade japonaise de Londres ...	724
Le marquis Saionji	778
Le marquis Komura	786

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II

LA TRANSFORMATION DU JAPON LES RÉFORMES QUI CRÉENT LE RÉGIME MODERNE

DEUXIÈME PARTIE

L'OEUVRE DE RECONSTRUCTION

SECTION II. — *La civilisation matérielle*..... 1

INTRODUCTION. — Des caractères généraux de notre civilisation matérielle et des raisons pour lesquelles l'Asie, après l'avoir longtemps repoussée, l'adopte aujourd'hui rapidement..... 1

CHAPITRE 1^{er}. — Les Finances..... 38

INTRODUCTION. — L'évolution financière..... 38

A. La création des finances publiques..... 65

a) L'administration financière..... 66

b) Le budget..... 69

c) Le budget des dépenses. — La dette publique. 76

d) Le budget des recettes..... 81

Les impôts 81

Les revenus autres que les impôts 94

e) Les budgets des départements, des arrondissements et des communes..... 97

<i>f)</i> Des charges que les impôts font supporter à la population.....	104
B. La création des finances privées.....	107
<i>a)</i> Les banques.....	108
<i>b)</i> Les assurances.....	137
<i>c)</i> Les bourses et les clearing houses.....	140
<i>d)</i> Le taux de l'intérêt.....	145
CHAPITRE II. — Le régime économique.....	155
INTRODUCTION. — L'organisation du nouveau régime économique.....	155
<i>a)</i> L'œuvre de l'État.....	155
<i>b)</i> L'œuvre des particuliers.....	181
A. Les voies de communication.....	188
<i>a)</i> Les routes et les véhicules.....	188
<i>b)</i> Le réseau ferré.....	190
<i>c)</i> La marine marchande.....	203
<i>d)</i> Les postes, télégraphes et téléphones.....	214
B. Les produits du sol et des eaux.....	220
<i>a)</i> L'agriculture.....	220
<i>b)</i> La pêche.....	235
<i>c)</i> Le sel.....	236
<i>d)</i> Les mines.....	237
C. L'industrie.....	239
D. Le commerce.....	255
E. La richesse générale.....	263
CHAPITRE III. — La condition du peuple.....	287
A. La démographie.....	287
<i>a)</i> Démographie physique.....	288
<i>b)</i> Démographie morale.....	310
B. Les conditions générales de la vie.....	333
<i>a)</i> La répartition de la population par professions.....	333
I. Le Japon en 1886.....	333
II. Le Japon en 1910.....	339
<i>b)</i> Les prix.....	346
I. L'ensemble des prix.....	346
II. Les prix des aliments.....	349

c) Les conditions des différentes classes sociales, les revenus, les salaires	354
Première période (1871-1895).....	355
Deuxième période (1896-1903).....	362
Troisième période (1904-1912).....	377
C. Les mœurs.....	391

LIVRE III

LA TRANSFORMATION DU JAPON LES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES

INTRODUCTION

LA TRANSFORMATION INTELLECTUELLE ET MORALE DU JAPON DEPUIS LA RÉVOLUTION (1868-1912)

SECTION I. — <i>Les agents de la transformation intellectuelle et morale. — La presse. — Le livre</i>	413
A. La presse.....	413
B. Le livre.....	429
SECTION II. — <i>Du mouvement des idées en gé- néral</i>	433
A. La transformation des idées religieuses.....	433
a) Les religions orientales.....	434
<i>Le shintô</i>	434
<i>Le bouddhisme</i>	444
b) Le christianisme.....	449
c) Les projets de fusion des religions.....	465
B. La transformation des idées philosophiques et scientifiques	472
a) La philosophie.....	472
b) Les sciences.....	483

C. La transformation des idées morales et sociales...	489
D. La transformation des idées littéraires et artistiques.....	518
SECTION III. — <i>La répercussion de la transformation générale des idées sur les conceptions politiques et sociales. — Le mouvement démocratique</i>	
A. Du mouvement démocratique en général.....	544
B. La formation des grands partis politiques	549

PREMIÈRE PARTIE

LA CONSTITUTION

CHAPITRE I ^{er} . — Les origines de la Constitution.....	569
A. Du gouvernement constitutionnel en général et des origines occidentales de la Constitution japonaise.....	569
B. Des origines japonaises de la Constitution.....	599
CHAPITRE II. — La Constitution	606
CHAPITRE III. — Les lois annexes.....	611
A. La loi sur la maison impériale	614
B. Les lois sur le Parlement.....	613

DEUXIÈME PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONSTITUTION

<i>Première période. — L'histoire intérieure depuis la convocation du Parlement jusqu'à la fin de la guerre contre la Chine. — L'essai d'un régime libéral</i>	633
CHAPITRE I ^{er} . — Les premières luttes de la Chambre et du gouvernement. — Les ministères Yamagata (1889-91) et Matsukata (1891-92).....	633

CHAPITRE II. — Les luttes intérieures apaisées par la guerre extérieure (1894-95). — Le second ministère Itô (1892-96).....	647
---	-----

<i>Deuxième période. — L'histoire intérieure depuis la fin de la guerre contre la Chine jusqu'à la fin de la guerre contre la Russie. — L'essai d'un régime dictatorial.....</i>	<i>658</i>
--	------------

INTRODUCTION. — Le programme <i>Post-Bellum</i> et la transformation du pays	
A. Le programme <i>Post-Bellum</i>	658
B. La transformation du pays sous l'influence de la guerre et du programme <i>Post-Bellum</i> : — L'influence croissante des hommes d'affaires. — Le socialisme	680

CHAPITRE I ^{er} . — L'exécution du programme <i>Post-Bellum</i> confiée aux fondateurs du régime parlementaire. — Second ministère Itô (1892-96) (<i>suite</i>); second ministère Matsukata (1896-98); troisième ministère Itô (1898).	695
---	-----

CHAPITRE II. — L'exécution du programme <i>Post-Bellum</i> confiée temporairement à un gouvernement de parti. — Le ministère Ôkuma-Itagaki (1898)	707
---	-----

CHAPITRE III. — L'exécution du programme <i>Post-Bellum</i> confiée à un gouvernement dictatorial. — Second ministère Yamagata (1898-1900); [quatrième ministère Itô (1900-01)...]; premier ministère Katsura (1901-06)	713
--	-----

<i>Troisième période. — L'histoire intérieure depuis la fin de la guerre contre la Russie. — Essai de conciliation du régime dictatorial et du régime libéral.....</i>	<i>748</i>
--	------------

INTRODUCTION. — Le second programme <i>Post-Bellum</i> et le Japon depuis la guerre de 1904-05.....	748
A. Le second programme <i>Post-Bellum</i>	748
B. L'état général du Japon contemporain.....	766

CHAPITRE I ^{er} . — L'exécution du second programme <i>Post-Bellum</i> confiée à un cabinet d'affaires pris en partie	
--	--

dans le Parlement et de tendances libérales. — Le premier ministère Saionji (1906-08).....	779
CHAPITRE II. — L'exécution du second programme <i>Post-Bellum</i> confiée à un cabinet d'affaires pris en dehors du Parlement et de tendances dictatoriales. — Le second ministère Katsura (1908-11) (le second ministère Saionji).....	793
CONCLUSION. — La mort de l'empereur Mutsuhito (Meiji Tennô) et la fin de l'ère de Meiji.....	806
APPENDICE.....	823
I. — L'empereur Yoshihito, la crise de décembre 1912-février 1913, le troisième ministère Katsura, le ministère Yamamoto.....	823
II. — La situation économique et démographique du Japon à la fin de l'ère de Meiji.....	829
III. — La marine marchande du Japon. — Son rang parmi les marines du monde. — Comparaison avec la marine française.....	831
IV. — Quelques chiffres se rapportant à la richesse de la France et destinés à servir de termes de comparaison avec la richesse du Japon.....	832
V. — La situation financière du Japon en 1912.....	834
VI. — L'empereur Mutsuhito.....	836
VII. — Développements et éclaircissements de l'Introduction.....	838
VIII. — Addenda et Errata.....	845
IX. — Tableau comparatif des longueurs, surfaces, poids, mesures et monnaies.....	854
TABLE DES GRAVURES.....	855
TABLE DES MATIÈRES.....	857

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, rue Garancière

DATE DUE

--	--

DOMINICAN COLLEGE LIBRARY

DS835 .L22 v.6

La Mazeli  r/Le Japon



3 3645 00087227 8

6001

DS835 .L35 1907

vol.6

La Mazeli  re, Antoine Rous,
marquis de, 1864-

Le Japon : histoire et
civilisation ...

Dominican College Library
San Rafael, California

